

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

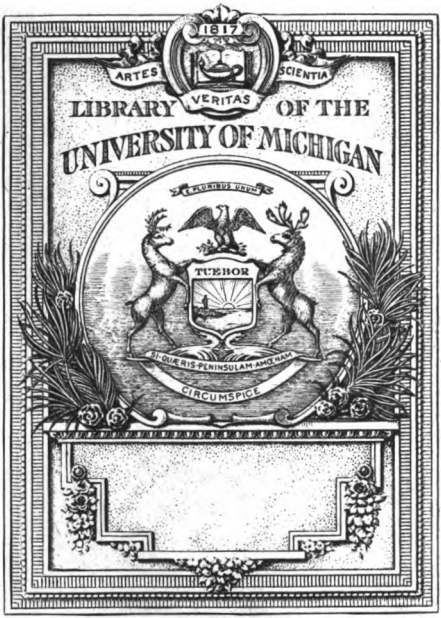
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 496060

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 37.)

SAMEDI 15 Septembre 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tous les Livres, Cartes, Eſtampes, Muſique, & Avis divers, doivent être adreſſés à M. de la Harpe, rue du Haſard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement eſt de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

SEPTEMBRE a 30 jours & la Lune 30. Du 1 au 30, les jours décroissent de 52'.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. de l'An	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1	sam.	Leu, Évêque.	16		11	59	30
2	14 D.	Lazare, ressuscité.	17		11	59	11
3	lundi	Grégoire le Grand, Pape.	18		11	58	52
4	mardi	Marcel, Martyr.	19		11	58	32
5	merc.	Bertin, Abbé.	20		11	58	12
6	jeudi.	Onésime.	21	☾ D. Q.	11	57	52
7	vend.	Cloud, Prêtre.	22	le 8, à 7	11	57	32
8	sam.	*LA NATIVIT. DE LA V.*	23	h. 18 m.	11	57	12
9	15 D.	Omer, Évêque.	24	du mat.	11	56	51
10	lundi	Nicolas de Tolentin.	25		11	56	30
11	mardi	Patient, Évêque.	26		11	56	10
12	merc.	Serdot, Évêque.	27		11	55	49
13	jeudi.	Maurille, Év. d'Angers.	28		11	55	28
14	vend.	L'Exalt. de la Ste. Croix.	29	● N. L.	11	55	7
15	sam.	Corneille.	30	le 16, à 9	11	54	56
16	16 D.	Cyprien, Év.	1	h. 27 m.	11	54	25
17	lundi.	Lambert, Évêque.	2	du mat.	11	54	5
18	mardi	Jean Chrysostôme.	3		11	53	44
19	merc.	*Quatre-Temps.*	4		11	53	43
20	jeudi	Eustache.	5		11	53	2
21	vend.	Matthieu, Ap.	6	☽ P. Q.	11	52	41
22	sam.	Maurice. AUT.	7	le 23, à 1	11	52	21
23	17 D.	Ste. Thecle, Vierge.	8	h. 57 m.	11	52	0
24	lundi.	Andoche, Prêtre.	9	du soir.	11	51	40
25	mardi	Firmin, Évêque.	10		11	51	19
26	merc.	Sophie.	11		11	50	59
27	jeudi.	Côme & Damien, Mart.	12	○ P. L.	11	50	39
28	vend.	Ceran, Évêque.	13	le 30, à 9	11	50	20
29	sam.	Michel, Archange.	14	h. 15 m.	11	50	0
30	18 D.	Jérôme, Prêtre.	15	du mat.	11	49	41

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE 1792.

PIECES FUGITIVES.

CHANSON GRENADIERE.

AIR : Auſſi-tôt que la lumiere.

UN Roi blanc-bec nous chicane ;
Moquons-nous de ſes Houlans,
Tremblant devant une canne ;
Ferraillant pour des Tyrans.
Citoyens, amis & freres,
Soldats de l'Egalité,
On lit deſſus nos Bannieres :
» La mort ou la Liberté «.

Digitized by Google

840.6
M558
1792

Tout l'Univers nous contemple ;
Amis, frappons-en plus fort ;
Donnons au monde l'exemple,
Aux Tyrans donnons la mort.
Canonniers, brûlez l'amorce,
Redoublons tous nos efforts ;
Faisons-leur entrer par force
La vérité dans le corps.

Courage, qu'on me seconde ;
Que du Rhin ils boivent l'eau,
Et nous, attachons la bonde
Du tonneau de Mirabeau.
Aux *Marquis* le Droit de l'Homme
Ne peut, dit-on, convenir ;
Mais en revanche on fait comme
A leurs femmes il fait plaisir.

Plutôt qu'un Aristocrate
Aux Français donne des fers,
J'irai faire en Démocrate
Des motions aux Enfers.
Si Proserpine me berne,
Et tient pour l'Abbé Mauri,
Je la monte à la lanterne,
Et je fabre son mari.

(*Par M. Riouf.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade eſt *Ecumoire*; celui de l'Enigme eſt *Rouet*; & celui du Logogriphe eſt *Sacerdoce*, où l'on trouve *Roſe*, *Corde*, *Cocarde*, *Rade*, *Arc*, *Sacre*.

CHARADE A MLLE. ***.

Les Aruſpices autrefois
Par mon premier s'érigeaient en Prophetes;
De mon dernier le déclin eſt parfois
Ce que redoutent les Coquettes;
Mais vos attraits, Zulmis, vous ſont un ſûr garant
Que jamais mon entier ne ſera votre amant.

(Par M. Lagache fils, d'Amiens.)

ÉNIGME.

CHANSON ſur l'Air du *Confiteor*.

Je ſuis du genre féminin,
Méchante quand je ſuis vieillie;
J'ai le front ridé, l'œil malin;
On ne me trouve pas jolie.
Mais, mais paſſons donc ſur cela;
Voyons qui me devinera.

Digitized by Google

IRIS, si vous vous connaissez,
Vous ne pouvez pas me connaître ;
Cependant quand vous paraissez,
Aussi-tôt vous me faites naître.
Mais, mais j'en dis trop sur cela ;
Voyons qui me devinera.

VOTRE Amant sait peut-être bien
Mon nom & toute mon affaire ;
S'il ne vous en témoigne rien,
C'est par crainte de vous déplaire.
S'il est heureux, il obtiendra
Le doux prix qui me détruira.

LOGOGRIPHE.

ON me trouve, Lecteur, à la ville, au village ;
Même dans les simples hameaux ;
Ma premiere moitié voit naître le feuillage,
Et l'autre anime les échos.

(Par M. Lagache fils, d'Amiens.)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LETTRES originales de Mirabeau, écrites du Donjon de Vincennes, pendant les années 1777, 17 8, 1779 & 1780; contenant tous les détails sur sa vie privée, ses malheurs, & ses amours avec Sophie Ruffey, Marquise de Monnier; recueillies par P. MANUEL, *Citoyen Français. 4 Vol. in-8°. A Paris, chez* Garnery, *Libraire, rue Serpente, N°. 17.*

MIRABEAU a été vraiment l'homme de la Révolution. On verra, en lisant ces *Lettres*, que la Nature & la fortune l'avaient comme de concert, préparé & mûri pour cette grande époque de notre Liberté & de sa gloire. Il était né avec une ame ardente & forte, un génie puissant & flexible, une vivacité d'imagination qui ne nuisait en rien à la justesse des idées, un penchant effréné pour le plaisir, joint à la plus grande facilité pour le travail, & un tempérament robuste, capable de suffire en même temps & au travail & au plaisir; une activité de pensée qui semblait dévo-

Digitized by Google

rer tous les objets, & une promptitude de mémoire qui les embraſſait tous.

Né d'un pere qui avait de l'eſprit & des connaiſſances, ſon éducation fut ſoignée comme elle pouvait l'être alors; mais les hommes tels que lui ſont toujours la leur, & ſon caractere & les circonſtances lui procurerent bientôt la plus rude, mais auſſi la plus inſtructive de toutes, celle du malheur. Son premier ennemi fut ſon pere: Ecrivain Légiſlateur & homme à ſyſtême, il avait jeté quelques idées utiles ſur l'Economie rurale & ſur l'Impôt, dans de gros Ouvrages remplis d'ailleurs du plus ridicule fatras; fier comme Gentilhomme, & vain comme Auteur, il s'enorgueilliſſait d'être un des chefs de la Secte Economiſte, conjointement avec Queſnay, Turgot, Dupont, Roubaud, qui avaient infiniment plus de principes & de méthode que lui, & qui écrivaient beaucoup mieux. Entêté & inconſéquent, comme tous les gens médiocres, il détériorait ſyſtématiquement ſes terres en ſe flattant d'enrichir l'Etat par ſa théorie, & tyranniſait ſa famille en prêchant la liberté politique; uniſſant par un mélange aſſez commun tous les préjugés de la féodalité, qui étaient dans ſon cœur, avec tout l'étalage des maximes philoſophiques qui n'étaient que ſous ſa plume. Cet homme impérieux & bizarre apperçut bien vîte dans la jeuneſſe

Digitized by Google

de son fils & dans le premier développement de ses facultés un esprit d'indépendance dont il fut blessé, & une supériorité de talens qui menaçait sa vanité. Si c'eût été un Citoyen & un pere, il eût pensé comme ces anciens Républicains dont le premier vœu était d'être surpassés par leurs fils ; mais l'orgueil du rang & des opinions n'en avait fait qu'un Despote : il fut jaloux ; il le fut à l'excès, & devint un vrai tyran. En refusant à son fils l'honnête nécessaire, en le mariant contre son gré, en traitant avec une sévérité outrée des erreurs de jeunesse, en lui montrant sans cesse la rigueur d'un Juge, l'autorité d'un pere, & la sombre défiance d'un ennemi ; enfin en lui fermant absolument son ame, il révolta celle d'un jeune homme fier & sensible, qui avait la connaissance raisonnée de ses droits, & déjà le premier sentiment de ses forces. Au lieu de prendre les arrangemens convenables qu'une grande richesse mettait à sa disposition pour payer les dettes de son fils, il parut désirer en secret d'enchaîner le génie de ce jeune homme par des embarras de fortune ; & sa conduite dans la malheureuse aventure de Madame de Monnier fait juger qu'il ne vit dans une faute très-excusable par toutes ses circonstances, qu'une occasion de le perdre à jamais, & de l'ensevelir dans la nuit des cachots, ou de le forcer à s'ex-

Digitized by Google

patrier. On voit clairement qu'il ne lui pardonnait pas d'apprécier le mérite de son pere, & de sentir le sien. Il s'arma contre lui du Despotisme Ministériel, sous prétexte de le dérober à la vengeance des Loix, & c'était la sienne propre qu'il satisfaisait, puisqu'il est prouvé que, même suivant les Loix de ce temps-là, toutes vicieuses qu'elles étaient, Mirabeau ne pouvait jamais être condamné. L'évasion de Madame de Monnier avait été volontaire; elle avait vingt-quatre ans, elle était mariée depuis six. Il n'avait point été compagnon de sa fuite; il n'y avait donc ni séduction ni rapt. Il l'avait rejointe depuis, il est vrai; mais cela prouvait seulement qu'ils étaient amoureux l'un de l'autre; l'action en adultere n'eut jamais lieu & ne pouvait être intentée, parce qu'il n'y avait aucune preuve possible. Il n'y avait donc, encore une fois, d'autre crime que l'amour, très-excusable au moral, & nul dans les Tribunaux.

Tout ce que je viens d'exposer est constaté par des témoignages irrécusables dans les *Lettres de Mirabeau :* il est impossible d'en suspecter l'authenticité & la véracité. Par un hasard singulier, c'est entre les mains des agens du Pouvoir absolu que ces *Lettres* étaient en dépôt, & par un autre hasard non moins remarquable, c'était un Lieutenant de Police qui avait porté l'in-

Digitized by Google

dulgence jusqu'à se rendre l'intermédiaire de la correspondance de deux Amans emprisonnés. Tous les faits qu'il allegue en réclamant justice, ne sauraient être révoqués en doute, puisque de la vérité de ces faits il fait dépendre sa liberté & son honneur, & qu'il s'adresse à ceux qui étaient à portée de vérifier tout, & qui étaient les maîtres de son sort.

Ces *Lettres* ont donc un avantage précieux, celui de jeter le plus grand jour sur le caractere d'un homme fameux qu'on a eu tant d'intérêt à calomnier. Elles sont une réponse péremptoire à tant d'accusations, aussi absurdes qu'infames, dont on a voulu le noircir, au moment où, pour se venger de la gloire & des triomphes de l'homme public, on a eu recours à la ressource commune d'attaquer l'homme privé. Ces *Lettres* sont pour la mémoire de Mirabeau une égide terrible sur laquelle il a gravé les titres irréfragables qu'il présente au jugement de la Postérité, titres d'autant plus sûrs qu'ils n'étaient pas destinés pour elle. Ce ne sont point ici des *Mémoires* écrits pour le Public, ni même des *Confessions*, où l'on peut toujours se montrer tel que l'on consent à être vu, mettre d'autant plus d'artifice qu'on sait mieux prendre l'air de la vérité, & se faire valoir d'autant mieux qu'on a plus l'air de s'accuser. Non, rien de tout cela : ces

Digitized by Google

Lettres, écrites dans un cachot à une Maîtresse, & passant par les mains d'un Juge, ne devaient jamais être vues par d'autres; & sans le hasard de la Révolution, il est probable qu'elles n'eussent jamais vu le jour. Amant & malheureux, il ne pouvait avoir d'autre consolation, d'autre besoin que de s'épancher avec celle qu'il aimait; accusé, il se perdait s'il eût essayé un moment d'en imposer aux arbitres de sa destinée. Il ne put donc tromper ni sur les sentimens ni sur les faits; & sous l'un & l'autre rapport, il y a de quoi justifier ou même honorer sa mémoire.

Il est impossible à quiconque lira ces *Lettres* sans prévention, de croire que l'homme qui écrivait ainsi dans le Donjon de Vincennes ait pu être un méchant, un lâche, un pervers. Ceux qui faisaient consister le courage dans ce qu'on appelait si ridiculement *les affaires d'honneur*, verront que cet homme qu'on traitait de poltron, parce qu'étant Législateur, il ne voulait pas descendre à n'être qu'un Spadassin, avait eu dans sa jeunesse deux de ces *affaires-là*, qu'il s'était battu une fois, qu'une autre fois il avait souffleté son adversaire qui refusait de se battre, & que pour ces deux *affaires* il subit une premiere détention. Mais un courage bien autrement admirable, c'est celui d'écrire, sous les verroux de Vincennes, à des Ministres

Digitized by Google

absolus, à des Grands, du style & du ton d'un homme libre; de développer avec autant d'énergie que de justesse tous les principes du droit naturel en parlant à des hommes qui ne connaissaient que le droit du plus fort; de répandre sur un papier souvent trempé des larmes de l'infortune, tout le feu d'une ame embrasée du saint amour de la Liberté. C'est-là sur-tout ce qui annonçait dans le Mirabeau de Vincennes, le Mirabeau de l'Assemblée Nationale; c'est-là qu'on voit tout ce qu'il devait être un jour; c'est-là qu'il semble lui-même le pressentir de loin, & entrevoir la Révolution dans l'avenir. Combien en effet a dû être grand dans la Tribune de la Liberté, celui qui était si ferme, si hardi, si imposant sous les chaînes de la tyrannie! Mais aussi ce sont ces mêmes chaînes qui l'ont fait ce que nous l'avons vu; & c'est toujours le Despotisme qui forme, sans y penser, ceux qui doivent le détruire; c'est lui qui prend soin de tremper les armes dont il sera frappé.

Cette persécution si longue & si atroce exercée contre Mirabeau, en comprimant le ressort d'une ame forte, devait lui donner une impulsion formidable, puisqu'elle ne le brisait pas. Dans ces *Lettres*, qui le rendront aussi intéressant aux yeux de la Postérité que son pere y paraîtra petit & odieux, ses forces morales se développe-

Digitized by Google

rent sous tous les rapports imaginables. Il trace déjà toute la théorie du Gouvernement légal ; il rassemble des résultats lumineux de ses lectures & de ses réflexions sur toutes les parties de l'Economie politique, sur les Sciences, sur les Arts, sur les objets de Littérature & de goût. Son talent pour écrire sur toutes les matieres, brille de tout son éclat dans des *Lettres* minutées avec la plus grande rapidité, qui offrent, parmi quelques négligences de diction & quelques fautes de goût, une foule de beautés de toute espece. Comme Ouvrage de sentiment, c'est le seul qui puisse être comparé pour la vraie chaleur & la vraie sensibilité aux plus belles Lettres de la Julie de Rousseau ; & pourtant quelle disproportion dans le sujet, la situation & les moyens ! Rousseau avait à sa disposition tous ceux d'un Romancier qui arrange sa fable, la gradation, le nœud, les incidens, les épisodes, le dénouement : joignez-y l'œil du Public ouvert sur l'Ouvrage, & celui de l'Auteur ouvert sur le Public. Mirabeau, au contraire, dans la solitude d'une prison, dans le désespoir, dans l'abandon, & dans l'incertitude plus cruelle encore, écrit durant quatre années, toujours dans la même situation, n'ayant jamais que le même cri, la Liberté & sa Maîtresse, & on lit ces quatre gros Volumes de *Lettres*, où il n'y a pas un évé-

Digitized by Google

nement, avec autant de plaisir & d'intérêt que le Roman le mieux fait & le plus touchant. Jamais on n'a pu mieux voir qu'il y a dans l'amour un charme qui n'est qu'à lui; c'est de n'avoir jamais qu'une même chose à dire & de la dire toujours sans s'épuiser ni se lasser jamais, & même sans lasser les autres, quand il a l'éloquence qui lui est propre. On sent bien qu'il ne s'agit pas ici des Amans vulgaires; on sait qu'ordinairement rien n'est si insipide pour un tiers que leurs conversations & leurs Lettres. Il n'en est pas de même de l'homme supérieur; comme il porte son génie dans ses passions, il révele tous les secrets de l'un & de l'autre, & les rend d'un intérêt général.

Mais ces mêmes *Lettres* qui parlent si bien au cœur, qu'on dirait que l'Auteur n'a été occupé qu'à sentir & à aimer, parlent en même temps à la raison, de maniere qu'il semble qu'il n'ait été occupé qu'à penser. Vous rencontrez à tout moment des vérités fortement énoncées, des expressions de génie, des traits de passion, des raisonnemens vigoureux, des apperçus vastes, des réflexions fines ou profondes. Une Lettre apologétique qu'il adresse à son pere, un examen des principes contenus dans ses Ecrits, & mis en opposition avec sa conduite, un Mémoire en forme contre lui, envoyé au Lieutenant.

Digitized by Google

de Police, ſont autant de chef-d'œuvres en leur genre, & réuniſſent une dialectique victorieuſe, une ironie amere & une éloquence noble, ſans jamais paſſer la meſure en rien.

Quoique la ſituation de l'Auteur ne change pas, cependant le ton de ſa correſpondance eſt plus varié qu'on ne pourrait l'imaginer, & l'état de ſon ame ſemble différent au point de paſſer d'un extrême à l'autre, quoiqu'il n'y eût en effet d'autre variation dans ſon ſort, que le plus ou moins d'eſpérance de liberté. C'eſt que véritablement les degrés de l'eſpérance ſont les ſeuls événemens de la vie d'un priſonnier, mais des événemens très-conſidérables. Auſſi Mirabeau paraît tantôt dans la plus déchirante douleur, dans le plus violent déſeſpoir, dans le plus ſiniſtre abattement; tantôt dans la ſérénité & dans le calme, dans les jouiſſances d'un bonheur prochain, dans toute la liberté d'eſprit qu'il aurait eue dans le monde, ſouvent même dans la gaieté & le plus folâtre enjouement. Cette derniere diſpoſition ne ſe montre gueres, il eſt vrai, que lorſqu'il a l'aſſurance très-prochaine de ſon élargiſſement. Il menace quelquefois, dans le cours de ſa détention, de ſe donner la mort, & il paraît alors de bonne foi; mais il ne l'aurait ſûrement pas fait tant que ſa Maîtreſſe aurait vécu & l'aurait aimé: tant

Digitized by Google

qu'on s'aime & qu'on espere de se revoir, on ne se résout point à mourir. Comme le bien tient de près au mal dans les choses humaines ! Mirabeau se désole dans sa prison d'être séparé d'une Maîtresse ; il semble que ce soit-là son plus grand malheur ; & c'était réellement celui qui lui faisait supporter tous les autres ; sans ce soutien, une ame aussi ardente & aussi fiere que la sienne aurait pu se jeter dans le désespoir ; mais le plus grand tourment de la captivité est d'être seul, & avec l'amour on est toujours deux, même séparés l'un de l'autre ; & voilà pourquoi l'on ne se tue point, quoi qu'il arrive. L'amour vous charge de deux existences ; vous ne pouvez disposer de l'une sans attenter à l'autre ; & comme celle-ci est sacrée, l'autre est nécessairement respectée.

On a remarqué dans les *Lettres* de Mirabeau des pensées, des expressions, des phrases, des morceaux entiers d'emprunt, & tirés d'Ouvrages connus qu'il ne cite pas. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que c'est un plagiat. D'abord ces *Lettres* n'étaient nullement destinées à l'impression : de plus, lisant & écrivant beaucoup & très-vîte, parce que c'était sa seule ressource, il confondait quelquefois, sans y penser, ses compositions & ses lectures. Celui qui rend ici hommage à sa mémoire, se glorifie d'être pour beaucoup dans ces

Digitized by Google

larcins involontaires : il y a, entre autres, une douzaine de vers de *Mélanie*, réduits en prose, sans autre retranchement que celui de la mesure & de la rime, & d'ailleurs conservés mot pour mot. Il n'y a qu'une seule de ces expressions empruntées qu'il ait soulignée comme citation : elle convenait au Donjon de Vincennes comme à un Couvent : *Et l'on y meurt long-temps.* Mais ce qui prouve que quand il ne cite pas, c'est uniquement sa mémoire qui le trompe, c'est qu'il transcrit quelque part huit ou dix vers de Voltaire, sans pouvoir se rappeler où il les a lus.

Une des choses qui font le plus d'honneur à sa sensibilité, c'est le tendre intérêt qu'il montre sans cesse pour cet enfant qu'il eut de Madame de Monnier, & qu'il perdit sans l'avoir jamais vu. Il entre dans les plus petits détails sur son éducation morale & physique, & paraît aussi accablé de sa mort que s'il l'eût vu croître dans ses bras. Les affections de la Nature n'entrent pas si profondément dans un mauvais cœur.

On regrette de ne pas connaître davantage l'objet d'une si grande passion dans un homme tel que Mirabeau. Ce Recueil n'offre qu'une seule lettre de Madame de Monnier ; mais elle suffit pour donner l'idée d'une femme dont l'esprit était fort au-dessus du commun, & c'est beaucoup de

Digitized by Google

ne pas rester au dessous de l'opinion qu'en donne Mirabeau.

ANNONCES ET NOTICES.

DE L'AUTORITÉ DE RABELAIS dans la Révolution présente & dans la Constitution civile du Clergé, ou Institutions Royales, Politiques & Ecléfiastiques, tirées de Gargantua & de Pantagruel.

Scilicet risu tabula. HOR.

Brochure in-8°. En Utopie, de l'Imprimerie de l'Abbaye de Théleme; & à Paris, chez Gattey, Libr. au Palais-Royal, N°. 14.

Cette Brochure très-agréable eſt d'un homme d'eſprit & de ſens, qui fait voir que Rabelais en avait beaucoup plus qu'on ne lui en croit communément. On en a extrait ici la ſubſtance, débarraſſée des ordures & du verbiage, & l'on a choiſi avec beaucoup de jugement les morceaux les plus piquans, qui prouvent que Rabelais penſait ſur les Parlemens, ſur le Clergé, ſur les Moines, ſur le Pape, ſur la Cour, préciſément comme nos Philoſophes & nos Légiſlateurs. Il faut lire ſur-tout le Chapitre *ſur l'ordre Judiciaire*. L'Auteur termine ainſi ſes citations: » Si vous

Digitized by Google

» connaissez, Lecteur, un trait comique ou sa-» tyrique, mieux & plus délicatement lancé que » celui-là, je vous en fais mon compliment «. Il a toute raison : le morceau est charmant ; il est digne de Moliere.

INSTRUCTION sur la Contribution fonciere, dans laquelle on a expliqué comment les Impositions étaient perçues sous l'ancien Régime ; — comment la Contribution fonciere est établie ; — comment elle doit être annuellement déterminée & répartie ; — comment se doivent faire les états de Section ; — comment se doit évaluer le revenu net des propriétés (ce qui s'applique à l'évaluation de toutes les propriétés & des fruits restituables) ; — comment se fait la réduction de l'arpent du Roi à la sétérée Delphinale (ce qui peut servir pour la réduction de toute superficie) ; — comment doivent se faire la matrice de rôle & le rôle ; — comment le rôle doit être déclaré exécutoire & mis en recouvrement ; — comment doivent se faire la perception, le recouvrement, & les exécutions faute de payement ; — comment les réductions de Contribution peuvent être demandées & obtenues ; — comment doit se faire la retenue de la Contribution sur les rentes ci-devant seigneuriales & foncieres, sur les rentes constituées, les intérêts,

Digitized by Google

& les pensions viageres ; & la comparaison des Impositions de 1789 avec la Contribution foncière de 1791. L'Ouvrage est terminé par l'examen de cette question : » Les Impositions étaient » déduites sur les fonds taillables, lors de leur » estimation dans les compositions de masse pour » le réglement des légitimes ; aujourd'hui que » tous les privilèges sont abolis, la déduction de » la Contribution foncière doit-elle être faite « ? Par M. Royer Desgranges, Homme de Loi à Grenoble ; & par M. Guedy, ci-devant Procureur au Parlement de la même ville. 1 Volume in-8°. Prix, 5 liv. broc. Se vend à Paris, chez Delalain le jeune, Libr. rue St-Jacques ; & chez tous les Libraires du Palais-Royal.

Cette Instruction méthodique est très-claire & très-lumineuse ; elle met chacun à la portée des vraies dispositions de la Loi, & à l'abri de tout arbitraire ou de toute erreur ; elle est utile & même nécessaire non seulement aux Contribuables, mais encore aux Municipalités, & même aux Corps Administratifs. Elle a eu l'approbation d'un Ministre des Contributions, & de plusieurs Directoires.

DES DEVOIRS DE L'HOMME, Ouvrage traduit du latin de M. T. Cicéron, avec des Notes & la Vie de l'Auteur ; par Emmanuel Bröffelard ;

Digitized by Google

Homme de Loi, Electeur de Paris aux années 1789, 1790 & 1791, Assesseur du Juge de Paix de la Section de la Place Royale, Membre du Conseil général de la Commune. Volume de 400 pages. Prix, 4 liv. br. A Paris, chez l'Auteur, rue Culture-Sainte-Catherine, N°. 13; & chez Dupont, Imp-Libr. rue de Richelieu, N°. 14.

La traduction est un des genres de littérature où ce siecle a eu de l'avantage sur le précédent; parce que des hommes d'un vrai talent n'ont pas dédaigné de s'en occuper. Celle du *Traité des Devoirs*, que nous annonçons ici, doit être rangée parmi les meilleures que nous ayons : ce n'est point une production de pédant, comme il y en a tant; l'Auteur traduit avec cette liberté sage & cette fermeté de style qui réfulte de l'intelligence parfaite de l'original & de la connaissance réfléchie des différens procédés des deux Langues. Sa version, toujours élégante, pure, précise, prêterait bien rarement à une critique motivée, & jamais sur des points essentiels. Les excellentes Notes rassemblées à la fin du Volume, prouvent une vérité qui n'est sentie que des connaisseurs; c'est que pour faire un bon Livre en ce genre, comme en beaucoup d'autres, il faut être fort au dessus de son Livre. Elles sont remplies d'idées saines, quelquefois grandes & fortes, toujours utiles & appropriées aux circonstances

Digitized by Google

présentes. Il y a peu de fautes de goût, & le talent s'y montre à tout moment. L'Auteur pense & s'exprime d'après lui-même, ce qui est rare dans tous les temps, & sur-tout aujourd'hui. Un coup d'essai si distingué doit engager l'Auteur à ne pas en rester là.

L'EGLISE GALLICANE vengée de toute accusation de Schisme, & préjugés légitimes de Schisme contre ceux qui l'en accusent. Sermons prêchés les 6 & 29 Janvier 1792, par François de Torcy, Prêtre de la Doctrine Chrétienne, Recteur du Collége Français de Saint-Omer. A Paris, même adresse que ci-dessus. Prix, 15 s.

C'est la contre-partie de plusieurs Brochures fanatiques : on y justifie tout ce qu'elles anathématisent ; c'est le combat de la vérité contre l'erreur. Il faut espérer que si cette derniere a long-temps triomphé, l'autre finira par être la plus forte.

POLITICON, ou Choix des meilleurs Discours sur tous les sujets de Politique, traités dans la premiere Assemblée Nationale de France ; avec une Analyse historique & critique des Motions & Opinions sur les mêmes sujets. Ouvrage enrichi de Portraits gravés par les meilleurs Maîtres.

Digitized by Google

Par L. S. de Baleſtrier-Canilhac. 8 Vol. in-8°. Tomes I, II, III & IV; les V & VI^e. qui forment la 3^e. & derniere Livraiſon de cet Ouvrage, paraîtront à la fin de Septembre prochain. Prix, 4 liv. le Volume pour Paris, & 4 liv. 10 ſous franc de port pour tout le Royaume. A Paris, chez l'Auteur, rue Païenne, N°. 7; Laurent, Libr. rue de la Harpe, N°. 18; Lacloye, Lib. à l'Orme Saint-Gervais; & chez les principaux Libraires de France.

CODE CRIMINEL, III^e. Partie du Code Judiciaire de la Collection des Décrets par ordre de matieres; rédigée par M. Camus & autres Membres de l'Aſſemblée Nationale conſtituante; in-8°. Prix, 2 liv. 10 ſ. br. pour Paris, & 3 liv. 5 ſ. franc de port pour les Départemens; in-32, br. 36 ſ. & 45 ſ.; in-16, papier vélin, 4 livres 10 ſ. & 5 liv. A Paris, chez Le Boucher, Libr. rue St-Honoré, à côté de St-Roch, N°. 278, ou à ſa boutique, jardin des Feuillans, près l'Aſſemblée Nationale; & chez Baudouin, Imp. de l'Aſſemblée, cour des Capucins-St-Honoré.

NOUVELLES RECHERCHES SUR LA LANGUE, l'origine & les Antiquités des Bretons, pour ſervir à l'Hiſtoire de ce Peuple; par L. T. D. C.

Digitized by Google

Capitaine au 80e. Régiment d'Infanterie, de l'Académie Espagnole de l'Histoire, & du Musée de Paris. On a joint à ces Recherches un Glossaire ou Tableau comparatif d'un grand nombre de mots grecs, latins, français, espagnols, allemands, anglais, &c. qui, pour la forme & le sens, ont encore conservé de nos jours le plus grand rapport avec le Celto-Breton, & paraissent avoir appartenu primitivement à cette Langue. A Baïonne; & à Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

ESSAI SUR LA LÉGISLATION CIVILE, dédié à la premiere Législature; par un Patriote de Tours. Brochure. A Paris, chez Quenette, Libraire & Commissionnaire pour les Départemens, rue de la Harpe, N°. 172.

TOME IVe. DES CONSTITUTIONS des principaux Etats de l'Europe & des Etats-Unis de l'Amérique; par M. de la Croix, Professeur de Droit public au Lycée. 1 Vol. in-8°. A Paris, chez Buisson, Imprim-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20. Prix, 4 liv. br. & 4 liv. 10 s. franc de port par la Poste.

Digitized by Google

L'HEUREUSE NATION, ou Relation du Gouvernement des Féliciens, Peuple souverainement libre sous l'empire absolu de ses Loix, &c. 2 Vol. in-8°. Fig. Prix, 8 liv. 10 s. br. & 9 liv. 10 s. francs de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20.

COMPARAISON DES CONSTITUTIONS de la Grande-Bretagne & de la France; par Pierre Caze, de la Société Nationale des Neuf Sœurs. Brochure in-8°. A Paris, de l'Imprimerie de ladite Société, quai des Miramionnes, N°. 19.

MUSIQUE.

IIIe. RECUEIL de petits Airs de Chants, avec accompagnement de Piano-forté ou de Harpe; dédié à Mad. Perregaut; par M. Martini. Prix, 9 liv. A Paris, chez M. Boyer, rue de Richelieu, à la Clef d'or, passage de l'ancien Café de Foy.

TABLE.

CHANSON. 37
Charade, Enig. Log. 39
Lettres. 41
Annonces & Nouvelles. 53

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 3 Septembre 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du jeudi, 30 août.

PLUSIEURS réclamations se sont élevées successivement contre les commissaires provisoires de la commune. Le ministre de l'intérieur se plaint de ce que les commissaires croisent ses opérations dans l'approvisionnement de la capitale, & de ce qu'ils ont cassé le comité de subsistance, qui avoit toute sa confiance. Il articule, ainsi que M. *Larivière*, quelques autres faits, sur lesquels le comité de législation est chargé de faire son rapport. — M. *Girey-Dupré*, éditeur du *Patriote François*, dénonce un mandat d'arrêt lancé

Digitized by Google

contre lui, par les mêmes commissaires, pour avoir imprimé qu'on avoit fait désarmer les citoyens. M. *Girey* n'a pas cru que les administrateurs provisoires eussent le droit de décerner de pareils mandats. Il a cru ne pas devoir y obtempérer. L'Assemblée mande à la barre celui d'entr'eux qui a signé le mandat d'arrêt. Enfin M. *Genſonné* apprend à l'Assemblée, au nom de la commission extraordinaire, que par l'ordre de la commune provisoire, des hommes armés ont investi l'Hôtel de la guerre pendant plus de deux heures, sous prétexte que l'imprimeur du *Patriote François* devoit s'y trouver.

Cette réunion de faits détermine l'Assemblée à décréter que les fonctions des commissaires de la commune sont terminées, que l'ancienne municipalité reprendra les siennes, & que les sections nommeront chacune deux citoyens pour former le conseil général, jusqu'aux élections prochaines. (On verra ci-après que ce décret a subi des modifications.)

Le ministre des affaires étrangères notifie à l'Assemblée que, le 8 de ce mois, il s'est tenu à Turin un congrès composé des ministres d'Etat & des généraux de l'armée Sarde pour décider si on attaqueroit la France, ou si on se tiendroit dans les bornes de la neutralité armée. Le prince *de Piémont* s'est fortement élevé contre le projet d'hostilités, & il a développé les avantages de la neutralité. Son opinion a prévalu, à la grande satisfaction du public. Une des premières mesures de cette détermination a été le contr'ordre du transport des équipages.

Le ministre ne dissimule pas que la nouvelle des évènemens du 10 pourroit apporter quelques changemens aux dispositions du Roi de Sardaigne, mais

il considère que son armée n'est pas aussi forte, qu'on l'a dit. Elle ne consiste qu'en 34,500 hommes de troupes de ligne, sans compter les milices.

Cette notification est renvoyée au comité diplomatique.

Sur un rapport fait au nom du comité de l'extraordinaire des finances, le décret suivant est rendu :

« Toute somme due par les acquéreurs des biens nationaux, tant en intérêts qu'en capitaux, qui n'auroit pas été acquittée à l'échéance fixée par la loi, doit intérêt depuis le jour de ladite échéance, jusqu'à celui de l'acquittement.

Les commissaires à l'armée du Nord écrivent de Mézières qu'après avoir pourvu aux moyens de défense que cette ville peut opposer à l'ennemi en cas de siége, ils ont fait mettre en état d'arrestation le commandant de l'artillerie dont la négligence demandoit un exemple de sévérité, & qu'ils ont confié la garde de cette place à un officier expérimenté, M. *Drouart*, plus connu sous le nom *de Lercy*. Également estimé du général *Dumourier*, cet officier acquerra, si l'occasion s'en présente, la même gloire que *Bayart* a acquise en défendant la même place.

Une lettre du district d'Etain annonce que ce bourg est en la possession de l'ennemi. Sur la réquisition du commandant de Verdun, 3,000 gardes nationales se sont jettées dans cette dernière ville. Une partie de la garde nationale du district de Montmédy & une partie de celle de Clermont sont employés à la défense des ponts & des gués de la Meuse. L'Assemblée déclare que ces citoyens ont bien mérité de la patrie.

Le conseil du département de la Haute-Marne

Digitized by Google

confirme l'arrestation de M. *Lavergne*, commandant la place de Longwi. On a trouvé dans la voiture de cet officier 36000 liv., dont 27 en argent. Ses papiers sont renvoyés au pouvoir exécutif.

L'Assemblée reprend la discussion sur l'état civil. Elle en étoit au titre qui concerne les mariages, lorsque M. *Aubert du Bayet* a proposé d'autoriser le divorce en France, en déclarant que le mariage est un contrat dissoluble, & en fixant la manière dont le contrat pourra être rompu. M. *Aubert* attend de cette loi la première régénération des mœurs publiques. Loin, dit-il, de rompre ainsi les nœuds de l'hymenée, vous les resserrez davantage; dès que le divorce sera permis, il sera très-rare. On supporte plus facilement ses peines, quand on est maître de les faire finir. Nous conserverons dans le mariage cette inquiétude heureuse qui rend les sentimens plus vifs. Une jeune épouse maltraitée par celui qu'elle avoit choisi, sûre que ses liens seront rompus aussitôt qu'elle aura déposé ses plaintes devant un juge, redoublera de patience, & fournira à son époux l'occasion d'un retour; mais si à l'injustice il joint la fréquence des procédés odieux, par malheur trop communs, tout exige que de pareils liens soient rompus.

M. *Ducastel* observe que le comité de législation est d'avis du principe, mais il pense qu'il faut distinguer les mariages faits & ceux à faire. M. *Guadet* s'oppose à ce que l'on déclare le principe, attendu qu'il l'est déjà, & que plusieurs tribunaux l'ont prononcé.

Cependant, comme il n'est formellement exprimé nulle part, l'Assemblée déclare que le mariage est un contrat dissoluble par le divorce.

Digitized by Google

Le comité de législation fera incessamment un rapport sur la manière de régler le sort des enfans, sur le mode par lequel l'officier civil pourra s'assurer qu'un premier mariage a été rompu, avant que d'en laisser contracter un second, & sur l'adoption.

Le comité des finances propose de statuer que tout vétéran national, officier, sous-officier & soldat, qui à raison d'un supplément de paie, pris sur le domaine ou sur tout autre fonds, jouissoit d'un traitement supérieur à celui qui est fixé par la loi du 16 mai dernier, le conservera en entier durant son activité de service, soit que lors de la prochaine organisation des compagnies de vétérans nationaux, il demeure dans celle où il est attaché aujourd'hui, soit qu'il passe dans une autre. Décrété.

Un membre demande que l'Assemblée arrête les paiemens qui se faisoient chaque année, à des moines allemands qui ont quelques biens en France. M. *Ruhl* convertit cette motion en une proposition de séquestrer, dès-à-présent, tous les biens du clergé autrichien qui sont situés en France. Le séquestre n'est qu'une représaille; l'empereur *Léopold* en avoit usé de même à l'égard des François.

L'Assemblée décrète le séquestre demandé par M. *Ruhl*, & charge son comité de lui proposer les moyens d'exécution.

Parmi les offrandes faites à la patrie, dans cette séance, on distingue celle de *Marie-Cécile*, princesse Ottomane, fille *d'Achmet III*, l'un des plus puissans monarques de l'Asie, réfugiée en France. Elle fait hommage à l'Assemblée d'un don patriotique de 10 livres, seule somme dont

ſes longues infortunes lui permettent de diſpoſer.

Du jeudi, ſéance du ſoir.

Deux ſoldats de la garde nationale de Chollet, département des deux Sèvres, admis à la barre, rendent compte à l'Aſſemblée d'une inſurrection qui a eu lieu dans le diſtrict de Châtillon ; ils annoncent qu'un détachement de 60 hommes de gardes nationales, commandé par M. *Boiſard*, & dont ils étoient eux-mêmes, a attaqué les inſurgens, qui étoient au nombre de 6,000, & les a mis en déroute.

L'Aſſemblée applaudit ; elle décrète qu'il ſera mis à la diſpoſition du miniſtre, une ſomme de 3000 livres, pour ſubvenir aux beſoins des veuves & des bleſſés ; que les noms des 60 volontaires ſeront inſcrits au procès-verbal, avec celui de M. *Boiſard* ; que les deux pétitionnaires qui ſont venus rendre compte de cette affaire, & dont l'un a été bleſſé d'une balle au bras, ſeront défrayés de leurs voyages, & les frais ſupportés par la nation.

Elle ſtatue de plus, que les biens de ceux qui ſeront convaincus d'avoir fomenté des troubles dans les départemens, ſeront confiſqués & que le produit en ſera verſé dans le tréſor national.

Du vendredi, 31 août.

L'Aſſemblée entend le récit d'un évènement déplorable. La cherté des grains dans le Languedoc a ſoulevé le peuple. A la vue d'une belle récolte, il s'attendoit à une baiſſe conſidérable. Déjà elle étoit ſenſible dans la ville, lorſque de

Digitized by Google

nouveaux achats faits dans les districts de Carcassonne & de Castelnaudari, pour alimenter les départemens de l'Hérault & du Gard, firent monter le bled au taux où il étoit avant la moisson. Le peuple se réunit au lieu des séances du département; il demande des vivres, on lui en accorde; une diminution sur le prix, elle est promise; enfin il demande la tête des administrateurs. Aussitôt les postes sont enfoncés, les armes pillées, l'assemblée dispersée, l'inspecteur-général des vivres est blessé, le procureur-général-syndic est massacré à coups de haches.

Voici le décret que porte l'Assemblée sur ce funeste évènement:

« L'accusateur public du tribunal du district de Carcassonne poursuivra les auteurs, fauteurs & instigateurs des troubles & des meurtres commis sur le canal des deux mers dit du Languedoc. »

« Les administrateurs de l'Aude feront expédier les grains, dont l'expédition sera jugée légale. »

« Les autres grains seront mis sous la sauvegarde de la loi, la loyauté des bons citoyens & la responsabilité des communes, dans le ressort desquelles ils se trouvent. »

« Les départemens de l'Aude, du Tarn, de la Haute Garonne & de l'Hérault, se concerteront pour protéger la navigation du canal. »

« L'Assemblée déclare que le procureur-syndic du district de Carcassonne, mort à son poste, emporte les regrets de la patrie, & a bien mérité d'elle. »

Le ministre de la guerre fait part des nouvelles que deux courriers de l'armée lui ont apportées ce matin. L'un, dépêché par *M. Dumouriez*, annonce qu'il vient de remporter de deux

Digitized by Google

bataillons la garnison de Verdun, que l'ennemi menace d'une attaque. Cette garnison est de 4 mille hommes, non compris la garde nationale de cette ville, & une foule de bons & courageux citoyens qui se jettent dans cette place pour aider à la défendre; tout est disposé pour y faire une vigoureuse défense.

D'un autre côté, *Luckner* écrit qu'ayant appris la marche de l'ennemi sur Etain, il a envoyé en avant de Verdun, près d'Etain, 4 bataillons prendre un avant-poste avantageux. Ce corps de troupes est placé en avant-garde. *Luckner* écrit qu'il va agir avec son armée pour soutenir cette avant-garde. »

Un citoyen avoit présenté une pétition pour demander que les femmes enceintes ne fussent point mises au carcan. L'Assemblée consacre ce sentiment de justice & d'humanité par le décret suivant:

« Art. Ier. Les femmes condamnées à la peine du carcan, & qui seront trouvées enceintes au moment de leur condamnation, ne subiront point cette peine, & ne seront point exposées au public; mais elles garderont prison pendant un mois, à compter du jour de leur jugement, qui sera imprimé, affiché & attaché à un poteau planté à cet effet sur la place publique. »

« II. Le présent article aura son exécution à l'égard des jugemens déjà rendus; en conséquence, les femmes condamnées à la peine du carcan & qui sont enceintes, garderont prison pendant un mois, qui commencera à courir du jour de leur jugement. »

Sur l'observation que quelques tribunaux, s'appuyant sur un décret de l'Assemblée constituante, se disposent à prendre des vacances, l'Assemblée

Digitized by Google

passe à l'ordre du jour, attendu que pendant le danger de la patrie, tout fonctionnaire public doit rester à son poste. — Elle décrète, d'après le rapport de sa commission, que tous les effets qui ont été distraits du garde-meuble par ordre des commissaires des sections seront rétablis dans cet édifice national, & que les commissaires rendront compte de tous les effets précieux, de l'or, de l'argent qui ont été trouvés aux Tuileries & confiés à leur garde.

M. *Vergniaux* observe que le président du conseil de la commune ayant été mandé à la barre de l'Assemblée, ne s'est point conformé au décret. M. *Thuriot* croit devoir représenter que ce décret pourroit peut-être avoir des inconvéniens dangereux. — Que celui qui a peur d'un représentant de la commune de Paris, répond M. *Marbot*, laisse faire ceux qui ont du cœur & du courage. — M. *Larivière*, après un discours véhément sur l'obéissance que tout citoyen doit aux loix, demande pour l'honneur de l'Assemblée, pour l'honneur de l'Empire & pour la justification même des citoyens de Paris, que celui d'entr'eux qui d'abord n'avoit été que mandé à la barre y soit amené séance tenante. — Cette proposition est décrétée.

M. *Pétion* paroît à la barre à la tête d'une députation de la municipalité provisoire. Un de ses membres prononce un discours apologetique où il demande le rapport du décret porté contr'elle. Si vous nous frappez, dit-il en finissant, frappez donc aussi ce peuple qui a fait la révolution. Il est maintenant en Assemblées primaires, il exerce sa souveraineté; consultez-le, & qu'il prononce sur notre sort. Vous nous avez entendus; prononcez; nous sommes-là. Les hommes

Digitized by Google

du 10 août ne veulent que la justice, & qu'obéir à la volonté du peuple.

M. *Lacroix* qui présidoit a répondu avec une dignité assortie au respect dû à l'Assemblée nationale & aux loix émanées d'elle. Il n'a pas déguisé l'étonnement avec lequel l'Empire verroit sa capitale, investissant un conseil provisoire d'une autorité dictatoriale, se soustraire aux loix communes à tous & lutter d'autorité avec l'Assemblée nationale. Il les a invités à la séance.

Un moment après l'admission de commissaires, trois citoyens se sont présentés à la barre, l'un d'eux a dit : « Peuple des tribunes, représentans du peuple, & vous, M. le président, nous venons au nom du peuple qui est à la porte, vous demander la permission d'entrer dans l'Assemblée pour voir nos représentans qui viennent de parler à votre barre ; nous mourrons avec eux, nous l'avons juré & signé. »

M. *Vergniaux* qui présidoit alors, a répondu que l'Assemblée étoit occupée de trop grands objets, pour perdre un temps précieux en un défilement inutile. C'est nos représentans que nous défendons, a dit l'un des citoyens. Et nous aussi, nous sommes vos représentans, dit M. *Lacroix*.

« Allez dire à vos concitoyens, ajoute M. *Vergniaux*, que l'intérêt de l'Empire nous défend de les recevoir ». Ils sortent.

M. *Manuel*, procureur de la commune, paroît à la barre ; je suis sorti de la salle pour me porter aux rassemblemens que l'on disoit exister, je n'ai trouvé que les coupables pétitionnaires que je viens de faire arrêter. Applaudi.

Du vendredi, séance du soir.

Une députation des sourds-muets, introduite

à la barre, présente la lettre suivante :

« Les sourds-muets, élèves de M. l'abbé *Sicard*, viennent ici pour vous prier de leur faire rendre leur père, leur ami, leur instituteur, M. l'abbé *Sicard*, qui est en prison, qui n'a jamais fait de mal à personne, qui fait toujours du bien à tout le monde, qui nous a appris à aimer la révolution & les principes sacrés de la liberté & de l'égalité, qui aime bien tous les hommes, les uns bons & les autres méchans. »

L'Assemblée décrète que le pouvoir exécutif sera tenu de rendre compte dans les vingt quatre heures, des motifs qui ont donné lieu à la détention de M. l'abbé *Sicard*.

Au nom du comité de surveillance & diplomatique, M. *Lasource* fait un rapport sur l'affaire de M. *Montmorin*, ex-ministre des affaires étrangères. Il examine les trois chefs d'accusation que le comité a trouvés contre lui.

« 1°. D'avoir refusé l'alliance avec la Prusse. »

« 2°. De n'avoir pas tâché de déjouer les desseins des princes rebelles. »

« 3°. D'avoir caché la coalition des princes de l'Europe contre la liberté Française. »

M. *Lasource* conclut au décret d'accusation. Le décret est rendu.

L'Assemblée passe à l'examen de la conduite de M. *Lavergne* commandant de Longwy. Trois lettres rendent sa conduite suspecte. L'une en date du 16 où il dit que la ville est en état de défense. L'autre du 19 où il affirme que la ville ne peut résister. La troisième lui est écrite par un de ses amis, officier au camp ennemi, qui l'engage par toutes sortes de raisons à livrer la place. — Une cour martiale doit prononcer sur

Digitized by Google

le commandant & la garnison ; Mais la lâcheté des administrateurs, consignée dans une déclaration remise à M. *Lavergne*, où ils disent que ce commandant n'a accepté la capitulation que sur la demande qui lui en a été faite par eux-mêmes, détermine l'Assemblée à porter le décret suivant :

« Art. I. Aussi-tôt que la ville de Longwy sera rentrée au pouvoir de la nation Française, toutes les maisons, à l'exception des maisons & édifices nationaux, seront détruites & rasées. »

« II. Les habitans de Longwy sont, dès-à-présent, privés pour 10 années du droit de citoyen François. »

« III. Les commandans de toute place assiégée & bombardée sont autorisés à faire démolir la maison de tout citoyen qui parlera de rendre la place pour éviter le bombardement. »

« IV. Le pouvoir exécutif fera passer à la cour martiale chargée de juger la conduite de M. *Lavergne* & de la garnison, toutes les pièces relatives à cette affaire, adressées à l'Assemblée par les administrateurs du district de Bourmont. »

Cette séance est terminée par l'audition du président de la commune provisoire & du secrétaire-greffier qui obéissent au décret qui les a mandés à la barre. Ils exposent par quelle raison la commune a cru devoir porter un mandat d'arrêt contre le rédacteur du *Patriote François*. L'Assemblée leur accorde les honneurs de la séance & renvoie leur explication à la commission.

Du samedi, 1^er^. septembre.

Les commissaires de l'armée du Rhin adressent un précis de leur mission à Strasbourg, Schelestat, Neufbrisach, Huningue & Porentru. Dans cette

Digitized by Google

première ville ils ont suspendu le commandant de la place, & autorisé M. *de Biron* à prendre une partie du commandement de M. *Lamorlière*. A Scheleſtat, à Colmar, ils ont suspendu plusieurs officiers & fonctionnaires publics. A Neufbrisſac, M. *d'Haranbure* officier général leur a remis copie d'une déclaration, dans laquelle il jure de rester à son poste, d'obéir à ses officiers supérieurs, de mourir pour la patrie, enfin d'être fidèle à la nation, à la loi, & au *Roi*. M. *d'Harambure* étant fort aimé des troupes qu'il commande, les commissaires n'ont pris aucune mesure à cet égard.

Dans une autre dépêche, ils font part du résultat de leurs opérations, avec des députés de la république Suisse de Bienne, à laquelle appartient un défilé par lequel on pourroit se faire un passage en France. Des troupes Françoises s'étoient avancées vers ce défilé nommé Pierre-Pertuis. Aussi-tôt la république de Bienne a fait marcher 200 Suisses du régiment d'Erneſt. Cependant la crainte d'alarmer les François, a fait changer les dispositions, & 32 Suisses seulement sont venus occuper le rocher de Pierre-Pertuis.

« Nous avons demandé, continuent les commissaires, que la république envoyât deux députés pour se concerter avec nous; ils sont venus, & nous ont parlé avec franchise & sincérité. »

« Ils nous ont assuré que les Suisses desirent ne pas voir altérer l'union qui règne entre eux & la France; qu'ils sont très-attachés aux principes de la constitution Françoise; que les événemens du 10 août ont été jugés en Suisse avec la plus grande impartialité, & que les mesures

Digitized by Google

prises à l'égard des régimens suisses ont bien excité le ressentiment de quelques familles, mais non pas une haine de nation à nation. »

« Ils nous ont juré que non-seulement ils ne prendroient aucune mesure hostile envers nous, mais même qu'ils repousseroient tous ceux qui voudroient se faire passage sur leur territoire, & qu'ils étoient prêts à périr pour leurs amis les François ; nous n'avons pas hésité à les assurer que la France est attachée aux suisses, qu'elle n'a eu pour objet, dans ses démarches, que de pourvoir à sa sûreté, & qu'on avoit ordonné aux généraux de respecter scrupuleusement le territoire helvétique. »

« Nous avons écrit au bourguemestre de Bienne, nous espérons que l'Assemblée nationale ne désapprouvera pas notre conduite. Les François sont armés dans le pays de Porentru, grace au général *Ferrières*, dont nous ne pouvons trop louer & les talens militaires & les vertus civiques. Nous sommes persuadés qu'avec de la douceur on conciliera tous les esprits ; la moindre violence perdroit tout. » *Signé*, les commissaires envoyés de l'armée du Rhin.

Le ministre de la guerre adresse le bulletin des armées. M. *de Biron* a pris toutes les mesures nécessaires pour le renforcement de l'armée *Luckner*. Il m'écrit que le canton de Berne a demandé des troupes à l'Empereur, pour nous déclarer la guerre ; mais que le corps helvétique est très-disposé à ne point adhérer à cette résolution.

M. *de Biron* me fait encore passer une copie d'une lettre de Warsovie, qui prouve, d'après les mouvemens qui ont eu lieu en Pologne, que bientôt le Roi de Prusse se repentira d'a-

Digitized by Google

voit abandonné les Polonois, & de s'être allié à son ennemi naturel, contre un peuple qu'il lui eût importé d'avoir pour ami.

M. *Kellermann* m'avertit que l'ennemi se porte sur Thionville, mais que ses dispositions militaires, la fermeté des chefs & le courage des troupes auxquelles il en a confié l'exécution, ne lui laissent aucune crainte sur le sort de cette place.

L'Assemblée apprend par une lettre du département de la Meuse que la ville de Verdun est assiégée.

Du samedi, séance du soir.

M. *Guadet* communique à l'Assemblée, au nom de la commission de surveillance générale, une lettre de MM. *Mosneron* & *Noguet*, envoyés par la commission pour déjouer les conspirations dans le Midi de la France. Ils ont fait arrêter, au sein des montagnes, un sieur *Molinier de la Carré*, chef de parti, & deux autres conspirateurs.

Du dimanche, 2 septembre.

Dans la crise actuelle, il importoit que l'administration de la commune de Paris, dont les travaux augmentent chaque jour, fût surveillée & aidée par un plus grand nombre de citoyens. En conséquence, l'Assemblée décrète que le nombre des membres qui composent le conseil de la commune de Paris, sera porté à 288, & que les 288 commissaires actuels seront membres du conseil, à moins qu'ils ne soient révoqués & remplacés par leurs sections.

Deux membres du corps municipal sont introduits à la barre. Ils annoncent que le conseil

Digitized by Google

général a arrêté qu'à l'instant le tocsin sera sonné & le canon d'alarme tiré ; que tous les citoyens de Paris seront invités à se réunir au Champ de Mars pour marcher à l'ennemi, que des commissaires seront envoyés sur la route de Paris à Châlons pour réunir aux citoyens patriotes de la capitale, ceux des départemens circonvoisins.

La proclamation du conseil de la commune est couverte d'applaudissemens. M. *Vergniaud* prend la parole. En exposant avec énergie la nécessité d'une mesure grande & décisive, il représente combien seroient dangereuses en ce moment les terreurs paniques que des émissaires de nos ennemis voudroient inspirer au peuple. Mais Paris se montre dans toute sa grandeur ; il connoît ses vrais dangers & la patrie est sauvée. Que ces hordes étrangères s'avancent, nos armées qui ne sont pas assez fortes pour les attaquer le seront pour les suivre, pour les harceler, leur couper les communications avec les armées extérieures. Et si à un point déterminé, nous leurs présentons tout-à-coup un front redoutable, si l'armée Parisienne les prend en tête lorsqu'elles seront cernées par nos bataillons, c'est alors qu'elles seront dévorées par cette terre qu'elles auront profanée par leur marche sacrilège...

Cependant, pourquoi les retranchemens du camp qui est sous les remparts de cette cité, ne sont-ils pas plus avancés ? Où sont les bêches, les pioches qui ont élevé l'autel de la Fédération. Quoi ! serions-nous moins ardens à construire un camp qu'à préparer des fêtes ? Je demande que l'Assemblée nationale envoie à l'instant & chaque jour douze commissaires au camp, non pour exhorter les citoyens à travailler, mais pour piocher eux-mêmes. Qu'ils baignent de sueur les

retranchemens de nos soldats, & que l'Assemblée toute entière ait creusé la fosse de nos ennemis.

Au bruit des acclamations universelles, l'Assemblée se lève & décrète la proposition de M. *Vergniaux*.

Le ministre de la justice vient annoncer que tout s'ébranle, que tout brûle de combattre. Il demande que l'Assemblée concourre avec le pouvoir exécutif, à diriger ce mouvement sublime du peuple; que quiconque refusera de servir de sa personne, ou de remettre ses armes, soit puni de mort. Qu'il soit fait une instruction aux citoyens pour diriger leurs mouvemens; qu'il soit envoyé des couriers dans tous les départemens pour les avertir des décrets que l'Assemblée aura rendus; que 12 commissaires pris dans le sein de l'Assemblée soient réunis au pouvoir exécutif pour seconder ses mesures. — « Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la Patrie. Pour les vaincre, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, & la France est sauvée. » L'Assemblée applaudit, & décrète les différentes propositions du ministre.

Le succès dépend de l'unité d'action. M. *Dumas* demande que le pouvoir exécutif indique des lieux de rassemblement où seront des commissaires-ordonnateurs; décrété. Sur la proposition du même membre, l'Assemblée ordonne la formation de deux corps de troupes légères à cheval, sous la dénomination de hussards de la liberté. Elle autorise le ministre de la guerre à retirer à la cavalerie ses mousquetons pour les employer de la manière la plus utile, & notamment pour le camp de Soissons. Elle adopte un projet de décret présenté au nom

Digitized by Google

de la commission des armes, pour le transport de plusieurs pièces de canon à l'armée. Une partie des chevaux de poste y seront employés.

Après avoir pris ces différentes mesures pour la défense de l'Etat, l'Assemblée reçoit à sa barre une foule de citoyens & citoyennes. Celles-ci apportent des offrandes & des vœux; ceux-là offrent leurs bras & demandent des armes. La commune d'Aumale fait don de son quart de réserve sur la vente des domaines nationaux & d'une somme de 22,090 liv.

Le ministre des affaires étrangères écrit à l'Assemblée pour lui faire part des mouvemens que se donne l'Impératrice de Russie, qui, après avoir guerroyé avec la Turquie & la Pologne, veut encore se ranger parmi les ennemis de la France. On lui a mandé de Venise qu'une flotte Russe a paru dans la mer Noire, qu'elle doit se rendre dans la Méditerranée; qu'il est parti aussi du port d'Archangel, pour Copenhague, onze vaisseaux & quelques frégates qui vont se rendre au port de Cronstadt; & qu'ils portent beaucoup de munitions de guerre. Enfin, le ministre de France à Hambourg lui a annoncé que 22,000 Russes doivent traverser la Pologne & l'Allemagne pour venir nous combattre. Cette dernière nouvelle mérite confirmation. Au surplus, le ministre observe que ces troupes ne pourroient arriver à leur destination qu'à l'entrée de l'hiver, époque à laquelle nous aurons probablement triomphé de nos ennemis. Quant à la flotte qui doit entrer dans la Méditerranée, cette nouvelle peut encore paroître suspecte. Cependant comme elle n'est pas invraisemblable, le conseil exécutif va prendre les mesures nécessaires pour mettre nos côtes en bon état de défense.

Digitized by Google

L'Assemblée entend la lecture d'une proclamation de M. *Blanchelande* qui annonce que l'ordre est parfaitement rétabli à St. Domingue.

Voici le bulletin de la guerre : M. *Biron* a donné ordre à 10,000 hommes de joindre M. *Kellermann ;* ils arriveront le 3 de ce mois. Il s'occupe maintenant à organiser 15,000 hommes, à la tête desquels il marchera à la défense de la capitale.

M. *Dumourier* se porte pour défendre les gorges du Clermontois & les trouées d'Autry. Il expose la nécessité de former un gros corps à Châlons.

Du dimanche, séance du soir.

Nouveaux témoignages de zèle, d'ardeur pour la défense de la patrie. Un père présente ses trois fils qui partent pour la frontière ; les fédérés de Marseille demandent à marcher là où le danger est le plus grand. Un cocher de place offre ses deux chevaux qui sont toute sa propriété, pour le service des armées. La barre de l'Assemblée s'ouvre à une foule de citoyens qui apportent les uns de l'argent, les autres des armes. L'Assemblée applaudit à ces traits de civisme & de dévouement, accueille les hommages des pétitionnaires, & les admet aux honneurs de la séance.

M. *Virieux*, envoyé de Parme en France, muni d'un passe-port du ministre des affaires étrangères, partoit pour Genève, quoiqu'il n'ait point été rappelé par sa cour. Le peuple l'a arrêté aux barrières. L'Assemblée décrète que le ministre sera entendu sur cet objet, & qu'en attendant M. *Virieux* sera mis sous la sauvegarde de la loi.

D'après un rapport fait au nom de la com-

Digitized by Google

mission militaire, sur la formation de l'état-major du camp sous Paris, l'Assemblée décrète ce qui suit :

« Art. I. Il sera adjoint quatre officiers-généraux au commandant en chef chargé de présider à l'ensemble de la défensive du camp sous Paris & des postes avancés. »

« II. Outre l'état-major spécial du camp sous Paris, décrété par la loi du 21 août, il sera attaché au service de l'armée qui y est destinée, quatre officiers faisant les fonctions d'adjudans-généraux, un directeur-général d'artillerie, deux commissaires-généraux & deux commissaires ordinaires des guerres. »

« III. Le pouvoir exécutif est autorisé à employer le nombre d'officiers du génie qu'il jugera nécessaire pour fortifier & défendre les postes avancés. »

On lit un projet de décret pour engager les citoyens qui ne peuvent pas aller aux frontières, à donner leurs armes à ceux qui y vont. Ils seront aussi invités à donner leurs habits de garde national. L'Assemblée, sur la demande du ministre de la guerre, met à sa disposition 4 millions pour fournir aux dépenses des volontaires des frontières.

Une députation des officiers municipaux annonce qu'il se fait des rassemblemens autour des prisons, & que le peuple veut enfoncer les portes. L'Assemblée nomme sur-le-champ six commissaires pour parler au peuple, & rétablir le calme.

M. *Dussaulx*, l'un d'eux, vient bientôt après rendre compte de l'inutilité de leurs représentations. En vain ils ont voulu se faire entendre; leur voix étoit couverte par des cris tumultueux. Ils se sont retirés, & les ténèbres ne leur ont

Digitized by Google

pas permis de voir ce qui se passoit. La députation envoyée au temple annonce que le calme règne dans l'intérieur & l'extérieur, & qu'il n'y a aucune apparence de rassemblement.

On lit une lettre de M. l'abbé *Sicard*, détenu à l'abbaye. Il a été témoin du massacre des prisonniers, & prêt à périr lui-même, il ne doit la vie qu'au généreux dévouement d'un horloger, garde national, nommé *Monnot*, qui a dit au peuple, en ouvrant sa poitrine : *il faut que vous perciez ce sein pour arriver à celui de l'abbé* Sicard; *c'est l'appui, c'est le père des infortunés sourds & muets*. L'Assemblée applaudit au courage de *Monnot*, & déclare que ce brave citoyen a bien mérité de la patrie.

La commission extraordinaire propose de transférer dans le château de Saumur les prisonniers détenus dans les prisons d'Orléans. Cette proposition est décrétée.

Trois commissaires de la commune arrivent, & rendent compte de leurs efforts pour arrêter la fureur du peuple. Mais ils n'ont pu rien gagner, & les prisons sont maintenant vides. Le peuple avoit organisé un tribunal composé de ses personnes. En exerçant sa vengeance, il a épargné les prisonniers détenus pour dettes ou pour des fautes légères; tous les autres ont été immolés. Les prêtres non-sermentés ont subi le même sort.

Du lundi, 3 septembre.

Un grand nombre de dons civiques, armes, chevaux, bijoux, assignats sont proclamés. Les mêmes sentimens, le même esprit public se manifestent dans tous les lieux. Les commissaires nationaux envoyés pour accélérer la levée des volontaires écrivent à l'Assemblée que les routes sont couvertes de citoyens enrôlés; les communes

Digitized by Google

offrent leurs chariots. Les uns s'inscrivent, les autres fournissent leurs habits, leurs armes, & souscrivent des engagemens pécuniaires pour secourir les femmes & les enfans de ceux qui partent. A Amiens, la souscription pécuniaire s'est portée en moins de deux heures de temps, à 60,000 liv. A Versailles, elle a produit sur-le-champ 64,000 liv., un bataillon de 800 hommes va être armé & équipé aux frais de la commune; elle lui donne deux pièces de canon; & plus de 200 hommes à cheval se forment en compagnies franches. Troies a fourni un nombre égal d'hommes & une souscription de 72,000 liv.

Le ministre des affaires étrangères informe l'Assemblée qu'il n'avoit pu se refuser à donner un passe-port à M. *Virieux*, parce qu'il est ministre plénipotentiaire du duc *de Parme*, & chargé des affaires de Malthe en France. Renvoyé au comité diplomatique. Sur le rapport d'un membre du comité de législation, l'Assemblée décrète qu'il ne sera retenu dans les galères de France, aucun étranger condamné pour des crimes commis hors le territoire de France.

Il étoit de son humanité de faire participer aux adoucissemens que notre nouveau code pénal a apportés aux peines, les personnes condamnées selon les formes anciennes de la procédure criminelle, & encore vivantes. C'est d'après le vœu de son comité de législation, qu'elle rend le décret suivant :

« Art. I. Les demandes en abolition ou commutation des peines afflictives ou infamantes, prononcées contre les personnes qui sont encore vivantes, par des jugemens rendus en dernier ressort sur des procès instruits selon les formes auxquelles a été substituée la procédure par jurés,

seront portées devant les juges des tribunaux criminels des départemens, dans le ressort desquels les procès auront été instruits en première instance. »

« II. Aussi tôt que les juges d'un tribunal criminel de département seront saisis d'une demande en abolition ou commutation de peines, ils se feront envoyer l'expédition du procès auquel cette demande sera relative, avec toutes pièces servant à charge & à décharge ; & ces juges, après avoir tout vu, tout examiné, pris tous les renseignemens qu'ils croiront nécessaires pour éclairer leur religion, décideront en leur ame & conscience si le délit qui a donné lieu à la peine prononcée, étoit excusable ou non. »

« III. S'ils trouvent que le délit étoit excusable, ils prononceront la rémission de la peine, quel qu'en soit le genre. »

« IV. S'ils trouvent que le délit n'étoit pas excusable, ils examineront si la peine prononcée est plus rigoureuse que celle portée au code pénal, actuellement en vigueur contre le même délit ; & dans ce cas ils la réduiront à celle qu'auroit subie le coupable, s'il eût pu être jugé selon les dispositions du code pénal. »

« V. La peine des fers, de la réclusion, de la gêne & de la détention, ne pouvant, en aucun cas, d'après le code pénal, être perpétuelle ; la perpétuité des galères ou des prisons autrefois en usage, est, à compter de ce jour, anéantie pour tous ceux qui ont pu y être condamnés. »

« En conséquence les condamnés qui auront subi ces sortes de peines pendant un temps égal, au plus long terme fixé par le code pénal pour les fers & la réclusion, seront de suite, sans

Digitized by Google

qu'il soit besoin d'aucun jugement, rappelés des galères & mis en liberté, à moins qu'il ne s'agisse d'une récidive dans le cas prévu par l'article I du titre II du code pénal; dans lequel cas ils seront, aux termes de cet article, transférés, pour le reste de leur vie, au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs. »

« VI. A l'égard de tous les autres, condamnés aux galères ou aux prisons, soit perpétuelles, soit à temps, qui n'auront pas encore subi leur peine pendant le temps fixé par leur jugement, ou pendant un temps égal au plus long terme fixé par le code pénal, la peine, si elle est des galères, sera commuée en celle des fers, de la réclusion ou de la gêne, selon qu'il est réglé par le code pénal pour le délit qui aura donné lieu à la condamnation, & la peine de la prison en celle de la détention. »

« Tout le temps pendant lequel ils auront subi la peine qui leur aura été infligée leur sera compté; de manière que si ce temps surpasse ou égale celui fixé par le code pénal, ils seront de suite mis en liberté, & s'il lui est inférieur, ils ne subiront la peine substituée que pendant un temps nécessaire pour compléter la durée fixée par le code pénal. »

« VII. Les commissaires du Roi près les tribunaux criminels de département, dans la huitaine qui suivra la prononciation du jugement, en enverront les expéditions au pouvoir exécutif, qui est chargé de les faire exécuter sans délai. »

Le ministre de la guerre fait parvenir à l'Assemblée une lettre de M. *Dumouriez*, qui lui marque que son avant-garde a repoussé les Prussiens dans une escarmouche, leur a pris deux chevaux, & a perdu

perdu deux hommes. Il marche pour couvrir la Champagne. Il sera joint par le camp de Pont-sur-Sambre, qui est dans un état respectable. Il espère donner les mains au général *Kellermann*, pour sauver Verdun, s'il en est encore temps. -- Le ministre annonce que M. *Duhoux* est parti à la tête des troupes qu'il commande. Son commissaire-ordonnateur mande que tous les citoyens donnent leurs armes, & qu'il y aura à Rheims un grand rassemblement, Rheims couvrira Châlons & Soissons. Une lettre de *Luckner* instruit aussi le ministre, que son avant-garde a repoussé avec beaucoup d'avantage une nombreuse reconnoissance de l'ennemi. Soyons calmes, fermes, unis; & la patrie sera sauvée. (On applaudit.)

M. *Kersaint*, faisant sentir la nécessité de prévenir le peuple contre les rapports infidèles par lesquels on chercheroit à l'alarmer, décide l'Assemblée à faire rédiger tous les jours, par la commission extraordinaire, un bulletin national pour recueillir les nouvelles de l'armée & les principales opérations du gouvernement.

M. *Jouneau* qui étoit détenu à l'Abbaye par un mandat d'arrêt, prévient par écrit un de ses collègues qu'il a été respecté dans le massacre nocturne, grace à un brave canonier. On ordonne, par un décret, sa translation à l'Assemblée. Des acclamations annoncent bientôt après l'arrivée de M. *Jouneau*. Il paroît avec le brave homme qui lui a sauvé la vie, & accompagné de plusieurs citoyens qui lui ont servi d'escorte. M. *Jouneau* rend hommage à son libérateur, & atteste à l'Assemblée le respect du peuple pour ses décrets. L'Assemblée ordonne que M. *Jouneau* restera dans son sein jusqu'à ce que le tribunal qui le poursuit

Digitized by Google

lui ait indiqué la prison dans laquelle il doit se rendre.

Sur le rapport de M. *Lagrévole*, l'Assemblée décrète que l'or & l'argenterie qui se trouveront dans les maisons ci-devant royales, & dans celles des émigrés, seront transportés à la trésorerie nationale, ou aux hôtels des monnoies les plus voisins.

On lit une lettre de la commune de Paris. Elle annonce que l'asyle de *Louis XVI* est menacé, & elle demande que l'Assemblée nomme six commissaires pour se réunir à elle & calmer l'effervescence du peuple. Cette proposition est aussi-tôt décrétée, & les commissaires partent.

Du lundi, séance du soir.

Des volontaires du bataillon de Mayenne & Loire en garnison à Verdun demandent des armes pour aller joindre leurs frères.

M. *Choudieu* fait connoître à l'Assemblée le généreux dévouement de ce bataillon. Les volontaires qui le composent lui ont fait parvenir le fruit de leurs épargnes. Faites-les passer à nos parens, lui écrivent-ils; & pour les consoler, dites leur que nous sommes morts pour la patrie.

Sur la proposition de M. *Dumas*, l'Assemblée décrète que depuis le grade de général d'armée jusqu'à celui de maréchal-de-camp inclusivement, les places seront au choix du pouvoir exécutif seulement, sans égard à l'ancienneté de service, pendant la durée de la guerre.

M. *Servan* se présente dans l'Assemblée, il annonce, d'après une lettre particulière de Sainte-Menehould & une lettre du directoire de la Haute-Marne, la prise de Verdun. Mais, ajoute-t-

Digitized by Google

ministre, ce n'est pas sans doute sur leur armée que l'Autriche & la Prusse ont compté pour subjuguer un grand peuple; c'est sur les désordres intérieurs. On assure que les haines particulières s'allument, on répand les idées les plus alarmantes & les plus contradictoires. On dit dans les départemens-frontières que l'on veut donner à la France *le Duc d'Yorck* pour Roi, & que ce sont les Parisiens qui ont ce projet. A Paris, on insinue que l'Assemblée nationale veut rétablir *Louis XVI* sur le trône. Le ministre demande que l'Assemblée fasse une adresse au peuple pour le désabuser, qu'elle soit complette & séante toute la nuit, & que la garde nationale veille à la sûreté des personnes & des propriétés.

Voici le décret rendu sur les propositions de M. *Servan :*

« Art. I. La municipalité, le conseil-général de la commune & le commandant général de la garde nationale de Paris sont chargés d'employer tous les moyens que la confiance de leurs citoyens a mis en leur pouvoir, & de donner chacun en ce qui les concerne, & sous leur responsabilité personnelle, tous les ordres nécessaires pour que la sûreté des personnes & des propriétés soit respectée. »

« II. Tous les bons citoyens sont invités à se rallier plus que jamais à l'Assemblée nationale & aux autorités constituées, & à concourir, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, au rétablissement de l'ordre & de la tranquillité publique. »

« III. Le pouvoir exécutif rendra compte dans le jour des mesures prises pour accélérer le départ des troupes qui doivent se rendre aux dif-

Digitized by Google

férens camps formés en avant de Paris, & pour fortifier les hauteurs qui couvrent cette ville. »

« IV. Le maire de Paris rendra compte à l'Assemblée, tous les jours à l'heure de midi, de la situation de la ville de Paris, & des mesures prises pour l'exécution du présent décret. »

« V. La municipalité, le conseil-général de la commune, les présidens de chaque section, le commandant-général de la garde nationale, les commandans dans les sections, se rendront dans le jour à la barre de l'Assemblée nationale, pour y prêter individuellement le serment de maintenir de tout leur pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes & des propriétés, & de mourir, s'il le faut, pour l'exécution de la loi. »

« VI. Les présidens de chaque section feront prêter le même serment aux citoyens de leur arrondissement. »

« VII. Dans toute la France les autorités constituées prêteront le même serment, & le feront prêter par les citoyens. »

« VIII. Le présent décret sera proclamé solemnellement, & porté dans chacune des quarante-huit sections de Paris, par un commissaire de l'Assemblée nationale. »

Ce décret est suivi d'une proclamation pour ramener tous les citoyens à la loi, à l'union qui seule peut les rendre invincibles.

Une lettre du ministre de l'intérieur fait sentir encore plus le besoin de cette union, en montrant une désorganisation prochaine dans tous les pouvoirs constitués, si des hommes zelés, mais sans connoissances, prétendent se mêler journellement de l'administration & entraver sa marche.

Digitized by Google

Après avoir exposé l'état des choses, après avoir examiné quelles suites il doit avoir, & quelle obligation il impose, M. *Roland* jure de rester à son poste jusqu'à la mort, s'il y est utile & qu'on le juge tel. Il demande sa démission & la donne si quelqu'un est reconnu pouvoir mieux l'occuper, ou que le silencé des loix lui interdise toute action.

Cette lettre dictée par une mâle éloquence, & d'après cette maxime que l'on doit la vérité aux Peuples comme aux Rois, est interrompue par de fréquens applaudissemens. L'Assemblée en ordonne l'impression & la publication.

Une députation de la commune de Paris annonce que la ville est parfaitement tranquille.

Du mardi, 4 septembre.

Des intrigans cherchent à égarer le peuple; à le diviser, à le faire servir d'instrument à leur haine, à leurs vengeances. Ils voudroient dans leur délire, ravir à l'Assemblée nationale cette confiance publique qui fait sa seule force, pour élever sur elle une domination usurpatrice, & livrer l'état sans défense à ses ennemis. L'un des commissaires nommés pour aller dans les sections de Paris désabuser les citoyens sur le projet attribué à l'Assemblée de placer sur le trône le duc *d'York* ou le duc *de Brunswick*, M. *Chabot*, paroît à la tribune. Il est instant d'arrêter les calomniateurs dans leurs progrès sur l'esprit du peuple. Faisons tomber de leurs mains cette arme dangereuse, la seule qui leur reste. Laissant à la nation le droit de se donner le gouvernement qu'elle jugera convenable, déclarons individuellement que nous sommes convaincus par une funeste expérience des vices des

Digitized by Google

Rois & de la Royauté, & que nous les détestons jusqu'à la mort.

L'Assemblée se lève toute entière & accède à cette déclaration. Au même moment M. *Guadet* lit un projet d'adresse aux Français pour les prémunir contre les bruits que sèment tous ces hommes perfides qui, le cœur plein d'ambition & de haine, ne parlent de liberté que pour asservir, & d'égalité que pour s'élever.

Cette adresse est terminée par ces mots remarquables, « Les représentans du peuple jurent individuellement haine aux Rois & à la Royauté, ils les combattront jusqu'à leur dernier soupir. »

M. *Kergniaux* vient offrir à l'Assemblée la démission de la commission extraordinaire, devenue l'objet des poursuites & des dénonciations. On réclame l'ordre du jour. M. *Lasource* l'un de ses membres, insiste. « Au nom de l'intérêt public remplacez-nous dans un poste où la calomnie nous assiège. Vous ne manquerez pas d'hommes qui, avec autant de zèle & plus de moyens peut-être, pourront rendre de plus grands services. »

M. *Cambon* s'oppose au vœu de la commission. Il déplore les maux de la France, si oubliant l'idée du caractère sacré de représentant du peuple, l'Assemblée ne s'élève pas hautement contre les manœuvres des intrigans & des calomniateurs; si par insouciance ou par foiblesse, elle laisse accroître leur audace, si elle souffre qu'ils poursuivent jusque dans son sein des membres dont le zèle & les travaux ont justifié sa confiance.

L'Assemblée passe unanimement à l'ordre du jour.

Il s'est élevé dans quelques départemens des inquiétudes sur les subsistances, quoique les récoltes

aient été généralement abondantes. Pour ne laisser subsister aucune crainte à cet égard, l'Assemblée met à la disposition du ministre de l'intérieur un fonds de douze millions qu'il emploira en achats de grains chez l'étranger.

La séance se termine par des dons civiques. Un Anglois, avant de partir pour la défense de la liberté, demande un passe-port pour que sa femme & sa mère, qu'il nourrissoit du fruit de son travail, puissent retourner dans leur patrie. L'Assemblée décrète que la femme & la mère de ce brave homme seront nourries aux dépens du trésor public.

Du mardi, séance du soir.

Le ministre de la guerre fait passer à l'Assemblée une lettre des administrateurs du département de la Meuse, par laquelle ils annoncent que la ville de Verdun s'est rendue, le 2 septembre, à 6 heures du soir. Le courier qui l'a apportée est admis à la barre, & donne quelques détails sur les mouvemens de l'armée *Dumourier*, & sur la prise de Stenay, où l'ancien régime est parfaitement rétabli. Les habitans & la garde nationale se sont défendus jusqu'à la dernière extrémité. Une femme voyant que l'ennemi étoit maître de la ville, a empoisonné deux tonneaux de vin; elle en a bu la première, & en a fait boire à 400 Autrichiens qui en sont morts avec elle.

On lit une proclamation du général *Dumourier* à ses soldats, par laquelle il leur promet que, quand ils auront dispersé les brigands qui ravagent le territoire François, il les conduira dans leurs pays pour y propager les principes de

Digitized by Google

la liberté. L'Assemblée en décrète l'impression & l'envoi aux départemens.

La commune de Versailles envoie l'extrait d'un procès-verbal qui constate qu'il a été trouvé dans le château 1700 marcs d'argent, & que les habitans ont formé une masse de 100,000 liv. pour les femmes & les enfans des citoyens qui partent pour la défense de la patrie.

Un bruit circuloit sourdement. On disoit que le peuple excité, alloit envelopper dans ses vengeances les signataires de la pétition *Guillaume*. Le ministre de l'intérieur rend compte des ordres qu'il a donnés à M. *Santerre*, pour assurer, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, la sûreté & la propriété des citoyens.

Cette terreur qui n'étoit née peut-être que du sentiment terrible de tant d'exécutions populaires, est dissipée par le rapport que font les commissaires de l'Assemblée, envoyés dans les sections pour y communiquer ses décrets. Ils annoncent qu'elles ont prêté, entre leurs mains, le serment d'égalité & de liberté. Elles ont juré qu'il ne seroit plus commis aucune violence, & qu'elles ne reconnoîtront jamais d'autre autorité suprême que celle de l'Assemblée nationale.

Sur la proposition du ministre de l'intérieur, l'Assemblée décrète que la gendarmerie des départemens frontières sera payée en argent. — Le conseil exécutif fera connoître au corps législatif l'état des magasins des arsenaux, & les détails du plan de campagne qui peuvent être révélés sans nuire aux succès de nos armes.

Du mercredi, 5 septembre.

La rareté des fusils & le besoin urgent de s'en procurer, fournissent à M. *François* un expé-

Digitized by Google

dient. Il propose & l'Assemblée décrète que les employés aux douanes feront leur service avec des piques, & remettront leurs armes aux directoires qui les feront passer au ministre de la guerre ou aux généraux de nos armées. Ces armes seront estimées à leur plus juste valeur par des commissaires, pour qu'elles soient rendues à chacun des propriétaires après la guerre, ou que la valeur leur en soit payée.

D'après le vœu de son comité de commerce, l'Assemblée rend deux décrets. Le premier permet l'importation de toutes espèces de tabacs en feuilles, en payant 10 liv. du quintal pour les tabacs qui sont assujettis au droit de 18 liv. 15 sols; 12 liv. pour ceux qui paient 25 liv., & 15 liv. pour tous les autres. Le second est relatif aux objets de comptabilité dont les deux chambres de commerce étoient chargées. Nous donnerons le dispositif de ces deux décrets dans le prochain numéro.

Sur le rapport du comité de l'ordinaire des finances, l'Assemblée décrète que la caisse de l'extraordinaire versera, sans délai, à la trésorerie nationale, 1°. 14,899,732 liv. pour couvrir l'excédent des dépenses ordinaires sur la recette du mois d'août; 2°. 2,317,301 liv. pour dépenses extraordinaires de l'exercice de 1791, acquittées durant le cours du même mois; 3°. 98,934,201 liv. pour dépenses extraordinaires de 1792, aussi acquittées pendant le même mois.

Les commissaires à l'armée du Rhin rendent compte de leur mission. Cette frontière, depuis Besançon jusqu'à Strasbourg, est défendue par 48,000 hommes, non compris les volontaires qui arrivent en vertu des dernières réquisitions;

Digitized by Google

nuit, on manque d'armes & d'effets de campement. La conduite de MM. *Victor Broglie* & *Joseph Broglie* a paru aux commissaires être des plus criminelles. L'Assemblée renvoie cette dénonciation à la commission extraordinaire pour en faire le rapport.

Les commissaires envoyés à Rochefort annoncent qu'ils font partir pour Paris une compagnie de canoniers de la marine, avec 91 pièces de canons de divers calibres, 50 mortiers, 2000 fusils, 250 pistolets, 300 haches d'armes, 400 piques, avec les bombes, les boulets & usile files nécessaires.

Malgré la loi qui ordonne le transfation des détenus de la haute-cour, au château de Saumur, l'Assemblée apprend qu'une force armée les conduit à la capitale. Elle décrète que le pouvoir exécutif enverra des commissaires au-devant de cette troupe, pour l'arrêter & la rappeller au respect des loix, & qu'il fera transférer les prisonniers dans une ville quelconque hors du département de Paris, en attendant qu'ils puissent être conduits à Saumur.

D'après les rapports de son comité militaire, l'Assemblée décrète que le pouvoir exécutif remettra, sans délai, aux officiers de la gendarmerie nationale de Paris élus par leurs frères d'armes, les brevets de leurs grades respectifs.

Elle autorise le pouvoir exécutif à faire partir pour les frontières, tous les gendarmes en exercice auprès des tribunaux de la guerre qui n'y sont pas absolument nécessaires pour le service de ces tribunaux.

Elle adopte la levée d'une légion étrangère sous le noms de Germains, dans laquelle ne pourront être admis, sous aucun prétexte, les

urs de l'armée Françoise. Ce corps sera
à 3,000 hommes dont 1,000 à cheval, &
à pied. Le conseil d'administration dispo-
une somme de 700,000 liv. pour les frais
ensables & urgens de la formation de cette

se plaint de la disparution du numéraire,
ars causes y devoient contribuer, mais certes,
isme & la malveillance les ont bien mul-
s. On vient de découvrir qu'il se fait sur
ntières de nombreuses exportations de nu-
e frappé au coin étranger, pour éluder les
itions de la loi. L'Assemblée voulant arrêter
uveau brigandage, décrète :

Art. I. Provisoirement, jusqu'à ce qu'il en
é autrement ordonné, l'exportation hors du
ume des matières d'or & d'argent, soit en
ts, ou ouvrages, soit en monnoies au
de France, ou en louis étrangers, est pro-
»

II. La peine contre ceux qui allant à l'étran-
ceront trouvés en contravention à l'article
ssus sera, 1°. la confiscation des objets saisis
seront appliqués aux frais de la guerre ;
ne amende équivalente au quart des objets
& qui appartiendra à celui ou à ceux qui
t arrêté les contrevenans ; 3°. six mois de
ion. »

II. Les étrangers, autres cependant que les
adeurs & envoyés des puissances étrangères,
comme les regnicoles assujettis aux dispo-
s ci-dessus. »

V. Néanmoins les étrangers qui, entrant
ance, & en arrivant sur la frontière, auront
onstater la nature & la quantité des matières
& d'argent, monnoyées ou non, dont ils

Digitized by Google

seront porteurs, pourront les remporter en quittant la France. »

On fait lecture d'un ordre intimé, au nom du Roi de Prusse & du duc *de Brunswick* aux président & procureur-syndic de la Meuse, auquel ces administrateurs ont jugé qu'il étoit sage d'obéir. Nos lecteurs seront peut-être curieux de connoître cette pièce ; la voici :

Copie de la sommation faite à M. Goffin, procureur-général syndic.

« Nous, les députés du grand conseil de guerre de Sa Majesté Prussienne, au nom & par l'autorité de Ladite Majesté & de son commandant-général le maréchal du duc régnant *de Brunswick*, enjoignons à M. *Goffin*, de se rendre, sans faute, demain 4 septembre, à 3 heures après midi précises, à Verdun, pour y régler les affaires concernant le département ; & ce, sous peine d'une exécution militaire, & d'être poursuivi en sa personne & ses biens. »

La même dépêche a été adressée au président de l'administration.

L'Assemblée charge sa commission extraordinaire de lui faire un rapport sur la conduite de ces administrateurs.

Elle statue ensuite définitivement, par un décret, sur l'administration des monnoies.

Du mercredi, séance du soir.

Cette séance s'ouvre par la lecture de plusieurs adresses d'adhésion qui respirent toutes l'amour de la liberté & de l'égalité. Des compagnies de volontaires qui volent aux frontières, le havre-sac sur le dos, défilent au bruit des applaudissemens universels ; ils font place à ceux qui ne

Digitized by Google

pouvant servir la patrie de leur personne, apportent des offrandes & des vœux. Un enfant de 5 ans vient déposer 9 livres pour la guerre. — La section du Luxembourg offre une vierge d'argent doré qui se trouvoit dans l'église de Saint Sulpice, & qui forme avec ses ornemens le poids de 368 marcs. L'Assemblée envoie ce métal à la trésorerie nationale, & accédant au vœu de la section, elle lui accorde en échange une belle vierge de marbre blanc qui se trouve dans une église supprimée.

Une députation de la section du Marais vient communiquer à l'Assemblée une délibération par laquelle elle met sous sa sauve-garde, d'après la loi, les signataires des pétitions, & invite les autres sections d'y adhérer. Celle des Arcis & la section du Contrat Social, ci-devant des Postes, viennent jurer qu'elles se rallieront toujours autour de l'Assemblée nationale.

Pour faciliter le départ des citoyens qui se vouent à la défense de la patrie, l'Assemblée autorise les commissaires de la trésorerie à délivrer à chacune des sections de Paris une somme de 10,000 l. en petits coupons d'assignats, pour une égale valeur en assignats de plus forte somme : chaque section échangera ensuite aux citoyens prêts à partir pour les frontières, la somme qu'elle jugera convenable.

L'Assemblée, après avoir entendu le rapport de sa commission extraordinaire, sur les pièces arrivées ce matin, qui constatent la lâche défection du président & du procureur général syndic du département de la Meuse, décrète qu'il y a lieu à accusation contre MM. *Ternaux* & *Coffin*, administrateurs du département de la Meuse qui ont obtempéré à des ordres du duc de *Brunswick* ;

2°. que ces administrateurs sont déclarés incapables d'occuper aucune place; 3°. que les membres de la nouvelle administration qui sera formée, pourront transférer ou bon leur semblera, le lieu de leur séance, & qu'il en sera ainsi de toutes les administrations menacées par l'ennemi; 4°. que tout fonctionnaire civil ou militaire qui obtempérera à un ordre de l'ennemi, ou en recevra une commission quelconque, sera puni de mort; 5°. que les biens de ces personnes seront vendus comme ceux des émigrés.

D'après la demande du ministre de la guerre, l'Assemblée décrète qu'il sera nommé trois commissaires pris dans son sein, pour surveiller & accélérer la prompte organisation de l'armée sous les murs de Châlons. Elle détermine ensuite par un règlement particulier tous les objets de détails relatifs à l'organisation, la police, & l'administration des camps destinés à la défense de Paris.

Pour étendre & multiplier le plus promptement possible les approvisionnemens dans la capitale, il étoit important de rétablir la libre circulation des personnes. L'Assemblée rend le décret suivant:

« Art. Ier. Toutes les barrières de Paris seront ouvertes sur-le-champ, & tous les citoyens pourront entrer & sortir librement. Lorsqu'une nécessité indispensable exigera la fermeture des barrières, la municipalité sera tenue d'en donner sur-le-champ avis au corps législatif. »

« II. Les citoyens qui voudront voyager hors du département seront tenus de se munir de passeport, conformément à la loi du 28 mars, qui sera exécutée suivant sa forme & teneur. »

« III. Les sections de Paris seront autorisées à délivrer des passe-ports en se conformant à la loi

du 28 mars, & les passe-ports seront visés par les municipalités. »

« IV. Le pouvoir exécutif est chargé de notifier sur-le-champ le présent décret à la municipalité qui le transmettra aux 48 sections. Il sera pareillement chargé de veiller à son exécution & d'en rendre compte dans le jour. »

« V. La loi du 28 mars sera imprimée à la suite du présent décret, proclamée & affichée. »

Une députation de la commune du *Bourg-la-Reine* adhère aux décrets de l'Assemblée & demande à être autorisée à prendre le nom de *Bourg-de-l'Egalité*. Accordé.

Du jeudi, 7 septembre.

M. *Lequinio* fait, au nom du comité d'agriculture, un rapport sur l'entreprise d'un canal qui doit joindre le Rhône & le Rhin, & propose qu'il soit mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 25,000 liv. pour la levée des plans de ce canal. Accordé.

Le maire de Paris vient rendre compte de la situation de cette ville. Tout y promet l'ordre & la paix. Les liens de l'administration vont se resserrer, & son action va avoir de l'unité. La fraternité reprend son empire; les passions particulières se calment; chacun sent que le règne des lois est aussi celui de la liberté. L'Assemblée applaudit, & ordonne l'affiche du discours du maire de Paris.

Pour que la fermentation & l'organisation du camp de Paris ne rencontre aucun obstacle, l'Assemblée juge qu'il est nécessaire que toutes les autorités qui doivent y concourir concertent leurs mesures. En conséquence elle décrète que le conseil général de la commune nommera trois commissaires qui se réuniront avec trois de l'Assem-

Digitized by Google

b'ée, & les ministres de la guerre & de l'intérieur pour se concerter sur la formation du camp de Paris. Le comité s'assemblera pour délibérer chez le ministre de la guerre. Il sera tenu registre de toutes les délibérations. Les ministres de la guerre & de l'intérieur seront chargés de l'exécution de ce qui aura été délibéré. Quiconque s'opposera à l'exécution d'une de ces délibérations est déclaré ennemi de la patrie.

Sur la proposition de son comité, l'Assemblée supprime une rente viagère d'un million placée sur la tête de *Louis XVI* & celle de *Stanislas-Xavier* son frère. Le motif de cette suppression est que cette somme n'avoit été mise au rang des dépenses publiques que par une suite des malversations de l'ancien régime.

Le ministre de la justice fait passer à l'Assemblée une lettre du corps électoral d'Eure & Loire qui demande s'il peut ou non faire d'autres nominations que celle des députés à la convention. D'autres départemens prient l'Assemblée de décider si les corps électoraux peuvent & doivent s'occuper de renouveller les administrations & les tribunaux. Sur l'observation de M. *Cambon*, que l'exercice de la souveraineté du peuple doit être plein & entier dans la formation de la convention, l'Assemblée déclare qu'elle n'a aucunes loix à prescrire aux Assemblées primaires & corps électoraux.

Les commissaires de l'Assemblée dans les départemens de la Meurthe & de la Moselle rendent compte de leur mission. En voici quelques détails.

« Ils ont parcouru les départemens de la ci-devant Lorraine; par-tout ils trouvent des preuves de la trahison & de la perfidie du pouvoir exécutif; les villes dégarnies, l'importante place

de Metz sans canons, sans bouches à feu sur le rempart; les soldats, soit gardes nationaux, soit de ligne, mal habillés, & plusieurs sans armes; de foibles armées à opposer à des armées nombreuses. Tout est réparé; Metz est dans le meilleur état de défense, les citoyens pleins de zèle & de courage, ainsi que les nouveaux corps administratifs & les généraux. »

Du jeudi, séance du soir.

M. *Lacroix*, commissaire de la commune pour l'approvisionnement de Paris, rend compte à l'Assemblée des observations qu'il a recueillies dans son voyage. Il a trouvé les routes du département de Seine & Marne couvertes de soldats. L'ardeur des citoyens est inexprimable. On a proposé dans le corps électoral de ne plus souffrir les Rois. Le peuple veut absolument se réserver le droit de corriger les élections dans lesquelles sa confiance auroit été surprise, c'est-à-dire de rappeller ses mandataires infidèles. — La circulation des subsistances est arrêtée dans plusieurs lieux, par les inquiétudes qu'inspire le souvenir des anciens accaparemens. M. *Lacroix* demande que tous les fermiers soient tenus de porter leurs grains dans les marchés. L'Assemblée renvoie à l'examen des comités de commerce & d'agriculture.

L'Assemblée entend la lecture des différentes pièces de la capitulation de Verdun. Nous nous réservons d'en donner plus bas un extrait. Nous dirons seulement ici que cette lecture est plusieurs fois interrompue par des mouvemens d'indignation.

Digitized by Google

Du vendredi, 7 septembre.

Le conseil de la commune du Havre fait parvenir l'état des armes qui sont dans l'arsenal de cette ville, & qui peuvent servir au camp de Châlons; savoir, 3639 fusils de service, & 291 à réparer. Renvoyé au pouvoir exécutif.

Une lettre de M. *Sausse*, procureur de la commune de Varennes, qui arrêta le Roi au mois de juin 1791, annonce que l'ennemi après être entré dans Saint-Diez, a dirigé principalement contre lui sa vengeance. Il craint pour sa femme & ses six enfans. L'Assemblée en témoignant sa sensibilité, renvoie cette lettre au comité de correspondance.

M. *Ruth* demande que M. *Martignat*, commandant à Haringue, soit destitué pour cause d'incivisme, dont il fournit les preuves. L'Assemblée renvoie au pouvoir exécutif. -- Le ministre de la guerre demande que l'Assemblée prononce la suspension du premier lieutenant colonel-commandant du 24^e^. régiment d'infanterie, actuellement en garnison à Chartres, & annonce qu'il envoie le général *Ligonier* pour faire partir ce régiment & examiner la conduite de cet officier. L'Assemblée décrète la suspension & autorise désormais le ministre à la prononcer, à la charge d'en avertir le corps législatif.

M. *Courtaud* fait lecture d'une lettre du conseil souverain de Bienne, & d'une autre du commandant des troupes Bernoises: elles trouveront leur place dans le compte que nous rendrons de la situation de nos armées.

Le comité de législation soumet à l'Assemblée,

Digitized by Google

par l'organe de M. *Robin*, le résultat de ses méditations sur l'établissement du divorce. Que doivent être les causes, le mode & les effets du divorce ? Voilà les trois points sous lesquels le comité a envisagé cet important sujet. Il a cru d'abord devoir accorder la plus grande latitude à la faculté du divorce, à cause de la nature du contrat de mariage, qui a pour base principale le consentement des époux. Mais en même-temps il s'attache à en prévenir les abus, & considérant que le mariage n'est pas seulement un contrat de pur droit naturel, mais encore une institution politique dont la conservation intéresse & les époux, & les enfans, & la société entière ; il environne le divorce de délais & d'épreuves propres à soustraire cette sainte institution aux bisarreries, à l'instabilité des humeurs, du caractère & des affections des conjoints.

A l'égard des effets du divorce, le législateur les considère relativement aux époux & aux enfans, & il y trouve de nouveaux moyens d'en prévenir les abus ; il s'attache spécialement aux enfans, & pourvoit par les plus sages mesures à leurs intérêts personnels ou pécuniaires.

Tels sont les principaux motifs du projet de décret que le comité présente. Sa rédaction est divisée en 4 sections : l'une sur les causes du divorce, l'autre sur le mode, la troisième sur les effets par rapport aux époux, la quatrième sur les effets par rapport aux enfans. L'Assemblée en ordonne l'impression & l'ajournement.

Une députation de l'assemblée électorale du Pas-de-Calais vient solliciter un décret pour le renouvellement des administrations de ce département, & la translation du chef lieu à Aire.

Digitized by Google

Elle demande en outre que tous les prêtres salariés par la nation qui recevront du casuel soient déchus de leur traitement. L'Assemblée décrète cette dernière proposition & renvoie les deux autres à la convention nationale.

M. le maire de Paris fait part de la situation de la capitale. Des malveillans cherchent encore à égarer le peuple ; mais les conseils, l'instruction, son propre intérêt le ramèneront au respect des loix. 200 Suisses échappés à la mort, ont prêté dans la place de la maison commune le serment d'être fidèles à la nation & de maintenir de tout leur pouvoir la liberté Françoise. A ces informations succède la lecture de divers arrêtés des sections, qui adhèrent aux mesures prises pour la sûreté des personnes & des propriétés, & promettent de concourir à leur exécution.

On se souvient que l'Assemblée avoit ajourné la récompense de 100,000 l. à donner aux dénonciateurs de la fabrique de faux assignats de Passy. Elle a adopté aujourd'hui ce décret en réduisant à 50,000 liv. la somme de cent qu'on lui avoit proposé d'accorder.

M. *Lacoste*, au nom du comité des secours, fait un rapport sur l'intéressante pétition de la veuve *Poissonneau*, mère de vingt-deux enfans dont sept survivant, ont ainsi que leur père servi la patrie, & les cinq qui restent aujourd'hui la servent avec le dévouement le plus généreux ; cette vertueuse citoyenne dénuée maintenant de tout secours, invoque la bienfaisance nationale. L'Assemblée décrète qu'il sera accordé à la veuve *Poissonneau* une pension annuelle de 400 livres payable en deux parties égales & toujours d'avance.

Digitized by Google

Parmi les volontaires qui ſont venus dans cette ſéance faire hommage à l'Aſſemblée de leur dévouement pour la défenſe de la patrie, on a diſtingué un corps aſſez nombreux d'hommes de couleur libres qui ont demandé à former une compagnie franche.

Le courage & la vertu, leur a répondu le préſident, ſont indépendans de la couleur & du climat. Vous prouverez par votre exemple qu'ils appartiennent aux hommes à qui de barbares préjugés oſoient les refuſer. Puiſſe la France qui vous adopte pour ſes défenſeurs, devenir bientôt la capitale du monde libre!

Du vendredi, ſéance du ſoir.

Après la lecture des adreſſes d'adhéſion & la proclamation des dons civiques, M. *Bazire* appelle l'attention de l'Aſſemblée ſur le zèle inconſidéré de pluſieurs citoyens qui ont fait des exhumations de cercueils de plomb dans les égliſes, où elles ont répandu un vapeur inéphitique. L'Aſſemblée défend expreſſément un pareil acte qui viole l'aſile le plus ſacré, & n'eſt que l'égarement du patriotiſme qui, comme toutes les paſſions, peut porter à des excès criminels.

Le courier extraordinaire envoyé aux commandans des troupes, qui, au mépris des décrets, amenoient à Paris les priſonniers de la haute cour, annonce que les troupes ſont dans les meilleures diſpoſitions, & qu'elles répondent de la conſervation des priſonniers qui ſeront transférés dans les priſons de Verſailles.

La priſe de Longwy & de Verdun explique

Digitized by Google

suffisamment les motifs du décret suivant, que rend l'Assemblée, après avoir entendu le rapport de sa commission extraordinaire.

« Art. I. Dans toutes les places en état de siége, & même menacées, le commandant militaire pourra faire sortir, après les avoir désarmés, tous les citoyens qui lui paroîtront suspects & tous ceux dont la présence pourroit être inutile ou nuisible à la défense du poste. »

« Tout commandant de place ou de poste est autorisé à faire exécuter de vive force & militairement les ordres qu'il auroit donnés, en vertu de l'article ci-dessus. »

« III. Pourront également les commandans de place assiégée, faire démolir & raser la maison de tout citoyen qui aura parlé de se rendre : & s'il ne possède pas de maisons, ses meubles seront brûlés publiquement. Il sera saisi pour être puni, conformément à la loi du 20 juillet dernier. »

« IV. La présente loi sera imprimée à la suite de celle du 20 juillet dernier, & envoyée par des couriers extraordinaires à tous les commandans de place, pour la faire publier & afficher. »

M. *Clavière* donne connoissance à l'Assemblée d'une nouvelle espèce de café, saisie par une de nos douannes de la Moselle. C'est un mélange de vrai café, avec une poudre végétale, qui pourroit être nuisible à la santé.

L'Assemblée décrète que tous les volontaires nationaux qui se feront enregistrer pour voler à la défense des frontières, recevront leur solde du jour de leur enregistrement.

Digitized by Google

Du samedi, 8 septembre.

L'assemblée électorale du département du Loir en envoyant à l'Assemblée la liste de ses députés à la convention nationale, mande aussi qu'elle a juré haine aux Rois, réprobation à la royauté.

M. le maire de Paris informe l'Assemblée de la situation de la capitale. La vigilance des sections contribue beaucoup au rétablissement de l'ordre. Hier, dans l'assemblée de la commune, il s'est élevé avec force contre les proscriptions, contre les agitateurs qui désignent encore des victimes, & il a eu la satisfaction d'entendre le concours nombreux des citoyens qui se trouvoit dans la salle de la commune, s'écrier : *nous les poursuivrons, nous les arrêterons.* — L'Assemblée ordonne l'impression de cette lettre.

Le comité d'agriculture fait un rapport sur le mode des partages communaux. L'Assemblée en ajourne la discussion.

Pour accélérer le transport des vivres, & toutes les communications qui doivent maintenant unir & serrer tous les François, l'Assemblée décrète sur la demande du ministre de l'intérieur, que la libre circulation des choses & des personnes est établie dans tout le royaume; la loi du 28 mars sur les passe-ports ne sera exécutée qu'à dix lieues des frontières. Elle décrète que le pouvoir exécutif est chargé de faire transporter des départemens menacés, tous les vivres, toutes les munitions qui s'y trouveront, dans des départemens moins exposés.

On fait lecture d'une dépêche de M. *Billaut*, commissaire de la commune de Paris, datée de Château-Thierry. Il rend compte de l'empresse-

Digitized by Google

ment de tous les citoyens à s'enrôler. Tous les chemins, dit-il, sont des camps; les maisons des casernes. Il donne ensuite des détails relatifs à la position de l'ennemi, & à la marche de nos troupes. Nous en parlerons dans un article à part, en y joignant ceux que le ministre de la guerre communique chaque jour à l'Assemblée.

Les comités diplomatique & de féodalité proposent de vendre les biens de Malthe comme les biens nationaux. Ajourné.

M. *Adrien Duport*, ex-député à l'Assemblée constituante, vient d'être arrêté à Melun. Il proteste de son innocence, & demande sa liberté. Renvoyé au pouvoir exécutif. Le ministre de la justice a donné des ordres pour qu'on ne le transférât pas dans ce moment à Paris.

Pour mettre la convention nationale en situation de connoître toutes les opérations relatives aux assignats, l'Assemblée a chargé le ministre des contributions publiques, les administrateurs à la confection des assignats & le trésorier de la caisse extraordinaire de se concerter entre eux pour présenter dans la huitaine à l'Assemblée nationale un mémoire nominatif de cette situation.

Du samedi, séance du soir.

Les administrateurs du département de l'Isère demandent que l'Assemblée leur permette d'entrer dans la Savoye, afin de venger les insultes que les Français y essuyent. Renvoyé au pouvoir exécutif.

La salle actuelle de l'Assemblée est mal-saine, d'un accès difficile, & ne peut contenir qu'un petit nombre de spectateurs. M. *Péion*, à la

tête

tête d'une députation de la municipalité, vient proposer à l'Assemblée de transférer le lieu de ses séances aux Tuileries. Les Rois, a dit M. le maire, ont eu assez long-temps des palais, il est temps que le peuple ait le sien. Renvoyé aux commissaires de la salle, qui feront incessamment leur rapport sur le projet de la municipalité.

Sur le rapport de son comité de législation, l'Assemblée décrète la suppression des six tribunaux criminels établis à Paris par la loi du 14 mars. Les causes, qui sont dévolue à ces tribunaux seront instruites & jugées par le nouveau tribunal criminel.

Parmi les nombreux pétitionnaires qui se sont présentés à la barre de l'Assemblée pendant le cours de cette séance, les citoyens de la section des Lombards se sont distingués par des traits purs & vrais de patriotisme répandus dans leur discours. Ils ont juré d'oublier les haines, & de ne voir que des frères dans les signataires des deux trop fameuses pétitions. -- L'Assemblée applaudit & décrète que l'original des pétitions dites des huit mille & des vingt mille seroit brûlé. Elle invite de plus ceux qui auroient des listes de ces pétitionnaires de les brûler, afin de cimenter l'union qui doit régner entre les citoyens.

La Capitale commence enfin à respirer des scènes douloureuses qui l'ont ensanglantée. Le Peuple, si impitoyable & si terrible quand il voit le fer des conspirateurs prêt à se tourner contre lui, ne tarde pas à reprendre cet instinct de morale &

Digitized by Google

cette habitude d'humanité dont il ne sort qu'à regret & par de violentes secousses. On avoit parlé d'un *Triumvirat*. A cette idée, que l'histoire a flétrie des souvenirs les plus odieux, les Citoyens croyoient voir déjà la main des *Marius* tracer le nom des victimes sur des tables de proscription. Ces terreurs n'avoient pu être répandues que par ceux qui ont tant d'intérêt de nous détourner de nos véritables dangers, par des dangers imaginaires. Ce n'est pas le moment où un Peuple régénéré, glorieux de sa liberté conquise, a juré la mort des tyrans, que des ambitieux doivent choisir pour élever un autre genre de tyrannie. Ces projets, qui suppoſent toujours dans ceux qui les conçoivent de grands talens joints à un grand crédit populaire, n'appartiennent qu'à des Républiques décrépites & corrompues, où la liberté, déjà ébranlée par de longues secousses, n'attend pour expirer, que l'audace de quelques hommes puissans.

Mais si nous sommes trop éclairés & trop inquiets sur notre liberté naissante, pour souffrir ni *protecteur* ni *triumvirs*, gardons-nous de tomber dans un autre excès, celui d'un patriotisme soupçonneux & sanguinaire, qui ouvriroit un champ trop facile aux haines de Parti & aux vengeances individuelles. Quel est le Citoyen irréprochable, quel est meilleur Patriote

qui pourroit vivre avec ſécurité dans ſon aſyle domeſtique, s'il ſuffiſoit d'un ſoupçon vague d'inciviſme répandu à deſſein par un ennemi ſecret, pour le déſigner au fer des aſſaſſins ? Cet état d'anxiété & de terreur, pire mille fois que l'état de guerre où l'on connoît du moins ſon ennemi, jetteroit la conſternation dans les familles, détacheroit le Citoyen de la choſe publique, & nuiroit à toutes les tranſactions ſociales, qui repoſent ſur la confiance & la ſûreté des perſonnes.

S'il nous faut acheter la liberté à un haut prix, que ce ſoit à celui que l'honneur national peut avouer, & non par des meurtres & des aſſaſſinats. En épouvantant l'Europe de notre férocité, ne voyons-nous pas que nous ſervons la cauſe des tyrans, & que nous allons river pour long-temps les chaînes des Peuples qu'ils oppriment. Ne craignons-nous pas que l'exemple de la Capitale qui exerce ſur les autres Départemens une influence ſi majeure, ne faſſe de notre malheureuſe Patrie une terre de ſang & de déſolation que fuiroient les étrangers & à laquelle les citoyens ne ſeroient plus attachés que par le lien le plus peſant, celui de la contrainte & de l'effroi.

Au nom de la liberté, de la gloire nationale, de l'intérêt même du Peuple,

Digitized by Google

abjurons ces dissentions intestines, & ces horribles vengeances. Nous avons un autre supplice à réserver aux ennemis & aux calomniateurs de notre révolution, c'est l'élan sublime & la fierté courageuse que déploye en ce moment la Nation entière. Des millions de soldats naissent tout armés de son sein. Les grandes routes ressemblent à des camps, & les villages sont transformés en casernes, pour nous servir de l'expression énergique de M. *Billaut de Varennes*. C'est un spectacle attendrissant de voir les vieillards, les mères, les épouses accompagner leurs enfans, leurs maris & les exhorter à marcher avec fermeté dans le chemin de la gloire. Leur premier vœu est pour la Patrie, le second pour la nature. A l'exemple des vertueuses Américaines, nos Citoyennes ne sont occupées qu'à coudre des tentes, à préparer des havre-sacs. Or, argent, bijoux, tout ce que les Citoyens ont de plus précieux couvre chaque jour l'autel de la Patrie. Voilà les vertus & les prodiges de la liberté. Temps heureux de Sparte, de la Grèce & de Rome, quand vous allez renaître parmi nous, oserions nous en souiller l'éclat par des actions indignes de la générosité d'un Peuple libre?

Parmi les traits nombreux de dévouement patriotiques dont la liberté s'honore,

Digitized by Google

nous citerons avec plaisir le suivant. Il reçoit un nouveau prix par la manière intéressante avec laquelle il est raconté :

« Un Citoyen de la Section des Lombards, veuf & avancé en âge, avoit quatre enfans, appuis de sa vieillesse. Deux se présentent à lui, l'air triste & inquiet. -- Qu'avez-vous mes enfans, leur dit-il. Mon père.... -- Je devine ce qui vous agite, vous voulez partir pour les frontières. -- Cela est vrai, mon père ; & ce qui nous afflige, c'est que nous voudrions partir tous quatre. -- Quoi ! pas un de vous ne veut rester auprès de moi..... Eh bien ! ne vous chagrinez pas, j'approuve votre zèle, & quelque peine que j'aie à me séparer de vous, je sens que vous avez raison, & vous en estime davantage. Au moment du départ, le bon vieillard se rend au boulevard de l'opéra ; il cherche ses fils dans les rangs, il les apperçoit, & leur serrant la main tour-à-tour : adieu mes amis, leur dit-il, allez & sur-tout battez-vous bien. Le Bataillon se met en marche ; le vieillard a bientôt perdu de vue ses enfans ; il suit encore des yeux l'étendard ; des larmes roulent sur ses joues. Mon Dieu, dit ce bon père, comme ce drapeau s'éloigne vite !... Ah ! si je n'étoit pas si vieux, je les suivrois... »

L...., Citoyenne de la Section des Lombards.

Les choix que font les Electeurs pour la Convention nationale, nous promettent l'heureuse réunion des talens & du courage. Les meilleurs Députés de la Législature actuelle ont été réélus ; on y retrouve plusieurs des conservateurs les plus connus par leur amour incorruptible pour la liberté, tels que MM. *Pétion*, *Merlin de Douai*, *Robespierre*,

Digitized by Google

l'Abbé *Sieyes*, *Rabaud St. Etienne*, *Grégoire*, *Maſſieu*, *Lépaux*, *le Pelletier*, &c. Déjà les *Payne*, les *Prieſtley*, les *Anacharſis-Cloots* ſont appelés dans notre Congrès national qui ſera bientôt le Congrès de la Liberté de l'Europe.]

Nous avons été pendant ſi long-temps la dupe des perfidies d'un Miniſtère, qui creuſoit ſous nos pas un abîme effrayant, en le dérobant ſous le voile même de la Conſtitution, que nous croyons utile à la choſe publique de faire connoître les actes d'un Conſeil exécutif qui marche ſur d'autres principes, & appelle la confiance par la franchiſe, & quelquefois par le langage auſtère de la vérité ; car la vérité eſt le beſoin du Peuple. Les agitateurs ne le flattent ſouvent que pour mieux le trahir. Les ſubſiſtances ont toujours été un levier puiſſant qu'ils ont fait mouvoir avec adreſſe pour mener le Peuple de l'inquiétude à l'inſurrection. On devoit s'attendre que dans un moment où la Patrie eſt attaquée, où la France entière eſt couverte de guerriers qui volent à ſa défenſe, nos ennemis intérieurs exciteroient des alarmes ſur les approviſionnemens, & renouvelleroient cette accuſation ſi vague d'accaparement & d'exportation chez l'étranger. Il falloit donc l'éclairer ſur le danger de gêner la circulation des grains & leur deſtination pour les différens points de nos armées :

Digitized by Google

tel eſt l'objet de la ſollicitude active du Miniſtre de l'intérieur.

Le Miniſtre de l'Intérieur aux Corps Adminiſtratifs, & par eux, à tous ſes Concitoyens.

A Paris, le 1^er^. Septembre 1792, l'an 4^e^. de la liberté.

« Une ligue ſemblable à celle qui ſe forma contre vous en 89, ſe manifeſte aujourd'hui par des complots pareils, ou plutôt les mêmes partiſans du deſpotiſme qui cherchoient à prévenir les ſuites de la convocation des états, s'efforcent d'anéantir les effets de la Révolution. Quelle eſt l'arme favorite des tyrans? la diviſion. Comment parvient-on à diviſer rapidement? par la défiance. Sur quel objet eſt-elle plus aiſément excitée? ſur celui qui tient de plus près à l'exiſtence. De quoi donc le peuple s'inquiète-t-il d'abord? des ſubſiſtances. Voilà pourquoi, dans tous les momens de criſes, les ennemis de la choſe publique répandent des craintes pour arrêter la circulation des grains, c'eſt ainſi qu'ils détournent l'attention des maux qu'ils nous préparent & des ſoins qu'il nous faudroit prendre contre eux, pour la concentrer ſur un mal imaginaire, afin de nous affoiblir par nos propres querelles, durant leſquelles ils profitent de tous leurs avantages. »

« La Providence qui n'a ceſſé de nous favoriſer, nous donne envain de ſuperbes récoltes; de fauſſes terreurs ſemées à deſſein s'emparent des eſprits; & ſous le prétexte de s'oppoſer à des accaparemens, on intime, on pourſuit l'acquéreur, on ferme les denrées, & l'on produit réellement la

Digitized by Google

disette au milieu de l'abondance. C'est ainsi que des Municipalités trompées s'opposent au libre cours des grains ; elles retiennent sur leur territoire ceux qui doivent approvisionner les villes & fournir les marchés, c'est ainsi que le peuple égaré s'est laissé entraîner à la fureur, & a immolé des hommes qui s'occupoient à le nourrir. Déjà Nevers & Lyon ne reçoivent plus les provisions qu'on a coutume de leur porter ; le même inconvénient a lieu sur plusieurs points de l'Empire : par-tout on reconnoît la trame ourdie pour nous perdre. Forts par notre masse, forts par la bonté de notre cause, nous sommes invincibles si nous demeurons unis & que nous agissions de concert, en nous répartissant toutes nos ressources, tous nos moyens de défense, en nous prêtant un mutuel appui. »

« Seroit-il possible que dans un moment aussi critique, aussi solennel, où l'intérêt général doit nous lier étroitement, on parvînt à nous combattre, à nous déchirer les uns par les autres ! »

« Les propriétaires & les fermiers qui ont fait des ventes avantageuses dans les dernières années, peuvent-ils calculer froidement sur un gain plus considérable, & conserver opiniâtrement leurs denrées dans cette coupable espérance. »

« Eh quoi ! si le Peuple souffre, ou si la diminution des approvisionnemens excite une fermentation funeste, qu'arrivera-t-il ! Occupé de ces craintes & divisé par elles, il en sera moins fort contre l'ennemi, qui déjà s'empare de nos villes, ravage les campagnes, massacre nos frères, & ne songe qu'à étendre ses horreurs, dont les propriétaires & les fermiers seront par-tout les premières victimes. »

« Qu'ils sont coupables & qu'ils seront ter-

rablement punis, ces lâches que l'appréhension de voir bombarder leurs maisons a portés de se rendre à l'ennemi ! Couverts d'infamie, en horreur à leurs Compatriotes, mépriſés de leurs vainqueurs, déjà courbés ſous les charges que ceux-ci leur impoſent, & bientôt accablés des vexations les plus cruelles, ils pleureront en vain ſur ces triſtes propriétés, à la conſervation deſquelles ils ont ſacrifié les devoirs les plus chers, & dont ils demeurent honteuſement les économes pour le deſpotiſme inſolent qui en dévore les fruits. Le même ſort attend les hommes avides, ou le peuple aveugle qui ne voit que ſon intérêt particulier ou celui du moment. »

« Il n'y a plus de ſalut que dans le plus parfait enſemble, dans la fraternité la plus étendue, dans la circulation la plus prompte de tous les moyens & de tous les ſecours. »

« Frappés de ces principes invariables dont l'application ne fut jamais plus néceſſaire, que les Corps Adminiſtratifs, les Municipalités, toutes les Autorités Conſtituées s'empreſſent de les répandre & de les développer; que tous les Citoyens s'en pénètrent, qu'ils ſe les rappellent les uns aux autres, & que perſonne ne ſouffre qu'il y ſoit porté atteinte. »

« La circulation des grains dans un Empire eſt comparable à celle du ſang dans le corps humain; ſi elle eſt gênée, ralentie un ſeul inſtant, le mal-aiſe devient général, des accidens graves ne tardent pas à ſuivre, la machine dépérit; & ſi quelque puiſſance extérieure l'attaque dans cette circonſtance, il eſt impoſſible qu'elle réſiſte, elle doit s'anéantir. Ne perdons point par une déplorable mésintelligence, le glorieux réſultat de tant d'efforts & de travaux. Après quatre

ans d'une Révolution traversée par tant d'intrigues, de perfidies, de trahisons, nous laisserons-nous enlever la liberté, qui déjà nous a délivrés de tant d'abus oppresseurs, l'égalité dont le règne nous assureroit le bonheur ! »

« Laissons donc un libre cours à tous les approvisionnemens ; que les grains sollicités inégalement, suivant la dive sité des besoins, recherché par l'active industrie, ne soient pas cruellement retenus par l'ignorance qui s'effraye, ou la cupidité qui établit son gain sur le malheur public ; que les départemens & les villes jouissant du superflu, le laissent refluer dans les Départemens & les villes où manque le nécessaire ; que la loi reçoive par-tout son exécution pleine & prompte ; que l'attention & l'activité de tous se portent vers le moyen de défense. Par-tout le fer doit se convertir en piques & se fondre en boulets ; par-tout, les femmes mêmes dont la foiblesse n'exclut pas la généreuse activité, le noble dévouement, doivent s'honorer de travailler aux habits, aux tentes des défenseurs de la Patrie. De toutes parts, ces défenseurs doivent se lever & accourir vers la capitale. C'est sur elle que les troupes ennemies dirigent leur course, parce que c'est là qu'ils espèrent disperser & dissoudre le Gouvernement, produire un moment d'anarchie & se venger d'une manière éclatante sur la ville célèbre qui renversa la Bastille, donna l'éveil au peuple & sonna le tocsin pour le renversement de la tyrannie ; c'est de-là qu'ils veulent répandre la terreur & ressusciter le despotisme. Lève-toi dans ta force, lève-toi toute entière, Nation Françoise ! Voilà l'heure du combat, que ce soit celle de la victoire ; il faut la remporter ou périr : car il n'as point de ménagemens à attendre de

troupes qui te haïssent : ne songe donc plus qu'à réunir & faire voler tes bataillons nombreux ; tout autre soin, toute autre inquiétude est une perfide suggestion de tes ennemis. »

Le Ministre de l'intérieur.

Signé, ROLAND.

Ce sont sur-tout les Habitans des campagnes qu'il faut rassurer par de sages précautions contre les brigandages d'un ennemi dévastateur. C'est à eux que le Ministre s'adresse.

Le Ministre de l'Intérirur aux Habitans des campagnes.

« Digne portion de la Société, habitans des campagnes, un grand danger menace vos habitations ; des brigands dévastateurs s'avancent vers elles ; ils y porteront le fer & le feu. Faudra-t-il que vos moissons, que ces fruits de vos travaux pénibles soient la proie de ces cruels étrangers ! Elevés dans le métier des armes, pour servir d'instrumens à la férocité des despotes auxquels ils sont asservis, n'attendez d'eux aucun sentiment d'humanité. Si ce sentiment n'étoit pas entièrement effacé de leur cœur, viendroient-ils combattre un Peuple généreux qui ne demande pour lui & pour tous les hommes que la liberté & l'égalité. Nous résisterons sans doute à leurs attaques : la nation ne s'agite-elle pas pour se réunir & s'opposer au torrent de ces barbares ! qui peut calculer les événemens ! »

« Nous vaincrons, nous exterminerons enfin cette horde sanguinaire ; mais il ne faut pas se le dissimuler, ces grands effets de notre cou-

rage, nous ne les obtiendrons que par de grands efforts, que par l'union la plus étroite de concorde & de fraternité, que par un concours de prudence, de précautions & d'activité. Deux objets importans doivent essentiellement nous occuper; notre défense & notre subsistance. Pour l'une, il faut armer tous ces braves Citoyens qui brûlent de voler à l'ennemi commun; pour l'autre, il faut mettre à l'abri les objets précieux qui peuvent assurer notre existence. C'est à quoi je vous invite & vous presse vous surtout, habitans des campagnes, dont les richesses sont exposées à devenir, d'un moment à l'autre, la proie des flammes & du pillage. »

« Hâtez-vous de réaliser vos moissons, de faire battre & transporter vos grains, soit dans Paris, soit dans quelqu'autres villes de l'intérieur de l'Empire: que là, chacun de vous ait un local où il puisse déposer, sous la foi & la garantie nationale, ses bleds, ses fourrages, & tout ce qu'il voudra préserver des incursions étrangères; & dans le cas où les besoins publics, qu'on est pourtant loin de redouter, forceroient de puiser dans ces dépôts, que ce ne soit qu'à la condition expresse d'en être payés sur-le-champ & au plus haut prix courant. A cette invitation, reconnoissez ma sollicitude pour vous, bons habitans des campagnes, & le désir qui m'embrâse de mériter la confiance d'une Nation généreuse à laquelle je suis dévoué jusqu'à la mort. »

Le Ministre de l'Intérieur.

Signé, ROLAND.

La justice sévère à laquelle le Peuple s'est livré, dans ces temps de trahison & de com-

Digitized by Google

plots, auroit pu devenir une proscription sanglante envers des Citoyens, que des haines personnelles pouvoient désigner aux fers des bourreaux. Les ennemis de la chose publique pouvoient abuser eux mêmes de cette terrible impulsion du Peuple en la faisant tourner contre les meilleurs Patriotes. C'est pour prévenir ces funestes erreurs que le Ministre de l'intérieur a cru devoir charger le Commandant général, ainsi que le Maire de Paris, de prendre toutes les précautions, & d'employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

Lettre de M. Roland, Ministre de l'Intérieur, à M. Santerre, Commandant de la Garde Nationale Parisienne provisoire, en date du 4 Septembre 1792, l'an 4e. de Liberté & le 1r. de l'égalité.

« Au nom de la Nation, & par ordre de l'Assemblée Nationale & du Pouvoir Exécutif, je vous enjoins, Monsieur, d'employer toutes les forces que la Loi met dans vos mains, pour empêcher que la sûreté des personnes & des biens soit violée, & je mets sur votre responsabilité tout attentat commis sur un Citoyen quelconque dans la ville de Paris. Je vous envoie un exemplaire de la Loi, qui vous ordonne la surveillance & la sûreté que je vous recommande; & j'informe l'Assemblée Nationale, & le Maire de Paris, des ordres que je vous transmets. »

« *Signé*, ROLAND. »

Digitized by Google

Réponse de M. Santerre.

M. le Ministre,

« Je reçois à l'instant votre lettre : elle me somme, au nom de la Loi, de veiller à la sûreté des Citoyens. Vous renouvelez les plaies dont mon cœur est ulcéré, en apprenant à chaque instant la violation de ces mêmes Loix, & les excès auxquels on s'est livré. J'ai l'honneur de vous représenter, qu'aussi-tôt la nouvelle que le peuple étoit aux prisons, j'ai donné les ordres les plus précis aux commandans de bataillons, de former de nombreuses patrouilles, & surtout au Commandant du Temple, & autres voisins de la demeure du Roi, & de l'hôtel de la Force, à qui j'ai recommandé cette prison qui n'étoit pas encore attaquée. »

« Je vais redoubler d'efforts auprès de la Garde Nationale, & je vous jure, que si elle reste dans l'inertie, mon corps servira de bouclier au premier Citoyen qu'on voudra insulter. »

Signé, Santerre.

Lettre de M. Roland à M. le Maire, du 4 Septembre.

« Je vous envoie, Monsieur, copie des ordres que j'adresse au Commandant-général de la Garde Nationale Parisienne, & je vous charge, au nom de la Nation, d'en seconder l'exécution de tout votre pouvoir. »

Signé, Roland.

Digitized by Google

Lettre de M. Roland, à M. le Préſident de l'Aſſemblée Nationale, le 4 Septembre 1792.

« M. LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur d'envoyer à l'Aſſemblée Nationale, copie de la lettre que j'ai cru devoir écrire à M. le Commandant-général de la Garde Nationale Pariſienne proviſoire, & dont j'ai donné communication à M. le Maire. Il paroît que le maſſacre opéré dans les priſons, n'eſt pas uniquement l'effet du tranſport du Peuple, qui a paru ſaiſir des Citoyens à l'aſpect des dangers dont la capitale eſt menacée. »

« Cet effet ſeroit momentané ; tandis que ces cruelles opérations ſe prolongent, malgré les réquiſitions que j'ai pluſieurs fois adreſſées au Maire vertueux, mais ſans pouvoir, dont Paris méconnoît la voix. »

« J'apprends que des hommes en armes ſont encore à l'Abbaye, & cherchent à inonder les cachots, dans leſquels on ſuppoſe qu'il reſte des priſonniers. On parloit, ce matin, d'immoler les ſignatures de la pétition Guillaume : on ne ſauroit prévoir les horreurs auxquelles cette marche ſanglante peut conduire. Non, il n'eſt pas poſſible que la majorité des Citoyens ſe prête à ces excès ! Elle ſe ralliera, ſans doute, à la voix des Repréſentans de la Nation, pour diſperſer les hommes égarés qui les commettent. »

Signé, ROLAND.

Nouvelles de nos Armées.

Armée du Nord. Le camp retranché de Maulde

si avantageusement situé, que les Autrichiens avoient attaqué si souvent sans pouvoir jamais l'entamer, & qui servoit de boulevard à cette partie de nos frontières, a été levé dans la nuit du 6 au 7 de ce mois. L'armée s'est repliée sous Valenciennes & va reprendre le camp de Famars. On a vu avec peine la levée d'un camp si utile & si redoutable, mais il faut croire que le Général *Dumourier* a eu de fortes raisons pour faire marcher une partie des Troupes de ce camp pour renforcer son armée & couvrir Sedan, que le Général *Clairfait* menace à la tête d'une armée de 30000 hommes, qui s'est avancée jusqu'à Carignan. Valenciennes, Lille & Douai seront toujours en état de tenir en échec les Autrichiens, qui sont peu nombreux dans les Pays-Bas. Il étoit plus important de réunir des forces considérables pour couvrir la Lorraine, où les ennemis ont rassemblé leurs plus grandes forces.

Armée du Centre. Les Puissances coalisées avoient compté sur un système de terreur qui leur avoit réussi à Longwy & à Verdun. Elles se flattoient de pénétrer jusqu'à Paris sans aucune résistance, & elles y seroient parvenues si les événemens du 10 n'eussent coupé le fil des trahisons d'un Pouvoir Exécutif, qui agissoit d'intelligence avec elles & avoit tout préparé pour leurs succès. Mais, grâces à l'activité des Généraux *Luckner*, *Dumourier* & *Kellermann*, qui ont pris des positions avantageuses, leur marche se trouve arrêtée. Nous ne croyons pas pouvoir mieux instruire nos lecteurs de la distribution de nos forces, qu'en mettant sous leurs yeux des lettres authentiques & le bulletin que le Mi-

Digitized by Google

nistre de la Guerre fait passer tous les jours à l'Assemblée.

Extrait d'une lettre de Montmédi.

« Cette ville est très fortifiée ; il y a haute & basse ville. La haute ville est aussi escarpée que le Calvaire près Paris. En six minutes, on fait le tour des remparts. Il y a 50 canons de tous calibres placés tout du long. Il y a six mo tiers à couvert par des gabions & des fascines, de peur d'être démontés. Nous espérons battre l'ennemi de tous les côtés à une lieue. Il n'y a qu'une porte pour y entrer. Nous avons cent canonniers tous très-patriotes & instruits, qui feront voler la tête à quelques Impériaux. Nous sommes 18 cents hommes pour défendre la ville ; il y a des vivres pour trois mois, & quand il viendroit 40 mille hommes, nous ne les craindrions pas. Toutes les citernes sont remplies d'eau. Et il y a un grand puits de 500 pieds de profondeur, dont la voûte est à l'épreuve de la bombe. Il n'y a que 150 maisons dans la haute ville ; il n'y en a guères qu'une douzaine qui soient passables. Nous sommes tous décidés à bien nous battre. Notre Commandant est M. *Delignéville*, Maréchal-de-Camp ; c'est un brave homme qui a beaucoup de connoissances militaires, & qui a bien fait fortifier la ville depuis trois mois. L'ennemi dans ce moment est à une lieue de Montmédy. Nous attendons qu'il se présente pour le bien recevoir. Tous les Habitans des environs ont apporté leurs effets & leurs fusils. »

Digitized by Google

Lettre du Miniſtre de la Guerre, au Préſident de l'Aſſemblée Nationale, du 6 Septembre, l'an quatrième de la liberté, & le premier de l'égalité.

M. LE PRÉSIDENT,

« J'ai reçu hier ſoir une dépêche de M. *Biron*, qui me parle des précautions qu'il prend ſur le Rhin vers Porentrui, pour s'oppoſer à l'ennemi par-tout où il voudroit pénétrer. J'en ai reçu une ce matin de M. *Luckner*, qui ſe propoſe d'envoyer à M. *Dumourier* des Compagnies de Grenadiers & pluſieurs pièces de poſition ; il annonce que M. *Galband* a repris ſa poſition à Ste-Menehould, & qu'il ne négligera rien, dès que les forces ſeront réunies, pour repouſſer l'ennemi. C'eſt donc, M. le Préſident, à l'armée qui doit ſe réunir ſur ce point, que nous devons donner tous nos ſoins, en y portant non-ſeulement les braves Citoyens de Paris qui ſe dévouent ſi généreuſement, mais encore plus ſpécialement & ſans nul délai, tous les Fédérés qui ſont dans la Capitale. »

« Un Officier d'Artillerie écrit hier de Metz, que la place eſt autant en règle qu'il eſt permis aux hommes de le faire. »

Lettre du Miniſtre de la Guerre au Préſident de l'Aſſemblée Nationale, le 6 Septembre au ſoir, l'an 4e. de la liberté, & le 1er. de l'égalité.

M. LE PRÉSIDENT,

« J'ai reçu aujourd'hui une dépêche de M. *Kellermann*, datée de Metz le 4 de ce mois ; il

Digitized by Google

dit avoir appris que la ville de Verdun s'est rendue le 2 de ce mois à six heures du soir, après n'avoir résisté, à ce qu'on prétend, que pendant trois heures. »

« Il va faire proclamer la ville de Metz en état de siége, & doit y laisser une forte garnison; il assure, comme j'ai eu l'honneur, M. le Président, de vous l'annoncer ce matin, que cette ville est dans le meilleur état de défense possible; il lève son camp pour se diriger vers Châlons-sur-Marne; vous me permettrez, M. le Président, de ne pas publier ici la marche qu'il doit tenir; vous sentez que c'est le secret de l'Etat. Il promet, au surplus, de s'entendre avec les Généraux de nos autres armées, pour repousser l'ennemi. »

« J'observerai que l'opinion de ce Général éclairé est, que ce seroit le comble de la folie, de la part des ennemis, de vouloir pénétrer jusqu'à Paris, & qu'il ne croit pas que ce soit leur projet. Il laisse devant Thionville une partie des troupes Autrichiennes qu'il auroit bien voulu attaquer, s'il n'avoit pas été plus convenable de voler au plus pressé. »

« M. *Kellermann* fait exécuter, avec plaisir, l'excellent Décret qui débarrasse les Sous-Officiers de leurs fusils, & toute la Cavalerie de ses mousquetons, pour armer les Volontaires Nationaux de nouvelle levée. »

Autre lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée nationale, du 7 Septembre 1792.

» M. LE PRÉSIDENT,

« Je viens de recevoir une lettre de M. le Ma-

Digitized by Google

réchal *Luckner*, & une de M. *Dumourier*, dont je m'empresse de vous donner connoissance. »

« M. *Luckner* m'annonce qu'il hâte, le plus qu'il lui est possible, l'organisation des troupes à mesure qu'elles lui arrivent. »

« Il m'annonce une infraction aux loix qu'il est instant de faire cesser. C'est un empêchement qu'ont mis au départ d'un convoi de farines qui passoit par Soissons, des bataillons qui s'y sont réunis. Vous sentez, M. le président, que si un pareil exemple étoit suivi, la France seroit perdue. Je viens de faire partir un courrier extraordinaire, pour avertir M. *la Bourdonnaye* de cette contravention, & pour lui prescrire de la réprimer sans délai. »

« M. *Dumourier* m'envoie une dépêche du plus grand intérêt : elle contient le détail de ses projets pour arrêter la marche de l'ennemi, s'il veut pénétrer en France, & de ses plans, si au contraire il veut retourner dans les départemens de la Meuse & la Moselle, &c. »

Je ne puis qu'approuver les vues de M. *Dumourier*, parce qu'elles sont exactement conformes aux miennes. »

« Par des mouvemens que le Général a faits, il aura, avant très-peu de temps, sous ses ordres, 35,000 hommes d'excellentes troupes qui, pleines d'ardeur, de civisme & de confiance en leurs chefs, formeroient une barrière impénétrable. »

« M. *Dumourier* m'annonce que la ville de Rheims lui a offert 1500 hommes, dont 800 grenadiers armés & habillés, & quatre pièces de canon. Ce renfort joindra aujourd'hui le Général. Il est bien important, M. le président, que les François suivent ce bel exemple ; mais nous ne pouvons trop le redire, ce sont des hommes ar-

Digitized by Google

mé qu'il nous faut ; les autres, loin de nous servir, nous nuisent. »

« Le Général *Dumourier* transmet ici une anecdote qui trouvera place dans l'histoire, & qui sûrement obtiendra des applaudissemens & des témoignages de reconnoissance de la part du corps législatif. »

« Cent-dix hommes de la petite ville de Mouzon, presque tous vétérans, ont abandonné leurs foyers & leurs propriétés, ont sauvé leurs drapeaux, & ont ramené deux chariots remplis d'effets appartenans à la nation. Ils ont fait une retraite honorable devant l'ennemi sans être entamés, & sont venus se joindre au camp de Grand-Pré ; où je les ai logés, & d'où ils ont juré de partir avec moi pour faire la campagne. »

« Si les habitans de Longwy & de Verdun avoient montré le même courage & le même patriotisme, la France ne seroit pas encore entamée. »

« Je crois nécessaire de rendre compte de ce trait honorable à l'Assemblée nationale, & de solliciter une récompense pour ces braves gens. »

Lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée nationale, le 7 Septembre au soir, l'an 4^e. de la liberté, & le 1^er de l'égalité.

M. LE PRÉSIDENT,

J'ai reçu depuis ce matin un courrier expédié par M. Kellerman : la lettre qu'il m'a écrite est datée de Toul, elle est du 6 de ce mois, à 3 heures du matin. »

« M. Kellerman, après avoir achevé de mettre la ville de Metz en un état imposant, y

Digitized by Google

avoir fait proclamer avec pompe la ville en état de siège, & s'être assuré, en un mot, qu'il pouvoit s'en éloigner sans danger, s'est mis en marche sur Pont-a-Mousson ; il a joint le secours qui lui venoit des bords du Rhin, & s'est porté sur Toul. Quant à la suite de sa marche, M. Kellerman me dit : »

« Je veux la faire, sans mettre dans ma confidence bien des gens indiscrets, ne connoissant que cette mesure pour parvenir à des succès. »

« J'espère que le corps législatif me permettra de ne pas trahir le secret du général Kellerman, qui est celui de l'état, & par conséquent celui de l'Assemblée nationale. »

« M. *Dumourier* m'annonce enfin qu'il me donnera incessamment de ses nouvelles ; que les mouvemens de l'ennemi lui serviront de règle ; car, dit-il, comme je suis toujours prêt je lève le piquet d'une heure à l'autre.

Autre lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée nationale, du 8 septembre 1792.

M. LE PRÉSIDENT,

« J'ai reçu depuis hier quatre couriers, un de M. *la Bourdonnaye*, un de M. *Dumourier*, un de M. *Moreton*, & un de M. *Luckner*. »

« M. *la Bourdonnaye* m'écrit de Soissons ; il m'annonce que les farines que M. *Luckner* croyoit arrêtées à Soissons, lui sont parvenues : cette nouvelle me fait grand plaisir sous tous les les rapports.

« Il m'annonce encore qu'il a fait partir pour Châlons tous ce qui est nécessaire pour l'établissement & la formation du camp destiné à couvrir la

Digitized by Google

capitale. Il me mande qu'il se rend à Rheims : il a été fort content du district de Soissons. Du moment où tous les citoyens concourront au salut de l'état, il ne sera plus compromis. »

« M. *la Bourdonnaye* me prie de prendre des moyens pour empêcher les citoyens non armés de se rendre aux camps. Quoique j'aie employé pour parvenir à ce but des moyens que je crois puissans, car j'ai parlé du salut de la patrie ; je pense cependant, que si l'Assemblée nationale daignoit inférer un mot sur cet objet, dans la première adresse qu'elle fera parvenir aux départemens, elle rendroit un service important à la chose publique. »

« La dépêche de M. le Maréchal *Luckner* ne ne contenoit que des détails purement militaires. »

« M. *Dumourier* est toujours à son camp de Grand-Pré ; il m'annonce que le 6 le camp Prussien étoit encore à Homerville près Verdun ; le Général, toujours plein d'activité & de prévoyance, a pris des moyens qui me paroissent propres à lui faire connoître les mouvemens des ennemis, & il a formé des projets qui me semblent bien capables de contrarier ceux qu'ils voudroient former. »

« M. *Moreton* m'annonce le départ des secours demandés par M. *Dumourier* : il me fait connoître les moyens qu'il a employés pour que les ennemis ne puissent profiter de l'éloignement momentané de nos armées. »

Le Ministre de la Guerre au Président de l'Assemblée Nationale, le 10 Septembre 1792, l'an 4^e. de la liberté & le 1^er. de l'égalité,

M. LE PRÉSIDENT,

« Je viens de recevoir des dépêches des généraux *Kellermann*, *Biron* & *Ruault*. »

Digitized by Google

« M. *Kellermann* m'annonce qu'il eſt arrivé à Void, & qu'il va marcher ſur Ligny ; il ſe loue infiniment de la bonne volonté dont ſon armée eſt animée, de l'ordre qu'elle a gardé, & de la diſcipline dont elle a donné des preuves. Ce général eſt, comme vous le voyez, M. le Préſident, très à portée de ſe joindre à MM. *Dumourier*, *Labourdonnaye*, & *Lukner*. Ainſi, le chemin de Paris me paroît infiniment difficile à parcourir. »

« M. *Biron* ne me fait part que de détails militaires ; le territoire confié à ſes ſoins jouit d'un calme très-heureux. »

« M. *Ruault* me fait part de ſes craintes ſur Lille. Quoique je n'aie pu voir les objets ſous le même point de vue que cet Officier-général, je n'ai point négligé de lui indiquer des moyens, & de lui envoyer des ſecours. »

« Je n'ai reçu aucune nouvelle de Valenciennes ; ce ſilence eſt pour moi d'un heureux augure ; j'ai écrit à M. *Dumourier*, je l'engage à donner des ſoins particuliers à cette partie de ſon commandement. »

« Les ennemis ont fait ſommer la ville de Thionville ; la réponſe ferme que les corps militaires & adminiſtratifs ont faite, me donne tout lieu de penſer que les étrangers apprendront enfin que nous ſavons défendre nos places, & que les François tiendront le ſerment qu'ils ont fait, de défendre juſqu'à la mort, la liberté & l'égalité.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Septembre* 1792.

EFFETS NAT.	Lundi 27.	Mardi 28.	Merc. 29.	Jeudi 30.	Vend. 31.	Sam. 1.
Actions	2020½.10.	.....	.....	.....	.....	2020½10.
D°. $\frac{14^{me}}{25}$	886.900.	.....	.....	.....	.....	886.900..
Emprunt ⊙ct	427.422..	.....	.....	.....	.....	427.422p.
Id. Decembre 82.	9.10p....	.....	.....	.....	.....	9.10p....
Lot. d'Avril.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 125 m[s]	15.16....	.....	.....	.....	.....	15.16....
Id. 80 millions..	18.19....	.....	.....	.....	.....	18.19....
Sans Bulletin....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Fullerin	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 120 m[s]	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Boude. Ch.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	1565.70..	.....	.....	.....	.....	1565.70..
D°. demi-act..	3120.200.	.....	.....	.....	.....	3120.200.
Eaux de P.	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Empr. National.	.....	.....	.....	.....	.....	.....

CHANGES du 27.

Amst. 33¾.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163.
Lyon. 8 h. b.

CHANGES du 1.

Amst. 33¾.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163
Lyon. 8 h. b.

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins; & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente six liv *franc de port, pour la Province. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le nom du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur Guth, Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere.*

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 38.)

SAMEDI 22 Septembre 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Avis divers, doivent être adressés à M. de la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

SEPTEMBRE a 30 jours & la Lune 30. Du 1 au 30, les jours décroissent de 52'.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de la L.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai. H.	M.	S.
1	sam. Leu, Évêque.	16		11	59	30
2	14 D. Lazare, ressuscité.	17		11	59	11
3	lundi Grégoire le Grand, Pape.	18		11	58	52
4	mardi Marcel, Martyr.	19		11	58	32
5	merc. Bertin, Abbé.	20		11	58	12
6	jeudi. Onésipe.	21	☾ D. Q.	11	57	52
7	vend. Cloud, Prêtre.	22	le 8, à 7	11	57	22
8	sam. *LA NATIVIT DE LA V.*	23	h. 28 m.	11	57	12
9	15 D. Omer, Évêque.	24	du mat.	11	56	51
10	lundi Nicolas de Tolentin.	25		11	56	30
11	mardi Patient, Évêque.	26		11	56	10
12	merc. Serdot, Évêque.	27		11	55	49
13	jeudi. Maurille, Év. d'Angers.	28		11	55	28
14	vend. L'Exalt. de la Ste. Croix.	29	● N. L.	11	55	7
15	sam. Corneille.	30	le 16, à 9	11	54	56
16	16 D. Cyprien, Év.	1	h. 27 m.	11	54	25
17	lundi. Lambert, Évêque.	2	du mat.	11	54	5
18	mardi Jean Chrysostôme.	3		11	53	44
19	merc. *Quatre-Temps.*	4		11	53	43
20	jeudi Eustache.	5		11	53	2
21	vend. Matthieu, Ap.	6	☽ P. Q.	11	52	41
22	sam. Maurice. AUT.	7	le 23, à 1	11	52	21
23	17 D. Ste. Thecle, Vierge.	8	h. 57 m.	11	52	0
24	lundi. Andoche, Prêtre.	9	du soir.	11	51	40
25	mardi Firmin, Évêque.	10		11	51	19
26	merc. Sophie.	11		11	50	59
27	jeudi. Côme & Damien, Mart.	12		11	50	39
28	vend. Ceran, Évêque.	13	○ P. L.	11	50	20
29	sam. Michel, Archange.	14	le 30, à 9	11	50	0
30	18 D. Jérôme, Prêtre.	15	h. 15 m. du mat.	11	49	41

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 22 SEPTEMBRE 1792.

PIECES FUGITIVES.

CHANSON.

AIR : D'Adélaïde.

DANS l'art de plaire,
Qui pourrait égaler Liſon ?
La Beauté qui regne à Cythere,
D'elle pourrait prendre leçon
Dans l'art de plaire.

DANS ſon ſourire
Quel attrait ! qu'il eſt envié !
Que je ſens tout ce qu'il doit dire ;
Lorſque l'Amour eſt de moitié
Dans ſon ſourire !

Digitized by Google

Qu'elle eſt charmante !
Que ſes regards ſont ſéduiſans !
C'eſt un danger qui vous enchante ;
Et l'on ſe ſouvient trop long-temps
Qu'elle eſt charmante.

840.6
M558
1792
Sept. 22

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

Le mot de la Charade eſt *Volage* ; celui de l'Enigme eſt *Jalouſie* ; celui du Logogriphe eſt *Maiſon.*

CHARADE.

Quand la nuit commence à paraître,
Le hibou quitte mon premier ;
En certain temps, Lecteur, peut-être
Tu portes bas de mon dernier :
Si tu veux trouver mon entier,
Cherche dans quelque lieu champêtre.

(*Par M. Lagache fils, d'Amiens.*)

Digitized by Google

ÉNIGME.

JE ne porte qu'un nom, & pourtant j'en ai mille.
Mon usage est commun & n'est pas moins utile.
Je sers également au pauvre comme au Roi;
Mais près d'un sexe aimable est mon plus bel emploi.
Mon élégance ajoute aux charmes d'Idalise;
Sous diverses couleurs on me voit à l'Eglise;
J'accompagne toujours au Barreau l'Avocat;
Et dans le même instant (admirez ma franchise),
Je sers au lit des Rois, & suis sur le grabat.

LOGOGRIPHE.

EH quoi! toujours au Numéro prochain
Renverra-t-on le mot des Logogriphes?
Que sous quelques hiéroglyphes
Il soit caché jusques au lendemain,
Passe encor pour cela; mais être dans l'attente
Pendant huit jours entiers! cette idée épouvante.
J'en veux agir tout autrement;
Et pour ne mettre point l'esprit à la torture,
D'abord je dirai bonnement
Quel est mon nom, ma taille & ma figure.

Digitized by Google

Lecteur, pour exister d'yeux j'eus besoin toujours ;
Et cependant, admire mon essence,
Les ayant beaux comme ceux des Amours,
Je me vois tous les jours privé de l'existence.
J'ai dit le mot : relis & tu me tiens ;
Relis, Lecteur ; cherche à ton aise.
Pour ma taille, ne t'en déplaise,
Elle a sept pieds, & j'y contiens
Deux des notes de la musique ;
Un lieu très-passager ; cet homme évangélique,
Dont on cite souvent l'oiseau ;
Ce que le Pêcheur jette à l'eau
Pour saisir la gent aquatique.
J'en ai trop dit, je crois ; déjà tu me devinais :
S'il en est temps encore, je me tais.

(*Par M. Visinet, Aumônier du Bataillon des Postes.*)



NOUVELLES LITTÉRAIRES.

COLLECTION complette des Travaux de M. Mirabeau l'aîné, à l'Assemblée Nationale; précédée de tous les Discours & Ouvrages du même Auteur, prononcés ou publiés en Provence, pendant le cours des élections : par M. ETIENNE MÉJAN. *5 Volumes in-8°., avec le Portrait de Mirabeau. A Paris, de l'Imprimerie de la veuve* Lejay, *rue St.-Honoré, Hôtel d'Auvergne, N°. 100, & se vend à la même adresse.*

Nous avons considéré Mirabeau, dans ses *Lettres*, comme homme privé; ses *Travaux* à l'Assemblée Nationale vont nous montrer l'homme public.

J'avais déjà parlé de la supériorité de ses talens oratoires, & essayé de les caractériser dès 1770 (1), dans un temps où peut-être y avait-il quelque courage à rendre une justice éclatante à un homme

(1) Mercure du 21 Août.

Digitized by Google

qui avait tant d'ennemis & de détracteurs, & contre qui la haine élevait des clameurs furieuses. Mon témoignage était d'autant moins suspect que je n'avais aucune liaison avec lui. Aussi en parut-il flatté, & la reconnaissance qu'il me marqua me donna occasion de le voir quelquefois. Nous nous convenions d'autant mieux qu'il s'était bien apperçu que je goûtais véritablement son éloquence qui était du bon genre, c'est-à-dire antique, franche, républicaine, & n'ayant rien de la rhétorique moderne: d'ailleurs ses principes de Politique étaient les miens. Il pensait que s'il y avait jour à établir avec quelque sûreté une Monarchie légale, il fallait, pour être conséquent, protéger la prérogative royale, de peur de tomber sous la tyrannie des Représentans ou des Démagogues; mais que si l'incurable corruption de la Cour nous forçait à une défiance légitime, destructive de l'action du Gouvernement, alors une Constitution purement Républicaine, malgré les inconvéniens qu'elle pouvait avoir dans un Empire de 26 millions d'hommes, était, sans nulle comparaison, préférable à une Royauté suspecte & avilie.

Voici comme je m'exprimais alors sur Mirabeau, considéré comme Orateur.

» Ceux qui aiment à observer les moyens » & les effets de l'éloquence, depuis que

» la Révolution l'a mise à portée de jouer
» le premier rôle parmi nous comme chez
» les Anciens, ont remarqué que ce qui
» avait généralement le plus d'effet dans
» les Assemblées, c'était la logique & les
» mouvemens. Ce sont aussi les deux
» grands caracteres de l'éloquence délibé-
» rative, qui n'existe réellement en France
» que depuis un an. La plupart des hom-
» mes n'ont gueres que des apperçus va-
» gues : ils sont donc très-satisfaits de
» celui qui leur en donne de justes & de
» précis; chez eux la vérité n'est, pour
» ainsi dire, qu'en germe; ils savent donc
» beaucoup de gré à celui qui le déve-
» loppe; & c'est l'avantage d'une logique
» lumineuse. Mais ce n'est pas tout : la
» plupart des hommes ou s'intéressent fai-
» blement à la vérité, ou peuvent même
» avoir un intérêt contraire. La véhémence
» des mouvemens & l'énergie des expres-
» sions les subjugue, du moins pour un
» moment, & ce moment suffit. Leur
» assentiment devient une passion, & vous
» leur arrachez quelquefois ce que peut-
» être, quelques momens après, ils seront
» fâchés ou surpris d'avoir cédé : voilà ce
» qui fait l'Orateur de la chose publique.
» Tel est à mon gré, (sans prétendre
» ôter rien au mérite de plusieurs autres
» de nos Représentans, dont la Révolu-
» tion a mis les talens au grand jour,) tel

Digitized by Google

» eſt M. Mirabeau. Il eſt puiſſant en lo-
» gique, en mouvemens, en exprêſſions :
» il eſt vraiment éloquent ; c'eſt l'homme
» le plus capable d'entraîner une grande
» Aſſemblée. Et combien de fois ne l'a-
» t-il pas prouvé ! Comme Ecrivain, il
» pourrait épurer davantage ſon ſtyle ;
» mais nous n'avons pas encore ſur la dic-
» tion l'oreille auſſi délicate que les Athé-
» niens, ou même les Romains du temps
» de Cicéron, & nous ne ſommes ſéveres
» ſur la correction & le goût que le livre
» à la main. Il a de plus un avantage
» précieux : c'eſt la préſence d'eſprit ; il
» ſe poſſede lorſqu'il meut les autres, &
» rarement il lui arrive de donner priſe
» ſur lui en paſſant la meſure : en cela,
» comme en tout le reſte, bien différent
» de tel autre de nos Députés (1), à qui
» j'ai entendu donner le nom de grand
» Orateur, du moins par un parti, & qui
» n'eſt, en effet, qu'un Rhéteur élégant,
» quand il n'eſt pas un ſophiſte emporté ;
» qui n'attaque jamais de front une grande
» queſtion, mais qui commence par dé-
» naturer ou écarter le principe, & ſe
» jette enſuite dans les acceſſoires & les
» lieux communs où il brille par l'élocu-
» tion ; qui prenant l'audace pour l'éner-
» gie, riſque à tout moment les aſſertions

(1) L'Abbé Maury.

Digitized by Google

» & les déclamations les plus révoltantes,
» & oublie que l'Orateur ne saurait se
» décréditer lui-même sans décréditer sa
» cause, & que l'observation des conve-
» nances est une des premieres regles de
» l'art oratoire, d'autant plus importante
» que tout le monde en est juge, & que
» quand vous la violez, vos adversaires
» triomphent & vos partisans rougissent «.

Qui croirait qu'après avoir ainsi loué Mirabeau vivant, j'aye été attaqué & injurié à son sujet avec la plus virulente amertume, sous prétexte que j'aurais dû faire son éloge au Lycée après sa mort, & que je ne l'avais pas fait ? Cette anecdote est trop curieuse pour n'être pas rapportée ici : c'est un des plus frappans exemples des fureurs & de la bêtise de la haine. On imprima dans un Journal Aristocratique (*la Feuille du Jour*) une lettre anonyme, comme de coutume & comme de raison, où l'Auteur semblait d'abord s'étonner de ce que je n'avais pas joint ma voix à toutes celles qui célébraient à l'envi la mémoire de Mirabeau, & paraissait me croire aussi capable qu'un autre de remplir ce grand sujet. Jusques-là il n'y avait rien qui pût m'offenser, & si l'Auteur n'avait pas eu d'autre intention, je lui aurais répondu que je n'aimais pas à refaire ce qui avait été très-bien fait, & qu'ayant payé à

Digitized by Google

Mirabeau vivant le tribut de louanges qui lui était dû, & que je regardais comme un devoir, si je n'avais pas fait son Oraison funebre, c'est que M. Garat, dans *le Journal de Paris*, m'avait si heureusement devancé, & s'était acquitté de cette glorieuse tâche avec tant de succès, que je ne trouvais rien à dire après lui, & que je ne voulais pas lutter contre un chef-d'œuvre. Mais mon Anonyme avait bien d'autres vûes; ce n'était pas Mirabeau qu'il voulait honorer; tout ce qu'il cherchait, c'était un prétexte quelconque pour vomir, en se cachant, des invectives & des calomnies, sans même se donner la peine de l'invention, ni se soucier des inconséquences. En effet, oubliant que les reproches qu'il m'avait faits d'abord ne pouvaient s'adresser qu'à un homme que lui-même croyait en état de traiter un pareil sujet, il répétait dans le reste de sa Lettre toutes les grossieres inepties des Folliculaires de l'ancien Régime, & sur mes Ouvrages & sur mon personnel, ne trouvait aucun *talent* à celui dont il réclamait le *talent* pour un *Eloge digne de Mirabeau*, assurait que *je n'avais eu de réputation que par des compilations*, que j'étais *jaloux de tous les Ecrivains célebres*, quoiqu'il n'y en ait pas un seul qui ne soit préconisé dans mes Ecrits, &c. &c. C'est certainement la premiere fois qu'un Homme de Lettres a été si violemment attaqué, non

Digitized by Google

pas pour ses paroles, mais pour son silence, & pour un silence fondé, comme on le voit, sur de si bonnes raisons, & qui ne pouvait pas être suspect après ce que j'avais écrit. Il fallait que l'Auteur eût un terrible besoin de se soulager par des injures, pour s'emparer si avidement d'un *à propos si hors de propos*. Je jugeai que c'était quelque échappé des boutiques de l'ancienne écrivaillerie, quelque malheureux barbouilleur bien enragé de n'être rien; mais qui n'osait pas se montrer, de peur de passer par les verges du ridicule : je ne répondis point à sa plate diatribe, & j'abandonnai mon lâche calomniateur aux ténèbres & au mépris où lui-même se condamnait. Revenons à notre Mirabeau.

Les Discours qu'il prononça dans les Assemblées de sa Province, lors de la convocation des Etats-Généraux, & qui se présentent à la tête de ce Recueil, n'en sont pas la partie la moins intéressante. Quoiqu'il s'agisse de prétentions & de querelles depuis trois ans anéanties, on est toujours bien aise d'y voir les premiers pas de Mirabeau, qui annonçaient déjà la marche constante & invariable qu'il a suivie dans sa théorie politique. On y voit par quels degrés cet homme, né au milieu de tous les préjugés féodaux, & placé alors au centre de la plus absurde aristocratie, dans les Etats de Provence, fut conduit à re-

Digitized by Google

nier de fait une nobleſſe que déjà il avait abjurée dans le cœur, & à ſe faire Membre de ce qu'on appelait encore *les Communes*, parce qu'il ne put réuſſir à convertir à la raiſon ſes Pairs, *les Gentilshommes*. Ils furent même tellement effrayés de ſes opinions, qu'ils lui conteſterent, ſur les plus frivoles prétextes, le droit de ſiéger parmi eux, & ce fut cette premiere ſottiſe des Nobles qui donna au *Tiers* un ſublime transfuge dans la perſonne de Mirabeau.

C'eſt dans ces Diſcours qu'il annonce hautement la deſtruction prochaine de toutes les chimeres féodales; c'eſt-là qu'on trouve ces paroles qui ne tarderent pas à devenir une prophétie : » J'ai été, je ſuis, » je ſerai juſqu'au tombeau l'homme de la » Liberté publique. Malheur aux Ordres » privilégiés, ſi c'eſt-là plutôt être l'homme » du Peuple que celui des Nobles; car » les priviléges finiront, mais le Peuple » eſt éternel ".

Oui, & un homme qui l'a ſervi comme Mirabeau, eſt auſſi éternel.

Un de ſes grands avantages, qui n'appartient qu'à l'homme naturellement éloquent, c'eſt qu'il l'était ſur le champ dans toutes les circonſtances & ſur tous les ſujets. Ce n'eſt pas à dire qu'il eût pu faire dans le moment un Diſcours ſur une

Digitized by Google

matière importante, épineuse & étendue, aussi bien que s'il eût été préparé. Non, cela n'est pas dans la Nature, & nulle force de génie ne peut suppléer soudainement à ce qui demande une force de réflexion. Mais dans les occasions où il ne fallait que l'aperçu d'un esprit juste, & le mouvement d'une ame libre, il s'exprimait aussi bien qu'il est possible, & les termes ne lui manquaient pas, parce qu'il ne manquait ni de sentimens ni d'idées. De-là tant de paroles mémorables qu'on a retenues de lui, & qui sortaient impétueusement de son ame quand elle était émue; de-là aussi ces répliques victorieuses, ces élans irrésistibles qui emportaient d'emblée la décision quand il réfutait des adversaires. Comme il était alors préparé sur la discussion dans laquelle il avait déjà fait entendre une opinion méditée; les idées affluaient, parce qu'en énonçant un avis, il avait prévu toutes les objections, & que pour un bon raisonneur, les réponses aux objections sont toujours contenues dans les principes. Joignez-y le mouvement de réaction qui naît de la résistance: c'est alors qu'il tonnait, que devenu plus fort par l'obstacle, armé de la conviction intérieure, bouillant de l'impatience d'un esprit droit qui rencontre la déraison sur son passage, il déployait une énergie renversante, que sa voix remplissait l'Assemblée,

Digitized by Google

que ſes geſtes, ſes regards, toute ſon action extérieure ébranlaient & ſoulevaient, pour ainſi dire, l'auditoire entier; que l'enchaînement rapide de ſes raiſonnemens, l'abondance d'expreſſions heureuſes & fortes qui ſe ſuccédaient comme par inſpiration, la chaleur des mouvemens qui précipitaient ſes phraſes les unes ſur les autres, l'éclat des figures qui chez lui étaient toujours des penſées, faiſaient véritablement de Mirabeau le dominateur des hommes raſſemblés, & rappelaient ces mots remarquables qu'il avait dits quelque temps avant la Révolution, à propos d'une femme, alors très-puiſſante, qui ſe refuſait à une demande qu'il croyait juſte : *Dites-lui qu'elle a tort de me refuſer, & que le moment n'eſt pas loin où le talent ſera auſſi une puiſſance.*

Auſſi Mirabeau n'a jamais été plus grand, à mon avis, que lorſqu'il improviſait. Quoi de plus beau que ce Diſcours de vingt lignes, recueilli ſur le champ, lorſqu'il s'agiſſait d'envoyer au Roi une troiſieme députation pour le renvoi des Troupes, après deux réponſes négatives : » Dites-lui que les hordes étrangeres dont » nous ſommes inveſtis ont reçu hier la » viſite des Princes, des Princeſſes, des » Favoris, des Favorites, & leurs careſſes » & leurs exhortations & leurs préſens : » dites-lui que toute la nuit ces Satellites

» étrangers, gorgés d'or & de vin, ont
» prédit dans leurs chants impies l'asser-
» vissement de la France, & que leurs
» vœux brutaux invoquaient la destruction
» de l'Assemblée Nationale : dites lui que
» dans son palais même les Courtisans ont
» mêlé leurs danses au son de cette musi-
» que barbare, & que telle fut l'avant-
» scène de la St-Barthélemi : dites-lui que
» ce Henri, dont l'Univers bénit la mé-
» moire, celui de ses aïeux qu'il voulait
» prendre pour modele, faisait passer des
» vivres dans Paris révolté qu'il assiégeait
» en personne, & que ses conseillers fé-
» roces font rebrousser les farines que le
» commerce apporte dans Paris fidele &
» affamé ".

Les besoins de l'Etat avaient engagé M. Necker à proposer la contribution du quart des biens de chaque Citoyen. Cette mesure paraissait extrême à beaucoup de Députés, qui voulaient qu'on examinât le plan du Ministre des Finances, qui contenait plusieurs autres dispositions. Il était important d'environner ce Ministre de la confiance de l'Assemblée, pour une espece d'impôt extraordinaire, qui exigeait surtout la confiance publique, & Mirabeau, quoique connu pour être ennemi de M. Necker, opinait à s'en rapporter entiérement à lui pour le mode d'imposition. Les

Digitized by Google

momens étaient chers, & on les perdait en difficultés de détail. Mirabeau avait déjà parlé trois fois. Il était quatre heures du soir, rien ne se décidait, & de lassitude, comme il arrive souvent après une longue discussion, on était prêt à renvoyer encore l'affaire au Comité. Il reprend la parole une quatrième fois, & ramasse toutes ses forces pour emporter le Décret. Quoiqu'en général je sois très-sobre de citations, si ce n'est dans le cas d'une critique de détail, quoiqu'ayant fort peu d'espace, je croye devoir l'employer à discuter plutôt qu'à copier, quoiqu'enfin le morceau dont il s'agit soit assez étendu, je ne puis cependant résister au plaisir de l'offrir aux Lecteurs qui peuvent ne pas l'avoir sous les yeux. C'est dans son genre un des plus admirables monumens de l'Eloquence française.

» Au milieu de tant de débats tumultueux, ne pourrai-je donc vous ramener » à la délibération du jour par un petit » nombre de questions bien simples? Daignez, Messieurs, daignez me répondre. » Le Ministre des Finances ne vous a-t-il » pas offert le tableau le plus effrayant de » notre situation actuelle? Ne vous a-t-il » pas dit que tout délai aggravait le péril, » qu'un jour, une heure, un instant pouvait le rendre mortel? Avons-nous un

Digitized by Google

» plan à ſubſtituer à celui qu'il propoſe ?
» — (*Oui*, s'écria quelqu'un.) Je conjure
» celui qui répond *oui*, de conſidérer que
» ſon plan n'eſt pas connu, qu'il faut du
» temps pour le développer, l'examiner,
» le démontrer ; que fût-il immédiatement
» ſoumis à notre délibération, ſon Auteur
» a pu ſe tromper ; que fût-il exempt de
» toute erreur, on peut croire qu'il ne
» l'eſt pas ; que quand tout le monde a
» tort, tout le monde a raiſon ; qu'il ſe
» pourrait donc que l'Auteur de cet autre
» projet, même ayant raiſon, eut tort
» contre tout le monde, puiſque, ſans
» l'aſſentiment de l'opinion publique, le
» plus grand talent ne ſaurait triompher
» des circonſtances. Et moi auſſi je ne
» crois pas les moyens de M. Necker les
» meilleurs poſſibles ; mais le Ciel me pré-
» ſerve, dans une ſituation ſi critique,
» d'oppoſer les miens aux ſiens. Vainement
» je les tiendrais pour préférables : on ne
» rivaliſe point en un inſtant une popula-
» rité prodigieuſe, conquiſe par des ſer-
» vices éclatans, une longue expérience,
» la réputation du premier talent de Fi-
» nancier connu, & s'il faut tout dire,
» une deſtinée telle qu'elle n'échut en par-
» rage à aucun mortel. Il faut donc en
» revenir au plan de M. Necker. Mais
» avons-nous le temps de l'examiner, de
» ſonder ſes baſes, de vérifier ſes calculs ?

Digitized by Google

» Non, non, mille fois non. D'insignifiantes questions, des conjectures hasardées, des tâtonnemens infideles ; voilà tout ce qui, dans ce moment, est en notre pouvoir. Qu'allons-nous donc faire par le renvoi de la délibération ? Manquer le moment décisif, acharner notre amour-propre à changer quelque chose à un plan que nous n'avons pas même conçu, & diminuer par notre intervention indiscrete l'influence d'un Ministre, dont le crédit financier est & doit être plus grand que le nôtre. Messieurs, certainement il n'y a là ni sagesse ni prévoyance ; mais du moins y a-t-il de la bonne foi. Oh ! si les déclarations les plus solennelles ne garantissaient pas notre respect pour la foi publique, notre horreur pour l'infame mot de banqueroute, j'oserais scrurer les motifs secrets, & peut-être, hélas ! ignorés de nous-mêmes, qui nous font si impudemment reculer, au moment de proclamer l'acte du plus grand dévouement, certainement inefficace, s'il n'est pas rapide & vraiment abandonné : je dirais à ceux qui se familiarisent peut-être avec l'idée de manquer aux engagemens publics, par la crainte de l'excès des sacrifices, par la terreur de l'impôt, je leur dirais, qu'est-ce donc que la banqueroute, si ce n'est le plus cruel, le

» plus inique, le plus inégal, le plus dé-
» sastreux des impôts ?..... Mes amis,
» écoutez un mot, un seul mot. Deux
» siecles de déprédations & de brigandages
» ont creusé le gouffre où le Royaume est
» prêt de s'engloutir : il faut le combler
» ce gouffre effroyable. Eh bien ! voici la
» liste des Propriétaires Français : choi-
» sissez parmi les plus riches, afin de sa-
» crifier moins de Citoyens. Mais choi-
» sissez : car ne faut-il pas qu'un petit
» nombre périsse pour sauver la masse du
» Peuple ? Allons : ces deux mille Notables
» possedent de quoi combler *le déficit*.
» Ramenez l'ordre dans vos finances, la
» paix & la prospérité dans le Royaume.
» Frappez, immolez sans pitié ces tristes
» victimes ; précipitez-les dans l'abîme : il
» va se refermer..... Vous reculez d'hor-
» reur..... Hommes inconséquens ! hom-
» mes pusillanimes ! Eh ! ne voyez-vous
» donc pas qu'en décrétant la banque-
» route, ou ce qui est plus odieux encore,
» en la rendant inévitable sans la décréter,
» vous vous souillez d'un acte mille fois
» plus criminel, & chose inconcevable,
» gratuitement criminel ? car enfin cet hor-
» rible sacrifice ferait du moins disparaître
» *le déficit*. Mais croyez-vous, parce que
» vous n'aurez pas payé, que vous ne
» devrez plus rien ? Croyez-vous que les
» milliers, les millions d'hommes, qui

Digitized by Google

» perdront en un instant, par l'explosion
» terrible ou par ses contre-coups, tout ce
» qui faisait la consolation de leur vie, &
» peut-être l'unique moyen de la susten-
» ter, vous laisseront paisiblement jouir de
» votre crime ? Contemplateurs stoïques
» des maux incalculables que *cette catas-*
» *trophe vomira* sur la France, impassibles
» égoïstes qui pensez que ces convulsions
» du désespoir & de la misere passeront
» comme tant d'autres, & d'autant plus
» rapidement qu'elles seront plus violen-
» tes, êtes-vous bien sûrs que tant d'hom-
» mes, sans pain, vous laisseront tranquil-
» lement savourer les mets dont vous n'au-
» rez voulu diminuer ni le nombre ni la
» délicatesse ? Non, vous périrez, & dans
» la conflagration universelle que vous ne
» frémissez pas d'allumer, la perte de
» votre honneur ne sauvera pas une seule
» de vos détestables jouissances. Voilà où
» nous marchons.... J'entends parler de
» patriotisme, d'invocation du patriotisme,
» d'élans du patriotisme. Ah ! ne prostituez
» pas ces mots & de Patrie & de Patrio-
» tisme. Il est donc bien magnanime l'ef-
» fort de donner une portion de son revenu
» pour sauver tout ce qu'on possede ! Eh !
» Messieurs, ce n'est là que de la simple
» arithmétique, & celui qui hésitera ne
» peut désarmer l'indignation que par le
» mépris qu'inspirera sa stupidité. Oui,

Digitized by Google

» Messieurs, c'est la prudence la plus ordinaire, la sagesse la plus triviale, c'est l'intérêt le plus grossier que j'invoque. » Je ne vous dis plus comme autrefois : » Donnerez-vous les premiers aux Nations » le spectacle d'un Peuple assemblé pour » manquer à la foi publique ? Je ne vous » dis plus : Eh ! quels titres avez-vous à » la Liberté, quels moyens vous resteront » pour la maintenir, si dès votre premier » pas vous surpassez les turpitudes des » Gouvernemens les plus corrompus, si » le besoin de votre concours & de votre » surveillance n'est pas le garant de votre » Constitution ? Je vous dis : Vous serez » tous entraînés dans la ruine universelle; » & les premiers intéressés au sacrifice que » le Gouvernement vous demande, c'est » vous-mêmes. Votez donc ce subside extraordinaire, & que puisse-t-il être suffisant ! votez-le, parce que si vous » avez des doutes sur les moyens, doutes » vagues & non éclaircis, vous n'en avez » pas sur sa nécessité & sur notre impuissance à le remplacer : votez-le, parce » que les circonstances publiques ne souffrent aucun retard, & que vous seriez » comptables de tout délai. Gardez-vous » de demander du temps; le malheur n'en » accorde pas. Eh ! Messieurs, à propos » d'une ridicule motion du Palais-Royal, » d'une risible insurrection qui n'eut jamais

Digitized by Google

» d'importance que dans les imaginations
» faibles ou les desseins pervers de quel-
» ques hommes de mauvaise foi, vous
» avez entendu nagueres ces mots force-
» cés : *Catilina est aux portes, & l'on dé-*
» *libere !* & certainement il n'y avait au-
» tour de nous ni Catilina, ni périls, ni
» factions, ni Rome ; mais aujourd'hui là
» banqueroute, la hideuse banqueroute est
» là ; elle menace de consumer vous, vos
» propriétés, votre honneur, & vous dé-
» libérez « !

Non, l'on ne délibéra plus : des cris d'enthousiasme attesterent la victoire de l'Orateur, & la France vit aussi dans son sein ces grands triomphes de l'Eloquence publique, ces grandes scènes Nationales, qui, dans l'Histoire des Anciens, nous semblaient des prodiges d'un autre monde, faits pour ne jamais appartenir au nôtre. Ceux qui les ont étudiés, ne retrouvent-ils pas ici le talent des Cicéron & des Démosthene, mais plus particuliérement encore la maniere de ce dernier ; cette accumulation graduée de moyens, de preuves & d'effets, cet art de s'insinuer d'abord dans l'esprit des Auditeurs en captivant l'attention, de la redoubler par des suspensions ménagées, de la frapper par de violentes secousses ? Mirabeau procede ici comme les grands Maîtres ; il fait briller

Digitized by Google

d'abord la lumiere du raisonnement ; il subjugue la pensée ; il fouille ensuite plus avant, & va remuer les passions secretes jusqu'au fond de l'ame, l'intérêt, la crainte, l'espérance, la honte, l'amour-propre ; il frappe par-tout ; & quand il se sent enfin le plus fort, voyez alors comme il parle de haut, comme il domine, comme il mêle l'ironie à l'indignation, comme en récapitulant tous les motifs, il porte les derniers coups ! C'est ainsi que l'on mene les hommes par la parole ; c'est par des morceaux de cette force (& il en a beaucoup) qu'il a mérité le titre de Démosthene Français. Il a eu peu de temps pour l'acquérir & pour en jouir : on peut dire que son existence entiere a été renfermée dans l'espace de deux années ; mais ce peu de temps a suffi pour lui en assurer une immortelle.

ANNONCES ET NOTICES.

LES ETATS-GÉNÉRAUX DU PARNASSE ET DE L'EUROPE, DE L'EGLISE, ET DE CYTHERE, ou les quatre Poëmes Politiques, lus au Lycée du Palais-Royal, & suivis de plusieurs autres Poëmes ; par Dorat-Cubieres. 1 Vol. in-8°. Prix, 4 liv. 10 s. A Paris, de l'Imprimerie de L. P... Couret, rue Christine, N°. 2 ; & se vend chez

Digitized by Google

le même Libraire ; chez Gattey, Libr. au Palais-Royal ; & Leclere, Lib. rue St-Martin, à côté de la rue aux Ours.

On reviendra sur cet Ouvrage, ainsi que sur *les Rivaux au Cardinalat*, du même Auteur.

HISTOIRE DES ILLUSTRES FRANÇAIS, sortis du ci-devant Tiers-Etat ; dédiée à l'Assemblée Nationale ; avec un Discours sur les avantages & les abus de la Noblesse héréditaire. 2 Volum. in-8°. ; par M. Turpin. A Paris, chez Maradan, Libr. rue du Cimetiere St-André, N°. 9.

Le I^er^. Volume contient les Vies de Paulin, Baron de la Garde ; de Michel de l'Hôpital ; de Fabert ; de Duguay-Trouin : le II^e^. celles de Chevert, de Jean-Bart, de Jacques Pierre ; des Flibustiers, de Ducasse, de Mahé de la Bourdonnaye.

TABLE.

CHANSON. 61
Charade, Én. Log. 62
Collection. 62
Annonces & Nouvelles. 81

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 20 Septembre 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du Dimanche 9 septembre.

L'INCIVISME du 101e. régiment ci-devant Liégeois, les excès auxquels il vient de se porter contre son colonel, sont tels, que l'Assemblée n'a vu qu'un seul moyen d'arrêter les désordres de ce corps, celui de le licencier; en conséquence elle charge le pouvoir exécutif de prendre les mesures nécessaires pour opérer ce licenciement, placer les officiers patriotes & former telle légion qu'il trouvera convenable au bien du service en conservant les soldats qui auront donné des preuves d'obéissance & de discipline.

Digitized by Google

Sur la propoſition d'un membre, l'Aſſemblée décrète que les mots *ſcel royal* qui ſe trouvent dans les actes notariés, ſeront convertis en ceux de *ſceau de la nation*.

Des volontaires de Béfort ſont allés avec du canon s'emparer de la ville de Montbelliard qui appartient au duc *de Wurtemberg* avec lequel nous ne ſommes point encore en guerre. Le miniſtre des affaires étrangères qui annonce à l'Aſſemblée cette infraction au droit des gens, ajoute que le directoire du Haut Rhin vient de prendre des meſures pour la reſtitution de cette place.

Des pétitionnaires viennent demander qu'il ſoit porté une loi qui ſuſpende les pourſuites pour dettes contre les citoyens qui ſont au ſervice de la patrie ſur les frontières. Renvoyé au comité de légiſlation. — Sur la demande du miniſtre de la guerre, le décret qui défend aux garçons boulangers de s'enrôler, eſt étendu aux ouvriers en fer & en bois. — Sur la propoſition de M. *François de Nantes* il eſt décrété que le gouvernement achètera les fuſils de munition de réforme qui ſont dans les magaſins des négocians qui font le trafic ſur la côte de Guinée.

M. *Dumas*, au nom du comité militaire, fait décréter la formation d'un corps de chaſſeurs à cheval ſous le nom d'huſſards braconniers. M. *Andrieu* eſt autoriſé à faire la levée de ce corps. C'eſt ainſi que pluſieurs perſonnes ſe ſont offertes pour différens corps de troupes légères, & l'Aſſemblée a cru devoir accueillir leur zèle. Mais des plaintes parvenues au comité de ſurveillance contre un particulier qui avoit été autoriſé à lever une légion, déterminent l'Aſſemblée à lui retirer ſa confiance, & à ordonner le rapport de ſon décret, & pour qu'un faux zèle ne puiſſe, dans aucun cas, ſervir

Digitized by Google

de masque aux ennemis de la chose publique, elle rend le décret suivant :

« Art. I. Il ne sera plus à l'avenir, & jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, formé aucun corps de troupes légères, sous quelques dénomination que ce puisse être, avec état-major & administration particulière. »

« II. Toutes les troupes légères, soit à pied, soit à cheval, seront à l'avenir levées par compagnies franches, conformément aux décrets qui ont déterminé leur formation, leur solde & leur service, & pour lesquelles le pouvoir exécutif est suffisamment autorisé par les loix antérieures. »

« III. Tout citoyen, qui se proposera de lever une compagnie de troupes légères, sera tenu de faire afficher, pendant trois jours, dans sa section, ou dans sa municipalité, son nom, le précis de ses services, ou de ses titres civiques, & sa profession, & d'en rapporter un certificat, soit à l'Assemblée, s'il présente une pétition, soit au pouvoir exécutif, s'il s'adresse directement à lui. »

« IV. Tout citoyen qui voudra s'engager dans un corps de nouvelle levée, sera tenu de produire un certificat de civisme de sa section, ou de la municipalité, d'une date postérieure au premier septembre de la présente année, & de justifier d'ailleurs qu'il a fait un service actif & personnel dans la garde nationale. »

Sur la proposition de M. *Ruhl*, l'Assemblée décrète que les pères dont les fils n'habitent pas la même municipalité qu'eux seront tenus d'y justifier de leur résidence dans le royaume. A défaut de faire cette preuve, ces fils seront présumés émigrés, & les pères seront tenus de payer aux receveurs du district l'équipement, armement &

Digitized by Google

entretien d'autant de volontaires nationaux qu'ils auront de fans hors de la municipalité. — M. *Muraire*, membre de la commission de surveillance, à laquelle il avoit été renvoyé l'examen de la malheureuse affaire de Charleville, fait décréter que l'Assemblée nationale pour empêcher qu'à l'avenir l'erreur du peuple n'occasionne des malheurs semblables au meurtre de l'ingénieur-fabricateur d'armes à Charleville, enverra huit commissaires pris dans son sein pour surveiller dans les différentes manufactures d'armes du royaume, l'exécution des loix relatives à la fabrication des armes.

Une émeute fâcheuse a eu lieu à Caen. Le procureur-général-syndic y a été massacré. L'Assemblée apprend que le calme y est actuellement rétabli. — Les électeurs de la Sarthe en envoyant à l'Assemblée la liste des députés de ce département, à la convention nationale, ajoutent que si le même patriotisme anime tous les autres mandataires du peuple François, on pourra mettre sur les affiches : *Trône à vendre.*

Du dimanche, séance du soir.

Le ministre de la guerre présente, à la barre, M. *Berruyer*, lieutenant-général destiné à commander le camp de Paris. L'Assemblée reçoit son serment. M. *Servan* ajoute, que plusieurs personnes lui ayant témoigné le désir de connoître le nombre des hommes qui composent nos armées, leur position & l'état de nos places, il attend sur cet objet le vœu de l'Assemblée ; mais qu'il croit imprudent de révéler des secrets qui pourroient éclairer la marche & les entreprises de l'ennemi. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Un mouvement d'indignation s'étoit manifesté

Digitized by Google

dans la ville de Beaune, à l'occasion d'hommes suspectés de trahison par le peuple, la municipalité a cru devoir les faire enfermer, & elle en prévient l'Assemblée par une députation qui annonce, que cette mesure a été exécutée sans malheur, & que tout est rentré dans l'ordre. — L'Assemblée statue que le décret qui établit des tribunaux pour juger les crimes de conspiration, sera étendu à tous les départemens.

Le ministre des contributions publiques vient se plaindre de la difficulté qu'éprouve le conseil exécutif provisoire, à obtenir l'expédition des décrets. Il en est de très-urgens, dont l'envoi est retardé d'une manière remarquable, d'autres se sont égarés dans les bureaux... L'Assemblée pour obvier à de pareils inconvéniens, décrete qu'il y aura deux commis, près du bureau des secrétaires, pour prendre copie des décrets rendus, & que les commis de bureaux qui auront donné des preuves d'incivisme seront renvoyés. — Sur la proposition du même ministre, l'Assemblée statue que toute l'argenterie qui se trouve actuellement dans la trésorerie nationale, sera distribuée dans les hôtels des monnoies, pour y être convertie en espèces. — Elle fait droit aux réclamations des sous-officiers & gendarmes de la ci-devant maréchaussée, en décrétant :

« Art. Ier. Les sous-officiers & gendarmes faisant partie de la ci-devant maréchaussée, & qui, d'après l'article 1er. ou 5e. de la loi du 29 avril dernier, doivent être payés de leur traitement, à compter du 1er. janvier 1791, sur le pied fixé par l'art. IV du titre IV de la loi du 16 février de la même année, recevront, pour tenir lieu de supplément au traitement qu'ils ont reçu, & pour toute indemnité; savoir,

Digitized by Google

chaque maréchal des logis, 300 liv.; chaque brigadier, 250 liv.; & chaque cavalier, 23 l. Cette indemnité aura lieu indépendamment du compte de la masse pour 1791. La gendarmerie nationale du département de Paris n'est pas comprise dans la disposition de l'article précédent, non plus que les sous-officiers & gendarmes qui faisoient partie de la ci-devant maréchaussée de l'isle de France; ces derniers auront le droit seulement au compte de la masse. »

« En conséquence du présent décret, l'Assemblée nationale amende les dispositions de l'art. 1.er, du tit. V de la loi du 29 avril dernier. »

L'Assemblée règle ensuite par un décret, les indemnités dues aux officiers & soldats des régimens de l'isle de France & de Pondichéry. A cet effet, elle met à la disposition du ministre de la marine une somme de 150,000 liv.

La récolte des bleds a été, en général, abondante cette année; la France a dans son sein plus de grains qu'il n'en faut pour la subsistance de ses habitans. Mais les entraves que l'on met à la circulation de cette denrée dans l'intérieur, & les approvisionnemens qui se font pour nos armées & pour certains départemens; d'un autre côté, le manque de bras dans les campagnes pour battre les grains, sont les principales causes du défaut d'approvisionnemens des marchés. C'est pour y remédier l'abondance, que l'Assemblée après avoir entendu son comité de commerce & d'agriculture, rend le décret suivant:

« Art. I. Les municipalités sont autorisées à retenir chacune dans son arrondissement, le nombre d'ouvriers nécessaires pour le battage des grains & la culture des terres. »

Digitized by Google

« II. Les corps administratifs se feront rendre compte par les municipalités de l'état de l'approvisionnement des marchés ; ils pourront d'après les renseignemens qui leur seront donnés, faire les réquisitions, & donner les ordres nécessaires à tous les propriétaires, cultivateurs & fermiers, qui ayant des grains, négligeroient d'en porter aux marchés de leur arrondissement respectif. »

« III. Le conseil exécutif provisoire, tiendra la main à l'exécution des décrets relatifs à la libre circulation des grains, dans l'intérieur du royaume. Il donnera les ordres les plus précis pour que les lois n'éprouvent point d'obstacles dans leur exécution. »

Du lundi, 10 *septembre*.

L'Assemblée entend la lecture d'une proclamation de M. *Dumourier* aux citoyens & à la garnison de Sedan pour la réception du maréchal-de-camp *Miaczinski*, ci-devant général Polonais, comme commandant de cette place. Il leur annonce un renfort de 15,000 hommes.

Pour l'ordre de la comptabilité & pour la sûreté du service des camps, l'Assemblée décrète, sur la proposition du ministre de la guerre, que le pouvoir exécutif est autorisé à employer au service de l'armée destinée à la défense de Paris, le nombre de commissaires de guerre qu'il jugera nécessaire pour surveiller les différens détails de l'administration.

Sur le rapport de M. *Vermeilh*, le décret suivant est rendu :

« L'Assemblée nationale considérant qu'il est de sa justice, autant que de l'intérêt public, de prendre au plutôt les mesures nécessaires pour

Digitized by Google

assurer les acquisitions faites par le Roi, au nom de la Nation, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, ouï le rapport de son comité de législation, & après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

« Art. I. A compter du jour de la publication du présent décret, l'usage des formalités établies par l'édit du mois de juillet 1693, pour purger les hypothèques des biens acquis par le pouvoir exécutif au nom de la nation, est abrogé. »

« II. Les acquisitions faites jusqu'à ce jour, dont les hypothèques n'auroient pas encore été purgées, & celles qui pourront être faites à l'avenir par le pouvoir exécutif, au nom de la nation, seront soumises à la formalité des lettres de ratification, suivant les règles établies par l'édit du mois de juin 1771. »

« III. Ces lettres seront prises à la diligence des commissaires nationaux près les tribunaux de district ou d'arrondissement, dans le ressort desquels seront situés les biens vendus ou aliénés. »

« IV. Elles sont affranchies de tous droits dus d'après l'édit de 1771, lesquels ne seront portés que pour mémoire sur les registres des receveurs chargés de leur perception, & elles seront scellées sur la simple représentation du *visa* des percepteurs, qui tiendra lieu de la quittance des droits. »

« V. Les procédures commencées dans les ci-devant parlemens, & autres tribunaux, suivant l'édit de 1693, qui n'auroient pas été terminées par arrêt définitif, & dans lesquelles le prix des acquisitions n'auroit pas été consigné, sont & demeurent supprimées. Il sera pris sur les contrats desdites acquisitions, des lettres de ratifi-

Digitized by Google

cation, conformément aux articles II & III du présent décret. »

« VI. Les créanciers qui, dans le cas de l'article précédent, auroient formé des oppositions aux greffes des ci-devant parlements, suivant l'édit de 1693, seront tenus de les renouveller, suivant les formes prescrites par l'édit de 1771, à peine de déchéance de leurs hypothèques. »

« VII. Pour donner un temps suffisant à ceux qui peuvent prétendre des priviléges ou hypothèques sur les immeubles acquis par la nation, de faire leurs oppositions, il ne sera scellé, à cet égard, aucune lettre de ratification, que trois mois après la publication du présent décret. »

Un article de la constitution civile du clergé, défend à toute église, ou paroisse de France de reconnoître en aucun cas l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siége seroit établi sous la domination d'une puissance étrangère. Cette loi est restée sans exécution dans les colonies Françoises. Le Pontife Romain y exerce par des préfets apostoliques une juridiction directe sur les ministres du culte catholique établi dans ces isles. Ce sont des moines qui disposent de toutes les cures, en vertu du pouvoir que leur en a délégué l'évêque de Rome. Cet abus dénoncé par M. *Torné*, est extirpé par un décret de l'Assemblée qui supprime les préfets apostoliques dans les colonies Françoises. Mais lorsque M. *Torné* a proposé ensuite de faire nommer par le pouvoir exécutif des commissaires nationaux ecclésiastiques pour remplir provisoirement les fauteuils des préfets, cette proposition non moins abusive, est éconduite par la question préalable.

Digitized by Google

assurer les acquisitions faites par le Roi, au nom de la Nation, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, ouï le rapport de son comité de législation, & après avoir décrété l'urgence, décrète ce qui suit :

« Art. I. A compter du jour de la publication du présent décret, l'usage des formalités établies par l'édit du mois de juillet 1693, pour purger les hypothèques des biens acquis par le pouvoir exécutif au nom de la nation, est abrogé. »

« II. Les acquisitions faites jusqu'à ce jour, dont les hypothèques n'auroient pas encore été purgées, & celles qui pourront être faites à l'avenir par le pouvoir exécutif, au nom de la nation, seront soumises à la formalité des lettres de ratification, suivant les règles établies par l'édit du mois de juin 1771. »

« III. Ces lettres seront prises à la diligence des commissaires nationaux près les tribunaux de district ou d'arrondissement, dans le ressort desquels seront situés les biens vendus ou aliénés. »

« IV. Elles sont affranchies de tous droits dus d'après l'édit de 1771, lesquels ne seront portés que pour mémoire sur les registres des receveurs, chargés de leur perception, & elles seront scellées sur la simple représentation du *visa* des percepteurs, qui tiendra lieu de la quittance des droits. »

« V. Les procédures commencées dans les ci-devant parlemens, & autres tribunaux, suivant l'édit de 1693, qui n'auroient pas été terminées par arrêt définitif, & dans lesquelles le prix des acquisitions n'auroit pas été consigné, sont & demeurent supprimées. Il sera pris sur les contrats desdites acquisitions, des lettres de ratifi-

Digitized by Google

cation, conformément aux articles II & III du présent décret. »

« VI. Les créanciers qui, dans le cas de l'article précédent, auroient formé des oppositions aux greffes des ci-devant parlemens, suivant l'édit de 1693, seront tenus de les renouveller, suivant les formes prescrites par l'édit de 1771, à peine de déchéance de leurs hypothèques. »

« VII. Pour donner un temps suffisant à ceux qui peuvent prétendre des priviléges ou hypothèques sur les immeubles acquis par la nation, de faire leurs oppositions, il ne sera scellé, à cet égard, aucune lettre de ratification, que trois mois après la publication du présent décret. »

Un article de la constitution civile du clergé, défend à toute église, ou paroisse de France de reconnoître en aucun cas l'autorité d'un évêque ordinaire ou métropolitain dont le siége seroit établi sous la domination d'une puissance étrangère. Cette loi est restée sans exécution dans les colonies Françoises. Le Pontife Romain y exerce par des préfets apostoliques une juridiction directe sur les ministres du culte catholique établi dans ces isles. Ce sont des moines qui disposent de toutes les cures, en vertu du pouvoir que leur en a délégué l'évêque de Rome. Cet abus dénoncé par M. *Torné*, est extirpé par un décret de l'Assemblée qui supprime les préfets apostoliques dans les colonies Françoises. Mais lorsque M. *Torné* a proposé ensuite de faire nommer par le pouvoir exécutif des commissaires nationaux ecclésiastiques pour remplir provisoirement les fauteuils des préfets, cette proposition non moins abusive, est éconduite par la question préalable.

Digitized by Google

Des visites faites dans différens arsénaux & magasins, ont montré quantité d'armes que personne n'y soupçonnoit, l'Assemblée instruite de ces fraudes, décrète que tout garde magasin, inspecteur des arsénaux, &c. qui ne fera pas dans la huitaine la déclaration des armes confiées à sa garde, comme de celles qui seroient cachées dans les magasins, sera puni de six ans de fers. — Après avoir procédé à l'organisation d'une nouvelle compagnie dite de *Bons Tireurs*, l'Assemblée prononce que les citoyens enrôlés dans les différens corps de troupes légères, ne pourront partir qu'après avoir, pardevant des commissaires du pouvoir exécutif, justifié par acte authentique de leur civisme.

Lorsque la patrie est en danger & que ses besoins sont urgens, il n'est point de sacrifice qu'elle n'ait droit d'attendre ; mais les premières ressources qu'elle réclame sont celles qui peuvent être employées sans surcharger les citoyens. De ce nombre, sont sans contredit les meubles & effets en or ou en argent, à l'usage du culte, objets de pure ostentation & qui ne conviennent nullement à la simplicité qui doit accompagner le service divin. C'est par ces motifs, & sur un rapport du comité des monnoies que l'Assemblée rend le décret suivant :

« Art. I. Il sera fait dans les 24 heures qui suivront la publication du présent décret, par des citoyens que choisiront les conseils généraux des communes, pris dans leur sein, un état exact & détaillé de tous les meubles, effets & ustensiles en or & en argent qui se trouveront dans chaque église cathédrale, paroissiale, succursale, oratoire ou chapelle quelconque. Cet inventaire

Digitized by Google

contiendra la désignation de chaque pièce, sa nature & son poids. »

« II. Ces effets seront, dans le jour suivant, à la diligence & sous la responsabilité de la municipalité, envoyés, avec une copie de l'inventaire, énoncé dans l'article précédent, au directoire du district, qui en donnera décharge aux municipalités, avec la même désignation. »

« III. Le directoire du district enverra, par la voie la plus sûre & la plus prompte, à mesure de leur réception, toutes les pièces d'or & d'argent qui lui parviendront, à l'hôtel des monnoies le plus voisin de son territoire, avec une copie de l'état détaillé qui en sera formé, contenant la désignation, 1°. de l'église d'où elles proviennent; 2°. de la nature de chaque pièce; 3°. de son poids. »

« IV. Une autre copie de ce même état, sera adressée, par le directoire du district à celui du département, qui la transmettra, sans délai, au ministre des contributions publiques. »

« V. Le directeur de la monnoie, après avoir vérifié le nombre, les pièces, les poids des pièces, compris en l'état, fera passer au procureur général-syndic du département une reconnoissance portant décharge, & celui-ci en enverra une au directoire du district. »

« VI. Ces pièces, à l'instant de l'arrivée, seront converties en monnoie, qui sera employée au paiement du prêt des différentes armées françoises. »

« VII. Les frais de caisse & emballage, soit de la part des municipalités, soit de la part des districts, seront remboursés sur le mémoire justifié qui sera arrêté par le directoire du district, visé & approuvé par celui du département. Le

Digitized by Google

receveur du district en fera l'avance, sauf le remplacement dans sa caisse par la trésorerie nationale. »

« VIII. Le directoire de la monnoie paiera & avancera le port des caisses qu'il recevra, sur la facture dont seront porteurs les voituriers, & ces déboursés lui seront alloués en dépenses. »

« IX. Sont exceptés des dispositions du présent décret les calices, saints-ciboires & autres vases sacrés seulement. »

« X. Le pouvoir exécutif est chargé de donner les ordres les plus exprès & les plus positifs pour le prompt envoi & l'exécution du présent décret. »

Du lundi, séance du soir.

Une députation de la commune de Paris, communique à l'Assemblée une lettre écrite par M. *Billaud*, commissaire à Châlons. Il a trouvé cette ville dans un état de quiétude, allarmant. Il a cru y voir règner le même esprit qui animoit Longwy & Verdun. Rien n'étoit encore commencé pour la formation du camp. Les provisions ne sont point proportionnées aux grands rassemblemens qui vont s'y former. On y manque d'armes & d'effets de campement. — Cette lettre a excité quelques inquiétudes. M. *Charlier* a rassuré l'Assemblée sur les bonnes dispositions de ses concitoyens les Châlonois; il a observé que Châlons n'étant point une ville de défense, à mesure que les volontaires arrivoient, on les envoyoit à MM. *Kellermann* & *Dumourier*.

Le ministre de la guerre propose de faire entrer les volontaires nationaux, qui ne sont ni armés ni habillés, dans les troupes de ligne, ou les armes & les habits leur seront fournis

Digitized by Google

plus aisément. — Renvoyé au comité militaire.

Sur les 1,300,000 liv. affectées à la formation du camp de Paris, 489,389 liv. sont dépensées. Le reste est destiné aux hôpitaux militaires. Le ministre demande un million. Accordé.

Les volontaires de la section de l'Arsenal, à la veille de leur départ, viennent rendre leurs hommages à l'Assemblée. Ils sont accompagnés d'une troupe d'enfans aveugle-nés qui, pendant qu'ils défilent exécutent l'air : *Aux armes citoyens*. Cette scène touchante augmente encore d'intérêt par l'empressement de l'Assemblée, à venir au secours de ces infortunés. Elle décrète, après avoir entendu ses comités réunis d'instruction publique & des secours publics.

« Art. I. Que les pensions gratuites accordées, pour l'année 1791, à vingt-quatre élèves de l'établissement des sourds & muets, par l'art. IV de la loi du 29 juillet 1791, & à 30 élèves de l'établissement des aveugle-nés, par l'article II du décret du 28 septembre de la même année, continueront à être payées par la trésorerie nationale, jusqu'au moment de la nouvelle organisation de l'instruction publique.

« II. Le pouvoir exécutif employera tous les moyens qui sont à sa disposition pour faire jouir, dans le plus bref délai, l'établissement des aveugle-nés des sommes qui lui sont attribuées par le décret du 28 septembre dernier, en prélevant, s'il y a lieu, la part que peuvent réclamer ceux des 30 élèves, qui n'ont pas été nourris dans l'établissement, ou qui ont des droits à exercer sur lesdites sommes, à quelque titre que ce soit. »

« III. Le pouvoir exécutif fixera, sans délai, d'après la loi & les principes de l'équité, l'é-

Digitized by Google

époque où doit commencer le traitement de chacun des maîtres qui ont été ou sont encore en activité dans l'établissement des aveugle-nés. »

« IV. Il prendra les informations les plus positives pour s'assurer du degré d'utilité de chacune des places de maîtres, qui restent à remplir dans ledit établissement, & il en rendra compte à l'Assemblée, pour y être statué par elle. »

Un citoyen qui part pour l'armée, & dont la fortune consiste en rentes viagères sur l'état, demande que ses rentes, assises sur sa tête seulement, soient reversibles sur celle de son père, s'il périt en combattant. L'Assemblée approuve cette pétition. Elle décrète, en termes généraux, que les rentiers viagers sur l'état, qui périront en combattant pour la patrie, transmettront sur la tête de leur héritier, leur rente viagère.

Du mardi, 11 septembre.

L'Assemblée ordonne le dessèchement des étangs dont les eaux stagnantes infectent l'air & les rendent insalubres. Elle destine en même temps une somme de 400,000 liv., à l'encouragement des découvertes utiles à l'agriculture.

Le tribunal criminel de la ville de Paris est admis à la barre. Il annonce qu'un rassemblement considérable demande le jugement prompt de deux particuliers prévenus d'avoir enlevé la caisse de leur régiment. Pour garantir la justice aux accusés, l'Assemblée décrète que le tribunal connoîtra provisoirement de tous les crimes commis dans l'étendue du département de Paris. Il sera nommé par chaque des districts du bourg de l'Egalité & de Saint-Denis, deux jurés d'accusation, & deux

jurés de jugement dont il sera formé une liste séparée, & ils ne seront convoqués que pour le jugement des délits commis dans l'étendue desdits districts.

Le département de la Seine inférieure écrit à l'Assemblée qu'il envoye de l'artillerie à Paris & des volontaires à l'armée, le département a seize mille hommes devant l'ennemi.

D'après un rapport fait au nom du comité militaire, il sera remis à la disposition du ministre de la guerre une somme de trois millions pour être employée aux travaux extraordinaires des fortifications pour l'année 1792. — Les plombs & fers qui se trouvent maintenant dans les maisons royales seront convertis en balles & mitrailles.

Les citoyens qui ont acquis des biens nationaux dans l'espoir du remboursement des dîmes inféodées qui ont été supprimées par le décret du 25 août dernier, peuvent se trouver par cette suppression, hors d'état de payer le prix de leurs acquisitions. En leur accordant la faculté d'y renoncer, l'Assemblée établit dans le décret suivant les formes qu'ils auront à suivre.

« Art. I. Les acquéreurs de biens nationaux qui n'ont point donné en paiement du prix de leur acquisition, le montant des liquidations définitives ou provisoires qui leur ont été délivrées, à raison des dîmes inféodées par eux prétendues, ainsi que ceux qui auront justifié ou justifieront dans les délais & les formes prescrites par les décrets, qu'il leur étoit dû des dîmes de cette nature, auront la faculté de renoncer à leur acquisition. »

« II. Ils seront tenus de faire cette renonciation dans le délai de deux mois, à compter de ce jour, au secrétariat de chaque directoire du dis-

Digitized by Google

trict, de la situation des biens vendus, sous peine d'en demeurer déchus sans retour, & d'être poursuivis pour l'exécution de leurs adjudications, comme tout autre acquéreur. »

« III. Les sommes que les renonçans auront payées leur seront rendues par les receveurs de district dans la caisse desquels elles auront été versées, sur la représentation de l'acte de renonciation, certifié par le directoire du district, & visé par celui du département; l'intérêt desdites sommes demeurera compensé avec les jouissances perçues. »

« IV. Les biens ainsi rentrés dans les mains de la nation seront remis en vente dans les formes prescrites par les décrets. »

Diverses plaintes portées, tant sur l'incivisme de plusieurs commissaires des guerres, que sur la lenteur des procédures qui s'instruisent dans les cours martiales, déterminent l'Assemblée à prononcer la suppression des commissaires adjudicateurs qui les président. Le ministre de la guerre est autorisé à augmenter, selon les besoins de l'armée, les commissaires ordonnateurs, & à destituer ceux qui, par incivisme ou incapacité, seroient inhabiles à exercer des fonctions où la confiance la plus active est absolument indispensable. Le comité présentera incessamment un nouveau plan sur l'organisation de la cour martiale & les jugemens militaires.

Du mardi, séance du soir.

Deux commissaires nommés par le pouvoir exécutif pour aller prendre les renseignemens nécessaires sur l'état des prisons & les procédures de la haute cour nationale, se présentent à la barre pour rendre compte de leur mission; l'Assem-

Digitized by Google

blée les renvoie au pouvoir exécutif qui les a nommés.

Sur la proposition de M. *Dumas*, au nom du comité militaire, l'Assemblée rend deux décrets. Le premier, relatif aux officiers licenciés de la gendarmerie nationale du département de Paris, règle les pensions auxquelles ils ont droit de prétendre, en proportion de leurs services; le second accorde aux volontaires formés en troupes quelconques, conformément à la loi, par le pouvoir exécutif, un supplément de paie de 10 sols, depuis le jour de leur inscription jusqu'à celui de leur départ inclusivement.

Les administrateurs de la caisse d'escompte offrent d'échanger contre des assignats une somme de 900,000 liv. L'Assemblée accepte cette offre généreuse & déclare qu'il en sera fait mention honorable dans son procès-verbal.

L'Assemblée avoit mis à la disposition du pouvoir exécutif la somme de deux millions pour les dépenses extraordinaires & secrettes. Les ministres se sont partagés cette somme pour les besoins de leur département respectif. M. *Cambon* observe que cet arrangement est contraire au décret qui détermine que la dépense de ces deux millions se feroit en nom collectif. Le ministre des contributions publiques vient justifier l'emploi de la somme qui lui est échue par les sacrifices que le gouvernement doit souvent faire au besoin de l'union, de la confiance & du courage. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

M. *Chabot*, au nom du comité de surveillance, rend compte de l'arrestation d'un des principaux agens de la contre-révolution qu'il ne veut pas nommer, parce que le secret est encore nécessaire. Il dépose sur le bureau 27,191.

Digitized by Google

en or, désignés sous le nom de *feuilles* dans un billet que le particulier a voulu, mais en vain, soustraire.

Livré à la surveillance d'un jeune volontaire nommé *Duchalat*, garçon menuisier, il a fait de nouveaux efforts pour l'engager à lui laisser déchirer le billet ci-dessus, sous l'appât de 3,000 l. *Gardez votre or*, a répondu le volontaire; *tant que j'aurai du pain & de l'eau pour faire la guerre aux contre-révolutionnaires, je serai content.* L'Assemblée applaudit & accorde une gratification de 300 liv. au jeune *Duchalat*.

Du mercredi, 12 septembre.

Au nom du comité des finances, M. *Baignoux* fait décréter la continuation pour 1792 des secours accordés en 1791 aux hôpitaux & aux colléges. Le même membre expose à l'Assemblée combien il importe à l'intérêt national de connoître sans délai les rentes & pensions qui peuvent appartenir aux émigrés, pour en prononcer la radiation, & sur sa proposition, l'Assemblée décrète que les payeurs des rentes, trésoriers & autres agens du pouvoir exécutif seront tenus de fournir dans le délai de deux mois & sous peine de responsabilité un état des rentes & pensions qui n'auront pas été payées à défaut des certificats de résidence exigés par la loi, lesquels états seront adressés au ministre des contributions publiques qui les transmettra à l'Assemblée nationale pour la mettre à portée de prononcer la radiation des rentes & pensions des émigrés.

Voici la rédaction du décret précédemment rendu, relativement aux parens dont les fils ont émigré :

« Art. I. Tous les pères & mères dont les fils

sont absens, sont tenus de justifier dans le délai de trois semaines, à leurs municipalités respectives de l'existence en France de leurs fils disparus ou de leur mort, ou de leur emploi en pays étrangers pour le service de la nation. »

« II. Les pères & mères qui ne pourront pas fournir la preuve exigée par l'article précédent, seront tenus de fournir & d'équiper à leurs frais deux soldats, en place de chacun de leurs fils émigrés, à la solde de vingt-cinq sous par jour. »

« Les pères & mères qui ont des enfans émigrés, sont tenus de fournir l'habillement, armement & solde de deux hommes par chaque enfant émigré, & d'en verser la valeur dans la caisse du receveur du district de la situation de leur domicile. »

« Ce versement sera fait dans la quinzaine de la publication du présent décret; le montant de la solde à raison de 15 sous par jour par chaque homme, sera versé d'avance pour chaque année, tant que durera la guerre; néanmoins les sommes qu'ils auront payées en exécution du présent décret, seront imputées sur les portions héréditaires des enfans absens. »

« III. Pour l'exécution de l'article II, les officiers municipaux de chaque commune feront, à peine de destitution, passer à l'administration de district le tableau de tous ceux desdits pères & mères qui n'auront pas la preuve ordonnée. »

M. *Dastrem* propose le renvoi des jurés & des témoins appelés auprès de la haute-cour nationale, vu que leur présence est aujourd'hui inutile, l'Assemblée adopte cette proposition & la renvoie au pouvoir exécutif; elle charge en même-temps son comité de législation de faire incessamment un rapport pour savoir s'il ne con-

Digitized by Google

viendroit pas de rappeller aussi les grands juges & les grands procurateurs de la nation, attendu que la convention nationale s'occupera d'une nouvelle & meilleure organisation de la haute-cour.

L'Assemblée s'occupe ensuite de quelques dispositions relatives à l'établissement du camp de Paris. Elle autorise le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour faire les abatis & démolitions qui seront jugés indispensables par le général. La maison ci-devant occupée par M. *d'Egmont Pigaatelly*, notoirement émigré, sera mise à la disposition du général, pour se loger & y placer ses aide-de-camps & ses bureaux.

L'Assemblée avoit renvoyé à son comité des finances pour en faire un seul & même rapport, les pétitions qui lui avoient été successivement adressées par les départemens, afin d'obtenir des dégrèvemens sur la part des contributions directes, qui étoit mise à leur charge. C'est ce rapport que M. *Guiton Morveaux* vient aujourd'hui présenter. L'objet en est d'un trop grand intérêt, pour ne pas entrer dans l'analyse des motifs qui justifient l'avis du comité, & d'après lesquels l'Assemblée prononcera.

Soixante départemens demandent tous un dégrèvement plus ou moins considérable. La plupart ont déterminé la somme, les autres s'en sont rapportés à la justice de l'Assemblée pour la fixer. Mais en lui donnant la plus foible estimation, elle s'élève à un total de plus de 48 millions, tandis qu'il ne reste à disposer pour cette année, en fonds de non valeur, que de 4,519,600 liv. sur la contribution foncière, & 2,312,000 liv. sur la contribution mobiliaire, & ces fonds de non valeur sont affectés non seulement aux *réductions* à accorder aux dépar-

Digitized by Google

temens qui apportent des preuves de surcharge, mais encore à ceux à qui des malheurs momentanés donnent droit à une *modération*.

Après avoir établi la différence des demandes aux moyens, le rapporteur examine s'il y a lieu de procéder à un dégrèvement général, ou s'il convient de venir seulement au secours des départemens qui auroient le mieux prouvé la surcharge. Pour parvenir à la solution de cette question, il distingue ce que les loix sur les contributions appellent *réduction*, & ce qu'elles nomment *dégrèvement*. La *réduction* est une voie de recours régulaire, elle fixe le contingent du département même pour les années suivantes; elle opère le rejet de l'excédent sur tous les autres départemens. Elle n'est prononcée qu'ensuite d'une instruction contradictoire avec les départemens voisins. Le *dégrèvement*, au contraire, ne produit qu'un émargement sur les rôles, il ne préjuge point la continuation de la décharge, il s'accorde sur le simple exposé de l'administration, & n'est qu'une opération arbitraire. Pour la rendre générale, il faudroit donc l'appuyer sur des renseignemens précis, sur des bases fixées d'après les états comparatifs de chaque département; & ce seroit alors une ratification de l'impôt à laquelle il est impossible de parvenir actuellement, par le manque des connoissances qu'elle suppose.

D'où le rapporteur conclut qu'un dégrèvement général ne seroit qu'une opération arbitraire pour les départemens, inutile pour les contribuables & onéreuse pour le trésor public. Arbitraire, il vient de le prouver. Inutile pour les contribuables; la loi n'a-t-elle pas prononcé d'avance la réduction des cotes de tous ceux

Digitized by Google

qui vérifieroient qu'ils sont surtaxés, au-delà de la quotité du revenu net déterminé pour chaque année ? & si l'on y ajoute les dispositions nécessaires pour qu'aucun ne puisse être contraint au paiement de plus forte somme, même pour les termes échus, qu'auront-ils à demander de plus ?

Enfin cette opération seroit préjudiciable à la chose publique, puisqu'elle épuiseroit tout-à-coup les ressources préparées pour faire face aux accidens momentanés, aux pertes imprévues, sans donner du soulagement sensible à ceux qui ne souffrent que des vices de la répartition dans l'intérieur des départemens.

Mais ne seroit-il pas juste de faire sortir du moins de la classe commune, un certain nombre de départemens qui auroient eu l'avantage de donner à leur réclamation, une plus grande apparence de fondement ? Cette intention, droite en elle-même, seroit injuste dans son application. A quel titre les uns seront-ils préférés aux autres, si la comparaison ne les embrasse tous, & comment tenir cette balance sans blesser la justice publique ? Enfin on répond à tout par cet argument tiré de la loi. Si votre contribution s'élève au dessus du *maximum*, vous avez la voie ouverte pour faire prononcer votre décharge ; si elle ne l'atteint pas, il n'y a pas lieu à réclamation.

La seule exception que le comité croit devoir faire, sera en faveur des 17 départemens dénommés au tableau des dégrèvemens du 16 août 1791, & pour les mêmes sommes pour lesquelles ils y sont compris, puisqu'ils sont dans la même position où ils étoient quand l'Assemblée décida qu'il y avoit des motifs assez puissans pour leur ac-

garder cette décharge sans attendre leur pétition.

Nous donnerons le texte du décret important qui a suivi ce rapport & dont les deux premiers articles ont été décrétés, quand l'Assemblée en aura adopté la rédaction définitive.

Pour égayer un peu cette séance toute remplie de décrets, nous la terminerons par un récit de M. *Ruth*. Je veux, a-t il dit, faire connoître à l'Assemblée quels sont les trophées sur lesquels *Mirabeau* cadet, autrement dit *Mirabeau-Tonneau*, vient d'établir sa gloire.

Neuf bateliers de Strasbourg s'étant approchés un peu trop près de la rive droite du Rhin, il est tombé valeureusement sur eux avec sa troupe, & a voulu les faire prisonniers; mais ils se sont jettés à la nage & ont regagné la rive gauche, & le général *Mirabeau* n'a eu que les bateaux.

Du mercredi, séance du soir.

On apprend chaque jour que *Brunswick* avoit plus compté sur des moyens de corruption que sur les propres forces des puissances coalisées. Un membre instruit l'Assemblée que le régiment de *Walsh*, Irlandois, qui avoit si lâchement capitulé à Verdun, cherchoit, en se repliant dans l'intérieur, à faire des prosélytes aux armes de nos ennemis, en persuadant aux habitans des campagnes que *Brunswick* & le Roi de Prusse n'apportoient en France que des secours aux opprimés & des châtimens aux oppresseurs. La plus grande partie de ce régiment a été arrêtée à Meaux par deux bataillons de gendarmerie qui les ont désarmés. On a trouvé plusieurs caisses remplies de cocardes blanches. Ils ont été reconduits à Châlons. Le même membre fait lecture d'une lettre qui an-

Digitized by Google

nonce que les soldats de l'armée *Dumourier* sont pleins de courage & de confiance en leur chef.

Pour mettre la convention nationale plus à portée d'apprécier les travaux de la législature actuelle, l'Assemblée a décrété, sur la proposition de M. *Vergniaux* que chaque comité fera un tableau raisonné de tous les décrets qui ont été rendus sur les objets qui les concernoient.

Le ministre de l'intérieur est chargé de présenter dans deux jours l'état des dons patriotiques qui a dû lui être communiqué par le conseil général de la commune de Paris.

Le ministre de la guerre fait passer le bulletin qu'il a reçu de nos différens généraux. Il trouvera sa place dans l'article consacré aux nouvelles de nos armées avec les autres pièces qui complettent le tableau de notre situation militaire.

Rome a eu ses *Caton* & ses *Brutus*; s'ils n'ont pu sauver la liberté mourante de leur pays, ils ont eu du moins le glorieux courage de ne pas survivre à la servitude. Nous avons aussi nos *Brutus* & nos *Caton*, & l'aurore de notre liberté a été marquée par des dévouemens dignes des plus beaux temps des Républiques anciennes.

M. *Delaunay* a rétracé à l'Assemblée la mort illustre du brave & généreux *Beaurepaire* qui ne pouvant soutenir ni partager la honteuse défection des fonctionnaires publics & des habitans de Verdun, a préféré de se donner la mort, au milieu même du conseil général de la commune & du conseil de guerre.

« Nous vous proposons, dit le rapporteur, de traiter *Beaurepaire*, comme Rome, si elle eût conservé sa liberté, eût traité *Caton* & *Brutus*. Plaçons sa cendre dans le Panthéon François, que son

nom

nom y soit gravé pour la honte de ceux qui ont réduit cette ame énergique à l'extrémité de renoncer à servir son pays, autrement que par l'exemple d'un rare & sublime dévouement.

« Le territoire François, depuis le panthéon jusqu'à Sainte-Menehould, est couvert de bataillons hérissés de bayonnettes & de piques. Imaginez de quelle impression profonde seront frappés tous nos guerriers, en voyant passer au milieu d'eux, un char funèbre portant les restes d'un homme mort pour la liberté; cette vue élevera les ames, inspirera le courage, & animera tous les cœurs du désir de la vengeance. »

L'Assemblée a adopté à l'unanimité, le décret suivant :

« L'Assemblée nationale décrète, que le corps de *Beaurepaire*, commandant du 1^er^. bataillon de Mayenne & Loire, sera transporté de Sainte-Menehould, & déposé au panthéon François. »

« L'inscription suivante, sera placée sur la tombe :

« *Il aima mieux se donner la mort, que de capituler avec les tyrans.* »

« Le président est chargé d'écrire à la veuve & aux enfans de *Beaurepaire*.

« Le pouvoir exécutif est chargé de l'exécution du présent décret. »

On regrette de ne pas trouver dans ce rapport un autre trait de dévouement, non moins honorable à la cause de la liberté, c'est celui d'un canonnier de la garnison de Verdun, qui se mit à la bouche de son canon, pour n'être pas témoin de la lâcheté de ceux qui livroient la place sans combattre !

Digitized by Google

Du jeudi, 13 septembre.

Après plusieurs dons civiques, des adresses d'adhésions & des hommages de plusieurs armes très-meurtrières de nouvelle invention, on fait lecture du procès-verbal de l'arrestation de M. *Victor Broglie*, par la commune de Langres, & du scellé mis sur ses papiers.

Sur le rapport de M. *Baignoux*, au nom du comité de l'ordinaire des finances, l'Assemblée met à la disposition du ministre de l'intérieur, une somme de 66 mille livres, pour être employée au paiement d'un quartier de gage ou pension, à tous ceux des pensionnaires ou gens à gage qui étoient au service de *Louis XVI* ou de ses frères à Versailles, & qui se sont enrôlés dans les bataillons de volontaires qui marchent aux frontières. Les sommes payées seront à valoir sur les rentes apanagères, affectées aux créanciers des frères de *Louis XVI*.

Les commissaires, envoyés dans le département du Nord, instruisent l'Assemblée de nouvelles constances de la levée du camp de Maulde. Elle a été l'effet de l'avis unanime d'un conseil de guerre. Cette levée s'est effectuée sans autre perte que celle d'une trentaine d'hommes, après avoir fourni les 18 bataillons demandés par M. *Dumouriez*, & commandés par M. *Beurnonville*. Les troupes ont été réparties à Valenciennes, au Quesnoy, Avesnes, Landrecies. Les commissaires se plaignent de l'incivisme de presque tous les tribunaux de ce département, dont ils demandent la suppression. Les compagnies franches commencent des dilapidations. Les commissaires ont licencié le régiment de Cossen

Suisse. Ils ont cru devoir suspendre le maréchal de camp *Gelin*, qui commandoit à Bruxelles le 7, & avoit montré plus d'impéritie que de civisme.

Pour garantir leurs frontières dégarnies par la levée du camp de Maulde, les administrateurs du département du Nord ont requis 20,000 hommes de gardes nationales, & demandent, pour leur entretien, des fonds qui leur sont accordés.

Le maire de Paris instruit l'assemblée de la situation de la capitale. L'arrestation de deux gendarmes, soupçonnés d'avoir enlevé la caisse de leur corps, avoit produit de la fermentation parmi le peuple. Ils ont été jugés innocens par le tribunal provisoire, & le peuple a applaudi à leur absolution. Les lecteurs continuent à veiller au maintien de l'ordre.

L'Assemblée applaudit aux soins généreux d'une femme qui présente à l'Assemblée un vieillard épargné dans les prisons de Bicêtre, & auquel elle a prodigué les premiers secours. Elle intéresse la sensibilité de l'Assemblée en sa faveur. Sa pétition est renvoyée au comité.

On lit une lettre du ministre de l'intérieur qui instruit l'Assemblée de la conduite des commissaires de la municipalité de Paris, envoyés dans les départemens. Ils y exercent une autorité arbitraire qui excite de l'inquiétude, & qui ne permet plus aux ministres de supporter la responsabilité des événemens. — Cette lettre est renvoyée au comité de surveillance.

Au nom du comité des assignats, M. *Lavigne* présente trois projet de décrets, dont l'objet est d'assurer à la convention nationale les moyens d'effectuer la rétraite générale des assignats, en lui préparant un dépôt de papier d'assignats propre-

tionné au besoin du service des caisses publiques. L'Assemblée les adopte.

M. le président lit la lettre qu'il écrit, en vertu du décret d'hier au soir, à la veuve de M. *Beaurepaire*, commandant de Verdun.

L'Assemblée en adopte la rédaction, la voici :

« Madame, l'intrépide *Beaurepaire* votre époux, a terminé, par une mort héroïque, quarante années d'une vie guerrière ; il n'a pu se résoudre à vivre dans une ville qui ne vouloit plus être françoise ; il laisse un grand modèle à tous les soldats de la liberté. L'Assemblée nationale sensible à votre perte, qui est à la fois une perte publique, me charge de vous écrire & de vous envoyer le décret qu'elle vient de rendre. Vous y verrez, Madame, que la nation françoise est digne d'avoir des *Brutus* pour la défendre. Puisse la reconnoissance de la patrie consoler votre douleur & celle du fils qui vous reste ! Son père est mort pour la liberté, puisse cet enfant vivre longtemps pour elle ! Il ne peut manquer d'être un citoyen précieux à son pays, s'il se rappelle toujours qu'il est le fils de l'intrépide *Beaurepaire*. »

La discussion s'est ouverte sur les causes & les formes du divorce. M. *Sedillez* a jetté un nouveau jour sur cette question, par la distinction qu'il a établie entre le divorce volontaire ou consenti par les deux époux, & le divorce forcé ou demandé par l'un des deux, qu'il appelle proprement *répudiation*. Dans le divorce, tout est terminé par l'effet seul de la volonté des deux époux, la loi n'a point de motifs à leur demander. Dans la répudiation, au contraire, l'une des parties se plaint ; la loi doit protection ; mais elle doit examiner, car elle doit justice & protection à tous deux. M. *Sedillez*

Digitized by Google

pense que le seul moyen d'établir cette justice exacte, est de former un *jury de répudiation*; de le composer de femmes, si c'est le mari qui provoque; & d'hommes, si c'est la femme qui veut répudier.

L'Assemblée se réservant de prendre dans le projet de M. *Sedillez*, ce qui lui paroîtroit préférable à plusieurs dispositions du projet du comité de législation, a accordé la priorité à ce dernier, & en a décrété d'abord les deux premiers articles, ainsi qu'il suit :

« Art. I. Le divorce, c'est-à-dire, la dissolution du mariage, peut avoir lieu par le consentement mutuel du mari & de la femme. »

« II. Le divorce pourra avoir lieu sur la demande d'une des parties contractantes, soit sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur, soit sur des motifs déterminés.

Du jeudi, séance du soir.

Organe de la justice & de l'humanité, M. *Regnault Beaucaron*, appelle enfin l'attention de l'Assemblée sur de malheureux prêtres insermentés également victimes de la loi, soit qu'ils obéissent, soit qu'ils refusent d'obéir. Si la loi de la déportation est exécutée, ces prêtres courent le risque d'être immolés; si elle ne l'est pas, un sort plus affreux les attend, dans leur exil à la Guyanne Françoise. Législateurs, rendez donc à la loi son énergie; aux autorités constituées leur pouvoir, au peuple sa tranquillité, aux prêtres insermentés la sûreté de leur existence. L'Assemblée renvoie les observations de M. *Regnault* à la commission extraordinaire, pour en faire son rapport incessamment.

Le ministre de l'intérieur informe l'Assemblée

Digitized by Google

que le conseil exécutif provisoire, à cru devoir suspendre les corps administratifs de Sedan & du département de la Marne. — Sur le rapport de M. *Goujon*, au nom du comité des domaines, l'Assemblée décrète, en ces termes, deux articles additionnels à la loi sur les biens des émigrés.

« Art. I. La loi, du 8 avril dernier, relative au séquestre des biens des émigrés, s'applique aux exceptions portées à tous François sortis du royaume, soit à l'époque de la publication du décret du 9 février précédent, soit depuis & qui viendroient par la suite. »

« II. En conséquence, tous ceux qui, à raison de leur résidence dans le royaume depuis six mois, à l'époque ci-dessus, auroient envoyé au directoire du département de la situation de leurs biens, le certificat exigé d'eux par l'art. 9 de la loi du 8 avril, seront tenus, dans le mois de la publication du présent décret, de retenir, dans la même forme, la justification de leur résidence actuelle & habituelle, faute de quoi, & le délai passé, les loix, concernant le séquestre & l'aliénation des biens des émigrés, seront exécutées à leur égard. »

« III. Les personnes qui ont des biens hors le département où elles font leur résidence actuelle, seront en outre tenues, sous les mêmes peines, de répéter deux mois en deux mois, à compter du 1^er^, octobre prochain, l'envoi de pareils certificats au directoire du département, de la situation de leurs biens. »

D'après le vœu du même comité, le décret suivant est rendu;

« Art. I. Toutes les rentes constituées à prix d'argent appartenantes à la nation, & dont la per-

Digitized by Google

ception & la régie ont été confiées à la régie nationale, seront mises en vente sans délai, à la forme des autres biens nationaux. »

« II. Les débiteurs desdites rentes seront admis, comme toutes autres personnes, à faire leurs soumissions pour la vente & aux enchères & adjudications, & à prix égaux ils auront la préférence. »

« III. Pour l'adjudication sur les autres enchérisseurs, aucunes desdites rentes ne pourront être divisées pour être mises en vente, & les soumissions porteront sur la totalité du capital.

« IV. Les soumissions nécessaires pour autoriser les affiches, enchères & adjudications, ne pourront être inférieures aux taux ci-après déterminés :

« Pour les rentes à 5 pour cent, elles seront de 15 fois le revenu net. »

« Pour celles à 4 & demi pour cent, de 15 fois plus un demi le revenu net. »

« Pour celles à 4 pour cent, de 16 fois le revenu net. »

« Pour celles à 3 & demi pour cent, de 17 fois le revenu net. »

« Pour celles de 3 pour cent, de 18 fois le revenu net. »

« Pour celles de 2 & demi pour cent de 20 fois le revenu net. »

« Pour celles à 2 pour cent de 22 fois le revenu net. »

« V. Les adjudicataires sont tenus de payer le montant de leur adjudication, dans l'année, avec l'intérêt, au prorata du capital par eux acquis, & en cas d'inexécution, il y aura lieu à la folle enchère, & autres poursuites prescrites pour le paiement des autres biens nationaux. »

« VI. Immédiatement après le paiement du

Digitized by Google

montant total de l'adjudication, l'adjudicataire recevra du directoire du district la grosse de la vente, y compris toutes autres pièces & renseignemens cédulaires; le secrétaire du district tiendra registre de cette remise. »

« VII. Il sera remis aux préposés à la perception des droits de timbre & d'enregistrement des extraits des procès-verbaux d'adjudication, dans la huitaine d'icelles, par le secrétaire du district. »

« VIII. Du jour de cette remise, le préposé cessera la perception, & ne pourra recouvrer sur le débiteur de la rente adjugée, que le prorata des intérêts échus jusqu'au jour de l'adjudication & les termes arriérés. »

« IX. Les receveurs de district compteront à la caisse de l'extraordinaire du montant des adjudications en la forme prescrite pour les autres biens nationaux. »

« X. L'Assemblée nationale déroge aux lois précédentes; en tout ce qui y seroit contraire au présent décret. »

« On observe, 1°. que la stérilité de cette partie des capitaux, surtout pour des rentes au-dessous de 4 pour 100 devient plus sensible si l'on considère les frais de perceptions, de conservation d'hypothèque, & la retenue du quart que les débiteurs sont autorisés à faire. »

« Que la suspension de la vente de cette espèce de bien national qui, d'abord avoit été ordonnée par l'art. 3 du titre 1^er. de la loi du 27 mai 1790, ne sauroit être prolongée plus long-temps sans accélérer l'emploi d'une des plus importantes & extrêmes ressources de la nation, celle de l'aliénation de forêts. »

Une députation de la section de Molière & la fontaine est admise à la barre. Elle vient pré-

Digitized by Google

senter le vœu qu'elle forme pour que le corps législatif n'abandonne point un poste qu'il honore, avant que la convention nationale soit en état de le remplacer. Elle propose de désigner un lieu où la convention s'assemblera pour vérifier ses pouvoirs. — Renvoyé à la commission extraordinaire.

Du vendredi, 14 septembre.

MM. *Merlin & Jean de Bry*, qui avoient été commis par l'Assemblée pour parcourir les départemens voisins de Paris afin d'y presser les enrôlemens, sont de retour. Ils se présentent pour rendre compte de leur mission. Ils ont parlé au nom de l'Assemblée; à ce nom chéri & respecté, la confiance a volé au-devant d'eux. Ils ont fait entendre les plaintes de la patrie, & la terre de liberté s'est couverte de défenseurs. Le père abandonne sa fille, le fils sa mère, l'époux son épouse, & ceux qui ne peuvent voler aux frontières, habillent, arment & entretiennent ceux qui se dévouent au salut de l'Empire. Ce rapport plein de détails touchans, a été suivi de celui d'autres commissaires envoyés pour le même objet. Partout ils ont trouvé la même confiance, le même courage, le même enthousiasme. Nous desirons, disent les commissaires, que la convention nationale se serve des mêmes mesures. Le peuple a besoin de voir ses représentans; il leur adresse ses plaintes avec confiance, & il est consolé quand il voit que l'on pense sérieusement à son bonheur. -- L'Assemblée ordonne l'impression de ces différens rapports.

Sur la proposition de M. *Maran*, elle déclare nuls les remplacemens qui seroient faits dans les administrations & les tribunaux par des corps élec-

toraux qui n'auroient pas reçu des assemblées primaires une mission spéciale à cet effet.

Une lettre du ministre de l'intérieur instruit l'Assemblée des nouveaux excès qui se commettent à Paris. On enlève aux passans, les montres, les boucles d'argent & les boucles d'oreilles. A cette lettre est jointe, la copie de celle que le ministre écrit au maire, pour l'inviter à donner promptement les ordres nécessaires pour faire prêter force à la loi, & réprimer des brigandages qui ne peuvent être l'ouvrage du peuple.

Une dépêche de M. *Biron* annonce les bonnes dispositions de la majorité des Cantons Helvétiques envers la France, & indique des moyens pour les entretenir. Cette lettre sera l'objet d'un rapport du comité militaire.

Sur le rapport de M. *Lavigne*, l'Assemblée rend un décret à l'effet d'établir dans chacune des sections de Paris un bureau d'échange en coupures d'assignats de 10 & de 15 sous contre les billets de confiance depuis 50 sous & au-dessous seulement, jusqu'à leur extinction totale.

Pour ôter aux habitans de Longwy & de Verdun les moyens de nuire à la patrie qu'ils ont si lâchement abandonnée, M. *Choudieu* propose de décréter que tous les paiemens nationaux & les liquidations envers ces deux villes soient suspendus jusqu'à ce que l'Assemblée ait définitivement statué sur leur sort. Cette disposition est adoptée sans discussion. — Sur le rapport du comité d'agriculture, l'Assemblée décrète que les dispositions de la loi du 29 août 1792, relative aux mines du département du Finistère, sont applicables aux mines situées dans le département de l'Isle & Vilaine.

Au nom du comité des domaines, M. *Boucher-Longchamp* propose un projet de décret re-

Digitized by Google

patif au mode d'aliénation que le prince *Louis-Philippe-Joseph* est autorisé à faire, il est adopté en ces termes:

« Art. I. *Louis-Philippe-Joseph*, prince François, pourra continuer les aliénations qu'il a été autorisé de faire par les lettres-patentes du mois d'août 1784, & la loi du 30 mars 1791, sous le titre de vente pure & simple, en imposant aux acquéreurs l'obligation d'une rente foncière & apanagère de 7 liv. 19 sous par toise de terrain, exempte de toute retenue & imposition prévue ou imprévue, rachetable au denier vingt. »

« II. Lorsque les acquéreurs voudront s'affranchir desdites rentes, ils seront tenus d'en verser le capital sur le pied fixé par l'article premier du présent décret, entre les commissaires du Roi, régisseurs des domaines nationaux, conformément aux loix rendues sur les rachats & amortissemens des rentes dues à la nation. »

« III. En cas d'amortissement, la nation demeurera chargée des rentes envers le prince & ses descendans, & elle les acquittera sur le même pied que les acquéreurs auroient été tenus de le faire tant que l'effet de la loi du 20 mars 1791 subsistera. »

« IV. Les conditions portées par les précédens articles seront énoncées dans tous les contrats passés en exécution du présent décret, afin que les droits hypothécaires de la nation demeurent expressément conservés. »

« V. Le prince sera tenu de remettre aux archives nationales une expédition en forme de chaque contrat, au plus tard dans le mois de sa date. »

Digitized by Google

« VI. Il déposera également aux archives, dans trois mois à compter de la publication du présent décret, des expéditions en bonne forme de tous les contrats d'aliénation qui ont été faites jusqu'à ce jour en vertu des lettres-patentes de 1784. »

« VII. Seront au surplus les lettres-patentes de 1784 exécutées selon leur forme & teneur, en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret. »

L'Assemblée reprend la discussion sur le divorce. Plusieurs articles sont décrétés. Nous donnerons le décret dans son entier, quand toutes les dispositions en auront été définitivement arrêtées. Cette discussion est interrompue par une lettre du maire de Paris. Le commandant général prévenu des excès qui s'y commettoient, avoit devancé ses ordres, pour faire arrêter les perturbateurs. On a saisi les uns, on a dispersé les autres. Des hommes, qui ne veulent que l'anarchie, sement les bruits les plus alarmans pour échauffer le peuple. Des ordres sont également donnés pour surveiller & arrêter les malveillans. — A ces nouvelles, en succèdent de plus consolantes. Elles sont notifiées par le ministre de la guerre, & trouveront leur place dans le compte que nous rendrons de nos opérations militaires.

Du vendredi, séance du soir.

Les commissaires envoyés par l'Assemblée, à Rochefort, font le rapport de leur mission. Après avoir donné l'état des armes que les arsenaux de cette ville ont procurées, ils ajoutent que les citoyens qui ont déjà fourni un grand nombre de soldats à nos armées, & plus de 300,000 liv. en dons patriotiques, ont prié les commissaires d'offrir à l'Assemblée le reste de leur fortune, & leur vie pour le maintien de

Digitized by Google

ſes loix, & pour la défenſe de la liberté & de l'égalité. — Mention honorable, impreſſion du rapport.

Les commiſſaires de Châlons annoncent que tous les travaux ſont dans la plus grande activité. Les bataillons qui arrivent ſucceſſivement ne campent qu'un ou deux jours, & ſe rendent aux armées. Ils ont tous deux canons. La maſſe des approviſionnemens augmente de telle ſorte, qu'on ne doit avoir aucune inquiétude. L'hôpital qui eſt très-bien ſitué, contient 80 malades & ſous peu de jours il ſera ſuffiſant pour 2000 perſonnes. On a mis en liberté les ſoldats du régiment de Walhs, & on a brûlé les cocardes blanches qui ſe trouvoient à leur inſu, miſes avec de vieux effets. L'interrogatoire n'a laiſſé aucun doute ſur leur civiſme. Les commiſſaires appuyent ſur la néceſſité de n'envoyer au camp que des troupes organiſées & équipés d'une manière uniforme. Ils offrent un moyen de ſe procurer, ſur-le champ, 10 mille fuſils, en ordonnant d'en débarraſſer l'artillerie. — L'Aſſemblée décrète que les fuſils ſeront ôtés à l'artillerie.

Le miniſtre de l'intérieur fait part des évènemens malheureux arrivés à Lyon, dans la nuit du 9 ſeptembre, où des forcenés ſont allés maſſacrer les priſonniers malgré tout le zèle des officiers municipaux qui les ont couvert de leur corps, & de la garde nationale qui les ſecondoit.

Sur la propoſition de M. *Briſſot*, au nom de la commiſſion extraordinaire, l'Aſſemblée décrète que le miniſtre de l'intérieur ſera tenu de faire préparer aux Tuileries un emplacement propre à recevoir la convention nationale, & qu'il ſera mis à ſa diſpoſition une ſomme de

Digitized by Google

300,000 liv., au-delà de laquelle ne pourront s'élever les travaux qui seront faits d'après le plan de M. *Bignon*.

Un membre du comité des domaines propose, & l'Assemblée adopte, en ces termes, un projet de décret relatif à l'échange de la ci-devant principauté de Dombes.

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines, considérant qu'il est de l'intérêt national de ne pas payer plus long-temps des sommes considérables en conséquence d'un acte frauduleux, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité des domaines, & décrété l'urgence, décrète:

« Art. I. L'Assemblée nationale révoque les traités, vente & échange passés, le 3 octobre 1786, entre les commissaires du Roi d'une part, *Charles Rohan*, ci-devant prince *Soubise*, comme fondé de la procuration de *Jules-Hercule Rohan de Guéméné*, & *Henri-Louis-Marie Rohan Guéméné*, &, tout ce qui a précédé & suivi; déclare, en conséquence, que tous les domaines cédés au nom du Roi sont réunis au domaine national, pour être administrés par les préposés à la régie des domaines nationaux, à compter de la publication du présent décret. »

« II. L'agent du trésor national se pourvoira par les voies de droit en restitution des sommes payées en conséquence du contrat ci-dessus, tant en capital qu'en rentes viagères, sous la déduction néanmoins des fermages & autres revenus perçus au profit de la nation, & provenans des biens vendus par M. *Guéméné*. »

« III. L'agent du trésor national se pour-

Digitized by Google

voira également en remise des titres & pièces relatifs aux terres & ci-devant seigneuries de Trévoux, & autres ci-devant seigneuries formant l'ancienne principauté de la Dombe, lesquels biens seront, dès-à-présent, mis en vente, suivant les formes décrétées pour la vente des biens nationaux. »

« IV. Les terres du Châtel, Carmant & autres vendues ou cédées par le sieur *Guéméné* par ledit acte du 3 octobre 1786, demeurent en hantissement entre les mains de la nation jusqu'à parfait remboursement des sommes payées, soit audit sieur *Guéméné*, soit à ses créanciers, tant en capital que rentes viagères. »

« V. La terre de Lorient n'ayant pas cessé d'appartenir au domaine national, y est définitivement réunie pour être administrée comme tous les autres biens nationaux; les biens en dépendant seront vendus suivant les formes décrétées pour la vente des biens nationaux. »

« VI. Tous paiemens de rentes constituées ou viagères, faits jusqu'à ce jour par la trésorerie nationale, en vertu dudit acte du 3 octobre 1786, soit au sieur *Guéméné*, soit à ses créanciers, cesseront à compter du jour de la publication du présent décret. »

Du samedi, 15 septembre.

L'Assemblée autorise M. *Dubouchage*, ci-devant ministre de la marine à se rendre à ses fonctions d'inspecteur des ports & arsenaux de la marine.

Sur le rapport de son comité de liquidation l'Assemblée décrète le remboursement des jurandes & maîtrises, dettes arriérées, des départemens de la maison du Roi, de la guerre, de la marine & des finances, dettes du clergé & pays d'état pour

Digitized by Google

la somme de 8,065,975 liv. entre 3959 parties prenantes. — Elle ordonne qu'il sera fait un fond par la trésorerie nationale entre les mains du trésorier de la ville de Paris pour le paiement des rentes dues aux anciens propriétaires des maisons démolies sur les pont Marie, pont au Change, rue & quai de Gèvres & rue de la Pelleterie ; enfin elle statue sur le mode de paiement des rentes dues par les corps, communautés & établissemens supprimés, & par les pays d'état pour 1792.

Le ministre des affaires étrangères notifie à l'Assemblée des dépêches d'Allemagne, qui annoncent comme très-prochaine, la guerre de l'empire. — Le ministre de la guerre fait part de la destitution de M. *Felix Dumuy*, lieutenant-général, par les commissaires de l'Assemblée à l'armée du midi sous prétexte qu'il étoit absent. Cet officier avoit une mission particulière en Suisse, & bientôt il sera rendu à Paris pour en communiquer le résultat. Le ministre prie l'Assemblée de regarder la destitution de cet officier comme non-avenue. Sa demande est décrétée.

Rien n'est plus facile aux ennemis de la chose publique que d'égarer l'opinion en dénaturant le récit des évènemens transmis à l'Assemblée, en répandant de fausses nouvelles & des terreurs dénuées de fondement. C'est pour prévenir de pareilles machinations & pour entretenir entre le peuple & ses représentans cette confiance & cette unité d'opinions qui fait la force des peuples libres que l'Assemblée rend le décret suivant :

« Art. I. Le bulletin imprimé par ordre de l'Assemblée nationale sera envoyé par le ministre de l'intérieur à tous les départemens & districts du Royaume.

« II. Les corps administratifs seront tenus de

prendre tous les moyens convenables pour qu'il soit promptement répandu & affiché dans tous les chefs lieux de district & autres lieux dont la population excèdera 2000 ames. »

« III. Toute personne qui sera convaincue d'avoir arraché lesdits bulletins, ou empêché leur publication & affiche, sera poursuivie devant les tribunaux comme ennemie du peuple & coupable d'offense à la loi, à la diligence du procureur de la commune du lieu où seront faites lesdites affiches & publication, & condamnée à 100 liv. d'amende pour la première fois, & en cas de récidive, à deux mois de prison.

Pour ne laisser aucun intervalle entre la cessation de la législature & l'ouverture de la convention nationale, l'Assemblée décrète que son archiviste sera tenu de lui faire parvenir la liste des députés à la convention nationale, aussi-tôt que le nombre s'élevera à 200. Le ministre de l'intérieur fera préparer une salle dans l'édifice national des Tuileries, pour y recevoir les députés à la convention nationale, pendant la vérification de leurs pouvoirs.

Une députation de la section des Gravilliers vient se plaindre des intrigues qui agitent le corps électoral, dans lequel, dit-elle, l'envie s'arme impunément de la calomnie contre les citoyens vertueux & patriotes, qui ne partagent pas les fureurs de quelques factieux. C'est ainsi que M. *Bourdon*, électeur de cette section, député à la convention, par les départemens de l'Oise & du Loiret, vient d'être exclu de l'assemblée électorale. La députation demande justice en faveur de ce citoyen. L'assemblée renvoie cette contestation à la convention qui vérifiera les pouvoirs des députés du département

Digitized by Google

de Paris ; & si elle juge, que l'exclusion d'un électeur frappe les pouvoirs de nullité, elle ordonnera qu'il soit procédé à de nouvelles élections.

Article omis dans la séance du vendredi soir.

M. *Vergniaux*, au nom de la commission extraordinaire, fait un rapport sur les plaintes adressées, tant contre les commissaires du pouvoir exécutif, que contre ceux qui se disent envoyés par la municipalité, & propose deux projets de décrets qui sont adoptés, sans discussion, en ces termes :

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrete ce qui suit :

« Art. I. Les commissaires nommés par le pouvoir exécutif pour aller dans les départemens, se renfermeront rigoureusement dans les bornes de l'instruction & des pouvoirs qui leur seront donnés.

« II. Ils seront tenus de montrer leurs pouvoirs & leurs instructions aux autorités constituées des lieux où ils auront une mission à remplir.

« III. S'ils ne se conformoient pas aux articles ci-dessus, ou s'ils se permettoient des réquisitions ou des actes auxquels ils ne soient pas expressément autorisés, ils seront arrêtés sur les ordres des autorités constituées, qui seront tenues d'en donner avis, sans délai, au pouvoir exécutif, qui en instruira l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale considérant que l'ordre ne peut exister dans l'empire qu'autant que chaque autorité constituée se renfermera dans les limites prescrites par la loi, décrete qu'il y a urgence.

L'Assemblée nationale, après avoir décrété l'urgence, décrete ce qui suit :

« Art. I. Les municipalités ne pouvant donner

d'ordre, ni envoyer des commissaires, ni exercer aucune fonction municipale que dans leur territoire, il est défendu à tous corps administratifs ou militaires, & à tout citoyen d'obéir à aucune réquisition qui leur seroit faite par les commissaires d'une municipalité hors de l'étendue de son territoire.

« II. Si, après la publication du présent décret, de prétendus commissaires faisoient de pareilles réquisition, ils seront arrêtés & leur procès leur sera fait comme coupables de rébellion à la loi.

« III. Ils ne pourront prononcer aucune suspension ni destitution contre les fonctionnaires publics nommés par le peuple, sauf à eux à faire parvenir au pouvoir exécutif provisoire les renseignemens & les plaintes qu'ils auroient lieu de faire contre lesdits fonctionnaires publics. Les suspensions ou destination qu'ils pourroient avoir prononcées sont déclarées nulles, sauf au pouvoir exécutif à prononcer la suspension, s'il y a lieu. Le pouvoir exécutif provisoire est tenu, sous sa responsabilité, de rappeler lesdits commissaires contre lesquels il est parvenu des plaintes fondés, de leur faire rendre compte de leur conduite.

« IV. Le présent décret sera envoyé sur le champ aux armées & aux départemens. »

Du samedi, séance du soir.

Les administrateurs du district de Châlons, envoient à l'Assemblée une adresse, où ils se disculpent des soupçons d'incivisme qu'un commissaire de la commune de Paris, a jettés sur cette ville. Applaudissemens.

Le ministre des affaires étrangères instruit l'Assemblée que le corps helvétique demande des

Digitized by Google

renseignemens officiels sur l'affaire du 10 août, & prescrit aux commandans des régimens suisses la conduite qu'ils doivent tenir au sujet du licenciement de leurs régimens. — Il est décrété que le comité diplomatique fera incessamment son rapport, sur les relations à entretenir avec les cantons suisses.

M. *Pétion* écrit que les violences commises, hier, par des personnes qui arrachoient des bijoux aux passans ont été bientôt réprimées. Le peuple a été indigné de ces excès, & le bruit court qu'il a puni de mort plusieurs coupables.

Une lettre transmise au comité de correspondance, par les commissaires à Châlons, annonce un avantage remporté par M. *Dumourier*. On écrit de Maubeuge, en date du 14, que l'ennemi marche sur cette place avec deux fortes colonnes.

Il étoit naturel de prévoir que le passage de la Législature à la Convention Nationale, seroit marqué par de nouvelles agitations. Les flatteurs du peuple qui veulent conserver leur pouvoir, & les ennemis de la liberté qui veulent la renverser, craignant également d'y trouver le tombeau de leur ambition ou de leurs espérances, ont dû redoubler d'efforts & d'intrigues pour empêcher la réunion des nouveaux Représentans du peuple.

Marchant tous au même but par des routes différentes, on les a vu égarer tour-à-tour l'opinion par des succès ou des re-

Digitized by Google

vers exagérés. Le système sur lequel ils ont le plus compté, pour éloigner les nouveaux Députés, est celui de la terreur. Ils ont cherché à faire de la capitale un théâtre de brigandages & de crimes.

Tandis que d'intrépides défenseurs sortent par milliers de son sein, pour aller combattre les ennemis extérieurs, les Citoyens, tremblans dans leurs foyers, craignent d'y rencontrer un ennemi plus redoutable encore. Des emprisonnemens arbitraires se sont multipliés, sans que les détenus puissent connoître ni leur accusateur, ni leur délit, ni l'autorité qui viole ainsi la liberté individuelle. Des déprédations se commettent avec impunité. Des Commissaires qui se disent tenir leur mission du *salut public*, parcourent les Départemens, & croisent les opérations des Délégués de l'Assemblée Nationale & du Pouvoir exécutif. On prêche la doctrine impie du partage des terres, comme si la garantie des propriétés n'étoit pas la première & la plus inviolable des loix sociales, comme s'il n'étoit pas absurde d'imaginer 25 millions d'hommes se distribuant 74 millions d'arpens de terre, comme si les revenus industriels de la majeure partie de la Nation n'étoient pas pour elle plus avantageux que ces petites parcelles de propriétés territoriales qui anéantiroient bientôt l'agriculture, le commerce & les arts.

Digitized by Google

Une anarchie invisible étoit parvenue à enchaîner jusqu'à la pensée. Le Citoyen n'osoit plus se communiquer au Citoyen de peur de rencontrer un délateur, & retiré dans son asyle domestique, il craignoit encore que les murs n'eussent des yeux & des oreilles. La plume de l'écrivain patriote étoit paralysée, un mot, un soupçon pouvoit le plonger dans un cachot où le plus consolant de ses vœux étoit de n'en jamais sortir, car le mot d'*élargissement* si doux à l'innocence, étoit devenu un arrêt de mort.

Enfin la Souveraineté nationale a été menacée jusques dans l'inviolabilité des Représentans du peuple. Des présages sinistres, des projets de massacre, des invitations sanguinaires faites dans les Départemens, ont jetté l'effroi jusques dans le sein de l'Assemblée nationale.

Telle a été pendant 15 jours la situation de la Capitale. C'est ainsi que les ennemis de la liberté, n'osant plus l'attaquer ouvertement, ont voulu l'ensévelir sous les ruines de l'anarchie, & préparer par nos dissentions des succès aux armées qui envahissent notre territoire. Et tout cela n'étoit pourtant l'ouvrage que d'une poignée de petit bateur! Si l'on doit s'étonner d'une chose, c'est que cet état ait duré si long-temps; mais l'effet étoit senti & l'on en recherchoit la cause. Dans une ville im-

Digitized by Google

monde, où la moralité des individus échappe si aisément à l'opinion, où les acteurs ne paroissent sur la scène des évènemens qu'avec des habits de théâtre, où il suffit au charlatan de se couvrir d'un masque hypocrite pour usurper un grand ascendant sur la multitude, où la théorie des séditions ne tient qu'à quelques *sous ordres* employés habilement, les factieux & les malveillans ont plus de moyens de combiner & de couvrir leurs crimes, que n'en a l'homme de bien pour s'en défendre.

Mais si l'on parvient un instant à égarer le Peuple, en donnant le change à la droiture, il ne tarde pas à discerner le point auquel il doit s'arrêter, & qu'on voudroit lui faire franchir. Cet instinct judicieux devroit bien dégoûter les agitateurs qui fondent sur ses écarts leurs coupables espérances. La tranquillité & l'ordre sont pour le Peuple un besoin de tous les jours, s'il met avant tout la liberté, il sait aussi que les désordres de l'anarchie peuvent la lui faire perdre. L'intérêt personnel a ramené les Sections à l'intérêt public, elles ont vû fuir les Citoyens de la Capitale, avec plus de rapidité que si l'ennemi étoit dans ses murs. Elles ont senti que les Départemens, sans lesquels Paris ne seroit rien, qui veulent la liberté pour eux-mêmes, & non pour le profit de quelques factieux, leur deman-

Digitized by Google

deroient compte de ce dépôt qu'elles auroient laissé violer. Elles se sont souvenues du 14 Juillet & du 10 Août, & se sont ralliées à l'Assemblée Nationale qu'on vouloit intimider, & qui a déployé un grand caractère. Nous devons dire, à la gloire du Ministre de l'intérieur, qu'au péril de sa vie menacée par les brigands, il a eu le courage de dénoncer avec persévérance ces infames manœuvres. Après s'être concerté avec les Présidens des Sections, les Commandans de bataillons & le Maire de Paris, le Corps Législatif, persuadé que c'est aux Magistrats du peuple à veiller à son propre salut, & à garantir la sûreté publique, a rendu chaque Membre de la Commune responsable sur sa tête de la sûreté des prisonniers. Cette mesure provisoire n'est que le préludе de celles plus générales qui doivent rassurer les Citoyens contre les complots des agitateurs.

Nouvelles de nos Armées.

L'*Armée du nord*, depuis la levée du camp de Maulde, les Autrichiens font diverses incursions sur notre territoire, & exercent leur brigandage avec une intrépidité qui leur coute peu d'efforts, car ils attaquent à coup de canon des villages sans défense. C'est ainsi qu'ils ont paru à S. Amand,

Amand, Mortagne, Rouba n, Bruille, &c. A Saint-Amand ils ont commis des atrocités, & ils ont eu des prêtres réfractaires pour instrumens de leur vengeance. Quelques voltigeurs ont paru devant Lille, les Belges leur ont donné la chasse. Deux colonnes se sont avancées sur Valenciennes; tout étoit disposé pour les bien recevoir. Au premier coup de canon elles se sont repliées. Le général *Moreton* a fait mettre cette place en état de guerre. Les corps civils & militaires agissent dans le plus grand concert. On a fait une sortie, & l'ennemi a été repoussé du côté de Condé, le maréchal de camp *O-moran* a fait replier un corps d'Autrichiens, & il espère en débarrasser cette partie de nos frontières.

Maubeuge est menacé, mais le général *Lanoue* veille à sa défense; à une lieue d'Orchies, l'ennemi a été repoussé avec perte par le lieutenant-colonel du soixante-quatorzième régiment. On a mis en réquisition dans toute cette partie des frontières, vingt mille gardes nationales. Les habitans des campagnes se joignent à eux en foule, pleins de zèle & de courage, & nous avons cinquante mille hommes d'auxiliaires, prêts à défendre leurs propriétés.

Armées du Centre : la position de nos différens corps d'armées a éprouvé des changemens selon les mouvemens des ennemis. On en trouvera les détails dans les communications du ministre de la guerre à l'Assemblée Nationale.

Dans celle faite le 13, le ministre s'exprime ainsi :

» M. *Dumourier* m'annonce que les ennemis ont abandonné un de leurs camps avec une précipitation extrême; les soldats disent que cette précipitation est l'effet de quelque grand événe-

Digitized by Google

nement arrivé dans l'intérieur de l'armée ennemie. M. *Dumourier*, sans croire à la cause, a profité des effets, en s'emparant de tout ce que les ennemis avoient abandonné. »

» M. *Kellermann* m'annonce son arrivée à Saint-Dizier. Les hussards de sa légion se sont plusieurs fois mesurés avec l'ennemi ; toujours ils ont eu un avantage marqué ; ils ont fait quelques prisonniers de guerre, pris quelques chevaux & tué quelques hommes. L'accord parfait dans les vues & les moyens d'exécution, qui règne entre MM. *Kellermann* & *Dumourier*, me paroît du plus heureux augure. »

» La marche des ennemis est encore incertaine ; mais comme ils se sont ébranlés, nous saurons, avant peu, quels seront leurs vrais projets ; nos généraux paroissent les avoir tous prévus. »

Extrait d'une lettre du Ministre de la Guerre au Président de l'Assemblée Nationale, le 14 Septembre.

« Je viens de recevoir trois lettres de M. *Kellermann*, une du 12 à 7 heures du matin, une du même jour à 8 heures du soir, une du 13 à 11 heures du matin. »

« Par sa dépêche du 12 à 7 heures du matin, datée de Saint-Dizier, M. *Kellermann* m'annonce qu'il se porte sur Bar-le-Duc. Par sa dépêche du 12 à 8 heures du soir, datée de Bar, ce général me mande que du moment où les Prussiens ont appris l'arrivée de l'avant-garde de 6,000 hommes qui s'étoient avancés sur cette ville, « ils se sont repliés sur-le-champ, & sont allés rejoindre le gros de l'armée. »

« M. *Kellermann* me mande, du 13 Sep-

tembre à six heures du matin, qu'il vient de recevoir une lettre de M. *Dumourier*, par laquelle il lui annonce qu'il est attaqué sur trois points différens. M. *Kellermann* ne doute pas que le général *Dumourier* ne résiste ; cependant, comme M. *Kellermann* ne veut rien donner au hasard, il prend le parti de se rendre à Saint-Dizier, pour couvrir Châlons & Paris. »

« M. *Kellermann* m'annonce encore que ses émissaires lui ont appris qu'il se faisoit un mouvement général dans le camp ennemi ; ils ajoutent que la contagion est dans l'armée Prussienne, & que les Soldats meurent sous la tente. Les Habitans du pays soupçonnent qu'un grand nombre de tentes n'est point occupé. »

« Dans sa troisième lettre, M. *Kellermann* m'envoie une copie du compte rendu par M. *Wimpfen*, Commandant de Thionville ; l'Assemblée apprendra avec plaisir que les ennemis rebutés par le courage de la garnison & des Citoyens, s'en sont éloignés. Si Verdun & Longwi avoient imité ces braves François, notre territoire seroit encore dans toute son intégrité. »

« Dès que j'aurai reçu des détails de M. *Dumourier*, je m'empresserai de les transmettre au Corps Législatif. »

Signé, SERVAN.

Lettre du même Ministre, du 16 Septembre.

« M. le Président, j'ai l'honneur de vous adresser les trois dépêches que je viens de recevoir de l'armée du Nord. Le Général *Dumourier*, après m'avoir confirmé la nouvelle de l'ennemi repoussé avec quelque perte, le Général ennemi tué, me transmet un billet de M. *Chazot*,

Digitized by Google

Lieutenant-général, daté du 14, à 11 heures du matin. »

Billet de M. Chazot.

« Mon Général, après avoir eu le plus grand succès, je viens d'être forcé à la retraite par des forces infiniment supérieures. J'avois cru d'abord que l'ennemi n'avoit point de canon; mais une heure après l'attaque, il nous a prouvé le contraire, par des pièces même de position & des obusiers; d'ailleurs 5,000 hommes n'ont pu tenir contre dix à douze mille. Nous avons perdu quelques hommes des deux armées, & peut-être une vingtaine de blessés. »

« Les ennemis ont dû perdre beaucoup. Ainsi vous voyez, mon cher Général, que ce que j'avois craint m'est arrivé. Nous serons plus heureux une autre fois. »

« Je ne peux vous parler de la valeur des troupes; je vais me retirer à Vouzier, & je crois qu'il est intéressant que je me tienne dans cette position, sans négliger de porter des secours au Général *Dubouquet*, lorsque les circonstances l'exigeront, en attendant l'arrivée du Général *Bournonville* & vos ordres ultérieurs. »

« Le Corps législatif jugera sans doute, M. le Président, qu'il étoit bien difficile aux troupes du Général *Chazot*, de se conduire avec plus de valeur qu'elles n'ont fait, & que leur Chef a des droits à la reconnoissance nationale, pour la conduite qu'il a tenue. »

« M. *Dumourier* me rend compte ensuite des dispositions qu'il a faites pour empêcher les ennemis de pénétrer plus avant; il m'instruit aussi des ordres qu'il a donnés aux différens corps de son armée, pour opérer leur réunion tant avec

Digitized by Google

les troupes qu'il commande, qu'avec l'armée de *Kellermann*, qui, de son côté, a marché pour couvrir Châlons & Reims. J'imagine, d'après les rapports qui me sont parvenus des différens Généraux, qu'ils occupent ensemble une position qui a déjà une fois servi à des Généraux François, à arrêter pendant une campagne entière, avec des forces inférieures, l'ennemi qui vouloit pénétrer sur Paris; c'est celle de Suippe. »

« M. *Dumourier* termine ainsi sa dépêche: »

« Nos troupes se sont très-bien battues, les Autrichiens ont beaucoup perdu, & nous très-peu. Le Prince *Charles de Ligne* a été tué, nous avons pris un Secrétaire du Roi de Prusse chargé des dépêches pour le Duc de *Brunswick*. Je vous enverrai les lettres qu'on a trouvées sur lui, qu'on traduit en ce moment. »

Signé, SERVAN, Ministre de la Guerre.

Autre lettre du Ministre de la Guerre, du 17 Septembre.

M. LE PRÉSIDENT,

« Je viens de recevoir de Châlons des nouvelles qui m'ont étonné; M. le Maréchal *Luckner*, après m'avoir annoncé que de trois bataillons de Volontaires auxquels il avoit donné ordre de se rendre à l'armée, un seul avoit voulu s'y rendre, continue ainsi:

« Hier, sur les dix heures du soir, vint un Officier du bataillon des Lombards nous porter la nouvelle que se rendant à Suippe, il fut rencontré par une multitude de Volontaires, Charetiers & Citoyens fuyans à toutes jambes, lui disant que l'ennemi avoit enveloppé Suippe &

Digitized by Google

hâché le bataillon. Un instant après, deux Cavaliers & un Chasseur viennent semer l'alarme, en disant que l'armée de M. *Dumouriez* avoit été défaite, & que l'avant-garde à Ste. Ménehould, commandée par M. *Dillon*, avoit été surprise à cinq heures du soir, taillée en pièce, & le reste fait prisonnier. Vous pouvez aisément, ajoute M. *Luckner*, juger des grands mouvemens que cette nouvelle a occasionnés parmi les Volontaires & les Citoyens; jusqu'à présent le calme n'est pas revenu. On s'occupe à faire camper les troupes qui sont en ville. »

« Quelles sont, M. le Président, les causes de cette terreur panique? je ne puis l'attribuer qu'aux ennemis de la Révolution qui, pour nous affoiblir, emploient toute espèce de moyens. »

« En effet, M. le Président, M. *Dumouriez* a levé le camp de Grandpré, & son arrière garde a été attaquée avec quelques succès par l'ennemi; des charetiers, des vivandiers, des hommes sans courage ont pris la fuite, les uns vers Ste. Ménehould, les autres vers Châlons; mais l'avant-garde commandée par M. *Dillon*, qui, d'après les rapports faits à Châlons le 15, sur les dix heures du soir, avoit, disoit-on, été surprise & taillée en pièces, étoit cependant, d'après un rapport de M. *Dillon*, fait à la même heure, en très-bon ordre à Ste. Ménehould. Voici, M. le Président, la copie de la lettre de M. *Arthur Dillon* à M. le Maréchal *Luckner*. »

« J'apprends en revenant de mes postes, que M. *Dumouriez* a levé la nuit dernière son camp de Grandpré; il étoit déjà rendu à son nouveau camp à Dammartin à dix heures du matin. Il paroît que son arrière-garde a été attaquée, qu'il

Digitized by Google

s'en eſt ſuivi une déroute ; voilà tout ce que j'en ſais ; partie des équipages entrent dans la ville avec des fuyards. J'ai envoyé ſavoir des nouvelles de M. *Dumourier*. »

« J'apprends en cet inſtant qu'il a rallié ſon camp ; ſi les ennemis n'apprennent pas ce qui eſt arrivé, & qu'ils n'attaquent pas demain de bonne heure, rien n'eſt perdu. »

« En me réſumant, M. le Préſident, il réſulte que l'arrière garde de M. *Dumourier* a été attaquée, qu'elle a éprouvé quelque perte, que quelques perſonnes ont pris l'alarme & ont fui, mais que M. *Dumourier* s'eſt rallié dans une bonne poſition ; que M. *Dillon* n'a point été attaqué, & que le corps de M. *Bournouville* ne l'a point été non plus ; ajoutez à ces faits l'aſſurance que je viens d'avoir que M. *Kellermann* eſt à Vitry, qu'il doit en être reparti pour Châlons, que par conſéquent Paris eſt couvert, & que nous n'avons véritablement à craindre que l'indiſcipline, l'inſubordination dans les troupes, les méfiances & les ſoupçons parmi les Citoyens. »

« Un Citoyen qui arrive de Valenciennes, m'annonce auſſi que nos troupes ont remporté proche de Douai un avantage aſſez conſidérable ; mais n'ayant de ce fait aucun rapport officiel, je ne puis le garantir au Corps Légiſlatif. »

« Enfin, M. le Préſident, ſi nous ſommes calmes & fermes, la liberté & l'égalité ſortiront triomphantes du combat que le deſpotiſme & l'ariſtocratie leur livrent. »

« Un Officier de l'armée de M. *Dumourier* arrive en ce moment, voici ſon rapport :

« L'ordre étoit rétabli le 15 à onze heures du ſoir. — Hier ſoir, M. *Dumourier* étoit campé

Digitized by Google

à Bro, à côté de Sainte-Ménehould; son armée étoit réunie; les esprits étoient calmes; les fuyards ont été arrêtés, déshabillés, & renvoyés garottés; ils n'étoient qu'au nombre de cinquante. »

Extrait d'une Lettre de M. Dumourier du 12 Septembre.

« Soyez sans inquiétude, dit ce général; la personne que vous m'avez envoyée, a vu une retraite sur plusieurs colonnes, & une arrière-garde dans le meilleur ordre. 1500 hommes avoient produit une déroute de 10 mille hommes. Tel a été l'effet d'une terreur panique. L'armée est ralliée, elle a confiance en moi, & tout se réparera. Si dans cet état l'ennemi étoit venu m'attaquer, il auroit été battu. Je renvoie à leur département deux bataillons qui ont abandonné leurs canons; j'aime mieux avoir mille hommes de moins que des lâches dans mon armée. J'attends ceux qui ont fui jusqu'à Rhétel & Reims; je ferai sans pitié pour les soldats qui ont abandonné leurs armes; je ferai des exemples terribles.... »

RUSSIE.

Les dispositions de la Cour de Pétersbourg, c'est-à-dire de *Catherine II*, à l'égard de la France, étoient depuis long-temps bien connues de tout le monde. Tout le monde a lu les billets galans qu'elle a écrits aux Princes émigrés, & tout le

Digitized by Google

monde a su qu'elle leur a envoyé de l'argent. Aujourd'hui deux nouvelles répandues depuis quelques semaines paroissent se confirmer : on dit, que fière d'avoir remis la Pologne sous son joug, l'Impératrice fait marcher contre la France 15 mille Russes qui doivent joindre les armées combinées sous les ordres du Prince *Repnin*. — On ajoute qu'elle fait partir en même temps, de la Mer Noire, une escadre qui doit entrer par les Dardanelles, dans la Méditerranée, & jetter 8,000 hommes de débarquement, d'abord sur les côtes de la Corse pour s'emparer de cette isle, ensuite dans le port de Marseille pour s'ouvrir, sur les débris de cette ville bombardée, un passage dans l'intérieur de la France. Ce plan a paru, à beaucoup de personnes, trop *giganteſque* pour être croyable ; mais en l'appréciant mieux, on y trouvera plus de vraisemblance que de grandeur. Quelque peu d'hommes en effet qu'elle ait dans ses vastes Etats, ce n'est pas une merveille que l'Impératrice de toutes les Russies puisse envoyer 15 mille hommes par terre & 8 mille hommes par mer. Mais ce plan très-vraisemblable paroît aussi très-extravagant. Qu'est ce que la Russie pourroit faire de la Corse si éloignée d'elle ? & si 8 mille hommes suffisoient pour prendre cette isle, comment

Digitized by Google

suffiroient-ils pour la garder ? *Catherine II* imagine sans doute que son escadre trouvera Marseille sans les Marseillois; mais il est au moins probable que les Marseillois seront à Marseille, & il est bon qu'une Impératrice fasse connoissance avec de tels hommes. Ce qu'on peut croire aussi, c'est que l'escadre Russe en se promenant sur la Méditerranée y rencontrera l'escadre de France commandée par M. *Trugué*, & que l'Impératrice apprendra que M. *Trugué* est un habile Marin & un excellent Patriote.

SUEDE.

Il y a long temps qu'on sait en France que les Princes émigrés ont dans toutes les Cours de l'Europe des Agens, ou secrets ou publics, parfaitement reçus & traités dans toutes les Cours. Dans presque toutes ils obtiennent tout ce qu'ils demandent; & ils demandent beaucoup. M. *d'Escars*, Agent des Princes émigrés auprès du Duc Régent de Suède, a demandé que M. *Verninac*, Envoyé de France auprès de cette Cour, reçut l'*ordre de sortir de la Suède. Cette démarche*, disoit il, *sera une chose très-agréable à* Louis XVI, *que le Duc* de Brunswick *va bientôt rétablir dans son ancienne autorité*. Le Duc Régent, comme on peut le croire, n'a rien répondu

Digitized by Google

ni sur les grandes victoires que le Duc *de Brunswick* doit remporter, ni sur ce qui seroit agréable à *Louis XVI*; il a répondu que M. *Verniaac* n'étoit revêtu auprès de lui d'aucun caractère diplomatique, qu'il ne le considéroit que comme un voyageur François très-attaché aux intérêts de la France, & qu'aucune Nation ne pouvoit repousser de son sein, sans violer le droit des gens. M. *d'Escars* & ses Commettans n'auront pas été contens de cette réponse: elle donne au Duc Régent de la Suède de nouveaux titres à l'estime de tout ce qu'il y a d'hommes & de peuples éclairés en Europe.

Tous les actes du Gouvernement de ce Prince ont ce double caractère de justice & d'humanité qui seul peut rendre les autorités respectables. Les Comtes *Claude Fr. Horn* & *Adolphe, Louis Ribbing*, le Lieutenant Colonel *Charles-P. Liljehorn* & le Baron *Charles F. Ehrensward* avoient été condamnés à la mort, par les Tribunaux, comme complices *d'Ankastroëm*. Le Régent a commué cette peine en un bannissement perpétuel du royaume. Le peuple de Stockholm, que cet acte de clémence auroit dû toucher, en a murmuré. Il s'est attroupé en fureur. Aucun supplice, au gré de ce peuple aveugle, ne pouvoit être assez terrible contre des hommes qui ont conjuré la mort d'un Roi destructeur de la

Digitized by Google

liberté & de la Conſtitution de la Suède. Et c'eſt-là le peuple dont la fierté & la généroſité ont été long-temps citées en Europe! C'eſt-là le peuple qui a ſi long temps partagé avec les Anglois la gloire d'être préſenté comme un modèle à tous les peuples! non ; mais on y reconnoit bien cette populace avilie par ſon indigence & par ſa cupidité, & dont les Députés à la Diète, auſſi vils qu'elle, en ſe rendant à l'Aſſemblée des Repréſentans de la Nation, paſſoient chez les Ambaſſadeurs de France & de Ruſſie, pour recevoir d'eux, avec un écu, la motion qu'ils devoient faire, & l'opinion qu'ils devoient défendre.

Pour prévenir la ſédition prête à éclater, pour dérober aux pierres & aux couteaux de la multitude ceux qu'il avoit dérobés au glaive des loix, le Duc-Régent a publié une eſpèce de Proclamation dont l'objet eſt de juſtifier ſa clémence. Pour faire reſpecter cette clémence, il en rejette le mérite ſur ſon frère. Il veut la faire regarder comme le dernier ordre d'un Roi qui étoit trop deſpote pour être ſi généreux. Et voilà comment les erreurs, tantôt des tyrans & tantôt des peuples, contraignent les ames les plus ſincères d'avoir recours à la fineſſe pour faire le bien qu'elles voudroient faire avec magnanimité. Nous allons rapporter la partie de cette proclamation, que les papiers publics ont fait

Digitized by Google

connoître ; on verra que notre amour pour la liberté ne nous fait dissimuler, ni ce qui honore un Prince, ni ce qui accuse un peuple.

« Nonobstant la justice de cette punition, des raisons prépondérantes que nous voulons conserver pour nous & la postérité dans ce protocole, nous empêchent de donner notre consentement à son exécution. Peu de jours avant le décès du Roi, nous eûmes un entretien avec lui sur son malheur. Le Roi, dont le cœur généreux étoit toujours disposé au pardon, attesta que la simple idée d'une peine capitale, à laquelle les conjurés devoient s'attendre, l'affectoit plus fortement que toutes les douleurs qu'il souffroit en ce moment, & qu'il ne pouvoit se tranquilliser avant que nous ne lui eussions donné notre parole fraternelle & de prince, qu'au cas qu'il dût mourir, son intercession actuelle, faite en faveur de ses sujets dégénérés, seroit efficace & suffisante pour les sauver de la peine de mort méritée. Touchés jusqu'aux larmes, nous osâmes répliquer au souverain, qu'à l'égard d'un forfait aussi horrible, les loix divines & humaines ne permettoient point que l'on diminuât les punitions des crimes pareils : que d'ailleurs le nom Suédois & la sûreté publique y étoient trop intéressés, pour qu'on ne dût insister sur une punition exemplaire. Le Roi ému répondit : que si le droit du Talion exigeoit absolument que le sang dût être expié par le sang, & que son intervention ne fût pas assez efficace, il désiroit que cette vengeance se bornât uniquement à celui qui avoit mis sa main audacieuse sur la personne sacrée du Roi. S. M. ajouta encore : qu'elle souhaitoit que la mort de ce mi-

sérable pût être la seule qui résulteroit de la sienne propre, & que l'on fît grace de la vie à tous les autres conspirateurs, plus ou moins coupables, sans égard à leur nombre, (lequel n'étoit pas connu alors). Enfin le Roi dit : que cette sollicitation étoit la dernière demande d'un frère, & le dernier ordre d'un Roi, que la faculté d'accorder grace ne pouvoit lui être contestée aussi long-temps qu'il étoit en vie ; & qu'en vertu de cela il exigeoit notre promesse solemnelle. Ces faits touchans répandront à jamais une lumière éclatante sur l'âme généreuse de *Gustave III* ; ils immortaliseront sa mémoire encore davantage que la victoire près de Swenskfund : mais en même-temps ils formeront aussi la base sur laquelle nous fondons notre décision comme chrétien, sujet, frère & homme. Tout nous impose le devoir d'accomplir les ordres de notre Roi mourant. Il avoit une pleine puissance de pardonner ; l'objet le concernoit personnellement : durant sa vie, nous ne nous sommes jamais écartés de sa volonté ; pourrions-nous, en qualité de frère, le tromper au dernier moment de sa carrière ? En égard à ces motifs, nous déclarons en conséquence que la peine de mort prononcée contre les ci-devant Comtes *Claude-François Horn* & *Adolphe*, *Louis Ribbing*, contre le Lieutenant-Colonel *Charles-P. Liljehorn*, & le Baron *Charles-F. Ehrenswärd*, sera commuée en celle de bannissement perpétuel du royaume. Ils seront dégradés de leur noblesse, ils perdront leurs droits & prérogatives de citoyen, ils seront d'abord transportés au-delà des frontières d'une patrie qu'ils avoient offensée aussi horriblement, sans espoir d'y retourner en aucun temps ; avec défense, sous peine de la vie, de manifester seulement ce

desir. Leur répentir & leur conscience aggraveront leur punition, puisque nous sommes intimement persuadés que la mort même leur eût présenté un adoucissement & un soulagement, qu'ils ne peuvent obtenir dans une vie dévouée au crime. Nous hâtons le moment de leur transport, afin d'effacer, s'il est possible, le souvenir de la difformité de leur crime, qui se renouvelleroit sans cesse, s'ils restoient comme prisonniers dans les forteresses du royaume. Ces infortunés seront donc bannis à perpétuité, ils abandonneront pour toujours le territoire Suédois, dont ils troublèrent le repos & la félicité. Pour mettre le comble à leur déloyauté, ils sauront que ce même Roi, contre les jours duquel ils avoient conspiré, leur fit grace de la vie. — Quant à ce qui concerne les autres prisonniers, nous confirmons la sentence que le Tribunal Suprême a prononcée contre eux, &c. »

Le Duc Régent poursuit l'objet qu'il paroît avoir de régénérer les mœurs pour rétablir ensuite la liberté sur des bases solides. Il proscrit non par des loix mais par des exhortations toute espèce de luxe & surtout le luxe dont les objets sont fournis par les manufactures étrangères. Ce zèle est louable; on peut douter qu'il soit assez éclairé. La corruption des Suédois n'est pas née de leur amour pour le luxe, mais de leur pauvreté. C'est parce qu'ils sont restés pauvres, tandis que les autres Nations se sont enrichies, que les Suédois ont été toujours prêts à se vendre eux & leur liberté à tous ceux qui vouloient les acheter. Il se-

Digitized by Google

roit donc plus raisonnable pour répandre de bonnes mœurs parmi les Suédois, de s'occuper à répandre parmi eux l'industrie & une certaine aisance. Le pauvre est dans la dépendance de ses besoins, comme le riche dans celle de ses vices. Le bien être pour tous & l'opulence pour personne : c'est ce qui assureroit le mieux la liberté d'un peuple. La nature elle même a assez fait de loix contre le luxe dans la Suède dont le climat est très-pur mais très-rigoureux.

Les papiers publics de l'Europe mêlent encore le récit des petites liaisons des Princes entr'eux au récit des grands rapports qui lient entr'elles les Nations. On écrit de Stockholm que l'Impératrice de Russie s'occupe déjà du mariage d'une fille de la Grande-Duchesse avec le jeune Roi de la Suède, & que pour en préparer les nœuds elle lui a fait présent des ORDRES de Russie, montés en fort beaux diamans ; nous ignorons jusqu'à quel point il est possible à la Suède, à son jeune Roi & à son sage Régent de se défendre de ce mariage : mais ce qui paroît certain c'est qu'il faut repousser une telle union si l'on veut réellement travailler à la liberté de la Suède. *Catherine II* qui a copié autrefois l'ESPRIT DES LOIX dans je ne sais quelle compilation qu'on appelloit le CODE DE RUSSIE, veut que tous les peuples soient esclaves comme les Russes.

Digitized by Google

POLOGNE.

De Varsovie, le 8 Septembre 1792.

Nous l'avons dit, tout n'eſt pas encore décidé pour ce malheureux pays : il eſt trahi plutôt que ſoumis. D'un côté il eſt vrai, le nombre des adhéſions à la contre-révolution opérée par les Ruſſes & par les traîtres s'accroit chaque jour : dès qu'il y a une place à obtenir il y a mille eſclaves qui s'agenouillent devant les vainqueurs ; mais d'un autre côté les vrais auteurs de la révolution du trois Mai & ceux qui s'y étoient dévoués comme à la gloire & au bonheur de la Pologne ſe relèvent de l'étonnement où les avoit mis la perfidie du Roi & ſa lâcheté. Tandis qu'on environne Varſovie de nouveaux régimens Ruſſes, de toutes parts il ſe forme des bandes de braves Polonois, & ces bandes ſont des noyaux d'armée. L'amour de la Liberté comme l'amour de Dieu croît ſous le glaive des perſécuteurs, & ſi les Polonois ne perdent pas ce ſentiment ſublime ils n'ont pas perdu, ſans retour, leur liberté. Ce que leur diſoit *J. J. Rouſſeau* ſe vérifiera : LES RUSSES POURRONT VOUS DÉVORER, MAIS ILS NE POURRONT VOUS DIGÉRER.

Ce qu'il y a de curieux pour les obſerva-

Digitized by Google

teurs des évènemens de ce monde, c'eſt que les Ruſſes & leur Impératrice en mettant la Pologne ſous leurs pieds, prétendent y rétablir *la République*; c'eſt qu'ils ſe flattent même d'en impoſer à cet égard à l'opinion des Polonois, c'eſt qu'ils font imprimer des *Mémoires*, des eſpèces de FACTUM ſur la révolution pour prouver que c'eſt la République qu'ils rétabliſſent. Suivant la logique & le langage de l'Avocat qui a écrit ce Mémoire ou plutôt ce Libelle, les Auteurs de la Conſtitution de la POLOGNE étoient des FACTIEUX : & il le prouve parce qu'ils ont donné de nouvelles loix à la Pologne ſans le conſentement de l'Impératrice de Ruſſie. Cette Impératrice avoit GARANTI l'ancienne anarchie de la Pologne, & cette anarchie étoit le ſeul Gouvernement *légitime*, parce que l'Impératrice l'avoit GARANTIE. Le moment où la nouvelle Conſtitution fut établie, pourſuit l'Avocat de *Catherine II* ajoute à toutes les horreurs de cette révolution. Ce fut au moment *où la Ruſſie étoit injuſtement attaquée par les Turcs*. Il y avoit donc de l'injuſtice aux Turcs à ne pas trouver bon que *Catherine* allât établir ſon Trône à Conſtantinople ! Il n'eſt pas douteux qu'avec de pareils raiſonnemens l'Impératrice de toutes les Ruſſies ne put prouver tout auſſi bien qu'elle doit impoſer des loix à la Grèce, à la Pologne, à la France, aux deux mondes.

Digitized by Google

Voilà comment raisonnent les Scribes de cette *Catherine* que *Voltaire* exhortoit à faire naître la raison dans la Russie, à porter la liberté dans l'Asie & qui le juroit à *Voltaire*.

ALLEMAGNE.

La coalition des Puissances de l'Empire contre la France fait tous les jours quelques progrès parmi les petits Princes : les uns y entrent volontairement, parce que leur vanité est flattée de se croire menacés par *les nouveaux principes*, comme les Rois ; les autres sont entraînés par des promesses brillantes que leur font le Roi de Prusse & l'Empereur ; d'autres sont décidés par la peur. Le Landgrave de Hesse-Cassel paie de 6,000 hommes qu'il fournit, l'espérance qu'on lui a donnée de le placer parmi les Electeurs ; & lui-même va commander ses troupes : 2,000 hommes de l'Electorat de Mayence sont en marche, avec de l'artillerie, pour se rendre à l'armée du Prince *de Hohenlohe* : le Duc des Deux-Ponts, que tant de motifs d'intérêt & de reconnoissance devroient attacher à la France, a donné passage par ses Etats, sans aucune difficulté, au régiment de *Château-vieux* qui déserteroit notre armée ; enfin, les Princes Directeurs du Cercle de Baviere ont adressé

Digitized by Google

des lettres circulaires à tous leurs Co-états pour les inviter à mettre sur pied leur contingent. Un accord si étendu & si parfait, en apparence, entre les Puissances Germaniques, faisoit croire qu'on verroit sortir incessamment de la Commission Impériale une déclaration de guerre de l'Empire contre la France. Cependant, des lettres de Ratisbonne apprennent que cette résolution n'est pas arrêtée encore, & qu'il y a dans le Collège électoral une assez grande diversité d'avis. Il ne faut pas en être surpris : pour peu que les petits Souverains Allemands aient de prudence, il leur est facile de prévoir qu'en aidant l'Empereur & le Roi de Prusse à soumettre la France, ils leur préparoient les moyens de les soumettre ensuite eux mêmes, & de se partager entre eux toute l'Allemagne. La haine des Rois puissans contre les Constitutions ne manqueroit pas de s'étendre même sur cette Constitution de Princes. Peut être les petits Souverains Allemands ont ils encore une autre crainte ; c'est de voir la France, libre enfin de déployer tous ses moyens & toutes les forces, faire tête à cette conjuration universelle, & après s'être défendue chez elle aller chez les autres demander raison de toutes les injures & de toutes les attaques. Ces petits Princes, si foibles, si dépendans, quels moyens auroient-ils de

lui résister? Quoi qu'il en soit des motifs, il est certain que l'Empire n'a point encore déclaré la guerre à la France.

L'Empereur qui auroit voulu, sans doute, réserver toute son attention & toutes ses forces contre la France, peut se voir contraint, avant long-temps, d'en distraire une partie pour les opposer aux Turcs. Les Commissaires chargés de régler définitivement avec la Porte la démarcation des frontières en Croatie, écrivent au Conseil de guerre aulique, que les Turcs font naître sans cesse de nouvelles difficultés. Il est vraisemblable que ces difficultés produiront des querelles, & les querelles la guerre. C'est le moment le plus favorable pour les Turcs, c'est leur intérêt comme celui de la France; & jamais il ne se présentera une meilleure occasion de tirer un grand parti, pour les deux Empires, de la bonne intelligence qui règne depuis si long-temps entre la France & la Porte.

Le Prince *de Kaunitz*, qui a conservé ses places & son crédit sous tant d'Empereurs, les a enfin perdus sous celui qui vient d'être couronné. Il n'est plus Chancelier de Cour & d'Etat. Il conserve la jouissance de l'hôtel qu'il occupoit, & sa pension de retraite est fixée à 80,000 florins. Ce Ministre a eu une grande réputation dans la Diplomatie de l'Europe. Mais quel titre laisse-t-il à cette

gloire que les siècles décernent, & qui n'est fondée que sur le bien qu'on fait aux hommes ? Il a eu, dit-on, un grand caractère : mais à la tête des Empires qu'est ce qu'un grand caractère sans un grand génie ? Une opiniâtreté funeste aux Empires, ce qu'on appelle le caractère, ne sert trop souvent qu'à donner de l'ascendant & de la célébrité à des hommes médiocres.

Les dernières Lettres de Ratisbonne ont appris au Ministre des affaires étrangères que l'Empire se déclare contre la France.

ESPAGNE.

Le Cabinet de Madrid se déclare-t-il ou ne se déclare-t-il pas contre la France ? C'est encore un problême. Mais la France est plus en doute qu'en peine de la manière dont ce problême se résoudra. Le Roi d'Espagne, comme tous les Rois, doit avoir en horreur une révolution qui apprend aux Rois que les Peuples sont leurs maîtres, & qu'ils n'en sont que les serviteurs ; le *Bourbon* de Madrid a des motifs particuliers de ne pas vouloir que le *Bourbon* de Paris ne soit plus un Souverain. On écrivoit, il y a quelques jours de Barcelone, que le Gouvernement d'Espagne a fait acheter toutes les pailles, depuis Barcelone jusqu'à Figuera : on écrivoit de Mala-

Digitized by Google

ga que des ordres ont été dans la Catalogne pour que les habitans eussent à déclarer le nombre des voitures, charettes, charids, chevaux, mules & mulets qu'ils possèdent & à les tenir prêts pour les livrer à la première requisition. On a écrit plus récemment de Madrid [le 3 Septembre] que la commission a été donnée à dix Officiers généraux d'examiner l'état des troupes & de présenter des vues sur les moyens de compléter & d'organiser l'armée; enfin des lettres écrites de plusieurs lieux du Département des Basses-Pyrénées a l'Assemblée nationale de France ont déjà fait craindre quelque mouvement & quelqu'attaque des Espagnols. Tous ces faits pourroient faire croire que l'Espagne qui n'a pas encore déclaré la guerre à la France la lui fait déjà; le Gouvernement provisoire François, continue cependant à penser que le Cabinet de Madrid sollicité de toutes parts à la guerre par les Puissances coalisées veut rester en paix & en repos. C'est l'avis de *d'Aranda*, le meilleur ami de l'Espagne & le Ministre de l'Europe qui connoît le mieux la France & les François. Le Comte *d'Aranda* fait comprendre sans doute à la Cour de Madrid que l'Espagne séparée de la France n'auroit aucun moyen de défendre ses Colonies contre l'Angleterre; il lui fait comprendre qu'a-

Digitized by Google

vec des finances qui sont dans le plus grand désordre, avec des troupes où il n'y a pas un soldat qui ait fait la guerre, avec un Empire dépeuplé par le célibat, & par le libertinage des Prêtres & des Moines, il est impossible que l'Espagne ne courre pas trop de dangers à avoir la France pour ennemie; il lui fait comprendre que nos Départemens du Midi, ces Départemens si passionnés pour la liberté seroient seuls en état non-seulement de résister à l'Espagne, mais de lui porter des coups funestes.

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Septembre* 1792.

Effets Nat.	Lundi 27.	Mardi 28.	Merc. 29.	Jeudi 30.	Vend. 31.	Sam. 1.
Actions	1020 1/2. 10.					2020 1/2 10.
D°. 16es/25	886. 900.					886. 900.
Emprunt Oct	427. 422.					427. 422p.
Id. Décembre 82	9. 10p.					9. 10p.
Lot. d'Avril						
Lot. d'Octobre						
Emprunt 125 m^{s}	15. 16.					15. 16.
Id. 80 millions	18. 19.					18. 19.
Sans Bulletin.						
Bulletin						
Emprunt 120 m^{s}						
Borde. Ch.						
Caisse d'Escompt.	1565. 70.					1565. 70.
D°. demi-act.	3120. 200.					3120. 200.
Eaux de P.						
Empr. National.						

CHANGES du 27.

Amst. 33 3/4.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163.
Lyon. 8 h. b.

CHANGES du 1.

Amst. 33 3/4.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163
Lyon. 8 h. b.

Digitized by Google

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. Guth, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. Guth des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de trente-six liv. *franc de port pour la Province. L'abonnement pour Paris est de* trente-trois liv. *Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou rue des Poitevins. On s'adressera au sieur* Guth *Directeur du Bureau du Mercure. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere.*

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 39.)

SAMEDI 29 Septembre 1792.

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tous les Livres, Cartes, Eſtampes, Muſique, & Avis divers, doivent être adreſſés à M. de la Harpe, rue du Haſard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement eſt de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

SEPTEMBRE a 30 jours & la Lune 30. Du 1 au 30, les jours décroissent de 52'.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de D	PHASES de la LUNE.	Temps moyen du Midi vrai. H.	M.	S.
1	sam. Leu, Évêque.	16		11	59	30
2	14 D. Lazare, ressuscité.	17		11	59	11
3	lundi Grégoire le Grand, Pape.	18		11	58	52
4	mardi Marcel, Martyr.	19		11	58	32
	merc. Bertin, Abbé.	20		11	58	12
6	jeudi Onésime.	21	☾ D. Q.	11	57	52
7	vend. Cloud, Prêtre.	22	le 8, à 7	11	57	32
8	sam. NATIVITÉ DE LA V.	23	h. 18 m.	11	57	12
9	15 D. Omer, Évêque.	24	du mat.	11	56	51
10	lundi. Nicolas de Tolentin.	25		11	56	30
11	mardi Patient, Évêque.	26		11	56	10
12	merc. Serdot, Évêque.	27		11	55	49
13	jeudi Maurille, Év. d'Angers.	28		11	55	28
14	vend. L'Exalt. de la Ste. Croix.	29	☾ N. L.	11	55	7
15	sam Corneille.	30	le 6, à 9	11	54	46
16	16 D. Cyprien, Év.	1	h. 27 m.	11	54	25
17	lundi. Lambert, Évêque.	2	du mat.	11	54	5
18	mardi Jean Chrysostôme.	3		11	53	44
19	merc. *Quatre Temps.*	4		11	53	43
20	jeudi. Eustache.	5		11	53	2
21	vend. Matthieu, Ap.	6	☽ P. Q.	11	52	41
22	sam. Maurice. AUTE.	7	le 23, à 1	11	52	21
23	17 D Ste. Thecle, Vierge.	8	h. 57 m.	11	52	0
24	lundi Andoche, Prêtre.	9	du soir.	11	51	40
25	mardi Firmin, Évêque.	10		11	51	19
26	merc. Sophie.	11	⊙ P. L.	11	50	59
27	jeudi. Côme & Damien, Mart.	12	le 30, à 9	11	50	39
28	vend. Ceran, Évêque.	13	h. 15 m.	11	50	20
29	sam. Michel, Archange.	14	du mat.	11	50	0
30	18 D. Jérôme, Prêtre.	15		11	49	41

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 1792.

PIECES FUGITIVES.

ÉPITRE

D'un Enfant de l'Amour à un Enfant de l'Hymen.

O toi, fils de l'Hymen, toi, dont le froid accueil
Insulte à mon néant pour flatter ton orgueil :
Réponds ; d'un préjugé dois-je être la victime ?
Pourquoi veux-tu me faire un crime
D'un vain caprice du hasard ?
Pour naître un mois plus tôt, ou quelques jours plus tard,
En serait-on moins légitime ?...
Qu'a-t-on besoin du sacrement
Et du mauvais latin d'un Prêtre ?

Digitized by Google

840.6
M558
1792
Sept. 29

Ne vaut-il pas mieux devoir l'être
Au tendre Amour, au sentiment,
Qu'à l'ennuyeux désœuvrement
D'un époux qui, toujours en maître,
Moitié grondeur, moitié dormant,
Ebauche à peine un sot, ou pis encor peut-être,
Ridicule avorton que n'eût point fait l'Amant ?
Qu'un Enfant de l'Amour me semble préférable !
De ses mille parens, la troupe insupportable
Ne gêne point sa liberté ;
Respectable, il est respecté ;
Il est aimé, s'il est aimable,
Et n'appartient enfin qu'à la Société.
Si, par quelques vertus, il mérite qu'on l'aime,
S'il obtient dans les Arts d'honorables lauriers,
S'il rend son nom fameux dans les champs des Guerriers ;
Serait-ce donc un mal de se créer soi-même ?
Les talens, les vertus, voilà les vrais aïeux.

Mais toi, réponds, jeune orgueilleux ;
Dérangeant pour toi seul l'éternelle harmonie,
Le Ciel t'aurait-il fait & plus riche en génie,
Et d'un limon plus pur que les autres humains ?
Avec tes écussons, avec tes parchemins,
Sais-tu, d'un bras plus sûr, repousser un outrage ?
Aux jeux sanglans de Mars montrer plus de courage ?

Digitized by Google

D'un vers plus doux, plus tendre enivrer la Beauté ;
A plus de bienfaisance, unir plus de droiture ?
Es-tu donc plus que moi l'enfant de la Nature ?
Parlos : qui m'a déshérité ?
Et Dunois, & Vendôme, arbitres des batailles,
Tant d'autres que la Gloire enfanta dans Versailles,
Et dont elle a payé les immortels travaux ;
Pour être des bâtards, sont-ils moins des Héros ?

Tu parles de contrats ? Frédéric, ou Voltaire,
Doivent-ils leur grand nom aux actes d'un Notaire ?
Un Prêtre a-t-il donc fait l'ame du fier Caton ?
Un Prêtre a-t-il donné le génie à Newton ?
Dans les siecles passés, dans le siecle où nous sommes,
Les Prêtres, les contrats ont-ils fait les grands hommes ?
Et vous nous dépouillez, & vos barbares Loix,
Des fils d'un même pere ont séparé les droits !
Vous osez, consommant cet injuste partage,
En nous ôtant l'honneur, ravir notre héritage.
Imitez nos aïeux & leur humanité :
Leur cœur ignorait l'imposture ;
Etrangers aux Beaux-Arts, grossiers sans culture,
Sans doute ils étaient loin de votre urbanité ;
Mais du moins ils ouvraient leur ame à la Nature.

Vois même l'Espagnol, Esclave du Clergé,
Nul bâtard n'est chez lui martyr du préjugé ;

Digitized by Google

Citoyen comme un autre, à tout il peut prétendre;
Dans les Camps, aux Conseils, sa voix se fait entendre,
Et malgré tout l'orgueil des Moines ignorans,
Malgré ces sots Docteurs & ces dévots Tyrans,
Ce Peuple à la raison n'a point fait cette offense :
Sensible au cri du sang, & toujours généreux,
Dans son fils naturel il veut faire un heureux,
Et rachete par-là son éternelle enfance.

Pour choisir un époux, la timide Beauté
Doit-elle consulter le Pontife de Rome ?
Qu'elle écoute son cœur, & non sa vanité.
Hélas ! quand sur ce Globe on se trouve jeté,
Qu'importe qui nous fit ? ... En est-on moins un homme ?
Qu'importe ? Ah ! qu'ai-je dit ? .... Pardonne en ce moment,
Ma mere, ô femme aimable ! & toi, son digne Amant,
Pardon ; je vous devines à ces furtives larmes,
A ce trouble imprévu, ce trouble plein de charmes,
Qui veut découvrir tout, veut tout dissimuler,
S'observe, se trahit, & dit tout sans parler.
Moi, le fruit de l'amour, de l'amour le plus tendre,
Moi, je serais ingrat ! Oserait-on prétendre
Que je pusse oublier cette douce pitié,
Ces soins, ces soins touchans que voile l'amitié ?

Digitized by Google

N'avez-vous pas mêlé dans vos baisers de flamme,
Votre sang à mon sang, & votre ame à mon ame ?
Ah ! vos noms dans ma bouche, ô couple heureux
d'Amans !
Seront les derniers mots de mes derniers momens.

Mais toi, quelle est ta mere ? En Esclave amenée,
L'intérêt fut le Dieu de son lâche hyménée :
Par un honteux trafic on a vendu son cœur ;
De ses jeunes appas, l'or seul, l'or fut vainqueur.
Livrée à son époux, ou plutôt à son maître,
Du cloître dans ses bras elle passe en un jour,
Se cachant ses ennuis & sa haine peut-être ;
Tranquille, elle a joui sans connaître l'amour :
Elle a joui : Lays fait-elle davantage ?
En proie à l'homme ardent, qu'à peine elle a pu
voir,
Lays fait par besoin, ou par libertinage,
Ce que ta chaste mere avait fait par devoir.

Un Enfant de l'Amour en tout, dit-on, prospere :
C'est quelque chose au moins que le bonheur.
Mais toi, pourquoi du mien prendrais-tu de
l'humeur ?
Me répondrais-tu bien d'être fils de ton pere ?...
Je veux croire avec toi, qu'aux plus touchans
appas
Ta mere ait joint encore une pudeur extrême ;

Digitized by Google

Mais quand on s'abandonne à ceux qu'on n'aime pas,
Que peut-on refuser à l'homme que l'on aime ?...

L'intérêt, l'intérêt a changé les parens;
L'égoïsme aujourd'hui succede à l'égoïsme;
La Nature est muette; on met tout en sophisme;
Les peres & les fils sont durs, indifférens:
Ton pere est un fardeau, je vois qu'il t'importune;
Tu calcules ses jours, tu comptes sa fortune;
Tu lis dans l'avenir le moment d'hériter;
Tu pefes jusqu'à l'or qu'un seul jour peut coûter...
Tu t'irrites en vain : oui, j'ai lu dans ton ame;
Tu sens la vérité : ton orgueil seul me blâme.
Je t'ai trop démasqué, je t'ai trop combattu;
Eh bien, encore un mot, & prononce toi-même,
Tu dois avoir un fils : lequel préferes-tu,
D'un ingrat légitime, ou d'un bâtard qui t'aime ?...

*(Par C. J. B. L***. de Rochemont.)*

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade est *Troupeau*; celui de l'Enigme est *Bonnet*; & celui du Logogriphe est *Lecteur*, où l'on trouve *Ut*, *Ré*, *Rue*, *Luc*, *Rêt*.

Digitized by Google

CHARADE.

Ami Lecteur, si Dieu vous prête vie,
Le temps vous rendra mon premier ;
Thémire s'embellit en faisant mon dernier ;
Et bien qu'oiseau, je la défie
De plumer mon entier.

(Par M. Lagache fils, d'Amiens.)

ÉNIGME.

Sous un air de douceur extrême,
Je suis hypocrite & sans foi :
Détruire tes voleurs & te voler toi-même,
Voilà, Lecteur, tout mon emploi.

LOGOGRIPHE.

Je suis avec six pieds un objet effroyable ;
Ote ma tête & mon accent,
Lecteur, je deviens à l'instant
Un objet agréable.

(Par M. Delorme l'aîné, de Lyon.)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

RECHERCHES historiques sur la connaissance que les Anciens avaient de l'Inde, & sur les progrès du commerce avec cette partie du Monde, avant la découverte du passage par le Cap de Bonne-Espérance; suivies d'un Appendix contenant des observations sur l'état civil, les Loix & les formalités judiciaires, les Arts, les Sciences & les Institutions religieuses des Indiens. 1 *Vol. in-8°. avec deux grandes Cartes, gravées en taille-douce. Traduit de l'Anglais de* W. ROBERTSON, *Docteur en Théologie, Membre de la Société Royale d'Edimbourg, Principal de l'Université, & Historiographe de S. M. B. pour l'Ecosse. A Paris, chez* Buisson, *Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20. Prix, 5 liv. 10 s. br. & 6 liv. 2 s. franc de port pour tous les Départemens.*

CE Livre est également recommandable par l'importance du sujet & par les talens

Digitized by Google

connus de l'Auteur. On sait que M. Robertson s'est acquis une grande réputation dans le genre de l'Histoire, où il a porté beaucoup de connaissances & de jugement. C'est sans contredit un des meilleurs Historiens de notre siècle. Il excelle sur-tout à rassembler des résultats lumineux sur une foule d'objets épars dans les Annales des Nations, & confondus dans la nuit des siecles : ces objets sont précisément ceux qui sont les plus propres à nous faire bien connaître le génie, les mœurs & les progrès des différens Peuples dans toutes les époques où nous pouvons les atteindre, & ce sont en même temps ceux qu'avaient trop négligés la plupart des Historiens, infatigables narrateurs de combats & de conquêtes, & qui semblent avoir pensé que les Nations n'existaient que dans les Dynasties Royales. C'est sous ce rapport que M. Robertson me paraît avoir possédé la vraie science de l'Histoire. Nul n'a mis plus de méthode & de clarté dans des Recherches aussi pénibles qu'utiles ; nul n'a porté dans le dépouillement des Ecrivains originaux, & dans la comparaison des autorités une critique plus éclairée : en un mot, nul ne remplit mieux le premier devoir de tout Ecrivain, qui est d'instruire. Il écrit d'ailleurs avec cette sagesse tranquille, qui est plus près de la vérité que de l'éloquence, mais qui convenait au but

Digitized by Google

qu'il se proposait particuliérement dans ses Ouvrages. On avouera que dans ce résumé rapide sur l'état des Peuples de l'Europe, depuis la chute de l'Empire Romain, qu'il a mis à la tête de son *Histoire de Charles-Quint*, il y avait beaucoup plus à juger & à réfléchir qu'à se passionner ; & ce résumé est un morceau fini, qui n'avait de modele ni chez les Anciens, ni chez les Modernes.

Le style de Tite-Live aurait pu convenir davantage à la *Découverte de l'Amérique*, & celui de Tacite à la rivalité de Charles-Quint & de François I^er^. Mais il n'y a que les Critiques bornés qui veuillent tout assujettir à un même modele ; c'est un travers de l'admiration aveugle. Il faut admirer, sans doute, ces fameux Ecrivains de l'Antiquité ; mais il faut permettre aux Modernes d'avoir une maniere différente, pour arriver à un but différent. La haute éloquence était très-bien placée dans le récit de ces grands événemens, & dans la peinture de ces hommes rares, qui semblent n'appartenir qu'à la majesté des anciennes Républiques. Il faut un autre esprit & un autre style pour répandre la lumiere sur dix ou douze siecles de barbarie qui composent notre Histoire moderne jusqu'à Louis XIV, pour marquer dans ces longues ténebres tout ce qui mérite d'être connu, & il fallait pour y réussir

Digitized by Google

le caractere d'esprit & de style de M. Robertson.

Je ne lui reprocherai donc point de n'avoir pas mis dans sa diction toute la magnificence que pouvait comporter l'étonnante conquête d'un Nouveau-Monde ; mais j'observerai que la crainte de paraître, en sa qualité de Protestant, un juge trop sévere de ces expéditions religieuses & guerrieres, souillées de tant de cruautés, l'a fait tomber dans une espece de partialité toute contraire, qui le porte à trop affaiblir les justes reproches qu'ont élevés tous les Ecrivains, & même ceux de l'Espagne, contre la barbarie des Conquérans de l'Amérique. La cause de l'humanité devait être défendue & vengée avec plus de vigueur. Quant à la partie du Commerce, elle est supérieurement traitée ; on y retrouve M. Robertson tout entier.

Je ne crois pas non plus qu'il ait pesé dans une balance bien exacte Charles-Quint & François I^er. : il la tient à peu près égale entre ces deux Princes, dont l'un était incontestablement très-supérieur à l'autre, sous tous les rapports du Gouvernement. François n'était autre chose qu'un brave Soldat, & n'eut que le courage d'un Aventurier, sans aucune des qualités d'un Roi. Charles, quoiqu'il n'eût, comme tous les Despotes, aucune morale, avait une grande tête de Souverain & de Politique,

& connaissait l'art de régner. On avait toujours reproché aux Auteurs Anglais trop d'animosité contre la France; M. Robertson est peut-être le seul qui ait montré trop de prédilection en sa faveur; mais c'est au moins une partialité purement d'opinion & très-désintéressée; peut-être même ne venait-elle que d'une excessive crainte de paraître injuste : *In vitium ducit culpæ fuga.*

Il était loin de ces différens écueils dans l'Ouvrage sur l'Inde que nous annonçons ici. La nature du sujet & l'époque des recherches l'éloignent de tout intérêt particulier, & ne lui laissent que celui de la vérité, qui a été, pendant toute sa vie, l'objet de ses études. Il était plus à portée que personne de la découvrir : on sait que les Anglais, possesseurs de l'Inde, ont su l'étudier & l'examiner en Savans & en Philosophes; c'est aux Ecrivains de cette Nation que nous devons les connaissances les plus sûres concernant cette partie du Monde, qui, de tout temps, a excité la curiosité des hommes instruits, en même temps qu'elle allumait la cupidité des Nations. L'espace nous manque pour donner ici une analyse complette & détaillée du Livre de M. Robertson. Un Ouvrage si profond & si substantiel mérite d'être étudié à toutes les pages. L'Auteur s'occupe principalement à chercher quelles étaient

Digitized by Google

les routes du commerce de l'Inde avec l'Europe, avant que les progrès immenſes de la navigation nous aient conduit dans ces contrées par le vaſte circuit que décrivit Gama, en partant des bornes de l'Océan Atlantique, pour paſſer le long des côtes de l'Afrique, par le Cap de Bonne-Eſpérance, dans la Mer du Sud, & remonter dans l'Océan Indien. Ce nouveau chemin ouvrit les Indes à tous les Peuples navigateurs de notre Europe. Auparavant elles ne communiquaient avec notre Occident que par le Golfe Arabique & le Nil, ce qui fit d'Alexandrie, ſituée ſur notre Méditerranée, l'entrepôt de l'Orient & de l'Occident, pendant tant de ſiecles; la richeſſe de l'Egypte & la grandeur de Veniſe, qui, attachée au commerce maritime dès ſon origine, allait, ſous la protection des Puiſſances qui furent ſucceſſivement maîtreſſes de l'Egypte, chercher au port d'Alexandrie & dans les Echelles du Levant les marchandiſes de l'Inde, & en fourniſſait toute l'Europe. Pour avoir une idée de l'opulence où Veniſe s'éleva par cette voie, il faut voir les juſtes appréciations de M. Robertſon.

» Dès l'inſtant où le goût du commerce commença à ſe reproduire en Europe, les Vénitiens eurent une très-grande part au commerce de l'Orient. Cette part augmenta de plus en plus, & pendant une grande

Digitized by Google

partie du 15^e. siecle, on peut dire qu'ils le faisaient presque seuls. Ce monopole eut les suites qu'il ne manque jamais d'avoir par-tout où il n'y a pas de concurrence, & où le Marchand peut faire la loi aux acheteurs, & régler lui-même le prix des marchandises qu'il livre. Ses profits furent exorbitans. On peut se faire quelque idée de leur étendue pendant plusieurs siecles, en suivant le taux de l'intérêt de l'argent. C'est-là sans contredit la regle la plus infaillible à laquelle on puisse s'attacher dans l'estimation du profit que rendent les principaux fonds employés dans le commerce; car suivant que l'intérêt de l'argent hausse ou baisse, le gain résultant de son usage doit nécessairement varier & devenir excessif ou modéré. Depuis la fin du 11^e. siecle, jusqu'au commencement du 16^e., période pendant lequel les Italiens déployerent tout leur génie pour le commerce, le taux de l'intérêt fut extrêmement élevé. Il était ordinairement de 20 pour cent, quelquefois au dessus; & jusqu'à l'an 1500, il n'avait jamais été au dessous de 10 ou 12 pour cent dans aucun endroit de l'Europe. Si les profits d'un commerce aussi étendu que celui des Vénitiens répondaient à ce haut prix de l'argent, il ne pouvait manquer d'être pour eux une source abondante de richesses, aussi bien pour l'Etat que pour les Particuliers. Les Historiens de ce temps

Digitized by Google

parlent donc de la situation de Veniſe, au période que nous avons ſous les yeux, en termes qui ne peuvent convenir à celle d'aucun autre pays de l'Europe. Les revenus de la République & les tréſors amaſſés par les Particuliers, ſurpaſſaient tout ce que l'on ſavait à cet égard des autres pays. Dans la magnificence de leurs maiſons, la richeſſe de leur ameublement, la quantité de leur vaiſſelle en or & en argent, & dans tout ce qui pouvait contribuer à l'élégance ou à l'éclat dans leur maniere de vivre, les Nobles de Veniſe effaçaient le luxe des plus grands Monarques au delà des Alpes; & toute cette pompe n'était point l'effet d'une prodigalité auſſi vaine qu'inconſidérée; c'était la ſuite naturelle d'une heureuſe induſtrie, qui, après avoir accumulé les richeſſes avec facilité, avait le droit d'en jouir avec éclat «.

Faut-il s'étonner ſi Veniſe traverſa de toutes ſes forces l'Etabliſſement des Portugais dans l'Inde, après le paſſage de Gama? Cette Puiſſance, élevée par un commerce excluſif des marchandiſes de l'Inde, les Vénitiens la voyaient tomber, ſi d'autres Nations allaient chercher ces mêmes marchandiſes dans l'Inde même; & c'eſt ce qui arriva, malgré les efforts de Veniſe, qui alla juſqu'à fournir tous les ſecours poſſibles au Soudan d'Egypte & au Grand-

Digitized by Google

Seigneur, pour chaſſer les Portugais des mers de l'Inde. Quand on voit un pays d'obédience comme Veniſe s'unir à des Infideles contre des Chrétiens ſoumis comme elle au Pape, on peut penſer ce qu'eſt au fond la Religion des Puiſſances, miſe en balance avec l'intérêt.

L'Auteur, qui veut toujours ſe rendre compte de tout, explique par des raiſons très-vraiſemblables, & dont il faut voir le détail dans ſon Ouvrage, pourquoi les divers dominateurs de l'Aſie laiſſerent ſi long-temps l'Egypte, toujours ſoumiſe & même eſclave, en poſſeſſion de ce riche commerce des Indes; pourquoi les Perſes, entre autres, ne firent jamais ce commerce que par terre, avec beaucoup de difficultés & d'inconvéniens, quoiqu'ils euſſent une voie de communication ſi ſûre & ſi commode par le Golfe Perſique dans l'Océan Indien. Il obſerve très-judicieuſement que peu de temps après le paſſage du Cap de Bonne-Eſpérance, Solyman, le plus éclairé des Empereurs Turcs, maître de l'Egypte par la conquête de ſon prédéceſſeur Selim, & ſentant combien il était important pour lui de concentrer ſur la Mer Rouge & le Nil tous les débouchés du commerce des Indes, envoya une puiſſante flotte pour détruire les Etabliſſemens Portugais. Elle fut battue, & Solyman, occupé d'autres guerres, ne put ſuivre ce

Digitized by Google

projet. Mais quelle eût donc été, comme le remarque fort bien M. Robertson, la prépondérance de cette Maison Ottomane, aujourd'hui si humiliée, si elle eût pu joindre à ses forces militaires, qui alors faisaient trembler l'Europe, l'avantage incalculable de posséder exclusivement les trésors de l'Inde par le commerce d'Alexandrie ! C'est à quoi mit obstacle fort heureusement pour nous la mémorable découverte de Gama, qui, en traçant le chemin des Indes à travers l'étendue de l'Océan, rendit bientôt ce chemin familier à tous les Européens, & réduisit à fort peu de chose l'entrepôt autrefois si fameux du port d'Alexandrie.

On a souvent dit que l'Europe s'appauvrissait en exportant son or dans l'Inde. M. Robertson combat cette opinion : voici ses raisons. » Cette erreur n'est venue que du peu d'attention que l'on a fait à la nature & à l'usage des métaux précieux. On doit les envisager sous deux points de vue différens, ou comme des signes que toutes les Nations civilisées sont convenues d'employer pour apprécier ou pour représenter la valeur & du travail & des *autres* marchandises, & par ce moyen faciliter l'achat du premier & le transport des autres, des mains d'un propriétaire dans celles d'un autre; où l'on peut considérer l'or & l'argent comme étant en eux-mêmes des mar-

Digitized by Google

chandiſes ou des objets de commerce que l'on ne peut acquérir que par des objets équivalens. C'eſt ſous ce point de vue que l'on devrait enviſager l'exportation des métaux précieux en Orient ; car, comme la Nation qui les exporte ne peut les obtenir que par le produit de ſon propre travail & de ſon induſtrie, ce commerce doit, *quoique non pas* d'une maniere auſſi précite & auſſi directe que celui d'Amérique, contribuer à augmenter l'induſtrie générale & l'opulence de l'Europe. Si pour prix des rixdales néceſſaires au maintien de ſon commerce avec l'Inde, l'Angleterre eſt obligée de donner une certaine quantité de ſes étoffes de drap, ou de coton, ou de ſa quincaillerie ; alors les bras d'un plus grand nombre d'ouvriers ſont mis en mouvement, & il s'exécute une portion d'ouvrage qui, ſans ce commerce, n'aurait pas lieu. La Nation recueille tout le bénéfice qui vient de l'augmentation de l'induſtrie. Avec l'or & l'argent que ſes manufactures ont acheté dans l'Occident, elle peut ſe montrer dans les marchés de l'Orient, & l'exportation tant redoutée de ces métaux dans l'Inde, eſt ce qui enrichit le Royaume au lieu de l'appauvrir «.

Il nous apprend auſſi comment on apprit dans notre Occident à manufacturer la ſoie & à élever l'inſecte travailleur qui la produit. On ſait que les Chinois étaient

Digitized by Google

originairement & furent pendant long-temps les seuls dépositaires de cette science. Constantinople même sous les Empereurs Grecs, malgré sa magnificence & ses Arts, était obligée de tirer la soie des Perses, qui la recevaient des Indiens & des Chinois. » Justinien, désirant non seulement de s'assurer une provision suffisante d'une marchandise dont l'usage était devenu indispensable, mais encore jaloux d'affranchir le commerce de ses sujets des exactions de ses ennemis, s'efforça, par le moyen de son allié, le Roi Chrétien d'Abyssinie, d'enlever aux Perses une partie du commerce de la soie. Il ne réussit pas dans cette entreprise; mais au moment où il s'y attendait le moins, un événement imprévu lui procura, jusqu'à un certain point, la satisfaction qu'il désirait. Deux Moines Perses ayant été employés en qualité de Missionnaires dans quelques-unes des Eglises Chrétiennes, qui, comme nous le dit Cosmus, étaient établies en différens endroits de l'Inde, s'étaient ouvert un chemin dans le pays des Seres ou la Chine. Là, ils observerent les travaux du ver à soie, & s'instruisirent de tous les procédés par lesquels on parvenait à faire de ses productions cette quantité d'étoffes dont on admirait l'élégance. La perspective du gain, *ou peut-être une sainte indignation de voir des Nations Infideles seules*

en possession d'une branche de commerce si lucrative, leur fit prendre sur le champ la route de Constantinople. Là, ils expliquerent à l'Empereur l'origine de la soie & les différentes manieres de la manufacturer, mysteres jusqu'alors inconnus, ou dont on n'avait qu'une idée très-imparfaite en Europe. Encouragés par ses promesses libérales, *ils s'engagerent d'apporter* dans la Capitale un nombre suffisant de ces étonnans insectes, aux travaux desquels l'homme est si redevable. En conséquence, ils remplirent de leurs œufs des cannes creusées en dedans; on les fit éclore dans la chaleur d'un fumier; on les nourrit des feuilles d'un mûrier sauvage, & ils multiplierent, & ils travaillerent comme dans les climats où ils avaient attiré pour la premiere fois l'attention & les soins de l'homme. On éleva bientôt un grand nombre de ces insectes dans les différentes parties de la Grece, & sur-tout dans le Péloponnese. Dans la suite, & avec le même succès, la Sicile essaya d'élever des vers à soie, & fut imitée, de loin en loin, par différentes villes d'Italie. Il s'établit dans tous ces endroits des manufactures considérables, dont les ouvrages se faisaient avec la nouvelle soie du pays. On ne tira plus de l'Orient la même quantité de soie; on conçoit que les Sujets des Empereurs Grecs ne furent plus obligés d'avoir re-

Digitized by Google

cours aux Perses pour leur provision, & il se fit un changement considérable dans la nature des rapports commerciaux de l'Europe & de l'Inde ".

Indépendamment de ces rapports que l'Auteur considere sur-tout dans les temps antérieurs au passage du Cap, on rencontre dans son Ouvrage une foule de détails savamment approfondis sur l'ancienne Géographie des Indes, comparée aux Cartes modernes, sur la route d'Alexandre dans ces contrées, sur la Religion & la Philosophie des Bramies, sur les Arts, les Mœurs & la Poésie des Indiens; sur les Auteurs qui en ont parlé, &c. L'Auteur répand la lumiere sur tous ces objets intéressans, & montre un jugement exquis dans toutes les questions où la distance des temps & des lieux oblige la raison de s'en tenir aux conjectures.

La traduction de cet excellent Ouvrage est sans doute un service rendu aux Lettres; mais elle aurait pu être beaucoup plus soignée du côté de la diction, qui est en général négligée, incorrecte, & qui offre même des fautes de Grammaire inexcusables, comme *des Autels coloſſales*, *des milles Anglaiſes*. Ces deux mots sont du masculin. Les fautes d'impression fréquentes & graves, sur-tout dans des sujets où un mot mis pour un autre change tout, & ne peut être suppléé que par le Lecteur

Digitized by Google

savant, ajoutent encore aux défectuosités de cette Traduction. Il serait à souhaiter que dans une nouvelle édition d'un Ouvrage de ce mérite, toutes ces imperfections disparussent, & que la correction du style & l'exactitude typographique rendissent la version digne en tout de l'original.

ANNONCES ET NOTICES.

ON mettra en vente, Lundi 1^er^. Octobre, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N^o^. 18, la 51^e^. Livraison de L'ENCYCLOPÉDIE, par ordre de Matieres.

Cette Livraison est composée de la douzieme Partie des Planches d'Histoire Naturelle (*Insectes*), par M. Bonnaterre; du Tome VI, 2^e^. Partie de l'Histoire Naturelle (*Insectes*), par M. Olivier; du Tome II, 2^e^. Partie, (*Agriculture*), par MM. Thouin, Tessier & Fougeroux; & du *Dictionnaire* des Amusemens & Sciences Mathématiques & Physiques, avec Figures.

Le prix de cette Livraison est de 41 liv. en feuilles, & de 42 liv. 10 s. brochée.

Le *Dictionnaire* des Amusemens & Sciences Physiques & Mathématiques, se vend séparément, en feuilles, 28 liv. 15 s. avec les Planches, & 30 liv. 5 s. broché.

Digitized by Google

LE FÉDÉRALISTE, ou Collection de quelques Ecrits en faveur de la Constitution, proposée aux Etats-Unis de l'Amérique par la Convention convoquée en 1787; publiés dans les Etats-Unis par MM. Hamilton, Madisson & Gay, Citoyens de l'Etat de New-Yorck. 2 Vol. in-8°. de plus de 900 pages. Prix, 9 liv. br. & 10 liv. francs de port. A Paris, chez Buisson, Impr-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20. On en a tiré quelques Exemplaires sur papier fin vélin. 13 liv. broch. & 14 liv. francs de port.

FRAGMENS DE POLITIQUE ET D'HISTOIRE, par L... S... Mercier, Auteur de l'*An 2440*, & Député à la Convention Nationale. 3 Vol. in-8°. formant 1200 pages, imprimés sur caracteres de Didot. Prix, 12 liv. br. & 13 liv. 10 s. francs de port. A Paris, chez Buisson, Lib. rue Haute-feuille, N°. 20.

DROITS DE L'HOMME, 2e. Partie, réunissant les principes & la pratique; par Thom. Payne, Secrétaire du Congrès pour le Département des Affaires Etrangeres, pendant la guerre d'Amérique, & Auteur de l'Ouvrage intitulé *le Sens commun* : traduit de l'Anglais sur la 3e. édition;

Digitized by Google

in-8°. Prix, 2 liv. br. & 2 liv. 10 s. franc de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Imp-Libr. rue Haute-feuille, N°. 20; & Tétu, Imp-Lib. même rue, N°. 14.

ESSAI SUR LA LÉGISLATION CIVILE, dédié à la premiere Législature; par un Patriote de Tours. Brochure. A Paris, chez Quenette, Libraire & Commissionnaire pour les Départemens, rue de la Harpe, N°. 172.

AVIS.

JOURNAL DE PARIS. Ce Journal, qui n'a rien de commun avec l'ancien *Journal de Paris*, entrepris sous les auspices de la Liberté & de l'Égalité, a commencé à paraître le 10 de ce mois.

On souscrit à Paris, au Bureau général, rue de Seine, Fauxbourg St-Germain, N°. 1405, moyennant 3 liv. par mois, & 9 liv. par trimestre pour Paris, & 3 liv. 10 sous & 10 liv. 10 s. pour les Départemens.

TABLE.

ÉPITRE.	85	*Recherches historiques.*	92
Charade, Enig. Log.	91	*Notices.*	106

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 27 Septembre 1792.

SECONDE ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du dimanche, 16 septembre.

Après la lecture d'une foule de lettres d'adhésion, un député du département de Saone & Loire rend compte de l'empressement avec lequel ses concitoyens ont formé & équipé quatre bataillons & une compagnie franche. Rien n'a égalé le zèle des administrateurs, si ce n'est le dévouement des administrés. Le bataillon de ce département, maintenant en garnison à Béfort, manquoit de linge; l'administration en est informée, & en quatre jours, deux mille chemises ont été faites & envoyées; le bataillon les a reçues.

Le comité des finances fait mettre à la disposi-

Digitized by Google

tion du ministre de l'intérieur les fonds nécessaires pour la continuation des travaux de Cherbourg. — Sur la proposition d'un membre du comité des assignats & monnoies, l'Assemblée accorde dix mille livres pour la découverte d'un timbre sec & perfectionné.

Au nom de la commission militaire, M. *Letourneur* fait un rapport sur les moyens d'accélérer les travaux du camp de Paris. Le plan de M. *Belair* ayant paru trop vaste pour que ce directeur pût raisonnablement répondre de son exécution, dans l'espace de temps donné, pour le mettre en état de résister à l'ennemi, la commission s'est déterminée à y faire concourir, l'administration des ponts & chaussées qui, par son organisation & par la nature de ses services, peut en rendre de très-utiles dans cette circonstance. En conséquence, elle propose & l'Assemblée adopte un projet de décret divisé en quatre titres dont le premier est relatif à l'organisation des travaux de M. *Belair*; le second concerne les travaux qui seront dirigés par les ingénieurs des ponts & chaussées; le troisième & le quatrième, règlent les appointemens des employés, les frais de voyage, de logement, &c.

D'après le vœu de son comité des finances, l'Assemblée met à la disposition du ministre de l'intérieur pour les travaux de 1792 & pour les frais d'administration des écoles gratuites des ponts & chaussées, la somme de six millions & celle d'un million pour les travaux extraordinaires des ponts & chaussées autres que ceux de Cherbourg, pour l'entretien des phares, tonnes & balises pour lesquels il n'y a point encore de fonds affectés.

Digitized by Google

M. *Goyer* obtient la parole pour présenter une analyse rapide des papiers trouvés tant au château des Tuileries que chez l'intendant de la liste civile. L'Assemblée applaudit à ce travail ; elle en décrète l'impression & l'envoi aux armées, aux départemens & à toutes les municipalités de l'Empire.

Le ministre de l'intérieur vient rappeller l'attention du corps législatif, sur un fait de la plus grande importance. Chargé de la surveillance générale de la police du royaume, il a voulu approfondir un bruit répandu depuis quelques jours dans la capitale ; on disoit que les premiers jours de ce mois, quatre ou cinq cents personnes avoient été arrêtées, & que les prisons étoient garnies autant qu'avant la journée du 2 septembre. Le ministre a trouvé le fait exact. Il a requis les registres d'écrous, il n'y en avoit pas. Il n'a pu obtenir que la représentation des ordres qui avoient déterminé les arrestations. Les uns sont partis de la municipalité, les autres des sections ; ceux-ci ont été lancés par des individus, ceux-là par des comités. Quelques-uns des ces ordres sont motivés, la plupart ne le sont pas. Le ministre remet les pièces sur le bureau, & l'Assemblée les renvoie à la commission extraordinaire pour en faire le rapport.

On cherche à agiter le peuple par des bruits tantôt exagérés, tantôt alarmans. Hier, on répandoit la nouvelle d'une grande victoire, aujourd'hui on débite celle d'une défaite complette. Pour faire cesser ces inquiétudes, M. *Coustard* s'est transporté, par ordre de la commission extraordinaire, dans les bureaux du ministre de la guerre, afin de vérifier les différens rapports qui s'y trouvent. Il en résulte que M. *Dumouriez*

Digitized by Google

avec 26,000 hommes seulement a résisté à 60 mille qui l'ont attaqué sur trois points ; qu'il les a repoussés sur deux ; mais que l'ennemi a pénétré sur le troisième. Par la réunion de MM. *Kellermann*, *Bournonville* & des bataillons de Paris, M. *Dumourier* est aujourd'hui à la tête de 80,000 hommes, sans compter les bataillons qui lui arrivent du Midi, & les gardes nationales qui arrivent de toutes parts.

M. *Vergniaux*, en partageant la juste confiance que fait naître cette imposante réunion de forces, ne peut dissimuler plus long-temps ses inquiétudes sur la lenteur des travaux du camp de Paris, où il n'a vu que des ouvriers mercenaires & indolens. Il s'afflige de cette espèce de torpeur dans laquelle paroissent ensevelis les citoyens restés à la garde de la capitale. Il en trouve la cause dans les proscriptions passées, dans le bruit des proscriptions futures qui ont répandu la consternation & l'effroi. L'homme de bien se cache, quand le crime se commet impunément. Il est des hommes au contraire qui ne se montrent que dans les calamités publiques, comme il est des insectes malfaisans que la terre ne produit que dans les orages. Ces hommes répandent sans cesse les soupçons, les méfiances, les jalousies, les haines, les vengeances. Dans leurs propos séditieux, ils aristocratisent, si l'on peut s'exprimer ainsi, la vertu même, pour acquérir le droit de la fouler aux pieds ; ils démocratisent le crime pour le commettre avec impunité.

« O citoyens de Paris, je vous le demande avec la plus profonde émotion, ne démasquerez-vous jamais ces hommes pervers qui n'ont, pour obtenir votre confiance, d'autres droits que la bassesse de leurs moyens & l'audace de leurs

Digitized by Google

prétentions ?... Abjurez donc vos dissentions intestines ; que votre profonde indignation pour le crime, encourage les hommes de bien à se montrer, & vous verrez aussi-tôt se réunir à vous une foule de défenseurs de la liberté. » L'Assemblée invite M. *Vergniaux* à lui présenter un projet de proclamation pour engager les citoyens à se réunir aux ouvriers du camp de Paris. Car tout citoyen doit être ouvrier puisqu'il s'agit de la défense de tous.

M. *Goyer* avoit rendu compte des papiers trouvés au château des Tuileries & des manœuvres de la cour ; M. *Aubert* demande à la fin de cette séance, que M. *Goyer* soit interpellé, par l'organe de M. le président, de déclarer s'il s'est trouvé parmi les archives de la perfidie, la moindre indication de trahison contre un des membres de l'Assemblée. M. *Goyer* répond qu'aucun député, excepté M. *Blanzgilly*, n'étoit inculpé par les pièces trouvées au château.

Du dimanche, séance du soir.

Le ministre de la justice fait passer à l'Assemblée une lettre de M. *Truguet* chef d'escadre, actuellement en rade à Toulon & un extrait du procès-verbal de tout ce qui s'est passé à l'occasion de l'inauguration du bonnet de la liberté sur le vaisseau commandant dans le port. L'Assemblée en décrète la mention honorable & l'impression.

On fait lecture d'une adresse du conseil-général de la commune de Maubeuge, qui annonce que cette ville est à la veille d'être assiégée. Les ennemis se sont présentés au nombre de 4000, & sont entrés dans le fauxbourg où ils ont commis beaucoup de brigandages. La

Digitized by Google

garnison qui n'est composée que d'un bataillon, ne peut promettre une défense soutenue. Elle est d'ailleurs dénuée de tout ce qui est nécessaire pour résister au moindre effort des ennemis. Cette adresse est renvoyée au pouvoir exécutif.

La municipalité de Rouen a pris l'arrêté de suspendre l'envoi de toutes farines & grains. La ville de Perpignan s'oppose aussi au départ des farines pour les armées. Le ministre de la guerre qui fait part de ces faits à l'Assemblée, la prie de mettre un frein à ce désordre & d'arrêter, par les mesures les plus promptes, les suites funestes que cet exemple pourroit entraîner. La demande du ministre est renvoyée à la commission extraordinaire pour en faire incessamment son rapport.

Le colonel du 104e. régiment d'infanterie, après avoir témoigné, au nom des soldats, le plus profond mépris pour les calomnies répandues contre ce corps, offre à l'Assemblée le produit d'une collecte faite dans son régiment pour les veuves & orphelins des citoyens morts dans la journée du 10. — Une députation vient dénoncer l'incivisme d'une grande partie des hussards de la liberté, casernés à l'école militaire. Renvoyé au comité de surveillance. — Une lettre des administrateurs du département du Pas-de-Calais, annonce que les rôles des impositions pour 1792, sont faits & mis en recouvrement.

Du lundi, 17 septembre.

On a vu dans la dernière séance que la municipalité de Rouen s'étoit permise de mettre des entraves à la libre circulation des grains. Voici le décret rendu sur cet objet, dont les disposi-

Digitized by Google

tions s'étendent à tous les corps administratifs qui seroient tentés de suivre un si dangereux exemple.

« Art. Ier. Il sera envoyé à Rouen, pour vérifier les faits dénoncés, deux commissaires pris dans le sein de l'Assemblée nationale. »

« II. Ils seront autorisés à suspendre les corps administratifs, s'il y a lieu. »

« III. Il est défendu, sous peine de mort, aux commissaires du pouvoir exécutif de requérir, & aux corps administratifs de consentir ou d'ordonner la disposition des grains & farines amassés dans les magasins nationaux, exclusivement destinés à la subsistance des armées; & il est défendu aux gardes-magasins d'obéir à de pareilles réquisitions. Tous les corps administratifs devant, sous leur responsabilité, assurer l'exécution des lois sur la libre circulation de grains; tout administrateur qui contrariera ou n'assurera pas par les réquisitions nécessaires, & par tous les moyens qui sont en son pouvoir, l'exécution desdites lois, sera puni de mort. »

« IV. Les départemens ordonneront, dans le jour de la publication du présent décret, qu'il sera fait dans chaque commune & chez les marchands de bleds & tous autres dépositaires, un recensement de ses grains. »

« V. Le recensement fait, les départemens indiqueront par un arrêté pris sans délai la quantité de grains que chaque commune devra porter aux marchés publics, dans la proportion de celle qu'elle possède. »

« VI. Si quelques cultivateurs, propriétaires ou marchands de bled refusoient d'obéir aux arrêtés du département & aux réquisitions des municipalités à cet égard, leurs grains seront con-

Digitized by Google

séqués, sur-le-champ transportés dans les magasins nationaux, & ils seront punis d'un an de gêne. »

« VII. Les corps administratifs qui auront fait prendre des grains ou farines dans les magasins nationaux, seront tenus de les faire rétablir en nature dans la huitaine, sous peine de trois mois de gêne. »

« VIII. Les commissaires de l'Assemblée nationale feront toutes les proclamations nécessaires pour l'instruction du peuple, & feront parvenir à l'Assemblée nationale les renseignemens sur les motifs qui ont déterminé l'arrestation des grains. Ils sont autorisés à suspendre l'exécution des délibérations qui tendroient à faire retirer des grains des magasins nationaux, ou qui seroient contraires en quelque manière aux dispositions du présent décret. »

« IX. Le présent décret sera envoyé aux 83 départemens. »

Le maire de Nantes fait parvenir à l'Assemblée le serment prêté individuellement par les députés de la Loire inférieure à la convention nationale. Ils ont juré de maintenir de tout leur pouvoir la liberté & l'égalité, de maintenir l'unité de l'Empire François, la sûreté des personnes & le droit sacré des propriétés, ou de mourir à leur poste pour les défendre. Tel fut aussi le serment de l'Assemblée quand le salut de la France, reposa tout entier dans ses mains, & ce serment ne sera pas vain. On va le voir au milieu des provocations au meurtre & au pillage, opposer le front redoutable du courage & de la vertu à la lâche audace du vice, faire pâlir le crime & réduire les coupables au silence. Déjà le ministre de l'intérieur avoit instruit l'As-

Digitized by Google

semblée que, pendant la nuit, le garde meuble avoit été forcé & volé. Déjà elle avoit reçu une adresse de la commune d'Amiens qui lui dénonçoit un écrit imprimé & signé des administrateurs du conseil de sûreté publique à Paris, contenant des inculpations contre plusieurs membres de l'Assemblée nationale, & une invitation à tous les départemens d'imiter la *mesure* par laquelle leurs frères de Paris se sont *délivrés des conspirateurs* qui se trouvoient dans les prisons, lorsque M. *Roland* est venu confirmer lui-même tous ces attentats. On demandoit le renvoi au comité, mais M. *Cambon* veut que l'Assemblée accomplisse son serment; qu'elle meure, s'il le faut, pour sauver la France, & que la France soit sauvée. Il demande que la force publique soit requise, & que toutes les autorités constituées soient appellées à la barre pour recevoir les ordres de l'Assemblée. Cette proposition est décrétée.

Le comité de l'ordinaire des finances fait décréter plusieurs articles additionnels à la loi du 27 août dernier concernant le *visa* & l'enregistrement des effets au porteur, pour en rendre l'exécution plus facile aux agens du trésor public.

M. le maréchal *Luckner* écrit, de Châlons, que d'après les différentes lettres qu'il a reçues, & le rapport d'un officier de l'armée de *Dumouriez*, il résulte que ce général a levé son camp de Grand-Pré, & s'est rendu à Dommartin, où son arrière-garde a été attaquée avec succès par l'ennemi. Le 16, il a campé à Brau. Toutes ses forces étoient réunies, les esprits étoient calmes. M. le maréchal se plaint de l'indiscipline qui règne dans le camp de Châlons. De trois bataillons de volontaires auxquels il avoit donné l'ordre de se rendre à

Digitized by Google

l'armée de *Dumourier*, un seul avoit voulu marcher.

Le ministre de la guerre vient bientôt après communiquer à l'Assemblée une lettre de M. *Dumourier*. « Soyez sans inquiétude, lui écrit il ; mon arrière-garde est maintenant en bon ordre. L'ennemi n'a pas paru ; il s'est borné à recueillir ce qui a été abandonné par les nôtres qui ont vu quelles peuvent être les suites terribles d'une terreur panique. Dix mille François ont fui devant 1500 ennemis. J'ai commencé les exécutions, j'en ferai de terribles. Je vais vous renvoyer les bataillons qui ont abandonné leurs canons. Je préfère avoir mille ou deux mille hommes de moins, & ne point avoir de lâches. »

L'Assemblée s'occupe ensuite du licenciement des régimens suisses, & d'après le rapport de son comité diplomatique, elle adopte la disposition suivante :

« L'Assemblée nationale, considérant que la satisfaction qu'elle a déjà témoignée & qu'elle réitère, au nom de la nation, des services des régimens suisses, & l'intention qu'elle a notifiée de continuer à vivre avec la nation suisse en bonne intelligence & en bon voisinage, ne peuvent faire regarder le licenciement & le désarmement de ces régimens, que comme une mesure nécessitée par les circonstances du nouvel ordre de choses établi en France, & par la pénurie trop certaine d'armes, renvoie les réclamations des régimens suisses au pouvoir exécutif, à l'effet de négocier avec la dignité & la générosité convenables, soit les indemnités qui peuvent résulter du licenciement, soit pour le prix des armes, sauf la ratification du corps législatif. »

Digitized by Google

M. *Lasource* annonce à la fin de cette séance, que la commission, chargée d'un travail particulier, sur les moyens de faire renaître l'ordre dans la capitale, fera son rapport ce soir. Elle a senti que toutes les mesures partielles étoient inutiles, & qu'il en falloit prendre une grande qui attaquât le mal dans sa racine.

Du lundi, séance du soir.

Les prisonniers de Ste Pélagie adressent à l'Assemblée une pétition pour la supplier de veiller à leur sûreté. Ils craignent à chaque moment d'être égorgés. A cette lecture, un sentiment de douleur & d'indignation éclate dans l'Assemblée. On attendoit un rapport du comité de surveillance. M. *Vergniaux* observe que ce rapport ne pourra être fait que demain, & qu'il importe de ne pas retarder les précautions. S'il n'y avoit, ajoute-t-il, que le peuple à craindre, je dirois qu'il y a tout à espérer; mais il y a des satellites de Coblentz, des scélérats soudoyés pour semer la discorde, répandre la consternation & nous précipiter dans l'anarchie. M. *Vergniaux* explique ensuite comment sont décernés les mandats d'arrêt. La commune de Paris s'en repose à cet égard sur son comité de surveillance. Ce comité donne à des individus le droit de faire arrêter ceux qui leur paroîtront suspects, ceux-ci le subdélèguent encore à d'autres affidés dont il faut bien seconder les vengeances, si l'on veut en être secondé soi-même. Voilà de quelle étrange série dépendent la vie & la liberté des citoyens! Voilà en quelles mains reposent la sûreté publique! M. *Vergniaux* demande que les membres de la commune répondent, sur leurs têtes, de la

Digitized by Google

sûreté de tous les prisonniers. — Cette proposition est décrétée.

M. le maire se présente à la tête d'une députation de la commune. Il a toujours fait ce qui a dépendu de lui pour le maintien de l'ordre & le rétablissement de la tranquillité ; mais il a souvent gémi de son impuissance. Dans les momens de crise, les magistrats devroient être les premiers avertis, & c'est toujours lui qu'on avertit le dernier. Il assure qu'il a donné les ordres les plus précis & les plus rigoureux. M. le président a répondu que l'Assemblée pénétrée, toute entière, plutôt que de souffrir plus longtemps l'audace & l'impunité du crime. Il a notifié le décret qui déclare tous les membres de la commune, responsables, sur leur tête, de la sûreté des prisonniers, & qui lui ordonne de présenter, sans délai, les motifs qui ont déterminé les mandats d'arrêt qu'elle a lancés contre tant d'individus. — M. le maire observe que la commune entière ne sauroit être responsable de ces mandats ; que le comité de sûreté, c'est-à-dire un petit nombre de ses membres, les a décernés & que lui seul doit en répondre. La loi, réplique M. *Vergniaux*, qui attribue à la commune de Paris, le droit de décerner des mandats d'arrêt, ne l'autorise pas à déléguer ce droit ; il est de son devoir, & de son devoir rigoureux d'en rendre compte.

Du mardi, 18 *septembre*.

Une lettre du commandant de Sedan, annonce qu'il a trouvé cette ville livrée aux plus affreuses agitations ; que le peuple s'est porté à des violences envers plusieurs particuliers suspects ; mais que ses soins ont bientôt rétabli le

Digitized by Google

calme. Cinq mille hommes composent la garnison au dedans ; un camp retranché, défendu par un nombre égal d'hommes & par six redoutes, la protège au dehors dans la partie qui n'est pas garantie par les inondations ; ainsi point d'inquiétude sur la défense de cette place.

Le ministre de la guerre demande qu'il soit mis à sa disposition un fonds de trente millions pour les dépenses des camps de Soissons, Châlons, Meaux, &c. & un fonds supplémentaire de quatre millions pour le service des étapes & convois militaires. M. *François de Neufchâteau* communique, à ce sujet, un nouveau système de défense adopté dans les départemens de la Meurthe & des Vosges. Des ingénieurs ont choisi des postes avantageux & des positions militaires. On y place de l'artillerie & l'on y forme des petits camps, où cent hommes campent pendant deux jours & sont relevés par cent autres. Des signaux sont établis au moyen desquels 4 ou 5000 gardes nationaux peuvent se réunir en un instant dans les camps où ils ont chacun un poste déterminé à l'avance. Le plan de défense est très bon pour harceler l'ennemi, pour retarder sa marche ; pour employer les gardes nationales sédentaires qui malgré leur bonne volonté, ne peuvent résister dans les villes & villages ouverts. Mais il faut des règles pour l'établissement & l'approvisionnement de ces postes. M. *François* demande que le comité militaire en fasse un rapport. Cette proposition est décrétée.

Les commissaires envoyés à l'armée du Midi rendent un compte sommaire de leurs opérations. C'est le résumé des différentes lettres qu'ils y ont successivement écrites, à l'Assemblée. Les commissaires ont terminé leur mission par

Digitized by Google

la revue du port de Toulon. L'arsenal est dans un dénument absolu d'armes & de munitions. Le fort qui garantit la rade, n'est en état de défense que depuis un mois. Les nombreux renseignemens qu'ils ont recueillis, mettront à même le pouvoir exécutif actuel de réparer les trahisons de l'ancien.

La discussion s'est établie sur le projet de décret relatif au divorce. Plusieurs articles sont décrétés, sauf rédaction.

Du mardi, séance du soir.

On a vu par combien d'horribles efforts les ennemis intérieurs de la France cherchent à renverser les lois, & anéantir la liberté publique. Parmi tant de plans de conjuration successivement adoptés, découverts & abandonnés, il en est un qui pour être plus caché n'en est pas moins réel, c'est de tâcher d'exciter l'indignation de toute l'Europe, & d'allumer la haine de toutes les puissances, contre le peuple François, en violant sous différens prétextes, les droits de l'hospitalité envers les étrangers, & particulièrement les Anglois, la seule nation dont la neutralité soit bien prononcée relativement aux affaires de la France. Dans cette séance, un Anglois vient se plaindre d'un de ces attentats dont il n'est pas la première victime parmi ses compatriotes. Deux huissiers & leurs satellites sont venus chez lui, & sans examen l'ont entièrement dépouillé de son mobilier; linge, bijoux, argent, assignats, tout a été la proie de ces gens à plume. Ils ont chassé de sa maison une dame Angloise, & sa domestique, & cela sans aucun motif. L'Assemblée indignée de la conduite qu'on a tenue envers cet étranger, charge le ministre de la justice de

lui rendre compte sous huit jours des mesures prises pour faire droit à la réclamation. M. *Kersaint* saisit ce moment pour déchirer entièrement le voile qui couvroit un plan auquel selon lui des autorités constituées semblent être attachées. Il accuse la commune de Paris de favoriser les excès auxquels on se porte journellement envers les étrangers & sur-tout les Anglois ; soit en leur refusant des passe-ports, soit en les inquiétant de toutes les manières dans leur domicile.

Une lettre officielle des colonies, datée du Cap le 29 juillet, annonce que cette ville ne présente plus dans les trois couleurs qu'un rassemblement de frères & d'amis prêts à se dévouer pour faire renaître de ses cendres la partie du Nord souillée de tous les forfaits commis par les brigands. Cette réunion s'est opérée à la fédération du 14 juillet dernier. Les gardes nationales donnèrent un repas aux citoyens de couleur, nègres libres, & aux troupes de ligne. L'égalité, cette première vertu civique, parut effacer même jusqu'aux nuances de couleur qui distinguoient les oppresseurs des opprimés, & la fraternité étouffa toutes les haines & toutes les vengeances. — Une seconde fête patriotique dont les noirs firent les frais eut aussi lieu le 20 du même mois. La confiance fut plus intime des deux côtés. Cette lettre sera imprimée & envoyée aux départemens & à l'armée.

Le ministre de l'intérieur rend compte à l'Assemblée de quelques faits qui prouvent que le vol du garde-meuble, n'est pas l'effet d'une filouterie ordinaire, mais qu'il tient à un plan combiné de dévastation. Il ne conçoit pas par quelle fatalité, malgré les réquisitions qui ont été faites à la force armée, la garde du dépôt ne s'est pas trou-

Digitized by Google

vée plus nombreuse ; comment, au lieu de factionner au dehors, elle s'est tenue dans l'intérieur. Il demande pourquoi cette nuit même après l'annonce des dangers qu'on pourroit courir, les postes de l'Assemblée nationale étoient généralement dégarnis. Enfin il observe que M. *d'Aubigny* dont les vols ont déshonoré l'écharpe qu'il avoit usurpée, a été relâché dans les jours des exécutions populaires, & qu'il aspire aujourd'hui à être employé dans une commission. M. *Roland* conclut que dans ces momens de troubles, il faut à l'Assemblée nationale *une force armée* continuellement à sa réquisition & capable de maintenir, à l'abri de toute atteinte, & les représentans de la nation & son trésor & ses archives, & ses enfans, pour qu'un seul individu ne puisse craindre d'être troublé dans son repos par l'audace d'un seul brigand.

D'après un rapport sur l'administration des monnoies, & la proposition de M. *Cambon* l'Assemblée autorise le pouvoir exécutif à renouveller tous les commissaires des monnoies & à supprimer tous les adjoints. Elle décrète une réduction dans les traitemens des employés dans l'administration des finances.

Du mercredi, 19 septembre.

Les commissaires chargés de l'examen & du dépouillement du livre rouge, dénoncé par M. *Servan*, en font le rapport. Ce livre rouge étoit une note des fonds que les ministres de la guerre puisoient dans différentes caisses particulières, & qui servirent à alimenter les faveurs de la cour, l'Assemblée en supprimant ces caisses, charge l'agent du trésor public de poursuivre la restitution des sommes qui en ont été distraites depuis 1782, & d'appeller en garantie les sieurs *Monta-*

Digitized by Google

barrey, *Ségur*, *Latour-du-Pin* & autres ministres chacun dans ce qui les concerne, comme ayant autorisé & tourné à leur profit des paiemens injustes, & dilapidé les deniers publics.

M. *Laroque*, commandant de Philippeville, écrit à l'Assemblée que la garnison pleine de zèle & d'ardeur, a repoussé l'ennemi qui s'étoit présenté sous les murs de cette ville.

M. *Roland*, dont le zèle & l'activité ne laissent échapper aucun des détails de son immense administration, toujours ardent à poursuivre les abus, vient dénoncer une nouvelle dépédation. M. *Palloy*, chargé d'arrêter l'incendie des petits bâtimens tenant au château des Tuileries, au lieu de se borner à exécuter cette mission, a fait des démolitions considérables & a occasionné au préjudice de la nation, une dépense de plus de 300,000 livres, il est parti pour les frontières sans laisser aucun compte & sans payer les ouvriers. Une cabale inexplicable entrave sans cesse les mesures que prend le ministre pour la sûreté des propriétés nationales. Il n'a pu obtenir aucun renfort pour la garde des Tuileries & celle du garde-meuble. Il se plaint encore de n'avoir pu parvenir à rassembler le nombre de juges de paix nécessaire pour procéder à la levée des scellés mis dans ces deux édifices. L'Assemblée décide que ces scellés seront levés dans le jour, & elle nomme deux commissaires pour y assister.

On sait que des hommes perfides provoquent les vengeances populaires contre ceux des représentans du peuple qui ont manifesté des opinions qu'ils pouvoient émettre librement, même en les supposant erronnées & dangereuses. La commission extraordinaire instruite par des rapports officiels que le jour où ces députés cesseront

Digitized by Google

leurs fonctions est le jour qui doit éclairer ces vengeances, a cru qu'il suffisoit, pour prévenir cet attentat de le dénoncer au peuple lui-même. En conséquence elle présente à l'Assemblée un projet d'adresse aux Français, où elle rappelle les principes, garans éternels de la liberté publique & individuelle. L'Assemblée adopte cette adresse & décrète que les loix sur l'inviolabilité seront imprimées à la suite.

Une lettre de M. *Camus*, archiviste, annonce que 201 députés à la Convention sont venus se faire inscrire. L'Assemblée autorise les commissaires de la salle à délivrer des passe-ports à ceux des députés non élus à la Convention qui désireront retourner dans leur pays.

Voici le décret que l'Assemblée a rendu sur la sûreté & sur la police de Paris.

« 1°. L'asyle de tout citoyen sera inviolable pendant la nuit; d'un soleil à l'autre il ne pourra être fait d'arrestation que dans le cas de flagrant délit, auquel cas il ne pourra être procédé à l'exécution du mandat d'arrêt qu'avec l'assistance du juge de paix des lieux.

« 2°. A défaut des formalités prescrites par l'article précédent, le citoyen pourra user pour sa défense, de tous les moyens qui seront en son pouvoir, & les auteurs de cette tentative seront punis comme coupables d'attentats contre la sûreté individuelle.

« 3°. Dans le lieu du rassemblement d'une légion, le canon d'alarme ne pourra être tiré & le tocsin sonné que par ordre de l'Assemblée nationale. Quiconque en donneroit l'ordre, seroit puni comme perturbateur de la tranquillité publique. »

Digitized by Google

Décret relatif à la police.

« Art. I. Les citoyens domiciliés à Paris seront tenus de se faire enregistrer dans la section de leur domicile. »

« II. Ils seront également tenus de déclarer leur domicile, le temps de leur arrivée, le changement de leur domicile & leurs occupations ordinaires. »

« III. Il sera délivré à chaque citoyen un extrait de l'enregistrement signé par le président & les secrétaires de la section. »

« IV. Les citoyens seront tenus de présenter leur carte à la première réquisition des officiers de police & aux commandans de la force armée. »

« V. Le citoyen qui ne montrera pas sa carte, sera conduit à la section dont il sera réclamé; dans le cas où il ne seroit pas reconnu, & où il y auroit fait une fausse déclaration, il sera conduit à la municipalité, & de-là remis dans le lieu de son domicile, afin qu'on s'y assure de sa personne. »

« VI. Les étrangers arrivant à Paris, seront tenus de faire dans les 24 heures la déclaration ordonnée par la loi; les maîtres d'hôtels garnis seront tenus d'en donner connoissance à leurs hôtes. »

« VII. Ceux qui changeront de domicile, feront de même leur déclaration à leur nouvelle section, & dans le cas où ils ne sortiroient pas de leur arrondissement, ils indiqueront leur nouvelle demeure; ceux qui présenteront une fausse carte, seront punis de six mois de gêne. Chacun signera sur le registre & la carte. »

« VIII. Il sera procédé, dans le délai de trois

Digitized by Google

jours, à la réélection des membres de la municipalité dans les formes de la loi du 1er. mars 1790. »

« IX. Il sera procédé, dans le même délai, à l'élection des commissaires de police. Ces commissaires seront tenus de se renfermer dans leurs fonctions, ils ne pourront envoyer dans les maisons d'arrêt les personnes domiciliées & arrêtées, sans avoir la signature de deux commissaires de la section. »

« X. La municipalité se conformera à la loi pour les mesures de sûreté générale. »

« Indépendamment de la peine de deux ans de gêne, portée contre les fauteurs d'arrêts arbitraires, ceux qui seront proposés pour les poursuivre, & qui ne l'auroient pas fait, subiront cette même peine. »

« XI. Les mandats d'arrêts seront délibérés par le maire & par quatre officiers municipaux. »

« XII. Les officiers municipaux donneront connoissance à l'Assemblée nationale, dans le délai de trois jours, des mandats d'arrêts & des motifs qui les auront déterminés. »

« XIII. Le ministre de la justice & l'accusateur public près le tribunal criminel, sont spécialement chargés de la poursuite de ceux qui ordonneroient ou signeroient des ordres d'arrestations arbitraires. »

Le ministre de la guerre avoit donné l'ordre de transporter 1900 fusils de Saint-Omer à Rheims. A leur passage à St.-Quentin, des bataillons se sont permis de se saisir de ces armes. Dans le tumulte, un grand nombre de fusils ont été brisés ou perdus. Ainsi les calculs du ministre pour l'armement d'une partie des troupes cantonnées à Rheims, se trouvent dé-

Digitized by Google

rruits. L'Assemblée charge le pouvoir exécutif de faire exécuter à la rigueur, les loix portées contre tous ceux qui entravent ses opérations.

Au nom des comités diplomatique & militaire, M. *Dumas* fait un rapport sur l'échange des prisonniers de guerre. En le fondant sur les principes de la liberté & de l'égalité, il rappelle les anciens erremens que l'on suivoit à cet égard. Par exemple, dans les guerres d'Allemagne il y avoit un tarif pécuniaire. Un lieutenant général se payoit 25 mille florins, & un capitaine ne se payoit que 10 florins. Il y avoit aussi des tarifs inégaux suivant la différence de grades. Un capitaine se rendoit pour tant de soldats, & un général pour un nombre déterminé d'officiers.

Voici le décret que l'Assemblée adopte :

« Art. 1. Il n'y aura aucun tarif pécuniaire pour l'échange, selon les différens grades, que dans les termes relatifs aux grades correspondans dans les armées ennemies. »

« II. Il n'y aura point de tarif d'échange tel qu'un officier ou sous-officier, de quelque grade qu'il soit, puisse être échangé contre un plus grand nombre d'individus de grade inférieur. »

« III. La base commune des échanges, qu'aucune modification ne pourra altérer, sera d'échanger homme pour homme, grade pour grade. »

On dénonce successivement des infractions aux loix, & des actes arbitraires commis dans différens lieux par des commissaires, se disant porteurs de pouvoirs de la municipalité de Paris. Dans le département de l'Aube, un M. *Yon* a assemblé le peuple & lui a désigné ses administrateurs comme les ennemis du bien public.

Digitized by Google

Ils ne peuvent plus sans danger, remplir leurs fonctions, & ils adresseut leur démission à l'Assemblée nationale. A Ris & dans les communes voisines, d'autres commissaires ont pris les chevaux, & emporté les armes des citoyens. Mais là ils ont été arrêtés par la municipalité de Ris, qui a jugé, avec raison, qu'elle avoit la police de son territoire. L'Assemblée ordonne le renvoi à la commission pour en faire le rapport.

Un délit d'un autre genre est dénoncé par le ministre de l'intérieur. C'est un arrêté du département du Var pour convoquer à Avignon une réunion de commissaires à l'effet de pourvoir à la défense de ces contrées. Cette mesure fendroit nulles les dispositions générales du pouvoir exécutif.

Dans le cours de cette séance l'Assemblée a mis au rang des biens nationaux ceux que possède en France l'ordre de Malthe, pour être administrés & vendus dans la même forme & aux mêmes conditions que les autres domaines nationaux. Les usufruitiers actuels, seront payés sur le trésor public, à titre de pension du revenu net des bénéfices de Malthe ou pensions sur lesdits bénéfices dont ils jouissoient, à la déduction des dîmes, droits féodaux supprimés sans indemnités, des pensions dont ils peuvent être grevés & du tiers du restant desdits revenus. Le pouvoir exécutif est chargé de régler avec l'ordre de Malthe, la somme annuelle pour laquelle la France contribuera à l'entretien du port & de l'hôpital de Malthe & pour les secours que les vaisseaux de cet ordre donneront au commerce maritime François dans la Méditerranée.

Digitized by Google

Du mercredi, séance du soir.

La séance s'ouvre par la lecture de la traduction littérale du bréve de commillio, impériale à la diète de Ratisbonne. L'Assemblée l'interrompt pour passer à l'ordre du jour.

M. *Chevalier*, huissier, avoit été chargé de la saisie des meubles & effets des princes émigrés, & le dépôt lui en étoit confié. Cependant des membres de la commune sont venus s'emparer de l'argenterie, en lui en remettant la décharge. L'Assemblée décrète que ceux qui ont signé cette décharge rendront compte des effets détraits, & que le pouvoir exécutif & les commissaires de la trésorerie nationale présenteront l'état de toute l'argenterie portée à l'hôtel des monnoies, soit par des particuliers, soit comme provenant des églises.

Au préjudice de la loi qui ordonne la libre circulation des personnes & des choses, & sans passe-port dans l'intérieur jusqu'à 10 lieues des frontières, les voyageurs & les voituriers étoient inquiétés dans leurs voyages. L'Assemblée décrète que les officiers municipaux, les commandans de la garde nationale qui arrêteroient les voyageurs, seront condamnés aux dommages & intérêts envers ceux qu'ils auroient troublés, & à une détention qui durera autant de jours qu'aura duré la détention des personnes ou des choses qu'ils auroient détenues ou retardées.

L'Assemblée fixe le sort des citoyens qui ont servi l'état en qualité de soldats, matelots, ou charpentiers &c. sur les vaisseaux de la ci-devant compagnie des Indes, en leur accordant, à raison de leurs services, le même traitement

que la loi du 30 avril dernier, accorde aux sous officiers & soldats des armées françaises.

La commission de correspondance propose un établissement de courriers composés de citoyens élus dans chaque section. Ils porteront soit aux différentes armées, soit dans les départemens les dépêches de l'Assemblée & du pouvoir exécutif. Leurs appointemens seront fixés à 600 liv. par an. Il leur sera compté, en outre, lorsqu'ils seront en course, 4 liv. par jour, indépendamment des frais de poste. Ce projet est adopté.

L'Assemblée décrète que l'archiviste convoquera les députés à la convention nationale, pour demain 20 septembre à 4 heures après midi, dans la salle de l'édifice national des Tuileries qui leur est destiné. Le maire de Paris donnera les ordres nécessaires pour faire fournir une garde aux députés de la convention nationale.

Du jeudi, 20 septembre.

M. *Théodore Lameth* prie l'Assemblée de porter un instant son attention sur l'affaire de son frère *Charles Lameth* arrêté à Barentin par l'ordre de la municipalité de ce lieu, & détenu au secret à Rouen depuis un mois. Muni d'un congé du maréchal *Luckner* qui lui indiquoit la ville de Beauvais, mais qui ne l'empêchoit point d'aller où bon lui sembleroit jusqu'à son expiration, il partit pour le Havre pour y conduire son épouse, & pour y régler des affaires importantes. Le comité de surveillance, chargé d'examiner les motifs de sa détention a pensé, néanmoins, qu'il étoit sorti du cercle de ses devoirs militaires, & l'Assemblée décide que le pouvoir exécutif

exécutif examinera s'il y a délit militaire dans la conduite de M. *Charles Lameth*. Elle le charge de prendre toutes les mesures nécessaires pour que M. *Lameth* ne soit exposé à aucune voie de fait dans la maison d'arrêt où il est détenu.

On se souvient que l'Assemblée constituante voulut réparer, autant qu'il étoit en elle, les persécutions exercées contre les religionnaires fugitifs, en les rappellant dans leur patrie, & en les faisant rentrer eux ou leurs enfans dans les biens dont ils avoient été si cruellement dépouillés. L'exécution de cet honorable décret avoit souffert des lenteurs; l'Assemblée décrète qu'il sera fait sans délai un tableau de tous les biens saisis sur ces exilés, lequel sera imprimé & affiché dans chaque tribunal de district. Les religionnaires absens, ou leurs successeurs pourront rentrer dans lesdits biens dans le délai de trois années *à compter de ce jour*; en se conformant d'ailleurs aux loix antérieures sur cet objet.

Une lettre du maire de Paris, annonce que cette ville est tranquille; malgré les efforts des agitateurs; la surveillance des bons citoyens redouble, & les conspirateurs ne pouvant plus se flatter de l'impunité, vont être obligés de fuir. Chaque section se fait un honneur & un devoir de protéger ce qui se trouve dans son enceinte.

Une loi a défendu aux fonctionnaires publics de percevoir deux traitemens. On avoit déjà dénoncé à l'Assemblée des membres qui conservoient le traitement des fonctions qu'ils avoient quittées, & n'en reçoivent pas moins leurs indemnités de députés. Elle ordonna alors la restitution de toutes les sommes touchées contre le vœu de la

Digitized by Google

loi. Cette dénonciation est répétée aujourd'hui; elle occasionne de vifs débats qui se terminent par l'invitation faite au commissaire de la salle de nommer les personnes accusées. Ce sont, répond le commissaire, MM. les évêques *de la Creuze*, *de l'Arriège*, & *du Calvados*. M. l'évêque de l'Arriège présente, se disculpe avec franchise, & prouve qu'il a restitué ce qu'il avoit touché contre le vœu de la loi. La justification de MM. *Huguet de la Creuze* & *Fauchet du Calvados* est ajournée pour cause d'absence.

L'Assemblée rétablit dans ses fonctions M. *Dulac*, officier dans l'armée ci-devant commandée par M. *Lafayette*. Cet officier suspendu par les commissaires de l'Assemblée, n'étoit coupable que d'une erreur bientôt abjurée dans le jugement qu'il avoit porté du général *Lafayette*.

Le ministre de l'intérieur prévient les membres de l'Assemblée qui sont députés à la convention nationale que la salle des Tuileries est prête pour les recevoir; il y met d'autant plus d'empressement, qu'il est instruit qu'une affiche a été faite, au nom de quelques députés de Paris pour inviter leurs collègues à se réunir ce matin aux jacobins pour s'y constituer.

Dans cette séance, l'Assemblée a rendu un décret qui règle les formes particulières de la comptabilité des ci-devant trésoriers & receveurs des Etats de Bourgogne, fait cesser leurs fonctions, & pourvoit à l'achèvement de leur exercice. Elle a terminé son décret sur le divorce.

Du jeudi, séance du soir.

La commission extraordinaire fait un rapport sur la vigoureuse résistance de Thionville dans la journée du 10 septembre. L'Assemblée décrète,

au milieu des plus vifs applaudiſſemens, que *Félix Wimpfen* commandant de Thionville, la garniſon & tous les citoyens de cette ville, ont honorablement défendu leur poſte & rempli leur devoir. Que les trois huſſards qui pendant que l'ennemi avoit inveſti la place, n'ont pas craint d'affronter les dangers qui les menaçoient, pour porter à Metz les dépêches dont ils étoient chargés, ſeront promus, par le pouvoir exécutif, au grade d'officier.

Les commiſſaires de la commune de Paris, viennent rendre compte de leur conduite relativement à la ſaiſie faite par eux des effets des princes émigrés. Comme ils n'ont pas ſatisfait à la loi qui porte qu'ils repréſenteront les effets en nature ou en récépiſſé, l'Aſſemblée ordonne que ces effets ſeront dépoſés à la tréſorerie, & que le miniſtre en rendra compte ſous 24 heures.

On ſollicite la levée des ſcellés appoſés ſur la caiſſe du commerce. L'Aſſemblée l'ordonne. Cette diſcuſſion en amène une autre ſur les dangers des établiſſemens des finances, qui ne ſont preſque jamais que les calculs de l'avidité ſur les beſoins du peuple. L'Aſſemblée décrète que le pouvoir exécutif ne pourra plus accorder des brevets d'invention aux auteurs des établiſſemens relatifs aux finances, & ſupprime l'effet de ceux qui auroient été accordés.

Le moment approche où l'Aſſemblée va ſe diſſoudre pour faire place à la convention nationale. Elle accorde différentes gratifications aux employés dans ſes bureaux, qui ont le mieux mérité, par leur application, & elle vôte des remercimens à la garde nationale pariſienne, pour le zèle qu'elle a mis dans le ſervice auprès du lieu de ſes ſéances.

Digitized by Google

Du vendredi, 21 septembre.

M. *François de Neufchâteau* demande qu'à l'instant où l'Assemblée sera instruite que la Convention nationale s'est constituée, elle cesse ses travaux ; qu'elle se transporte au lieu où les membres de la Convention nationale se sont réunis ; qu'elle les conduise dans la salle ordinaire des séances, & lui serve de garde d'honneur. L'Assemblée adopte ces propositions, & elle charge en même temps M. *François de Neufchâteau* d'être auprès de la Convention nationale l'organe de l'Assemblée législative.

M. le président prévient l'Assemblée que douze commissaires demandent à être introduits pour lui annoncer que la Convention nationale est constituée. Les commissaires entrent. M. *Grégoire*, l'un d'eux, porte la parole, & dit : « Citoyens, la Convention nationale est constituée. Nous venons de sa part vous annoncer qu'elle va se rendre ici pour commencer ses séances. »

L'Assemblée déclare que sa session est terminée. Elle se rend toute entière auprès de la Convention nationale.

CONVENTION NATIONALE.

Les citoyens qui composoient l'Assemblée législative arrivent dans la salle du château des Tuileries, où la Convention est réunie.

M. *François de Neufchâteau* porte la parole. « Représentans de la nation, l'Assemblée législative a cessé ses fonctions ; elle s'empresse de donner la première à tout l'Empire l'exemple de la soumission aux lois que vous allez rendre. Elle se félicite d'avoir déposé entre vos mains les rênes du gouvernement. Elle a arrêté que

Digitized by Google

son premier acte de simple citoyen seroit de servir de garde à la Convention nationale, & de lui offrir l'hommage de son respect, afin de donner à tous les François l'exemple de s'incliner devant la majesté du peuple que vous représentez. Nous nous félicitons de ce qu'à notre voix toutes les assemblées primaires de l'Empire ont adhéré à l'invitation que nous leur avons faite. Elles ont, en vous nommant, consacré les mesures extraordinaires qu'exigeoit le salut de 24 millions d'hommes contre la perfidie d'un seul. Les motifs de division doivent cesser. La nation entière est représentée, & vous allez établir une constitution sur les bases de la liberté & de l'égalité. Le but de vos efforts sera de donner aux François la liberté, des lois, la paix. La liberté, sans laquelle les François ne peuvent plus vivre; les lois, le plus ferme fondement de la liberté; la paix, seul & unique but de la guerre. La liberté, les lois, la paix : ces trois mots furent imprimés par les Grecs sur la porte du temple de Delphes; vous les imprimerez sur le sol entier de la France. Vous maintiendrez sur-tout, entre toutes les parties de l'Empire, l'unité du gouvernement dont vous êtes le centre & le lien conservateur, & ainsi vous recueillerez les bénédictions de vos concitoyens. » (On applaudit.)

La Convention nationale quitte la salle du palais des Tuileries, & se rend dans le lieu où le Corps législatif tenoit ses séances.

Elle arrive. *M. Pétion*, élu président, prend le fauteuil. MM. *Condorcet*, *Brissot*, *Rabaut Saint-Etienne*, *Veigniaux*, *Camus* & *Lasource*, s'asseyent au secrétariat. La séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal de la constitution

de l'Assemblée en Convention nationale. En voici l'acte.

« Les citoyens nommés par le peuple françois pour former la convention nationale, réunis au nombre de 371, après avoir vérifié leurs pouvoirs déclarent que la convention nationale est constituée. »

M. *Manuel* qui voit dans la réunion des représentans du peuple, une assemblée de philosophes occupés à préparer le bonheur du monde, demande que le président de cette assemblée, qu'il appelle le *président de la France*, soit logé dans le palais national des Tuileries, & que sans cesse environné des attributs de la loi & de la force, les citoyens soient tenus de se lever devant lui. Cette proposition est rejettée.

Plusieurs motions se succèdent. Elles sont combattues & soutenues tour à tour, sans amener aucune décision. M. *Danton* ci-devant ministre de la justice, actuellement mandataire du peuple, rallie les esprits & porte la délibération sur deux principes qui selon lui, doivent servir de première base aux travaux de la Convention. Déclarons d'abord que les représentans du peuple sont tous convaincus qu'il ne peut exister de constitution stable, qu'après l'acceptation nominative de la majorité des citoyens dans les assemblées primaires. Après cette déclaration, faisons en une autre non moins nécessaire. Il faut que la loi soit aussi terrible pour défendre la liberté & la tranquillité publique, que le peuple l'a été pour foudroyer la tyrannie. Déclarons que toutes les propriétés territoriales & industrielles seront éternellement maintenues. La délibération suivante est prise à l'unanimité.

Digitized by Google

La Convention nationale déclare qu'il ne peut y avoir de constitution que lorsqu'elle est acceptée par le peuple ; elle déclare que la sûreté des personnes & des propriétés est sous la sauve-garde de la nation ; que les loix non abrogées, les pouvoirs non suspendus sont provisoirement maintenus, & que les contributions publiques actuellement existantes seront perçues comme par le passé. »

Il est une déclaration, dit M. *Collot d'Herbois*, que l'Assemblée ne peut différer d'un seul instant, sans être infidelle au vœu de la nation, c'est l'abolition de la royauté. — L'Assemblée, par un mouvement spontané, se lève toute entière. *La royauté est abolie en France.* Ce décret sera proclamé demain solemnellement dans Paris, & porté par des courriers extraordinaires dans les départemens & aux armées.

Du vendredi, séance du soir.

Les ministres des affaires étrangères, des contributions & de la marine se présentent. Ils jurent de remplir, avec exactitude & fidélité, les devoirs imposés au premier conseil exécutif de la république françoise.

L'Assemblée conventionnelle, après une discussion sur l'économie intérieure des comités & de tout ce qui peut servir des travaux d'une grande Assemblée, procède à la nomination d'un vice-président. Elle décrète que les suffrages se donneront à haute voix. M. *Condorcet* est élu.

Deux sections de Paris viennent remercier l'Assemblée des décrets qu'elle a déjà rendus. Elles jurent le maintien de *la République*, la conservation des personnes & des propriétés. — Une députation de la municipalité de Versailles annonce,

Digitized by Google

que le département de Seine & Oise, outre les quatre bataillons qu'il a devant l'ennemi, vient d'en équiper cinq & de leur donner des pièces de canon. Ils sont en marche & ils ont juré de sauver *la République*.

Ce mot, *République*, n'est jamais entendu dans l'Assemblée sans exciter de vifs applaudissemens.

Du samedi, 22 septembre.

Le procès-verbal de la séance de la veille est daté de l'an premier de la *république françoise*. La Convention ordonne la suppression de tous les attributs de la royauté, quelque part qu'ils se trouvent, & la destruction de tout ce qui pourroit rappeller l'existence d'un gouvernement qui vient d'être rejetté. Le sceau sera chargé : il portera un faisceau surmonté du bonnet de la liberté, & pour exergue, *la république françoise*.

La discussion s'ouvre sur le renouvellement de tous les corps administratifs & judiciaires, dont la plupart sont composés d'hommes qui ont perdu la confiance de leurs concitoyens. Cette mesure est combattue par quelques membres, mais l'Assemblée se détermine par l'espérance, qu'une régénération absolue imprimera au corps politique une vigueur, un mouvement dont toutes les parties se ressentiront efficacement. Elle décrète le renouvellement, en y comprenant les municipalités & les juges de paix.

M. *Tallien* demande que les juges, dont l'élection va se faire, ne soient pas pris parmi les gens de loi exclusivement, mais que le peuple puisse les choisir parmi tous les citoyens. — Plusieurs membres défendent les intérêts des jurisconsultes, & peut-être, ceux là même de la justice, en faisant sentir combien d'étude & de lumières

Digitized by Google

sont nécessaires à celui qui remplit les fonctions de juge. Si jamais le seul sentiment de l'équité & le simple bon sens suffisent pour distribuer la justice, c'est quand nous aurons un code de lois bien simples & bien précises. Jusques-là, appeller aux fonctions de juge un homme qui ne connoîtroit ni les lois, ni les formes, ce seroit consentir au plus horrible des despotismes, ce seroit faire juger la loi, & non l'établir comme la règle des jugemens.

M. *Danton* invite l'Assemblée à préparer la régénération de l'ordre judiciaire; mais il croit qu'il faut laisser au peuple la plus grande latitude dans les choix de ses juges, bien certain que les justiciables ne nommeront que les hommes les plus capables de décider leurs contestations. L'Assemblée forme la discussion & proclamant le principe invoqué, elle déclare que le peuple a le droit de choisir ses juges parmi tous les citoyens de quelque classe qu'ils soient.

Une députation de la ville d'Orléans est admise à la barre, elle annonce que le plus grand désordre menace cette ville. Des magistrats coupables d'insouciance sur la misère du peuple, ont été suspendus par les assemblées primaires, & méconnoissant les droits du peuple, ils veulent conserver par la force un pouvoir que la confiance leur refuse. L'Assemblée décrète qu'elle enverra à Orléans trois commissaires qui prendront des informations sur les faits & employeront pour le retour du bon ordre & de la tranquillité, les moyens que leur sagesse leur suggérera.

Du samedi, séance du soir.

Une lettre du ministre de l'intérieur annonce que les nouvelles qu'il reçoit de Lyon sont très,

Digitized by Google

alarmantes ; que le pain & la viande y ont été taxés, par le conseil général de la commune, moitié au-dessous de leur valeur. Il prie l'Assemblée d'y envoyer des commissaires pour amener le retour du bon ordre. Cette proposition est adoptée.

Le moment où la Législature a cédé sa place à la Convention Nationale, & où celle-ci va soumettre la Constitution à un nouvel examen, seroit peut-être celui de jetter un coup-d'œil sur les travaux de ces deux Assemblées que l'on paroît disposé à juger si sévèrement, parce que l'on oublie les circonstances où elles se sont trouvées.

Quand on considère le point d'où est parti l'Assemblée Constituante, & celui où elle est arrivée, les obstacles sans nombre qu'elle a eu à vaincre, les préjugés qu'il a fallu détruire, & l'opinion qu'il s'agissoit, pour ainsi dire, de créer, il y auroit de l'injustice & même de l'ingratitude à lui reprocher d'avoir conservé au Gouvernement sa forme monarchique. Les instructions précises qu'elle avoit reçues de ses Commettans, le prestige de l'habitude qui maîtrise toujours les idées, l'influence de l'exemple des autres Nations, les élémens hétérogènes dont elle étoit composée, l'appréhension de ne pouvoir faire tout ce qu'elle eut osé, & peut-être aussi l'avantage

trompeur de donner plus d'intensité au Pouvoir exécutif, en le concentrant dans un Représentant héréditaire, tous ces motifs avoient pu la déterminer en faveur de la Royauté.

Sa seule faute est d'avoir présumé qu'après la fuite du Roi à Varennes, ses protestations & son parjure, la Nation pourroit avoir confiance en celui qui l'avoit déjà trompée.

La Monarchie une fois consacrée, l'Assemblée Constituante avoit entrevu tous les dangers d'une Régence longue & orageuse dont le choix même étoit un embarras de plus; elle avoit voulu prévenir le choc des factions, en laissant le Pouvoir exécutif dans des mains qu'elle croyoit satisfaites des avantages qu'elle lui avoit prodigués. Elle avoit mal jugé les Rois, & cette erreur a été la source des incertitudes, des tâtonnemens & des agitations de la Législature qui lui a succédé.

De la position du Roi qui ne prenoit dans la Constitution que les moyens d'influence qu'elle lui donnoit pour l'attaquer, en paroissant la respecter, & de celle de la Législature qui voyoit la liberté menacée sans pouvoir en acquérir des preuves convaincantes, étoit née cette défiance & cette fluctuation qui n'avoit pu lui assurer une majorité décidée. Les partisans de la Cour, que nous croyons pour la plupart être trompés

de bonne foi, s'imaginoient servir la Constitution en prenant la défense d'une autorité qu'elle avoit créée. Les amis plus clairvoyans de la liberté, qui soupçonnoient des trahisons & des perfidies, là où les autres ne voyoient que de la franchise ou l'inquiétude du doute, étoient forcés de sortir de la Constitution pour la mieux garantir. Cet état des choses explique toute la conduite de la Législature. Il falloit des circonstances extraordinaires pour détromper les uns, & fortifier les autres dans leur opinion. Les événemens du 10 Août ont fait jaillir la lumière, & c'est de ce moment que la Législature, a pris un caractère fixe, & que débarrassée de ses doutes, elle s'est mise au niveau de l'opinion.

En abolissant la Royauté, la Convention Nationale n'a fait que proclamer un Décret que tous les François avoient déjà porté. Il eût peut-être été à desirer qu'elle eût attendu, pour le rendre, la réunion de tous ses Membres, & qu'elle eût abordé la question de la théorie de la Royauté qu'elle a résolue plus par sentiment que par un examen approfondi des principes. Nous tâcherons d'y suppléer par quelques réflexions.

On doit peu s'étonner que la Royauté ait subsisté si long-temps en France, & que le Gouvernement Républicain soit encore si peu connu en Europe. Cette superstition

Digitized by Google

politique tient à une infinité de causes. Quoique les Peuples anciens n'aient pas eu en économie politique des notions parfaitement justes, ils avoient compris néanmoins que la Souveraineté résidoit essentiellement dans la volonté générale. La tyrannie des Rois les avoit dégoûtés du Gouvernement d'un seul. C'est toujours à l'éducation de l'expérience que les hommes s'instruisent ; mais la République de Rome, après avoir dévoré les autres Nations, tomba affaissée sous son propre poids. Les formes républicaines ne pouvoient plus convenir à cette immensité de territoire, & il étoit difficile de faire sortir la volonté générale de tant de Peuples de mœurs si diverses. La tyrannie des Chefs ramena les Romains à la servitude, & les Barbares n'eurent besoin que de paroître pour renverser ce colosse.

Ce fut là l'époque d'un nouvel ordre de choses qui a influé pendant quatorze siècles sur le sort de l'Europe. Ces hordes nombreuses, qui du Nord vinrent inonder l'Occident & le midi, & se partager les débris de l'Empire Romain, apportèrent avec elles le Gouvernement militaire, sans lequel de grandes armées ne pouvoient subsister. De la différence de condition entre les vainqueurs & les vaincus naquit la puissance féodale, cette irréconciliable ennemie des Droits de l'Homme, qui, tan-

Digitized by Google

tôt rivale des Rois, tantôt leur Alliée, s'accordoit toujours en un seul point, celui d'asservir la multitude; alors le titre de Citoyen fut oublié, & les droits politiques furent concentrés dans les différentes branches de la hiérarchie nobiliaire. L'affranchissement des Communes leur donna une foible part au Gouvernement; mais déjà il avoit pris une assiette fixe; & satisfaites de cette légère association, elles suivirent le mouvement politique sans se douter qu'elles pouvoient le maîtriser.

Une autre cause avoit contribué à fortifier cette idolâtrie royale. Les Prêtres qui osoient se dire les Juges des Rois, parce qu'ils se disoient les Représentans de Dieu; & qui, dans tous les temps, ont servi les tyrans qui les servoient à leur tour, firent descendre le despotisme du ciel, pour mieux l'établir sur la terre. L'ignorance qui pendant dix siècles couvrit l'Europe de ses ténèbres força les Peuples à fléchir devant cette double imposture, & quand les lumières leur ont révélé peu à peu le secret de leurs droits, tel a été le malheureux empire des préjugés & de l'habitude qu'ils ont obéi long temps aux tyrans, lors même qu'ils détestoient la tyrannie.

Les lumières conduisent à la liberté, mais ne la donnent pas toujours. La liberté, semblable à cet élément invisible, emprisonné dans tous les corps, a besoin de frottement

Digitized by Google

pour briser son enveloppe. Il n'est pas de notre sujet de retracer ici les différentes causes qui lui ont rendu parmi nous son activité. Elles agissent avec plus ou moins de lenteur dans tous les Gouvernemens de l'Europe, parce qu'ils portent avec eux le germe de leur destruction, & que l'excès du mal ramène toujours à l'ordre.

Mais en abolissant la Royauté, la Convention Nationale n'en a pas moins un des problêmes politiques le plus difficile à résoudre. On peut en poser ainsi les termes : *Trouver dans une société de 25 millions d'hommes un pouvoir exécutif qui ait assez d'action pour faire respecter les lois, et maintenir le gouvernement, sans porter atteinte à la liberté.*

Quand on remet ce pouvoir entre les mains d'un Roi héréditaire & inviolable, & qu'on y joint une liste civile immense, qu'en résulte t il ? c'est que, comme il est de la nature de tous les pouvoirs de tendre sans cesse à leur accroissement, il s'élève peu à peu une autorité rivale de l'autorité législative, toutes deux se livrent des combats qui entretiennent l'état dans une perpétuelle convulsion, jusqu'à ce que l'une ou l'autre ait succombé. Mais dans cette lutte réciproque, tous les avantages sont en faveur du pouvoir dont l'action est héréditaire, qui peut combiner à loisir tous ses moyens, qui dispose de la force armée,

Digitized by Google

communique directement avec les Corps Administratifs, correspond avec les Puissances étrangères, s'attache des partisans par les places qui sont à sa nomination, & a de plus tout l'or corrupteur d'une liste civile qui doit lui assurer, à la longue, la majorité du Corps Législatif. Celui-ci, au contraire, dont les Membres se renouvellent dans un période très-court, qui n'a que des lois à faire, & le maniement d'aucuns deniers publics, qui ne connoît de l'administration que ce que l'autre pouvoir n'osé lui dérober, peut être aisément trompé par les assurances perfides d'un ministère adroit que la responsabilité ne sauroit atteindre dans tous les points, & qui, sous le masque de l'adulation & d'un patriotisme simulé, peut creuser à la liberté un précipice effrayant, avant même que le Corps Législatif ait pu s'en appercevoir, & prendre des mesures pour s'en garantir. Dix mois d'expérience qui viennent de s'écouler, sont les annales éternelles de tous les pouvoirs exécutifs qui seront confiés à des Rois.

Il faut donc chercher dans le gouvernement une autre action qui lui en assure l'efficacité, sans exposer la liberté publique à des dangers aussi graves. La Convention Nationale cherchera, & trouvera sans doute cette juste mesure de mouvement qui exige toute la maturité de la réflexion; car ses

Digitized by Google

erreurs en ce genre préparoient au gouvernement des secousses dont la durée seroit incalculable. Que la Convention donne donc à cette discussion toute l'étendue qu'exige son importance. Qu'elle s'environne des lumières des Ecrivains qui ont médité sur ces grands objets politiques, qu'elle assure la liberté de la presse, en la purgeant de toutes les calomnies & des immondices dont la souillent tant de perturbateurs à la journée. C'est lorsqu'on va construire un édifice destiné à l'ornement des siècles, qu'il faut examiner les plans de tous les architectes; des *Michel-Ange* sortent souvent du sein de l'obscurité; & nous aussi nous apporterons le tribut de nos foibles esquisses.

C'est en s'élevant à la hauteur de son caractère que la Convention fera respecter la République. Il faut le dire, la Législature avoit laissé prendre aux Tribunes une influence trop peu conforme à sa dignité. Cette indulgence ne sert pas le Peuple qui a besoin de bonnes Loix, mais elle sert merveilleusement les agitateurs du Peuple qui le font agir souvent contre ses intérêts. Jamais les malveillans n'ont tant abusé du mot *Peuple*, que dans cette Révolution. Le Peuple est tout dans la République; il est la collection de tous les individus. Mais il n'exerce la *souveraineté* que dans les Assemblées primaires, ou par l'organe

Digitized by Google

de ses Représentans. Il seroit aussi ridicule de dire que le Peuple de Paris réside dans quelques groupes épars sur la terrasse des Feuillans, que de prétendre que le Peuple de Paris est celui de toute la France. Quand est-ce que nous nous formerons une idée juste & des mots, & des choses?

Depuis le Décret de sûreté générale rendu par la Législature, & auquel la Convention Nationale est déterminée d'ajouter de nouvelles mesures, les agitateurs ont moins de succès dans la Capitale. Les murs ne sont plus tapissés d'autant d'affiches de toutes les couleurs & de toutes les mesures. Celles qui se sont fait le plus distinguer étoient signées *Marat*, qui, à force de se dire l'*Ami du Peuple*, étoit parvenu à le faire croire, jusqu'à ce que le Peuple ait appris à reconnoître à d'autres titres ses véritables *amis*. Son opiniâtreté à dénoncer *Jérome Pétion* n'a pas peu contribué à dessillier les yeux les moins clairvoyans. Il est vrai que le reproche qu'il lui a fait n'est pas fort grave, c'est d'être *frisé*; comme l'étoit *Mirabeau*. Pendant long-temps les Jansénistes ont cru que la morale sevère consistoit à porter les cheveux plats. Les véritables Patriotes portent la livrée de la liberté dans le cœur.

Le même *afficheur* qui, à son tour, a été très-*affiché*, a dénoncé également tous

Digitized by Google

les Miniſtres comme des traîtres, hormis le Citoyen *Danton*. Il faut que celui-ci ne ſe ſoit point ſenti honoré d'une telle exception, car, dans la Convention, il s'eſt élevé fortement contre les agitateurs, & ſur-tout contre tout Dictateur, Triumvirs ou Décemvirs dont *Marat* provoquoit l'établiſſement.

Quoi qu'il en ſoit de ces ridicules motions de nos Républicains modernes qui conviennent ſi peu à la République, le calme commence à renaître dans la Capitale. Les Citoyens plus tranquilles ne s'empreſſent plus de s'exiler. On s'occupe dans les ſections de renouveller le conſeil de la commune.

Sur un réquiſitoire de la commune, il a été arrêté que MM. *Coret*, *Gaudichon*, *Ducheſne* & *Boula* remplaceront, au comite de ſurveillance, les 4 membres qui y avoient été introduits par M. *Panis*, & qui n'avoient pas été nommés par le peuple; ils ſont adjoints aux quatre anciens membres de ce comité.

Les Bataillons & la Gendarmerie de Paris continuent toujours à ſe rendre aux différentes armées. Depuis le 12, les Commiſſaires de la direction des poudres ont envoyé à l'armée *Dumourier* & *Kellermann*, plus de 300 mille cartouches. Chaque ſemaine, il en partira à-peu-près autant. Les

Digitized by Google

travaux du camp sous Paris ne se font pas avec autant d'activité qu'on le desireroit; plus de 300 canons de tout calibre sont déjà arrivés & 4000 hommes ont commencé à camper à la plaine de Clichy.

La proclamation du décret de la Convention qui abolit la Royauté, s'est faite dans la capitale avec beaucoup de solemnité. Des Commissaires de la Commune ont été chargés d'instruire *Louis XVI* de la teneur de ce décret.

La loi du divorce a déjà été mise à exécution. Le Juge de Paix de la Section de 1792 a légalisé la séparation convenue entre deux époux pour cause d'incompatibilité d'humeur: ils sont convenus de partager leurs biens par moitié; ils n'avoient point d'Enfans.

Pendant que les agitateurs & les brigands se croyoient tout permis, quelques scélérats se sont répandus dans les rues & dans les marchés de la Capitale. Ils arrachoient aux femmes leurs boucles d'oreille, leur croix & autres bijoux, sous prétexte qu'il falloit en faire un don à la patrie. Ils forcèrent les hommes à donner leurs boucles de souliers. Plusieurs même étoient revêtus de ruban tricolore, & pesoient dans des balances les bijoux qu'ils escroquoient, pour

Digitized by Google

donner à leur brigandage une sorte d'appareil patriotique & légal. Quelques uns ont été à l'instant, massacrés par le peuple, & d'autres ont été arrêtés.

Peu de jours après un vol d'une autre importance a été commis. D'autres Brigands s'étoient introduits pendant la nuit dans le Garde-meuble National; ils étoient montés par les cordes des réverbères qui tiennent à la colonnade de la place *Louis XV*, & de-là avoient enfoncé les fenêtres. Ils ont volé les bijoux & les diamans les plus précieux, parmi lesquels on compte le *regent*, le *sancy* & les *hochets du Dauphin*. On a su qu'il y avoit, depuis plusieurs jours, de fausses patrouilles; qu'on avoit négligé de donner le mot d'ordre, & que, dans cette nuit, les postes les plus voisins étoient mal garnis, celui du Garde-meuble s'étoit enfermé dans l'intérieur. Une patrouille peu nombreuse, dans laquelle étoit M. *Camus*, ayant entendu du bruit, a averti le poste du Garde meuble. Les voleurs qui paroissent avoir été très-nombreux se sont enfui, à l'exception de trois qui ont été arrêtés. A l'instant la commune a fait fermer les barrières, & on a fouillé très-scrupuleusement toutes les voitures. Plus de 30 personnes présumées complices, ont été arrêtées, & plusieurs diamans précieux retrouvés. Le Ministre de l'intérieur s'étoit plaint à l'Assemblée que ce vol tenoit

Digitized by Google

à un plan plus important qu'on ne penſoit. Deux de ces voleurs viennent d'être condamnés à mort. Ils n'avoient voulu rien révéler durant l'inſtruction, mais, après avoir entendu leur ſentence, ils ont promis de tout avouer, ſi on leur accordoit leur grace. Ils ont déclaré avoir enfoui des diamans dans une des allées des Champs-Eliſées. On les y a conduits & le fait s'eſt vérifié. Des perſonnes qu'on appelloit autrefois de *conſidération*, ont été déſignées & arrêtées; on a ſurſis à l'exécution des condamnés, & l'on eſpère tenir le fil de cette trame de brigandages.

La contagion des exécutions populaires s'eſt communiquée dans pluſieurs Départemens. Les Priſonniers d'Orléans qui avoient été transférés à Verſailles y ont été maſſacrés par le Peuple à l'exception de trois. A Lyon, le Peuple ou plutôt ſes inſtigateurs, ſe ſont portés à Pierre-en-Ciſe & dans les différentes priſons de la Ville, y ont immolé le plus grand nombre des priſonniers. De nouveaux troubles ſe ſont encore ſentir dans cette contrée. Le Peuple y a taxé les denrées à un prix fort inférieur. Les Officiers Municipaux ſe ſont conduits avec un courage qui honore leur humanité. Ils ont expoſé leur vie pour épargner au Peuple ce meurtre illégal. — Il n'eſt que trop vrai que M. *Larochefou-*

Digitized by Google

cault a péri misérablement à Gisors. Les habitans & la Municipalité ont employé tous leurs efforts pour arracher ce Citoyen des mains d'un Bataillon de Volontaires qui venoit d'arriver, & dont le zèle égaré a cru immoler un ennemi de la liberté, en égorgeant celui qui l'avoit défendue même sous l'ancien régime.

Nouvelles de nos Armées.

Armée du Nord. Les Autrichiens continuent toujours à ravager cette partie des frontières. On s'occupe sérieusement à la purger des brigands qui l'infestent. Les villes de Lille, Douai, Valenciennes, Lequesnoy, Maubeuge, &c. ont reçu des renforts considérables. Quelques lettres de Lille, du 20 de ce mois, annoncent que le Maréchal de camp *de Houx*, s'est mis en marche, à la tête de 12 mille hommes, pour faire le siège d'Ypres.

Armées du Centre. La jonction des trois armées commandées par M. *Kellermann*, *Dumouriez* & *Beurnonville*, s'est opérée le 19, près de St Menehould. Elles présentent actuellement un front de 70 mille hommes, dont plus de 12 mille de cavalerie. Le Général *Dumouriez* a fait justice des fuyards & des désorganisateurs qui avoient crié : *A la trahison & sauve qui peut.* L'armée, elle-même, a demandé la punition des lâches & des traîtres. Quarante Hussards du 2e. régiment, ci-devant Chamborant, dont le Général étoit si quiet, sont rentrés, amenant chacun un cheval pris sur l'ennemi. L'avant-

Digitized by Google

garde de M. *Duval* a pris, d'un coup de fusil, un Lieutenant & 20 Hussards Prussiens du régiment de *Koenler*.

Le 20, la colonne de M. *Kellermann* a été attaquée par les Prussiens. Il s'est engagé une très-vive canonnade dont voici les détails :

Lettre du Général Kellermann *au Ministre de la Guerre.*

Du Quartier-Général de Dampierre-sur-Ouvres, le 21 Septembre, à 9 heures du soir.

« Je m'empresse, Monsieur, de vous instruire de la journée d'hier. Les ennemis ont attaqué, dès la pointe du jour, M. *Desprez-de-Crassier*, qui commandoit mon avant-garde; il s'est replié sur moi, en se défendant avec valeur & intelligence. Les ennemis, en très-grand nombre, ont marché sur plusieurs colonnes. M. *de Valence*, à la tête des Grenadiers & des Carabiniers, les a contenus long-temps sur une hauteur en avant de celle où je formai mes troupes. Ne pouvant que difficilement pénétrer, ils ont prolongé leurs troupes par ma droite, sous la protection d'une immense artillerie. Je me suis alors rangé en bataille; & quelque désagréable que fût la position que j'avois prise, étant loin de croire qu'une aussi grande partie de leur armée eût passé par la tranchée de Grand-Pré, je lui ai présenté le combat depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir; ils n'ont jamais osé m'attaquer, malgré la bien grande différence du nombre, & la journée s'est passée en une canonnade

mennade de 14 heures de très-près, & qui nous a coûté beaucoup de braves gens. On dit que les ennemis ont prodigieusement perdu, & sur-tout de leur Cavalerie & de leur Artillerie. »

« Les troupes commandées par M. *Hemget*, Maréchal-de-Camp, que M. *Dumourier* avoit envoyées, ainsi que M. *Chazot*, Lieutenant-Colonel, pour renforcer mon armée, se sont brillamment conduites, & ont fait environ 50 Prisonniers. »

« J'ai gardé ma position jusqu'à dix heures du soir, & j'ai alors pris un autre camp sur la droite des ennemis, qui m'ont laissé faire mon mouvement, quoiqu'il n'ait été fini que ce matin, sans m'attaquer. »

« Je ne puis rendre assez de justice à la valeur & au zèle des Officiers-Généraux supérieurs & particuliers, & à la conduite des troupes. Je les ai vues perdre des rangs entiers par l'explosion de trois caissons incendiés par des obus, sans sourciller, ni déranger leur alignement. Une partie de la Cavalerie, & sur-tout les Carabiniers, ont été souvent exposés à un feu très-meurtrier; ils ont été des modèles de courage & de tranquillité. J'avois espéré que la Cavalerie ennemie engageroit le combat, & la mienne étoit disposée de manière à devoir espérer du succès. M. *Desseraremme*, Maréchal de Camp d'Artillerie, a eu, ainsi que moi, un cheval fortement blessé d'un coup de canon; & parmi nos Camarades que nous regrettons, se trouve M. *Lormier*, Lieutenant-Colonel, commandant un Bataillon de Grenadiers-Volontaires, Officier distingué de toutes manières. »

« Embarrassé du choix, je ne citerai, passé

ceux qui ont montré un grand courage, que M. *de Chartres* & son Aide-de-camp, & M. *de Montpensier*, dont l'extrême jeunesse rend le sang-froid, à un des feux les plus soutenus qu'on puisse voir, extrêmement remarquable. »

« La Nation Françoise, après ce que j'ai vu hier, peut être sûre que les soldats les plus aguerris ne doivent pas l'emporter sur ceux qui se sont consacrés à la défense de la liberté; ils ont montré que leur confiance en leurs Généraux étoit entière, par la manière dont ils restoient à des postes périlleux. M. *Dumourier* est venu passer plusieurs heures avec moi aux batteries, & m'auroit amené toute son armée s'il n'avoit craint d'être attaqué lui-même, il m'a envoyé plus de troupes que je n'aurois dû en espérer dans sa position, & je ne puis assez me louer de sa conduite avec moi. »

« Ma perte se porte à environ 250, tant tués que blessés. Je ne dois pas vous laisser ignorer non plus que MM. *Fabrefon*, *Auftace* & mon aide-de-camp *Lajolet*, se sont conduits de la manière la plus distinguée dans l'affaire d'hier. »

« Je vous enverrai par la prochaine occasion des pauvres veuves que je vous prierai de recommander au corps législatif, pour leur faire obtenir des secours. »

Le Général en Chef de l'Armée du Centre.

Signé, KELLERMANN.

La trouée qu'a fait l'ennemi par Grandpré, ne paroît pas lui être fort avantageuse. Des dépêches du Général *Kellermann* du 23, annoncent que les Prussiens n'ont pas osé attaquer,

Digitized by Google

& le Général *Dumourier* écrit qu'il étoit toujours content de sa situation ; que les ennemis sont dans la plus grande détresse, qu'ils meurent de faim eux & leurs chevaux, & ne peuvent tenir plus de deux ou trois jours. Ce Général a cru devoir donner des ordres pour la levée du camp de Châlons, qu'il destine à quelque opération.

Thionville. Des renforts ont été jettés dans cette place, tant infanterie que cavalerie. Le Général *Félix Wimpfen* continue à faire la plus meurtrière & la plus glorieuse défense. L'ennemi n'a pas encore entrepris d'ouvrir la tranchée devant cette place. Le Général le harcele par des sorties fréquentes & vigoureuses.

Armée du Midi. Des dépêches officielles annoncent que M. *Montesquiou* est entré le 19 en Savoie, avec une armée de 15 mille hommes. La Convention Nationale a nommée MM. *Gasparin*, *Lacombe Saint Michel* & *Dubois de Crancé*, trois de ses Membres, pour se rendre dans cette armée & y surveiller les opérations militaires. On présume que l'on sera entré également du côté du Var.

SUEDE.

La Proclamation du Duc-Régent, pour se faire pardonner sa clémence envers les complices d'*Ankastroëm*, a eu l'effet qu'elle devoit produire ; le Peuple a abjuré ses erreurs & ses rigueurs, il a applaudi enfin

Digitized by Google

à l'humanité éclairée du Régent. Les Dalécarliens, ces Peuples presque entièrement sauvages, qui se nourrissent en grande partie d'écorce d'arbre, qui vivent ensevelis dans les mines de cuivre, & à qui par conséquent l'existence des Rois devroit être si indifférente, ont été de tous les Suédois ceux qui ont donné le plus de regrets à la mort de *Gustave III*; ils étoient ceux qui demandoient le plus hautement des punitions terribles : on est parvenu à les calmer comme les autres. Cet amour pour leurs Rois n'est pas chez ces Peuples une superstition politique : ils n'ont pas, à cet égard, plus de superstition que de principes. Mais ces hommes sauvages sont très-sensibles : avec quelques paroles touchantes il a toujours été facile aux Rois de Suède de s'en faire adorer; & on sait qu'aucun Prince n'a eu plus que *Gustave III* l'hypocrisie de la sensibilité.

L'administration du Duc-Régent s'exerce toujours sur le même esprit, c'est-à-dire sur un esprit entièrement opposé à celui du feu Roi. Le Baron *d'Oxenstiern*, que *Gustave* avoit envoyé auprès des Princes émigrés, en qualité d'*Envoyé*, comme si ces Princes étoient une Puissance, a été rappellé, & la Suède ne conserve plus aucune espèce de liaison avec des François rebelles. On a appris en revanche à Stockholm, que

l'ancien Gouverneur de cette ville, le Général Baron *d'Armfeld*, s'est chargé d'un commandement dans l'armée des Emigrés.

Le Duc-Régent de Suède, ou du moins l'un de ses Ministres le Chancelier d'Etat a eu cependant un moment de complaisance pour cette haine implacable que les Puissances de l'Europe ont vouée à la révolution françoise. Un Journaliste Suédois avoit traduit l'adresse au Duc *de Brunswick*, traduite dans les Papiers Anglois, dans tous les Papiers de l'Europe. Les Ministres d'Autriche & de Prusse en ont demandé vengeance, comme d'une injure faite à leur Souverain. Le Chancelier d'Etat a appellé le Journaliste, ils ont causé ensemble, & cela s'est appellé une *semonce*. Les Puissances de l'Europe sont bien insensées de croire qu'elles pourront triompher de cette Puissance qui s'est élevée par tout à côté d'elles & contre elles; de l'Imprimerie. Jamais les *Aristogitons* & les *Harmodius*, les *Brutus*, les *Hamden* & les *Sydnei* n'ont fait tant de mal aux tyrans que l'ouvrier presque inconnu qui a été l'inventeur de l'Imprimerie, que *Guthemberg*.

On sait avec quelle rigueur de principes républicains les Auteurs de la Constitution de la Suede avoient réglé tous les détails de l'éducation de l'Héritier du trône : il n'a pas suffi au Régent de rétablir dans toute

Digitized by Google

leur force ces principes que l'uſurpateur *Guſtave* avoit eu trop d'intérêt de faire oublier, quoiqu'il leur dût tous les talens dont il a fait un ſi mauvais uſage: le Régent a voulu encore que le jeune Roi reçût l'éducation commune que les Suédois reçoivent à Upſal: il veut que, confondu avec tous les enfans il ſente qu'il eſt un enfant comme eux, pour prendre l'habitude de reconnoître ſes égaux dans les hommes ſur leſquels il ne régnera pas, mais ſur leſquels il ſera régner les lois. La mort de ſon père & l'adminiſtration de ſon oncle ſeront de grandes leçons pour ce jeune Prince.

Le Régent a réuni les Départemens de commerce & des finances, qui en effet ont de grands rapports enſemble, & il a organiſé le Département unique qu'il en a fait, comme il l'étoit avant la révolution de 1772.

DANEMARCK.

Juſqu'à préſent ce royaume avoit eu la prudence de ne prendre aucune couleur dans la révolution françoiſe. Son Gouvernement vient de faire un acte qui pourroit l'expoſer à ſortir de cette ſage neutralité. Il a ſignifié au Miniſtre de France, que depuis les événemens du 10 Août il ne peut plus reconnoître en lui le caractère d'un Em-

Digitized by Google

voyé. Il eſt vrai que ce Miniſtre lui-même, que M. *de Vibraye* s'étoit dépouillé de ce caractère, & qu'il avoit écrit au Cabinet de Copenhague que *Louis XVI* étant priſonnier, & ayant prêté ſon ſerment *à la Nation, à la Loi et au Roi*, il ne ſe regardoit plus comme chargé des affaires de France. C'eſt à-peu-près comme ſi M. *Vibraye* eût cru qu'il n'y a plus de France, parce que la France n'a plus de Roi. Voilà pourtant l'effet d'un ſerment ſi abſurdement libellé ! Ne diroit-on pas que la Nation, la Loi & le Roi étoient trois Puiſſances diſtinctes & différentes ? Tandis que la Loi n'eſt que la volonté de la Nation, & qu'un Roi, lorſqu'il y en a, ne doit en être que le Miniſtre & le Serviteur.

Le Prince Royal a exécuté en partie un plan étendu de réformes très-importantes dans la marine & dans l'armée de terre.

Six vaiſſeaux de ligne Ruſſes & trois frégates ſe ſont quelque temps arrêtés dans cette rade. Deux frégates ont fait voile pour la Baltique. On a préſumé que ces vaiſſeaux Ruſſes étoient deſtinés à ſe réunir à ceux que *Guſtave* devoit armer contre la France. On peut préſumer auſſi que beaucoup de Deſpotes mourront ou périront comme *Guſtave III* avant que la liberté de la France périſſe.

Digitized by Google

POLOGNE.

Les nouvelles de ce pays continuent à être du plus grand intérêt pour tous les amis de l'humanité. On y voit le sentiment de la liberté survivre à sa perte & le despotisme Russe dévoiler ses terreurs & sa foiblesse par les soins même qu'il prend à appesantir sa puissance.

La Confédération générale de Pologne, unie aujourd'hui à celle de Lithuanie, continue sous la protection des soldats Russes à renverser toutes les institutions créées par la révolution du 3 Mai, à écarter des affaires tous ceux qui s'étoient dévoués à la liberté de leur patrie, à recevoir, c'est-à-dire, à forcer les adhésions de tous les Palatinats à la contre-révolution, à faire prêter, à tous les Polonois, le serment de respecter leur esclavage & de ne jamais tenter de briser leurs chaînes. Ce sont des Officiers Russes qui vont commander les armées de la Pologne : ce sont des Cosaques formant le cortége ou la Garde du Général Russe *Kochowski* qui font la police à Varsovie, qui arrêtent les passans, qui fouillent les voitures & qui les volent pour les garantir de n'être pas volés par d'autres : nul Polonois ne peut plus voyager sans un passe-port signé du *Ministre* de

Digitized by Google

Ruſſie. Tous ceux qui ont combattu avec gloire pour la liberté & qui auroient voulu mourir pour elle, le Maréchal *Malachowski*, le Prince *Joſeph Poniatowski* ſont cités devant des Tribunaux, créés par la confédération générale, & où il n'y aura d'autres Loix que les reſſentimens & les vengeances de *Catherine II*; enfin, à meſure que le moment où la Diète fera ſon ouverture s'avance, les troupes Ruſſes ſe multiplient; & c'eſt au milieu des bayonnettes de cette ſoldateſque du Nord, que *Catherine* prétend faire émettre la libre volonté de la RÉPUBLIQUE de Pologne: & *Staniſlas-Auguſte*, le prétendu Roi de cette prétendue République conſent à vivre ſur un Trône entouré de tant d'outrages; ſur un Trône qui eſt comme une eſpèce de ſellette ou ſa honte eſt expoſée aux regards de toute l'Europe! On lui a dicté l'acte de ſa ſoumiſſion & de ſon éternel aviliſſement dans les termes les plus abjects, & il la ſigné comme on le lui a préſenté. Nous allons copier ici cet Acte; il faut des monumens authentiques pour croire à tant d'orgueil d'une part, à tant d'abaiſſement de l'autre.

Acte d'acceſſion du Roi de Pologne à la Confédération générale.

« *Staniſlas-Auguſte*, par la grace de

Digitized by Google

» Dieu & la volonté nationale, Roi de » Pologne, &c. &c. &c. »

« Considérant comme le moyen le plus » certain d'assurer l'intégrité du Royaume » & le sort de la République dans notre » jonction & accession à l'acte de la confé- » dération générale de Targowice SANC- » TIONNÉ par la puissance & l'intervention » de S. M. l'Impératrice de toutes les » Russies; SOUMIS aux Conseils de cette » SOUVERAINE; conduits en même-temps » par notre sollicitude paternelle à diriger » dans toutes les circonstances, nos soins » vers le plus grand bien du pays; nous » accédons par la présente déclaration, » conjointement avec l'armée de la Ré- » publique à l'œuvre ci-dessus mentionné » de la Confédération. Fait à Varsovie, » le 24 Juillet 1792, *Stanislas Auguste.* »

Si on n'apprenoit pas d'autres faits de ce pays si malheureux, on croiroit la Pologne non-seulement vaincue, mais soumise, mais avilie, mais façonnée à jamais au joug d'un peuple barbare & d'une femme à laquelle aucun genre de crimes n'est étranger. Mais on écrit en même-temps de la Pologne que le plus grand nombre des Officiers de l'armée donnent leur démission quelque danger qu'il y ait pour eux à ne vouloir pas être les instrumens de la tyrannie; ils aiment mieux en être les

Digitized by Google

victimes, s'il le faut. Il a paru & il s'eſt répandu dans Varſovie & dans toute la Pologne une adreſſe, des adieux du Prince *Joſeph Poniatowski*, à ſon armée; & ſes adieux du Général aux Soldats de la révolution qui reſpirent l'amour des Loix pour leſquelles ils ne peuvent plus combattre en ce moment, annoncent que ces loix pourront renaître encore. Il paroît en même-temps des copies imprimées de lettres écrites par ce Général à *Staniſlas Auguſte*, & on y voit que ce n'eſt pas comme le dit ce fantôme de Roi, conjointement avec l'armée, qu'il a paſſé l'acte de ſa ſoumiſſion; le Général n'a épargné aucune vérité au Roi, & il ne lui en a adouci aucune; car adoucir de telles vérités ce ſeroit les trahir. On écrit de la Pologne que les Dietines, quoique tenues ſous les yeux des Ruſſes ont été preſque toutes très-orageuſes & qu'on y a entendu encore les mâles accens de ces Sarmates qui préféroient une liberté orageuſe à une tranquille ſervitude; que dans les rues de Varſovie il y a fréquemment des combats entre les Ruſſes & les Polonois; que les Coſaques, lorſqu'ils en faiſoient la police, ont été pluſieurs fois raillés, inſultés, attaqués; que dans les femmes même & de la claſſe la plus avilie, dans les filles publiques, l'horreur des Deſpotes & de leurs

Satellites est indestructible. Qu'elles ont juré de ne jamais accorder à des Russes des faveurs qu'elles offrent à tout le monde, & que l'une d'elles, comme une Judith, d'un coup de hache a coupé la tête à un Cosaque. La Russie & la Prusse auront beau renouveller & resserrer leur alliance, elles auront beau tout abattre un instant devant leurs armées combinées, des peuples que dans leur défaite même, conservent de tels sentimens ne peuvent pas être long-temps esclaves.

VIENNE.

La guerre contre la France est depuis long temps la seule affaire qui occupe beaucoup l'Empereur, ses Ministres & les Peuples soumis à la maison d'Autriche. On travaille nuit & jour dans les arsénaux. 67,000 fusils ont été fabriqués avec la seule destination de les donner aux François qui passeront du côté des Princes émigrés & des ennemis de la France : il est probable qu'on a quelques regrets aux dépenses de cette fabrication depuis la journée du 10. — Le nouveau Chancelier de l'Etat, le Comte *de Cobentzel*, en annonçant aux Ministres des Affaires Etrangères, que, désormais, c'est à lui qu'ils devront s'adresser pour les affaires de leurs

Digitized by Google

Cours, a invité toutes les Puissances, dans une Note remise à leurs Ministres à se joindre aux Princes ligués contre la France pour étouffer chez tous les Peuples les principes & le fanatisme de liberté qui se répandent chez tous, & pour secourir l'Allemagne dans les dangers dont la France la menace. Cette Note est curieuse & importante à beaucoup d'égards. M. *de Cobenzel* est naïf pour un Ministre. Celui-là avoue au moins que l'objet des Puissances liguées est d'étouffer la liberté chez tous les Peuples. Il n'y a plus de naïveté, il est vrai, à dire que l'Empire d'Allemagne doit être secouru contre la France, tandis qu'il est notoire pour tout l'Univers que c'est cet Empire qui veut tomber de tout son poids sur la France; mais cela fait voir combien avec de la puissance, il est possible d'avoir de l'audace dans la fausseté; & cela même est curieux, quoique cela ne soit pas rare.

Le Peuple de Vienne attend avec impatience le *Conclusum* de la Diète sur le Décret de Commission Impériale: mais les gens un peu instruits des farces politiques, qui se jouent avec tant de majesté entre les Puissances rient de cette impatience du Peuple. Il est risible en effet d'attendre un *Conclusum* sur ce qui non-seulement est conclu mais qui se fait depuis long-temps.

Digitized by Google

Car il y a long-temps que tous les Princes de l'Empire grands & petits font autant de mal qu'ils le peuvent à la France. La Diète de Ratisbonne n'eſt guère qu'un arrière-Cabinet du Cabinet de Vienne; & les véritables *Concluſum* ſe prennent à Vienne & à Berlin.

LONDRES.

Cette ville ſe remplit tous les jours d'Emigrés François: les uns fatigués des tempêtes de la Révolution, qu'ils n'ont plus le courage ou la force de ſupporter, y cherchent ſimplement le repos & la paix; les autres viennent y chercher la guerre contre leur Patrie: ils ne lui trouvent pas encore aſſez d'ennemis. Il leur ſeroit agréable que l'Angleterre nous attaquât avec ſes flottes, tandis que toute le reſte de l'Europe nous attaqueroit avec des armées. Pour y parvenir, ce n'eſt pas auprès de la Cour qu'ils intriguent; la Cour intrigue plutôt avec eux auprès du Peuple pour le faire entrer dans ce projet. Le grand moyen qu'ils emploient, c'eſt d'accuſer les François, non-ſeulement de tous les crimes qui ſe peuvent commettre, mais de tous ceux qui ſe peuvent imaginer. Depuis quelque temps, pour remuer les Anglois par des intérêts plus perſonnels, ils ſup-

Digitized by Google

posent au Peuple de Paris tantôt des torts, tantôt des attentats contre les Anglois eux-mêmes. Ils ont dit d'abord qu'on professe à Paris un grand mépris pour la Liberté & pour la Constitution Britanniques; & tout le monde sait que nulle part en Europe cette Liberté & cette Constitution n'ont reçu plus d'éloges, & que le tort des François, à cet égard, consiste à desirer que la Constitution des Anglois soit plus parfaite, & leur liberté plus étendue : ils ont dit ensuite que les jours de l'Ambassadeur d'Angleterre ont couru les plus grands dangers à Paris; & par malheur pour eux cet Ambassadeur, Milord *Gower*, est arrivé en parfaite santé en Angleterre; ils disent enfin, & ceci est leur grande ressource, que tous les Anglois qui se trouvent en ce moment en France doivent y être égorgés à un jour convenu & fixé; & ce qui est vrai, c'est qu'une multitude d'Anglois, témoins de ce qui se passe en France, offrent à l'Assemblée Nationale leurs vœux, leur argent & leurs bras; & ce qui est vrai, c'est qu'un Anglois, dont le nom doit être cher à tous ceux pour qui les droits, la liberté & le bonheur du genre humain sont quelque chose, le Docteur *Priestley* vient d'être appellé par la Nation Française parmi ceux qu'elle a choisis pour ses Législateurs. Les Papiers Anglois, vendus

Digitized by Google

presque tous à la Cour, ne recueillent pas seulement ces énormes absurdités, ils en inventent de plus énormes encore : c'est le seul talent qu'on leur reconnoisse; c'est même le seul auquel ils prétendent. Il ne faut pas croire qu'ils soient payés par les Ministres; des hommes si vils ne peuvent l'être que par une Cour, que par des Princes, par des Rois, & en Angleterre les Ministres, lors même qu'ils sont corrompus & corrupteurs, ne consentent pas à partager l'ignominie de tous les vices qui sont le cortége des trônes. Si on s'en rapportoit aux Feuillistes Anglois, la grande Bretagne seroit au moment d'entrer dans la ligue des tyrans ; mais voici une lettre écrite de Londres par un Juge plus éclairé & plus impartial des dispositions actuelles de l'Angleterre.

« A mesure que les évènemens du 10 Août sont mieux connus ici, la prévention s'affoiblit. Il a fallu même qu'ils aient été rapportés avec une malice profonde, pour avoir d'abord frappé aussi défavorablement qu'ils l'ont fait; car les mesures hardies & les partis décisifs ne peuvent déplaire au génie Anglois. Il seroit donc important d'envoyer ici le procès verbal authentique de tous les évènemens de cette journée même abst, & de l'y répandre avec profusion. Le Peuple François ne craint pas la vérité; qu'il la dise au Peuple Anglois qui la desire. C'est comme un devoir pour les Représentans de la Nation

Françoise, d'envoyer chez l'Etranger les pièces qui constatent la perfidie du Roi & de tout le cortège de l'ancien Pouvoir Exécutif. Si le procès est jugé en France, il ne l'est pas chez les Nations Etrangères, où nécessairement il doit l'être, soit par l'instruction, soit par les armes. Nous sommes armés contre les Cours, mais entendons-nous avec les Peuples. Les dispositions du Peuple Anglois pour la France sont assez favorables, si l'on songe aux calomnies sans nombre qu'une foule de François Emigrés répandent ici depuis deux ans. C'est d'eux qu'est venue l'opinion que l'on pensoit sérieusement en France à offrir la Couronne au Duc *de Brunswick*, & que la négociation étoit commencée. C'est encore eux qui ont fait présent au Duc *d'York* d'un semblable avènement à la même Couronne de France. Quant à ce dernier, la Nation Angloise en a une idée telle, qu'effrayée de la mauvaise santé du Prince *de Galles*, elle redoute le moment où le Duc *d'York* deviendra Roi; les Anglois ont donc point aux François l'injure de croire qu'ils aient jetté les yeux sur un pareil homme, même dans le temps qu'ils vouloient une couronne d'un Monarque. D'ailleurs on connoît [illegible] la ferme détermination de la France [illegible] entendre à aucune composition, à ne reconnoître aucune Loi de l'Etranger. »

On écrit de Londres que l'un des Citoyens de cette Ville les mieux instruits des dispositions du Cabinet Britannique, a assuré que ce Cabinet ne se déclareroit contre la France que dans un seul cas;

Digitized by Google

celui où on attenteroit aux jours du Roi & de la Reine. Si cet Anglois avoit été aussi bien instruit de ce qui se passe à Paris que de ce qui se passe à Londres, il auroit su que tout ce qu'il y a dans Paris de gardiens vigilans de la chose publique, veillent sur les jours de *Louis XVI* & *d'Antoinette* d'Autriche. Le Peuple qu'ils ont voulu livrer aux glaives des ennemis n'imitera pas, à leur égard au moins, les fureurs dont ils lui ont donné l'exemple. Leur sort sera prononcé par la clémence de la Nation ou par sa justice ; & les Anglois qui ont assez bien connu les principes & les bornes des autorités sociales seroient sans doute embarrassés de dire quel droit d'inspection la justice d'une Nation peut avoir sur la justice d'une autre Nation. Si les Anglois étoient entraînés à une guerre contre la France par leur Roi, ils le seroient certainement contre leur conscience trop éclairée pour ne pas voir combien une telle guerre seroit inique ; ils le seroient contre l'intérêt de leur commerce qui gagne plus à nos troubles qu'il ne gagneroit à notre asservissment, contre l'intérêt de leur liberté qui seroit bientôt menacée si les Despotes coalisés de l'Europe remportoient un si grand triomphe. Voilà une épreuve où on attend les Anglois pour juger enfin définitivement

Digitized by Google

de ce qu'il faut penser de ce grand caractère national tant célébré par les François sur-tout.

S'il faut en croire des lettres de Weimouth, cette attente ne sera pas longue; M. *Pitt*, le Duc *de Richemont* & plusieurs autres Membres du Gouvernement doivent s'y rassembler incessamment pour conférer sur les affaires de France & prendre une dernière résolution. La meilleure de toutes pour toute l'Europe seroit de faire intervenir la médiation de l'Angleterre dans ces sanglantes querelles pour les faire terminer utilement pour la liberté de la France & du genre humain. On écrit à Vienne que déjà le Gouvernement Britannique a fait des mouvemens pour engager les parties belligérantes à déposer les armes. Si M. *Pitt* le veut, il le peut; & s'il le fait, la gloire la plus éclatante & la plus douce qu'un Ministre ait jamais pu obtenir, lui est réservée.

Philadelphie, le 24 Juillet.

Les Anglois ne peuvent être attachés au succès de la Révolution Françoise que par leurs lumières, par leurs vertus & par les vœux qu'ils forment pour l'amélioration du sort de toute l'espèce humaine. Or, en Angleterre même & dans le dix-

Digitized by Google

huitième siècle de si beaux motifs ne sont pas ceux qui influent le plus dans les Conseils d'un Roi. Les Américains, dont nous avons si efficacement concouru à établir l'indépendance, doivent être attachés, par la reconnoissance, au triomphe de notre liberté. Aussi tous les Papiers publics de cette partie du monde, franche de tout genre de tyrannie, retentissent-ils des vœux que l'on y forme pour le succès de nos armes & de nos loix; on y parle même de la formation de plusieurs bataillons de volontaires Américains qui veulent s'acquitter envers les François en mêlant une seconde fois le sang des François avec le sang des Américains. — Voici une liste de Toastes qui ont été bus dans la célébration solennelle de l'anniversaire du 14 Juillet.

Santés portées par les Citoyens de l'Amérique-Unie.

Snowhill en Maryland.

Notre premier & meilleur allié! La Nation Françoise. Puisse le monument qu'elle a élevé à la liberté, braver la rage de ses ennemis & répandre son éclat sur le monde entier.

Cambden en Caroline.

Succès à la régénération du Gouvernement

Digitized by Google

François ! Puissent tous les Gouvernemens arbitraires subir les mêmes changemens.

New-Yorck

Puissent les armes & la sagesse de la France, devenir également la terreur des despotes de l'Europe.

Les Patriotes vertueux & inapréciables de la France.

Sagesse & unanimité aux conseils de la France, & victoire à ses armes.

Alexandrie en Virginie.

L'Assemblée Nationale de France ! Puissent les ennemis de la liberté répandus dans cette Nation généreuse, essuyer bientôt le châtiment nécessaire pour leur réforme.

George-Town en Virginie.

Les Patriotes François ! Puissent leurs ennemis se dissiper comme les vapeurs du matin, devant le soleil levant de la liberté.

Wilmington. Delaware.

L'Assemblée Nationale de France ! Puisse-t-elle patriotisme, la sagesse & l'humanité, présider à ses délibérations, & la faire triompher des ennemis de la liberté.

Digitized by Google

Elktou en Maryland.

Perpétuité à la liberté Françoiſe.

Charles-town en Caroline.

Perpétuité à l'alliance entre la France & les Etats-Unis.

Puiſſe le génie bienfaiſant, qui a éclairé la France, étendre ſon influence ſur tous les peuples de la terre, & leur donner de l'énergie pour ſe régénérer !

Newark. New Jerſey.

Louis XVI, Roi des François ! Puiſſe la fermeté de ſa conduite déjouer les ennemis de la France !

La mémoire de Henri IV & l'union des empires.

Puiſſent les Américains, ſe rappeller toujours avec reconnoiſſance leur grand & bon allié, la Nation Françoiſe.

Les intérêts commerciaux de la France & l'Amérique.

Puiſſe le 14 Juillet, n'être jamais oublié.

Philadelphie.

Le jour qui a donné la liberté à une Nation généreuſe & éclairée.

Victoire aux armées de France, ſur les ennemis de la liberté.

Digitized by Google

Le Roi des François ! Puiſſe-t-il participer amplement au bonheur de ſa Nation.

Les contributions politiques de la France & de l'Amérique ! Puiſſent-elles avoir le même ſuccès.

Amitié perpétuelle entre la France & l'Amérique.

Rochambeau, Luckner & Lafayette ! Puiſſe la victoire couronner ceux qui ne cherchent pas des conquêtes.

Carliſle en Penſilvanie.

Les membres de l'Aſſemblée Nationale de France ! Puiſſent-ils jouir du bonheur de voir proſpérer & fleurir leur Patrie, ſous la ſauvegarde d'une Conſtitution libre & de loix égales.

Puiſſe l'empire des Rois, des prêtres & des nobles tomber ſous l'empire de la raiſon, de la liberté & de la ſaine philoſophie.

Puiſſe le zèle Patriotique qui a renverſé la Baſtille, animer toutes les Nations de la terre.

Puiſſe la guerre actuelle contre la France, être le dernier effort du deſpotiſme chancelant, contre la liberté & les droits de l'homme.

Digitized by Google

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Septembre* 1792.

Effets Nat.	Lundi 27.	Mardi 28.	Merc. 29.	Jeudi 30.	Vend. 31.	Sam. 1.
Actions.....	2020 $\frac{1}{2}$ 10.	.....	.....	.....	.....	2020 $\frac{1}{2}$ 10..
D°. $\frac{16}{25}$ ces.	886.900..	.....	.....	.....	.....	886.900..
Emprunt Oct..	427.422..	.....	.....	.....	.....	427.422p.
Id. Décembre 82.	9.10p....	.....	.....	.....	.....	9.10p....
Lot. d'Avril.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Lot. d'Octobre..	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 125 liv..	15.16....	.....	.....	.....	.....	15.16....
Id. 80 millions..	18 19....	.....	.....	.....	.....	18.19....
Sans Bulletin....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Bulletin.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Emprunt 120 liv.	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Borde. Ch	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	1565.70.	.....	.....	.....	.....	1565.70..
D°. demi-act.	3120.200.	.....	.....	.....	.....	3120.200.
Eaux de P.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Empr. National..	.....	.....	.....	.....	.....	.....

CHANGES du 27.

Amst. 33 $\frac{1}{4}$.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cad. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163.
Lyon. 8 h. b.

CHANGES du 1.

Amst. 33 $\frac{1}{4}$.
Lond. 18.
Ham. 300.
Mad. 24. 5.
Cadix. 23. 15.
Liv. 172.
Gên. 163.
Lyon. 8 h. b.

Digitized by Google

AVIS IMPORTANT.

Quelques Municipalités qui ont jugé le Mercure d'après son ancien esprit, ont trouvé plus commode de le brûler que de le lire. Cette maniere d'apprécier n'est pas plus conforme aux principes républicains qu'à ceux de la justice. Il semble qu'avant de savoir si nous nous étions rendus coupables d'infraction à la devise de Liberté & Égalité, *qui devait nous servir de garantie, il fallait prendre la peine de s'en assurer. Nous espérons qu'à l'avenir les droits de la liberté de la Presse, que nous ne souillerons jamais, nous mettront à l'abri des indemnités que les frais d'un double service envers nos Abonnés nous mettraient dans le cas de réclamer.*

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 6 OCTOBRE 1792,

L'AN Ier. DE LA RÉPUBLIQUE.



A PARIS,

Au Bureau du *Mercure*, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE GÉNÉRALE

840.6
M558
1792
Oct. 6

Du mois de Septembre 1792.

AUX Manes. 3 | Lettres. 25
Les Rivaux, 2e. Part. 5 | Annonces & Notices. 35
Charade, En. Log. 25

CHANSON. 37 | Lettres. 47
Charade, Enig. Log. 39 | Annonces & Notices. 53

CHANSON. 61 | Collection. 65
Charade, En. Log. 62 | Annonces & Notices. 83

EPITRE. 85 | Recherches Historiques. 93
Charade, Enig. Log. 91 | Nouvelles. 106

A Paris, de l'Imprimerie de *Moutard*, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

PIECES FUGITIVES.

L'ÉGALITÉ, ODE.

LYRE de Pindare & d'Alcée,
Toi qui, secondant leurs transports,
Au feu divin de leur pensée
Mêlas tes sublimes accords,
O Lyre ! viens à mon génie
Marier ta mâle harmonie !
Flamme céleste ! ô Liberté !
Embrase-moi ! Ma voix s'apprête
A chanter l'heureuse conquête
De notre sainte Egalité !

ÉGALITÉ ! bienfait suprême
Dont nous allons enfin jouir !
ÉGALITÉ ! qu'à ce nom même
Je sens mon cœur s'épanouir !
Par les préjugés exilée
De cette terre désolée,
Qu'elle a réclamé ce beau jour,
Où les charmes de son Empire,
Où les doux penchans qu'elle inspire,
Des Français lui rendraient l'amour !

Digitized by Google

La France eſt libre ; elle veut l'être.
En vain des Tyrans conjurés
Voudraient lui redonner un Maître :
Non, Tyrans, non.... Vous échouerez !
Malgré la foudre & les tempêtes
Qui s'amoncelent ſur nos têtes,
Nous braverons encor vos coups :
Du dix Août la noble mémoire,
Eſt le garant de la victoire
Que nous remporterons ſur vous.

Déja déſignant ſes victimes,
Trop fier de ſon impunité,
Le Deſpotiſme, par ſes crimes,
Épouvantait cette Cité ;
Déjà ſa déteſtable rage
Avait fatigué le courage
Du Soldat, qu'il croit épuiſé.....
Il triomphe !... Paris ſe leve,
Et de ſa maſſe qu'il ſouleve,
Le Deſpotiſme eſt renverſé.

Voyez-vous marcher les cohortes
Du Finiſtere & du Midi ?
Entendez-vous tomber les portes
D'où le trait de mort eſt parti ?
Tout a fui : l'horrible repaire
Où dès long-temps ſiégeait la guerre ;
En ſolitude s'eſt changé :
Le fer a ſemé le carnage ;
L'airain promene le ravage ;
Le ſang du Peuple eſt trop vengé !

Digitized by Google

SUSPENDS le cours de ta colère,
Peuple, sois grand, sois généreux;
De la Loi le glaive sévere
Doit punir ces complots affreux.
Investis de ta confiance
Les organes de ta puissance;
Eh! ne sont-ils pas tes élus?
C'est par eux que la Loi prononce!
Peuple, respecte sa réponse;
Ses Oracles sont absolus.

BIENTÔT une auguste Assemblée,
Dépositaire de nos droits,
Viendra, par la France appelée,
Nous délivrer du mal des Rois.
Ainsi, lorsqu'aux bords du Scamandre,
Les remparts d'Ilion en cendre,
Expiaient un crime odieux,
On vit le Maître du Tonnerre,
Sur le destin de cette guerre,
Au Ciel interroger les Dieux.

MAIS d'où vient que mon cœur frissonne?
Le tocsin a troublé les airs:
Marchons, Soldats; la charge sonne.
Attendrons-nous ici des fers;
Ah! faisons mordre la poussiere
A cette horde meurtriere,
A cette meute des Tyrans,
Qui, du Danube & de la Sprée,
Vient dévorer cette contrée,
Au nom de deux ou trois Brigands!

Digitized by Google

O vous, peres de la Patrie !
Vous, nos dignes Légiſlateurs,
Dont le zele ſe multiplie,
Avec nos dangers, nos malheurs,
Vous parlez.... Du ſein de la terre
S'éleve, pour ſauver leur mere,
Une phalange de Héros.
Citoyens, volez à la gloire !
Ne rentrez qu'avec la victoire ;
Mais juſques-là plus de repos.

Le ſuccès paſſe mon attente !
Tout fuit ou tombe exterminé,
François & ſa ligue inſolente,
Brunswick & ſon illuminé !.
Triomphe inſigne ! ô ma Patrie !
Garde la mémoire chérie
Des Martyrs de la Liberté !
Je vois enfin régner en France
Les Loix, l'Union, l'Abondance,
Fruits heureux de l'Égalité.

(*Par C. J. Trouvé*, l'un des Rédacteurs du MONITEUR, offerte le 7 Septembre à l'Aſſemblée Nationale, qui en a agréé l'hommage & ordonné mention honorable au Procès-verbal.)

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

Le mot de la Charade eſt *Chauve-Souris* ; celui de l'Enigme eſt *Chat* ; celui du Logogriphe eſt *Trépas*, où l'on trouve *Repas*.

Digitized by Google

CHARADE.

AIR : Mon pere était pot, &c.

PLUS d'un Marin de mon premier
Redoute l'inconſtance ;
Certain Docteur par mon dernier
Démontre la ſcience ;
Mon tout dans un mois
Paraît quatre fois,
Et toujours on le fête :
Il eſt dans les Cieux
Au nombre des Dieux,
Et ſur Terre un Prophete.

(*Par M. Lagache fils, d'Amiens.*)

ÉNIGME.

D'UN pere déſtructeur je reçois la naiſſance ;
Nous ne pouvons l'un ſans l'autre exiſter.
S'il eſt caché, de lui je donne connaiſſance ;
Et quand on s'en approche on cherche à m'éviter.
Ni Dieu ni moi n'éprouvons ſa puiſſance ;
Pour tout le reſte elle eſt à redouter.

LOGOGRIPHE.

SOUS les pieds & ſur cinq, je ſillonne la glace ;
Si vous m'ôtez le cœur, je remplis la beſace.

Digitized by Google

LES RIVAUX D'EUX-MÊMES, CONTE MORAL.

TROISIEME PARTIE.

IL y a pour les esprits & pour les caracteres une cause de sympathie bien réelle dans la Nature : c'est la convenance des goûts, l'analogie des humeurs, & soit dans la pensée, soit dans le sentiment, cette harmonie de deux ames dont la Nature a fait comme deux instrumens organisés à l'unisson. Dès qu'elles se rencontrent & qu'elles peuvent se connaître, leur inclination naît de leur ressemblance & de leur mutuel accord.

Mais à la simple vue, aux accens de la voix, aux traits de la physionomie, y a-t-il aussi, comme on le dit, entre deux inconnus, dès le premier abord, un charme, un attrait sympathique qui les frappe comme un éclair, & qui les décide à s'aimer ? Oui, je crois qu'il existe pour de certaines ames : j'entends pour celles qui ont besoin d'en trouver une qui leur ressemble. Les plus vives, les plus légeres ne sont pas celles qui se prennent de ces affections soudaines : la dissipation leur suffit. Mais

Digitized by Google

que deux ames solitaires, recueillies en elles-mêmes, trouvent dans leur mélancolie, ou seulement se flattent de trouver leur semblable; que sur un visage attendri par la douleur ou la tristesse, dans des yeux languissans; dans le son d'une voix sensible & doucement plaintive, chacune d'elles reconnaisse les signes de ses propres affections; voilà une compagne que le sort lui présente: un intérêt mutuel les saisit, & sans plus de réflexion, les engage & les lie ensemble. Telle fut l'impression que Raimond & Adele, en se rencontrant dans le monde, reçurent l'un de l'autre, & tous les deux en même temps.

Raimond, accoutumé à un genre de vie où rien n'était oiseux, où l'amusement même n'était pas sans utilité, fut peu touché de ce qu'on appelle les plaisirs de la ville. Le vide & l'insipidité de ces visites où l'ennui & l'oisiveté font leur ronde, ces entretiens où l'on ne parle que pour ne pas rester muets, ces nouvelles futiles & vingt fois rebattues, ces opinions éphémeres, ces modes fugitives, ces nouveautés qui naissent & qui vieillissent en un jour, lui semblaient un cercle de peines plutôt qu'un cercle de plaisirs. Les spectacles eux-mêmes lui plaisaient rarement. Il demandait si c'était-là ce qui rassemblait tant de monde de si loin, & à si grands frais!

On sent bien d'où venait une misan-

Digitized by Google

thropie si peu naturelle à son âge. Une éducation solitaire avait pu y contribuer; mais ce pénible ennui du monde & de lui-même avait une autre cause : c'était l'inquiétude & l'impatience d'une âme fatiguée de distractions, au milieu d'une foule d'objets indifférens qui venaient l'arracher à la seule pensée dont elle eût voulu s'occuper. Adele avait aussi ses raisons pour ne pas aimer la vie de Paris. Moins dissipée, elle n'éprouvait pas ces contrariétés importunes dont Raimond était excédé; mais elle n'avait plus ces oiseaux, ces fleurs, ces ruisseaux, qui mêlaient à ses rêveries un sentiment confus de tendresse & de volupté. Elle n'allait plus respirer l'air enchanté de ces bosquets, où elle avait relu les lettres d'Hippolyte. Le silence de la campagne lui aurait parlé de lui; & le bruit de la ville ne lui en disait rien. Dans le monde, avec ses pareilles, ses graces naïves & simples se trouvaient étrangeres & décontenancées. L'art maniéré de leur maintien, de leur geste, de leur langage, intimidait son naturel. Le soir, en se retrouvant seule & libre avec sa mere, lasse d'un triste & long souper, elle se jetait dans ses bras. Je respire ! lui disait elle en soupirant; & la bonne Mad. de Blosel ne faisait pas semblant d'entendre ce soupir.

Enfin arriva le grand jour où Adele & Raimond cesserent d'être invisibles l'un

Digitized by Google

pour l'autre. Un petit bal chez une amie commune que l'on mit de la confidence, fut pris pour le lieu de la scène ; & l'on convint qu'en s'y trouvant ensemble, le pere d'un côté & la mere de l'autre, auraient l'air de se voir pour la premiere fois.

Madame de Telmon, élevée au Couvent avec Mad. de Blosel, avait les mœurs, le caractere, l'esprit sage de son amie. Elle passait à la campagne les belles saisons de l'année. Là, au milieu de ses enfans, un fils & deux filles charmantes, elle avait fait pour eux de son salon d'étude comme un petit Temple des Arts, dont on eût dit qu'elle était la Déesse. Personne jamais n'eut mieux qu'elle le talent de tourner en émulation le sentiment de l'amour-propre, & de l'habituer, par des succès utiles, à ne compter pour rien ceux de la vanité. L'opulence où elle était née n'avait point altéré son heureux naturel. Simple & modeste dans ses goûts, elle ne faisait cas que de ces plaisirs estimables que ne peut ravir la fortune, & qui, comme un cortége d'amis consolans & fideles, accompagnent une ame honnête & courageuse dans le sein de l'adversité.

Ce fut chez cette femme aimable qu'au bal, & parmi vingt quadrilles de Danseuses & de Danseurs qui respiraient la joie, Raimond ne remarqua que la sérieuse Adele ; & Adele, de son côté, parut n'apperce-

Digitized by Google

voir que le triſte Raimond. Ils danſaient tous les deux très-bien, mais négligemment, froidement, & comme pour ne pas manquer aux convenances de leur âge.

Voilà, diſait Raimond, une jeune perſonne qui n'a pas l'air de s'amuſer plus que moi de la danſe. Une grace timide l'accompagne furtivement & comme à ſon inſçu; c'eſt la grace de l'indolence. Elle eſt belle; & je gage ou qu'elle n'en ſait rien, ou qu'elle ne s'en ſoucie gueres. Ah! c'eſt que rien ne l'intéreſſe; ou ce qui l'intéreſſe n'eſt point ici. Elle eſt rêveuſe. Rêverait-elle à un abſent? Oh! non. Elle eſt ſi jeune encore! Cependant elle doit avoir quinze à ſeize ans. Seize ans, c'eſt l'âge de Camille; Camille n'eſt plus un enfant. Ah! que n'eſt-elle ici Camille! Où eſt-elle? Penſe-t-elle à moi? Eſt-elle auſſi rêveuſe & triſte en mon abſence? Ah! ſi elle ſavait que loin d'elle je ſuis au bal! que je me livre à des amuſemens frivoles! & qu'un autre objet qu'elle peut m'occuper!..... Cette réflexion lui fit baiſſer les yeux; & il fut quelque temps ſans oſer ſe permettre de les lever ſur la Danſeuſe.

Adele, en ceſſant de danſer, alla reſpirer dans un coin, preſque vis-à-vis de Raimond, & fit, de ſon côté, ſon petit monologue. C'eſt, diſait-elle, un charme bien puiſſant & bien doux que celui qui ſe mêle en nous au ſentiment de la pitié! Dans cette foule

Digitized by Google

de jeunes gens il n'y en a qu'un seul qui soit triste, & qui semble être malheureux; c'est le seul à qui je m'attache. Sans le vouloir je le regarde, mes yeux le suivent malgré moi. Je voudrais lire dans les siens quelle est la cause de sa tristesse. Il a dans l'ame quelque peine dont je voudrais le soulager. Je ne me croyais pas si bonne & si sensible; & je me sais bon gré de l'être. Il me regarde. Il semble s'appercevoir que je le plains; il semble me plaindre moi-même. Hélas! oui, bon jeune homme, je suis à plaindre aussi, & la même langueur que je vois dans vos yeux, vous devez la voir dans les miens.

En s'en allant, ils entendirent Mad. de Telmon inviter leurs parens à dîner pour le lendemain. Adele en ressentit un mouvement de joie aussi douce qu'elle était pure. Celle de Raimond fut plus vive, mais confusément inquiete; & lorsqu'il se trouva vis-à-vis d'elle à table, il se sentit ému, saisi, mal à son aise; il ne pouvait lever les yeux sur elle sans rougir. On eut quelquefois la bonté de lui adresser la parole; il répondit en hésitant & d'une voix qui seule eût décelé le trouble qu'il tâchait de dissimuler.

L'après-dînée, à la faveur de l'innocente liberté que Mad. de Telmon donnait à ses enfans, Adele & Raimond, avec eux, firent quelques tours de jardin, en silence

Digitized by Google

d'abord, & puis de temps en temps laissant échapper quelques mots, mais sans oser encore s'adresser la parole. Insensiblement l'entretien se lia, devint moins timide, & finit par être animé.

Raimond n'avait jamais entendu de voix dont l'accent fût aussi doux à son oreille & à son cœur que l'accent de la voix d'Adele. Jamais Adele n'avait rien vu de si touchant que l'expression du regard dans le langage de Raimond. Ils ne disaient rien que de simple; mais dans cette simplicité ne laissait pas de se mêler un charme inconnu pour eux jusqu'alors.

Ce qui acheva de les rendre intéressans l'un à l'autre, ce fut lorsqu'en parlant de leur pays, ils découvrirent qu'ils étaient nés sous le même climat, & presque sur les mêmes bords. Il n'y avait là rien de bien merveilleux, & d'autres châteaux que les leurs étaient situés près de la Loire. Ce n'en fut pas moins pour tous les deux un tressaillement de surprise; & deux Indiens nés sur les bords du Gange, n'auraient pas été plus émus de se rencontrer à Paris.

Ce fut à qui vanterait le plus les vallons qu'arrosait le Cher, les prés où serpentait la Cise. Le beau ciel, disait l'un! Les beaux ombrages, disait l'autre! Où voyait-on couler des eaux si claires, si limpides?

Digitized by Google

où respirait-on un air si pur, si parfumé ? où la promenade avait-elle des agrémens si variés, & de si douces rêveries ?

Mesdemoiselles de Telmon, Pauline & Emilie, souriaient en les écoutant. Je vous admire, disait Pauline, de venir nous vanter les délices de vos campagnes, à nous qui passons nos étés sur les riches bords de la Seine, & nos hivers, ajoutait Emilie, dans une ville où se rassemblent tous les Arts & tous les plaisirs ! Et qu'ont ils donc de si charmant & de si rare ces bords de la Cise & du Cher ? De l'eau claire, un air pur, un beau ciel, des promenades où l'on rêve ! Il n'y a rien là, me semble, qu'on ne trouve ailleurs qu'en Touraine. C'est pourtant là qu'on est heureux, disait Raimond ; & ce bonheur que l'on sent si bien, & qu'il serait si difficile de définir & d'exprimer, est précisément le contraire du bonheur de Paris. Il consiste à goûter le charme du silence, du repos, de la solitude ; c'est la liberté d'être à soi, de se livrer à sa pensée, de s'y abandonner sans trouble & sans regret. C'est cela même, disait Adele ; & leurs ames étaient ravies de se trouver si bien d'accord.

Chacun des deux s'en retourna chez soi rêvant à son étoile, & trouvant dans leur aventure quelque chose de singulier. Ce qui étonnait le plus Adele, c'était de voir tant de rapport de Raimond avec Hippolyte.

Digitized by Google

Mêmes goûts, même caractere, même naturel dans l'esprit ! Je lui écrirai, disait-elle, que j'ai trouvé sa ressemblance, que j'ai cru l'entendre & le voir. Je ne mentirai pas ; & dans certains momens l'illusion était si complette, que le nom d'Hippolyte m'est venu sur les levres. Qu'aurait-on dit de moi s'il m'avait échappé ?

Raimond n'était pas aussi calme dans ses réflexions. Il sentait au fond de son ame qu'Adele nuisait à Camille. Ah ! quel dommage, disait-il, qu'on ne me l'ait pas laissé voir ! Son image effacerait tout ; je l'aurais sans cesse présente ; mon cœur en serait plein & uniquement occupé. Mais sur un objet invisible, quelque aimable qu'il soit, l'avantage de la beauté présente à nos yeux, est terrible. Encore si elle était seule cette dangereuse beauté, on lui opposerait d'autres charmes ; mais lorsque par malheur ils sont tous réunis en elle, comment lui résister ? Que puis-je, en pensant à Camille, me rappeler d'aimable que je ne trouve dans Adele ? C'est son ame, c'est son esprit, c'est la grace de son langage, son ingénieuse candeur ; enfin jusqu'au tendre intérêt que Camille prenait à moi, je crois le retrouver dans le regard d'Adele ; & si, avec sa voix sensible, Adele me lisait les lettres de Camille, je croirais l'entendre parler. Cependant ce n'est point Camille ; & c'est Camille que je dois & que je veux

Digitized by Google

aimer. Je m'y suis engagé; & cent fois dans mes lettres je lui ai promis de n'aimer qu'elle. Cette parole qu'elle croit si sainte & si inviolable, y manquerais-je? Non, aimable & chere enfant, non, tu ne seras point trompée. Hélas! tranquille sur ma foi, & sûre, en m'aimant, d'être aimée, elle ne va pas, comme moi, chercher dans quelque ressemblance une excuse pour se permettre une infidélité; car enfin c'en est une, & j'ai beau me la déguiser. Ah! que mon cœur est loin d'avoir cette délicatesse, cette tendre ingénuité que j'estimais tant dans le sien!

Raimond, lui dit son pere en le tirant de sa rêverie, nous voilà obligés de voir Madame de Blosel. Lorsqu'elle a invité Mad. de Telmon & les deux filles à souper après demain, j'étais présent; & comme voisin de campagne, elle m'a fait l'honneur de m'inviter aussi. Demain, selon l'usage, nous nous présenterons chez elle.

Ces mots excitèrent dans l'ame de Raimond un mouvement pareil à celui que nous cause la vue inopinée d'un grand péril: c'en était un pour lui que cette liaison. Il s'arma de courage; & pour mieux s'affermir, il ne cessa, jusqu'au moment fatal, de lire & de relire les lettres de Camille.

Adele, qui avait fait aussi un examen sévere de l'état de son cœur, s'était mise en

Digitized by Google

défense, & avait bien promis à Hippolyte de ne pas seulement lui faire l'infidélité d'un regard. Aussi rien de plus froid que son salut, rien de plus réservé que son maintien durant cette visite qu'on faisait à sa mere ; & le respect du côté de Raimond fut si craintif, si sérieux, que leurs parens ne savaient qu'en penser.

Voilà, dit la mere à sa fille lorsqu'elles furent seules, un jeune homme bien sage & bien modeste, mais bien triste ! Aurait-il quelque peine au fond de l'ame ! Hélas ! ma mere, qui n'en a pas, lui répondit Adele en soupirant ? — Vraiment, toi-même tu as les tiennes, je le sais bien ; mais patience, voici bientôt le printemps qui revient ; l'amour, ainsi que les oiseaux, reprendra son ramage ; & le tendre Hippolyte ne sera pas toujours aussi éloigné de Camille. Adele attendrie & confuse, tombant dans les bras de sa mere, cacha sa rougeur dans son sein. O bonne maman, lui dit-elle, en attendant, permettez-moi de relire ses lettres : mon cœur a grand besoin de ce soulagement !

Ainsi des deux côtés l'amour fidele ayant recours au même appui, le jour & la nuit se passerent à se fortifier le cœur du souvenir de son premier objet, & des impressions qu'il en avait reçues.

Le lendemain, Adele ne quitta sa lecture que lorsqu'on l'avertit de descendre

Digitized by Google

pour recevoir Mesdemoiselles de Telmon. Quelques momens après on annonça MM. de Varanzai ; & à ce nom, l'accueil doux & riant qu'elle avait fait à ses jeunes amies, fit place tout à coup au sérieux le plus glacé.

Mesdemoiselles de Telmon, surprises de l'air interdit que Raimond & Adele avaient l'un avec l'autre, essayerent de les tirer de cette situation pénible ; mais leur empressement à les égayer ne servait qu'à redoubler leur embarras. Pauline fut discrete & n'insista pas davantage ; mais la vive Emilie, dans sa naïveté, ne pouvait concevoir qu'ayant été si bien ensemble l'autre jour, cette amitié naissante se fût tout à coup refroidie ; & se croyant fort réservée en ne leur parlant qu'à l'oreille, elle passait de l'un à l'autre, s'inquiétait de leur tristesse, & leur disait avec mystere : Est-ce que vous êtes brouillés ? Tous les deux répondaient qu'on ne se brouillait point lorsqu'on se connaissait à peine. Elle insistait, en assurant qu'il s'était fait en eux un changement visible. Et peut-on être, disait-elle, plus amis que vous ne l'étiez avant-hier à la promenade ? Qu'est devenu cet air content que vous aviez tous deux, cet intérêt sensible qui brillait dans vos yeux, lorsque vous nous faisiez tant d'éloge de la Touraine ? Jamais on ne fut mieux d'accord ni de si bonne intelligence. Eh bien,

Digitized by Google

qu'eſt-ce qui vous arrive? & qui vous rend ſi graves & ſi froids tous les deux?

Il eſt aiſé d'imaginer combien ces queſtions preſſantes les mettaient tous les deux mal à leur aiſe. Ils répondaient qu'on n'était pas toujours animé comme on l'eſt quand on parle de ſa Patrie; & qu'il ne fallait pas vouloir qu'on fût d'une gaieté, d'une vivacité auſſi brillante que la ſienne. Oh! non, dit-elle, non, ce n'eſt pas ma gaieté que vous aviez l'autre jour au bal; & l'on voyait bien cependant que vous n'étiez pas mal enſemble. Au bal, reprit Adele, à qui elle parlait, nous ne nous connaiſſions pas même: nous nous voyions pour la premiere fois; nous ne nous dîmes pas un mot. Non; mais vos yeux!.... Ah! ces yeux-là, ma bonne amie, n'étaient pas vos yeux d'aujourd'hui: convenez-en. Adele enfin fut ſi troublée, ſi honteuſe de voir qu'une enfant même avait ſurpris le ſecret de ſon cœur, qu'elle en avait le viſage brûlant & les yeux pleins de larmes. Oui, ma chere Emilie, j'ai quelque chagrin, lui dit-elle: ne m'en demandez pas la cauſe; & ſouvenez-vous bien qu'un des devoirs de l'amitié, c'eſt de ne jamais pénétrer dans le ſecret de nos amis plus avant qu'ils ne veulent ou qu'ils ne doivent le permettre. Emilie à ces mots rougit, & s'impoſa ſilence avec Adele; mais au ſortir de table, elle eut avec Raimond un petit tête à tête,

Digitized by Google

dont elle profita pour lui bien faire la leçon.

Je ne sais, Monsieur, lui dit-elle, ni ne veux savoir ce qui se passe entre vous & ma chere Adele; car la discrétion est essentielle en amitié. Mais dans la douce liberté que maman nous accorde, & dans les liaisons aimables qu'elle nous invite à former, nous ne permettons point la bouderie: elle est maussade, inquiétante; elle attriste tous les plaisirs; & sans examiner qui peut avoir tort ou raison, nous ne voulons jamais que nos amis restent brouillés plus d'un quart d'heure. Je vois clairement que vous l'êtes, Adele & vous. Il faut que cela cesse. Un homme aussi bien né, aussi bien élevé que vous, doit sentir que l'air froid, l'air triste & compassé que vous avez pris avec elle est au moins très-désobligeant. Je ne sais pas si elle en est offensée; mais je le serais à sa place. J'ose donc exiger de vous, de vous en expliquer, de vous en excuser, de vous en corriger sur tout; & d'apporter dans notre Société, si vous voulez y être admis, la politesse qui vous est naturelle, & que personne n'a mieux que vous lorsque vous voulez être aimable.

Raimond, en avouant qu'il se sentait intimidé par l'air sérieux & sévere qu'Adele avait pris avec lui; protesta qu'il rendait hommage à tout ce qu'elle avait d'agrémens

Digitized by Google

& de charmes, & consentit à le lui dire à elle-même si elle avait la bonté de l'entendre. Fort bien ! reprit gaîment l'innocente Emilie : en s'expliquant, tout s'éclaircit. Alors se glissant près d'Adele qui causait seule avec sa sœur : Ma bonne amie, lui dit-elle, Raimond aurait quelque chose à vous dire ; rassurez-le, je vous en prie ; car c'est vous qui l'intimidez. Ce fut ici le moment critique.

Raimond se voyant seul avec Adele, appela toute sa raison, toute sa vertu au secours d'une trop fragile jeunesse ; & muni de tous ses principes de loyauté Chevaleresque, Mademoiselle, lui dit-il, rien de plus bizarre en apparence que ma conduite auprès de vous. On m'en fait un reproche ; ce n'est pas sans raison. Mais pour en juger sainement, il aurait fallu pénétrer jusqu'au fond de mon ame ; & c'est ce que personne n'a droit de faire que vous & moi. Apprenez donc ce qui s'y passe. Je suis jeune & sensible, ma destinée a voulu qu'à seize ans je me sois lié avec une jeune personne aimable.... aimable comme vous ! (j'en fais un éloge accompli.) Je me suis pris pour elle de l'inclination la plus tendre ; & dès que j'ai senti que je l'aimais, je le lui ai dit. Elle n'a pas été insensible au don que je lui ai fait de mon cœur, de ma foi, de tous les instans de ma vie. Elle compte sur la sincérité du vœu qu'elle

Digitized by Google

a reçu de moi, de l'aimer, & de n'aimer qu'elle jusques à mon dernier soupir. J'ose assurer que si on m'avait laissé vivre à mon gré, nous n'aurions eu ni elle ni moi que des graces à rendre à l'Amour & à notre Etoile. Mais, malheureusement, on m'a mené dans ce Paris, où l'on trouve de tout, & même ce que la Nature a de plus rare & de plus précieux, la beauté embellie de tous les charmes de l'innocence. Je vous ai vue, je ne sais quoi m'a saisi, m'a troublé, m'a fait désirer, malgré moi, ou de vous voir sans cesse, ou de ne vous revoir jamais. Dès ce moment, j'ai été combattu & je le suis encore. Je tiens à mon premier objet; mais votre image me poursuit, & lui dispute mes pensées. Jusqu'ici, grace au Ciel, je ne lui suis pas infidele; mais pour ne pas le devenir, je sens que je ne dois plus vous revoir.

Adele, en l'écoutant, avait les yeux baissés, & recueillie en elle-même, elle admirait l'honnêteté, la sincérité, la candeur de cet intéressant jeune homme; & après l'avoir entendu: Quoiqu'il fût bien doux, lui dit-elle, d'être l'unique objet d'un cœur aussi vertueux que le vôtre, je suis bien aise que cet heureux objet de votre amour soit un autre que moi. Ma situation ne m'eût pas permis d'y répondre. J'ai pris moi-même, de l'aveu de ma mere, une inclination à laquelle il m'eût été

Digitized by Google

impossible de renoncer ; & ce serait dommage que celui qui, en aimant, se rend si digne d'être aimé, ne le fût pas autant qu'il le mérite. Je vous avouerai même que m'étant apperçue de ce tendre intérêt que vous preniez à moi, j'ai apprehendé qu'il n'allât trop loin ; c'est ce qui m'a rendue si contrainte & si triste. Je ne me pardonnerais jamais d'avoir altéré la douceur d'un sentiment qui doit vous rendre heureux ; & il y va de mon repos à cesser de troubler le vôtre. J'applaudis donc moi-même à la résolution que vous prenez de ne plus me voir ; & sans qu'il y paraisse, je connais le moyen de nous éloigner l'un de l'autre. Voici bientôt, je crois, le temps du retour de ma mere dans sa paisible solitude, & je vais l'engager encore à le hâter. Non, dit-il, c'est à moi d'obtenir de mon pere qu'il me remmene sur ces bords plus chéris que jamais, & plus intéressans pour moi, puisque vous-même aussi vous y avez reçu la naissance.

Après cet entretien, les voilà tous les deux tristement satisfaits d'eux-mêmes, le cœur à demi soulagé, mais bien loin d'être encore dilaté par la joie, fiers de leur pénible courage, & se félicitant, non sans quelques soupirs, de la résolution qu'ils venaient de former.

Les parens occupés sans cesse à observer les mouvemens de la jeune société, n'en laissaient

Digitized by Google

laissaient échapper aucun ; & leurs réflexions flottaient entre l'espérance & la crainte. Emilie est en scène, disait Mad. de Telmon ; c'est bon signe : il est arrivé quelque chose d'intéressant. L'on avait remarqué ses *aparté* fréquens avec Raimond, avec Adele ; & puis, le tête à tête d'Adele avec Raimond. Dieu sait si l'on était curieux de savoir ce qui causait ces mouvemens.

Eh bien, dit Varanzai à Raimond, il me semble que tu prends goût à la conversation avec ces Demoiselles ; & vous n'avez pas mal employé le temps de notre partie de trictrac. Il est vrai qu'elles sont gentilles, & cette petite Emilie a sur-tout un air fin qui annonce de l'esprit. — Oui, mon pere, elle en a, répondit Raimond froidement. — Sa sœur, quoique bien jeune encore, paraît avoir une raison formée. — En effet, rien de plus sensé. — Tu ne dis rien d'Adele, notre voisine de campagne ? elle est belle ; mais voilà tout, n'est-ce pas ? — Voilà tout ! Non, mon pere, ce n'est pas tout ; & plût au Ciel que sa beauté fût le seul, fût le plus dangereux de ses charmes ! Je ne vous ai jamais rien caché ; je ne puis vous rien dissimuler encore. Sachez donc que Camille, non Camille elle-même n'a rien de plus intéressant ni de plus aimable qu'Adele ; & si je la voyais long-temps, je ne sais, je l'avoue, laquelle

Digitized by Google

des deux obtiendrait la préférence dans mon cœur.

Ah ! mon fils, que me dis-tu-là ? Tu ferais infidele à cette aimable enfant, qui t'aime de si bonne foi ! Non, mon pere, ne craignez rien : j'ai pris le parti le plus sûr pour ne pas avoir ce tort-là. — Et quel est ce parti ? C'est de ne plus revoir celle que j'aurais trop à craindre. Voilà pourtant, mon fils, des liaisons qu'il est difficile de rompre tout à coup avec bienséance. Pardonnez-moi, mon pere : il est aisé de supposer qu'en votre absence il faut que j'aille prendre soin de votre maison. Restez ici, & laissez-moi regagner cette solitude où j'espere bientôt n'être plus qu'à moi-même & à celle à qui je me dois. Ma résolution en est prise, &, s'il faut vous le dire, je m'y suis engagé avec Adele, en lui avouant ce qui m'obligeait à la fuir. — Et ta résolution ne l'a point offensée ? — Oh ! point du tout : elle a loué ma fidélité, mon courage, & m'a bien assuré que ce serait un malheur pour elle que d'avoir troublé mon repos. Elle a même ajouté à ma situation une circonstance nouvelle qui seule m'aurait décidé ; mais comme c'est-là son secret, & non pas le mien, je le tais.

Je n'ai plus rien à dire ; & quand il te plaira, nous partirons, lui dit son pere : rien ne me retient plus ici. Seulement pour

n'avoir pas fait de partir à la dérobée, nous irons faire nos adieux.

Sais-tu, dit le soir même Madame de Blosel à sa fille (car un billet de Varanzai venait de l'avertir de ce qui se passait), fais-tu que nos voisins de campagne s'en vont après-demain? Je m'y attendais, lui répondit Adele; & j'en ai quelque peine. Il aurait mieux valu, s'il eût été possible, que ce fût nous..... — Quoi! nous? — Hélas! oui, nous qui les eussions laissés passer tranquillement leur hiver à Paris. — Est-ce que nous sommes la cause qu'ils s'en éloignent? — Oui, nous le sommes. Et avec sa simplicité, elle lui raconta ce qui leur arrivait. Mais voilà, dit la mere, un contre-temps bien malheureux! Ah! si malheureux, dit Adele, que s'il avait des suites, je ne m'en consolerais pas. A ces mots, deux ruisseaux de larmes coulerent de ses yeux. Figurez-vous, dit-elle, la situation de ce jeune homme, plein d'honnêteté, de candeur, sensible & vrai comme Hippolyte. Il aime, il est aimé, il est heureux. Il me voit; je ne sais quelle fatalité nous fait trois fois trouver ensemble; & voilà son bonheur troublé, peut être empoisonné pour la vie! Ah! ma mere, qu'il est subtil & redoutable ce poison de l'amour! Je me flatte, ma fille, que tu ne l'as point respiré. — Non, je l'espere. Et cependant, que sais-je quelle est cette trif-

reſſe, cette pitié, cette douleur que je reſſens du mal que j'ai fait à Raimond? Allons-nous-en, je vous en prie. J'ai beſoin d'être ſeule avec vous. Laiſſons à Paris ce jeune homme ſe diſſiper, & m'oublier : je ne ſerai tranquille qu'en apprenant qu'il l'eſt, & qu'il ne penſe plus à moi.

Conſole-toi, lui dit ſa mere. Ce mal qui paraît grand, n'eſt peut-être pas ſans remede. Vraiſemblablement ils viendront nous faire leurs adieux. Tu n'as qu'à te louer de la vertu de ce jeune homme, reçois-le bien; & laiſſe-lui dans l'ame un doux & conſolant ſouvenir de l'eſtime que tu lui auras témoigné : c'eſt un baume pour les bleſſures que fait un amour malheureux.

Le lendemain au ſoir, Varanzai & ſon fils vinrent prendre congé. Une triſteſſe amere & profonde, mais calme, était empreinte ſur le viſage de Raimond. La pâleur d'Adele exprimait le ſaiſiſſement de ſon ame. On eut pitié de leur ſilence; & un petit détail de commiſſions pour la Touraine ayant ſervi de prétexte au pere & à la mere pour paſſer dans un cabinet, les deux Amans ſe trouverent ſeuls. Quel moment! Adieu, Mademoiſelle, dit Raimond d'un air abattu : daignez quelquefois plaindre un homme heureux avant de vous connaître, mais qui craint bien, après vous avoir vue, d'être au moins long-temps malheureux. En prononçant ces mots d'une

Digitized by Google

voix déchirante, il vit tomber des larmes de ces beaux yeux que la pudeur tenait baissés. Il ne put résister au charme de ces pleurs ; & se précipitant sur une main qui lui était abandonnée, ô Camille ! s'écria-t-il, de quel sacrifice n'es-tu pas digne ! mais qu'il est grand celui que je te fais ! Adele, à ce nom de *Camille*, fut saisie d'un tremblement qui lui étouffait la voix. *Camille*, dites-vous ! ô Ciel ! Raimond, seriez-vous *Hippolyte ?* Hélas ! oui, je le suis. — Eh bien ! c'est la main de Camille que vous tenez. — La main de Camille, ah ! grand Dieu ! quel bonheur on nous ménageait ! Nous étions Rivaux de nous-mêmes ! A ce transport de joie, les parens accoururent ; & ils trouverent leurs enfans, l'un aux genoux de l'autre, dans un ravissement qui ne peut s'exprimer.

Çà, mes enfans, dit Varanzai, si votre union n'est pas la plus intime, la plus tendre qui fût jamais, ce ne sera pas notre faute ; car nous avons bien pris tous les moyens possibles pour assurer votre bonheur. C'est à vous désormais de le bien ménager & de le rendre inaltérable. Il l'est dès ce moment, s'écrierent-ils tous les deux.

Par M. MARMONTEL.

FIN.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

IDYLLES & autres Poésies de Théocrite, traduites en français avec le texte grec, des Notes critiques, la version latine, & un Discours préliminaire; par M. GAIL, Professeur de Littérature Grecque au Collége Royal, Docteur-Agrégé en l'Université de Paris, Honoraire de l'Académie des Belles-Lettres d'Arras. 1 *Vol. in-8°. A Paris, de l'Imprimerie de* Didot aîné; *& se trouve chez l'Auteur, rue de la Harpe, au Collége d'Harcourt;* Didot aîné, *rue Pavée Saint-André-des-Arts;* Debure, *rue Serpente, N°. 6;* Barrois freres, *rue du Hurepoix;* Cussac, *au Palais Royal.*

L'AUTEUR de cette nouvelle Traduction de Théocrite, aussi fidelle qu'élégante, avait déjà rendu aux jeunes Etudians le service de leur offrir une version exacte de quelques Dialogues de Lucien, & de quelques morceaux de Xénophon, en y joignant l'explication de ce qu'on appelle dans le langage classique *les Parties*, c'est-à-dire un Commentaire méthodique sur tous les mots du texte qui en sont susceptibles, sur les termes radicaux, sur les modes & les temps des verbes, les particules, la syntaxe &c.

Son objet paraît être ici de donner aux

Digitized by Google

gens du monde une idée d'un ancien Poëte qui n'eſt gueres connu que des gens de Lettres Helléniſtes, & qui eſt regardé comme le pere de la Poéſie bucolique, non qu'il ait écrit le premier en ce genre, mais parce qu'il ne nous reſte rien de ceux qui l'ont précédé, & qu'il a eu l'honneur d'être avoué par Virgile même pour ſon modele & ſon guide. Le nouveau Traducteur, dans un Diſcours préliminaire, qui fait honneur à ſes connaiſſances & à ſon goût, caractériſe les beautés de ſon original en homme inſtruit & judicieux; mais il garde le ſilence ſur ſes défauts, par une ſuite de ce penchant ſi commun & aſſez excuſable, qui ferme les yeux des Traducteurs ſur ce que l'on peut déſirer dans l'Auteur qu'ils ont choiſi, &, pour ainſi dire, adopté.

Il eſt naturel de s'attacher à l'objet de ſon travail; mais quoique ce travail ſoit en lui-même très-eſtimable par les études qu'il ſuppoſe & les difficultés qu'il faut vaincre, le Traducteur peut-il ſe flatter d'avoir fait connaître Théocrite à ceux qui ne peuvent pas le lire en grec? C'eſt ici le cas de citer ce qu'a dit avec autant de déſintéreſſement que de vérité, un des devanciers de M. Gail, Chabanon, autre Traducteur du même Poëte: » Une Tra-» duction, quelque ſoignée qu'elle puiſſe » être, ne ſaurait donner qu'une idée » très-imparfaite d'un Poëte auſſi naturel » qu'élegant. Rappelez-vous l'état où re-» paraît Alceſte, dans la Tragédie d'*Eu-

» *ripidè*, lorsqu'Alcide l'arrache au tom-
» beau : c'est une figure muette, inanimée,
» & dont un voile couvre les traits : dans
» cet état, Admete lui-même la méconnaît.
» Telle est l'image de Théocrite que je vous
» présente ; recourez au texte, vous verrez
» cette image animée du feu de la vie «.

Aussi Chabanon ne se proposait-il, comme il le dit lui-même, que d'engager les jeunes gens à se mettre en état de lire les originaux, & sans doute cette intention très-louable entre aussi dans les vûes de M. Gail. En montrant quelques traits nécessairement affaiblis d'un Poëte ancien, on peut faire naître l'envie de le connaître mieux, & c'est là véritablement le bien que peuvent faire ces sortes d'Ouvrages ; car d'ailleurs chaque version d'un Poëte mis en prose rappelle & confirme ce qu'ont pensé tous les connaisseurs, & ce que j'ai, en mon particulier, soutenu contre tous les hérétiques en Littérature, que la prose ne saurait jamais rendre la poésie, & que ceux qui peuvent lire un Poëte Grec ou Latin, ne pourront jamais souffrir de le voir travesti en prose quelconque. Traduisez ainsi un Philosophe, un Historien, un Critique, un Orateur même (pourvu que vous soyez aussi Orateur, ce qui n'est pas commun) ; mais pour un Poëte, ne le faites jamais parler qu'en vers. J'en ai développé ailleurs les raisons, je crois, avec évidence ; & si cette Prime est fondée, quand il s'agit de la Tragédie & de

Digitized by Google

l'Epopée où vous êtes pourtant soutenu, jusqu'à un certain point, par un fonds d'action, dans quelque langage que ce soit, que sera-ce d'un Poëte lyrique ou bucolique, dont le style fait presque tout le mérite? Comment remplacer en prose la grace des formes poétiques, qui est vraiment l'ame & la vie de ces petits Ouvrages? Cette vérité va devenir sensible pour tout le monde, en prenant seulement les premiers vers de la premiere *Idylle* de Théocrite. Je ne veux pas hérisser ces feuilles de lignes grecques, qui effaroucheraient trop la plupart de mes Lecteurs. J'observerai seulement que tout l'agrément de ces premiers vers consiste dans la place & la répétition du mot ἁδὺ (*dulce*), & que tout cet agrément est perdu dans la prose que voici: » Chevrier, tu entends le doux frémissement du pin qui borde ces fontaines; eh bien! ta flûte soupire avec la même douceur «.

Le Poëte a fixé d'abord l'imagination sur ce premier mot qui commence son vers,

Ἁδὺ τι τὸ ψιθύρισμα, &c.

& il le répete avec un art fort heureux à la fin de son second vers,

ἁδὺ δέ γε τὸ

Συρίσδης, &c.

Il emploie ce même art des répétitions bien ménagées dans les vers suivans. J'en puis donner une idée, au moins en latin; il est

Digitized by Google

infiniment plus connu que le grec ; & les vers latins sont d'ailleurs aisés à faire pour nous autres modernes, qui avons la permission de les faire avec le secours de Virgile & d'Horace, au lieu qu'il n'est permis en notre Langue qu'aux rimailleurs de faire leurs vers avec ceux de Racine & de Boileau.

Voici donc comme on peut rendre assez fidélement le début de cette *Idylle*.

Dulce fremit pinus zephyris, fons dulce susurrat :
Tu quoque dulce canis, pastor, tua fistula quando
Ore sonat ; te solus enim non vincere vicerit : illi
Proxima dona feres : illi si cesserit hircus,
Tu capram accipies : potior si palma canenti
Visa Deo ducatur ovis, donaberis agno.

La structure de ces vers, qui est exactement celle des vers grecs, fera sentir à ceux qui savent le latin, que tout l'effet tient sur-tout à cet artifice si bien exprimé par Despréaux, dans ce vers de l'*Art poétique* :

D'un mot mis en sa place enseigna le pouvoir.

Le retrouvez-vous dans la prose qu'on vient de lire, & dans ce qui suit ? » Tu ne » cedes qu'au Dieu Pan l'honneur du pre» mier prix. Si le Dieu fait choix d'un » bouc armé de ses cornes, tu dois recevoir » une chevre : si c'est une chevre qu'il pré» fere, tu dois compter sur un chevreau «.

Ces petits objets ont besoin de la symétrie du rythme poétique. Voyez ces deux vers d'Horace :

Rusticus urbanum, murem mus paupere fertur
Accepisse cavo veterem vetus hospes amicum.

Digitized by Google

Il eſt de toute impoſſibilité d'en rendre l'agrément, ſi l'on dérange l'ordre des mots ſi ingénieuſement contraſtés, *Ruſticus urbanum, murem mus, veterem vetus hoſpes amicum.*

La Traduction de Chabanon ne rend pas davantage le deſſein du Poëte. » Berger, les » pins qui bordent ces fontaines, murmu» rent un ſon doux : ainſi ta flûte ſoupire » avec douceur «.

On pourrait, ce me ſemble, ſe rapprocher bien davantage de Théocrite, en traduiſant ainſi en vers :

Il eſt doux, ô Berger ! il eſt doux le murmure
De ces pins agités près de cette onde pure !
Il eſt plus doux encor le ſon de ton hautbois, &c.

Plus j'y réfléchis, moins je puis comprendre comment un homme qui a le ſentiment de la poéſie, peut ſe réſoudre à traduire un Poëte en proſe.

Chabanon avait eſſayé des imitations en vers de quelques *Idylles* de Théocrite ; mais il n'était nullement Poëte : c'était un Littérateur perſonnellement très-eſtimable, inſtruit & laborieux, & qui a laiſſé de trop juſtes regrets à ſa famille & à ſes amis. Il crut toute ſa vie que le travail pouvait ſuppléer au talent ; il s'exerça dans tous les genres de Drame, dans la Tragédie, dans la Comédie, dans l'Opéra, & toujours il échoua complétement. Il avait imaginé de traduire Pindare en proſe ; c'était bien pis que Théocrite. Pindare, le plus audacieux des Poëtes, réduit à la proſe ! Quelle idée

Digitized by Google

infiniment plus connu que le grec ; & les vers latins sont d'ailleurs aisés à faire pour nous autres modernes, qui avons la permission de les faire avec le secours de Virgile & d'Horace, au lieu qu'il n'est permis en notre Langue qu'aux rimailleurs de faire leurs vers avec ceux de Racine & de Boileau.

Voici donc comme on peut rendre assez fidélement le debut de cette *Idylle*.

Dulce fremit pinus zephyris, fons dulce susurrat :
Tu quoque dulce canis, pastor, tua fistula quando
Ore sonat ; te solus enim vivam vivere : illi
Proxima dona feres : illi si cesserit hircus,
Tu capram accipies : potior si palma canenti
Visa Deo ducatur ovis, donaberis agno.

La structure de ces vers, qui est exactement celle des vers grecs, fera sentir à ceux qui savent le latin, que tout l'effet tient sur-tout à cet artifice si bien exprimé par Despréaux, dans ce vers de l'*Art poétique* :

D'un mot mis en sa place enseigna le pouvoir.

Le retrouvez-vous dans la prose qu'on vient de lire, & dans ce qui suit ? » Tu ne » cedes qu'au Dieu Pan l'honneur du pre- » mier prix. Si le Dieu fait choix d'un » bouc armé de ses cornes, tu dois recevoir » une chevre : si c'est une chevre qu'il pré- » fere, tu dois compter sur un chevreau «.

Ces petits objets ont besoin de la symétrie du rythme poétique. Voyez ces deux vers d'Horace :

Rusticus urbanum, murem mus paupere fertur
Accepisse cavo veterem vetus hospes amicum.

Digitized by Google

Il est de toute impossibilité d'en rendre l'agrément, si l'on dérange l'ordre des mots si ingénieusement contrastés, *Rusticus urbanum, murem mus, veterem vetus hospes amicum.*

La Traduction de Chabanon ne rend pas davantage le dessein du Poëte. » Berger, les » pins qui bordent ces fontaines, murmu- » rent un son doux : ainsi ta flûte soupire » avec douceur «.

On pourrait, ce me semble, se rapprocher bien davantage de Théocrite, en traduisant ainsi en vers :

Il est doux, ô Berger ! il est doux le murmure
De ces pins agités près de cette onde pure !
Il est plus doux encor le son de ton hautbois, &c.

Plus j'y réfléchis, moins je puis comprendre comment un homme qui a le sentiment de la poésie, peut se résoudre à traduire un Poëte en prose.

Chabanon avait essayé des imitations en vers de quelques *Idylles* de Théocrite; mais il n'était nullement Poëte : c'était un Littérateur personnellement très-estimable, instruit & laborieux, & qui a laissé de trop justes regrets à sa famille & à ses amis. Il crut toute sa vie que le travail pouvait suppléer au talent; il s'exerça dans tous les genres de Drame, dans la Tragédie, dans la Comédie, dans l'Opéra, & toujours il échoua complétement. Il avait imaginé de traduire Pindare en prose; c'était bien pis que Théocrite. Pindare, le plus audacieux des Poëtes, réduit à la prose ! Quelle idée

Digitized by Google

& quel travers ! Chabanon était parvenu, à force de soins, à écrire du moins avec quelque pureté, comme on le voit par ses Imitations de Théocrite & par quelques autres morceaux ; mais sa versification est seche, pénible & glacée. Quel exemple pour ceux qui sont capables de réfléchir, que quarante années perdues à vouloir être Poëte, malgré la Nature ! Et combien de chagrins, attachés aux prétentions sans succès, ont troublé une vie qui pouvait être heureuse & qui méritait de l'être ! Combien cet exemple est commun, & qu'il est encore loin de corriger personne !

Ces réflexions qui ne prouvent que la nécessité de traduire les Poëtes en vers pour les Lecteurs qui peuvent comparer l'original à la version, ne nuisent en rien au mérite & à l'utilité des versions en prose faites pour le plus grand nombre qui ne peut entendre les originaux. M. Gail a même encore un autre mérite : il a pris la peine de travailler une version latine, meilleure que les précédentes. Ses notes, sobrement distribuées, sont instructives ; son texte est pur, les caracteres grecs sont beaux : en un mot, c'est l'ouvrage d'un excellent philologue, & tous les Helléniſtes lui doivent une place dans leur Bibliotheque.

TABLE.

L'Égalité. 3
Charade, Enig. Log. 7
Les Rivaux, 3e. Part. 8
Idylles. 30

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 4 Octobre 1792.

L'an premier de la République Françoise.

CONVENTION NATIONALE.

Du samedi, 23 septembre.

En faveur des fonctionnaires publics qui ont bien mérité du peuple, la convention ajoute les deux articles suivans, au décret qu'elle a rendu sur le renouvellement des corps judiciaires.

« Art. I. Les juges actuellement en fonctions, pourront être réélus. II. Les commissaires nationaux ainsi que les greffiers, seront nommés de la même manière que les juges. »

La municipalité d'Orléans, que les députés des sections de cette ville avoient si violemment in-

Digitized by Google

culpée dans la séance de samedi dernier, vient aujourd'hui faire entendre sa justification. Elle attribue l'égarement du peuple & les excès auxquels il s'est porté, à la malveillance des agitateurs. La sûreté publique étoit en danger, les propriétés étoient menacées; attaquées; en vain les magistrats veulent se faire entendre, leur voix est méconnue; la loi n'a plus de force, si elle ne s'environne d'un appareil terrible, & le drapeau rouge est déployé. — La Convention renvoie ce pénible rapport & les pièces sur lesquelles il est fondé, aux commissaires partis pour Orléans.

Ce n'est pas au sein de la guerre & du tumulte des armes que naissent les bonnes loix, & celles qui doivent régir un grand peuple, & le récréer, pour-ainsi dire, de nouveau, ne sauroient être trop méditées & trop long-temps réfléchies. — M. *Gorsas* a demandé que l'Assemblée s'occupât de sauver la république, avant de lui proposer une constitution, & qu'à l'exception des loix d'urgence, la guerre fût l'unique objet de ses délibérations. Est ce pour mieux assurer le succès de nos armes, que M. *Billaud de Varennes* prenant aussi tôt la parole, a cru qu'il falloit jetter de la défaveur sur le pouvoir exécutif, & qu'il a accusé M. *Servan*, de ne pas avoir des moyens aussi étendus que nos besoins? Quoi qu'il en soit de cette inculpation, l'Assemblée s'est soulevée toute entière pour passer à l'ordre du jour, & le soupçon n'a pas eu le temps de naître. Elle a statué qu'il seroit formé *un comité de guerre* divisé en deux sections, l'une pour les armes & les subsistances de l'armée; l'autre destinée aux affaires militaires. Elle a statué de plus que

ce comité & celui des contributions publiques, seroient entendus tous les jours.

Le ministre de l'intérieur, M. *Roland*, est venu rendre compte de sa gestion à sa rentrée au ministère. La France éprouvoit une commotion violente : l'insurrection presque générale du peuple, portoit dans son esprit une propension à rompre tous les liens du corps social. Les autorités publiques se heurtoient. Il s'élevoit des réclamations, des plaintes, contre la plupart des administrations, les défiances se multiplioient; elles étoient accrues par l'interprétation arbitraire des loix, & leur silence à certains égards, & ces défiances étoient presque par-tout le prétexte des soulèvemens. Le ministre a suspendu les administrateurs coupables. Il a donné tous les éclaircissemens qu'on lui a demandés, & a contribué de toutes ses facultés à rétablir l'ordre, à propager un patriotisme éclairé, à assurer l'exécution des loix. Par ses soins, le commerce, qui ne peut fleurir qu'au sein de la paix, a fait arriver des subsistances abondantes dans nos ports de la Méditerranée & de l'Océan. Les routes, ponts & chaussées, les établissemens de charité, avoient été mal organisés dans le principe; M. *Roland*, autorisé à y faire les changemens & les économies nécessaires, a déjà jetté les bases de ce grand travail; il y répandra les lumières que ses longues études dans les arts l'ont mis à portée de recueillir.

Dans ce mémoire, vivement applaudi, M. *Roland* s'est particulièrement attaché à tracer un tableau fidèle de l'esprit public. La volonté du peuple est bien prononcée; il sacrifiera tout pour conserver la liberté, l'égalité. Mais, après avoir abattu le despotisme, saura-t-il respecter les au-

Digitized by Google

torités qu'il a érigées lui-même, saura-t-il porter le joug de la loi, pour n'en recevoir jamais d'autre ; obéir à la loi, pour n'obéir à personne ? Sa force a renversé la tyrannie, sa force détruiroit la liberté si elle n'étoit employée à la conserver.

Une grande vérité que M. *Roland* a fait sentir, c'est que les états libres ne peuvent se soutenir qu'avec un gouvernement vigoureux. Toute leur force est dans l'exécution des loix, & les loix y doivent être *la seule raison* du peuple.

A ce rapport du ministre de l'intérieur, a succédé celui du ministre de la marine. Il en résulte que la république fait flotter sur les murs 102 pavillons, savoir : 21 gros vaisseaux, 30 frégates, 18 corvettes, 24 avisos, 10 flustes ou gabarres ; que 34 vaisseaux de ligne sont prêts à être armés, 19 susceptibles de radoubement ; 7 sont en construction, dont trois prêts à être mis en mer ; que sur 41 frégates, 23 sont en état d'être armées sur-le-champ, outre six qui sont dans les chantiers.

Chargé de vérifier & de constater l'état des caisses de la trésorerie & de l'extraordinaire, M. *Cambon* présente les états suivans :

Trésorerie Nationale.

La recette de la trésorerie nationale, depuis le premier janvier 1792 jusqu'au 12 septembre exclusivement est de 915 millions 725 mille 675 livres. La dépense de la trésorerie, pendant le même-temps, est de 865 millions 526 mille 764 liv. Il reste en caisse à la trésorerie 50 millions 198 mille 895 livres.

Caisse de l'extraordinaire.

La caisse de l'extraordinaire a été instituée pour

Digitized by Google

recevoir les assignats au sortir de la fabrication, pour faire les remboursemens de la dette exigible, enfin, pour recevoir les assignats qui sont donnés en paiement par les acquéreurs des biens nationaux.

La recette de la caisse de l'extraordinaire a été jusqu'ici de 2 milliards 632 millions 583 mille 166 liv. La dépense est de 2 milliards 604 millions 752 mille 125 liv. Il reste en caisse 28 millions 752 mille 125 liv.

La recette des revenus & des capitaux des biens nationaux est de 623 millions 290 mille 808 liv. Le total des assignats de ces rentrées qui ont été brûlés est de 617 millions, il reste donc dans une caisse particulière 6 millions 298 mille 808 liv. en assignats annullés & prêts à être brûlés.

M. *Cambon* apprend en même-temps à l'Assemblée que 300 millions de nouveaux assignats vont être dans peu répandus dans toutes les parties de l'Empire. Il a demandé douze commissaires pour en inspecter & en hâter la fabrication. Il a été ordonné que son rapport & les procès-verbaux des vérifications seroient imprimés pour fournir à la Convention les preuves de leur fidélité.

Une lettre de M. *Servan* à l'Assemblée, lui apprend qu'elle ne peut plus compter sur la neutralité de l'Espagne; il demande à être autorisé à former un état-major à Toulouse, & il prie la Convention d'envoyer des commissaires sur la frontière des Pyrénées, pour y prendre des mesures de défense. — Je viens de ces frontières, a dit M. *Barrère de Vieuzac*, & rien n'est plus pressant que d'y porter des forces. Bayonne & Perpignan, les deux seules places qui puissent empêcher une invasion par les trouées qui se trouvent aux deux extrémités des Pyrénées, ont

Digitized by Google

été laissées sans aucun moyen de défense. Je demande que six commissaires partent sur-le-champ, chargés de cette importante mission.

La motion de M. *Barrère* est décrétée. — Elle amène une longue discussion sur le général de l'armée du Midi, sur M. *Montesquiou*. M. *Tallien* lui dispute ses connoissances militaires. — *Montesquiou* a dit à la barre du corps législatif, s'écrie M. *Chabot*, que l'armée du Roi de Sardaigne étoit de 60,000 hommes, tandis que cette armée ne s'élève pas à plus de 30,000 soldats. Il voulut par ces menaces vous empêcher de prononcer la suspension du Roi. Il en a imposé aux représentans du peuple. — Que *Montesquiou* soit destitué sur-le champ; s'écrie M. *Carra*. — M. *Larivière* voudroit qu'avant de prononcer, on examinât la conduite de ce général; il est interrompu par M. *Billaut* qui lui reproche d'avoir défendu *Lafayette*. Il est temps de prononcer la destitution de *Montesquiou*, a dit M. *Danton*; elle est déjà écrite dans les registres du conseil, qui a donné des ordres pour qu'il fût remplacé par M. *Anselme*, connu par ses talens & par son civisme.

Alors la Convention nationale, a prononcé la destitution de M. *Montesquiou*.

Du lundi, 24 septembre.

La lecture du procès-verbal a fait naître des réclamations sur la qualification de *ci-devant ministre de la justice* donnée à M. *Danton*. Un membre demandoit la radiation du mot *ci-devant*; un autre invoquoit la loi de l'incompatibilité. Je soutiens, moi, disoit M. *Danton* que je suis toujours ministre de la justice jusqu'à ce que j'aie un successeur; & que j'ai le

Digitized by Google

droit de voter à la Convention, parce qu'il n'y a aucune loi préexistante à la volonté souveraine du peuple. Le citoyen *Danton* avoit oublié que le premier acte de cette volonté souveraine, a été de déclarer que toutes les loix préexistantes seroient provisoirement maintenues. La qualification de *ci-devant* & de *ministre*, a été rayée du procès-verbal, & l'Assemblée a ajourné, à la séance du soir, le remplacement des membres du conseil exécutif, députés à la Convention nationale.

Les commissaires nommés pour se transporter dans les départemens frontières des Pyrénées, ont été autorisés à rétablir l'ordre public partout où il seroit troublé; à prononcer provisoirement la suspension des officiers militaires & civils, dont le remplacement leur paroîtra nécessaire, à faire mettre en état d'arrestation les personnes qu'ils jugeront suspectes, & à requérir la force publique, soit pour l'exécution des loix, soit pour l'exécution des ordres qu'ils auront donnés.

On fait lecture d'une lettre du ministre de la guerre & des dépêches des généraux. *Kellermann* écrit qu'il ne s'est passé aucun événement militaire depuis l'affaire du 20, & que cette journée en ajoutant au courage & à la confiance de son armée, semble avoir beaucoup diminué la présomption des Prussiens, puisque avec des forces supérieures, ils n'ont pas osé l'attaquer. *Damourier* content de sa position, confiant dans ses moyens, écrit que l'ennemi affamé, dépourvu de tout, ne peut plus tenir que deux ou trois jours. Un général chargé d'une si grande responsabilité, témoigneroit-il cette assurance, s'il n'avoit la certitude des faits qu'il

Digitized by Google

annonce & de ceux qu'il prédit ? Paſſant aux opérations de l'armée du Midi, M. *Servan* apprend à l'Aſſemblée l'invaſion de la Savoie par le général *Monteſquiou*. *Monteſquiou* depuis trois mois, en méditoit le plan, il en calculoit les moyens, & le conſeil exécutif crut qu'il ne pouvoit mieux confier cette importante expédition, qu'à l'homme qui en avoit préparé le ſuccès. Je propoſe à la Convention, ajoute M. *Servan*, d'envoyer trois commiſſaires pris dans ſon ſein, à l'armée du Midi, pour ſurveiller la conduite du général, & pour l'aſſurer de ſes vrais ſentimens par l'examen le plus ſévère de ſes actions.

Le miniſtre ſoumet enſuite à l'Aſſemblée diverſes meſures qu'il croit néceſſaires au bien de ſon adminiſtration. La première eſt le remplacement des cours martiales ſupprimées. La ſeconde, le rappel des volontaires que la foibleſſe de l'âge ou de la ſanté rend incapables du ſervice militaire, en leur accordant d'ailleurs, un témoignage honorable pour la bonne volonté qu'ils ont manifeſtée. La troiſième, de faire porter aux bataillons le nom du pays d'où ils ſont, ou du pays où ils vont. La quatrième, de prononcer la peine de décimation contre les bataillons qui ont commis, à Châlons, les excès les plus puniſſables, & de renvoyer ignominieuſement ceux ſur qui le ſort ſeroit tombé, en les privant des droits de citoyens.

Toutes ces diverſes meſures n'éprouvent aucune difficulté. La ſeule propoſition de l'envoi des commiſſaires à l'armée du Midi, devient l'objet d'une diſcuſſion aſſez vive. L'Aſſemblée déléguera-t-elle à des commiſſaires qui pourroient s'aſſurer des faits, le pouvoir de confirmer, de

Digitized by Google

ſuſpendre, ou même de révoquer le décret de deſtitution porté contre le général *Monteſquiou* ? Revenir ſur nos pas, diſoit un membre, ce ſeroit imprimer aux déciſions de la Convention, un caractère de verſatilité & d'irréſolution indigne d'elle, comme ſi la plus grande force de la raiſon, n'eſt pas de s'arrêter là où les lumières manquent ! On objectoit encore, ce qui eſt jugé, eſt jugé, comme ſi le plus beau droit de la juſtice, n'eſt pas de réformer ſes jugemens !

Il eſt ſans doute des précautions à prendre, a dit M. *Danton*, pour que la deſtitution de *Monteſquiou* n'entraîne aucun inconvénient ; juſqu'à préſent, il n'y a eu rien à craindre. J'avois placé auprès de lui un homme *sûr ;* je lui avois dit : veillez *Monteſquiou*, ſuivez-le dans toutes ſes démarches, & s'il fait un mouvement de trahiſon bien marqué, BRULEZ-LUI LA CERVELLE. J'appuie l'envoi de trois commiſſaires, non pour ſuſpendre, mais pour faire exécuter le décret.

L'Aſſemblée a nommé les citoyens *Dubois de Crancé*, *Lacombe St-Michel* & *Gaſparin* qui ſe tranſporteront à l'armée du midi & mettront à exécution, ſelon leur prudence, le décret qui prononce la deſtitution du général *Monteſquiou*.

M. *Carra* a fait lecture d'une lettre particulière écrite de Bienne en Suiſſe, par laquelle on annonce que les Bernois inſiſtent à la Diète Helvétique, pour une déclaration poſitive contre la France. On invite les François à profiter des bonnes diſpoſitions des habitans des villes de Bienne, Neufchâtel & Genève, ainſi que du pays de Vaud. Cette lettre a été renvoyée au pouvoir exécutif.

Deux voleurs du garde-meuble alloient ſubir

Digitized by Google

la peine de mort, lorsque l'un d'eux a promis de faire des déclarations importantes, si pour prix de ses aveux, ils obtiennent grace. Le président du tribunal n'a pas cru devoir prendre sur lui une pareille promesse ; mais il leur a répondu que s'ils disoient la vérité, il porteroit leur demande auprès de la Convention nationale. Alors le nommé *Douligny*, Italien, a révélé toute la trame du complot, où de grands personnages ont trempé : & il a découvert un endroit dans les Champs-Elisées où étoient cachés des objets très-précieux. Le président du tribunal demande un décret, qui l'autorise à suspendre la punition des coupables, pour les confronter avec les autres complices & pour obtenir la révélation complette du crime ; l'Assemblée décrète qu'il sera surfis au jugement des deux criminels.

M. *Roland* qui a voué une haine éternelle à tout ce qui est contraire à l'ordre & à la justice, est venu dénoncer les nouveaux désordres qui entravent son administration ; le courier des armées a été arrêté, le secret des postes violé. La ville de Châlons est devenue le théâtre de nouveaux crimes..... Il est temps, s'est écrié M. *Kersaint*, d'élever des échafauds pour les assassins, il est temps d'en élever pour ceux qui provoquent à l'assassinat. On veut déshonorer le nom François, c'est le dernier complot de nos ennemis. Je demande que la Convention nationale s'occupe de faire cesser ces brigandages ; je demande une loi qui venge enfin les droits de l'humanité, violés avec tant d'audace & d'impunité.

Qui croiroit que cette demande a été le signal de la plus violente opposition, qu'elle a été traitée d'inconvenante & d'inutile ? qui croiroit que l'on

Digitized by Google

s'eſt étonné de voir le citoyen *Kerſaint* s'élever avec tant de force, contre *ce qu'il appelle* des aſſaſſinats, des brigandages. Mais la cauſe de l'humanité devoit triompher, malgré les efforts des apologiſtes du crime. Voici le décret qui a été rendu :

La Convention nationale décrète qu'il ſera nommé ſix commiſſaires chargés « 1°. de rendre compte autant qu'il ſera poſſible de l'état actuel de la République & de celui de la ville de Paris. »

« 2°. De préſenter un projet de loi contre les provocateurs au meurtre & à l'aſſaſſinat. »

« 3°. De rendre compte des moyens de donner à la Convention nationale une force publique à ſa diſpoſition priſe dans les 83 départemens. »

Du mardi, 25 ſeptembre.

Le récit de cette ſéance, pendant laquelle le ſanctuaire des loix n'a retenti que des cris de la vengeance, où l'on n'a parlé que de meurtres, de ſang & de proſcriptions, eſt trop douloureux pour ne pas en abréger les détails. Nous l'euſſions même ſupprimé, ſi l'indignation des hommes de bien n'avoit marqué au front les coupables, & s'il n'importoit aux amis de la liberté de reconnoître ceux qui, ſous le maſque du patriotiſme, vont fouler aux pieds toutes les loix pour élever ſur leurs ruines, une affreuſe domination.

Après la lecture du procès-verbal, le préſident a prévenu l'Aſſemblée que des particuliers vouloient entrer de force dans l'enceinte de la ſalle. Il a prié tous ceux qui n'étoient pas députés & qui ſe trouvoient dans l'enceinte, de ſortir. On a ſollicité une exemption en faveur

Digitized by Google

des volontaires qui occupoient les places réservées aux pétitionnaires ; d'après cette observation, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

MM. *Lavau* & *Merlin* ont demandé le rapport de la loi qui a décrété la veille la composition d'une force armée prise dans les 83 départemens pour la garde de la convention nationale. Des murmures couvrent la voix des opinans. — Que ceux, a dit le citoyen *Merlin*, qui connoissent dans cette Assemblée des hommes assez audacieux pour aspirer à la dictature, les nomment ; que le citoyen *Lasource* que j'interpelle, déclare s'il ne m'a pas avoué hier qu'il existoit un parti dictatorial, & moi, je jure, que je suis prêt à poignarder le premier qui oseroit s'arroger un pouvoir de dictateur.

M. *Lasource*, qui n'a vu dans cette interpellation qu'une manière adroite de calomnier ses discours & ses sentimens, s'est applaudi de pouvoir répéter à la tribune ce qu'il avoit dit dans une conversation particulière. Ce n'est point d'un dictateur, ni d'une dictature qu'il a parlé, comme s'il pouvoit être le confident d'un tel complot ; c'est d'un pouvoir dictatorial auquel il voyoit tendre quelques hommes avides de domination. Oui, s'est-il écrié, je crois à cette faction criminelle ; j'en vois les complices dans ces hommes, qui n'ont cessé de provoquer les poignards contre les membres de l'Assemblée législative, contre les vrais amis du peuple & les plus fermes appuis de ses droits & de sa liberté ; qui le jour même où les prisons étoient inondées de sang, ont porté leur scélérate audace jusqu'à décerner contre eux des mandats d'arrêt ; dans ces hommes qui se sont effrayés d'une loi portée contre les provocateurs au meurtre & à l'assassinat. Oui, je crois qu'il existe

Digitized by Google

un parti qui veut perdre la convention nationale, qui veut régner sous un autre nom, en réunissant tout le pouvoir national entre les mains de quelques individus. J'interpelle à mon tour le citoyen *Merlin*; qu'il dise si lui-même ne m'a pas averti que je devois être assassiné sur ma porte, ainsi que plusieurs de mes collègues, au moment où je rentrerois chez moi? — Qui est donc, a demandé *Osselin*, le citoyen audacieux qui, appellé ici par les suffrages du peuple, ose espérer d'en immoler les droits à son ambition? *Robespierre*, a dit une voix.

On va croire que le citoyen *Robespierre* s'élancera à la tribune. Point du tout, c'est le citoyen *Danton* qui y monte, & qui prend la parole.

« C'est un *beau* jour pour la nation, c'est un beau jour pour la république, que celui qui amène entre nous une explication *fraternelle*. S'il y a un coupable, il faut que sa tête tombe. Une imputation aussi grave doit être signée. Je la signerois moi, cette imputation, dût-elle faire tomber la tête de mon meilleur ami. » Voilà certes une manière assez nouvelle de *fraterniser*. Mais le citoyen *Danton* oublie bientôt ses *amis*: ne voulant ni inculper la députation de Paris, ni chercher à justifier chacun de ses membres, c'est de soi qu'il va parler. « Je suis prêt à vous retracer le tableau de ma vie publique. Pendant la durée de mon ministère, j'ai employé toute la vigueur de mon caractère, & j'ai apporté dans le conseil tout le zèle & toute l'activité d'un citoyen embrâsé de l'amour de son pays. » M. *Danton* excuse ensuite *Marat*, dont il dit que les opinions sont pour le parti républicain ce qu'étoient celles de *Royou* pour le parti aristocratique. Il se disculpe d'avoir jamais été l'auteur des écrits de

Digitized by Google

cet homme, & sur ce point, il invoque le témoignage de M. *Pétion*.

Faisons, poursuit M. *Danton*, faisons tourner cette discussion au profit de l'intérêt public; portons la peine de mort contre quiconque se déclareroit en faveur de la dictature, ou du triumvirat; portons la peine de mort contre quiconque manifesteroit *l'opinion* de morceler la France, & de détruire l'unité de représentation. Je demande que la Convention nationale pose pour base du gouvernement qu'elle va établir, l'unité de représentation & d'exécution. Et qui vous a dit, citoyen *Danton*, lui réplique M. *Buzot*, que quelqu'un songeât à la rompre, cette unité? N'est-ce pas pour la maintenir que nous avons décrété que la Convention nationale seroit entourée d'une garde composée d'hommes envoyés par les 83 départemens? Vous demandez la peine de mort contre celui qui auroit amené le triumvirat, ou la dictature: ce n'est pas contre la dictature qu'il faut porter une peine; c'est contre les moyens qui conduisent à la dictature: car il ne sera plus temps de punir le dictateur.

Ici M. *Robespierre* a pris la parole: ce n'est point, a-t-il dit, ma propre cause que je vais défendre, mais la *cause publique*. Quand je me justifierai, vous ne croirez point que je m'occupe de *moi-même*, mais de la *patrie*... C'est moi qui dans l'Assemblée constituante, ai, pendant trois ans, combattu toutes les factions, c'est moi qui ai combattu contre la Cour; c'est *moi*... c'est *moi*... (*plusieurs voix*, ce n'est pas là la question). *Robespierre* continue: c'est quelque chose que d'avoir donné, pendant trois ans, une preuve irrécusable de mon *patriotisme*: c'est *moi*. — *Robespierre* veut-il nous donner en quatre mots une

Digitized by Google

explication franche ? *Robersſpierre* continue ; c'eſt *moi* qui ai fait décréter dans l'Aſſemblée conſtituante..... *Robersſpierre*, ne nous entretiens pas de ce que tu as fait dans l'Aſſemblée conſtituante ; dis-nous ſimplement ſi tu as aſpiré à la dictature ? *Robersſpierre* continue : Je diſois que les deux décrets.... (*on murmure*) ; j'invoque la juſtice de la majorité de la Convention nationale contre certains membres qui ſont mes ennemis. — Nous le ſommes tous s'eſt-on écrié.

Robersſpierre pourſuit : on veut que je réponde ſimplement à cette queſtion : avez vous propoſé la dictature ou le triumvirat ? Je déclare que cette accuſation n'eſt pas dirigée pour me perdre, mais pour perdre la *choſe publique*, où ſont vos preuves ? Vous m'avez accuſé, mais vous ſignerez votre accuſation, vous..... le citoyen *Barbaroux* ſe lève & dit : *Barbaroux* de Marſeille la ſignera. Les Marſeillois étoient à Paris ; on nous fit venir chez *Robersſpierre*, là on nous dit qu'il fallait ſe rallier aux citoyens qui avoient acquis de la popularité. Le citoyen *Panis* nous déſigna nominativement *Robersſpierre* comme l'homme *vertueux* qui devoit être dictateur de la France ; mais nous répondîmes que les Marſeillois ne baiſſeroient jamais le front, ni devant un Roi, ni devant un dictateur. Le citoyen *Barbaroux* accuſe enſuite la commune de Paris, d'avoir trempé dans ce complot ; d'avoir cherché à concentrer entre elle, tous les pouvoirs. Pluſieurs membres produiſent tour à tour d'autres faits, d'autres preuves. *Marat* aſſiégeoit la tribune ſans pouvoir s'y placer ; il trouve enfin le moment de ſe faire entendre & il dit : cette Aſſemblée me préſente un grand nombre d'ennemis perſonnels.....

Digitized by Google

Nous le sommes tous, s'écrie l'Assemblée entière. Le citoyen *Vergniaux* monte à la tribune après *Marat*. Là dans l'attitude la plus douloureuse, il frémit d'horreur de se voir à la même place que vient d'occuper un homme tout dégoûtant de calomnie, de fiel & de sang. Puisqu'on est entré, a-t-il dit, dans cette affligeante discussion, je rappellerai la dénonciation qui fut faite à l'Assemblée législative, d'une circulaire de la commune de Paris. On y représente cette commune comme une autorité à laquelle tous les départemens doivent se rallier; on parle de l'Assemblée nationale, comme d'une assemblée qui proscrit & persécute le patriotisme. On y fait une invitation formelle au meurtre & l'assassinat.... La voilà cette lettre. — Le citoyen *Boileau* dénonce un journal de *Marat*, dans lequel, désespérant du salut public, il excite le peuple à une *troisième insurrection*. Des cris *à l'abbaye* s'élèvent de toutes parts, & moi dit, M. *Boileau*, je demande que ce monstre soit décrété d'accusation.

Marat se lève de sang froid, & pour sa justification, il prie l'Assemblée d'entendre la lecture d'un autre écrit qui est intitulé : *Nouvelle marche de l'Auteur*, où il marque, à la vérité, des intentions moins sanguinaires; l'Assemblée fatiguée de ces scandaleuses discussions, passe à l'ordre du jour. *Marat* tire de sa poche un pistolet, & l'appuyant sur son front, il dit : Je me brulois la cervelle au pied de cette tribune, si vous m'eussiez décrété d'accusation.

Ainsi s'est passée cette séance qui, ouverte à 10 heures du matin, ne s'est terminée qu'à six heures du soir, par un décret qui pose pour

Digitized by Google

principe que *la république Françoise est une & indivisible.*

On lit deux lettres, l'une du ministre de la guerre, l'autre du ministre de l'intérieur : tous deux donnent leur démission. Le premier la motive sur le délabrement de sa santé, que six semaines de veilles & de fatigues ont épuisée. Il est resté à son poste lorsque le danger étoit éminent ; il le quitte, aujourd'hui, que l'avenir n'offre plus que des espérances à la République. En même-temps il annonce que les différens corps de volontaires cantonnés entre Paris & Châlons, seront bientôt en état de marcher contre les Prussiens ; tandis que l'armée *de Dumourier*, qui se renforce chaque jour, l'attaquera d'un autre côté. Il ajoute qu'incessamment nos armées vont entrer dans le Brabant & dans le pays de Coblentz.

Après avoir jetté un coup-d'œil sur les embarras & les périls de son administration, au moment où il a été rappellé au ministère, M. *Roland* instruit l'Assemblée qu'il a été nommé député à la Convention, & qu'il accepte. « Il est sans doute, ajoute-t-il, plusieurs citoyens capables d'occuper cette place difficile ; j'en connois un seul, & je le nommerai, aussi modeste qu'il est sage & instruit, son caractère est apprécié de tous ceux qui l'approchent ; mais ses connoissances ne peuvent l'être que de ceux qui l'ont vu travailler. Versé dans les différentes parties d'administration qui l'ont occupé long-temps, qu'il avoit abandonnées ainsi que la fortune qu'il méprise, pour chercher la paix & la liberté dans les montagnes de la Suisse ; il est revenu en France à l'époque de la révolution, afin de servir cette liberté dont il est digne. Je dois à ses sages con-

Digitized by Google

seils d'avoir rempli mon devoir, avec facilité, dès les premiers jours de mon entrée au ministère. Ennemi de toute espèce d'éclat, il a souvent refusé des places, & son dévouement à la chose publique, a pu seul lui faire accepter une commission difficile dont le ministre de la marine l'a chargé pour Toulon. Mais il servira la République plus utilement encore au ministère; il a déjà été question de l'y porter une fois. Nouvel *abdalonyme*, il doit être appellé au poste où sa sagesse peut opérer le plus de bien, c'est le vénérable *Pache*, membre actuellement du département. J'acquitte ma conscience, & je sers ma patrie en l'indiquant. »

Au commencement de cette même séance, une question assez importante s'étoit élevée, celle de savoir si les fonctions de haut juré étoient incompatibles avec celle de député. L'Assemblée a décrété que toute espèce de fonctions étoient incompatibles avec celles de législateur.

Du mardi, séance du soir.

On a décrété dans cette séance la suppression de la haute cour nationale. Un membre a dit que ce tribunal avoit coûté des sommes immenses à la nation, & ne lui avoit rendu *aucun service.*

L'Assemblée a reçu une lettre du général *Luckner*, laquelle en contient une autre écrite en langue Allemande, où il donne les détails qui lui ont été demandés.

Une députation de la municipalité de Paris a été admise à la barre. Le compte que nous venons de rendre des débats du matin, nous fait un devoir de présenter à la suite, & sans en retrancher un seul mot, le discours prononcé par cette députation. Le voici:

Digitized by Google

« Vous voyez devant vous une députation du conseil-général de la commune provisoire. Ils viennent en hommes libres dire la vérité à des hommes libres. Nous avons, il est vrai, envoyé des commissaires dans différentes municipalités de la république Françoise. Mais de quelle mission les avions-nous chargés ? c'étoit de propager cette union fraternelle dont nous avons besoin pour repousser l'ennemi. Voilà les instructions qu'ils étoient chargés de répandre. S'ils ont dépassé leurs pouvoirs, c'est à vous à les en punir. Nous vous dénonçons nous-mêmes le comité de surveillance de la ville. Ce comité a beaucoup agi à l'insu du conseil-général, en paroissant agir en son nom. Nous avons révoqué une partie de ses membres, nous vous abandonnons le reste. On nous accuse d'avoir voulu influencer ; nous n'avons jamais voulu que la liberté ; nous avons voulu écraser les traîtres & faire trembler tous nos ennemis ; non, les membres du conseil de la commune ne demandent d'autre influence que celle de la justice & de la raison. »

M. Panis, inculpé dans le discours de *M. Barbaroux*, tenu dans la séance du matin, & dont on avoit décrété l'impression, demande le rapport de ce décret. Cette demande appuyée par *Barbaroux* lui-même est accordée.

Du mercredi, 26 septembre.

L'établissement des postes destiné à entretenir les relations de commerce, d'amitié & de sûreté du peuple, peut-il trahir ses intérêts les plus chers en servant à-la-fois ceux de ses ennemis ? Voilà la question qui a occupé les premiers momens de cette séance. Elle a été bien vite décidée contre les administrateurs des postes qui, convaincus

Digitized by Google

d'avoir donné cours aux lettres de Coblentz sans les ouvrir, ont voulu se justifier en invoquant l'inviolabilité du secret des lettres. Cette morale n'a pas réussi, & il a été décrété que les administrateurs & directeurs des postes seront nommés par le peuple. Les nominations seront faites provisoirement par les assemblées électorales de district, dans l'arrondissement desquels seront situés les bureaux suivant le mode, & avec le cautionnement accoutumé.

Les commissaires que l'Assemblée législative avoit envoyés à Rouen pour examiner la conduite des administrateurs de ce département, accusés d'avoir entravé la marche des approvisionnemens de nos armées, & d'avoir disposé d'une grande quantité de farine pour Rouen, sont venus rendre compte de leur mission. Ils n'ont trouvé que sagesse & humanité dans la conduite de l'administration. Rouen manquoit de pain; les magasins du Havre offroient des secours qui pouvoient en être tirés, sans inconvénient, pour les armées, & être remplacés de même. Toutes les mesures ont été prises pour cette restitution, & il est impossible qu'elle manque.

Une lettre du ministre de la guerre apprend à l'Assemblée qu'un corps de dix mille hommes, sous le commandement du maréchal-de-camp *Dubouquet*, est parti hier de Châlons pour joindre l'armée de *Dumourier*. Cette troupe sera bientôt suivie d'un nouveau renfort. Une bonne nouvelle en amène d'autres.

Le citoyen *Barbaroux* a annoncé que le général *Anselme*, avant de faire une expédition contre Nice, avoit demandé à la ville de Marseille 6,000 hommes, des vaisseaux pour leur transport, un million en numéraire. Les hommes, les vais-

Digitized by Google

ſeaux, le million, tout a été accordé. En voyant les miracles de courage & de vertu que le patriotiſme enfante d'un bout de la France à l'autre, on peut bien dire avec le citoyen *Barbaroux*, que ceux qui déſeſpèrent du ſalut de la république méritent la mort. La Convention nationale a décrété que la ville de Marſeille avoit bien mérité de la patrie; & elle a mis à la diſpoſition de M. *Servan*, pour les frais de l'expédition de Nice, quatre millions en aſſignats & un million en numéraire, par augmentation ſur les fonds extraordinaires de la guerre.

Les applaudiſſemens que l'on donnoit à cet acte de zèle & de dévouement, ont été prolongés par un don patriotique offert à l'Aſſemblée, & moins remarquable par ſa valeur que par ſon objet. Un citoyen, dont toutes les poſſeſſions ſont en Amérique, envoie 10,000 liv. pour l'équipement militaire de ces hommes connus à Paris ſous le nom *d'Auvergnats*, à qui il ne manquoit qu'une patrie pour la ſervir, & que la propriété de leurs droits, pour être des citoyens.

On accuſoit la lenteur des travaux du camp de Paris. Elle provenoit en grande partie de la confuſion qui régnoit parmi les ouvriers. La commiſſion de ſurveillance a préſenté & fait adopter un long décret qui règle le prix des tâches impoſées aux ouvriers; fixe les diviſions qui ſeront faites des travaux, le nombre des travailleurs, qui ſeront dans chaque attelier, & qui pourvoit à tous les moyens d'y rétablir l'ordre & l'activité.

Le miniſtre de la guerre envoie à l'Aſſemblée une dépêche du général *Monteſquiou*, datée du camp des Marches en Savoie. C'eſt aſſurément ſavoir prendre ſon poſte devant ſes ennemis &

Digitized by Google

devant ſes calomniateurs. La lecture de cette lettre dont nous donnerons ailleurs des détails, a été plus d'une fois interrompue par de longs applaudiſſemens, & l'on penſe bien que la ſuite devoit être de demander la révocation du décret de deſtitution porté contre ce général. Ce décret fut rendu le 23, & c'eſt du même jour qu'il a daté ſa lettre. Les choſes ont-elles changé, & *Monteſquiou* eſt-il autre aujourd'hui qu'il n'étoit ce jour là ? Non, mais l'Aſſemblée eſt un peu mieux inſtruite ; plus tard, elle le ſera encore davantage. En révoquant ſon décret, elle eût fait la même faute qu'en le rendant. Le citoyen *Genſonné* a dit : ne rapportons pas le décret, ne le maintenons pas non plus. Suſpendons notre jugement juſqu'à ce que les commiſſaires que nous avons envoyé à l'armée du Midi, nous aient donné tous les éclairciſſemens dont nous avons beſoin ſur la conduite du général *Monteſquiou*. C'eſt ce qui a été décrété ; & on a ajouté au décret, qu'il ſeroit porté au général par un courier extraordinaire.

Cette détermination n'a pas été priſe, ſans avoir donné lieu à des débats. Le citoyen *Simon*, originaire de Savoie, en parlant pour le général *Monteſquiou*, a obſervé que ſon expédition n'étoit pas difficile ; mais qu'elle ne pouvoit réuſſir que par les moyens qu'il a employés. Maitres de Montmélian, les François ſont en état de tenir en échec avec huit pièces de canon, une armée de 40,000 hommes, & le Roi Sarde n'en a que 27,000 dans ſon dernier période de forces. Ses revenus ne ſont que de 17 millions, & ſix ſuffiſent à peine pour payer ſes dettes.

Une correſpondance des généraux *d'Arem-*

Digitized by Google

burg & *Biron*, avec la république de Berne, dont le ministre de la guerre donne communication à l'Assemblée, annonce que cette république, invoquant les traités qui lient la France & la nation helvétique, demande l'évacuation des gorges de Porentrui. M. *Servan* a donné ordre au général *Custine*, de conserver ce poste où nous pouvons nous maintenir sans enfreindre nos traités; & de s'opposer à toute tentative qui pourroit être faite de ce côté, tant de la part des Autrichiens que de la part des suisses.

Le ministre des affaires étrangères, M. *Lebrun*, est venu présenter à l'Assemblée l'état de son département, ou pour mieux dire, l'état de toute l'Europe. C'est à la journée du 10 août qu'il attache le fil qui doit le guider dans le labyrinthe des conspirations ouvertes ou cachées des cours de l'Europe contre la France. « Cette journée en déconcertant les projets de nos ennemis a dérangé aussi leurs fausses spéculations au-dehors. Les étrangers ont vu que nous allions enfin avoir un gouvernement, & ils n'ont pu le voir avec indifférence. Notre crédit public a commencé aussitôt à se relever; le commerce n'a plus eu les mêmes alarmes; les peuples ont conçu de nouvelles espérances & la *terreur des Rois s'est réveillée.* » Telles sont les données sur lesquelles M. *Lebrun* établit les calculs de la politique de la France avec les Puissances de l'Europe. Les Rois abhorent la révolution Françoise; les peuples l'aiment. Les Rois réuniront leurs efforts pour la détruire, les peuples réuniront leurs vœux pour la maintenir. Cette coalition de la tyrannie doit elle nous effrayer? M. *Lebrun* ne dissimule point nos dangers, il ne tait pas non plus nos espérances. Il les voit dans l'inquiète jalousie de tous ces potentats,

Digitized by Google

dans leurs rivalités, dans le choc de tant d'intérêts divers, enfin dans mille événemens politiques & physiques qui doivent nécessairement survenir, & que nous tournerons à notre profit.

Mais jusqu'où sont portés les préparatifs de ces puissances, quels sont leurs moyens, quelles sont aussi les causes qui peuvent en suspendre, ou même en détruire les effets ? On a dit que trente mille Russes sont en route pour se joindre aux armées combinées. M. *Lebrun* certifie que jusqu'à présent ces troupes n'ont pas dépassé les frontières de la Pologne, & il ajoute de plus que les 40,000 Russes qui s'y trouvent, suffiront à peine pour contenir un peuple que l'esclavage irrite. La flotte venue d'Archangel dans les ports du Danemarck dénuée d'agrès, de vivres & de matelots, obligée pour compléter son équipement de faire voile pour le port de Cronstadt, ne peut plus sortir de la Baltique avant le mois de juin. Et cette flotte a paru subitement de la mer noire dans l'Archipel. Outre que la nouvelle ne s'en est point confirmée, il n'est pas présumable que les Turcs aient voulu consentir à livrer le passage du Bosphore à des vaisseaux de guerre Russes.

En parcourant les autres contrées du Nord, M. *Lebrun* nous fait voir la Pologne déchirée de factions ; la Suède assez sage pour desirer de plus étroites liaisons avec la France, mais trop foible pour résister aux sollicitations impérieuses de *Catherine II*, qui exige en ce moment, l'armement stipulé par son traité avec *Gustave* ; le Danemarck qui pourroit être entraîné aussi dans les mouvemens de la Russie, & dont les véritables

véritables intentions se manifesteront par la conduite qu'elle tiendra en sa qualité de co-état de l'Empire Germanique.

Quant à l'Empire, on attend tous les jours, contre la France, le prononcé définitif de la diète de Ratisbonne, mais l'on attendra longtemps encore l'armée des Cercles qui doit le mettre à exécution. Dans cette foule de Princes & d'Etats, M. *Lebrun* en distingue quelques-uns qui n'accéderont pas sans contrainte à la décision de la diète. De ce nombre, sont toutes les villes impériales dont la guerre ruinera le commerce, & peut-être l'Electeur de Saxe qui a le bon esprit d'aimer le repos de ses peuples & le sien.

Mais comment s'est opérée cette alliance inconcevable de la Prusse & de l'Autriche ? qui a pu rapprocher deux puissances aussi essentiellement rivales & ennemies ? Sans se perdre dans le vague des conjectures, ce qu'il nous importe de savoir, c'est que cette réunion a produit à la cour de Prusse une scission dangereuse, c'est que le mécontentement y est universel, c'est qu'il existe à Berlin une fermentation sourde qui s'accroît tous les jours, c'est que déjà l'on n'apperçoit plus entre les deux cabinets, ni même entre les deux armées cette confiance intime, & que l'on a des preuves que toutes leurs démarches ne se font plus de concert.

La haine que nous portent les deux gouvernement d'Angleterre & de Hollande n'est point équivoque. Il y auroit une témérité impardonnable de se reposer sur leur promesse de neutralité. Toutes les deux suivent le même système, le même plan de conduite à notre égard, toutes les deux ont renouvellé en même-temps l'assurance de respecter notre indépendance, toutefois

Digitized by Google

avec une réserve concernant la personne du ci-devant Roi. Quant au Roi d'Espagne, il n'est pas à douter qu'il ne prenne une part dans la guerre contre la France. Cependant jusqu'ici le conseil de Madrid n'a pris aucune resolution fixe. L'armée de terre Espagnole ne compte pas aujourd'hui au-delà de 25 mille hommes. La marine est sur un meilleur pied.

En terminant ce tableau des relations de la République Françoise avec les puissances étrangères, M. *Lebrun* ajoute que des négociations importantes ont été entamées & qu'elles promettent une heureuse issue ; qu'il en est une, sur-tout, qui intéresse essentiellement notre existence politique, mais dont il importe de ne pas dévoiler le secret ; enfin que le Roi de Prusse a déjà fait des ouvertures de paix à nos généraux, & que le conseil exécutif a fait répondre que les François n'entreroient jamais en négociation avec un ennemi tant qu'il seroit sur leur terr toire. L'Assemblée a ordonné l'impression de ce mémoire qu'elle a applaudi, & son envoi aux 83 départemens.

Du mercredi, séance du soir.

Cette séance a été employée à la discussion d'un projet de réglement présenté par les commissaires pour la nomination du président. Un membre vouloit que cette nomination se fît à la majorité relative, au lieu de la majorité absolue. Cette proposition a été combattue par M. *Buzot*, qui a fait sentir combien le président pourroit influer sur les décrets de l'Assemblée, sur l'assemblée elle-même, & combien il importoit que cette place ne fût occupée que par un homme qui auroit la confiance entière de l'Assemblée. Il a été

Digitized by Google

d'crété que le préſident ſera nommé à la majo.ité abſolue & par appel nominal.

Des membres de la commune de Paris viennent accuſer le citoyen *Manuel* d'avoir fait délivrer des expéditions d'arrêtés de la municipalité : on s'étonne. Le citoyen *Manuel* a répondu : Oui, j'ai fait délivrer des arrêtés. — Et à qui ? au roi de Pruſſe. L'étonnement redouble ; on s'agite, mille voix alloient fondre ſur *Manuel*. Tout ſe calme, & on finit par rire du fait, dont le citoyen *Simon* a donné naïvement le récit.

« *Dumourier* avoit fait priſonnier le ſecrétaire du roi de Pruſſe : celui-ci l'a redemandé ; mais comme il y avoit dans les priſons de Verdun, un citoyen nommé *George*, député à l'Aſſemblée conſtituante, qui avoit été pris par les émigrés ; on eſt convenu de l'échanger pour le ſecrétaire. Un adjudant-général a été envoyé à Verdun pour conſommer l'échange. On lui a demandé : eſt-il vrai que *Louis XVI* ſoit renfermé au Châtelet, & qu'il y pourrit ſur la paille avec toute ſa famille ? Il a répondu que rien n'étoit plus faux, qu'il étoit au Temple, dans une maiſon deſtinée ci-devant à M. *d'Artois*. Il s'eſt même engagé à leur prouver ces faits par des certificats de la commune, & c'eſt à lui qu'ils ont été délivrés. »

Du jeudi, 27 ſeptembre.

Après avoir accueilli un grand nombre de dons patriotiques, & reçu de nouvelles félicitations & de nouveaux hommages, l'Aſſemblée ſe fait donner lecture de la traduction de la lettre adreſſée hier à l'Aſſemblée par le maréchal *Luckner*. La voici :

CITOYENS REPRÉSENTANS,

« Appelé à Paris par le conſeil exécutif pro-

Digitized by Google

visoire pour concerter avec lui les opérations de la campagne, je me suis empressé de solliciter la permission de me présenter devant la Convention nationale en qui réside tous les pouvoirs & toute autorité. »

« Vous avez érigé le royaume en république : fort bien. J'obéirai entièrement à la nation ; mais je dois, représentans, vous exposer franchement l'état dans lequel je suis. Si le soldat doit être à son poste, il faut que ce poste soit stable ; & qu'en faisant son devoir, il soit honoré comme il le mérite. »

« Je vois depuis quelque temps la calomnie m'environner lentement, & s'amonceler sur ma tête. Représentans, j'ai le cœur François. On me flétrit injustement. Je ne sais pas parler François, mais je sais me battre, & je me dévoue à la France, ma patrie adoptive. »

« On me reproche plusieurs expressions dans mes lettres, mais n'ai-je pas dit plusieurs fois que ce n'étoit pas moi qui les rédigeois en François. »

« On me reproche ma conduite à Courtrai, que pouvois-je faire sous un mauvais ministre, & suivi de *Lafayette*, dont je me suis toujours défié ; je savois à n'en point douter, qu'il cherchoit à me mettre dans l'embarras. »

« On me parle de ma conduite depuis le 10 ; n'est-ce pas moi qui ai, dans les premiers jours après le 10, préparé ce que les commissaires de l'Assemblée nationale n'ont fait qu'en achevant ce que j'avois commencé ? »

« Les commissaires sont venus à mon armée. J'ai été ensuite nommé généralissime, non pas pour conduire moi-même les troupes au combat,

Digitized by Google

mais pour concerter les plans avec les autres généraux. »

« Jetté dans Châlons, j'ai travaillé à la formation des troupes nouvelles qui m'étoient envoyées. J'ai fait ce qu'un autre officier eût fait; j'ai renvoyé en arrière les soldats qui n'étoient point armés ou qui n'étoient point assez armés. »

« J'ai fait passer les autres devant l'ennemi. »

« On a dit que je n'avois pas la confiance des soldats; en le disant, on espéroit me la faire perdre, mais mes camarades qui m'ont vu au feu avec eux n'ont pas perdu la confiance qu'ils ont eue en moi. »

« On me reproche que mes deux fils sont dans l'armée Autrichienne. Ce fait est une fausseté de mes ennemis; mes fils sont au service du Danemarck; ils n'ont jamais porté les armes contre les intérêts de la France. »

« C'est au milieu de toutes ces calomnies que je suis appellé à Paris, lorsque l'ennemi est sur nos frontières & qu'il y pénètre. »

« Citoyens, il faut que les hommes douteux soient retirés des places; il en est temps; mais il faut excepter de cette rigueur juste, les hommes qui se sont assez prononcés pour qu'on ne doute point de leur foi. »

« Mandataires de la nation, *Luckner* ne vient point vous offrir de fausses louanges, il se présente à vous pour se plaindre des calomnies dont on l'entoure. »

« Honoré chez plusieurs peuples, il s'est rendu au sein de celui qui lui a témoigné le plus de bienveillance. »

« *Luckner* a passé successivement dans tous les grades militaires; il veut terminer dans la

Digitized by Google

carrière militaire, & honorablement le reste de sa vie. »

« Il desire sacrifier sa vie au service de la nation Françoise. Les loix de l'honneur que les Français chérissent tant, sont les siennes; pourquoi, au lieu de l'envoyer à la victoire, le retient-on loin de l'ennemi. Quoiqu'il en puisse être, il vous prie, citoyens mandataires, d'accepter le serment qu'il fait entre vos mains de maintenir de tout son pouvoir la république Françoise, la liberté & l'égalité. »

Cette lettre est accueillie par de nombreux applaudissemens. L'Assemblée avoit passé à différens détails, & sembloit ne plus s'occuper du général *Luckner*, lorsque M. *Collot d'Herbois* est revenu sur son compte, & l'a accusé de n'avoir pas répondu à la plus grave des objections qu'on lui a faites, celle de n'avoir prononcé la peine due au traître *Jarry*. — Il s'est soustrait, a répondu une voix. — S'il s'est soustrait, a continué M. *Collot*, il faut toujours prononcer sur son crime. Je demande que *Luckner* ne puisse sortir de Paris avant que la Convention ait prononcé à son égard. Cette proposition a été adoptée, & la lettre renvoyée au comité militaire.

Les trois commissaires envoyés à Orléans pour y rétablir l'ordre ont rendu compte de leur mission. Le calme, ont-ils dit, régnoit dans cette cité, lorsque des agitateurs, envoyés dans toutes les parties de la république pour y semer la discorde, arrivent, forment des groupes, & préparent une insurrection. Une réponse imprudente d'un marchand de blé en devient le signal. Le peuple fond sur ce malheureux, le met en pièces, & sa tête

Digitized by Google

est portée au bout d'une pique. Rien ne peut plus arrêter la fureur du peuple ; il se porte dans deux maisons, & les livre au pillage. Les officiers municipaux se répandent dans divers quartiers de la ville ; ils parlent, & ne sont point écoutés. La dévastation continue. On force les administrateurs de taxer le prix du pain. Ce succès, bien loin d'appaiser le peuple, semble l'irriter davantage. La loi martiale est proclamée. Ce signe de mort, continuent les commissaires, étoit encore déployé, lorsque nous sommes arrivés. Nous l'avons fait retirer. Revenu à lui-même, ce malheureux peuple ne sentoit plus que l'horreur de ses divisions. Nous lui avons rendu l'ordre, la paix, la fraternité. Il a fait le serment de maintenir la sûreté des personnes & des propriétés, & c'est dans la joie d'un rapprochement mutuel, que les corps administratifs, le peuple & nous, nous avons célébré une fête à l'occasion de l'abolition de la royauté en France.

A ce rapport, succède celui des commissaires envoyés à la manufacture de Charleville, pour mettre en activité la nouvelle organisation de cet atelier. Il en résulte que dans son état actuel il peut fabriquer 2000 armes à feu par mois, & que bientôt il en fabriquera 3000. MM. *Albite* & *Lecointre*, chargés de presser les enrôlemens dans les départemens situés au nord de Paris, rendent, à leur tour, compte de leur mission. Ils proposent, d'après les renseignemens qu'ils ont recueillis, le renouvellement de la régie des poudres, la vente des biens immobiliers des émigrés, & la réduction des *pensions des prêtres non employés*. A peine ce mot a-t-il été lâché, qu'il s'est élevé une discussion très-véhémente sur les pensions des prêtres. Voici le décret qui en a été le

Digitized by Google

résultat. » La Convention nationale décrète « que « les pensions accordées aux ecclésiastiques tant « réguliers que séculiers non employés, seront ré- « duites de manière à ce qu'elles ne puissent excéder « la somme de 1000 liv., & qu'à l'avenir ces pen- « sions ne seront plus payées d'avance. »

Du jeudi, séance du soir.

Cette séance a été ouverte par la lecture d'une lettre du ministre de la guerre. Ce ministre dit qu'aucune action n'a eu lieu, mais que *Dumourier* & *Kellermann* sont au moment d'exécuter un mouvement qui doit avoir les plus heureux effets pour le succès de nos armes. On lit ensuite une lettre trouvée dans la poche du prince de Ligne, tué à l'affaire de la Croix-aux-Bois. La voici :

« Nous commençons à être assez las de cette » guerre où MM. les émigrés nous promettoient » plus de beurre que de pain ; mais nous avons » à combattre des troupes de ligne dont aucun » ne déserte, des troupes nationales qui restent ; » tous les payfans qui sont armés, ou tirent » contre nous, ou nous assassinent quand ils » trouvent un homme seul ou endormi dans une » maison. »

« Le temps, depuis que nous sommes en » France, est si détestable, que tous les jours » il pleut à verse ; & les chemins sont si impra- » ticables, que dans ce moment nous ne pou- » vons tirer nos canons ; de plus, la famine. » Nous avons tout le mal imaginable pour que » le soldat ait du pain, & la viande manque » souvent. Bien des officiers sont cinq, six jours » sans trouver à manger chaud. Nos souliers & » capotes sont pourris, & nos gens commencent

Digitized by Google

» à être malades. Les villages sont déserts, & » ne fournissent ni légumes, ni eau de vie, ni » farines. Je ne sais comment nous ferons, & » ce que nous deviendrons. »

« Quelquefois on se donne le petit plaisir » comme moi..... »

On voit par cette lettre, que probablement il n'a pas eu le temps d'achever l'état de détresse où dès lors se trouvoit l'armée Prussienne, & l'on peut juger combien il a dû, depuis, augmenter.

Le citoyen *Merlin* a annoncé qu'il avoit reçu une lettre de Thionville. L'Assemblée en a demandé la lecture. Voici ce que contient cette lettre qui mérite bien d'être conservée dans les fastes du patriotisme.

« Pendant le bombardement, lui écrit-on, les citoyens étoient de sang-froid; on n'entendoit pas une femme dire un mot. Le lendemain, les personnes les plus maltraitées ne se plaignoient point; au contraire, on regardoit comme un honneur d'avoir reçus quelques bombes. Lorsqu'on a commencé d'en jetter, j'étois couché, je ne me suis pas levé, un boulet a traversé la chambre de mon frère, & a passé à côté de son lit où il étoit; un autre est tombé dans l'escalier. Cela n'a pas empêché que nous ne fussions tranquilles. »

« L'ennemi a toujours son camp au-dessus du bois de Vernanchés, la garnison est disposée à soutenir le siége, & les citoyens préféreroient d'être ensévelis sous les remparts, que d'être au pouvoir de l'ennemi. Dans les deux sorties que nous avons faites, nous avons enlevé un magasin de fourrages & d'avoine; en rentrant, la musique a joué l'air *ça ira :* elle étoit suivie d'un

Digitized by Google

cheval de bois, sur lequel on lisoit cette inscription :

« *Quand il mangera du foin,*
» *Thionville se rendra.* »

« Malgré toutes les alarmes dont nous sommes environnés, la gaîté règne toujours ici; dimanche dernier, nos femmes & nos filles dansoient autour des batteries qui tiroient sur l'ennemi; dans une nouvelle sortie, nous avons pris quinze voitures chargées de farine, d'eau-de-vie & de savon. Ces effets, qui étoient sur des bateaux appartenans à l'ennemi, sont estimés un million. »

Cette lettre a préparé le succès de la motion du citoyen *Merlin* pour faire accorder à Thionville vingt mille livres qu'elle a sollicitées pour ses approvisionnemens.

Une députation du comité de surveillance de la commune de Paris a paru à la barre de la Convention nationale pour se justifier & demander en même temps la conservation de ce comité. On a renvoyé cette pétition à la commission de sûreté générale. Par une seconde députation, la commune de Paris a demandé que les scellés fussent levés à Brunoi, à toutes les maisons des princes & des émigrés, où l'on trouvera les matelas & les autres effets que *Berruyer* demande pour le camp de Paris. Il a été décrété que tous les effets contenus dans les maisons religieuses, & dans les maisons des émigrés, seront mis après l'inventaire & estimation, à la disposition du ministre de la justice.

On a repris la discussion du règlement de la police de l'Assemblée. Il a été décidé qu'il n'y aura

plus de séance du soir. Le président pourra néanmoins convoquer la Convention quand l'intérêt public le lui fera juger nécessaire. Il a été prononcé la peine d'arrestation par les huissiers, & une détention de trois jours contre tout étranger qui s'introduira dans la salle pendant la séance.

Du vendredi, 28 septembre.

Une lettre du corps électoral du département du nord, apprend à l'Assemblée que les ennemis ont commencé le bombardement de Lille; qu'au moment où ils écrivent, le canon gronde & les bombes tombent non loin de l'enceinte de leurs séances; que l'insouciance des administrateurs & de la municipalité avoit laissé cette ville & tout le Quesnoy sans munitions, sans approvisionnemens; mais que forts de leur patriotisme, de leur courage, forts sur-tout de leur confiance dans le brave *Denoue* qui les commande, les habitans & la garnison ne rendront Lille que lorsqu'il sera devenu un monceau de ruines. Les électeurs ajoutent que puisque ce commandant jouit d'une confiance sans bornes, il seroit utile qu'il eût carte-blanche dans la place & dans le district de Lille.

La Convention a décrété la mention honorable de la conduite du corps électoral du département du Nord & a renvoyé au pouvoir exécutif, la demande d'une ampliation de pouvoirs pour le commandant.

On se souvient que le général *Montesquiou* avoit promis, en entrant dans la Savoie, de dater sa première lettre de Chambéry. Il a tenu parole, il a plus fait encore, & déjà il est maître de tout le pays, depuis les bords du lac de Genève jusqu'à ceux de l'Isère, ou pour mieux dire, il l'a rendu à la

berté. Cette lettre trouvera sa place ailleurs ; nous n'en extrairons ici que ce qui a été l'objet d'une discussion. Ce général a dit que l'opinion publique dans la Savoie, étoit prononcée pour une révolution semblable à la nôtre ; qu'il a déjà entendu parler de proposer à la France un 84^e. département, ou au moins une République sous sa protection, & qu'il désiroit connoître le vœu de l'Assemblée, étant appelé à influer sur les partis que l'on prendra. M. *Bancal* voit que l'Assemblée décrétât aussi tôt que la Savoie ne sera point un département de la République Française, mais qu'il lui sera libre de se donner un gouvernement particulier.

M. *Louvet* demandoit une déclaration aux habitans des pays conquis, que loin de vouloir forcer les peuples à adopter ses loix, la France garantira leur indépendance toute entière, de toute la force de ses armes. M. *Lacroix* parloit de frais de la guerre, d'indemnités, de quelques avantages pour la France. M. *Lasource* a ramené l'Assemblée à un même avis, en distinguant le principe général, & la demande qu'a faite *Montesquiou* de lui donner un plan de conduite, pour la circonstance particulière où il se trouve. Il a été décrété que les propositions des citoyens *Bancal* & *Louvet* seroient renvoyées au comité diplomatique.

Une lettre du ministre de l'intérieur fait sentir à l'Assemblée les inconvéniens qui résulteroient du renouvellement des directeurs & contrôleurs des postes, par les assemblées électorales. L'unité de cette administration seroit détruite ; la responsabilité des administrateurs généraux seroit anéantie, toute dépendance se trouveroit rompue. L'ensemble de cette administration, a dit M.

Digitized by Google

Roland, eſt une mécanique ſavante & bien combinée, dont le principal reſſort eſt à Paris, & qui doit avoir un pivot unique. D'après ces obſervations, la Convention à ſuſpendu l'exécution de ſon décret.

La municipalité de Paris a demandé un prêt de deux millions, pour le remboursement des billets de la maiſon de ſecours, qui reſtent en circulation. L'Aſſemblée s'eſt rappelée que cette municipalité avoit déja reçu pour le même objet une ſomme de trois millions dont elle n'a pas rendu compte. Et il a été décrété que la commune de Paris rendra, ſous trois jours, compte de ſa geſtion relativement aux caiſſes de confiance.

La diſcuſſion s'eſt enſuite portée ſur le réglement de la police de l'Aſſemblée, tous les articles en ont été ſucceſſivement décrétés.

Du ſamedi, 29 ſeptembre.

On a fait lecture d'une lettre du maréchal *Luckner*, par laquelle il répond à l'accuſation, portée contre lui, de n'avoir pas fait punir l'incendiaire *Jarry*. Il obſerve que la cour martiale du Nord n'étoit point organiſée; que ni le commiſſaire ordonnateur, ni le commiſſaire auditeur, pas même le greffier, n'étoient nommés. L'Aſſemblée a ordonné le renvoi de cette lettre aux comités de ſurveillance & de la guerre réunis.

Un membre a demandé à l'Aſſemblée une explication ſur la queſtion de ſavoir ſi les miniſtres pourroient être choiſis parmi les membres de la Convention.

L'Aſſemblée conſtituante avoit rendu un décret fort ſage à cet égard; il portoit non-ſeulement qu'un

Digitized by Google

député ne pourra briguer le ministère, mais qu'en cessant ses fonctions législatives, il ne pourroit y être placé qu'après l'espace de deux ans. La Convention a pensé de même qu'un mandataire du peuple devoit rester au poste où le peuple l'avoit placé, pour faire des lois & non pour les faire exécuter. Elle a décrété que les ministres ne pourront être pris parmi les membres de la Convention.

Alors on a renouvellé la motion déjà écartée par l'ordre du jour d'inviter les ministres démissionnaires à rester en place. Elle a été fortement appuyée par M. *Buzot*. Rien ne prouve mieux, a-t-il dit, la nécessité de laisser les rênes du gouvernement dans les mains pures qui les tiennent en ce moment, que la difficulté que nous éprouvons à leur choisir des successeurs. Etrangers à ce pays d'intrigues & de vertus, pourquoi ne pas nous en rapporter à l'expérience ? pourquoi ne pas dire à l'homme de bien : Continue & tu jouiras toujours de la confiance & de l'estime publique.

La discussion a été fermée. On alloit mettre la proposition aux voix. Plusieurs réclamations se sont fait entendre. Le citoyen *Barrère* a invoqué la question préalable & il a demandé à la motiver. L'Assemblée, après quelques débats, a décidé qu'il seroit entendu. *Barrère* a d'abord rendu hommage aux vertus civiques des deux ministres de la guerre & de l'intérieur, mais il a soutenu que si de tels éloges peuvent sortir sans danger de la bouche des citoyens, il n'en est pas de même des éloges donnés par la *Convention* de la république Françoise. *Mirabeau* disoit dans de pareilles circonstances : *ne mettez jamais en balance un homme & la*

patrie; parce que *Mirabeau* savoit qu'on n'est pas long-temps libre dans un pays où l'on croit un homme nécessaire à l'administration publique.

Plusieurs membres ont ensuite parlé pour & contre. Le citoyen *Lasource* a parlé le dernier, & après avoir vengé M. *Roland* de quelques imputations, hasardées bien mal-adroitement contre le ministre, il a dit avec Tacite : la reconnoissance a fait le malheur des nations, parce que c'est elle qui a fait les Rois. On applaudit. M. *Buzot* qui avoit parlé pour l'invitation, a réclamé lui-même la question préalable, & elle a été décrétée à une grande majorité.

La délibération s'est ensuite portée sur un projet de décret, relatif à l'organisation des comités, présenté par le citoyen *Mathieu*. L'Assemblée en a ordonné l'ajournement jusqu'à ce qu'elle puisse rectifier celle du ministère, d'après cette observation, que la division du corps législatif pour les affaires, doit être identique à la division du ministère.

La Convention a arrêté qu'outre les comités actuels, il sera procédé à la formation d'un comité de constitution ; qu'il sera composé de 12 membres, & qu'il sera dissous dès qu'il aura rédigé son projet.

Une des grandes fautes que fit l'Assemblée constituante, ainsi que l'a très-bien observé M. *Rabaut Ponnier*, fut de n'avoir pas rendu public son plan de constitution, & d'en avoir décrété les diverses parties avant de les avoir soumises à l'examen des citoyens. M. *Rabaut* a demandé que le projet de constitution du comité, ne soit discuté que deux mois après qu'il aura été présenté à l'Assemblée, afin qu'il puisse être examiné par-tout ce que la France & l'Eu-

Digitized by Google

rope renferment d'hommes éclairés. Cette proposition a été adoptée.

C'eſt une vérité conſtante pour tous ceux qui ont étudié l'hiſtoire des Peuples & celle de l'eſprit humain, que les erreurs en politique, comme en morale, ont fait autant de mal aux hommes, que les abus du pouvoir de la part de ceux qui les ont gouvernés. Dans une révolution qui a opéré un déplacement ſi ſubit dans les choſes, on a dû s'attendre qu'il y en auroit un auſſi grand dans les idées. La vérité ne ſe met pas ſi promptement au niveau de tous les eſprits, dans une ſociété où le plus grand nombre avoit été avili & dégradé par le Gouvernement.

Le nouvel ordre de choſes a fait retentir tout-à coup a toutes les oreilles les mots ſi peu connus juſqu'alors, de *Souveraineté*, de *Liberté*, d'*Egalité*. Pluſieurs en abuſent par ignorance; ceux-là ont beſoin d'être éclairés. Beaucoup ont profité de cette ignorance pour égarer le Peuple ſur ſes droits; ceux-ci ont beſoin qu'on les démaſque.

On a dit au Peuple qu'il étoit le *Souverain*. Cette vérité éternelle, ſans laquelle il ne ſauroit y avoir de Gouvernement juſte, ni de bonne Conſtitution, a donné lieu à des interprétations abuſives, ſaute

Digitized by Google

d'avoir attaché une idée exacte au principe de la *Souveraineté* & au mot *Peuple*.

Dans l'ancien régime, où l'insolence des *grands* & des *riches* avoit créé une langue à part, on donnoit dédaigneusement la qualification de *Peuple* à cette classe nombreuse & utile qui n'étoit comptée pour *rien*. Aujourd'hui, que la Justice a réparé les torts du despotisme & de l'orgueil, il a été facile à cette classe si long temps humiliée, de croire qu'elle étoit *tout*, parce qu'en effet le Peuple fait la République. Ce passage si brusque du néant à l'existence, n'a pu se faire sans que les idées anciennes se soient mêlées aux nouvelles.

Voilà par quelle logique vicieuse des aggrégations partielles se sont imaginées former le Peuple, parce qu'elles étoient autrefois du Peuple, & comment de cette première erreur elles ont été conduites à une seconde, celle de se croire le Souverain, & comme tel d'en exercer les droits. Les agitateurs & les intrigans trouvent leur profit à entretenir les Citoyens dans cette aberration de principes. Ceux-ci trouveront le leur à avoir des notions plus conformes à leur intérêt & à l'intérêt public, qui ne doivent faire qu'un dans une République.

Dans un état purement démocratique, où chaque Membre du Corps politique délibère sur ses intérêts, le Souverain

Digitized by Google

n'existe que lorsque tous les individus, convoqués selon les loix, sont réunis dans *la place publique* ou dans *le forum*. Hors delà, ils ne sont plus que *Sujets*. Il ne faut pas que ce mot effarouche nos oreilles libres, c'est l'expression dont se sert *Rousseau*, qui se connoissoit en liberté. Voici avec quelle précision il caractérise les bases de l'organisation sociale.

« La Personne publique qui se forme par l'union de toutes les autres, prend le nom de *République* ou de *Corps politique*, lequel est appelé, par ses Membres, *Etat* quand il est passif, *Souverain* quand il est actif, *Puissance* en le comparant à ses semblables. A l'égard des Associés, ils prennent collectivement le nom de *Peuple*, & s'appellent en particulier *Citoyens*, comme participant à l'autorité souveraine, & *Sujets*, comme soumis aux loix de l'Etat. » [*Contrat Social*, liv. I, ch. 6.

Il n'en est pas tout-à-fait de même dans le Gouvernement représentatif, tel que le nôtre. Les Citoyens, qui sont à la vérité Membres du Souverain, ne pouvant délibérer en commun, n'exercent la Souveraineté qu'en tant que réunis en Assemblées primaires ils délèguent le droit de nommer leurs Représentans, soit à une Convention Nationale, soit à une Législature, leurs Juges, leurs Administrateurs, &c. C'est dans la réunion des Représentans que réside

Digitized by Google

exclusivement l'exercice de la Souveraineté. Les Assemblées primaires ont incontestablement le droit de ratifier la Constitution que préparent les Représentans assemblés en Convention Nationale ; car le droit de Souveraineté étant inaliénable, c'est au Peuple à régler définitivement la forme de Gouvernement sous laquelle il veut vivre : il obéiroit mal à des institutions qu'il n'auroit pas consenties. Mais nous ne croyons pas qu'il doive soumettre à la même délibération les loix purement civiles & administratives, parce que, à la différence de la Constitution qui ne doit contenir que le moins d'articles possibles, & à laquelle il seroit dangereux de toucher trop fréquemment, les loix civiles sont trop nombreuses & trop variées pour que le Peuple s'occupe de leur révision dans les Assemblées primaires. A Sparte & à Rome, les Citoyens étoient presque toujours dans la place publique; mais les Romains avoient des esclaves, & les Lacédémoniens des ilotes auxquels ils abandonnoient les travaux de l'agriculture & de l'industrie. Pour nous, qui avons fait de la liberté une propriété commune, nous ne pouvons employer à examiner les loix, le temps que réclament les occupations multipliées de la vie civile.

Par cela seul que le Peuple est obligé de déléguer à ses Représentans l'exercice de la

Digitized by Google

Souveraineté, il s'enſuit que hors des Aſſemblées primaires il n'eſt plus le Souverain ; il n'eſt plus que Citoyen, & ſoumis aux loix de l'Etat. Si quelques Membres réunis de la ſociété ſe croyoient en droit d'exercer une puiſſance ſupérieure à celle des Repréſentans, il n'y auroit pas de raiſon pour que chaque individu ne fût fondé à s'attribuer la même prérogative ; dès-lors la Souveraineté qui eſt indiviſible ſe diſtribueroit en autant de parties qu'il y a d'individus dans le Corps ſocial. Si c'eſt un inconvénient attaché au Gouvernement repréſentatif, il eſt inévitable. Il faut que les fractions diſparoiſſent devant le tout, quoique le tout ne ſoit compoſé que de fractions. » Afin que le pacte ſocial, dit encore *Rouſſeau*, ne ſoit pas un vain formulaire, il renferme tacitement cet engagement qui peut ſeul donner de la force aux autres, que quiconque refuſera d'obéir à la volonté générale, y ſera contraint par tout le corps ; ce qui ne ſignifie autre choſe, ſinon qu'on le forcera d'être libre ; car telle eſt la condition, qui donnant chaque Citoyen à la Patrie, le garantit de toute dépendance perſonnelle : condition qui fait l'artifice & le jeu de la machine politique, & qui ſeule rend légitimes les engagemens civils, leſquels ſans cela ſeroient abſurdes, tyranniques, & ſujets aux plus énormes abus. »

Digitized by Google

Ces principes ſans leſquels la ſociété n'offriroit plus qu'une horrible anarchie, nous conduiſent naturellement à l'idée juſte qu'on doit ſe former de la liberté & de l'égalité.

On a diſtingué entre la liberté *naturelle*, la liberté *civile* & la liberté *politique*. Dans l'état de ſociété il n'exiſte de la liberté naturelle, que la meſure dont l'intérêt de tous n'a pas éxigé le ſacrifice. Le reſte eſt ſous l'empire de la loi. La liberté n'eſt donc pas le pouvoir de tout faire, mais de ne faire que ce que la loi permet. Le Citoyen qui n'obéiroit qu'à ſes caprices & à ſes paſſions, rencontreroit auſſi les paſſions & les caprices des autres, & cet état de choſes ne ſeroit plus la ſociété, mais ſa plus affreuſe déſorganiſation. Il faut donc que toutes les volontés particulières fléchiſſent devant la volonté générale. La différence entre les états libres & ceux qui ne le ſont pas, c'eſt que dans ceux-ci, un ſeul réuniſſant tous les pouvoirs, ſubſtitue ſa volonté à la volonté publique, & c'eſt alors qu'il n'y a plus de liberté, & que l'inſurrection eſt un droit. Mais lorſque tous les Membres du Corps politique concourent également par leurs repréſentans, à l'établiſſement de la Conſtitution & des Loix, la liberté & l'égalité conſiſtent alors dans l'aſſurance où

Digitized by Google

est chacun de n'obéir qu'à des loix faites par tous & pour tous.

C'est ainsi que les hommes sont égaux en droits. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent se partager toutes les places, toutes les fonctions publiques, mais que tous peuvent y être appellés par la confiance des concitoyens. Cela ne veut pas dire non plus que cette égalité doit s'étendre jusqu'au partage des terres & au nivellement de toutes les fortunes; car, en supposant même l'établissement de la loi agraire dont on a beaucoup parlé sans la connoître, comme la nature est supérieure à toutes les institutions, l'inégalité de talens, d'industrie & de caractères, rameneroit bientôt l'inégalité dans les richesses. Mais ce que les loix peuvent & doivent faire dans une République, c'est de favoriser, le plus qu'il est possible, la division des propriétés, & d'empêcher que nul ne soit assez pauvre pour être contraint de se vendre, & nul assez opulent pour attaquer la liberté par la corruption.....

Ces idées ne sont pas neuves sans doute; mais les évènemens qui se sont passés & la disposition où se trouvent encore les esprits prouvent qu'elle ne sont pas encore assez familières; & si quelque honnête Pasteur, quelque Citoyen zélé, prenoit la peine de les expliquer aux Citoyens moins éclairés des campagnes & des villes,

Digitized by Google

nous n'aurions pas à regretter de les avoir retracées.

Le Corps Electoral du Département de l'Orne, ayant nommé le Docteur *Prieſtley* à la Convention Nationale, & le Miniſtre de l'intérieur lui ayant adreſſé le procès-verbal de cette élection, le Docteur *Prieſtley* a témoigné ſes regrets de ne pouvoir déférer à ce vœu.

[L'abondance des matières nous force à renvoyer au prochain numéro les lettres de ce Philantrope.]

Nouvelles de nos armées.

Armée du Nord. Quoique le Miniſtre de la Guerre ait annoncé une entrée prochaine dans le Brabant, elle ne s'eſt pas encore effectuée. Les Autrichiens ont mis, depuis quelques jours, le ſiége devant Lille avec une armée de 18 mille hommes. Cette entrepriſe eſt inſenſée avec auſſi peu de forces, & la garniſon ainſi que les Citoyens ne ſont nullement diſpoſés à la livrer par trahiſon. On en jugera par la réponſe qu'a faite le Conſeil-Général aux ſommations du Duc *de Saxe-Teſchen* de rendre la ville en lui offrant la *protection* de l'Empereur & Roi. --- « Nous venons, a répondu le Conſeil Général, de renouveller notre ſerment de fidélité à la République, & de mourir à notre poſte. Nous ne ſommes pas des parjures. » Cette réponſe, digne des Spartiates, a été ſuivie du feu le plus terrible de la place.

Digitized by Google

L'ennemi a ouvert, au-delà du fauxbourg de Fives, une tranchée de 120 toises de longueur. C'eſt, comme on voit, un ſiége en miniature. Les communications ſubſiſtent toujours de tous les autres côtés oppoſés à celui du fauxbourg de Fives. Au moment même où nous écrivons, on aſſure que le ſiége eſt levé.

Le Lieutenant-Général *Moreton* avoit réſolu d'opérer une diverſion, en faiſant attaquer Saint-Amand & quelques autres points où étoit logé l'ennemi. Cette attaque s'eſt faite ſur Saint-Amand, à la pointe du jour, avec beaucoup de ſuccès. Après une vigoureuſe défenſe de trois heures & demie, l'ennemi a évacué la ville en dirigeant ſa retraite ſur Maulde & Orchies. Mais, du moment où nos troupes ont été en poſſeſſion de la ville, il n'a pas été poſſible d'empêcher le ſoldat de ſe débander, & une grande partie s'eſt enivrée au point de n'être plus capable de rendre aucun ſervice, ſi l'ennemi eût attaqué.

Le Maréchal de camp *Ferrand*, à qui cette expédition étoit confiée, fit avancer un ſecond corps de 1200 hommes, ſous les ordres du Maréchal-de-camp *Lamorlière*. Pendant ce temps, arrivoit à Saint-Amand le détachement de la garniſon de Condé, qui avoit marché ſur Bruille, & ſe livra aux mêmes excès. Le Maréchal-de-camp *Ferrand*, apprit alors que la garniſon de Bouchain, qui s'étoit portée ſur Marchiennes, avoit été repouſſée par l'ennemi qui y étoit retranché derrière la Scarpe avec trois pièces de canon : que M. *de Maraſſé* n'avoit pu faire ſortir de Douai que deux cens hommes, & n'avoient même pû l'entamer, parce qu'il avoit été renforcé à temps par Orchies. Ces nouvelles

velles jointes à la ſituation de la troupe dans Saint-Amand, déterminèrent M. *Ferrand* à évacuer cette ville, dans laquelle il pouvoit facilement être attaqué par les troupes de Maulde, & tourné par celles d'Orchies & Marchiennes, de manière à ce que ſa retraite fût coupée.

La Convention a nommé des Commiſſaires pour ſe tranſporter dans l'armée du Nord.

Armée du Centre. Nos armées ſe renforcent, & celles de l'ennemi s'affoibliſſent par la diſette, les maladies & la diviſion qui ſubſiſte entre l'Autriche & la Pruſſe, & de toutes avec les Emigrés. On jugera de notre ſituation & de celle des ennemis, par la lettre que le miniſtre des Affaires Etrangères à adreſſée à la Convention, le 1^er^. Octobre.

Lettre du Miniſtre des Affaires Etrangères, à la Convention.

« Citoyen Préſident, j'ai annoncé à l'Aſſemblée Nationale que des ouvertures de négociations avoient été faites au nom du Roi de Pruſſe au Général *Dumouriez*. J'ai fait connoître en même-temps la déciſion du Pouvoir Exécutif, qui ordonnoit aux Généraux de n'entendre aucune propoſition, ſans que préalablement les armées des deſpotes euſſent délivré de leur préſence la terre de la Liberté. »

« Les propoſitions du Roi de Pruſſe étoient cependant remarquables, en ce qu'elles contenoient la reconnoiſſance clairement exprimée de l'autorité Nationale, & de la qualité de Repréſentant de la Nation, pour les relations extérieures qui avoient été attachées à l'exiſtence politique du Roi Conſtitutionnel; un autre aveu non moins remarquable s'y trouvoit également,

Digitized by Google

c'est que l'ancien ordre de choses détruit par la volonté nationale depuis 1789, étoit contraire au bonheur du Peuple. »

« Un rapprochement aussi imprévu, opéré de lui-même, sans négociation préalable, pouvoit faire croire à une grande détresse des armées ennemies, ou à d'autres intérêts également pressans de songer à la paix. Une espèce de trêve avoit été convenue. Le Général *Dumourier* en profita pour rassembler & disposer les différens corps qui devoient être réunis à son armée. Il fit paisiblement & en silence, tous les mouvemens nécessaires pour tirer avantage de sa position, & gêner l'ennemi dans la sienne. Pendant qu'il préparoit ainsi ses projets militaires, des communications assez fréquentes qui ne pouvoient tourner qu'à l'avantage de la Liberté, s'établissoient entre les deux armées. »

« Le Général *Dumourier* saisit cette occasion pour faire l'échange des prisonniers de guerre. Le cartel convenu avec les Généraux Prussiens fut rédigé d'après les Loix décrétées par l'Assemblée Nationale, & les prisonniers des Emigrés n'y furent pas compris. M. *de Brunswick* ne mit même aucune insistance à une réclamation qu'il avoit faite en leur faveur. Il s'ouvrit à cette occasion, une conférence entre le Duc *de Brunswick*, le Comte *de Lukesini*, Ministre du Roi de Prusse, & le Lieutenant-Colonel-Adjudant-général *Thouvenot*, chargé de l'échange des prisonniers François ; dans cette conférence M. le Duc *de Brunswick* s'exprime à peu-près en ces termes : »

« Nos nations ne sont pas faites pour être ennemies ; n'y auroit-il pas quelques moyens de nous accommoder à l'amiable ? Nous sommes dans

Digitized by Google

votre pays ; il est désolé par les malheurs inévitables de la guerre. Nous savons que nous n'avons pas le droit d'empêcher une nation de se donner des loix, de tracer son régime intérieur, nous ne le voulons pas ; le sort du Roi seul nous occupe : que deviendra-t-il ? Qu'on nous donne sur lui des assurances, qu'on lui assigne une place dans le nouvel ordre des choses, sous une dénomination quelconque, & S. M. le Roi de Prusse rentrera dans ses Etats, & deviendra votre allié. »

« De la part d'un homme qui a signé les manifestes déjà publiés, & dont le mépris de la Nation Françoise a fait justice, la modération de ce langage devoit surprendre. »

« Le lieutenant-colonel Thouvenot y répondit que la volonté de la France républicaine ne sauroit se plier à aucune influence étrangère, & que les représentans de la nation, à qui le dépôt précieux de son bonheur & de sa gloire est spécialement confié, persisteroient sans cesse dans des décrets qui ont obtenu la sanction de l'opinion générale. »

« La conférence fut terminée par l'annonce d'un mémoire que le duc de *Brunswick* devoit incessamment adresser au général *Dumourier*. Ce mémoire est un troisième manifeste digne en tout des deux premiers. Le général *Dumourier* l'a reçu avec une indignation que nous avons partagée, & qui sera également ressentie par la Convention nationale & par la France entière. »

« Il a sur-le-champ annoncé que la trève étoit rompue ; & ses lettres écrites du ton qui convient à un homme honoré du précieux emploi de conduire les François à la victoire, ont déterminé une réponse dans laquelle l'aide-de-camp du Roi de Prusse, après avoir représenté que les intentions

Digitized by Google

de ce Roi & du duc de *Brunſwick* ont été mal ſaiſies, demande une nouvelle entrevue, & déclare que les armées Impériales & Royales ne rompront pas la trêve les premières. Le général *Dumourier* a refuſé toutes conférences nouvelles & tous délais dans les opérations de la campagne, à moins que l'on ne commençât par annuller la nouvelle déclaration du duc de *Brunſwick*. Tel eſt l'état actuel des choſes. »

« Ce qui s'eſt paſſé dans cette circonſtance, montrera la nation Françoiſe ſous le point de vue reſpectable qui lui convient. Toutes nos démarches ont été énergiques & franches. Nous avons abandonné la ruſe & la foibleſſe à nos ennemis; & l'Europe entière reconnoîtra, dans notre conduite un peuple qui ſait apprécier la paix, mais qui ne craint pas la guerre. *Signé*, LEBRUN. »

Nancy, le 25 Septembre. Enfin, le ſiége de Thionville eſt levé. Ce n'étoit qu'un blocus. Le courage de la garniſon, des Habitans & du brave *Félix Wimpfen* a triomphé des efforts des ennemis.

Armée du Midi. L'armée du Général *Monteſquiou* eſt entrée en Savoie le 22 du mois dernier. L'ennemi venoit d'achever ſes travaux de trois redoutes placées à l'entrée des alpes de Mians, dont le feu devoit ſe croiſer avec celui de Montmelian. Ces redoutes ont été détruites, Montmelian a ouvert ſes portes : pluſieurs colonnes ſe ſont dirigées à-la-fois vers les villes principales de la Savoie. Voici la lettre du Général *Monteſquiou*, datée de Chambéry.

Digitized by Google

Lettre du Général Montesquiou *au Ministre de la Guerre, à Chambéry, le 25 Septembre 1792.*

« J'avois eu l'honneur de vous mander, Monsieur, que ma première lettre seroit datée de Chambéry. Vous voyez que je vous tiens parole. Tout a fui, depuis les bords du lac de Genève jusqu'à ceux de l'Isère, & des députations de toutes les villes de Savoie m'arrivent successivement, pour rendre hommage à la Nation Françoise, & pour implorer la protection. La fuite n'a été que trop rapide, puisqu'il m'est impossible d'atteindre les ennemis; mais si je n'ai qu'un foible espoir de leur faire des prisonniers, j'en suis dédommagé par des captures plus utiles, que je dois à la précipitation de leur fuite. Je joins ici un total succinct des provisions, des munitions, des armes & des effets militaires qu'ils ont abandonnés. Un procès-verbal exact vous en présentera le détail incessamment, & s'augmentera tous les jours des produits d'une déroute, qui n'auroit pas été plus grande, après la plus complette des victoires. »

« Je n'ai pas eu besoin des troupes qui me joignoient successivement; je n'avois encore que douze bataillons, devant lesquels 15 mille hommes effectifs ont disparu comme un souffle. »

« J'ai lieu de penser, qu'une partie de ces troupes qui s'est enfoncée dans les Bauges, y est encore, & j'espère qu'il ne lui sera pas aisé d'en sortir. »

« Je suis convenu hier au soir, avec M. *Rossy*, que j'ai laissé à Montmélian, qu'il se porteroit à Miolans en Frétérive, avec le Corps de 8,000 hommes qu'il commande, & que de-là il

Digitized by Google

pousseroit ses postes jusqu'à l'Hôpital & Constans, débouché des Bauges dans la Tarentaise. »

« Je suis ici avec 7 mille hommes, dont une partie occupe les villages de l'entrée des Bauges, & je pousse aujourd'hui mon avant-garde, commandée par M. *Cazabianea*, dans l'intérieur de ces montagnes. Je me conduirai en conséquence des découvertes que nous ferons. J'ai rassemblé entre les Marches & Montmélian, pour servir à renforcer ma droite ou ma gauche, suivant le besoin, les neuf bataillons de Grenadiers du Gard, de l'Isère, de la Drôme & de l'Ardèche, qui m'arrivent successivement; & je vais envoyer des détachemens prendre possession d'Aix, d'Annecy, de Rumilly, de Carrouge & de Thonon. J'espère que dans huit jours tout le pays sera sous la domination Françoise, depuis Genève jusqu'au Mont-Cénis. Si M. *d'Anselme* est aussi heureux que moi, les Etats du Roi de Sardaigne seront bientôt réduits au Piémont & à la Sardaigne. »

« La marche de mon armée est un triomphe. Le Peuple des campagnes, celui des villes accourt au-devant de nous. La cocarde tricolore est arborée par-tout; les applaudissemens, les cris de joie accompagnent tous nos pas. Une Députation de Chambéry m'est venue trouver avant-hier au Château de Marches. Hier matin, j'en suis parti avec cent chevaux, 8 Compagnies de Grenadiers & quatre pièces de canon pour me rendre dans cette ville; la Municipalité m'attendoit à la porte, en habits de cérémonie, pour m'en remettre les clefs. Le Chef de la Municipalité m'a exprimé les sentimens de respect & d'attachement du Peuple de Savoie. Je me suis rendu à la Maison Commune, j'y ai reçu les hommages que les

Digitized by Google

Citoyens s'empressoient de rendre à la Nation, & toute la troupe a été invitée à un grand festin qui lui étoit préparé. Je ne peux donner trop d'éloges à la conduite des Soldats & des Volontaires. Elle n'auroit pas été plus régulière & plus cordiale dans leur propre pays. »

« Vous sentez bien que les Piémontois, avant de se retirer, ont épuisé toutes les caisses. Cependant il restera quelques sommes à notre disposition, & j'ai donné ordre aux percepteurs des deniers royaux, de continuer pour le compte de la Nation, les diverses perceptions, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. »

« J'ai cru devoir à la conduite franche & loyale des Magistrats & des Citoyens de Chambéry, de leur laisser, à la Maison Commune, un poste de leur Garde Bourgeoise. »

« Ils ont été fort sensibles à cette marque de confiance. »

« Aujourd'hui, l'arbre de la liberté sera planté en grande cérémonie sur la place principale de la ville. »

« Il me paroît que tous les esprits sont disposés à une Révolution semblable à la nôtre. J'ai déjà entendu parler de proposer à la France un 84^e^. Département, ou au moins une République sous sa protection. Il est à desirer que je connoisse le vœu du Gouvernement, car je crois que je serai à portée d'influer sur les partis que l'on prendra. Quoi qu'il arrive, Monsieur, voilà votre objet rempli ; cet événement est très-important pour Genève & pour la Suisse. Nous la touchons aujourd'hui de toutes parts. »

« J'ai demandé la liberté de quelques prisonniers détenus pour des propos en faveur de la Révolution Françoise. J'en ai fait délivrer

Digitized by Google

quelques autres qui n'étoient accusés que de contre-bande. J'ai dit d'ailleurs, que la Nation laissoit libre cours aux Loix du pays, jusqu'à ce que la Nation Savoisienne les eux librement changées. Je vous prie de me mander si je dois tenir un autre langage. Jusques-là je n'interromprai point le cours des Loix ordinaires, ni les fonctions des Magistrats. »

« Peut-être faudroit-il, pour remplacer l'autorité administrative de l'ancien Gouvernement, tant qu'il ne sera point changé, nommer un Gouverneur-général de cette province. Je ne peux y exercer que l'autorité militaire, & c'est user du droit de conquête. Je laisse cet examen à votre sagesse. »

« Je desire, Monsieur, que ma conduite ait l'approbation de l'Assemblée Nationale & la vôtre. »

« Il faudra bientôt nous occuper du nombre de troupes que vous voudrez faire hiverner dans ce pays-ci. La campagne doit y être terminée le 15 du mois prochain. »

Le Général de l'armée du Midi.

Signé, A. P. Montesquiou.

Etat succinct, & par apperçu, des objets pris sur l'ennemi, savoir :

1,000 fusils environ.

Un assez grand nombre d'effets de campemens, tentes, marmittes, &c.

5,000 quintaux de foin.

3,000 sacs de bled de 180 liv.

100,000 cartouches à balle.

Une grande quantité de poudre qu'on n'a pu encore constater.

Digitized by Google

7 à 800 gibernes, bretelles de fusils, baudriers, des bonnets de grenadiers, & des chapeaux sans nombre.

Du sel pour la consommation de tous les habitans du duché de Savoie pendant neuf mois.

30,000 liv. environ dans le trésor public.

120 à 130 mille liv. qui résulteront, au 1er. Octobre, de la recette des gabelles.

Nota. Il n'a pu être dressé encore aucun inventaire, & il arrive à chaque instant, de tous les postes occupés par l'ennemi, des avis qu'on y trouve des effets qu'on ira successivement reconnoître & inventorier.

Le Commissaire Ordonnateur en Chef de l'armée du Midi.

Proclamation du Général Montesquiou.

« Au nom de la Nation Française, guerre aux Despotes! paix & liberté au Peuple. »

Une lettre des Commissaires de la Convention, du 30 Septembre, & une autre du Général *Dumourier* du 1er. Octobre, toutes deux datées du camp de Sainte-Menehould, annoncent que les Prussiens sont en pleine retraite. Leur armée est épuisée par la famine, la fatigue & le flux de sang. Le Général *Beurnonville* leur a pris, en deux jours, plus de 400 hommes, plus de 50 charriots, & plus de 200 chevaux. Le Général *Dumourier* a envoyé des renforts à *Beurnonville*, qui a pris de 20 mille hommes, & qui est aux trousses de l'ennemi. *Dumourier* l'est allé joindre pour achever cette affaire. Il est arrivé aussi des Députés de Lille, qui annoncent que cette ville est assiégée, qu'elle

Digitized by Google

manque de vivres, mais que les Habitans veulent mourir à leur poste.

PÉTERSBOURG.

Il eſt à-peu-près impoſſible de ſavoir encore ſi l'Impératrice enverra ou n'enverra pas une armée Ruſſe contre la France : on n'eſt d'accord ſur rien, ni ſur le nombre des troupes ; on varie à cet égard depuis 15 juſqu'à 25 mille hommes, ni ſur la réalité de l'envoi : en Ruſſie, en Pologne & en Allemagne on penſe aſſez généralement que l'Impératrice ne peut en ce moment faire marcher contre la France qu'une partie des troupes qu'elle a en Pologne, & qu'en Pologne elle n'en a pas aſſez pour tenir cette étrange République ſous ſa domination. Cependant beaucoup de perſonnes aſſurent, d'un autre côté, que déjà des ordres ſont donnés pour préparer la marche des Ruſſes par l'Allemagne. On ne ſait pas avec plus de certitude la deſtination de l'eſcadre Ruſſe qui a fait voile le 7 Septembre de Copenhague : on croit que c'eſt pour Cronſtadt, où on la déſarmera ; mais c'eſt une conjecture plutôt qu'un fait avéré. Quant à la flotte de *Catherine*, que beaucoup de gens croyoient voir déjà cinglant des Dardanelles dans la Méditerranée, s'emparant de l'iſle de

Digitized by Google

Corse ; bombardant Marseille ; des gens beaucoup mieux instruits assurent qu'elle n'est pas encore équipée.

Si une femme, dont le cœur & l'esprit sont dépravés par l'exercice d'un long despotisme, pouvoit goûter des projets dont la liberté & le bonheur des Peuples seroient le but ; si l'orgueil & l'ambition ne préféroient pas la grandeur illimitée des rêves à la grandeur réelle mais circonscrite d'un plan dont l'exécution seroit possible ; on pourroit proposer à *Catherine II*, pour ses derniers jours, des entreprises dont l'immense utilité pour l'espèce humaine expieroit les forfaits de sa vie. Elle est impératrice de toutes les Russies ; elle règne à Varsovie d'une manière a peu-près aussi absolue qu'à Pétersbourg : la Suède, le Danemarck fléchissent aussi très souvent sous ses volontés ou sous sa politique corruptrice. Si *Catherine* étoit capable de concevoir une si belle idée, elle pourroit à la fois établir la liberté en Suède, en Danemarck, dans toutes les Russies. Le Régent vertueux de la Suède & le Gouvernement modéré du Danemarck entreroient, on peut le croire, dans cette conjuration pour la liberté de plusieurs Peuples, si elle ne leur laissoit aucun doute sur sa sincérité. Les Suédois, les Danois, Peuples faits pour l'indépendance, & qui n'ont étendu l'autorité de leurs Rois que pour se dérober à

Digitized by Google

l'ariſtocratie de leurs Nobles ou de leurs Sénateurs, embraſſeroient avec tranſport le bienfait qui leur ſeroit offert. Les rudes climats où vivent ces Nations, les climats du Nord, ſi peu faits pour les arts d'agrémens & de luxe que *Catherine* & ſes prédéceſſeurs ont voulu tranſporter en Ruſſie, fourniroient un ſuc vigoureux à l'arbre de la liberté qui jetteroit bientôt des racines profondes & des rameaux élevés ; tous les arts de néceſſité proſpéreroient ſous le génie de la liberté à qui le néceſſaire ſuffit, mais qui veut l'avoir avec grandeur & étendue. Peut-être en donnant la même liberté à la Suède, au Danemarck, à la Pologne, à la Ruſſie, il ne faudroit pas leur donner la même Conſtitution ; mais *Catherine* n'auroit qu'à parler, & les génies de l'Angleterre, de l'Amérique & de la France travailleroient à l'inſtant pour lui préſenter des plans tous dreſſés ſur les principes de la liberté, mais avec des formes différentes appropriées aux circonſtances diverſes où ces Peuples ſe trouvent, à leurs habitudes & à leur caractère. Un tel projet auroit aſſez de grandeur même pour l'imagination romaneſque d'une femme, & pourtant il ſeroit exécutable. Elle auroit pour s'aider dans l'exécution ces mêmes Peuples qui ſeront toujours contre elle tant qu'elle voudra les aſſervir ; & ſi une fois elle avoit mérité leur amour en les rendant libres &

Digitized by Google

heureux, c'eſt avec eux encore qu'elle pourroit exécuter ces plans giganteſques de la conquête des Turcs, pour établir depuis Archangel juſqu'aux montagnes de l'Abiſſinie un Empire dont le trône ſeroit à Conſtantinople : mais ce n'eſt pas ce qu'elle rêve, c'eſt ce que nous lui propoſons qui lui paroîtroit une extravagance. La raiſon, la vertu, le véritable bonheur ont toujours paru des chimères aux Deſpotes ; & ce ne ſont que des chimères, en effet, parce que ce ſont les Deſpotes qui juſqu'à préſent ont fait les réalités de la terre.

POLOGNE.

L'aſſerviſſement de la Pologne ſe conſomme : on ne ſait pas encore où ſe tiendra la prochaine Diète. C'eſt l'Impératrice qui doit donner cet ordre comme tous les autres, & un courier eſt parti pour l'aller chercher. *Staniſlas Auguſte* eſt auſſi nul dans tout ce qui ſe fait qu'il a été lâche ; il eſt défendu au Chancelier d'apposer le ſceau de l'Etat ſur aucun des actes ſignés du Roi : celui qui gouverne véritablement la Pologne en ce moment, ſous les ordres toutefois de *Catherine II*, c'eſt *Staniſlas Potocki*, Maréchal de la Confédération générale ; c'eſt lui qui ſigne les UNIVERSAUX, toutes les patentes : c'eſt lui qui marche environné de cette pompe des Rois que des eſclaves prennent pour de la

Digitized by Google

grandeur. Ce *Potocki* ſe donnoit un autre amuſement ; il écrivoit tous les jours au Roi des lettres inſultantes, le Roi a oſé déclarer qu'il n'en recevroit plus. Et on conſent à porter le nom de Roi, on conſent à vivre ſous de telles humiliations ! Et *Catherine II* en traitant de cette manière le Roi de Pologne, traitera de forfaits & d'attentats la manière dont la France a traité *Louis XVI*, à qui on avoit dreſſé un nouveau Trône dans la Conſtitution, à qui on avoit donné un revenu immenſe, le droit d'appoſer ſa volonté unique à la volonté de ſept cens Repréſentans de la Nation, tous les moyens à la fois de ſurveiller toute l'exécution des Loix au dedans, de défendre l'Empire contre les ennemis étrangers, de mériter l'amour du Peuple Français devenu Souverain, & une grande gloire chez tous les Peuples de l'Europe ! Que les Nations de l'Europe qui ont quelque reſpect de la raiſon & de la juſtice, tels que les Anglois, par exemple, comparent le ſort que *Catherine II* fait à *Staniſlas Auguſte*, & le ſort que le Peuple François avoit fait à *Louis XVI* ; qu'ils comparent en même-temps les droits de *Catherine* ſur la Pologne & les droits des François ſur eux mêmes & ſur la France.

SUEDE.

Le Comte *de Bark* qu'on diſoit devoir

Digitized by Google

être envoyé à Lisbonne, vient de l'être à Varsovie en qualité de Ministre Plénipotentiaire auprès du Roi & de la République de Pologne : il est impossible d'écrire ou de prononcer ces mots *Roi* & *République de Pologne* sans rire & sans s'indigner de la folie ou de l'insolence des hommes à prononcer des mots qui n'ont plus aucun sens.

Le Comte *de Bark* est un jeune homme, & s'il a l'ambition d'acquérir l'affreuse connoissance des hommes & des affaires, la Pologne lui présentera en ce moment des scènes bien plus instructives que le Portugal.

Voici comment le Duc Régent a composé le Comité chargé d'examiner l'état des finances & d'en corriger les vices. Il y a fait entrer le Chancelier du Royaume, Baron *Frédéric Sparre* ; le Chancelier de Cour Baron *d'Engiſtroëm* ; le Conseiller de Commerce, *Lagesheim* ; le Commissaire des Guerres, *Widegrin* ; & les Négocians *Landin* & *Berg*. On voit que ce Comité est composé d'hommes qui, ayant été placés dans des postes différens, ont dû considérer les finances sous les rapports qu'ils ont avec les différens Etats. C'est un excellent moyen de rassembler un plus grand nombre de vues & de lumières. — Tandis qu'il appelle toutes les lumières à Stockholm & dans ses Conseils le Régent

Digitized by Google

prend des mesures très-bien entendues pour en faire naître dans toute la Suède. Il a demandé à tous les Gouverneurs des provinces des Mémoires sur l'état de l'agriculture, du commerce, de l'industrie & des mœurs dans leurs Départemens : & ces Gouverneurs qui ont eu assez de lumières pour ne pas se flatter de les avoir toutes, ont ouvert chez eux des Conférences où se rassemblent les Citoyens de tous les Ordres. Ce sont les résultats de ces Conférences qui sont envoyés au Régent qui, comparant ceux qui lui arrivent de toutes les provinces, tire aisément lui-même les résultats que donne tout le Royaume. — Quand on a du pouvoir & qu'on veut le bien, il est aisé de le faire. Mais la plupart des hommes ne veulent le bien que jusqu'au moment où ils ont du pouvoir. Le Duc Régent de Suède est une exception glorieuse à cette triste expérience. On commence malheureusement à avoir des alarmes sur sa santé ; il dépérit au milieu du bien qu'il fait & de celui qu'il prépare. Ce qu'un Poëte a dit de *Titus*, on a pu le dire de quelques bons Princes : *Le cours ne fut pas long d'un Empire si doux.*

ALLEMAGNE.

Les Conseils de l'Empereur ne s'occupent

pas exclusivement des affaires de France ; celles de la Pologne deviennent aussi la matière de leurs délibérations. Les Cours de Vienne & de Berlin, qui ont cru avoir les mêmes intérêts contre la France, pourroient bien trouver que sur la Pologne elles en ont de différens, & même de contraires. C'est ce que disent à Vienne les gens qui se croient les mieux instruits des Cabinets de l'Europe. — Un autre soupçon commence à se répandre à Vienne dans les esprits accoutumés à observer les affaires politiques & les évènemens qui changent si souvent la face de l'Europe. On pense que le Roi de Prusse, un peu contrarié de ne pouvoir pas aller souper en poste à Paris, pourra renoncer au projet très-moral de rétablir l'ordre en France, & faire avec les François un accommodement qui tourneroit à mal pour l'Autriche, mais qui ordonneroit mieux ses propres affaires. Toute la Silésie n'a pas été prise par le Grand *Frédéric ;* il y en a encore une partie à prendre. Les gens habiles ne doutent pas que ce ne soient là les craintes qui ont déterminé la Cour de Vienne à dépêcher au Prince *de Reuss*, son Envoyé à Berlin, l'ordre de se rendre promptement auprès du Roi de Prusse à l'armée. Les Gazetiers de Vienne & de Francfort disent que c'est pour entretenir *la bonne intelli-*

Digitized by Google

gence ; mais il eſt trop clair que ſous ce prétexte honorable l'Empereur veut épier & ſurveiller toutes les démarches du Roi de Pruſſe ; & voilà ce que c'eſt que de former des alliances contre nature, contre tous les vrais intérêts des Parties contractantes : il n'y a de confiance dans aucune des Parties, & à chaque inſtant elles ſont prêtes à rompre pour combattre.

Les premiers inſtans du règne d'un jeune Prince ſont preſque toujours ſignalés par la promeſſe de quelque réforme heureuſe dans les loix ou dans les mœurs. On écrit de Vienne que l'Empereur *François*, au milieu d'une fête qu'il donnoit à la Cour, & à laquelle avoit accouru une nombreuſe Nobleſſe, a déclaré que cette affluence des Nobles auprès du trône étoit également funeſte au trône, à la Nobleſſe & aux Peuples des campagnes. Avec de ces paroles, un Empereur eſt sûr de faire dire autour de lui qu'il eſt un grand Prince ; mais il eſt vrai pourtant que ces vues morales, qu'on loue beaucoup, ſont de petites vues ſociales. Quand les Nobles n'ont pas de lumières, & ils n'en ont preſque jamais ; quand les Nobles ſont des oppreſſeurs, & ils le ſont preſque toujours, c'eſt un aſſez mauvais ſervice qu'on rend aux campagnes que d'y renvoyer & d'y retenir les Nobles. Ils en ont preſque toujours été les fléaux ;

Digitized by Google

& en ne sortant pas des campagnes, ils ne sortent jamais de leur ignorance & de leur barbarie. Les Lords Anglois, seule vraie Noblesse qu'il y ait en Angleterre, sont renommés pour le bien qu'ils font dans leurs terres; mais c'est parce qu'ils en sortent souvent, dans leur jeunesse, pour voyager en Europe, pendant toute leur vie, pour opiner en Législateurs dans la Chambre des Pairs, qu'ils prennent ce goût de bienfaisance éclairée qu'ils doivent aux lumières dont ils ont orné leur esprit & leur ame. Ce qui est bon pour les Peuples des campagnes, c'est donc que la Noblesse soit très-éclairée; ce qui est meilleur encore c'est qu'il n'y ait pas du tout de Noblesse.

Le poste des Envoyés actuels de la République Françoise auprès des Puissances étrangères devient tous les jours plus beau; car tous les jours il devient plus difficile & exige plus de fermeté. La Diète de Ratisbonne a donné un passe-port au Ministre de France, M. *Caillard*. Mais le passe-port ne sera bon que pour huit jours : c'est comme si on eût dit à M. *Caillard : Sortez de nos Etats, et si au bout de huit jours on vous y trouve encore vous serez traité en ennemi*. — Ce n'est point-là certainement la hauteur d'un ennemi magnanime; c'est l'insolence d'une Diète à laquelle un Despote dicte toutes ses déterminations.

Digitized by Google

Malgré tant de soumission à la Cour de Vienne, la Diète de Ratisbonne n'a cependant point encore donné son *conclusum* contre la France : les trois Colléges ont seulement déclaré qu'ils le donneroient pour le 22 Octobre au plus tard.

Il s'est fait comme un revirement de parties dans les Grands Fonctionnaires de l'Empereur : le Comte *de Cobentzel* quitte la place de Vice-Chancelier d'Etat pour se rendre dans les Pays-Bas en qualité de Ministre Plénipotentiaire, & le Comte *de Meternich*, qui étoit dans les Pays-Bas, est nommé Chancelier de Cour & d'Etat.

Le nouveau Traité d'Alliance entre l'Autriche & la Russie a été signé par l'Empereur le 10 de ce mois. Voilà donc encore la Russie, la Prusse & l'Autriche dans des liaisons intimes ! Est-ce encore quelque nouveau partage de la Pologne ? On est trop autorisé à le croire, & on assure déjà que dans les nouveaux arrangemens que ces Puissances doivent prendre, la ville de Dantzick est dévolue au Roi de Prusse.

Le Baron *de Spielman* & le Conseiller *de Kollenbach* sont partis de Vienne, & ce n'est ni pour un seul lieu ni pour une seule affaire ; ils s'arrêteront d'abord à Ratisbonne & pour y presser le *Conclusum*

Digitized by Google

contre la France ; de-là ils iront en Suisse négocier une alliance de l'Autriche avec le Corps Helvétique, & proposer de prendre au service de l'Empereur les régimens Suisses qui étoient au service de France : enfin ils s'arrêteront à Luxembourg où doit se tenir un Congrès de toutes les Puissances qui voudront entrer dans la conspiration contre la République Françoise. Voilà un vaste champ de négociations : mais comme les Cantons Helvetiques ont déjà déclaré qu'ils garderoient une parfaite neutralité envers la France, leur alliance avec l'Autriche pourra difficilement avoir l'objet & l'utilité que les Conseils de l'Empereur en attendoient ; comme d'un autre part les Prussiens & les Autrichiens vont être probablement forcés à sortir du territoire François plus vîte qu'ils n'y sont entrés ; comme la Savoie qui s'est ouverte à nos armes va être unie à la France, & que certainement elle est perdue pour le Roi de Sardaigne ; comme un châtiment exemplaire est prêt à tomber sur Trèves & sur Mayence & les a peut-être déjà frappés ; comme enfin les sujets du Roi de Prusse commencent à dire très haut qu'ils n'entendent plus être SUJETS, & que les Belges ont plus d'envie que jamais de s'appartenir & de ne plus appartenir à la maison d'Autriche ; il est possible, il est même infini-

Digitized by Google

ment probable que ce Congrès des Puiſſances ne s'ouvrira pas ou ne ſe tiendra pas ; & alors le Baron *de Spielman* & le Conſeiller d'Etat *de Kollenbach* auroient auſſi bien fait de ne pas ſortir de Vienne.

PRUSSE.

On écrit de Berlin que le Général *Mollendorf* a commencé le 14 à faire exécuter aux troupes de cette garniſon les manœuvres qui ſont d'uſage dans l'automne. On ſait combien ces manœuvres ſont ſavantes, & combien le Général *Mollendorf* eſt ſavant lui-même : mais l'art de la tactique eſt peut être pour les batailles ce que l'art de l'eſcrime eſt pour les combats particuliers : il y a beaucoup de momens & beaucoup de terreins où le grand courage des hommes qui n'ont pas tant d'art rend l'un & l'autre art également inutiles. Ce qui ne doit pas empêcher cependant ceux qui ſont obligés à ſe battre d'étudier l'art de l'eſcrime & l'art de la tactique.

Le Roi de Pruſſe qui n'a pas avec lui 50 mille hommes en a demandé 25 mille encore. Ces 25 mille hommes pourront être bientôt prêts à partir, mais ils ne pourront arriver ſur les bords du Rhin, que vers la fin de Novembre. Ils ne pourront donc ſervir que pour la campagne

Digitized by Google

prochaine : y aura-t-il une campagne prochaine ?

ESPAGNE.

Tout confirme que le Cabinet de Madrid va se déclarer contre la France : 15,460 hommes vont être rassemblés dans la seule Catalogne. L'horreur des principes républicains de la France s'accroît chaque jour dans les Moines, dans les Ministres & dans le Roi d'Espagne : nos brochures sur-tout les font trembler & même nos éventails, nos boëtes, nos rubans : & il a été ordonné par les Conseils de Madrid.

« 1°. Que toutes les brochures, tous les papiers imprimés & manuscrits qui traitent des Révolutions & de la nouvelle Constitution de France, depuis son commencement, jusqu'à présent, soient, aussi-tôt qu'ils arriveront aux douanes, remis par leurs Administrateurs, directement au Ministère d'Etat, comme celui auquel appartiennent les objets relatifs aux nations étrangères. »

« 2°. Que les éventails, boîtes, rubans, & autres marchandises de main-d'œuvre, qui feront *allusion* à ces mêmes objets, soient envoyés au Ministre des finances, qui aura soin de faire *disparoître ces allusions* avant de les remettre à leurs propriétaires. »

« 3°. Que tous les livres en langue Fran-

Digitized by Google

çoise qui arriveront aux douanes & dans les ports, & seront destinés pour Madrid, soient remis cachetés aux Directeurs généraux des recettes, qui en donneront avis au Gouverneur du Conseil, pour que, les faisant examiner, il laisse passer ceux qui seront sans conséquence, & retienne les écrits séditieux & ceux qui traiteront des Révolutions de France..... »

« 4°. Qu'une liste de tous ceux qui seront destinés pour les villes de l'intérieur, ou pour les ports eux-mêmes, soit envoyée par les Administrateurs des douanes à la personne que le Gouverneur du Conseil chargera, dans chaque endroit, de les examiner, & qu'ils soient en conséquence, retenus ou remis à leur destination, de la même manière qu'à Madrid, &c... »

P. S. Par de nouvelles lettres des Commissaires de la Convention & du Général *Dumourier*, en date du 2 Octobre, on apprend la confirmation de la retraite subite des armées Prussiennes & Autrichiennes. Il y a 5 mille malades à Verdun & 8 mille à Grand-Pré, & sur le camp qu'ils ont abandonné on a trouvé 300 chevaux morts. On espère que sous vingt jours aucun ennemi ne sera plus sur le territoire François. Le Général *Wimpfen* mande aussi qu'on peut regarder le siége de Thionville comme levé, que l'ennemi a fait retirer ses canons.

Le Général *Montesquiou* occupe entièrement la Savoye, & va se porter sur Genève pour empêcher l'entrée de 1,600 Suisses que la ville a demandé aux Cantons.

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 41.)

SAMEDI 13 Octobre 1792, l'an 1^er^. de la République.

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tous les Livres, Cartes, Eſtampes, Muſique, & Avis divers, doivent être adreſſés au Citoyen la Harpe, rue du Haſard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement eſt de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 13 OCTOBRE 1792,
L'AN Ier. DE LA RÉPUBLIQUE.

PIECES FUGITIVES.

VERS
A M. BEAUMARCHAIS,
sur la Mere coupable.

TROIS fois j'ai vu ton Chef-d'œuvre nouveau,
Et des pleurs ont trois fois inondé ma paupiere.
Que de ſon repentir le déchirant tableau
Intéreſſe mon cœur à ta coupable *Mere !*
La ſenſible Roſine, Almaviva jaloux,
En ſecret ont brûlé de feux illégitimes ;
Mais les vertus des deux époux
Commandent leur pardon & balancent leurs crimes.

J'allais orner ton front, pour prix de tes ſuccès,
Du laurier qu'on diſpenſe aux Ecrivains célebres,

Digitized by Google

Lorsqu'à mes yeux surpris, le Parnasse Français
N'offrit plus qu'un désert & des cyprès funebres.
Ah ! puisse la victoire animer les Guerriers
Que ton civisme arma pour la Patrie (1) !
Paris verrait alors, ceints des mêmes lauriers,
Les Vainqueurs des Tyrans & l'homme de génie.

(Par M. Lapierre Châteauneuf.)

840.6
M558
1792
Oct.13

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade est *Mercure*; celui de l'Enigme est *la Fumée*; & celui du Logogriphe est *Patin*, où l'on trouve *Pain.*

CHARADE.

A Madame de V...

Pour être bon, il faut que mon entier
Soit à point mon dernier;
Quand j'ai pris un baiser sur ton joli visage,
J'aime à t'entendre faire usage
De mon premier.

(Par M. Ch. M. d. v.)

(1) On sait que M. Beaumarchais consacre le produit des représentations de la *Mere coupable* à l'équipement de plusieurs Gardes Nationaux.

Digitized by Google

ÉNIGME.

JE suis compagnon de l'Amour,
Et frere de la Fantaisie ;
Je change chaque jour ;
Du soir au matin je varie ;
Je ne déplais pas à l'Amant ;
Chez la Beauté je suis toujours aimable ;
Mais le mari pense bien autrement,
Et je fais donner bien souvent
Le pauvre malheureux au Diable.

(*Par le même.*)

LOGOGRIPHE.

MON entier est souvent bien faux,
Car chacun aime à le paraître ;
Et cependant, malgré les dehors les plus beaux,
Le Diable n'y perd rien peut-être.
Mettez ma tête à bas,
Arrachez-moi du sein de ma nourrice,
Vous me verrez, malgré cette injustice,
Servir encore à vos repas.

(*Par le même.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ESSAI sur le DESPOTISME ; troisieme Edition, corrigée de la main de l'Auteur, sur l'Exemplaire de la seconde Edition, acheté à sa vente : précédé de la Lettre de M. de S... M... , aux Auteurs de la Gazette Littéraire, *& suivi de l'*Avis aux Hessois, *& de la* Réponse aux Conseils de la Raison. *Par* GABRIEL-HONORÉ RIQUETTI MIRABEAU ; *in*-8°. *A Paris, chez* Lejay, *Libraire, rue Neuve des Petits-Champs, N°. 146, près la rue de Richelieu.*

MIRABEAU composa cet Ouvrage à 23 ans ; il est doublement remarquable ; c'est le coup d'essai d'un grand homme, dont le talent s'y décelait déjà par des touches fortes ; il l'écrivit dans un Fort où il était renfermé par des ordres arbitraires. *Quoi de plus fou* (disait son pere) *que d'écrire contre le Despotisme dans un Château fort !* Cette *folie*, d'une espece au moins fort rare, annonçait un grand caractere.

Digitized by Google

Dans le cours des persécutions tyranniques qu'il essuya de la part de son pere, il apprit qu'un des prétextes dont on les couvrait était le reproche d'*oisiveté*. Il était alors retiré en Hollande : il y publia son *Essai sur le Despotisme*, & l'envoya à l'*Ami des Hommes & des Lettres de cachet*, pour lui faire voir qu'il savait s'occuper.

Il était difficile d'en donner de meilleures preuves. Ce qui, dans cet Ouvrage, frappera le plus les Lecteurs capables d'attention & de réflexion, ce n'est pas la quantité de lectures qu'il suppose, c'est le choix des études comparé à l'âge de l'Auteur. Dans les nombreuses citations de toute espece dont les pages sont chargées, il y en a, sans doute, d'éloquence, de poésie, de littérature, assez pour un jeune homme qui doit naturellement se plaire aux ouvrages d'imagination; mais la plupart roulent sur l'Histoire & le Droit public; & ce n'est pas sur les Abrégés & les Extraits faits de nos jours qu'il s'est contenté, comme tant d'autres, de jeter un coup d'œil : on voit qu'il a puisé dans les sources, qu'il a feuilleté laborieusement ces archives antiques des premiers siecles de la Monarchie, qui fatiguent même l'infatigable patience des Erudits & des Publicistes, ces Recueils si indigestes, si rebutans, qui font acheter par tant d'ennui quelques découvertes précieuses. C'est-là ce qui n'a pas dégoûté la

Digitized by Google

premiere vivacité d'un jeune homme qui d'ailleurs avait tous les goûts & toutes les passions de son âge ; & c'est aussi ce genre de travail & le contraste qu'il formait avec les circonstances où se trouvait l'Auteur, c'est cet assemblage vraiment singulier qui préparait & montrait de loin l'homme de la Révolution.

Il avait dès ce moment un but qu'il ne perdit jamais de vue. Il voulait confondre & démasquer ces Ecrivains mercenaires que le Despotisme payait pour corrompre & dénaturer les monumens historiques, & en faire disparaître, s'il était possible, les traces de l'ancienne liberté des Francs. Effrayé des progrès de la Philosophie & des recherches de la vraie science, qui réunissaient les raisonnemens & les faits en faveur des droits des Nations, le Gouvernement avait imaginé ces fraudes politiques qui rappelaient *les fraudes pieuses* tant louées dans la primitive Eglise. Il opposait les Moreau, les Linguet, les Cavayrac, &c. aux Rousseau & aux Mably, c'est-à-dire les Apologistes de la tyrannie aux Apôtres de la Liberté. Mirabeau, indigné de ce trafic de mensonge & de corruption, ne craint pas de s'enfoncer dans la poussiere des bibliotheques & dans la nuit des temps, pour y poursuivre ces vils champions de l'esclavage qui se cachaient sous des monceaux de textes altérés & falsifiés,

Digitized by Google

comme on nous représente dans les Contes de la Féerie un Paladin, qui, couvert d'un bouclier de diamant, faisait tomber devant lui tous les enchantemens de la magie. Ainsi le jeune Athlete, armé du bouclier de la vérité, attaquait & renversait, à 23 ans, ces vieux soldats du Despotisme : c'est en tenant à la main les Capitulaires de Charlemagne, les Recueils de Ludwig, de Bouquet, de Loisel, les Loix Normandes, &c. qu'il démontre tous les mensonges de Moreau dans sa prétendue *Histoire de France*, & tous les sophismes de Linguet dans ses extravagantes diatribes. Il traîne au grand jour cette lâche infidélité du P. Henault, qui, dans son *Abrégé Chronologique*, rédigé par l'Abbé Boudot, parlant des Edits, des *Placita* de nos assemblées du Champ de Mars, publiés par nos premiers Rois Francs, *ex consensu Populi*, ose traduire ainsi ces mots : *Dans l'assemblée du Peuple*; tandis qu'ils signifient clairement & formellement, *du consentement du Peuple*. Il manifeste un artifice encore plus coupable de la part du Gouvernement, qui, en faisant réimprimer de nos jours les Capitulaires de Charlemagne, fit retrancher ou changer tout ce qui était trop favorable à nos anciennes libertés nationales; en sorte que le texte véritable ne se trouve plus que dans l'édition originale donnée par le savant Baluze.

Digitized by Google

Mais s'il professe hautement son mépris pour ces Ecrivains stipendiés qui s'efforçaient de perpétuer & de consacrer le Despotisme, il est loin de tomber dans cette odieuse & absurde injustice de quelques déclamateurs forcenés, qui, depuis qu'ils ont acquis un moment d'existence dans la cause, devenue si facile, de la Liberté générale, auraient voulu envelopper dans une même proscription, & faire oublier, s'ils l'avaient pu, les Gens de Lettres courageux qui avaient osé combattre pour cette même Liberté sous la verge de fer des Despotes. Le motif de cette ingratitude n'est autre chose que l'envie; mais le prétexte, c'est que ces Ecrivains n'avaient pas été aussi loin que l'on peut aller aujourd'hui, comme s'il n'y avait pas des gradations nécessaires dans la lutte de la Raison contre les préjugés, & de la Liberté contre le Pouvoir absolu. Mirabeau était un homme trop supérieur pour donner dans un travers si ridicule. Voici comme il s'exprimait en 1776, au moment de la publication de son Ouvrage. » Qu'on ne prenne point ceci » pour une satire contre les Gens de Let- » tres, si l'on peut appeler ainsi des Mo- » reau & des Linguet : j'ose assurer que » ceux de cette espece sont rares. Ce ne » sont point les Ecrivains à réputation, » *du moins aujourd'hui*, qui fomentent » l'esclavage. En cultivant la raison & ré-

Digitized by Google

» pandant les lumieres, ils font connaître
» les droits & les devoirs. Il en eſt beau-
» coup qui parlent avec une hardieſſe très-
» noble de la Liberté, & j'ai vu ces mor-
» ceaux applaudis avec enthouſiaſme au
» Théâtre & aux Séances publiques des
» Académies «.

Voilà préciſément ce que j'ai rappelé pluſieurs fois, depuis deux ans, à ceux qui s'en ſouvenaient très-bien, mais qui auraient voulu qu'on ne s'en ſouvînt pas.

Mirabeau, en publiant cet *Eſſai*, pluſieurs années après l'avoir compoſé, ſentait & avouait lui-même tout ce qui manquait à cette premiere production de ſa jeuneſſe. Le ſujet n'eſt pas rempli, le plan n'eſt pas digéré, la diction n'eſt point ſoignée. Il y a beaucoup de lieux communs, des répétitions, des contradictions; c'eſt, en un mot, le travail informe d'une jeune tête qui fermente & cede au beſoin de répandre au dehors une foule d'idées & de connaiſſances récemment acquiſes, avant d'être en état de faire un choix, d'embraſſer un enſemble, de claſſer les objets, & de leur donner la forme & le tour, de maniere à ſe les rendre propres. Ce n'eſt encore ici que le produit brut de ſes lectures, & ce qui eſt de ſa mémoire y tient plus de place que ce qui eſt de ſon eſprit. Cependant on apperçoit déjà ce que ſera cet eſprit, quand il aura travaillé ſur les

Digitized by Google

idées d'autrui, assez pour s'en faire qui soient à lui-même. On voit qu'il aura la force de pensée & la force d'expression qui l'accompagne toujours; que son ame indépendante & fiere donnera nécessairement de la hardiesse à ses conceptions & à son style; que dédaignant toute espece de préjugé, il repoussera tout esclavage, à commencer par celui de l'imitation; qu'en un mot, comme tout Ecrivain d'un vrai talent, il composera d'après lui-même, & imprimera à ses Ecrits l'empreinte de son caractere.

Il a déjà une logique assez bonne pour rejeter cet insoutenable paradoxe de Rousseau, que la Société est une corruption de la nature humaine. » La Société (dit-il) » ne nécessite pas la corruption de l'es» pece, comme n'ont pas rougi de l'avan» cer quelques déclamateurs : la Société » nécessite, au contraire, une harmonie » qu'on appelle justice «; & il en conclut que » l'homme qu'un instinct irrésistible » nécessite à la Société, n'est pas un être » méchant «.

Cela est très-vrai & très-juste. Il ajoute : » Je m'engage à prouver que l'homme so» cial est *essentiellement & naturellement bon*, » qu'il ne peut être heureux qu'en rem» plissant cette condition nécessaire de son » être, & qu'il sera toujours juste & heu» reux, quand on l'éclairera sur ses véri-

Digitized by Google

» tables intérêts, qui sont toujours con-
» formes à la justice & relatifs à son bon-
» heur «.

L'Auteur se proposant de dénoncer le Despotisme comme opposé à tout ordre véritablement social, devait, sans doute, partir de ces vérités communes, quoique plus généralement reconnues que senties. Mais il ne s'exprime pas avec la justesse & la précision philosophique qui, dans la suite, ont caractérisé son éloquence, quand il nous dit que l'*homme social est essentiellement & naturellement bon.* Non, l'*homme social*, qui n'est jamais autre chose, pour le fond, que l'homme naturel, puisque la sociabilité est un des attributs de sa nature, l'*homme social* n'est pas plus *essentiellement bon* qu'il n'est *essentiellement méchant.* Le jeune Auteur voulait dire seulement qu'il était plus nécessité à être *bon*, à mesure que ses relations sociales s'étendaient davantage, parce que nulle Société ne peut subsister sans des principes de justice convenus, que l'homme isolé & sauvage peut plus aisément méconnaître & enfreindre. L'Auteur a parfaitement raison jusque-là; mais en thèse générale, l'homme, comme tout être fini & dès-lors imparfait, est nécessairement composé de bien & de mal. Il est porté au mal par ses passions, qui peuvent le mettre en concurrence avec son semblable; il est porté au bien par sa rai-

Digitized by Google

son, qui lui apprend qu'il faut respecter les droits d'autrui pour assurer les siens propres. Il fait donc le bien ou le mal, selon qu'il est mû plus ou moins par ses passions ou par sa raison; & c'est pour cela que l'instruction & les loix, qui ne sont que le résultat de l'instruction, lui sont si utiles & si nécessaires. Il n'y a d'être *essentiellement bon* que Dieu: il ne pourrait y avoir d'être essentiellement méchant que le Diable (si Diable y a); c'est-à-dire qu'en bonne philosophie, on ne peut concevoir d'être *bon par essence* que l'Etre parfait, le premier Etre: les Athées peuvent nier son existence; mais en le supposant possible, il est nécessairement bon, de leur aveu. Quant au Diable, adopté dans toutes les Religions sous différens noms, il est, sans doute, très-respectable dans la nôtre; mais il n'est pas concevable en Philosophie, si ce n'est pour les Manichéens, qui ne sont pas de grands Philosophes. Ils en ont fait le *mauvais Principe*, le *Dieu du mal*, ce qui répugne dans les termes; car l'Etre tout-puissant pour le mal serait égal à l'Etre tout-puissant pour le bien, & deux toute-puissances sont impossibles & contradictoires.

Cette petite excursion métaphysique, telle que je m'en permets quelquefois dans l'occasion, pour réduire à des termes simples & à la portée de tout le monde des

Digitized by Google

questions si souvent & si gratuitement embrouillées, n'est pas d'ailleurs trop étrangere à l'Ouvrage dont je rends compte. Mirabeau y faisait ses premieres armes en ce genre d'escrime ; il y argumente contre Rousseau, tout en professant le plus grand respect pour son génie. Il est même embarrassé d'avoir trop raison avec *ses Maîtres* (c'est ainsi qu'il s'exprime avec la modestie convenable à son âge) ; & il termine sa réfutation par ces mots très judicieux, & qui prouvent que Rousseau avait tort de toute maniere dans sa théorie anti-sociale : » Que l'homme, dans l'état de nature, ré-» pugne ou ne répugne pas à la Société, » celle-ci n'en existe pas moins, & tous les » Livres possibles ne parviendront pas à la » dissoudre. Il vaut donc mieux s'efforcer » de l'éclairer que de lui montrer qu'elle » a tort d'exister «.

Il rend aussi hommage à Montesquieu, sans s'assujettir davantage à ses opinions. Il lui sait gré sur-tout d'être le premier *de nos Philosophes* qui ait fait valoir l'étude du Droit public ; il se plaint qu'elle ait été trop négligée avant lui. Il compte apparemment pour peu de chose Bodin, Barbeyrac, Burlamaqui, & autres de la même trempe, qui avaient précédé Montesquieu ; & il n'a pas tort. La maniere dont ces Auteurs, à la fois pédans & esclaves, avaient envisagé le Droit public, qu'ils appuyaient

Digitized by Google

plus ou moins sur les bases de la féodalité, n'avait rien de vraiment philosophique, ni qui dût avancer beaucoup la science. Leurs préjugés nuisaient trop à leurs connaissances ; c'étaient plutôt des Commentateurs que de vrais Publicistes ; Grotius & Puffendorf étaient leurs Oracles, comme Aristote avait été celui des Ecoles. Ce n'était pas le moyen d'aller bien loin. Montesquieu avait profité de quelques idées de Bodin ; mais il s'était livré à son génie ; aussi fit-il un Ouvrage original, dont les erreurs même ont été utiles.

» Les Anciens eux-mêmes (dit Mirabeau) » ne regardaient gueres la Philosophie que » comme l'étude de la Morale ; ainsi ils ne » la compléterent jamais, puisqu'ils ne » l'étendirent point jusqu'à la connaissance » des principes physiques, de l'organisation » des Sociétés «.

Tout ce passage est inexact dans les faits & les expressions. Non seulement il n'est pas vrai que les anciens Philosophes se bornassent à l'étude de la Morale ; mais nous savons qu'avant Socrate on ne la regardait pas comme une science. Les Philosophes s'occupaient principalement de Métaphysique, de Dialectique & de Cosmologie. Socrate fut le premier qui enseigna la Morale. Aristote la réduisit en méthode dans son *Ethique*, & Platon essaya d'en donner un modele dans sa *République*.

Digitized by Google

Ce même Ariſtote écrivit auſſi ſur la Politique, & Cicéron ſur les Loix. A l'égard des *Principes phyſiques de l'organiſation des Sociétés*, on ne ſait ce que c'eſt : ces *Principes* ſont néceſſairement moraux, & à moins que l'Auteur n'entende par ce mot de *phyſiques* des principes naturels, ſa phraſe n'a pas de ſens ; & dans ce cas il s'exprimerait fort mal ; car on n'entend par principes phyſiques que des principes matériels, comme la génération, la nutrition, la végétation, &c.

» La loi, c'eſt-à-dire l'ordre, *eſt tout* » *fondé* ſur les ſenſations & les beſoins » phyſiques de l'homme, à qui la Nature » accorda autant de facultés pour jouir » qu'elle lui permit de jouiſſances : c'eſt » dans leur diſtribution, leur arrangement, » leur réproduction qu'il faut chercher le » code ſocial «.

Tout cela eſt encore erroné. L'homme jouit de toutes ſes facultés phyſiques antérieurement à tout ordre ſocial : conſidéré comme pere de famille, & iſolé d'ailleurs dans ſa cabane, ce qui eſt ſon état primitif, il a toutes les jouiſſances naturelles : l'ordre ſocial ou la loi, ce qui eſt la même choſe, comme le dit fort bien l'Auteur, n'eſt point *fondé* ſur ces jouiſſances ; il l'eſt ſur la néceſſité d'en régler l'exercice de maniere que chacun uſe de ſes facultés ſans nuire en rien à celles d'autrui, & ſans que

Digitized by Google

celles d'autrui puissent nuire aux siennes. Cet ordre est donc *fondé* sur l'idée du juste & de l'injuste, sur la raison, sur la conscience, regles morales de toutes nos facultés physiques, regles sans lesquelles l'exercice de ces facultés deviendrait pour chacun une cause prochaine de danger & de malheur. Il n'y a point de Législateur qui n'ait connu ce principe ; mais la difficulté, la très grande difficulté, c'est de l'appliquer à des Loix positives, de maniere que la force de tous soit nécessitée par l'intérêt de tous à défendre *les droits* de chacun : ces *droits* sont les mêmes pour tous, puisque tous *sont égaux en droits naturels* ; mais tous ayant aussi les mêmes passions qui mettent ces *droits* en concurrence, quelle sera la force qui assurera pour chacun l'exercice de ces *droits*, en même temps qu'elle le restreindra dans les limites au delà desquelles il attaque ceux d'autrui ? Voilà les termes du problême de la Société politique. Il a été plus ou moins bien résolu dans quelques anciennes Républiques, dans quelques Gouvernemens modernes. Nous sommes occupés aujourd'hui à le résoudre pour nous ; mais souvenons-nous qu'aucune solution ne peut être parfaite, & que la meilleure est celle qui a le moins d'imperfections. La plus grande de toutes les erreurs (& c'est celle des temps de réforme & de révolution), c'est de vouloir

Digitized by Google

prévenir tout abus : c'eſt un moyen sûr d'avoir de belles Loix & point de Gouvernement. Comme ce ſont des hommes qui agiſſent, ſuppoſez toujours que leur action pourra être un peu abuſive ; mais n'oubliez pas qu'il faut avant tout, & à tout prix, que cette action ait lieu, ſans quoi il n'y a rien. Le paralytique ne tombe jamais, c'eſt un avantage ; mais il ne marche pas, & la machine politique doit marcher. Je laiſſe aux hommes capables de réfléchir à étendre les conſéquences de ces axiomes : l'homme qui penſe ne peut ſe réſoudre à écrire pour ceux à qui il faut dire tout.

» L'inſtruction & la liberté ſont les baſes » de toute harmonie ſociale & de toute » proſpérité humaine «. C'eſt une vérité éternelle. En conſéquence, Mirabeau ne prétend à rien moins qu'à inſtruire les Deſpotes mêmes, & à leur prouver qu'il eſt de leur *intérêt* d'établir un Gouvernement légal. Rien n'eſt plus vrai encore, & c'eſt ce qu'une foule d'Ecrivains Philoſophes avait déjà démontré. Mirabeau ne pouvait que les répéter ; mais les Deſpotes ont l'oreille dure, & ce procès qui devait être celui de la raiſon, ne ſera jamais, en derniere analyſe, que celui de la force : *Væ victis.*

Mais en répétant, Mirabeau montrait déjà le talent d'embellir & de fortifier : tel

Digitized by Google

eſt ce paſſage : » On ne ſaurait enfreindre » des Loix & des regles dans un Gouver- » nement dont l'eſſence eſt de n'en avoir » point, & ce défaut de regles eſt le vice » qui doit tout détruire ; car rien ne ſe » conſerve & ne ſe reproduit dans la Na- » ture que par des Loix fixes & invaria- » bles. Ces vérités, j'oſe le dire, ſont de » l'évidence la plus exacte, leur déduction » eſt conſéquente, & ſi ce tableau ſemble » odieux, ce n'eſt pas que ſon coloris ſoit » exagéré ; c'eſt que le Deſpotiſme eſt une » maniere d'être effrayante & convulſive. » Il eſt le plus terrible fléau qui puiſſe » affliger les hommes ; car il ne ſaurait » atteindre à ſa perfection que par l'anéan- » tiſſement de l'humanité qui doit lutter » ſans ceſſe contre le malheur & les pri- » vations, tandis qu'elle recherche conti- » nuellement & avec ardeur le bonheur & » les jouiſſances, c'eſt-à-dire la Liberté. » Un Empereur déſirait que le Peuple Ro- » main n'eût qu'une ſeule tête, pour pou- » voir la trancher d'un ſeul coup : c'était le » vœu barbare d'un inſenſé ; mais ce vœu » était la perfection du Deſpotiſme «.

Ce morceau eſt éloquent ; le dernier trait eſt digne de Monteſquieu.

On trouve ici pour la premiere fois ce principe qui parut d'abord ſi étrange dans l'Aſſemblée conſtituante, lorſqu'il y fut énoncé, *que les Rois ne ſont que les premiers*

Digitized by Google

salariés des Peuples : vérité inconteſtable, familiere en Angleterre & en Suede, mais encore bien nouvelle parmi nous en 1789, quoique Mirabeau l'eût imprimée dès 1776. On ſent bien qu'elle eſt également applicable à tout Prépoſé, Repréſentant, Fonctionnaire, ſous quelque dénomination qu'il exerce une puiſſance déléguée. Mais autant cet axiome fondamental eſt précieux & ſacré, autant il eſt ridicule & abſurde de confondre, comme ont voulu le faire quelques écervelés, cette idée de *ſalariés* avec celle de *valets*. Voilà comme les mauvais eſprits gâtent tout, & dénaturent par l'excès les vérités dont les bons eſprits ont connu la meſure. Il eſt honteux qu'il faille, chez une Nation éclairée, réfuter de ſi mépriſables ſophiſmes. Il le faut pourtant, parce que la doctrine de la Liberté, qui d'abord échauffe les têtes plus qu'elle ne les éclaire, eſt ſujette, en ſa naiſſance, à beaucoup d'héréſies que la raiſon doit détruire, ſans quoi ces mêmes héréſies détruiraient la Liberté. Certes, les Commettans ont le droit de deſtituer, de punir leurs Délégués, ils doivent les ſurveiller ſcrupuleuſement; ils peuvent leur dire toutes les vérités qu'ils croient utiles. Mais ne voir en eux que *des valets, au deſſous du moindre Citoyen*, ſous prétexte que chaque Citoyen eſt Commettant, prétendre qu'à ce titre chaque Citoyen *a le droit de les*

Digitized by Google

insulter, de les calomnier, c'est le comble de la démence. Il y a ici un double sophisme : on confond d'abord le pouvoir de tous avec le droit de chacun : le pouvoir de tous est la souveraineté ; le droit de chacun est la Liberté ; & comme la Liberté n'est autre chose que l'obéissance des individus aux Loix faites par la majorité, chaque individu doit respect au Prépose, qui représente la Loi, c'est-à-dire la volonté de tous. Ensuite on oublie que ce choix que la majorité a fait d'un Prépose suppose nécessairement l'estime & la préférence : or, partir de cette supposition pour en conclure que chacun en particulier peut traiter comme *un valet* celui que tous ont voulu honorer en lui déléguant l'autorité de la Loi, c'est une absurdité qui n'a pas de nom. Il n'y a pas au monde d'homme sensé qui voulût être un Délégué à cette condition, pas un qui ne dît à ses Commettans : Je suis votre salarié & votre responsable à tous, il est vrai, mais à tous collectivement ou du moins en majorité ; & jusqu'au moment où je serai dans le cas de rendre compte à tous, chacun de vous doit respecter en moi le choix & l'autorité de tous ; ou bien votre Prépose est le plus inutile des hommes, & vous en êtes les plus fous.

Il n'y a aucune réponse possible à une démonstration si claire ; aussi, dans le fait,

ceux qui ont tâché de persuader à des hommes sans instruction que chacun d'eux était *Souverain*, n'en croyaient pas un mot, non plus que ceux qui ont essayé de soulever des hommes pauvres & honnêtes contre le droit de propriété. Ils songeaient seulement à mettre en œuvre les passions viles & l'ignorance grossiere pour se créer une puissance illégale & éphémere. Citoyens, quiconque ose vous dire que vous êtes individuellement ou partiellement plus que vos Représentans & vos Préposés, qui vous exhorte à leur faire la loi, à leur parler en maîtres, celui-là est évidemment votre ennemi, il est évidemment coupable de lese-Nation, coupable de tyrannie; car il attente à la souveraineté de tous en voulant la donner à chacun; il attente à votre liberté, en vous armant contre la Loi que vous avez faite & qui seule garantit cette liberté. Il est impossible qu'il agisse pour vos intérêts, quoi qu'il en dise; car il vous trompe, & l'on ne trompe jamais que pour son intérêt propre. Sans doute, il est des momens où il faut se mettre au dessus des Loix pour observer la premiere de toutes, celle du salut public; l'instinct du Peuple lui apprend très-bien que ces momens sont ceux où il n'a que le temps de frapper les ennemis de la Liberté, & non pas de les juger. Mais quand ces ennemis sont abattus, quand ce qui peut en rester est néces-

Digitized by Google

sairement réduit à l'impuissance, quand le seul ennemi qui soit à craindre est l'étranger qui est à nos portes, alors c'est sous l'étendard de la Loi que tout doit se rassembler pour la défense de la Liberté; alors l'artisan de discorde est à coup sûr un complice de vos ennemis; il veut vous empêcher de les repousser par votre union, en vous désunissant par la terreur & la défiance; ou bien c'est un ambitieux insensé, qui, pour régner un moment par l'anarchie, ne s'embarrasse pas s'il finira par vous perdre tous avec lui. L'anarchie est un monstre non moins ennemi de l'humanité que le Despotisme, ou plutôt c'est une autre sorte de Despotisme, la plus redoutable & la plus affreuse de toutes. Sous un Despote, tous obéissent au caprice d'un seul; dans l'anarchie, chacun veut commander à tous. Dans l'un, l'ordre social est dénaturé; dans l'autre, le corps social est entiérement dissous. Mirabeau, dès son premier Ouvrage, combat également ces deux fléaux. » Dans les Etats (dit-il) où » l'anarchie s'est introduite, les hommes » deviennent des bêtes furieuses après avoir » été des esclaves «. Citoyens, il n'y a des hommes que sous l'empire de la Loi.

Digitized by Google

SPECTACLES.

Le Lundi 24 Septembre, on a donné avec ſuccès, au Théâtre de la rue Feydeau, la premiere repréſentation de *l'Officier de fortune*, Opéra-comique en deux Actes, paroles de Patrat, muſique de Bruni.

Ce joli Ouvrage, comme la plupart de ceux de Patrat, eſt plus remarquable par les détails que par le fonds de l'intrigue; ceux-ci ont été d'autant plus applaudis, qu'en donnant une nouvelle preuve de la grace, de la facilité de ſtyle & du bon comique de cet Auteur, ils annoncent en même temps ſon patriotiſme, cet eſprit philoſophique & cet amour pour la Liberté par leſquels tous les Gens de Lettres, dignes de ce nom, ſe ſont toujours diſtingués. Voici le ſujet de la Piece.

Robert & Duval, camarades d'école, ſe ſont engagés tous deux pour les Colonies, mais dans des Corps différens. Duval a eu le bonheur de ſauver la vie à un brave Grenadier, ſans le connaître; mais bleſſé lui-même, il eſt obligé de revenir ſur un vaiſſeau Hollandais. Il eſt devenu amoureux de Céleſte, ſœur de Robert, à qui ſa mere deſtine pour époux un certain M. Grugeant, qu'elle ne peut ſouffrir. Robert arrive: il a fait fortune, & obtenu la Croix par ſes belles actions & ſa bonne conduite. Il ne tarde pas à dévoiler l'ame vile de Grugeant, & à voir que ce n'eſt pas-là l'homme qui convient à ſa ſœur. Inſtruit qu'elle en

Digitized by Google

aime un autre, il fait chercher Duval, qui n'eſt pas loin; car il a eu l'adreſſe d'eſcamoter la clef de la maiſon confiée à un valet imbécille, & il s'eſt caché dans l'eſpoir de voir celle qu'il aime. Grugeant, pour le perdre, le dénonce à Robert comme déſerteur. Duval indigné de cette calomnie qu'il entend, ſe montre, & Robert reconnaît en lui celui qui lui a ſauvé la vie. On ſent bien que la main de Céleſte eſt le prix de cette action.

La muſique de Bruni a paru fort agréable, & on a ſur-tout diſtingué un Air de bravoure parfaitement chanté par Mlle. Rolandeau, l'un des Sujets de ce Théâtre qui promette le plus. Le Sage, ſi ſupérieur dans toutes les eſpeces de Niais, ſur-tout dans ceux qui joignent le ſentiment à la naïveté, en a joué un de cette eſpece qui répand beaucoup de gaîté dans la Piece, & qui a extrêmement contribué à ſon ſuccès. Les autres Acteurs, Reſicourt, Belmont, Gavaudan, Meſd. Verteuil & Le Sage, ne méritent pas moins d'éloges. La Piece eſt terminée par des Couplets patriotiques qui ont été fort applaudis.

TABLE.

VERS.	37	Eſſai.	40
Charade. Enig. Logog.	38	Spectacles.	52

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 11 Octobre 1792.

L'an premier de la République Françoise.

CONVENTION NATIONALE.

Du Dimanche, 30 septembre.

DANS la discussion qui eut lieu samedi dernier, sur la proposition qui fut faite d'inviter les ministres de la guerre & de l'intérieur à continuer de servir la patrie dans le poste où la confiance publique les avoit placés, on se rappellera qu'un ambitieux mal-adroit, armé par la haine qu'inspire aux ambitieux la surveillance de l'homme de bien, crut jetter de la défaveur sur le caractère de M. *Roland*, en l'accusant de n'avoir que l'intrépidité de la vertu; & du ridicule sur ses

Digitized by Google

mœurs domestiques, en lui reprochant de déférer aux conseils de son épouse, & d'associer à ses travaux la compagne de ses succès & de sa gloire. Ce ministre a cru devoir écrire aujourd'hui à l'Assemblée pour la remercier d'un décret qui, appréciant la majesté & l'indépendance d'un peuple libre, a proscrit toute invitation à faire aux ministres pour les retenir dans leur place. Il savoit lui-même « qu'en mettant les hommes à la place des choses, on substitue bientôt les passions aux principes, & l'idolâtrie au culte de la loi. » Et cette vérité qu'il portoit dans son cœur, il l'a répétée dans toutes ses démarches ; mais honoré d'une délibération où le vœu de l'Assemblée s'est manifestée à son égard, il a cru de son devoir d'y déférer. « Ce vœu est prononcé, a dit M. *Roland ;* il s'offre à mon courage ; il m'ouvre la carrière ; je m'y lance avec fierté ; je reste au ministère ; je dois y rester, puisque la très-grande majorité de la Convention a montré ses intentions à cet égard. »

Ce ministre n'a pas dissimulé les dangers qui l'entourent ; il les brave parce qu'il n'en craint aucun dès qu'il s'agit de servir la patrie. Il n'a pas répondu au reproche qu'on lui a fait de l'union qui règne dans son domestique ; il se félicite de se voir reprocher des vertus conjugales qui sont toujours le garant des bonnes mœurs & des vertus publiques ; mais il a demandé à l'homme qui l'a accusé de manquer de courage, lequel étoit le plus courageux, de celui qui, dans les jours lugubres qui suivirent le 2 septembre, désarmoit les assassins, & les poursuivoit au nom de la loi, ou de celui qui les protégeoit, qui servoit leurs projets de proscription & de sang. Cette lettre a été vivement applaudie. L'Assem-

Digitized by Google

b'ée en a décrété l'impreſſion & l'envoi aux 83 départemens ; on a décrété à cette même occaſion que les départemens ſeront tenus de répandre dans les diſtricts & dans toutes les municipalités toutes les pièces dont la Convention leur feroit l'envoi.

Le miniſtre de la marine informe l'Aſſemblée que l'eſcadre aux ordres du contre-amiral *Trugué*, pour ſeconder l'expédition du général *Anſelme* contre Nice, a mis à la voile le 20 de ce mois, & a mouillé aux iſles d'Hères. Le contre-amiral ſe loue beaucoup du courage & de la diſcipline de ſon équipage.

Une députation de la commune de Voncq eſt admiſe à la barre. Elle vient appeller la pitié, la généroſité de la nation ſur ſes malheureux habitans échappés à la fureur des ennemis. Fidèles à nos devoirs, fidèles à la patrie, a dit l'orateur, nous nous ſommes refuſés à une ſommation du maréchal *de Broglie*, & à l'inſtant nous avons vu nos granges, nos moiſſons devenir la proie des flammes ; dix huit d'entre nous ont été garottés & emmenés, attachés à la queue des chevaux. Une mère a voulu arracher aux flammes ſes trois enfans ; elle a été arrêtée & les a vu périr... Ici la nature a frémi, & a crié vengeance, & ce cri a retenti dans l'Aſſemblée. M. *Cambon* vouloit que les biens des émigrés fuſſent à l'inſtant vendus pour indemniſer les victimes de leur cruauté. M. *Collot* demandoit l'exécution du décret qui porte peine de mort contre les émigrés pris les armes à la main. D'autres propoſitions ont été faites ; la Convention les a renvoyées à ſon comité de légiſlation. Elle a accordé aux habitans du village de Voncq 50 mille liv. à prendre ſur le tréſor national, & elle s'eſt contentée de dé-

Digitized by Google

créter dans les termes suivans le principe de la motion de M. *Cambon* :

« La Convention nationale décrète que les banquiers, négocians, notaires, payeurs des rentes, compagnies de finance, & autres qui auront en dépôt des créances, fonds & titres, appartenans aux émigrés, seront tenus d'en faire dans les 24 heures la déclaration à leur municipalité, de la nature & du montant des sommes, effets ou valeurs qu'ils ont en dépôt, ou dont ils sont débiteurs. ».

« Les banquiers, négocians, payeurs, compagnies de finance, & tous autres qui auront en dépôt ou en titre de créance, des fonds, titres, &c, appartenans aux émigrés, seront tenus de les verser dans quinzaine dans les caisses, qui les enverront de suite à la caisse de l'extraordinaire. »

Une lettre du général *Moreton*, fait voir, par le résultat de l'expédition de St. Amand, que si le courage suffit quelque fois pour remporter la victoire, la discipline & la subordination, seules, apprennent à la conserver & à en bien user. Voulez-vous savoir, a dit un membre, qu'elle a été la cause de la fureur de nos soldats contre les habitans de St. Amand ? C'est que la trahison avoit livré cette ville aux Autrichiens ; c'est qu'elle a signalé leur entrée par des réjouissances publiques. Je demande que le comité de législation soit chargé de nous présenter un projet de loi contre les crimes de cette espèce. Un autre membre propose l'envoi de six commissaires dans le département du Nord, pour y réprimer l'incivisme de la plupart des municipalités. M. *Duhem* appuye cette proposition, & demande que la surveillance de ces commissaires s'étende sur la conduite des offi-

Digitized by Google

ciers généraux, qui ont signé le procès-verbal du conseil de guerre tenu pour la levée du camp de Maulde. La Convention a décrété l'envoi de six commissaires avec plein pouvoir de prendre provisoirement toutes les mesures qu'ils croiront nécessaires à la sûreté du département du Nord.

Un courrier extraordinaire a apporté la sommation faite aux habitans & à la garnison de Lille, par *Albert de Saxe*, général des ennemis & la réponse qui lui a été faite.

Voici la réponse :

« Nous venons de renouveller le serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté & l'égalité, ou de mourir à notre poste. Nous ne sommes pas parjures. »

Les citoyens *Duhem* & *d'Aoust* ont donné à l'Assemblée quelques détails sur la situation de Lille, sur l'excellente disposition de ses habitans, & le courage de la garde nationale. Cette ville forcée de brûler ses fauxbourgs pour sa défense, a déjà souffert de grands maux, mais tout lui assure que le siége ne sera pas de longue durée, & que les ennemis ne pourront tenir long-temps la campagne autour de ses murs.

Des citoyens, nés Suisses, sont venus faire hommage d'un écrit qu'ils ont composé. Il a pour objet d'éclairer la nation helvétique sur les événemens de la journée du 10 août. Ces braves gens ont annoncé que leur ouvrage est formé d'après des renseignemens authentiques. L'Assemblée en a ordonné la mention honorable.

Une députation de la section des Quinze-vingts, s'est ensuite présentée à la barre, pour réclamer contre l'inexécution du décret qui avoit

Digitized by Google

sonné, sous trois jours, le renouvellement de la municipalité de Paris. « Nous venons, a dit l'orateur de la députation, vous dénoncer ces magistrats prévaricateurs qui cherchent à perpétuer leur puissance, pour perpétuer le désordre & l'anarchie. Il est temps que les lois reprennent leur empire, & que l'autorité des représentans du peuple soit reconnue. » — D'autres reproches, d'autres inculpations tombent à-la-fois sur les membres de cette commune. M. *Bourdon* cherche leur justification dans divers obstacles qui se sont opposés jusqu'ici à l'exécution du décret. M. *Tallien* en prenant leur défense, se retranche sur le bien qu'ils ont opéré, & sur le vice de l'organisation actuelle de la municipalité, qui exigeroit une réforme indispensable avant que l'on procédât à une nouvelle nomination. La discussion a été terminée par un décret qui ordonne que le ministre de l'intérieur rendra compte dans la séance du lendemain, des mesures qui auront été prises pour l'exécution des décrets rendus concernant la commune de Paris.

L'Assemblée alloit lever la séance, lorsque M. *Lacroix* est monté à la tribune, une lettre à la main. « Cette lettre, a-t-il dit, est signée *Narbonne*, datée d'Angleterre & adressée à un » de mes collègues : cet ex-ministre m'accuse » d'avoir reçu de lui des sommes considérables » pour les distribuer entre *Gensonné*, *Thuriot*, » *Albite*, *Bazire*, *Merlin*, *Chabot* & moi. »

« Je ne répons à cette calomnie que par un » fait ; citoyens, lisez les procès-verbaux de » l'Assemblée, & vous verrez que le premier, » j'ai dénoncé ce *Narbonne*, ce ministre prévaricateur. Mais je contracte l'obligation solem-

Digitized by Google

» nel'e de le faire déclarer calomniateur. » Quelqu'un a demandé la lecture de cette lettre pour que l'on connut toute l'infâmie de *Narbonne*. M. *Cambon* a dit que l'estime de l'Assemblée, suffisoit à la justification des membres qui se prétendoient inculpés par cette lettre, & la Convention a passé à l'ordre du jour.

Du lundi, 1er. octobre.

Cette séance s'est ouverte par la lecture d'une proclamation du commandant de Montmédy, aux habitans des campagnes. Il leur offre un asyle dans les murs de la ville, pour eux, pour leurs femmes, leurs enfans, leurs troupeaux. Là, ils trouveront des défenseurs & non des lâches comme à Longwy & à Verdun. Il les invite à ne pas se laisser séduire par les promesses insidieuses des ennemis. Voyez, leur dit-il, avec quelle cruauté ces ennemis vous traitent, vous qu'ils osent dire servir ? Réunissez-vous donc, hommes, femmes & enfans ; toutes les armes sont bonnes, repoussez ceux qui veulent vous enlever vos subsistances & ralliez vous, si vous êtes repoussés, sous ce boulevard de votre liberté.

L'imprimeur du Louvre chargé de fournir tous les mois, à chacun des membres, un exemplaire des loix rendues dans cet intervalle, a demandé si la Convention suivra en cela, l'exemple des assemblées qui l'ont précédée. La Convention a chargé quatre commissaires de concilier tous les intérêts de l'économie avec l'exactitude de l'impression & de la distribution. Cette commission lui présentera les moyens de diminuer les frais de ce service public.

Les élections de trois députés du département

Digitized by Google

de la Somme, étoient conteſtées ; elles ont été déclarées valables.

Un décret a autoriſé les comités de la Convention, à exiger des adminiſtrations & des tribunaux, tous les renſeignemens qui leur ſeront néceſſaires pour les travaux dont ils vont s'occuper.

Le général *Duhoux* eſt accuſé, par un membre du département de la Marne, d'avoir abandonné à tous les excès de l'indiſcipline, les troupes qu'il a conduites de Soiſſons à Reims. Ce même député convient cependant qu'il a vu chez le miniſtre de la guerre, des lettres du département du Nord, qui donnent les plus grands éloges au général *Duhoux*. Le citoyen *Merlin* a obſervé que cet officier eſt inveſti d'une grande confiance, qui doit être juſtifiée par quelques motifs. Dans cette incertitude de faits avancés pour & contre le général *Duhoux*, l'Aſſemblée, en a renvoyé l'examen aux commiſſaires du département du Nord, qui ſont plus à portée de juger cet officier.

Une députation du comité de ſurveillance de la commune de Paris, demande à être admiſe à la barre, pour un objet qui ne ſouffre aucun délai. La barre s'ouvre à l'inſtant, & l'attention de l'Aſſemblée ſe fixe ſur les importantes dénonciations que les députés du comité ont à lui faire.

Voici les principales pieces dont ils ſont les dépoſitaires :

1°. Une lettre, datée de Hambourg, qui démontre que la cour faiſoit des accaparemens de ſucre & de café.

2°. Une lettre adreſſée par M. *Laporte*, intendant de la liſte civile, à M. *Septeuil*, tréſorier

Digitized by Google

de cette même liste, datée du vendredi, 3 Février 1792. Elle est ainsi conçue :

« L'affaire des pensions doit être rapportée ce matin à l'Assemblée. On assure que le rapport du comité passera. Il s'agit de fixer liquider toutes les pensions de la maison militaire du Roi. On estime que cet arrangement déchargera la liste civile des quatre cinquièmes au moins. Mais il coûte cher ; le Roi m'a chargé de vous demander pour demain 1,500,000 liv. Je crains fort qu'un paiement aussi considérable ne mette votre caisse à sec ; mais il est absolument nécessaire. » Après cette lecture, les commissaires ont ajouté qu'ils donneront la liste de la distribution de cette somme.

3°. Un reçu de *Bouillé* pour une somme de 993,000 liv., différens reçus de sommes distribuées à des journalistes.

4°. Une pièce qui prouve un prêt de 800,000 l. fait à *Ribes*, député.

Enfin une cote qui comprend les bons de *Marie-Antoinette*.

On peut juger de la surprise que cause cette lettre dans l'Assemblée, & de l'indignation qu'elle y fait éclater. Un membre demande que les barrières de Paris soient à l'instant fermées. Le citoyen *Kersaint* prie l'Assemblée de ne rien précipiter dans la mesure qu'elle va prendre. Quel garant avez-vous, lui dit il, de la vérité des faits qui vous sont dénoncés ? la parole des hommes. Eh bien ! pour que cette parole entraîne la décision d'un tribunal comme le vôtre, il faut qu'elle soit environnée de certitudes morales. Il faut vous assurer d'abord de ces pièces & de leur inviolabilité. Cette demande est appuyée par le citoyen *Hindel*, qui, député de la

Digitized by Google

seconde législature, & membre du comité de liquidation, retrace avec franchise ce qui s'est passé à l'égard du décret sur les pensions. « La proposition de l'intendant y fut discutée & rejettée dans une séance où 22 membres assistèrent. Quelque temps après on ramena la question. Un membre se chargea d'un rapport insidieux, & après une discussion très-orageuse, le rapport fut adopté. Mais le rapporteur, cédant aux instances de ses collègues, abandonna bientôt après son projet, & il n'en fut jamais question à l'Assemblée. »

Enfin quelqu'un a observé que puisque le comité de surveillance a pris des précautions pour s'assurer des coupables, il doit savoir leurs noms & être en état de les donner. Mais qu'a répondu le comité de surveillance? que le scellé ayant été mis sur ses bureaux, il faut que le scellé soit levé pour qu'il puisse former la liste sur les papiers dont il est dépositaire. Eh quoi! s'est écrié alors M. *Rewbell*, le comité de surveillance vient nous dire qu'il a une lettre qui prouve qu'un décret étoit payé, qu'il a la liste de la distribution, & quand on lui demande cette liste, il ne peut plus la donner. Il n'est plus en état de la donner, quand il apprend ici que le décret sur les pensions n'a jamais été présenté, que par conséquent il n'y a point eu de distribution d'argent! *Rewbell* a demandé qu'il fût formé une commission extraordinaire chargée de la levée des scellés, & de l'inventaire des papiers déposés dans les cartons du comité de surveillance.

Après quelques débats, l'Assemblée a rendu le décret suivant, sur la rédaction du citoyen *Barbaroux*;

Digitized by Google

« Art. I. Il sera nommé une commission extraordinaire de 24 membres, qui ne sera prise ni parmi les membres des Assemblées constituantes & législatives, ni parmi les membres de la députation de Paris, & autres citoyens de cette ville, membres de la Convention nationale. »

« II. Cette commission se transportera sur-le-champ à la mairie, scellera & contre-signera tous les cartons où sont déposées les pièces recueillies par le comité de surveillance de Paris. »

« III. Chacun desdits cartons sera successivement ouvert; les pièces qui s'y trouveront contenues seront cotées & paraphées par deux des commissaires de la Convention nationale, en présence des autres, & par deux commissaires du comité de surveillance & de deux officiers municipaux; il en sera fait inventaire sommaire. »

« IV. Les pièces ainsi cotées, paraphées & inventoriées seront remises dans les cartons, qui seront de nouveaux scellés, contre-signés & transportés successivement dans l'enceinte de la Convention nationale; ils seront déposés dans un lieu indiqué par les inspecteurs de la salle, & y resteront constamment sous la garde de quatre commissaires de la Convention, de deux membres du comité de surveillance, de deux officiers municipaux, & de la garde qui sera par eux demandée. »

« V. Les pièces importantes indiquées par la Convention nationale seront imprimées. »

« VI. Dans le cours de leurs opérations, les commissaires de la Convention nationale prendront tous les moyens convenables pour s'assurer des prévenus, & pourront même décerner des mandats d'amener & d'arrêt. »

Digitized by Google

Une lettre des commissaires aux armées réunies, apprend à l'assemblée des faits du plus grand intérêt.

Les municipalités des environs de Châlons leur ont demandé de lever à leur frais des troupes pour protéger les villages & les mettre à l'abri des incursions des houlans. Les commissaires ont autorisé la levée de cette troupe & l'ont organisée.

A leur arrivée dans le camp de *Dumourier*, & quand ils en ont parcouru les rangs, tout a retenti des cris de *vive la République.*

A Sainte-Ménehould, ils ont appris que *Bournonville* venoit d'intercepter un convoi de vêtemens; qu'il avoit fait soixante-quatre prisonniers, parmi lesquels, quatre émigrés. La détresse de l'armée ennemie augmente chaque jour, elle vient de lever son camp.

On demande que les quatre émigrés subissent la peine que les loix ont prononcé contre eux. La Convention décrète que le ministre de la justice rendra compte de leur procédure & de leur jugement. Le ministre des affaires étrangères annonce à l'Assemblée que les cantons Suisses se sont déclarés pour une parfaite neutralité. Par une seconde lettre, il lui fait part de l'état respectif de nos armées. Nouvelles propositions de la part du Roi de Prusse, nouvelle ardeur de nos troupes pour chasser ces ennemis du territoire françois.

Du mardi, 2 octobre.

L'Assemblée se fait donner lecture des lettres qui lui sont adressées par les commissaires.

Ceux de Lyon écrivent que la taxation des denrées faite par le peuple subsiste encore, mais qu'ils espèrent le ramener à ses vrais intérêts par les conseils, par les instructions qu'ils répandent dans son sein; il sentira que le commerce ne peut

Digitized by Google

exister sans la liberté, & que la libre circulation des subsistances, est le seul moyen d'en faire diminuer le prix.

Ceux qui ont été envoyés pour surveiller la fabrication des armes annoncent que l'attelier de Moulins n'existoit encore que dans le décret qui l'a créé; qu'ils ont convoqué les corps administratifs & les entrepreneurs de cette manufacture, & qu'ils ont pris les mesures nécessaires pour la mettre promptement en activité.

Les commissaires à l'armée du nord donnent des détails sur la marche rétrograde de l'armée Prussienne qui ne peut plus trouver de salut qu'en se retirant par Grandpré. La communication entre Châlons & Sainte-Ménehould, est maintenant rétablie; l'ardeur & le contentement règne parmi nos troupes & jamais notre position n'a été aussi avantageuse que dans le moment actuel. Cet avantage, ajoutent les commissaires, est dû à l'habile manœuvre du général *Dumourier*. S'il eut abandonné sa position pour se porter du côté de Châlons ou de Rheims, les ennemis eussent infailliblement profité de son mouvement, non pour venir l'attaquer, mais pour se jetter dans le Pertuis & s'y cantonner, pour passer l'hiver dans un des pays les plus abondans. Aujourd'hui cette armée si formidable est réduite presqu'à moitié par les maladies; elle a dans les seuls hôpitaux de Grandpré un dépôt de huit mille malades.

Par un *postscriptum*, les commissaires annoncent que *Bournonville* vient de faire 200 prisonniers, parmi lesquels se trouvent cinq émigrés de la maison du Roi, que 27 hussards Prussiens & leur officier ont été tués; 24 chariots chargés de vêtemens & 80 chevaux pris.

Un député de la commune de Lille se présente

Digitized by Google

à la barre & dit : Lille d'où je suis parti samedi, est peut-être en ce moment la proie des flammes ; mais les habitans ne consentiront jamais à livrer la place. Ils m'ont chargé de vous dire que le dernier battement de leur cœur sera pour la liberté ; cependant la disette nous menace ; elle va consumer peut-être une vie que nous eussions mieux aimé perdre en combattant l'ennemi... La Convention, après une légère discussion sur les moyens de secourir cette ville, a décrété que 4 millions seroient remis à la disposition du ministre de l'intérieur pour les villes assiégées, & qu'il seroit autorisé à donner quatre cents mille livres à Lille.

La discussion s'établit sur l'organisation des comités, & sur la détermination du nombre de membres qui doivent les composer. Il a été décrété que le comité colonial sera composé de douze membres ; celui de commerce, de onze ; le comité des décrets, de neuf ; de la marine, de dix huit ; le comité militaire, vingt-cinq ; de sûreté générale, de trente ; de législation civile & militaire, de quarante-huit ; des assignats & monnoies, de vingt-quatre ; le comité ordinaire & extraordinaire des finances, de vingt-quatre ; le comité diplomatique, de trente-six ; de l'instruction publique, de vingt quatre ; des secours publics, de vingt-quatre ; le comité féodal réuni aux comités de législation & liquidations, de vingt-quatre ; des pensions, de vingt-quatre ; la commission centrale sera composée d'un membre de chaque comité. Les trois ou cinq existans sont conservés ; on nommera six membres pour les inspecter, & dix commissaires pour inspecter les archives.

Cette discussion a été troublée pendant quelques momens par la lecture d'une pétition des

ouvriers du camp de Paris. Ils demandoient la suppression du décret par lequel il a été retranché 5 sous de la paye des ouvriers forts, & 15 sous de la paye des ouvriers foibles. Le citoyen *Buzot* a craint les suites d'un pareil exemple, si l'Assemblée l'autorisoit par une condescendance funeste. *Kersaint* qui n'a pas trouvé dans cette production le ton simple & franc d'un ouvrier, a dit qu'il étoit temps de prévenir les excès où les malveillans veulent amener le peuple, pour favoriser leurs desseins pernicieux. La pétition a été renvoyé à la commission des six, qu'on a chargé de rédiger une proclamation pour interpréter aux ouvriers une loi qu'ils ont mal comprise, & à laquelle ils doivent l'obéissance que tout citoyen doit à la nation.

Le ministre des affaires étrangères a adressé à l'Assemblée le nouveau serment prêté par nos envoyés en Espagne, en Angleterre, en Toscane, en Suède & en Suisse & la liste des ambassadeurs qui l'ont refusé : de ce nombre sont celui du Danemarck & celui du duché de Wirtemberg. Ces listes ont été renvoyées au comité diplomatique.

Après la lecture d'une lettre du général *Dumourier* datée de St. Menehould, le 2^er. octobre, où il annonce la retraite des Prussiens, & son projet d'aller prendre son quartier d'hiver à Bruxelles, l'Assemblée entend un rapport du citoyen *Delaunay* sur les mandats d'arrêts lancés arbitrairement par la commune de Paris, depuis le 10 août. La Convention a adopté le projet de décret suivant :

« La Convention nationale décrète, que le comité de sûreté générale est autorisé à se faire rendre compte des arrestations relatives à la révolution du 10 août, de prendre connoissance

de leurs motifs, de se faire représenter la correspondance des personnes arrêtées; & généralement toutes les pièces tendantes, ou à leur justification, ou à donner la preuve des délits dont ils sont accusés, pour en faire le rapport à la Convention nationale, pour, par elle, être pris telle détermination qu'elle jugera convenable. »

Du mercredi, 3 octobre.

Les premières heures de cette séance ont été employées à la lecture d'une foule d'adresses d'adhésion au décret qui abolit la royauté en France. Plusieurs municipalités des provinces du sud-ouest de St. Domingue font parvenir à l'Assemblée l'expression de leur reconnoissance pour avoir accordé aux hommes de couleur l'exercice des droits civils & politiques. La commune de Brunoy offre des armes & des volontaires. — La municipalité d'Epernay annonce qu'elle a envoyés, comme don patriotique, 1,060 boisseaux de grains à l'armée de *Dumourier*. — Les citoyens de la ville de Nantes, outre les armes qu'ils ont fournies, offrent de lever sur les côtes, un corps de canoniers. — D'autres adresses, d'autres dons patriotiques ont succédé à ceux-là & ont été également accueillis.

Le ministre de la guerre, *Servan*, dont la santé est dans un tel dérangement qu'elle ne lui laisse pas même la force de signer ses dépêches, prie l'Assemblée de lui indiquer auquel de ses collègues il remettra le portefeuille, en attendant qu'elle ait procédé à son remplacement. La convention a décidé que l'élection du nouveau ministre de la guerre se fera aujourd'hui.

Digitized by Google

Le département des Landes fait part de ses inquiétudes sur l'invasion prochaine dont les Espagnols menacent cette frontière. Il demande des commissaires & des secours.

Une lettre des commissaires de Châlons, datée de Ste. Menehould le 2 octobre, confirme la retraite des Prussiens, qui leur coûtera aussi cher qu'une bataille perdue. « Depuis deux jours, écrivent les commissaires, on a amené ici près de 400 prisonniers & une grande quantité de charriots chargés d'approvisionnemens & d'équipemens. La route par où ils se retirent est jonchée de cadavres; le camp qu'ils ont quitté, ressemble à un vaste cimetière; il y avoit plus de 300 chevaux morts & à moitié mangés; tous les rapports des déserteurs & des prisonniers s'accordent à dire qu'il y avoit plus de 50 malades par compagnie, & que souvent ils ont été cinq à six jours sans pain. »

Cette lettre est terminée par des éloges donnés à la vertu & au courage de deux jeunes filles, nommées *Fleming* qui combattent à la tête de nos troupes, & se trouvent toujours dans les postes les plus périlleux. Les Autrichiens ont eu la basse vengeance de raser la maison de ces jeunes enfans, située à Mortagne; mais ils ne sauroient leur ravir, ce qu'elles ont droit d'attendre de la justice & de la générosité de la Nation Françoise.

L'Assemblée reçoit en même-temps des dépêches des généraux *Dumourier*, *Biron* & *Montesquiou*.

Dumourier, après avoir fait le tableau de l'horrible situation de l'armée Prussienne, conclut ainsi: cette armée ne peut pas hiverner dans les districts de Verdun & de Longwy, parce qu'ils

ſont mangés ; elle ne peut pas entreprendre d'aſſiéger Mézières, Sédan, ni Montmédy devant une armée victorieuſe ; elle n'a d'autre reſſource que de ſe retirer tristement, ou par le Luxembourg, ce qu'elle ne voudra pas ; ou en allant gagner le Duché des Deux Ponts pour hiverner & recevoir ſes renforts ; mais il eſt douteux que le Roi de Pruſſe veuille continuer une guerre dont le début eſt ſi mal adroit & ſi funeſte pour lui. Le brave *Wimpfen* écrit au général *Kellermann*, en date du 29 ſeptembre, que le ſiège de Thionville eſt comme levé & qu'on y eſt plus tranquille qu'à Paris.

Le général *Biron* écrit également que le Haut-Rhin ne donne plus d'inquiétude, & que le lieutenant-général *Cuſtine* eſt parti le 23 au ſoir, par un beau temps, pour ſe rendre à la deſtination qui lui a été donnée.

Le général *Monteſquiou* annonce l'entière évacuation de la Savoie par les Piémontois. Il fait l'énumération de tout ce qu'il a pris aux ennemis, en canons, en munitions de guerre, en ſubſiſtances. Dans une proclamation aux Savoiſiens, ce général a retracé la conduite perfide du Roi de Sardaigne envers la France, & les motifs qui l'ont forcé à lui déclarer la guerre ; il a dit aux Savoiſiens, ce que les François diront à tous les peuples dont ils combattent les tyrans : « Peuples de la Savoie, l'armée Françoiſe ne vient point dévaſter vos campagnes. Ce que ſes beſoins exigeront, le général vous le demandera avec confiance ; ce ſera toujours l'argent à la main qu'il recevra vos ſecours, en reſpectant vos perſonnes, vos demeures, vos propriétés. En vous offrant ſon amitié, le peuple François veut vous faire partager avec lui le bien le

Digitized by Google

plus cher à l'homme, celui dont l'espoir ou le désir ne meurt jamais, même dans le cœur de l'esclave, la liberté. Puissiez-vous en jouir sous sa protection ! Ce sera le succès le plus glorieux pour nos armes. »

La république de Genève est divisée en deux partis. L'un, formé de la plus saine & de la plus nombreuse portion des habitans, s'est toujours montré l'ami de la révolution Françoise; l'autre, composé d'ambitieux & d'intrigans, est entièrement dévoué au Roi de Sardaigne & à l'aristocratie de Berne. Celui-ci en possession du gouvernement, a accueilli les émigrés François, il a fait relever les murs de Genève du côté de la France; il a fait construire des casernes, & il vient enfin, sous le prétexte de la crainte que lui inspire l'invasion de la Savoie, de requérir les cantons de Berne & d'Ury de lui fournir une garnison de 1600 hommes. Cette mesure prise par les magistrats de la république, & qui viole si ouvertement le traité de neutralité conclu en 1782 entre la Sardaigne la France, Genève, & le canton de Berne, devoit être regardée comme une accession à la ligue des ennemis de la France. Aussi le ministre des affaires étrangères, M. *Lebrun*, en rendant compte à la Convention de ces faits, lui a donné communication des deux ordres provisoires donnés par le conseil exécutif; l'un au général *Montesquiou* pour qu'il entre dans Genève, & qu'il empêche les suisses d'y entrer; l'autre, à notre résident dans cette république, pour qu'il donne l'assurance positive aux habitans, tant de la ville que de son territoire, que la nation Françoise ne veut porter aucune atteinte à la sûreté des personnes, ni à celle des pro-

Digitized by Google

priésés, non plus qu'à la liberté & à l'indépendance de la république, mais qu'elle exigera la punition des magistrats traîtres à leur pays & à la foi des traités.

Les cantons de Berne & d'Ury, dans une lettre adressée par leurs représentans, le 17 septembre dernier, au général *d'Harambure*, avoient demandés que les troupes Françoises évacuassent l'évêché de Basle, & notamment la prévôté de Moutier-Granval, parce que, comme alliés de plusieurs cantons, ils devoient être compris dans la neutralité. M. *Brissot*, chargé d'examiner ces réclamations, a fort bien démontré qu'elles ne sont point fondées sur nos traités, ou que elles sont contraires aux intérêts de la France. L'art. II du traité passé, le 20 juin 1780, entre la France & l'évêque de Bâle, porte : « que si l'évêché est troublé par quelques mouvemens intérieurs, la France seule lui portera des secours. » Dans l'article III, il est dit : « que l'évêque ne souffrira pas que des troupes ennemies s'introduisent sur son territoire, & que dans le cas où il leur accorderoit passage, la France seroit autorisée à s'y opposer à main armée. » En 1789, l'évêque de Bâle appella sur son territoire des troupes Autrichiennes. Au moment où la guerre fut déclarée, les troupes Françoises en chassèrent les troupes de l'Empereur. Elles en avoient le droit d'après le texte formel des traités ; & il faut bien que la France garde elle-même les passages contre les tentatives de l'Empereur, puisque l'évêque n'a aucune troupe pour les garder lui-même. Quant à la prévôté de *Moutier-Granval*, le prétexte allégué par le canton de Berne est absolument faux ; car cette prévôté, quoique associée au canton de Berne, appartient

Digitized by Google

à l'évêché de Bâle ; elle porte foi & hommage au corps Germanique. Sa combourgeoisie, avec le canton de Berne, dérive de la protection qu'il avoit accordée à cette prévôté vers l'année 1529, à l'occasion du changement de religion. Mais l'évêque de Bâle lui-même n'est-il pas membre de l'Empire Germanique ; & comment les cantons de Berne & d'Ury peuvent-ils argumenter d'une neutralité qui seroit contraire aux loix de cet Empire ? D'ailleurs, ce n'est pas la Diète Helvétique qui réclame, ce ne sont que deux cantons, & cette forme détruiroit les principes de l'association Helvétique.

La Convention nationale, en ordonnant l'impression de ce rapport, a décrété, d'après les conclusions de M. *Brissot*, qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur les réclamations de Berne & d'Ury.

Une lettre du ministre de la marine à l'Assemblée lui apprend que le capitaine *Latouche* est arrivé au port de Toulon avec quatre vaisseaux, & qu'il s'est joint à la flotte du contre-amiral *Truguet* ; en sorte que la république a maintenant dans la Méditerranée neuf gros vaisseaux bien armés, & montés par des marins bien déterminés à mourir, s'il le faut, pour la défense de la liberté.

Achille Duchâtelet, *Valence*, *Félix Wimpfen*, *Pache*, ont concouru pour le ministère de la guerre. Ce dernier a obtenu une majorité de 441 voix, & a été proclamé ministre de la guerre.

Du jeudi, 4 octobre.

Cette séance s'ouvre, comme la précédente, par la lecture d'un très-grand nombre d'adresses

Digitized by Google

d'adhésion au décret qui érige la Fran-
blique.

Les boutons de nos soldats portoient ces *la Nation*, *la Loi* & *le Roi*. Sur la demande du ministre de la guerre, on y a substitué ces mots *la République Françoise*, ils seront surmontés du bonnet de la liberté.

La ville de l'Orient a vu périr dans un mouvement de fermentation populaire, un négociant qui embarquoit quarante caisses de fusils, sous le titre de *quincaillerie*. La municipalité qui auroit dû prévenir ce fâcheux évènement, se trouve dans la nécessité de le punir. Une vaste procédure va embrasser tout le peuple, puisque c'est le peuple entier qui s'est soulevé. Mais l'Assemblée qui n'a vu dans cette malheureuse affaire, qu'un de ces désastres attachés à la révolution nouvelle, en a suspendu l'instruction, & elle a ordonné à son comité de législation, de lui faire incessamment un rapport sur toute l'étendue des troubles, qui ont eu lieu dans la République, depuis le 10 août.

Sur la motion de M. *Lecointre*, la Convention a décrété que le ministre de la guerre, *Servan*, soumettroit tous ses comptes à l'Assemblée, avant de quitter Paris. C'est rendre un hommage au patriotisme de ce ministre, a dit le citoyen *Mathieu*, que d'exposer au grand jour sa conduite.

On fait lecture de plusieurs lettres du département du nord, sur le siége de Lille. Jamais les peuples les plus barbares, n'ont donné l'exemple d'une attaque plus atroce. Depuis trois jours & trois nuits, une pluie de bombes & de boulets rouges, inonde & embrâse cette malheureuse ville. Déjà, trois cents maisons ont été dévorées par les flammes. Des rues entières ont dis-

Digitized by Google

parues. Mais l'amour de la patrie soutient le courage & la résignation des Lillois. Témoins d'un spectable plus cruel encore, ils voient du haut de leurs remparts, les paysans de leurs campagnes, forcés à coups de plats de sabre par les assiégeans, de travailler à leurs batteries, & s'ils fuient, tomber sous les coups de fusil. Cependant au milieu de tant de maux, le calme, la tranquillité, la constance, n'abandonnent point les habitans de Lille. Ici c'est un père qui a perdu son fils ou sa fille; un mari qui a perdu sa femme & qui paye, sans murmurer, le tribut à la nature souffrante. Là, ce sont des hommes & des femmes emportant avec eux ce qu'ils ont pu arracher aux flammes, *patience & courage*, disent-ils, *la nation nous vengera, & ces brigands n'auront point la ville.*

Vengeance & secours aux Lillois, s'est écriée l'Assemblée entière, pénétrée d'horreur & d'indignation au récit de tant de cruautés; & sur-le-champ elle a ordonné à son comité de la guerre, de concerter avec le ministre, les moyens de secourir la ville de Lille, & de lui présenter, séance tenante, les dispositions qu'il aura adoptées.

Les commissaires de la Convention, chargés de la vérification des cartons, des porte-feuilles & des liasses dénoncés par le comité de surveillance de la commune, viennent faire leur rapport. Pour nous mettre en état, ont-ils dit, de vous rendre un compte détaillé de toutes ces pièces, il faudroit quatre mois. Mais après l'inventaire sommaire que nous en avons fait, après un examen de trois jours & trois nuits, après les interrogatoires même que nous avons fait subir à divers accusés, nous pouvons assurer

Digitized by Google

que ces papiers ne contiennent rien de la dénonciation particulière qui vous a été contre les membres de l'Assemblée législative. Des preuves de la trahison de la cour, elles sont sans nombre; des preuves qui accusent des citoyens, il n'en existe aucune. — Elles existent dans un porte-feuille, a dit *Marat*. — Nous avons scrupuleusement examiné le porte-feuille, a repris un des commissaires; & nous n'y avons trouvé d'autre conviction sinon que ceux qui se sont érigés en dénonciateurs, n'ont eu pour but que de diffamer des citoyens. C'est ainsi qu'ils nous ont dénoncé une lettre du ministre *Roland*, comme l'acte le plus coupable, & nous n'avons vu dans cette lettre que le langage d'un homme de bien qui gémit des excès auxquels on entraîne le peuple. Ce que nous y avons trouvé encore, c'est l'affreuse certitude que beaucoup de ceux qui ont été massacrés dans les prisons étoient innocens, & c'est le forfait des membres de ce comité, qui les y avoient entassé par des mandats d'arrêts arbitraires, en se trompant sur les noms... Ici un mouvement de pitié & d'horreur s'élève dans l'Assemblée. Il est temps, s'est-on écrié de toutes parts, que ces tyrans sanguinaires expient leur audace; il est temps que le peuple de cette ville apprenne quels sont ses véritables ennemis. — Ils vous en ont audacieusement imposé, disoit *Barbaroux*, quand ils sont venus vous affirmer qu'ils possedoient les preuves & la liste d'une distribution d'argent faite pour corrompre des membres de la législature. Interpellés de les fournir, ils n'ont remis que le porte-feuille dont a parlé *Marat*, & ce porte-feuille ne contient rien de relatif à leur dénonciation.

Ils

Ils ont fait tomber des soupçons sur *Ribes* de la légiſlature, diſoit un autre membre ; eh bien ! la ſignature, eſt celle de *Ribes* banquier à Perpignan. Il y a plus, c'eſt que loin d'avoir reçu 800,000 liv., c'eſt lui qui les a prêtés.

On demandoit que les dénonciateurs fuſſent tenus d'indiquer les pièces où ſe trouvent les preuves de leur dénonciation. Ne voyez-vous pas, diſoit le citoyen *Buzot*, que cette dénonciation n'eſt qu'un ferment d'agitation jetté parmi le peuple. Un de ces hommes, diſoit le citoyen *Lecointre*, qui ne ceſſe de tapiſſer les murs de ſes productions envenimées, qui ne conſeille que des crimes au peuple, faiſoit annoncer le ſoir même de la dénonciation du comité de ſurveillance de la commune, par ſes crieurs à gages, qu'un grand complot venoit d'être découvert. On ajoutoit que l'ennemi étoit proche ; que la France étoit perdue ; que *Brunswick* alloit ſommer la commune de Paris de ſe rendre. — *Marat*, qui apparemment s'étoit reconnu dans ce portrait, demandoit la parole. — Quoi ! *Marat* qui ne ceſſoit de dénigrer les repréſentans du peuple ; *Marat* qui, d'accord avec les Pruſſiens, vouloit allumer la guerre civile ! *Marat* qui, depuis que le Roi n'exiſte plus, a perdu lui-même la meilleure partie de ſon exiſtence ! Eh qu'importe ce que dit & fait aujourd'hui *Marat* ? Au milieu de violens murmures, *Marat* a cependant obtenu la parole. *Je ne m'abaiſſerai point*, a-t-il dit, *juſqu'a réfuter des invectives. Par mes vues politiques, par mes ſentimens, par ma manière de voir, je ſuis au-deſſus de vos décrets. Jamais vous ne me ferez voir ce que je ne vois pas, & vous ne pourrez faire que je ne voie pas ce que je vois.... Vous ne faites*

pas attention que vous traitez les matières politiques comme des praticiens. A quoi en auriez vous été réduits, ſi je n'avois pas préparé l'opinion publique... Des éclats de rire, des mouvemens d'indignation interrompent tour-à-tour *Marat*, qui finit par accuſer les députés de la Gironde à la légiſlature & à la Convention, & notamment *Guadet*, d'avoir employé l'intrigue pour ſe faire réélire. Je ne ſuis point étonné, a dit le citoyen *Guadet*, de m'entendre accuſer par un homme dont je me fais un devoir de ne jamais prononcer le nom. J'aurai le courage de le dire; j'avois aſſez d'aſſurance d'être réélu, pour en être effrayé; je redoutois d'être aſſocié à quelques hommes pour qui révolution, ſignifie maſſacre; liberté, ſignifie licence; & pour qui le mot de patrie enfin, ne ſignifie que parti & faction. Cette diſcuſſion, étrangère à l'objet de la délibération, a été écartée, & voici le décret qui a été rendu.

« Art. I. Tous les cartons examinés & ſcellés par les membres de la commiſſion des 24, ſeront tranſportés en préſence de deux membres de cette commiſſion, de deux membres du comité de ſurveillance de la commune, & de deux officiers municipaux, dans un local de la Convention déſigné par les commiſſaires de la ſalle, pour que les membres de la Convention puiſſent y continuer leurs travaux. »

« II. Il eſt enjoint aux membres du comité de ſurveillance de la commune, d'indiquer, aux membres de la Convention, les pièces qui devront juſtifier leurs dénonciations. »

On eſt paſſé à l'ordre du jour ſur la demande faite par les ſections de Paris, de nommer leur

maire & leurs officiers municipaux, par appel nominal, à haute voix.

On a fait lecture d'une lettre du général *Custine*, au général *Biron*, datée de Spire, le 30 septembre. (*Voyez nouvelles des armées.*)

M. *Servan* annonce à la Convention, que l'armée de 20 mille hommes, requise dans le département du Nord, se lève avec la plus grande célérité; que le maréchal de camp, *Lamorlière*, s'est jetté dans Lille avec sept bataillons; qu'un bataillon de fédérés qui devoit se rendre à Béthune, est entré dans cette ville de son propre mouvement, & que le général *Lanoue* ayant refusé de marcher, a été suspendu, ainsi que le général *Duhoux*, agent secret des ennemis. Sur la demande de M. *Servan*, la Convention a décrété qu'il y a lieu à accusation contre ces deux officiers.

Du jeudi, séance du soir.

Cette séance extraordinaire a été employée à entendre la lecture d'une lettre des commissaires de Châlons, datée de Ste. Menehould le 2 octobre. Ces commissaires écrivent qu'ayant appris que les ennemis avoient évacué Clermont, ils se sont rendus dans cette ville pour juger, par eux-mêmes, de l'état où elle se trouvoit au départ des ennemis. Les Hessois s'y sont conduits sagement, & à l'exception de quelques maisons aux environs de la ville, qu'ils ont démolies pour l'établissement de leur grande garde, ils ont respecté les propriétés des habitans. Déjà nous avons douze mille hommes de campés sur le terrein occupé cinq heures auparavant par les Hessois. Le général *Dillon*, qui est à leur

poursuite, a attaqué plusieurs de leurs postes avec succès.

Le village de Somme-Tombe, a offert aux commissaires le spectacle le plus hideux de pillage & de dévastation. Un grand nombre d'habitans erre dans les villages voisins pour y chercher du pain. Les autres encore consternés de la présence des émigrés, songent à peine à se procurer les choses nécessaires à leur existence. Le même spectacle s'est renouvellé dans les villages de Lacroix, Somme-Suippe, la Chapelle & dans beaucoup d'autres. Forcés de fuir cette terre qu'ils venoient de ravager, les émigrés en ont empoisonné les eaux, en jettant dans les puits, dans les fontaines & les ruisseaux, les cadavres de leurs chevaux: — Nous avons vu à Suippe, ajoutent les mêmes commissaires, le général *Kellermann*. Nous avons trouvé son armée pleine d'ardeur & de courage. Les subsistances arrivent abondamment.

A cette lettre, étoient jointes diverses pièces; & d'abord une lettre-de-change du duc *de Brunswick*, lue dans la séance du matin. Ensuite une lettre de *Stanislas-Xavier* (*Monsieur*), à M. *le marquis de Lambert* par laquelle il le prie d'engager le duc de *Brunswick* à demander que le cartel signé pour les prisonniers des deux armées, soit commun aux émigrés. La troisième pièce, est un livre d'ordre trouvé sur un émigré, contenant la harangue que *Stanislas-Xavier* prononça aux *chevaliers françois*, le jour de leur entrée en France, & indiquant les noms des principaux officiers de l'armée.

La Convention a décrété que le livre d'ordre sera coté & paraphé par deux secrétaires, à chaque page, & que des commissaires feront le

relevé des noms des émigrés, dont la liste sera imprimée, affichée, & envoyée aux municipalités.

Du vendredi, 5 octobre.

Le bruit s'étoit répandu que quelques sections de Paris avoient arrêté de nommer le maire de cette ville à haute voix, au mépris du décret qui ordonne que les nominations se feront au scrutin. La Convention, bien décidée à ne point foiblir contre les efforts des agitateurs qui voudroient perdre Paris, & qui perdroient la France entière, & persuadée que les bons citoyens, qui forment la très-grande majorité des sections, se réuniront à elle pour faire respecter les loix, a décrété que le ministre de l'intérieur, rendra compte du fait à l'Assemblée, & qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de son décret.

La commission du camp de Paris a rendu compte de la situation actuelle de ce camp, & de la disposition des ouvriers. Il en résulte que le plan de M. *Belair*, admis sans en avoir suffisamment combiné toutes les parties, n'a pas entièrement rempli son objet, & que les ouvriers rempliroient paisiblement leur tâche s'il ne se mêloit parmi eux des hommes qui ont intérêt de les agiter, de les soulever contre l'ordre établi, en leur disant qu'ils sont les maîtres, & que l'argent de la nation leur appartient. La commission a requis les sections de fournir pour le camp une force armée, pour protéger les ouvriers contre les perfides insinuations des malveillans; & y maintenir un ordre sévère. Revenant ensuite à son projet, M. *Letourneur*, qui parloit au nom de la commission, vouloit

Digitized by Google

que la Convention décrétât que les volontaires armés des sections de Paris feroient, tour-à-tour, le service du camp. M. *Tallien* s'y est opposé en disant que le besoin de ce camp devient de jour en jour moins pressant, & que n'étant plus un objet de défensive, il convenoit d'en faire un objet d'instruction en y envoyant les fédérés qui sont à Paris & dans les environs. Il est plus instant que jamais, a dit M. *Lanjuinais*, d'organiser une force publique, car nous ne sommes pas en sûreté ici. Je demande que dès-à-présent il soit décrété que cette force sera composée de 24 mille hommes pris dans les 83 départemens, & que 6000 feront alternativement le service pendant trois mois. Les citoyens *Camus* & *Bazoz* ramenant la question sur les moyens de maintenir l'ordre parmi les ouvriers, ont observé qu'il falloit éviter les rassemblemens d'hommes oisifs, & que pour mieux secourir les indigens, il falloit les occuper à des travaux séparés. Enfin, sur la motion de M. *Kersaint*, il a été décrété que ces diverses propositions seroient renvoyées au comité des six réuni à celui de la guerre.

Le ministre de la guerre a demandé trois millions pour faire des achats de bœufs salés en Irlande, en Hollande & à Hambourg. Par une seconde lettre, ce ministre a demandé l'autorisation de l'Assemblée pour conserver un marché de 23 mille fusils, à 53 liv. pièce. Il craint que ce marché lui soit imputé à reproche, lorsqu'on aura oublié les circonstances de ce renchérissement, & la nécessité où nous nous sommes trouvés, de nous procurer des armes à tout prix. Quant à mes comptes, a-t-il ajouté, je ne pense pas que ceux que j'ai déjà rendus à la législature, je doive les rendre de nouveau à la Convention.

Digitized by Google

supplie l'Assemblée de m'indiquer le ministre à qui je puisse confier mon porte-feuille.

Il a été décrété que M. *Servan* ne sera pas tenu de reproduire la partie de ses comptes qu'il avoit déjà rendus à la législature, & que le ministre des affaires étrangères, M. *Lebrun*, signera les actes du département de la guerre.

Le ministre de l'intérieur s'est plaint des dégradations faites dans la nouvelle salle qu'on prépare pour la Convention nationale, & qui couteront pour les réparer 30 à 40 mille liv. au moins. Il a de plus dénoncé une nouvelle infraction faite à ses ordres. Un citoyen nommé *Labarre*, revêtu de l'écharpe municipale, a fait enlever à l'hôtel des invalides, des cartouches destinées aux armées. Il a été décrété que ce citoyen sera mandé à la barre de la Convention nationale.

Le reste de la séance a été entièrement occupé par la lecture d'un travail du ministre des contributions, sur les différentes parties de son département. Il renferme l'état des contributions & des différens revenus publics, avec un apperçu des loix nécessaires pour établir l'ordre & l'économie dans toutes les branches de l'administration des finances. L'impression de ce mémoire, & l'envoi dans les départemens, sont décrétés.

Du samedi, 6 octobre.

L'Assemblée a renvoyé au comité des finances le tableau de l'état actuel de la caisse de l'extraordinaire, présenté par M. *Amelot*. En voici le précis :

La création des assignats est de..... 2,700,000,000 liv.

La dépense de la caisse

Digitized by Google

est de..... 2,589,000,000

Il ne reste donc de disponible que..... 111,000,000

Les besoins de la caisse pour ce mois sont de..... 140,000,000

Le déficit est donc de.... 29,000,000

Une lettre du ministre *Servan*, annonce à la Convention, que la dépense pour l'équipement & l'habillement des volontaires se montera à 29 millions, il demande que cette somme soit mise à sa disposition. Cette demande, & un rapport du comité de la guerre sur les moyens de mettre en activité, les ateliers nécessaires pour la confection de ces fournitures, donnent lieu à un projet de décret, que l'Assemblée adopte dans les termes suivans :

« Art. I. La trésorerie nationale tiendra, à la disposition du ministre de la guerre, la somme de 20 millions, pour être employée à tout ce qui concerne l'habillement & équipement des troupes. »

« II. Le pouvoir exécutif est chargé de faire établir sur le champ des ateliers de confection pour l'habillement des troupes, tant à Paris que dans les villes qui avoisinent les armées, & partout où besoin sera. »

« III. Dans les ateliers où l'on admettra indistinctement des ouvriers des deux sexes, l'ouvrage sera donné à la tâche, & non à la journée. »

« IV. Ceſdits ouvrages seront soumis à la visite & réception des préposés par l'administration. »

« V. Le pouvoir exécutif rendra compte, de quinzaine en quinzaine, à la Convention nationale, de l'établissement & du progrès du travail de ces ateliers, des livraisons qui auront été faites aux troupes, & de la quantité de marchandises

Digitized by Google

qui seront effectives dans les magasins de l'administration. »

Le citoyen *Labarre* mandé pour rendre compte de sa conduite, a paru à la barre. Il a lu l'ordre qu'il avoit reçu du ministre de la guerre, de faire sortir de l'hôtel des invalides une voiture chargée de cartouches, pour l'armée de *Dumourier*, & l'Assemblée satisfaite de cette explication a passé à l'ordre du jour.

On lit une lettre du général *Montesquiou*, datée de Chambéry, le 30 septembre. Ce général écrit qu'il a reçu le décret qui suspend sa destitution ; que si la vérité eût pu se faire entendre, l'Assemblée auroit su que tout ce qui lui a été dit n'étoit qu'un recueil d'impostures. On m'accuse, dit *Montesquiou*, d'avoir donné un faux exposé des forces du Roi de Sardaigne ; je déclare que cet état étoit parfaitement exact. On m'impute d'avoir différé mon entrée en Savoie ; le conseil exécutif pourra assurer la Convention, que ce n'est que sur mes représentations réitérées, qu'il m'a autorisé à faire l'invasion que j'ai si heureusement exécutée. J'ai eu le bonheur de rendre un service à mon pays & à l'humanité, en introduisant les drapeaux de la liberté chez un bon peuple qui me paroît digne de ce grand bienfait. Aucun sacrifice n'a empoisonné ce bonheur. Ma carrière est remplie ; le soupçon m'a environné, & je ne puis plus espérer d'être utile. Je ne sollicite qu'une grace ; c'est la permission de rentrer dans mes foyers, d'y jouir de mes droits de citoyen, & d'y prouver par l'obscurité de ma vie, que si jamais j'ai eu quelque ambition, c'étoit celle de servir ma patrie. »

Cette lettre a fait naître quelques débats sur le parti qu'il convenoit à l'Assemblée de prendre,

Digitized by Google

à l'égard du général *Monteſquiou*. Le moindre ſoupçon élevé contre un général dans les orages d'une République, diſoit le citoyen *Vergniaud*, juſtifie un décret ſévère. Mais cette ſévérité veut auſſi qu'on rende juſtice à l'homme injuſtement attaqué. *Monteſquiou* a vaincu, quand on l'accuſoit de refuſer de vaincre. Il a fondé la liberté ſur l'humanité, ſans laquelle il n'y a pour l'homme d'autre liberté que celle des tigres dans les forêts. Il a répondu à toutes les calomnies par la confiance entière de ſes troupes, & il l'a juſtifiée par ſa conduite. Mais *Monteſquiou* donne ſa démiſſion parce qu'il ne croit plus pouvoir être utile. Eh bien! rendez-lui ce qu'il lui faut pour cela & refuſez ſa démiſſion.

Le citoyen *Julien* ſoutenoit que le décret rendu contre *Monteſquiou* étoit *infiniment* juſte & qu'il étoit établi ſur des *faits*. Un autre membre citoit les beaux jours de la Grèce & de Rome, où, les citoyens qui étoient rappellés d'exil pour commander les armées, ne marchandoient pas leurs ſervices. — Les repréſentans de la République doivent avoir une marche grave & conſéquente. Avant de prononcer ſur la demande du général *Monteſquiou*, ils doivent entendre le rapport des commiſſaires envoyés ſur les lieux. Tel étoit l'avis du citoyen *Barrère*; cet avis a prévalu. La Convention a décrété l'ajournement.

Dans une pétition, dont on fait lecture, la ſection du Temple, témoigne la douleur qu'elle reſſent du projet d'entourer les repréſentans du peuple d'une force armée priſe dans les départemens. Elle ſe plaint de ce que la Convention ne témoigne pas aux Pariſiens la confiance dont ils ſe croient dignes. Elle jure de défendre juſqu'à la mort, le reſpect & la dignité inſéparables des

Digitized by Google

fonctions auguſtes qu'elle remplit. En applaudiſſant aux ſentimens qui reſpirent dans cette adreſſe, l'Aſſemblée a ſenti la néceſſité d'éclairer le peuple ſur ſes vrais intérêts, & elle a ordonné que la commiſſion des ſix hâteroit ſon rapport ſur un projet utile, mais dont l'ignorance cauſe d'injuſtes alarmes au peuple.

Le miniſtre de la guerre par *intérim*, *M. Lebrun*, adreſſe à la Convention une lettre du général *Monteſquiou* en réponſe à l'acculation qui lui a été faite d'avoir exagéré l'état des forces du Roi de Sardaigne. Le général fonde ſa juſtification ſur un état trouvé parmi les pièces du prince *de Cordoue* duquel il réſulte que les troupes réparties depuis Milan juſqu'à Nice, s'élevoient l'année dernière, quoiqu'encore ſur le pied de paix, à 46,838 hommes & 3,470 chevaux.

Le même miniſtre communique en même-temps à l'Aſſemblée, pluſieurs dépêches du général *Cuſtine* qui contiennent de nouveaux détails de ſon utile & glorieuſe expédition. (Voyez les nouvelles des armées.)

Avant de lever la ſéance, la Convention nationale décrète que les ſceaux de l'Etat, en or, avec les maſſes qui étoient portées par les huiſſiers de la chancelerie ainſi que le ſceptre & la couronne du ci-devant Roi & autres attributs du même genre, ſeront briſés & portés à l'hôtel des monnoies.

Il eſt aiſé de voir, par les différentes Pétitions préſentées à la Convention Nationale, & par la chaleur des diſcuſſions

Digitized by Google

qui ont eu lieu durant le cours de la dernière semaine, que la faction déſorganiſatrice n'a pas encore perdu tout eſpoir d'agiter la capitale, ſi elle ne peut parvenir à porter le trouble dans l'étendue de la République. Des dénonciations faites contre les principaux Membres de la Convention, par le Comité de Surveillance de la Commune; l'impudence avec laquelle *Marat* les a appuyées ſans citer aucunes preuves; des pièces de conviction énoncées avec confiance, & qui ne ſont pas encore produites; des mouvemens d'inſurrection excités parmi les ouvriers employés au camp ſous Paris; l'opiniâtreté avec laquelle les malveillans s'acharnent à pourſuivre l'honnête & courageux Miniſtre de l'intérieur; tout annonce qu'il exiſte encore une fermentation ſourde dont le foyer n'eſt pas éteint.

Ces manœuvres ſouterraines ne réſiſteront pas à la vigilance & à la ferme réſolution que manifeſte la Convention Nationale de réprimer tous ces artiſans de troubles & d'anarchie. Sans rien dérober à la ſévérité qu'on doit mettre à punir ceux contre leſquels on aura acquis des preuves de conviction, il y auroit ſouvent autant d'injuſtice que d'imprudence à déférer trop légèrement à des dénonciations dont la théorie eſt portée au plus haut degré de perfection. En s'occupant trop de certains

factieux, dont l'oubli ſeroit le plus cruel châtiment ; on leur prête ſouvent toute la force que donne la ſeule opinion de ſe croire perſécuté. Ceux qui ont le courage de la honte ne manquent pas de s'en faire un titre de célébrité auprès de la tourbe dont ils diſpoſent ; & s'il ne faut quelquefois pour donner du courage à un poltron que lui en ſuppoſer, il ſuffit de croire qu'un perſonnage eſt dangereux pour qu'il le devienne.

La Municipalité ſe diſpoſe enfin à rendre ſes comptes en préſence des Commiſſaires de chaque Section.

Le Conſeil Général de la Commune a arrêté que chaque Comptable mettroit ſon nom à la tête de ſon compte, afin que les Citoyens qui leur ont remis des effets, puſſent aiſément juger de la fidélité de leur rapport.

Les Sections s'occupent de la nomination du Maire. Ce qui l'a retardée, c'eſt qu'elles n'ont pas été d'accord ſur le mode du ſcrutin. On préſume que *Jérôme Pétion* ſera réélu.

Quelle que ſoit la ſurveillance dont on entoure *Louis XVI* au Temple, on a pour lui, ainſi que pour ſa Famille, tous les égards que réclame l'humanité, & la poſition d'un détenu qui n'eſt point encore jugé. Des agitateurs ont cherché pluſieurs fois à porter le Peuple à des mouvemens que déſavouent les loix. On auroit déjà voulu que la Convention ſe fût occupée

Digitized by Google

de son jugement. Depuis que la Royauté est abolie, la destinée de *Louis XVI* ne doit être que la dernière affaire de la République : il n'est plus qu'un particulier. Il n'ignore pas sa déchéance. On avoit mis dans la salle où il mange une inscription portant ces mots : *L'an premier de l'Egalité ;* on y a ajouté ceux-ci : *Et de la République Françoise.* On l'a instruit des succès des armes de la République Françoise. Comme il y avoit toujours autour du Temple des *rodeurs* & des *signaux*, le Conseil général de la Commune a arrêté que la porte extérieure seroit fermée jour & nuit.

Les crimes de la Cour doivent résulter d'une si grande complication de pièces, qu'avant qu'elles aient été mises en ordre & imprimées, des mois doivent s'écouler ; & quand la justice n'exigeroit pas qu'un procès fût instruit avant d'être jugé, celui-ci est d'un genre si grave & si digne de fixer les regards de l'Europe, qu'il mérite qu'on y apporte l'examen & la discussion la plus solemnelle. Quelle sera son issue ? Nous l'ignorons ; mais tous les Citoyens doivent l'attendre dans le calme & le silence. Les Rois faisoient juger les Peuples par des loix qu'ils leur dictoient, mais ils s'en croyoient eux-mêmes exempts ; il est temps de leur apprendre que nul dans la

Digitized by Google

ſociété ne peut jouir du privilége de l'impunité.

Il n'eſt perſonne qui, ayant lu les pièces trouvées chez l'Intendant de la Liſte Civile, n'y ait remarqué pluſieurs lettres ſignées *Cazotte*. Cet individu, autrefois Commiſſaire O donnateur, puis Maire à Piery, près Epernay, étoit un Ariſtocrate renforcé d'une eſpèce toute particulière, il étoit digne d'être l'Aide-de-Camp du Roi des *Illuminés*. Car il avoit pouſſé cette folie au point d'aſſurer que *Louis XVI* n'avoit rien à craindre, parce qu'il étoit entouré d'une Légion d'Anges qui combattoient pour lui. Cette démence n'auroit été que ridicule, mais il étoit en correſpondance avec nos ennemis de Coblentz, & il ne ceſſoit d'inviter à maſſacrer les *Jacobins* & les Patriotes, & d'indiquer des plans de Contre-Révolution. Le Tribunal Criminel l'a condamné à perdre la vie. Ce vieillard a montré le plus grand courage juſques ſur l'échaffaud. L'humanité n'a pu s'empêcher de voir avec attendriſſement les ſoins que lui a rendus juſqu'au dernier moment ſa petite fille, agée de 16 ans.

Nous avons promis de rapporter les lettres du Docteur *Prieſtley*. Le Décret qui a appellé tous les hommes de génie de l'Europe à la Convention, eſt un de ces actes faits pour honorer la République. Il eſt temps que les hommes ſe regardent comme les membres d'une ſeule famille.

Digitized by Google

Traduction de la lettre du Docteur Prieſtley, au préſident de l'Aſſemblée électorale du département de l'Orne, écrite en anglois, le 21 ſeptembre 1792, & envoyée à la Convention nationale.

MONSIEUR,

« Je reçois à l'inſtant, & je conſidère comme un honneur très-diſtingué l'invitation de votre département de ſiéger dans la prochaine Convention nationale de France. Ce poſte certes eſt, en ce moment, de la plus grande importance ſur le théâtre du monde, puiſque la paix & le bonheur, non-ſeulement de votre patrie, mais de toute l'Europe, & peut-être de tout le genre humain, ſont très-particulièrement intéreſſés à tout ce qui va ſe décider dans cette Aſſemblée. Mais mon imparfaite connoiſſance de votre langue, les circonſtances locales & les devoirs importans de ma ſituation préſente, s'oppoſent à ce que j'accepte votre invitation; d'ailleurs mes études ayant été principalement dirigées vers la philoſophie, la théologie & la littérature en général, & non particulièrement vers la politique, on ne pourroit attendre de moi que peu relativement à cette ſcience. Mais dans tous les cas où mes connoiſſances me permettront d'avancer un jugement de quelque poids, il ſera toujours à votre ſervice par le truchement de M. *François*, mon ami & mon correſpondant, qui eſt également élu membre de l'Aſſemblée conventionnelle. »

« Comme miniſtre de la religion, mes plus ardentes prières ont pour objet votre bonheur; je fais des vœux pour que l'Etre ſuprême, le père &

Digitized by Google

l'ami du genre humain, & dont la providence dirige tous les évènemens, veuille détruire les machinations de vos ennemis, & mettre un terme aux troubles dont vous êtes maintenant agités, & puissent-ils donner un prompt & heureux établissement à vos affaires. »

« Je fais cette prière, & comme François, & comme Anglois, puisque nous avons enfin fait l'heureuse découverte tenue si long-temps secrette, par la seule ambition des cours, que ces deux nations voisines ont un égal intérêt à être amies l'une de l'autre. »

« Je suis avec grand respect, &c. »

Signé, J. PRIESTLEY.

Traduction de la lettre du Docteur Priestley, *écrite en anglois, à M.* Roland, *ministre de l'intérieur, le* 21 *Septembre* 1792, *& envoyée à la Convention nationale.*

MONSIEUR,

« Je suis fort touché de la marque non équivoque de confiance que une portion de la nation Françoise a placée en moi, en me nommant l'un de ses représentans dans votre prochaine Convention nationale; & comme je viens d'apprendre cette nomination par votre intermédiaire, je pense que c'est par la même voie que je dois faire parvenir ma réponse, ci-incluse : »

« Permettez, Monsieur, que je saisisse cette occasion de vous exprimer combien j'admire votre conduite, & spécialement vos excellens discours, & la sagacité avec laquelle vous avez agi dans les derniers troubles qui ont eu lieu à Paris. Vous ne pouvez concevoir quelle douleur ont

Digitized by Google

répandu ces actions irrégulières & illégales, sur tous les amis de votre révolution dans cette contrée, & combien vos ennemis en triomphent. Certes, si on ne met promptement un frein puissant à de si grands outrages faits à la justice & à l'humanité, & si une assemblée législative, choisie librement par la nation, ne peut commander le respect de cette même Nation, & faire obéir à ses décrets, il faut désespérer de la cause de la liberté, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe, & après avoir formé les espérances les plus flatteuses. »

« Continuez, cher Monsieur, d'employer tous vos efforts à combattre vos dangereux ennemis qui sont dans l'intérieur de l'état, tandis que vos armées combattent ceux du dehors; mais la tâche de votre ministère est à mon avis la plus difficile à remplir. »

« Je suis avec le plus grand respect,

Monsieur, votre très-humble & obéissant serviteur. *Signé* J. PRIESTLEY. »

Nouvelles de nos Armées.

Enfin la Nation Françoise peut déployer son caractère & sa valeur sous les drapeaux de la liberté. Contrariée presque toujours par des Ministres qui la trahissoient, par les maîtresses des Rois qui trafiquoient de son honneur, & par des Généraux inhabiles que plaçoient l'intrigue & la faveur, elle n'avoit pu encore se montrer elle-même, ni connoître le sentiment de ses propres forces. C'est un beau spectacle que

Digitized by Google

celui qu'elle donne à l'Europe, depuis deux mois. A l'époque du 10 Août, rien n'étoit prêt pour la guerre ; la trahison nous environnoit de toutes parts ; une Cour conspiratrice avoit tout ménagé pour livrer la France à l'invasion des Puissances combinées. *Dumourier* n'avoit pas 18,000 hommes à opposer aux 80,000 Prussiens commandés par *Brunswick*. Soudain, la voix de la liberté a évoqué, comme du néant, d'innombrables bataillons, & en moins de six semaines les armées ennemies se sont fondues & ont cherché leur salut dans la fuite ; les siéges de Thionville & de Lille ont été levés, les Autrichiens défaits ou pris à Spire & à Worms ; la Savoye & le pays de Nice conquis ; nous avons réprimé nos ennemis au-dedans, & nous avons fait flotter au dehors les étendarts de la victoire & planté l'arbre de la liberté. Sous quels heureux auspices s'établit la République Françoise ! Nous ignorons ce que la rage & l'orgueil des Despotes lui préparent à la campagne prochaine ; mais quand une Nation si mal préparée, entourée de tant de perfidies, a su surmonter tous les obstacles, & vaincre tant de dangers, elle n'a plus rien à redouter ; sa destinée est pressentie ; elle triomphera de ses ennemis, & finira par avoir pour Alliés les Peuples les plus puissans.

Digitized by Google

Armée du Nord. La levée du siége de Lille, que nous avons annoncée, n'étoit qu'une ruse de l'ennemi pour pouvoir établir ses batteries. Depuis le 29 Septembre jusqu'au 6 de ce mois, l'ennemi a pointé le siége avec un acharnement & une férocité qui n'eurent jamais d'exemple. Plus de 30 mille boulets rouges & 6 à 7 mille bombes ont été vomis sur cette courageuse Cité, que l'on a voulu incendier sans espoir de la jamais prendre. Le feu a été dirigé sur les quartiers les plus patriotes; 500 maisons ont été consumées, & plus de deux mille endommagées. *Christine* a voulu, elle-même, jouir de cet horrible spectacle, & mettre le feu aux canons & aux mortiers. Mais les Assiégés ont déployé la plus grande vigueur. Ils ont fait un feu si terrible & si continuel, que l'ennemi nageoit dans le sang au milieu de la tranchée; tous les hôpitaux de Tournay & des environs ne suffisent pas pour contenir ses blessés. Nous reviendrons sur quelques détails de ce siége mémorable qui couvre de gloire la garnison & les Habitans de Lille. Nous nous bornons en ce moment à annoncer que, dès le 6 après midi, le feu de l'ennemi a entièrement cessé, & qu'il se dispose à une prochaine retraite. *Labourdonnois* le poursuit, & le temps des vengeances est arrivé.

Armée du centre. Les ennemis continuent leur retraite du côté de Stenay & malgré l'ordre qu'ils mettent dans leur marche, nos troupes ne cessent de les harceler, de leur faire des prisonniers & d'intercepter leurs vivres. *Dumourier*, *Kellermann*, *Bournonville*, *Valence* & *Dillon* sont à leur poursuite. L'avant-garde de *Dillon* est à deux

Digitized by Google

lieues de Verdun, & se dispose à faire le siége de cette place. Il fait un temps si effroyable que s'il continue encore quelques jours, les ennemis n'emporteront avec eux ni chevaux, ni hommes, ni artillerie; *Bournonville* veut leur enlever jusqu'à la semelle de leurs souliers, & nos troupes veulent les enterrer dans la boue. On ne chante plus : *ça ira*, mais : *ça va*. *Kellermann* a promis que : *ça iroit* tout l'hiver.

On sera curieux de connoître toutes les pièces qui caractérisent la négociation qui a duré pendant la suspension d'armes. *Dumourier* les a fait imprimer & distribuer à son armée dans les termes suivans :

A l'armée Françoise par le Général Dumourier.

« Voici mes compagnons d'armes, les propositions raisonnables que j'ai faites aux Prussiens, après avoir reçu d'eux des messages pour une pacification. Le Duc *de Brunswick* m'a envoyé, pour réponse, un manifeste insolent qui irritera la Nation entière, & augmentera le nombre de ses soldats. Plus de trève, mes amis, attaquons ces tyrans & faisons les repentir d'être venus souiller une terre libre. »

Mémoire au Roi de Prusse.

« La Nation Françoise a décidé immuablement son sort; les Puissances étrangères ne peuvent se refuser à cette assertion vraie. Ce n'est plus l'Assemblée nationale dont les pouvoirs étoient restreints, dont les actes devoient être, ou confirmés, ou abrogés pour avoir force de loi, qui n'avoit qu'un pouvoir consesté, qui

Digitized by Google

pouvoit passer pour usurpatrice, & qui a eu la sagesse d'appeller toute la Nation, & de demander elle-même aux 83 Départemens la cessation de son existence & son remplacement par une représentation, revêtue de tous les pouvoirs de la souveraineté entière du Peuple François, autorisée par la Constitution même, sous le nom de *Convention Nationale.* »

« Cette Assemblée, dès sa première séance, entraînée par un mouvement spontanée qui est le même dans toutes les parties de l'Empire, a décrété l'abolition de la royauté. Le décret est reçu par-tout avec allégresse, par tout on l'attendoit avec la plus grande impatience; par-tout enfin il accroît l'énergie, & il seroit actuellement impossible de ramener la Nation à relever un trône que les crimes qui l'entouroient ont renversé. »

« Il faut donc nécessairement regarder la France comme une République, puisque la Nation entière a déclaré l'abolition de la Monarchie : cette République, il faut ou la reconnoître, ou la combattre. »

« Les Puissances armées contre la France n'avoient aucun droit de s'immiscer dans les débats de la Nation assemblée, sur la forme de son Gouvernement. Aucune Puissance n'a le droit d'imposer des Loix à une aussi grande Nation; aussi ont-elles pris le parti de déployer le droit du plus fort; mais qu'en est-il résulté ? La Nation ne fait que s'irriter davantage, elle oppose la force à la force, & certainement les avantages qu'ont obtenus les nombreuses troupes du Roi de Prusse & de ses Alliés, sont très-peu conséquens : la résistance qu'il rencontre & qui se multiplie à mesure qu'il avance, est trop grande pour ne pas lui prouver que la

Digitized by Google

conquête de la France, qu'on lui a présentée comme très-aisée, est absolument impossible. Quelle que soit la différence des principes entre le Monarque respectable, dont on a égaré l'opinion, & le Peuple François, lui & ses Généraux ne peuvent plus regarder ce Peuple, ni les armées qui lui résistent, comme un amas de rébelles. »

La fin au Journal suivant.

Manifeste du Duc de Brunswick.

« Lorsque LL. MM. l'Empereur & le Roi de Prusse, en me confiant le commandement des armées que les deux Souverains Alliés ont fait marcher en France, me rendirent l'organe de leurs intentions, déposées dans les deux déclarations du 25 & 27 juillet 1792, LL. MM. étoient bien éloignées de supposer la possibilité des scènes d'horreur qui ont précédé & amené l'emprisonnement de LL. MM. le Roi & la Reine de France, & de la Famille Royale. »

« De pareils attentats, dont l'histoire des Nations les moins policées n'offre presque point d'exemple, n'étoient cependant pas le dernier terme que l'audace de quelques factieux, parvenus à rendre le Peuple de Paris l'aveugle instrument de leur volonté, avoit prescrit à sa coupable ambition. La suppression du Roi de toutes les fonctions qui lui étoient réservées, par cette même Constitution qu'on a si long temps prônée comme le vœu de la Nation entière, a été le dernier crime de l'Assemblée Nationale, qui a attiré sur la France les deux terribles fléaux de la guerre & de l'anarchie. »

Digitized by Google

« Il ne restoit plus qu'un pas à fai
les perpétuer : & l'esprit de vertige ,
avant-coureur de la chûte des Empires ,
d'y précipiter ceux qui se qualifient du titre
voyés par la Nation : pour assurer ses dro
son bonheur sur des bases plus solides. »

« Le premier Décret que leur Assembl
porté , a été l'abolition de la Royauté en Fran
& l'acclamation non motivée d'un petit nomb
d'individus , dont plusieurs même sont des Etra
gers , s'est arrogée le droit de balancer l'opinio
de quatorze générations qui ont rempli les qua
torze siècles d'existence de la Monarchie Fran
çoise. »

« Cette démarche , dont les seuls ennemis de
la France devroient se réjouir , s'ils pouvoient
supposer qu'elle eût un effet durable , est direc
tement opposée à la ferme résolution que Leurs
Majestés l'Empereur & le Roi de Prusse ont
prise , & dont ces deux Souverains alliés ne se
départiront jamais , de rendre à S. M. T. C. sa
liberté , sa sûreté & la dignité Royale , ou de
tirer une juste & éclatante vengeance de ceux
qui oseroient y attenter plus long-temps. »

« A ces causes , le Soussigné déclare à toute
la Nation Françoise en général , & à chaque
individu en particulier , que LL. MM. l'Em
pereur & le Roi de Prusse , invariablement at
tachés au principe de ne point s'immiscer dans
le Gouvernement intérieur de la France , per
sistent également à exiger que S. M. T. C. ,
ainsi que toute la Famille Royale , soient im
médiatement remises en liberté , par ceux qui se
permettent de les tenir emprisonnées. »

« LL. MM. insistent de même que la di
gnité

gnité royale en France soit rétablie sans délai, dans la personne de *Louis XVI* & de ses Successeurs, & qu'il soit pourvu à ce que cette dignité se trouve désormais à l'abri des avanies auxquelles elle a été maintenant exposée ; si la Nation Françoise n'a tout-à-fait perdu de vue ses vrais intérêts, & si, libre dans ses résolutions, elle desire de faire cesser promptement les calamités d'une guerre qui expose tant de Provinces à tous les maux qui marchent à la suite des armées, elle ne tardera pas un instant à déclarer son opinion en faveur des demandes péremptoires que je lui adresse au nom de Leurs Majestés l'Empereur & le Roi de Prusse, & qui, en cas de refus, attireront immanquablement sur ce Royaume, naguère si florissant, de nouveaux & plus terribles malheurs. »

« Le parti que la Nation Françoise va prendre à la suite de cette déclaration, ou étendra & perpétuera les funestes effets d'une guerre malheureuse, en ôtant par la suppression de la Royauté, le moyen de rétablir & d'entretenir les anciens rapports entre la France & les Souverains de l'Europe, ou pourra ouvrir la voie à des négociations pour le rétablissement de la paix, de l'ordre & de la tranquillité, que ceux qui se qualifient du titre de dépositaires de la volonté de la Nation Françoise, sont les plus intéressés à rendre aussi prompte qu'il est nécessaire à ce Royaume. » *Au Quartier-Général de Hans, le 28 Septembre 1792.*

Signé, CHARLES G. F. duc DE BRUNSWICK-LUNÉBOURG.

Certifié conforme à l'original.

Le Général en Chef de l'armée du Nord, DUMOURIER.

Digitized by Google

Copie de la lettre de M. Manſtein, *Aide-de-camp général du Roi de Pruſſe, au Général Dumourier.*

MONSIEUR,

« Je ſuis chargé, de vous faire parvenir l'original de la déclaration ci-jointe, que ſon Alteſſe Séréniſſime, Monſeigneur le Duc régnant de *Brunswick* ſe trouve dans le cas d'adreſſer à la Nation Françoiſe au nom de LL. Majeſtés l'Empereur & le Roi de Pruſſe; l'importance & l'authenticité de cette pièce exigent, mon Général, que vous la portiez auſſi promptement que poſſible à la connoiſſance de la Nation à laquelle elle eſt adreſſée. Quelles que ſoient les voies & les perſonnes que vous choiſirez pour qu'elle ſoit bientôt connue, elle le ſera de notre côté par la voie de l'impreſſion, & l'on avertira la Nation Françoiſe que l'original de cette déclaration vous a été adreſſé aujourd'hui par moi, »

« Je ſuis fâché, Monſieur, que les motifs que j'indiquai à l'Aide-de-camp que vous m'avez envoyé hier, m'empêchent de vous apporter moi-même cette déclaration, & de ſuivre les diſcuſſions dont nous avons été occupés les jours paſſés : mais rien ne m'empêchera de conſerver le ſouvenir de l'accueil amical que vous m'avez fait, mon Général, & de chercher l'occaſion de vous convaincre de la conſidération diſtinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, &c. »

Signé, MANSTEIN.

Au Quartier-général de Hans, le 1^er^. Septembre 1792.

Digitized by Google

opie de la réponse du Général Dumouriet, *à l'Aide-de-Camp-Général du Roi de Prusse*, M. Manstein.

« Je suis affligé, vertueux *Manstein*, de recevoir pour unique réponse à des raisonnemens que m'inspiroient l'humanité & la raison, une déclaration qui ne peut qu'irriter un Peuple libre. Dès ce moment, toute trêve doit cesser entre les deux armées, & nous ne devons plus penser qu'à combattre, puisque nous n'avons plus de bases pour négocier; je ferai avertir demain matin tous mes avant-postes de la cessation de la trêve; faites-en de même de votre côté. »

« Je regrette votre amitié; je plains deux braves Nations soumises au caprice de quelques personnes, mais vous trouverez les François dignes de la liberté qu'ils ont conquise, & prêts à faire repentir ceux qui veulent la leur arracher. Je vais envoyer l'écrit du duc *de Brunswick* à la Convention nationale, je vais le faire lire dans mon camp, & par-tout il sera reçu avec le même sentiment d'indignation; ce n'est pas ainsi qu'on traite avec une grande Nation libre, & qu'on parle des loix à un Peuple Souverain. »

Le Général en Chef de l'armée du Nord.

Signé, DUMOURIER.

A Ste Menehould, le 28 Septembre 1792, l'an 4 de la liberté, le 1er. de la République.

Copie de la lettre de M. Manstein *au Général* Dumouriez.

MONSIEUR,

« La lettre que je viens de recevoir de votre

Digitized by Google

part par le Lieutenant *Qualtini*, me surprend; il me paroît que vous n'avez pas voulu entrer, mon Général, dans le sens de la déclaration, ni saisir le véritable esprit qui l'a dictée, & que vous préludez sur le parti que la Nation pourroit prendre sur ce qui en fait l'objet principal. Je regretterois infiniment que, faute de nous être parlé, l'on précipitât des démarches que l'on pourroit peut-être éviter, si nous pouvions nous revoir encore une fois. Cette réflexion & l'amour de l'humanité me prescrivent le devoir de vous proposer un entretien, pour demain, vers midi, aux avant-postes de nos deux armées; la nôtre ne sera pas la première à rompre la trève. »

« J'attends votre réponse, & quelque soit l'effet de notre entrevue, j'en tirerai toujours l'avantage de vous réitérer de bouche les assurances de la considération avec laquelle, j'ai l'honneur d'être, »

Signé, MANSTEIN.

Au Quartier-général d'Hans, le 29 Septembre 1792.

Certifié conforme à l'original.

Le Général en chef de l'armée du Nord.

DUMOURIER.

Réponse à la lettre de M. Manstein, *du 29 septembre* 1792, *l'an 4 de la liberté & la première de la* REPUBLIQUE.

« Il m'est impossible, Monsieur, de continuer ni trève, ni négociation, si on prend pour base le Manifeste du Duc *de Brunswick*; je l'ai envoyé hier, par un courier extraordinaire, à la Convention Nationale ».

« J'ai fait moi-même imprimer cette pièce

Digitized by Google

selon le désir que vous m'en avez témoigné, & d'après l'annonce que vous m'avez faite que vous le feriez imprimer vous-même ».

« L'armée *de Kellermann* & la mienne le connoissent déjà, & je ne peux à présent qu'attendre les ordres de mon Souverain qui est le Peuple François, rassemblé en Convention Nationale par ses Représentans; il me devient même impossible d'avoir la satisfaction de vous voir, tant que cette pièce subsistera. Ce que j'ai écrit est un mémoire particulier; ce qu'a écrit le Duc *de Brunswick* est un manifeste ».

« Ce Manifeste porte avec lui la menace & la guerre; ainsi il a rompu tout le fil de la négociation ».

« Il n'entre nullement dans le sens de tout ce qui a été dit entre nous depuis quatre jours, il le détruit même complettement, il est même contradictoire avec la conversation dont M. le Duc *de Brunswick* a honoré l'adjudant-général *Thouvenot*. »

« Jugez vous-même Monsieur, avec impartialité, oubliez un moment que vous êtes Prussien, soyez neutre, que penseriez-vous d'une nation qui, sans avoir été vaincue, se plieroit devant un Manifeste, & traiteroit sous les conditions d'esclavage, lorsqu'elle s'est déclaré REPUBLICAINE? Je prévois bien des malheurs pour tout le monde, & j'en gémis; mon opinion sur votre honnête homme de Roi, sur votre estimable Nation & sur vous-même, me font voir avec le plus grand regret que la négociation ne peut pas se faire avec des Manifestes ».

« Je n'en estimerai pas moins toute ma vie le plaisir de vous avoir connu, & de vous aimer & de vous estimer ».

Signé, le général en chef, DUMOURIER.

Digitized by Google

Armée du Rhin. Nos succès sur le Rhin ne sont pas moins complets qu'auprès des Alpes & sur les bords du Var. *Custine* a fait sur Spire une expédition qui le couvre de gloire, en voici les détails donnés par le général lui-même.

Copie de la lettre du lieutenant-général Custine *au ministre de la guerre.*

Au quartier-général de Spire, ce 30 septembre 1792, l'an 1er de la REPUBLIQUE.

MONSIEUR,

» Vous savez que, conformément au plan que vous aviez adopté, je devois attaquer Spire, où il se trouvoit plus de quatre mille Autrichiens ou Mayençois, & des magasins qui passoient pour être de quelque conséquence ; j'aurois voulu pouvoir exécuter ce plan dès l'instant que l'armée que je commande, a été organisée : contrarié par le tems, j'avois profité du premier moment où il devenoit possible de marcher, pour assembler mon armée sous Landau, mais les chemins dégradés par les pluies ont rendu ma marche des plus pénibles, surtout celle du corps que je conduisois, & qui étoit destiné à couper la retraite de leur armée sous Worms ».

» M'étant mis en marche le 29 à 8 heures du soir, il étoit deux heures après-midi, lorsque je fus arrivé au débouché des chemins qui conduisent à Worms & à Manheim ; j'ai trouvé les Autrichiens en bataille, la droite appuyée à un escarpement qui se trouve au-dessus de la poste qui mène à Worms, un ravin devant eux, à la gauche prolongée vers des jardins en-

Digitized by Google

tourés de fortes hayes. Je n'ai pas hésité un instant de les attaquer dans cette position, en dirigeant sur leur ligne un grand feu d'artillerie qui protégeoit la formation de ma ligne; je dirigeois en même temps sur leur droite quatre bataillons destinés à s'emparer d'une hauteur qui la dominoit & la débordoit; ils se sont fort vîte décidés à la retraite dans l'intérieur des murs de la ville; ayant essayé un instant d'en forcer les portes à coup de canon, j'ai préféré, en voyant l'ardeur qui animoit nos troupes, à les forcer à coups de haches; ayant proposé ce moyen, il a été accueilli avec transport. Une première porte a été détruite, puis celle de la seconde enceinte; les Autrichiens, repoussés de toutes parts, se sont emparés des maisons qu'ils avoient crenelés; & quand les troupes que je commande, ont été engagées dans les rues de Spire, les ennemis ont commencé sur elles un feu incroyable, mais la précaution que j'avois prise, de mettre à la tête des colonnes, des obusiers & des pièces de huit, m'a laissé la possibilité de rallier mes troupes un peu étonnées dans le premier moment; bientôt les Autrichiens ne pensèrent plus qu'à se retirer ».

« Le Colonel *Houchard*, qu'une inondation très-forte avoit empêché d'approcher du Rhin, a cependant pu exécuter une charge avec le régiment de chasseurs qu'il commande, dans laquelle il a fait quatre cens prisonniers. Je me suis décidé à poursuivre les ennemis dans leur retraite, les ayant acculés au Rhin, ils ont mis bas les armes: ils étoient dans Spire au nombre de plus de quatre mille; des drapeaux, des étendarts, des canons, des obusiers, & plus de

trois mille prisonniers ont été faits dans cette journée ».

« Les Autrichiens ont perdu un grand nombre d'hommes. Les magasins qui se trouvent ici sont immenses : je n'en puis encore donner le détail, & je finis parce que je meurs de faim & de lassitude, ayant été 22 heures à cheval sans en descendre, & les troupes vingt-deux heures sous les armes ».

« Je ne puis finir cette dépêche sans rendre hommage à la constance du soldat, à la patience, avec laquelle il a souffert les fatigues d'une si terrible marche, à la discipline qu'il a observé, à la valeur qu'il a montré ».

« Mon bonheur est extrême d'avoir vu triompher en ce jour la cause de la liberté ; mais ce qui l'a infiniment accru, c'est d'avoir pu, dans ce moment d'horreur, diriger & calmer la fureur du soldat. Quel bonheur pour moi de pouvoir dire dans une ville emportée de vive force, & où l'on a ensuite fusillé dans toutes les rues : il ne s'est pas commis une seule action dont un soldat François ait à rougir ».

P. S. « Je ne puis assez me louer de la manière dont M. *Neuveigner*, Maréchal-de-camp, s'est conduit, & il a exécuté les dispositions de l'infanterie dans cette journée avec ce sang froid & cette tranquillité d'ame qui doit toujours assurer les plus grands succès ».

Par des lettres postérieures du Général *Custine*, du 2 Octobre, il annonce que malgré tout le soin qu'il s'étoit donné pour maintenir la discipline parmi ses troupes qui s'étoient si bien conduites dans la

Digitized by Google

journée du 30, quelques Volontaires, excités par des agitateurs, s'étoient livrés aux excès du pillage envers les Citoyens de Spire; le Général a fait saisir les chefs surpris en flagrant délit, & les a fait fusiller. Son cœur a été navré de cet acte de sévérité, mais il étoit nécessaire, & l'armée qui le demandoit y a applaudi. Dans l'affaire du 30, 800 Autrichiens ont été tués, & 400 se sont noyés dans le Rhin.

Ce Général a cru devoir imposer l'Evêché de Spire & le Chapitre de cette ville, dont l'Evêque & les Chanoines se sont toujours montrés ardens amis des Emigrés, à 450 mille livres de contributions. Les propriétés des Citoyens sont respectées jusqu'au scrupule. Ce Général a fait conduire à Landau les Prisonniers. Les Officiers avoient tellement trompé les Soldats sur les intentions des François qu'ils ne vouloient pas accepter les vivres & les raffraîchissemens que les Citoyens de Landau étoient venu leur offrir à deux lieues de la ville; ils les croyoient empoisonnés: les Habitans les ont rassurés en en mangeant eux-mêmes, & bientôt les embrassemens d'une fraternité réciproque ont succédé à ces impulsions sinistres.

Armée du Midi. Celle de *Montesquiou* continue toujours à occuper tous les points de la Savoye & à donner la chasse à l'ennemi que l'on ne peut atteindre & qui gravit les plus hautes

Digitized by Google

montagnes. L'aristocratie Génevoise a déterminé Berne & Zurich a faire entrer à Genève deux mille hommes de milice Suisse. Un corps considérable de Français a pris poste à Carouge & tient en échec Genève, dont la majorité des habitans est toute dévouée à la République Française.

Le Général *Montesquiou* que des soupçons avoient rendu suspect à la Convention, avant son expédition, a envoyé sa démission, mais la Convention ne l'a point acceptée; elle a rapporté le décret de destitution qu'elle avoit prononcé; & l'on espère conserver ce Général qui a aussi bien exécuté son plan qu'il l'avoit combiné.

Nice. On attendoit impatiemment des nouvelles de l'expédition du Général *Anselme* qui devoit coïncider avec celle de *Montesquiou*. Elle n'a pas été moins heureuse, & les Piémontois ont fui sur le Var comme au pied des Alpes.

Copie de la lettre du Général de l'armée du Var, Anselme, au Ministre de la Guerre, datée de Nice, le 29 Septembre 1792, l'an 1^er^. de la République.

« MONSIEUR,

« Dans l'incertitude où je suis de la partie de la Savoie où peut se trouver M. *Montesquiou*, je crois devoir vous rendre compte directement, que le 28 du courant, étant occupé des dispositions pour le passage du Var, j'ai reçu différens avis, qui m'ont appris que les troupes du Roi de Sardaigne se disposoient à se retirer vers la Stafpelle, route de Coni. J'ai donné ordre sur-le-champ à tous les grenadiers de l'armée, soutenus de deux brigades de se disposer à passer le Var. »

Digitized by Google

« Je me suis mis à la tête de cette colonne avec laquelle j'ai passé cette rivière, & me suis porté avec rapidité sur la ville de Nice, où je suis entré sans résistance. »

« Après m'être porté militairement dans la ville, mon premier soin a été d'envoyer un corps dans la forteresse de Montalban; j'en ai fait sommer le Gouverneur, en le menaçant de l'escalade que je préparois. Il s'est rendu prisonnier de guerre avec sa garnison, composée de troupes Suisses; j'y ai trouvé une artillerie en bon état. »

« Nos Grenadiers occupent actuellement ce poste, d'autant plus important, qu'il m'assure de pouvoir me maintenir dans la ville de Nice, si j'y étois attaqué par des forces très-supérieures, & qu'il me donne de très-grands avantages pour m'emparer du château & de la ville de Ville-Franche, que j'espère prendre demain d'une manière ou d'autre. Il y a cent pièces de canon. »

« J'ai trouvé, depuis le Var jusqu'à Nice, une assez grande quantité de pièces de canon, dont plusieurs ont été enclouées si fort à la hâte, qu'il sera, je crois, facile de les remettre en état, & de nous en servir au premier moment; ils n'ont pas eu le temps d'en briser les armemens, & d'emporter les munitions de cette artillerie. Je suis déjà muni d'une assez grande quantité de fusils, de munitions de guerre & de bouche de toute espèce. »

« Je dois les plus grands éloges à la bonne volonté des troupes qui formoient cette avant-garde, que je n'ai pû encore renforcer par d'autres brigades, ayant voulu accélérer la prise de possession de Nice avec la plus grande rapidité. »

« On m'assure que les ennemis sont au nombre

Digitized by Google

de huit mille hommes de troupes réglées, dont quatre régimens suisses, & douze mille hommes de milice du pays, tous bien armés. Je suis à leur poursuite, mais ils gravissent les hautes montagnes. »

« Je compte faire planter demain l'arbre de la liberté dans la ville de Nice & dans la forteresse de Montalbàn, & après demain dans la ville & forteresse de Ville-Franche. »

« Je ne puis comprendre encore les raisons qui ont pu déterminer les troupes du roi de Sardaigne, à abandonner si lâchement d'aussi grands moyens de défense, & des postes aussi importans; c'est une terreur panique dont je profite; ce qui m'empêche d'entrer dans de plus grands détails, mais je compte y suppléer incessamment. »

POLOGNE.

Brezesc est le lieu où se sont rassemblés les deux Confédérations de la Pologne avec la Lithuanie : dans leur réunion, elles avoient représenté parfaitement toute la République; & quand on leur adresse la parole, il faut les appeler SÉRÉNISSIMES. La première chose que cette Confédération si SERENNE a cru devoir faire, c'est d'envoyer des courriers à *Catherine II* pour lui annoncer son existence & le bonheur de la République Polonoise libre, enfin dans les chaînes de l'Impératrice des Russies.

La Confédération de Lithuanie devient très-dévote; ce qui arrive souvent aux opprimés, aux infortunés & aux lâches. Sa

Digitized by Google

première motion a été pour la réintégration de la Religion Catholique dans sa pureté primitive ; & pour moyen d'exécution de ce beau projet, elle a demandé le rétabliſſement des Jéſuites. Comme ſi les Jéſuites & Jéſus étoient la même choſe ! Eſt-ce ſimplicité, eſt ce impoſture & politique dans la Confédération de Lithuanie. Ce qui ſeroit curieux, & ce qui eſt vraiſemblable, c'eſt que la demande du rétabliſſement des Jéſuites & du Chriſtianiſme primitif eût été ſuggéré par cette femme qui avec *Voltaire* ſe moquoit de Jéſus ; avec *Diderot*, D'UN PEU MIEUX, & avec ſes amans étrangloit ſon mari. O Providence, prouve donc contre *Diderot* & contre quelques autres que tu exiſtes !

Tout n'a pas été détruit de la Conſtitution du 3 Mai : on en conſerve le mode de la perception des impôts. Ce n'eſt sûrement point parce qu'il eſt plus doux, c'eſt apparemment parce qu'il eſt plus productif.

Des lettres poſtérieures à celles qui nous ont appris le raſſemblement des deux Confédérations, donnent de nouveaux détails ſur les circonſtances qui l'ont accompagné. On courut à l'égliſe faire chanter une *grand-meſſe* & un *Te Deum*, pour célébrer ce grand jour. Au moment de l'évangile, ſuivant l'ancien uſage des Sarmates, tous les ſabres furent nuds & en l'air, comme

Digitized by Google

s'il étoit queſtion encore de défendre le fils de *Joſeph* & de *Marie* contre les Satellites du Sanhédrin : au milieu de l'égliſe étoit dreſſée une table, autour de laquelle les Maréchaux des deux nations, ceux des Palatinats & tous les Conſeillers étoient aſſis ſur des fauteuils. C'eſt-là, & comme en préſence du Dieu qui a créé tous les hommes libres, que fut lu, ſigné & proclamé l'acte d'union qui remet ſous le joug la Pologne & la Lithuanie.

Au ſortir de la meſſe, on alla ſe mettre à table chez le Maréchal *Potocki* : la converſation de ces eſclaves roula ſur la liberté ; ils en faiſoient l'éloge, & ce n'étoit pas avec douleur, c'étoit avec joie & enthouſiaſme. On but à la ſanté *de Catherine II* au bruit de trois cents coups de canon. Une ſi grande félicité devoit donner le beſoin de ſe répandre en action de graces, en expreſſions de reconnoiſſance aux pieds de l'auguſte Impératrice à qui on en étoit redevable, & douze Membres de la Confédération réunie partirent à l'inſtant pour Pétersbourg, chargés de cette glorieuſe miſſion. Leur *prompte ſervitude* ne fatiguera pas *Catherine* ; il n'eſt pas donné à tous les tyrans d'être dégoûté, comme *Tibère*, de la lâcheté de leurs eſclaves.

Nous avons parlé pluſieurs fois, & non ſans étonnement, de cette autre prompti-

Digitized by Google

tude du Roi *Staniſlas-Auguſte*, à dire ce qu'on lui veut faire dire, à écrire ce qu'on lui veut faire écrire, à ſigner tout ce qu'on lui préſente. Nous avons donné une idée de ſon acceſſion à la Confédération de Targwice : elle a été enregiſtrée dans les premiers actes de la Confédération à Brezeſc, & il faut qu'elle ſoit tranſcrite dans les Journaux politiques, qui ſont comme des actes de toute l'Europe ; la voici.

« Nous réuniſſant à la Nation libre & républicaine, qui du ſein de l'égalité, nous a élevé ſur ſon trône, nous joignant à elle d'eſprit & de corps pour ce grand ouvrage, dont le but unique, eſt la liberté tranſmiſe par nos ancêtres, l'intégrité, l'indépendance & le gouvernement de la République, reconnus eſſentiellement néceſſaires pour le bien public ; obligé de vous donner l'exemple, voila ce que notre conviction paternelle nous ſuggère pour l'intérêt de cette Nation républicaine. »

« Deſirant le bien de ma patrie, j'ai fait tous mes efforts pour la rendre heureuſe, tranquille & illuſtre : mais les vues de ceux qui travailoient avec moi, l'amour des changemens & de la nouveauté m'ont ſouvent oppoſé des obſtacles, ainſi qu'il eſt arrivé dans ces derniers tems. La manie de la nouveauté & des maximes dangereuſes pour la tranquillité des Nations, ayant oſé renverſer les loix de la République, conſacrées par des ſiècles, a entrepris de transformer la Pologne en un gouvernement monarchi-démocratique. La ſuite du tems a fait en une ſeule Diete un ſi

Digitized by Google

grand nombre de loix diverſes, qu'à la fin, le plus difficile de tout, leur rédaction & leur rapport ſont reſtés imparfaits, les bâſes du gouvernement ne répondant point au véritable ſyſtême par lequel ſeul la Pologne peut ſubſiſter. Actuellement que le Polonois ſent, & reconnoît l'erreur de ceux qui ſe ſont mêlés de ce travail; le Roi, qui doit être le chef de cette République nob'e, ſent, & reconnnît auſſi bien que le Polonois, que la ſtabilité de la Pologne dépend d'un gouvernément républicain conforme à l'ancien. Car toutes les fois qu'une Nation entreprend, non pas de réformer ſon ancien gouvernement, mais de le renverſer & de le remplacer par un autre, la ſecouſſe portée au corps politique par la foule, doit entraîner le malheur de la nation. »

« Avouant dans toute la ſincérité de notre ame, cette vérité devant la Nation républicaine, renonçant à la confédération & à la Diète révolutionnaire de Varſovie, qui, ſous le maréchalat de Staniſlas-Matahowky, référendaire de la couronne, s'eſt prolongée pendant preſque quatre années contre l'uſage & les loix, de même qu'à tout ce que cette Diète confédérée a ſtatué; j'accède & adhère de bon cœur à la confédération libre, commencée le 14 mai à Targowice, ſous le maréchalat de Staniſlas François Potocky, grand maitre d'artillerie de la couronne, à laquelle le grand duché de Lithuanie a déjà accédé par un acte public, avouant & acceptant en ſon entier l'acte de ladite confédération, nous promettons de travailler conjointement avec la Nation républicaine, libre depuis des ſiècles, au bien de la République, & cela d'autant plus volontiers, que je reconnois la bonté & l'utilité de ſes vues, & que l'appui généreux & déſintéreſſé

Digitized by Google

de sa majesté l'impératrice de toutes les Russies nous promet un heureux succès, & la sûreté constante de la République. »

« Voulons que le présent acte de notre accession soit enregistré dans les actes & protocoles de la confédération des deux Nations & dans les greffs terriers des domaines de la République. »

Signé, STANISLAS-AUGUSTE.

ALLEMAGNE.

L'Empereur demande à la Hongrie 25,000 hommes pour les faire marcher sur les bords du Rhin; il faudra du temps pour qu'ils soient prêts, il en faudra pour qu'ils arrivent; ils arriveront très fatigués par la route, peut-être par la faim, par les maladies. Il est fort douteux que ces 25,000 Hongrois se battent jamais contre la France. Pour engager la Hongrie à les fournir, il a bien fallu lui promettre quelque chose: l'Empereur s'est donc engagé à ne jamais expédier de Patentes de Noblesse Hongroise: pour en obtenir il faudra s'adresser aux Etats de ce Royaume qui n'en accorderont que pour des services rendus à la Patrie.

On s'entretient toujours beaucoup à Vienne du projet d'un nouveau partage de la Pologne entre l'Impératrice de Russie, la Maison d'Autriche & le Roi de Prusse.

On ajoute que pour récompenser dignement le Duc *de Brunswick* du service qu'il

Digitized by Google

rend aux Rois de l'Europe qu'il va raffermir ou remettre sur leurs Trônes renversés ou ébranlés, on veut le faire élire Roi de Pologne. Peut-être qu'un Prince de la Maison de Brandebourg, régnant à Varsovie, devroit avoir quelque chose d'alarmant pour la jalousie de l'Impératrice & de l'Empereur : mais dans des circonstances si extraordinaires on peut sortir aussi des règles ordinaires de la politique.

Le Cabinet de Vienne attend toujours avec quelqu'inquiétude la nouvelle de la démarcation des nouvelles limites des Etats de l'Autriche & de la Porte ; les Bosniaques s'opposent constamment à la ligne qu'on veut faire passer sur leur territoire ; ils ne seront aucunement obligés par un traité qu'ils n'ont ni délibéré ni signé. Cette résistance ne rompt point encore la bonne intelligence qui a régné entre les Turcs & les Autrichiens : mais on craint que la politique de la France ne tire parti de ce germe de division, & n'entraîne la Porte à profiter de cette occasion pour reprendre sur l'Autriche ce qu'elle a perdu dans la dernière guerre. C'est le jeu de la France & sur la réputation du nouvel Ambassadeur *Semonville*, on croit qu'il le jouera bien.

Les Papiers-nouvelles de l'Allemagne commencent à répandre que le Duc *de Brunswick* & le Roi de Prusse se plaignent hautement d'avoir été trompés par les

Digitized by Google

Princes émigrés sur la disposition des esprits en France : on leur avoit assuré qu'aussi-tôt qu'ils entreroient en France toutes les troupes de ligne déserteroient, les portes de toutes les Villes s'ouvriroient, la hache frapperoit tous les arbres de la liberté & tous les chapeaux se décoreroient de cocardes blanches. C'est sur de si belles assurances qu'ils se sont avancés dans l'intérieur de la France sans des transports suffisans de vivres & de fourrages. — Les Princes émigrés peuvent avoir eu & avoir donné des espérances aussi chimériques que criminelles. Mais des faits très-bien connus du Roi de Prusse & du Duc *de Brunswick* auroient pu les éclairer sur les dispositions de la France. Dans leur premier Manifeste ils avoient dit aux François & particulièrement aux Parisiens ; *si vous oserez rien entreprendre sur le Château des Tuileries, Paris subira toute la rigueur des loix militaires* : & à l'instant où ce Manifeste est lu dans Paris, des canons dirigés sur ce perfide Château le foudroient de toutes parts. C'étoit une fière réponse à un insolent Manifeste. *Brunswick* dès-lors devoit s'attendre à trouver toute la France couverte de canons & de canonniers.

Condé, qu'il faut appeller le Prince, parce que tout seul ce nom de *Condé* est beaucoup trop grand pour lui, le Prince *de Condé* donc est posté avec son corps

Digitized by Google

d'armée dans le Margraviat de Bade. Lui & ſes émigrés, écrit-on de ce pays, ne feront pas beaucoup de mal à la France. Mal armés, mal vêtus, mal nourris, s'ils penſent faire peur, c'eſt plutôt comme des ſpectres que comme des guerriers.

Un de ces guerriers qui pourtant reſſembloit peu à un ſpectre, eſt mort à Fribourg & y a été enterré le 17 Septembre. Il a été accompagné à ſa dernière demeure avec tous les honneurs militaires. Qu'y a-t-il de commun entre de pareils horreurs & ce triomphe funèbre qui accompagna le cercueil de ſon frère au Panthéon François? Mais auſſi qu'y avoit il de commun entre les deux frères?

Le Général Prince *Waldeck* eſt mort le 13 ou 14 Septembre à Luxembourg des ſuites de la bleſſure qu'il avoit reçue au ſiége de Thionville.

Une lettre de Nimègue apprend que le 25 Septembre la Brigade Pruſſienne d'Anſpach, ſous les ordres du Colonel Reitſemſtein a donné dans cette Ville une fête magnifique pour célébrer l'anniverſaire de la naiſſance du Roi de Pruſſe & les augures de ſes triomphes & de ſes conquêtes: le même jour le Roi de Pruſſe mourant de faim ſortoit précipitamment de la France, traînant après lui dans ſa fuite une armée que la peſte ravageoit.

Digitized by Google

RANDE-BRETAGNE.

us les papiers de Londres parlent grand mouvement que les Catholi- rlandois ont ſuſcité à Dublin. Leur apparent eſt de réclamer une égalité parfaite entre le culte Romain & le culte Proteſtant. Si c'étoit l'objet réel, il ſeroit difficile de le condamner; car, en ce qui ne regarde pas la morale ſociale tous les cultes doivent être indifférens & par conſéquent égaux dans une bonne Conſtitution : mais les Catholiques Irlandois accuſent les Tribunaux de la Grande-Bretagne d'une horrible partialité contre eux & en faveur de ceux qui profeſſent le culte Anglican : & il eſt notoire que dans aucun pays de la terre, la juſtice, depuis un demi ſiècle au moins, n'a été rendue avec plus d'impartialité entre tous les partis & tous les cultes que dans toute la Grande-Bretagne : mais les Catholiques Irlandois parlent d'ouvrir, à Dublin, un Congrès Catholique Romain où ils enverront des Députés élus en Aſſemblées primaires, comme les Députés à l'Aſſemblée Nationale de France. Et avec de telles formes ils donneroient l'air d'une affaire d'état, à ce qui ne doit être qu'une affaire de conſcience pour les particuliers; & avec de telles formes, après avoir obtenu l'éga-

Digitized by Google

ils pourroient aspirer à lui procurer la supériorité ; & avec de telles formes enfin, ils doivent jetter l'alarme parmi tous les Anglicans, parmi tous les Protestans, parmi tous les Citoyens vraiement libres des trois Royaumes qui ont toujours vu dans leur histoire que les progrès du culte Romain & les progrès du despotisme se faisoient ensemble, & que les Catholiques Irlandois ont toujours été en général les plus vils fauteurs du pouvoir absolu. — C'est en effet ce qui est arrivé, l'alarme & l'indignation ont saisi tous les Protestans & toutes les ames libres & fières quand ils ont connu les prétentions & les mouvemens des Catholiques Irlandois. Le Haut Shérif & le Grand Juré du Comté de Lowth ont publié un acte dans lequel ils protestent contre tous ces mouvemens des Catholiques ; il paroît enfin qu'une misérable querelle de culte peut servir encore de cause ou de prétexte pour semer le trouble & le malheur au milieu des prospérités croissantes de la Grande Bretagne.

Mais ces mouvemens ne sont-ils pas plus politiques que religieux ? N'y a-t-il pas une main invisible qui les suscite & qui n'est pas à Dublin quoiqu'elle y atteigne ? Au moment où l'Angleterre jette un œil sérieux sur sa Constitution & songe à y faire d'importantes réformes, ne veut-

Digitized by Google

on pas détourner son attention sur des querelles théologiques pour lesquelles le Peuple Anglois n'a que trop de penchant à s'enflammer ? Enfin ne veut-on pas inspirer du dégoût & de l'horreur pour les formes de l'Assemblée Nationale de France en les faisant prendre à la Convention Catholique d'Irlande ?

Ces soupçons, qu'il est cruel à des ames grandes & sincères de concevoir, sont autorisés par les progrès que paroissent faire tous les jours dans la Grande-Bretagne les principes d'une liberté plus étendue que celle de sa Constitution. Voici des articles que des Laboureurs, des Manufacturiers & des Artistes rassemblés à Stockport ont signés comme principes nécessaires de toute société politique.

« Art. I. Que tous les hommes naissent libres & égaux en droits ».

« II. Que la souveraineté de la nation doit résider dans le peuple comme droit de naissance ; que tout pouvoir doit émaner de lui, & que toute prétention au gouvernement, sans son consentement, seroit aussi perverse qu'injuste ».

« III. Que le peuple de la Grande-Bretagne n'est pas entièrement, justement, ni proportionnément représenté, & qu'une réforme prompte & efficace est de toute nécessité ».

« IV. Que tout habitant de la Grande-Bretagne, qui paye des impositions, a des droits indubitables à être électeur ».

Digitized by Google

« ..... aire d'employer des moyens paisibles, mais efficaces pour le vœu du peuple, & que les élections soient annuelles ».

« VI. Que la guerre est le comble de la barbarie & de la méchanceté; & que, dans un gouvernement bien constitué, elle n'existeroit pas ».

« VII. Que la religion, étant un devoir secret de l'esprit, il ne doit pas y avoir ni loi de serment, ni tolérance, mais une liberté de conscience universelle ».

« VIII. Que des règles de morale sont essentielles à toutes les nations du globe, & que nous regardons comme frères & amis (pourvu que leurs mœurs soient pures) tout le genre humain, sans distinction de pays, de religion, de secte, ni de faction ».

« IX. Que la liberté de la presse doit être inviolable chez toutes les nations ».

P. S. On apprend par deux lettres du Général *Custine*, du 5 Octobre, qu'un détachement de son armée de 4600 hommes, sous les ordres du Général *Neuveigner*, s'est emparé de Worms au moment que le Général *Desback* avoit reçu l'ordre de venir couvrir cette ville & Mayence. On a trouvé à Worms 1500 tentes, 3297 quintaux de farine 3200 sacs de seigle, bled & avoine; *Custine* a fait filer toutes ces munitions à Landau. Il a demandé une contribution de 1200 mille livres; savoir, 200 mille livres du Chapitre, 400 mille livres de l'Evêque, & 600 mille livres des Magistrats. Les François ont été reçus par les Habitans avec les témoignages de la joie la plus vive.

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 42.)

SAMEDI 20 Octobre 1792, de la République.

MERCURE FRANÇAIS,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

...us les Livres, Gravures, Estampes, ...que, ...s divers, doivent être adressés ...oyer à la Haye, rue ... Hazart, ...

... l'abonnement ... 6 florins ... port partout le ... ...ine.

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1792.

OCTOBRE a 31 jours & la Lune 29. Du 31, les jours décroiſſent de 53.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. J.
1 lundi	Remy, Evê...	
2 mardi	La Fête ...	
3 merc.	D...	
4 jeu...		

				2	48
				11	47 5
			2, à 2	11	47 3
		23	h. 14 m.	11	47 1
	..., M.	24	du mat.	11	47
	...yr.	25		11	46 4
	..., Evêque.	26		11	46 3
	...rid, Evêque.	27		11	46 1
	Gérand, Comte.	28		11	46
14	20 D. Calliſte, Pape.	29	● N. L.	11	45 5
15	lundi. Théreſe, Vierge.	30	le 15, à 11	11	45 4
16	mardi Gal, Abbé.	31	h. 5 m.	11	45 2
17	merc. Cerbonnet, Evêque.	2	du ſoir.	11	45 1
18	jeudi. Luc, Evangéliſte.	3		11	45
19	vend. Savinien, Evêque.	4			4 5
20	ſam. Sendou, Prêtre.	5	☽ P. Q		
21	21 D. Uſule, Vierge & Mart.	6	le 22,		
22	lundi Mellon, Evêque.	7	h.		
23	mardi Hylarion, Abbé.	8	d		
24	merc. Magloire, Evêque.	9			
25	jeudi. Crépin & Crépinien, M.	10			
26	vend Ruſtique.	11			
27	ſam. Frumence, Evêque.	12			
28	22 D. Simon, Jude, Apôtres.	13	○ P. L.		
29	lundi Faron, Evêque.	14	le 29, à 10		
30	mardi Lucain, Martyr.	15	h. 32 m.		
31	merc. *Vigile-Jeûne.*	16	du ſoir.		

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

L'BERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 20 OCTOBRE 1792,
L'AN 1er. DE LA RÉPUBLIQUE.

PIECES FUGITIVES.

VERS
(du moins soi-disant tels)

Du Prince de Newied aux Emigrés, lors de leur départ.

(NOBLES ET CHERS CHEVALIERS,)

Vous qui suivez l'honneur, fideles à votre Roi,
En cherchant un asile, vous vîntes ici chez moi.
Maintenant vous partez pour délivrer un Maître,
Qu'un Peuple mal conduit a trop su méconnaître.

D'un Monarque opprimé voulant rompre les chaînes,
Le sang noble & vaillant qui coule dans vos veines,

Digitized by Google

Anime votre bras & cherche la victoire :
Je crois vous voir déjà vainqueurs & pleins de gloire.

Vous emportez mon eſtime & mes remercîmens,
Pour votre loyauté & vos bons ſentimens.
Souvenez-vous, quand vous ſerez en France,
De mes ſentimens & de ma conſtance.

840.6
m558
1792
Oct.20

IL n'eſt pas toujours vrai, comme on va le voir, que les mauvais Vers ne ſoient bons à rien. Cette ridicule Piece nous a valu celle qui ſuit, du Citoyen Andrieux, qui eſt très-jolie ; ce n'eſt pas la premiere fois qu'il a ſervi la bonne cauſe par de bonnes plaiſanteries.

RÉPONSE des Émigrés.

DE ce grand Prince qui nous aime,
Que le nom par-tout ſoit cité,
Newied à l'immortalité
S'en va d'une viteſſe extrême.
Qu'on érige en marbre, en airain,
Les images d'un Souverain
Qui fait de tels Quatrains lui-même ;
Nous n'en ferions pas comme vous,

Digitized by Google

Prince, notre appui tutélaire,
Et nous chargeons un Secrétaire
De répondre à ces vers si doux,
Que votre Alteſſe débonnaire
A daigné compoſer pour nous.
Les connaiſſeurs diront peut-être
Qu'ils ſont ou trop courts ou trop longs ;
Monſeigneur, vous êtes le maître ;
Ordonnez qu'on les trouve bons.
D'ailleurs, en ce monde, aux Puiſſances
On ſait bien que tout eſt permis,
Et les Princes de tout pays
Sont accoutumés aux licences.
Monſeigneur, nous allons partir
Pour une victoire certaine.
Nous allons bientôt conquérir
Cette France Républicaine,
Qui veut reſter libre ou périr.
Quand le ſort nous ſera proſpere,
Ici chez vous nous reviendrons ;
En vous, Prince, nous trouverons
Pour nous chanter un digne Homere.
De nos conquêtes le récit
Fera ſans doute un bel Ouvrage ;
Car (ceci ſans orgueil ſoit dit),
Prince, nous avons du courage
Autant que vous avez d'eſprit.

Digitized by Google

Explication de la Charade, *de l'*Énigme *& du* Logogriphe *du* MERCURE *dernier.*

Le mot de la Charade eſt *Biſcuit*; celui de l'Enigme eſt *Caprice*; & celui du Logogriphe eſt *Brave*, où l'on trouve *Rave*.

CHARADE.

On ne plaît pas quand on eſt mon premier ;
Et quand on eſt mon tout on tourne mon dernier.

(Par M. Ch. M. d. v.)

ÉNIGME.

Aux hommes en tous lieux je ſuis bien néceſſaire :
Ici, doux ſignal du plaiſir,
D'un Amant trop certain de plaire,
J'exprime l'orgueilleux déſir.
Fidele aux loix qu'Amour m'impoſe,
Là, d'un Amant audacieux,
J'arrête l'eſpoir curieux ;
Il voudrait me franchir, il n'oſe ;
Et du déſir j'accrois l'ardeur
En paraiſſant défendre la pudeur.
Entre nos deux Amans s'il naît quelques alarmes,
Je deviens plus intéreſſant ;

Digitized by Google

La Beauté dans mon sein vient répandre des larmes,
Et de ses maux je suis le confident.
Voyez combien je suis utile :
Eh bien ! ce n'est pas tout, il me sera facile
De vous prouver jusqu'où va ma bonté ;
L'homme a, vous le savez, plus d'une infirmité ;
C'est encor dans mon sein que la faiblesse humaine
Cache avec soin un dépôt qui la gêne,
Et dont j'ose la soulager ;
Mais pour prix de mon assistance,
Je suis noyé : c'est-là ma récompense.

(*Par le même.*)

LOGOGRIPHE.

L'ON me voit dans les airs si-tôt que j'ai ma tête ;
Mais je suis terre à terre en arrachant ma tête ;
J'enleve des fardeaux bien lourds avec ma tête,
Je les supporte sans ma tête ;
Animal emplumé si-tôt que j'ai ma tête,
Mais couverte de grès dès que je suis sans tête ;
Le léger phaëton qui me parcourt sans tête,
Tremble de m'accrocher si-tôt que j'ai ma tête ;
Je n'ai rien qu'une roue alors que j'ai ma tête,
J'en sens mille par jour dès que je suis sans tête ;
Oiseau, tous les hivers je fuis avec ma tête ;
Mais en toutes saisons je reste sans ma tête.

(*Par le même.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LETTRES sur les Confessions de J. J. ROUSSEAU, par M. GINGUENÉ. *A Paris, chez* Barrois l'aîné, *Libraire, quai des Augustins, N°.* 19.

PREMIER EXTRAIT.

AVANT de rendre compte, comme je m'y suis engagé, de l'Ouvrage intitulé, *Rousseau considéré comme un des premiers auteurs de la Révolution, par M. Mercier,* j'ai cru devoir mettre d'abord en avant quelques observations sur ces *Lettres* qui parurent l'année derniere, & qui, malgré une apparence de modération & une profession d'impartialité, sont pourtant très-partiales. Elles sont d'ailleurs estimables, étant écrites en général avec esprit, avec intérêt & avec goût. L'examen successif de ces deux Ouvrages sur Rousseau me donnera lieu de détruire à peu près toutes les idées fausses que l'esprit de parti a répandues, tant sur son compte que sur celui de quelques Gens de Lettres, relativement à ses démêlés avec eux; j'indiquerai le principe de ces injustices, & je rétablirai

Digitized by Google

les faits. On a dû voir que l'intérêt de la vérité & de l'instruction est le mobile principal qui me détermine ordinairement dans le choix des Ouvrages dont j'essaie l'analyse, parmi cette foule de Nouveautés inutiles, dont les titres seuls formeraient des volumes, & dont l'extrait ne serait, le plus souvent, qu'une inutilité de plus. Il ne manque pas de Feuilles & de Journaux de toute espece pour les annoncer *tous les jours* ; nous qui n'avons qu'une feuille d'impression par semaine, nous sommes obligés d'économiser un espace étroit, & nous songeons moins à le remplir pour le moment au gré des convenances personnelles, qu'à en former une suite de Mémoires Philosophiques, Littéraires & Politiques qui puissent mériter d'être relus.

Il faut d'abord avouer que depuis la mort de Rousseau, & long-temps avant que la Révolution eût ajouté un grand titre à sa mémoire, il s'était déclaré en sa faveur une sorte de fanatisme poussé jusqu'à l'intolérance la plus intolérable. On eût dit qu'il n'était pas permis d'attaquer une de ses opinions, ni de lui trouver un tort, ni de mettre la moindre restriction dans les louanges qu'il avait méritées. On ne répondait que par des cris de rage aux critiques les plus mesurées, aux reproches les plus fondés, & l'on a même souillé les Editions de ses Ouvra-

Digitized by Google

ges de libelles atroces contre les plus honnêtes gens & les Ecrivains les plus célebres, tels que d'Alembert & Hume, uniquement parce que Rousseau les avait maltraités. Cette animosité furieuse tenait à des jalousies littéraires qui avaient alors de l'importance : elle s'est amortie, non seulement par la mort des personnages intéressés, mais encore plus par les grands changemens qui ont absorbé tous les petits intérêts dans celui de la chose publique. Alors ce ne fut plus l'ennemi de Voltaire, de Diderot, de Hume, de d'Holbac, de d'Alembert, d'Helvétius, que l'on considéra dans Rousseau ; ce fut un des principaux moteurs d'une Révolution politique qui allait influer sur le reste de l'Europe ; & en même temps que le juste sentiment du bien qu'il avait fait ou préparé, consacrait son nom & sa cendre par une Apothéose Nationale, on s'apperçut du danger qu'il y aurait à le reconnaître comme une autorité irréfragable, puisque, graces à ses contradictions & à ses opinions outrées, ses Ecrits devenaient un arsenal commun où nos ennemis allaient chercher des armes contre nous, comme nous en trouvions contre eux.

Je crus devoir avertir particuliérement les Patriotes de cet écueil où ils risquaient de se heurter, dans ma réponse au gros Ouvrage de l'ex-Ministre Calonne contre

Digitized by Google

la Révolution Française. J'ajouterai que c'est sur-tout depuis que nous sommes libres qu'il ne nous convient plus de jurer par aucune autre autorité que celle de la raison. C'est un reste d'habitude servile que d'assujettir son opinion à une réputation quelconque : c'est le caractere d'un esprit libre de juger ce qu'il honore, & j'ose dire que ce caractere a toujours été le mien. Je dois le répéter aujourd'hui que je vais réfuter M. Ginguené; je dois établir d'abord le droit général de dire la vérité, & le devoir que je me suis prescrit de la dire toujours. Je n'ai jamais ni excusé un tort, ni dissimulé aucun des défauts de Voltaire, dont j'étais l'élève &, l'ami : on ne doit donc pas trouver mauvais que je m'explique avec la même sincérité sur Rousseau, avec qui je n'eus jamais aucune espece de liaison, & dont je puis dire, en me servant des expressions connues de Tacite : *Mihi nec beneficio nec injuriâ cognitus :* jamais il ne m'a fait ni bien ni mal.

M. Ginguené paraît croire que ses *Lettres lui feront beaucoup d'ennemis.* Cette crainte est mal fondée. A peine reste-t-il deux ou trois personnes de celles qui sont attaquées dans les *Confessions*, & la Révolution, comme je viens de le dire, a fait oublier les travers & les torts particuliers de Rousseau, pour ne voir en lui que le défenseur des droits de l'homme. Telle est

Digitized by Google

la disposition générale, très-favorable assurément aux apologistes & aux panégyristes, mais qui l'est beaucoup moins à l'équité sévere de ceux qui, en prisant les services qu'il a rendus, ne poussent pas l'idolâtrie jusqu'à prétendre qu'il ait eu raison contre tout le monde, & c'est à peu près ce que prétend M. Ginguené ; c'est dans ce dessein qu'il a publié ses *Lettres*. En voici le début.

» Non, Madame, *vous ne vous êtes* » *point trompée*. Ce que vous nommez » votre instinct, & qui n'est autre chose » en vous que *l'apperçu d'un esprit juste &* » *le sentiment d'une ame délicate*, vous a » mieux servie que la prétendue *finesse des* » *Beaux-Esprits & la froide raison des* » *Philosophes*. Vous êtes restée fidelle à votre » admiration pour Jean-Jacques, même » après la lecture de ces terribles *Confes-* » *sions*, qui ont effarouché tant de cons- » ciences peu timides, & paru lui enlever » tant de partisans qu'il n'avait pas «.

Ce début est remarquable : à ce ton tranchant & affirmatif, à ces injures prodiguées par avance à ceux qui ne penseront pas comme l'Auteur, il y a d'abord à parier, suivant les vraisemblances morales, qu'il aura tort. L'humeur & la jactance ne sont gueres les compagnes de la raison. Que M. Ginguené soit persuadé que son opinion est *l'apperçu d'un esprit juste & le*

Digitized by Google

sentiment d'une ame délicate, qu'il affirme qu'*on ne s'est pas trompé*, parce qu'on pense comme lui, cela n'est pas modeste, & l'on reconnaît là le ton ordinaire de ceux qui ont d'autant plus de confiance pour décider qu'ils ont moins de moyens pour démontrer : passe encore cependant si l'on n'y joignait pas les injures. Mais pourquoi donc ferait-on condamné à n'avoir qu'*une prétendue finesse d'esprit & une froide raison*, si l'on n'est pas de l'avis de M. Ginguene sur les *Confessions* ? Pourquoi n'aurait-on qu'*une conscience peu timide*, si l'on pense que la morale & la vérité sont en effet blessées dans ces *Confessions* ? Et qu'importe à la question que cette Dame *soit restée fidelle à son admiration pour Jean-Jacques* ? Et moi aussi, comme tant d'autres, je n'ai pas cessé de *l'admirer*, quoique j'aye blâmé ses *Confessions* : c'est que l'admiration & le blâme ne doivent point avoir une étendue universelle, & que l'un & l'autre admettent & même exigent de la mesure. Et que font-là *les partisans* qu'il avait ou qu'il n'avait pas ? Ne voilà-t-il pas la misérable manie de réduire tout à l'esprit de *parti* ? Il ne faut être ni *partisan* ni *improbateur*, de maniere à louer tout d'un côté, & à tout blâmer de l'autre. Soyez *partisan* de Rousseau dans ce qu'il aura fait de bien, son improbateur dans ce qu'il aura fait de mal. Ceux qui ne se renfer-

Digitized by Google

ment pas dans cette limite, ne méritent pas d'être comptés pour quelque chose dans l'examen d'une question, soit littéraire, soit morale. N'est-il pas à la fois très-simple & très-juste de motiver son avis le mieux qu'on peut, sans invectiver contre ceux qui sont d'un avis contraire? Pour moi, qui vais prouver autant qu'il me sera possible, que celui de M. Ginguené n'est nullement équitable, j'en conclurai seulement, non pas qu'il manque de *délicatesse d'ame, ou de finesse d'esprit, ou de conscience;* mais que son enthousiasme pour Rousseau a égaré son jugement.

Il prétend d'abord que le conseil que donna Nuclos à Jean-Jacques d'écrire ses Mémoires, *est une autorité décisive.* Nullement; car il ne s'agit pas de savoir si Jean-Jacques a eu le droit d'écrire ses Mémoires: il l'avait comme tout autre: qui en doute? Mais a-t-il dû les écrire comme il a fait, & l'a-t-il fait de maniere à inspirer une grande confiance aux hommes qui savent réfléchir? C'est là question. M. Ginguené l'a envisagée de maniere qu'il présume que cette discussion *sera peut-être à la fin l'éloge de Rousseau.* Cela est vrai: mais il ajoute que *ce ne sera point son panégyrique.* Distinction frivole; car un panégyrique n'est autre chose qu'un Eloge en forme oratoire. Quant au fond, s'il entend par panégyrique un Eloge où tout est vu en beau, & où les torts & les défauts sont

Digitized by Google

convertis en actions & en qualités louables; c'est précisément ce qu'il a fait.

A propos de Duclos, il rappelle ce que Jean-Jacques lui écrivit : »Comment faites-» vous pour penser, être honnête homme » & ne pas vous faire pendre « ? Sans prendre à la lettre cette expression plaisante, il est sûr que ceux qui n'avaient pas vu le monde de près, pouvaient s'étonner que Duclos, avec sa probité & son ton de franchise, fût si bien traité par le Gouvernement, & je puis, en passant, dire pourquoi : c'est que Duclos, assez hardi dans ses propos, & même brusque dans son langage & ses manieres, était très-circonspect dans ses Ecrits & dans sa conduite. Il connaissait parfaitement le monde, & savait au juste ce qu'il pouvait se permettre sans risque, & ce qu'il devait s'interdire. Jamais il n'écrivit un mot contre la Religion, ce qui était alors un grand point; jamais il n'attaqua le Gouvernement, ce qui était encore plus capital. Il mit dans ses *Considérations* une assez grande sévérité de morale; mais jamais le ton ni l'intention de la satire. En particulier, il ménageait beaucoup les Grands, & on lui savait d'autant plus de gré de cette retenue, qu'on aurait pu avoir à craindre davantage de sa tournure d'esprit, qui était piquante & heureuse en traits saillans & en bons mots. Voici un exemple de cette retenue dans une circonstance remarquable.

Digitized by Google

Il était Breton, & avait pris fort à cœur l'affaire de la Chalotais. Il savait qu'on épiait sa conversation dans les Tuileries, où il allait tous les jours, & où il avait coutume de parler très-haut. Il affecta de répéter plusieurs jours de suite à tous ceux qui lui parlaient de cette affaire (& l'on ne parlait pas d'autre chose) : *Je n'ai rien à dire, je ne dirai jamais rien contre M. le Duc d'Aiguillon ; je sais le respect que je lui dois : mais pour Calonne, oh ! je ne m'en gêne pas ; c'est un cadavre qu'on disseque à l'Amphithéâtre de St-Côme.* Voilà ce que j'ai entendu dix fois ; voilà les phrases & la politique de Duclos. Il savait que le Duc d'Aiguillon était un grand Seigneur & puissant, & soutenu alors par la Cour, dont la cause était la sienne : il se taisait sur lui. Il savait en même temps que Calonne n'était qu'un jeune Maître des Requêtes, qui faisait ses premieres armes en intrigue, & qui avait débuté d'une maniere si odieuse que la Cour même en rougissait, & l'abandonnait ; en conséquence, il *disséquait* Calonne. Cette discrétion pourrait s'appeler aujourd'hui d'un autre nom ; mais il est juste d'avouer qu'il était alors très-permis à un honnête homme de ne pas tout dire, d'autant plus qu'il n'y aurait eu à s'exposer ni honneur ni profit : on n'y aurait vu que de l'imprudence.

» Il connaissait à fond le Philosophe » méconnu dont il resta toujours l'ami,

Digitized by Google

» quoiqu'il vécût au milieu de ceux qui » couvraient une haine implacable du » voile de l'intérêt & de l'amitié «. Ces assertions sont gratuites ; c'est affirmer d'avance ce qui est en question. Il faut savoir qui a été l'agresseur, qui a eu les premiers torts, & ce n'est assurément pas sur les *Confessions* d'un homme qui est juge & partie dans sa propre cause, que l'on peut taxer ainsi de méchanceté & d'hypocrisie des hommes généralement estimés de tous ceux qui les ont connus. Il faut des faits, & l'on va voir que M. Ginguené n'en cite ou n'en prouve aucun.

Il est facile de *rester l'ami* d'un homme qu'on ne voit point. Duclos avait été celui de Jean-Jacques ; il lui rendit des services à la Cour, & contribua de son crédit à y faire représenter *le Devin du Village*, que Rousseau lui dédia ; mais depuis qu'il eut quitté Paris, ils n'eurent plus guères de correspondance l'un avec l'autre. Quant à l'opinion que Duclos en avait, je sais par moi-même qu'il le regardait comme un homme plein de génie, mais qui n'avait pas le cerveau bien sain.

M. Ginguené veut bien avouer que *ce n'est pas à tort qu'on lui reproche d'avoir révélé l'inconduite de sa maman chérie, Madame de Warens ; d'avoir appris aux âges futurs les liaisons de quelques autres femmes, de deux sur-tout ; dont l'une fut long-temps son amie, & dont l'autre lui*

Digitized by Google

inſpira la plus forte paſſion. C'eſt quelque choſe que ces aveux. Ce qui ſuit eſt fort ſingulier. » Voilà, je crois, tous les re-» proches qu'on peut lui faire, & qu'on » ne ferait même pas à tout autre qu'à » lui «. Pourquoi donc ? » Et quel eſt » l'Auteur de Mémoires qui en ait écarté » les intrigues d'amour & les galanteries« ? Si c'eſt des Mémoires réellement écrits par ceux dont ils portent le nom, que l'Auteur veut parler ici, on lui répondra qu'on n'en connaît point où il ſoit queſtion d'autres *galanteries* que de celles qui ſont liées dans l'Hiſtoire aux événemens publics, & par conſéquent à peu près connues de tout le monde; & certes il n'en eſt pas ainſi des *intrigues* très-particulieres détaillées dans les *Confeſſions*. Perſonne n'a le droit d'apprendre au Public & à la Poſtérité l'hiſtoire galante des femmes de la ſociété privée avec leſquelles il a vécu, & la raiſon en eſt ſenſible : c'eſt que cela s'appelle médire ſans néceſſité, ſans utilité quelconque, & par conſéquent faire du mal aux individus ſans aucun avantage pour le Public. Je demande à préſent à M. Ginguené ſi l'on peut excuſer cette conduite ſans bleſſer la morale, & ce que deviendrait la Société ſi tant de perſonnes, qui, ſans avoir le talent de Rouſſeau, ont vécu beaucoup plus que lui dans le monde, ont eu des aventures beaucoup plus curieuſes & plus intéreſſantes que les ſiennes, ſe croyaient

Digitized by Google

permis de publier ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont obtenu, ce qu'on leur a dit, ce qu'ils ont vu?

M. Ginguené se félicite d'avoir *réduit de beaucoup ces reproches faits à Rousseau*, & pourtant il craint encore *de les avoir poussés trop loin, d'avoir fait trop bonne la part de la haine & de l'envie.* Et pourquoi toujours *la haine & l'envie?* Quoi! l'on ne peut avoir de sang froid un avis sur Rousseau! L'on ne peut blâmer sa conduite & ses *Confessions* sans *haine* & sans *envie!* Il n'y a plus dans le monde de juges désintéressés, dès qu'il s'agit de Rousseau! Est-il possible qu'un homme d'esprit se jette sans cesse dans ces éternels lieux communs de l'esprit de parti, & ne s'apperçoive pas que c'est ainsi qu'on écrit un plaidoyer, & non pas un examen raisonné & impartial?

Qui peut douter en effet que l'Auteur n'ait eu pour principale vue de faire, en forme de *Lettres*, une espece d'apothéose de Rousseau, & de lui sacrifier en victimes tous ceux qui eurent le malheur de lui déplaire? Qui peut en douter, en voyant l'étrange maniere dont l'Auteur procede dans sa premiere *Lettre*, & le ton déclamatoire de son apologie? » Quant à ceux » qu'il regarda comme ses véritables en- » nemis, comme joignant au malin vouloir » le talent & le pouvoir de nuire, ce n'est » pas encore ici le lieu de décider s'ils » étaient tels en effet; mais si les jugeant

Digitized by Google

» ainſi, & ayant de ſi fortes raiſons pour » le croire, il a dû parler d'eux comme il » a fait «. Cette façon de raiſonner eſt vraiment plaiſante. Jamais le plus ſubtil Avocat Manceau n'a rien minuté de plus inſidieuſement ſophiſtique. Auſſi l'Auteur ne peut s'empêcher de le ſentir lui-même; il ſe fait l'objection que je lui faiſais tout à l'heure, & que j'ai dû lui faire, parce qu'en la prévenant, il n'y répond point du tout. » On dira que je décide ce qui eſt » en queſtion.... Non, je reviendrai ſur » cela dans la ſuite, mais à préſent je ne » décide point; je préſume & je ſuppoſe » vrais les faits que Rouſſeau leur impute, » & je dis que d'après ces faits, d'après » l'intime conviction qu'il avait de leur » réalité, il n'a point paſſé les bornes d'une » défenſe & d'une vengeance légitime «.

Quand on a lu les *Lettres* qui ſuivent, voici exactement à quoi revient cette rare argumentation : il eſt bien sûr que ſi les ennemis de Rouſſeau ont eu envers lui tous les torts dont il les accuſe, il a eu raiſon d'écrire contre eux ce qu'il a écrit. Mais comme c'eſt-là préciſément ce dont il s'agit, commençons par n'en rien dire; laiſſons la queſtion de côté pendant cent pages, afin de pouvoir en attendant m'exprimer, dans ces cent pages, comme ſi j'avais déjà prouvé ce que l'on conteſte, afin de déployer toute mon éloquence en louanges pour Rouſſeau, & en invectives contre ſes ennemis,

Digitized by Google

& nous verrons après s'il avait tort ou raiſon.

N'eſt-ce pas-là le cas de répondre : *Eh ! Belier, mon ami, commence par le commencement.* Mais M. Ginguené répliquera, comme l'Intimé à propos de ſon exorde ; *ce commencement, c'eſt le beau.* Il eſt vrai que le bon ſens répliquera, à ſon tour, comme Dandin, *c'eſt le laid.* Comment, en effet, ſupporter cet amas de phraſes ou louangeuſes ou diffamatoires, & toujours, de l'aveu de l'Auteur, hypothétiquement haſardées ? Comment ſe faire à ce ton d'affirmation dans les conſéquences, quand le principe eſt encore une ſuppoſition ? Comment n'être pas révolté du ſophiſme qui perce dès les premieres lignes, quand l'Auteur, dans la même phraſe, nous dit que *ce n'eſt pas ici le lieu de décider*, & par conſéquent paraît douter encore, & parle enſuite affirmativement des *raiſons ſi fortes qu'avait Rouſſeau pour écrire ce qu'il croyait ?* Reconnaître ces *raiſons* comme *ſi fortes* ; n'eſt-ce pas *décider* en diſant qu'on ne *décide* point ? Quelle logique ! Auſſi, lorſque j'ai parlé de ces *Lettres* comme étant écrites avec eſprit, cet éloge ne s'appliquait nullement à la diſcuſſion qui devait en être l'objet principal ; c'en eſt en même temps & la moindre partie & la plus faible. Ce qu'il y a de louable, ce ſont les détails où l'Auteur aime à ſe répandre ſur les différens mérites d'exécution

Digitized by Google

qui caractérisent le grand Ecrivain dans les *Confessions* de Rousseau, sur la vérité des sentimens, sur le charme des peintures, sur l'éloquent abandon du style, sur l'art & la variété des portraits, &c. &c. Dans tout cet exposé, l'Auteur a bien vu, bien senti, bien rendu ce qu'il sentait, & ce que les autres ont senti comme lui : s'il n'eût songé qu'à louer Rousseau comme Ecrivain, il n'eût mérité lui-même que des éloges, parce que toutes les ames se seraient rencontrées avec la sienne; mais il a prétendu justifier l'homme; & faut-il s'étonner qu'il n'y ait pas réussi? Rousseau lui-même, qui n'a écrit ses *Confessions* que pour cela, n'y a sûrement pas réussi aux yeux des hommes éclairés; & l'on conviendra que Rousseau ne pouvait pas avoir un meilleur Avocat que lui-même.

Il faut que M. Ginguené s'en soit douté; car dès qu'il en vient enfin à cette apologie, qu'à la vérité il semblait craindre & reculer le plus qu'il pouvait, vous retrouvez la méthode de Rousseau, des conjectures, des inductions, des suppositions, des probabilités prétendues; pas un fait, pas une preuve; & jugez combien cette cause est mauvaise, puisque l'Auteur des *Confessions*, en se permettant de noircir & de diffamer de toute maniere ceux qu'il appelle ses ennemis, leur fait évidemment un mal réel, & que tout le mal qu'il prétend qu'on lui a fait est absolument en

conjectures & en soupçons. Le contraste est frappant, & jamais on ne s'en tirera; c'est ce que je vais démontrer par les allégations même de son apologiste.

Je passe rapidement sur le tableau que trace l'Auteur de la vie que menait Rousseau depuis l'époque de sa sortie de France, & qui consistait principalement à herboriser ou à faire de la musique. Je ne veux pas incidenter sur chaque trait; ce serait à ne pas finir. J'ose assurer qu'en général cet exposé n'est guères qu'une déclamation; que l'Auteur en tire des inductions fausses, qu'il s'extasie à tout propos & hors de propos. Il n'est point du tout étonnant, par exemple, que Jean-Jacques n'ait rien répondu à un jeune étourdi qui l'apostropha publiquement, dans la galiote, sur sa croyance, sur ses Ecrits, &c. Le silence du mépris était assurément la seule réponse en pareil cas, & il n'y a pas un homme de sens qui en eût fait une autre. Il ne fallait pas nous dire non plus que *le goût de la Botanique & de la Musique suffirait seul pour prouver que Jean-Jacques fut toujours bon & sensible.* Quand on s'est réduit à vivre seul, il faut bien s'occuper de quelque chose; on ne peut pas écrire toujours, & la musique & l'herborisation sont des délassemens. Il fallait encore moins nous assurer dans une même phrase, que Rousseau s'exagere toujours *la rage & les intelligences* de ses persécuteurs, *& toujours*

Digitized by Google

cependant les oublie. Rien n'eſt plus formellement démenti par les faits. Il n'eſt que trop manifeſte que Rouſſeau *n'oubliait jamais les perſécutions* qu'il rêvait ; & plût au Ciel que M. Ginguené eût raiſon! Rouſſeau n'eût pas été ſi malheureux, s'il n'eût pas été viſionnaire. Les fantômes étaient toujours dans ſa tête, & ſe reproduiſaient ſous ſa plume.

M. Ginguené s'écrie, en finiſſant ce tableau très-peu fidele ; » & Jean-Jacques était un méchant « ! Non, je ne le crois pas, plus que M. Ginguené, & fort peu de gens le croient. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il fut. Pourſuivons. » Et les bonnes » gens, les honnêtes gens étaient, ſans » doute, ceux qui l'avaient fait chaſſer de » France ; les honnêtes gens étaient ceux » qui l'avaient fait exclure de Genêve ſa » Patrie ; qui l'avaient aſſiégé dans un » aſile où toute la protection de Frédéric » le Grand ne put le défendre ; qui le re- » léguerent dans une miſérable petite Iſle ; » qui l'en arracherent, &c. «

Non, ceux qui firent tout cela n'étaient ni *de bonnes gens* ni *d'honnêtes gens.* Mais ſont-ce bien ceux qu'imaginait Rouſſeau, qui lui ont fait tout ce mal? Eſt-ce à Voltaire, à Hume, à Diderot, à d'Alembert, à d'Holbac, &c. qu'il faut s'en prendre? Tout ce que vient de rappeler M. Ginguené, ces hommes-là voulaient-ils ou pouvaient-ils le faire? En vérité, je lui en

Digitized by Google

emande pardon ; mais instruit comme je e suis sur les faits, je ne puis m'empêcher e rire, quand je le vois s'échauffer si bon- ement pour réaliser les rêveries d'un au- re, s'épuiser en combinaisons, en calculs, n interprétations, pour deviner ce qui n'est as, donner la question à son esprit pour rouver des coupables où il n'y en a pas, & ne pas les voir où ils sont. Il y a un noyen bien simple de faire tomber les ex- olications forcées ; c'est d'en donner qui oient toutes simples & naturelles ; c'est ce que je ferai & avec tant de clarté, que j'oserais présumer que M. Ginguené lui- même, qui, sans doute, ne cherche que a vérité, la reconnaîtra où elle est. Comme l n'a pu avoir aucun intérêt à se tromper, ne paraît évident que ses *Lettres* sont n homme à qui la lecture des *Confes- s* & le style magique de Rousseau ont rné la tête. Il n'est assurément pas le l ; car la folie d'un homme de génie est ragieuse. Jean-Jacques a fait voir des venans à M. Ginguené, comme Ca- ostro en faisait voir à ses Adeptes, & urtant Cagliostro n'était rien moins qu'un mme de génie. Mais le merveilleux d'un harlatan en impose aux sots, comme le erveilleux du talent en impose aux gens esprit : voilà toute la différence.

Je le prie encore de considérer que de- uis ma premiere jeunesse, j'ai passé ma e avec la plupart des hommes célebres

Digitized by Google

dont il s'agit ici ; que j'ai connu plus ou moins tous les personnages des *Confessions*, que leurs sociétés étaient les miennes ; que par conséquent il ne doit pas être surpris que je rétablisse dans toute leur vérité bien des faits qu'il n'a pas été à portée de voir d'aussi près que moi. Il aurait tort de m'opposer là-dessus que mon témoignage peut être suspect, en raison même de mes liaisons. Je lui répondrai (& il ne me démentira pas) que j'ai toujours regardé comme mon premier devoir de dire la vérité ; que jamais aucun de ceux qui m'ont attaqué de toutes les manieres, ne m'a convaincu d'un mensonge ; que quand je ne crois pas devoir dire la vérité, je me tais & ne la contredis pas ; que s'il avait raison sur les gens qu'il accuse, je garderais le silence ; que s'ils avaient été coupables de ce qu'il leur impute, je n'aurais pas vécu long-temps avec eux ; & que quand j'ai eu occasion de parler d'eux au Public, après leur mort (au Lycée), je ne les ai nullement flattés, & qu'aujourd'hui je serais disposé moins que jamais à flatter personne. Après cette profession de foi, j'entre en matiere.

(*La suite au 1^er^. Mercure.*)

TABLE.

VERS. 61 | *Lettres.* 6
Charade, Enig. Logog. 64

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 18 Octobre 1792.

L'an 1^er^. de la République Françoise.

CONVENTION NATIONALE.

Extrait du rapport fait au ministre de la guerre par les Médecins Coste, Parmentier & Sabatier, *envoyés dans les armées & dans les places fortes, lû à la séance extraordinaire du samedi au soir, 8 octobre.*

« UNE observation très-satisfaisante pour la république, c'est que la proportion du nombre des malades à la force de chaque armée prouve que jamais il n'y en a eu moins; tel est sans doute l'influence de la liberté, d'une nourriture meilleure

Digitized by Google

& plus abondante, & sur-tout de l'usage modéré du vin. »

« L'absence des chaleurs ordinaires a exempté les armées des maladies qui les affligent communément en été ; & comme la plus grande partie de celles d'automne sont dues aux chaleurs de la saison précédente, les medecins inspecteurs ont la ferme confiance qu'on n'en éprouvera pas de ce genre. La dissenterie a été bien moins commune que dans certaines années de paix ; elle n'a presque jamais pris un caractère grave, & le relevé du mouvement d'hôpitaux n'annonce pas qu'il y ait plus du cinquantième des armées dans les *hôpitaux*. »

« Les emplacemens d'hôpitaux ont l'étendue & la disposition convenable. Les hôpitaux sont abondamment pourvus de tout ; ceux des villes menacées de siége le sont pour six *mois*. »

« En comparant cet état de nos armées à celles de nos ennemis, vous voyez, citoyens, que tout concourt à protéger nos armes contre celles des tyrans qui vouloient asservir un Peuple libre. »

Du dimanche, 7 octobre.

Les drapeaux ennemis pris & envoyés par l'armée de *Custines*, ont été suspendus aux voûtes de la salle, au bruit des applaudissemens universels.

Un prisonnier de l'Abbaye demande à être admis à la barre pour y faire des révélations qui intéressent la sûreté de la république. L'Assemblée a décidé que deux membres du comité de surveillance iroient à l'Abbaye recevoir ces révélations.

Jacques Menou, si violemment inculpé par le

citoyen *Chabot*, dans la séance du 5 de ce mois, parce que son nom se trouva inscrit sur la liste des candidats au ministère de la guerre, vient faire entendre sa justification. J'ai vu la cour, a dit *Menou*, elle m'a fait horreur. Plusieurs années avant la révolution, j'ai témoigné hautement mes opinions pour la liberté. On connoît les principes que j'ai professés dans l'Assemblée constituante. Voici ma conduite dans la journée du 10 août : J'ignorois les projets de la cour, & j'y étois très-mal vu. Mon poste militaire, comme maréchal-de-camp commandant la division, étoit aux Tuileries, & non ailleurs ; mais je n'ai participé à rien. Le matin du 10 août, je me suis rendu à l'Assemblée nationale, en même temps que le ci-devant Roi, & je n'ai appris ce qui se passoit aux Tuileries que par le bruit du canon.

Une section de Paris est accusée d'avoir procédé à haute voix, à l'élection du maire & du procureur de la commune. L'Assemblée n'ayant pas une connoissance officielle de ce fait, a statué que le ministre de l'intérieur en rendroit compte.

M. François de Neufchâteau, dans une lettre qu'il adresse à la Convention, lui apprend que sa mauvaise santé ne lui permet pas de remplir & d'accepter les fonctions de ministre de la justice, auxquelles le vœu de la Convention l'avoit appellé.

On alloit renvoyer aux comités une pétition du district de Pontarlier qui, instruit des mouvemens des Suisses, demandoit que l'on prît de promptes mesures pour mettre cette partie de nos frontières à l'abri d'une invasion ; mais le citoyen *Rabaud* a prévenu les délais que ce renvoi auroit occasionnés, en obtenant de l'Assemblée qu'elle

Digitized by Google

feroit partir sur-le-champ des commissaires pris dans son sein, qui pourvoiront à la sûreté de la *ci-devant Franche-Comté*. On a arrêté en même temps que le comité diplomatique présenteroit le lendemain l'adresse qu'il a été chargé de faire à la nation helvétique, sur les évènemens du 10.

L'Espagne est dans l'usage, lorsqu'elle arme, de s'approvisionner en salaisons à Bordeaux & dans tous nos départemens méridionaux. Sur la proposition du ministre de l'intérieur, l'Assemblée paroissoit déterminée à prohiber l'exportation de ces comestibles à l'Espagne ; le citoyen *Ducos* a écarté cette mesure, en représentant la perte bien gratuite qui en résulteroit pour notre commerce. Les Espagnols, a-t-il dit, iront se pourvoir ailleurs. Imitons plutôt la Hollande, qui a vendu des boulets à ses ennemis & les a battus ensuite.

Le ministre de la guerre par interim, M. *Lebrun*, communique à l'Assemblée la dépêche qu'il a reçue du général *Anselme*, datée de Nice, le 29 septembre. Après les applaudissemens donnés à cette lettre, on en lit une des commissaires envoyés auprès de *Montesquiou*. Les commissaires rendent d'honorables témoignages à la conduite du général ; ils pensent qu'il est utile, qu'il est juste de laisser *Montesquiou* achever ce qu'il a si heureusement commencé ; ce que peut-être il n'eût osé entreprendre sans l'estime & la confiance de son armée. — Plusieurs membres vouloient que l'Assemblée donnât une marque éclatante de sa satisfaction pour les services du général *Montesquiou*. Elle s'est contentée d'ordonner le rapport de son décret du 23 septembre, par le motif que le rapport pur & simple de ce décret manifestoit assez sa confiance dans le général qui en est l'objet.

Digitized by Google

Les commissaires chargés de l'inspection de l'armée du Nord écrivent, de Béthune le 5 octobre, qu'ils partent pour se rendre à Lille, dont le siége se continue toujours avec la même férocité; que le général *Labourdonnois* y a fait entrer successivement des renforts, qui portent, en ce moment, les défenseurs à 16,000 hommes au moins. Ils demandent d'être autorisés à exercer leurs pouvoirs dans le département du Pas-de-Calais. Ce département, disent-ils, est comme le Nord, farci d'aristocrates de toutes les espèces, dont les intelligences avec les Autrichiens sont aussi dangereuses pour la patrie, que préjudiciables au maintien de l'ordre. L'un deux, nommé *Vielfort* a été arrêté dans son château, où il a fait une assez longue résistance pour se donner le temps de brûler les preuves de ses intelligences avec nos ennemis; quatre gardes nationaux ont été blessés à cette attaque. Une escorte sûre conduit *Vielfort* à Douai.

Une lettre des administrateurs des Pyrénées Orientales, aprend à l'Assemblée que l'Espagne rassemble ses forces, & qu'il est temps que la France se mette en mesure de repousser les attaques dont elle est menacée.

Le comité de surveillance vient protester que ce n'est pas par ses ordres qu'ont été arrêtées les personnes innocentes qui ont péri dans les prisons.

Le reste de cette séance a été occupé à entendre diverses pétitions. Nous n'en citerons qu'une, parce qu'elle servira à peindre le caractère de l'Assemblée, & l'esprit qui anime quelques sections de Paris. C'est la pétition de la section des *Gravilliers*; après avoir demandé le prompt jugement du Roi, après s'être plaint

Digitized by Google

encore de plusieurs décrets de la Convention, elle a dit : « les hommes du 10 août ne souffriront pas que ceux qu'ils ont investis de leur confiance, méconnoissent un instant la souveraineté du peuple... Nous ne nous départirons pas de ce principe que, s'il est juste d'obéir aux loix, il est juste aussi de résister aux despotes, & nous pensons qu'il est de notre intérêt de faire nos élections à haute voix, &c. »

Voici la réponse du président, le citoyen *Lacroix*.

« Citoyens, le droit de pétition est un droit sacré; mais ceux qui se présentent à la barre pour en faire, ne doivent pas oublier le respect qu'ils doivent aux représentans du peuple, non du peuple de Paris, mais de la France entière. La Convention nationale ne reconnoît qu'un peuple, qu'un souverain; c'est la réunion des citoyens de toute la république. Ce n'est pas par des menaces qu'on lui fera violer ou remplir ses devoirs; elle les connoît, & elle saura se rendre digne de la confiance dont la république françoise l'a investie. Les députés à la Convention nationale n'ont rien à craindre & ne craignent rien du peuple de Paris, & ce que vous dites pour les rassurer étoit parfaitement inutile; ils sont sans crainte & sans soupçons. Au reste, la Convention nationale entendra toujours avec plaisir le langage de la liberté; mais jamais elle ne souffrira celui de la licence. Elle prendra votre pétition en considération, & vous permet d'assister à la séance, au nombre indiqué par la loi. »

Du lundi, 8 octobre.

Les premières heures de cette séance ont été

Digitized by Google

occupées par la lecture d'une foule d'adresses d'adhésion, dont la mention honorable a été décrétée.

La ville de Rouen se voyoit à la veille d'éprouver une disette absolue de subsistances. Un décret l'a autorisée à lever, par forme d'emprunt, sur tous ses habitans, dont le prix de la location sera de 500 liv. & au-dessus, la somme d'un million, pour être employée à l'achat des grains nécessaires à son approvisionnement.

Pour la quatrième fois, le citoyen *Capi*, détenu dans les prisons par des ordres arbitraires, a fait entendre ses plaintes, &, comme si les voix de tous les infortunés, qui, comme *Capi*, gémissent dans la captivité, eussent retenti à-la-fois dans tous les cœurs, l'Assemblée est venue au secours de tous, en décrétant que son comité de surveillance fera, sans délai, un rapport général sur les arrestations faites depuis le 10 août, afin, qu'en moins de quinze jours, tous les détenus puissent être libres, ou jugés.

On annonce une lettre des commissaires du Nord, datée de Lille, le 6 octobre, la voici :

« Citoyens, nous sommes entrés hier, vers les huit heures du soir dans cette ville, où l'on rencontre à chaque pas les traces de la barbarie & de la vengeance des tyrans. »

« *Christine*, d'après les rapports, est venue jeudi, jouir en personne des horreurs commandées par son frère, qu'elle a si bien secondé; on a fait pleuvoir devant elle une grêle de bombes & de boulets rouges pour hâter la destruction de cette belle & opulente cité, qu'elle appelle un repaire de scélérats; & qu'elle se plaignoit de ne pas voir encore détruite; & elle s'est

Digitized by Google

donné le plaisir de lui envoyer de la main même quelques boulets rouges. »

« Nos ennemis trompés sur la fermeté & le patriotisme des citoyens de Lille, comptoient qu'une insurrection alloit leur livrer la place, & c'est pour la provoquer que, sans s'arrêter aux loix de la guerre, ils commencèrent leur feu au retour du trompette qui leur apportoit la fière & républicaine réponse que la municipalité fit à la sommation du duc *Albert de Saxe*, & qu'ils dirigèrent particulièrement leur feu sur le quartier de Saint-Sauveur, le plus peuplé de la ville, & dont les citoyens, toutes les fois qu'il a fallu déployer l'énergie du patriotisme, se sont constamment montrés les premiers; mais ce peuple, sur la lâcheté duquel on osoit fonder de coupables espérances, s'est trouvé un peuple de héros. Le quartier Saint-Sauveur n'est, à la vérité, qu'un amas de ruines; 500 maisons sont entièrement détruites, 2000 sont endommagées par un feu d'artillerie, souvent aussi nourri qu'un feu de file; mais c'est-là tout ce qu'ont pu les tyrans. Ils n'entreront jamais dans cette importante forteresse, dont ils ménagent les remparts, parce qu'ils appartiennent, disent-ils, au Roi de France, & les maisons qu'ils n'épargnent, qu'autant qu'elles se trouvent dans la rue royale & les environs, quartiers de l'aristocratie Lilloise. Sous cette grêle de boulets, les citoyens que nous sommes venus admirer, encourager & consoler de leurs pertes, ont appris à déjouer les projets destructeurs de nos ennemis. »

« On a descendu des greniers & des étages les plus exposés, tout ce qui pouvoit servir d'aliment au feu. On a rassemblé à la porte de

Digitized by Google

chaque maiſon, des tonneaux toujours remplis d'eau; les citoyens, diſtribués avec ordre, veillent les bombes & les boulets rouges, les jugent & donnent le ſignal convenu; dès qu'un boulet eſt entré dans une maiſon, les citoyens déſignés s'y portent ſans confuſion, le ramaſſent avec une caſſerole, l'éteignent & crient *vive la nation*, & courent reprendre leur poſte pour en attendre un autre. On a vu des volontaires, des citoyens, des enfans même, courir ſur la bombe & en enlever la mèche, courir après les boulets pour les éteindre avant qu'ils n'aient roulé dans les maiſons. Tout ſe fait dans le calme, l'ordre règne par-tout. Trente mille boulets rouges, ſix mille bombes, ont aguerri les citoyens, au point de leur faire mépriſer le danger. Les Autrichiens ont beaucoup perdu. Leur feu a ceſſé il y a environ deux heures, & l'on dit qu'ils lèvent le ſiége; ils ſe retireront chargés de l'exécration des habitans du pays, qu'ils ont rempli de meurtres de toute eſpèce, de brigandages, & d'actes d'inhumanité & de barbarie dont le recit vous feroit frémir. Une foule d'actions dignes des héros des anciennes républiques, méritent de fixer votre attention. Nous vous les préſenterons dans une autre lettre. Les citoyennes ont égalé les citoyens par leur intrépidité; tous, en un mot, ſe ſont montrés dignes de la liberté. »

Après les applaudiſſemens dont la Convention a honoré la réſiſtance des Lillois, *Gorſas* a obtenu la permiſſion de lire une lettre particulière qui lui a été adreſſée par l'un des commiſſaires, le citoyen *Bellegarde*. Nous n'en citerons que les deux traits ſuivans, qui peignent bien le courage inflexible

Digitized by Google

dont il n'appartient qu'à des Républicains de donner l'exemple.

Un particulier nommé *Auvigneur* faisoit son service sur le rempart. On lui annonce que sa maison est la proie des flammes. Il se retourne, voit en effet sa maison en feu, & répond : *je suis ici à mon poste ; rendons leur feu pour feu ;* & ce citoyen est resté à son poste jusqu'à ce qu'il ait été remplacé.

Le curé de Marchiennes assistoit à l'assemblée administrative, un boulet perce le mur, passe entre le secrétaire & lui. Il se lève & dit sans émotion : nous sommes en permanence ; je demande que le boulet y soit aussi, & qu'il soit un monument de notre fermeté & de notre assiduité à nos séances.

Tant d'héroïsme, tant de vertus *ont tiré* encore un nouvel éclat de l'opposition qui s'est élevée dans l'Assemblée, contre un projet de décret présenté dans la vue de récompenser & de venger en même-temps la ville de Lille. Le dernier article de ce décret mettoit à prix la tête *d'Albert de Saxe*, pour avoir violé & les loix de la guerre & le droit des gens. Nous sommes Républicains, s'écrioit un membre : laissons à nos ennemis l'opprobre dont ils se sont couverts. Rappellez-vous, s'écrioit un autre député, avec quelle indignation les romains rejettèrent la proposition du Médecin de *Pyrrhus*. Un troisième disoit : où trouverons nous un soldat François, qui veuille consentir à n'être qu'un vil assassin ? Connoissons mieux quelle grandeur, que le gloire appartient à la nation françoise, en ne la fondant que sur la pratique des vertus austères de la morale, qui doit être la seule politique des Républiques. — Cette vérité a trouvé tous les cœurs ouverts pour la recevoir, &

Digitized by Google

l'Assemblée en laissant à nos ennemis, leur opprobre, & à nos soldats leur fierté courageuse, ne s'est occupée que des secours à donner aux habitans de Lille.

Une lettre des commissaires à Châlons, datée de Sainte-Ménéhould, le 7 octobre, apprend à l'Assemblée que les ennemis continuent leur retraite du côté de Stenay; que nos troupes leur font chaque jour un grand nombre de prisonniers, & que la mésintelligence entre le Roi de Prusse, les Emigrés & les Autrichiens, est poussée au dernier point: les commissaires ajoutent que l'armée du général *Dumourier* se porte en avant du côté des gorges de Grand-Pré, & que le général *Kellermann* part avec la sienne pour se rendre à Dombalie. L'avant-garde aux ordres du général *Dillon*, est à deux lieues de Verdun.

En rendant compte de leurs visites dans les hôpitaux militaires, ils citent ce trait touchant d'un jeune volontaire, nommé *Dubois*, à qui ils demandoient quelle étoit sa blessure. *J'ai perdu un bras dans l'affaire du 20*, a répondu le jeune Dubois; *mais j'en ai encore un autre au service de la patrie.*

Les commissaires terminent leur dépêche, en ces termes:

« L'union qui règne entre nos généraux nous présage les plus grands succès; c'est une des vertus des peuples libres de bannir ces jalousies dangereuses qui souvent nuisent à l'intérêt public; nous ne voyons ici que des frères combattant pour la même cause, & jouissant également de leurs succès. Citoyens, la république de France va donc marcher de triomphes en triomphes; nous les voyons dans un avenir très-prochain. L'union de nos généraux, leur zèle & leur patriotisme

Digitized by Google

décidé nous promettent beaucoup. C'est maintenant de l'union parfaite de tous les membres de l'Assemblée conventionnelle, que dépendra la suite de nos succès, de notre gloire & de notre prospérité : Vive la république Française ! C'est du moment où cette république a été décrétée, que le ciel & la terre se sont déclarés entièrement pour nous, & que nos ennemis ont été confondus. Nous ne chantons plus *ça ira*, mais nous chantons *cela va* ; & le général *Kellermann*, à qui nous venons de lire la dépêche, nous prie d'ajouter : *Et ça ira tout l'hiver.* Il y a plusieurs émigrés prisonniers ; le général demande les ordres de l'Assemblée pour leur transport. Il est nécessaire qu'il y ait des exemples, mais il faut que ce soit la loi qui les prononce, &c. »

Sur la motion du citoyen *Cambon*, l'Assemblée a décrété qu'il seroit remis à la disposition du ministre de l'intérieur, une somme de 5 millions, dont la repartition sera faite entre les communes qui auront des indemnités à réclamer.

Le citoyen *Buzot* a fait ensuite un rapport sur le mode de composition de la force armée qui doit veiller à la garde de la Convention nationale. Ce rapport a eu principalement pour objet d'éclairer le peuple de Paris sur une mesure dont les malveillans se sont servis pour l'alarmer ; tandis qu'elle ne fait que resserrer, *pour son propre intérêt*, les liens qui unissent Paris avec toutes les autres parties de la république.

Voici quelles sont les principales dispositions du décret, dont on a ordonné l'impression & l'ajournement :

« Chaque département enverra pour la garde de la Convention nationale & des dépôts publics autant de fois 4 hommes d'infanterie & 2 hommes

Digitized by Google

à cheval qu'il aura de députés à la Convention; ce qui fera 4470 hommes. »

« Ces gardes nationaux seront casernés & payés de la solde que reçoivent les gendarmes nationaux à Paris. »

« Ils seront élus par les conseils-généraux de département parmi les citoyens ayant reçu un certificat de civisme du conseil-général de leur commune & de celui du district. »

« Leur commandant sera nommé par la Convention nationale. »

Sa délibération se porte sur le mode de renouvellement des corps administratifs. On demande d'abord quels sont les fonctionnaires publics qui doivent être renouvelés. Un décret en a excepté les receveurs de districts qui sont sous la surveillance des corps administratifs, & un décret a soumis au renouvellement les directeurs des postes. Le voici :

« Les directeurs des postes seront réélus par les assemblées électorales de districts ; ils demeureront néanmoins subordonnés aux administrateurs généraux qui pourront même les suspendre, à charge d'en rendre compte au pouvoir exécutif, qui en référera à la Convention nationale. »

Le citoyen *Servan* envoie les comptes de sa seconde administration. — La Convention l'autorise à quitter Paris & charge le comité de l'examen des comptes de faire un rapport tant sur la nouvelle que sur l'ancienne administration de ce ministre.

Du mardi, 9 octobre.

On avoit statué hier que les émigrés faits prisonniers seroient livrés à l'exécution des loix. A la lecture du procès-verbal ce matin, cet ar-

Digitized by Google

ticle, exprimé assez vaguement, est devenu l'objet d'une discussion. Plusieurs propositions ont été faites. Le citoyen *Guadet* a fondu toutes ces propositions dans une rédaction que l'Assemblée a adoptée en ces termes :

« Art. I. En exécution de la loi qui prononce la peine de mort contre les émigrés, ils seront, dans les 24 heures, livrés à l'exécution de la justice, & mis à mort, après qu'il aura été déclaré, par une commission militaire composée de 5 personnes & nommées par l'état-major de l'armée, qu'ils sont émigrés, & qu'ils ont été pris les armes à la main, ou qu'ils ont servi contre la France. »

« II. Il en sera de même à l'égard de tous étrangers qui, depuis le 14 juillet 1789, ont quitté le service de France, & se sont, après avoir abandonné leur poste, réunis aux émigrés ou aux ennemis. »

« III. Les procès-verbaux d'exécution seront envoyés dans la huitaine au ministre de la guerre, qui les fera passer sans délai à la Convention nationale. »

« IV. Les puissances ennemies seront responsables de toutes violations du droit des gens qui, par une fausse application du droit de représailles, pourroient être commises par les émigrés François. »

Il avoit été décrété que les quartiers des pensions ecclésiastiques ne seroient plus payés qu'à leur échéance. Une religieuse a demandé que la Convention exemptât de cette loi de rigueur, les femmes qui, obligées de quitter le cloître, ont besoin de porter dans le monde des moyens de subsister. Sa pétition a été accueillie, & l'Assemblée a déclaré que la loi qu'elle a rendue ne

s'appliqueroit pas aux religieuses, qui continueront à être payées d'avance.

On a fait lecture d'une lettre des commissaires du Nord, datée de Lille le 7 de ce mois. Hier, disent-ils, nous avons parcouru les ruines encore fumantes du quartier St. Sauveur. Nous étions suivis d'une foule de citoyens qui marchoient avec nous sur les cendres de leurs maisons, sur les cadavres de leurs parens, de leurs amis, ensevelis dans les décombres, & ils crioient : *vive la nation.* Quels hommes que ces *sans-culottes* que l'aristocratie désignoit aux Autrichiens comme des lâches que l'on pourroit corrompre ! Nous leur avons juré, au nom de la république, que la patrie reconnoissante récompenseroit leur courageuse résistance. Depuis le 6 à midi, les ennemis ont cessé leur feu. Leur artillerie de siége est déjà partie. Cinq déserteurs Autrichiens ont rapporté, qu'ils occupent encore le camp de Mons en Bareuil & celui d'Hellemènes, où ils sont bien retranchés.

On lit une lettre du général *Custine* au général *Biron*, datée de Spire, le 5 octobre. La voici :

« Cher général, la lettre que j'ai reçue de vous hier au soir, les nouvelles qu'elle renferme, m'ont fait faire de profondes réflexions, & sur notre situation, & sur les moyens que nous avons de servir le plus utilement possible la chose publique. En voici le résultat :

« M. *Derbach* a reçu, dès le 2, l'ordre de venir couvrir Worms & Mayence avec un corps de 12,000 hommes. Il arrivera un peu tard pour la première ville, car j'en suis maître. M. *Neuveigner*, avec un détachement de 4,600 hommes, s'en est emparé. Il y a trouvé 1,800 recrues &

un magasin de 3,200 sacs tant bled que seigle & avoine, que j'ai ordonné d'enlever sur-le-champ, & de faire filer sur Landau. J'ai demandé, dans cette ville, 1,200,000 liv. de contributions; savoir, 200,000 liv. du très noble chapitre, 400,000 liv. de l'évêque, & 600,000 l. du magistrat. Cette opération sera finie avant l'arrivée du comte *Derbach*, mon évacuation de Spire le sera aussi. »

La Convention nationale apprend que des voitures de bled ont été arrêtées à Sens, & qu'il se fait dans cette ville des taxations arbitraires des comestibles. Après quelques débats, elle a rendu le décret suivant :

« Art. I. Deux commissaires pris dans le sein de la Convention se rendront dans la ville de Sens, & dans tous les endroits du département de l'Yonne qu'ils jugeront à propos, pour rappeller les citoyens au respect à la loi sur la libre circulation des grains. »

« II. Les commissaires sont autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour ramener l'ordre & la tranquillité publique. »

Quelques membres s'étoient opposés à ce décret. Ils auroient voulu que le pouvoir exécutif fût chargé seul de ramener l'ordre dans la ville de Sens. Mais rien n'a mieux prouvé l'utilité de la mesure adoptée par l'Assemblée, que le succès qu'ont obtenu les commissaires envoyés à Lyon pour un objet semblable. Les instructions qu'ils ont répandues dans cette ville ont ramené les habitans aux vrais principes de la liberté du commerce des grains. La proclamation par laquelle ils ont annullé les taxations arbitraires des comestibles, a été applaudie par les citoyens même qui d'abord avoient fait ces taxations. C'est ainsi

Digitized by Google

que la voix de la raison, l'autorité de la confiance, est toujours sûre de ramener le peuple égaré à ses véritables intérêts, parce qu'ils sont toujours ceux de l'ordre & de la justice.

Le citoyen *Mailhe* fait lecture de l'adresse aux Suisses, qu'il a rédigée. Elle se divise en deux parties. La première est un précis de la révolution du 10 août; la seconde rappelle tout l'intérêt qu'ont les cantons Suisses à rester unis à la république Françoise; tout ce qu'ils doivent craindre de l'alliance de la maison d'Autriche, qui, fidelle aux principes des tyrans, regarde toujours la Suisse comme sa propriété.

Voici les dernières paroles de cette éloquente adresse :

« Il sied bien à la maison d'Autriche de nous peindre comme des infracteurs des traités & du droit des gens! Connoissez-vous les nouveaux crimes dont elle vient de se souiller sur le territoire François! Il lui étoit réservé de faire voir jusqu'à quel excès, jusqu'à quel oubli des loix de la nature & de l'humanité peut se porter la haine réfléchie des despotes contre des hommes libres. Non, elle ne recueillera point le fruit des premiers succès que lui avoient procurés les trahisons de *Louis XVI*. Elle n'a que trop long-temps agité, opprimé l'Europe. Il faut qu'elle éclate, la majestueuse vengeance du peuple; il faut que le despotisme apprenne à respecter les droits sacrés des nations; il faut que les mains de la liberté fondent & affermissent enfin l'empire de la paix; les François l'ont juré, & un grand peuple libre ne jure pas en vain. Et toi, nation franche & généreuse, si tu ne veux point partager avec nous les périls d'une aussi belle entreprise, sache du moins mériter d'en partager

Digitized by Google

le succès, & ne t'expose pas, en cédant aux perfides insinuations de nos ennemis communs, à perdre le fruit de tes quatre siècles de liberté, de sagesse & de gloire. »

En adoptant l'adresse, à l'unanimité, la Convention nationale a décrété encore qu'elle seroit traduite en langue Allemande, & imprimée en caractères allemands.

Un décret a rappellé dans tous les atteliers les ouvriers des manufactures d'armes qui s'en sont élorgnés pour aller aux frontières.

Du mardi, séance extraordinaire du soir.

L'unique objet de cette séance étoit la nomination d'un ministre de la justice. *Dominique-Joseph Garat* a été proclamé ministre, à la majorité absolue des suffrages. Il avoit pour concurrens : *Antonelle*, *Grouvelle*, *Goyer* & *Loyseau*.

Du mercredi, 10 octobre.

La commission nommée pour l'examen des archives de la république, a présenté l'état de situation de cet établissement. Il s'y trouve 811 liasses des procès-verbaux des assemblées électorales pour l'élection des députés à l'Assemblée constituante ; 47 volumes *in folio*, contenant la collection des procès-verbaux de l'Assemblée constituante, où l'on trouve que les décrets rendus par elle, sont au nombre de 5077 ; la déclaration des droits de l'homme est enfermée dans une boîte de fer. Les décrets de l'Assemblée législative sont au nombre de 1262.

Après avoir rendu hommage à l'activité de l'archiviste, les commissaires ont demandé quelques gratifications pour ses premiers commis. *Cambon* s'est vivement opposé à ces gratifications. Ne

Digitized by Google

croyons pas ; a-t-il dit, que l'on doive payer le zèle ; tout citoyen qui n'en a pas, n'est pas digne de servir la chose publique. L'opinion du citoyen *Cambon* a été consacrée par un décret qui supprime les gratifications dans tous les bureaux des administrations.

Le ministre de la guerre annonce à la Convention que le général *Duhoux* est arrivé, & il est décrété que ce général, mandé à la barre, y comparoîtra à midi.

Sur la proposition de *Cambon*, il est statué que chaque ministre rendra compte de l'usage qu'il aura fait de la portion qu'il aura touchée sur les deux millions accordés au pouvoir exécutif pour dépenses secrettes.

Guiton de Morveau présente un projet de décret relatif à la conservation d'un cabinet précieux d'histoire naturelle qui appartient à un émigré. La Convention, en généralisant les vues de *Guiton Morveau* pour la conservation de tout ce qui peut servir à l'instruction nationale, a renvoyé sa motion au comité, & elle a sursis en même temps à la vente de toutes collections de livres, tableaux, & autres objets qui appartiennent aux sciences.

Plusieurs citoyens qui ont confié des effets précieux à la garde de la commune de Paris, sans pouvoir s'en faire donner des reçus, demandoient à faire leurs déclarations particulières. La commission des vingt-quatre a proposé de nommer des commissaires pour recevoir ces déclarations, & ce projet a donné lieu à des débats violens. *Bourdon* vouloit qu'il fût accordé à la commune un délai de deux mois pour rendre son compte. *Thuriot* ne demandoit que quinze jours, mais il vouloit que les déclarations indiquées ne fussent reçues qu'après l'expiration de ce délai. Au milieu

Digitized by Google

de ces débats, *Barbaroux* disoit que, de l'aveu même du comité de surveillance de la commune, il a disparu depuis le 10 août une très-grande quantité d'argenterie & une somme de 1,100,000 en or. *Cambon* ajoutoit que l'impression & l'affiche du compte de l'argenterie avoient déjà été inutilement cadonnées. Voici les deux premiers articles du décret qui a mis fin à une discussion où la passion a pris beaucoup de part.

« Art. I. Il sera nommé dix commissaires pris dans le sein de la Convention, pour recevoir les déclarations des citoyens qui ont confié des effets à la garde de la commune de Paris. »

« II. Les citoyens qui se présenteront pour faire des déclarations, seront tenus de désigner les objets qu'ils ont remis, dans quel lieu & à quelles personnes ils les ont remis; & ils signeront leurs déclarations. Le compte de la municipalité sera imprimé & affiché. »

Le général Dithoux, annoncé à l'ouverture de la séance, a paru à la barre. Le président l'a interrogé d'après la série des questions que le comité de la guerre avoit rédigées. La franchise & la bonhomie que le général a mis dans ses réponses, lui ont concilié la bienveillance de toute l'assemblée : il a été admis à la séance, & son affaire a été renvoyée aux comités réunis de guerre & de surveillance.

Une lettre du ministre des affaires étrangères, à la Convention nationale, lui rend compte de la conduite du gouvernement de Genève à l'égard de la France. Le conseil a persisté dans sa réquisition auprès des cantons de Zurich & de Berne. Les troupes suisses sont entrées dans Genève, & notre résident s'est retiré le 4 de ce mois, sans prendre congé. Cependant les ordres ont

Digitized by Google

été donnés à *Monteſquiou* de n'agir hoſtilement qu'après avoir épuiſé tous les moyens de conciliation pour prévenir une rupture qui entraîneroit celle du Corps Helvétique.

Le commandant du château de Kehl, ſous prétexte de réparer des dégradations cauſées par le Rhin, faiſoit élever de nouveaux ouvrages de fortification ; *Biron* écrit qu'il a ſommé le commandant de les détruire ſous peine d'être traité hoſtilement.

La Convention reçoit en même-temps des dépêches du général *Dumourier*. Dans la première, ce général annonce que laiſſant à ſon ami *Kellermann*, le ſoin d'achever de chaſſer de notre territoire les ennemis, il va venir concerter avec le conſeil, les dernières opérations de la campagne. Voici un fait dont il garantit l'authenticité. « Le roi de Pruſſe prêt à partir pour Berlin, dont il a déjà pris la route, a mandé les deux frères du ci-devant roi, les a accuſés de l'avoir trompé ſur les ſentimens des françois, de l'avoir expoſé à être mal reçu dans ſes états, & leur a juré de ne jamais oublier leur conduite. »

« Chaque jour, ajoute *Dumourier*, nos ſoldats s'enrichiſſent de leurs priſes. On a amené hier la berline de *Monſieur*. Enfin, je répondrai, ſurtout d'après la diverſion faite à Spire, & d'après ce que j'ai projetté avec *Kellermann*, que les allemands ne rentreront plus en France. »

La ſeconde dépêche du général eſt conçue ainſi :

« Citoyen préſident, l'honneur de la nation françoiſe vient d'être ſouillé par deux bataillons des fédérés de Paris. Le miniſtre de la guerre rendra compte à l'auguſte Aſſemblée des meſures que j'ai priſes pour punir les coupables. Notre

Digitized by Google

liberté seroit bientôt perdue, si de pareils attentats n'étoient pas réprimés. Je vous livre les agitateurs sans armes : donnez-leur des juges.

DUMOURIER.

Extrait d'une lettre du général Chazot *au commandant en chef* Dumourier, *datée de Sédan, le 7 octobre.*

« Dans la nuit du 4 au 5, à Rethel, les deux bataillons de Mauconseil & Républicain s'emparèrent de quatre malheureux déserteurs Prussiens qui, suivant le procès-verbal ci-joint de la municipalité du lieu, s'étoient engagés à l'effet de servir la patrie. J'allois sortir, le 5, à 7 heures du matin, de chez moi pour aller rejoindre les troupes que je croyois toutes rendues sur la route de Launoy, d'après l'ordre précis que j'en avois donné la veille, quand un officier municipal, chez qui j'étois logé, vint m'avertir qu'ils se disposoient à couper la tête à ces étrangers ; j'envoyai aussi-tôt le citoyen *Jarry*, adjoint, voir par lui-même ce qu'il en étoit, le chargeant en même-temps d'employer toute espèce de moyens pour empêcher un tel excès ; mais dénué de secours ou de forces supérieures, il n'obtint d'eux que de me les amener sous une forte escorte, afin que les victimes ne pussent leur échapper. »

« Entrés dans l'appartement que j'occupois, je ne vis & n'entendis que des accusations. Je fis aux chefs & soldats toutes les remontrances que la raison, l'humanité, la justice & l'expression des loix connues me dictoient, & que la circonstance pouvoit me permettre. Je m'étois enfin épuisé près d'eux, lorsqu'un de mes aides-de-camp vint me dire que leurs camarades vou-

Digitized by Google

loient forcer mes sentinelles. Je descends ; je me jette au milieu d'eux ; je les prie, & finis par les assurer que je sacrifierai une partie de mon sang pour pouvoir les détourner de leur projet, pour que la Nation, l'Assemblée conventionnelle & le chef de l'armée n'eussent rien à leur reprocher, & moi qu'à faire leur éloge ; plus je parlai, plus les esprits s'échauffèrent, & plusieurs firent ensuite cette motion : *Si le général s'oppose à nos desirs, il faut l'expédier.* Ce propos fut entendu par plusieurs personnes qui ne tardèrent point à m'en prévenir ; voyant alors que toute espérance étoit perdue, & qu'il ne me restoit aucun jour pour sauver ces quatre hommes, je traversai la foule & fus joindre à cent pas de-là, mes gens & mes chevaux. A peine étois-je en selle, qu'ils furent mis en pièces. (Un mouvement d'horreur & d'indignation s'élève dans l'Assemblée.) Il étoit temps que je prisse, quoiqu'avec autant de regret que de peine, la résolution de m'éloigner ; car on m'a répété depuis, que je m'étois infiniment trop exposé. »

Le lieutenant-général, CHAZOT.

Copie d'un ordre donné par le général Dumouriez, *au général* Beurnonville. — *Vouzières, le 9 octobre.*

« Il est ordonné au lieutenant-général *Beurnonville*, en arrivant à Launoy, de faire assembler le bataillon de fédérés, dit de la République, hors de Launoy, au centre d'un bataillon quarré d'infanterie, artillerie & cavalerie, de faire déposer à ce bataillon, en faisceaux, ses armes, ses canons, ses habits & son drapeau, de se faire livrer les coupables de l'atroce assas-

Digitized by Google

final commis à Rhetel sur 4 déserteurs Prussiens, de les faire garotter, de leur donner une escorte de cent hommes de gendarmerie nationale, qui les conduiront à Paris, par la route de Châlons, & qui en répondront, devant les livrer à la barre de la Convention nationale, qui décidera de leur sort. Quant au reste du bataillon, le lieutenant-général *Beurnonville* le licenciera, & lui ordonnera d'aller se présenter dans sa section à Paris. Si ce bataillon vouloit faire la moindre résistance à cet ordre nécessaire pour la sûreté générale & l'honneur de la République, le général *Beurnonville*, après avoir réitéré à trois fois l'ordre d'obéir, usera des moyens de force, & n'épargnera aucun des rebelles. Il fera encore mettre dans les magasins & les arsenaux de *Mézières* les armes & les *habits du bataillon. Quant au drapeau*, il *chargera le commandant du détachement de gendarmes* nationaux chargés de l'escorte, de le remettre avec copie du présent ordre, & un procès-verbal de son exécution, à la section de la République, pour qu'elle puisse confier son drapeau à des citoyens plus dignes de défendre la patrie & la liberté. »

Les commissaires de la Convention à *Lille* écrivent, sous la date du 9 octobre que le siége de cette ville est levé. Ils s'occupent des moyens de donner du pain à trente mille citoyens réduits à la plus extrême misère.

Du jeudi, 11 *octobre.*

Le partage des terreins communaux, ordonné par le décret du 14 août dernier, ne pouvant s'exécuter que dans un terme encore éloigné, il étoit à craindre que l'incertitude de la jouissance

des

Digitized by Google

des fruits, ne ſuſpendît les travaux de ceux qui les ont cultivés juſqu'à ce jour, ce qui diminueroit la maſſe générale des ſubſiſtances. En adhérant au vœu de ſon comité d'agriculture, la Convention a décrété que les communaux en culture, continueront, juſqu'à l'époque du partage, à être cultivés & enſemencés comme par le paſſé & les citoyens qui auront fait ces cultures & ces ſemences jouiront des fruits de leurs travaux.

Encore une plainte contre la municipalité de Paris. *Cambon* l'a accuſée d'avoir détourné à d'autres emplois une partie de trois millions qui ont été donnés pour rembourſer les billets de parchemin de la banque de ſecours; d'avoir permis qu'on en fabriquât de nouveaux depuis qu'il exiſte une loi qui en prohibe la fabrication; & cependant la municipalité venoit demander un nouveau prêt de 100,000 liv. pour le même objet. L'Aſſemblée a décidé que juſqu'à l'entière exécution des loix relatives à la banque de ſecours, il n'y avoit pas lieu à délibérer ſur la demande de la municipalité.

La Convention n'avoit pas entendu ſans horreur dans la ſéance d'hier le récit de l'aſſaſſinat commis par des volontaires ſur quatre malheureux Pruſſiens. *Treilhard* a demandé ce matin qu'une cour martiale fut érigée dans quelqu'une de nos villes, pour frapper du glaive de la loi, des hommes ſi coupables. Cette motion a été renvoyée au comité de la guerre pour en faire un rapport ſéance tenante.

On a repris la diſcuſſion ſur les déclarations à faire par tous ceux qui auront dépoſé des effets entre les mains de la municipalité de Paris. Voici les 3 articles qui ont été ajoutés aux deux articles décrétés hier.

Digitized by Google

« III. Les commissaires rapprocheront les déclarations des procès-verbaux des dépôts, après en avoir vérifié l'exactitude, ils se feront représenter les objets y mentionnés ; lesquels seront de suite déposés, aux termes du décret du..... septembre dernier, tant à la présence des commissaires de la commune de Paris que des déclarans. »

« IV. Et dans le cas où les objets déclarés ne seroient point mentionnés dans les procès-verbaux de dépôt dressés par ladite commune, & que les personnes désignées comme ayant reçu le dépôt ne le représenteroient pas, les commissaires sont autorisés à les faire paroître devant eux, en la présence des déclarans ; procès-verbal sera dressé de leurs explications respectives, & il sera ensuite référé du tout en même temps à la Convention ; pourront néanmoins, avant ledit rapport, le procureur-général-syndic du département de Paris, le procureur de la commune & l'accusateur public, faire faire, à raison d'enlèvement d'effets déposés, toutes instructions criminelles qu'ils jugeront nécessaires. »

« V. Le présent décret sera envoyé, lu & affiché dans les 48 sections. »

Ces dispositions venoient d'être adoptées, lorsque *Marat*, qui étoit à la tribune, a demandé l'extension du décret à tous les fonctionnaires publics, dépositaires d'effets enlevés dans les maisons des émigrés ; & tout-à-coup, il a accusé le ministre *Rolland*, d'avoir reçu, sans donner des *récépissés*, des diamans de la couronne & des effets enlevés de la maison de madame *Louvois*. L'Assemblée a passé à l'ordre du jour motivé, sur l'existence d'une loi géné-

Digitized by Google

rale de responsabilité pour les effets arrêtés & saisis.

On a fait la proclamation des membres qui composeront le comité de constitution. Ce sont les citoyens : *Syeyes*, *Thomas Payne*, *Brissot*, *Pétion*, *Vergniaux*, *Gensonné*, *Barrère*, *Danton*, *Condorcet*.

La Convention reçoit une nouvelle lettre des commissaires aux armées réunies, datée du camp de Domballe, le 10 de ce mois. Ils écrivent que *Dillon* occupe le camp de Sivri; que les ennemis, au nombre de 30 mille hommes sont retranchés sur le Mont-Saint-Michel qui domine la ville de Verdun où ils ont beaucoup de malades; que *Kellermann* prend toutes les mesures nécessaires pour pouvoir les attaquer avec avantage; que cependant des lettres interceptées prouvent, qu'ils auroient le projet de se retirer par Etain.

Les commissaires ajoutent que le général *Valence* a rejoint hier l'armée de *Kellermann* après avoir suivi les ennemis jusqu'à Buzancy dont il s'est emparé de vive force; que dans cette course, il a fait beaucoup de prisonniers, enlevé des bagages & pris un étendard des émigrés qu'il a prié le général *Dumourier* de présenter à la Convention nationale. Les commissaires terminent leurs lettres en rapportant un fait qui fait frémir encore plus toute l'horreur des crimes du bataillon de Mauconseil. « Nous avons trouvés, disent-ils, au quartier-général de *Dillon* quatre hussards du régiment d'Elben qui ont déserté avec armes & chevaux. Ils nous ont annoncé que la connoissance du décret en faveur des déserteurs commençoit à se répandre dans l'armée Prussienne, mais que les officiers cherchoient à retenir les soldats

en leur disant que le décret n'étoit que pour les tromper & que les déserteurs étoient pendus en arrivant dans les armées Françoises. »

A cette dépêche étoient jointes des copies d'une lettre des administrateurs du district d'Etain au duc *de Brunswick*, d'une circulaire du général *Dillon* aux municipalités du district d'Etain, & enfin d'une lettre que le même général adresse au Landgrave de Hesse-Cassel.

Les administrateurs d'Etain écrivent à *Monseigneur* le Duc *de Brunswick* qu'ils se *sont empressés d'obéir à ses ordres* en faisant conduire à son armée la quantité de vivres & de grains qu'il leur avoit demandés.

Dans sa circulaire, le général *Dillon* apprend aux municipalités & villages du district d'Etain qu'il punira comme traître à la patrie, quiconque s'avisera de fournir des secours aux ennemis.

Une violente indignation s'est manifestée dans l'Assemblée. On a demandé un décret d'accusation contre ces lâches administrateurs. Mais la nécessité de prendre une mesure générale a fait renvoyer cette demande au comité de législation.

La lettre de *Dillon* au landgrave de Hesse-Cassel, est conçue dans les termes suivans :

« J'ai l'honneur d'envoyer à S. A S. le lieutenant Lindaw. Il pourra juger, par l'attestation que j'ai fait donner à cet officier, que la nation françoise toujours grande, toujours généreuse, sait apprécier une belle action, & estime la valeur, même dans ses ennemis. »

« Libre, & absolument indépendante à jamais, la nation françoise a repris ses droits, & a voulu changer la forme de son gouvernement. S. A. S. a amené en France un corps de troupes, comme

Digitized by Google

prince, il sacrifie ses sujets pour une cause qui lui est étrangère; comme soldat, il doit appercevoir la situation où il se trouve, elle est périlleuse pour lui, il est entouré. Je lui propose de reprendre, demain matin, le chemin de son pays, je lui en procurerai les moyens; je demande prompte réponse. La République Françoise excuse une erreur, mais elle sait venger sans pitié l'envahissement & le pillage de son territoire. »

Voici la réponse de l'aide-de-camp-général du prince de Hesse.

« Monsieur, monseigneur le landgrave reconnoît parfaitement l'attention particulière que vous lui avez marquée par la manière noble & généreuse dont il vous a plu de traiter le lieutenant de Lindaw. S. A. S. m'a chargé, Monsieur, de vous en exprimer les plus vifs remerciemens, comme d'une action qui fait l'éloge de votre mérite & de votre humanité. »

« Considérant, au reste, les événemens actuels en France, sous un point de vue très-différent de celui du peuple égaré, S. A. S. m'a témoigné que la suite du contenu de votre lettre est d'une nature à n'y pouvoir faire réponse. »

A cette lecture un murmure violent a éclaté de toutes parts dans l'assemblée: on se demandoit de quel droit un général fait ainsi des propositions de paix. C'est un crime! c'est une perfidie! Le décret d'accusation alloit être porté lorsque *Chabot* a contenu les mouvemens d'indignation, en observant que l'assemblée ne connoissoit pas assez la position de *Dillon* vis-à-vis les ennemis, pour juger si sa démarche n'est point une ruse de guerre. *Kersaint* a ajouté que *Dillon* pourroit avoir agi par des ordres supé-

Digitized by Google

rieurs. Après de longs débats, il eſt décrété que le pouvoir exécutif rendra compte de cette affaire.

Le miniſtre des affaires étrangères eſt venu ſolliciter une prompte déciſion de l'Aſſemblée ; ſur le paiement des lettres de change tirées par l'ordonnateur des colonies ſur le tréſor public. Cet objet a paru trop important pour ne pas attendre un rapport du comité colonial, auquel on a adjoint les comités des finances & de commerce.

Cambon fait adopter deux décrets. Le premier relatif à la ſuppreſſion de l'effigie du ci-devant Roi dans nos monnoies, porte les diſpoſitions ſuivantes :

« I. L'effigie du ci-devant Roi, & le médaillon analogue, qui, d'après le décret du..... devoit être employé dans les fabrications des aſſignats de 10 liv., ſera ſupprimé. »

« II. Le timbre ſec occupera le milieu de l'eſpace latéral, qu'il devoit partager dans ces aſſignats avec la taille douce. »

« III. Le numérotage à la main, qui, d'après le même décret, devoit avoir lieu ſur les aſſignats de 25 & de 10 livres, eſt également ſupprimé. »

« IV. Le directeur général de la fabrication des aſſignats, réglera, ſous la ſurveillance du miniſtre des contributions publiques, l'indemnité à accorder aux citoyens *Oze*, imprimeurs en taille douce, pour les préparatifs qu'il a faits, relativement à l'aſſignat de 10 liv., dont la gravure eſt ſupprimée, d'après le préſent décret ; il en préſentera le compte à la Convention nationale, qui y ſtatuera. »

Digitized by Google

Le second décret concernant les gardes françoises, est conçu en ces termes :

« Art. I. La municipalité de Paris fournira, sous trois jours, au ministre de la guerre, les états ordonnés par les loix des 11 mars & 15 avril dernier, relatifs aux ci-devant gardes françoises & soldats du centre. »

« II. Le ministre de la guerre cessera le paiement des bulletins signés à l'estampille : il vérifiera les états qui lui seront remis par les municipalités, & présentera sous huitaine le compte des sommes qu'il a déjà payées, & de celles qui pourroient être dues. »

Voici les premières mesures que la Convention a prises contre les deux bataillons qui ont massacré quatre déserteurs Prussiens. « Ils seront conduits dans une citadelle au gré du général *Dumourier* ; il sera statué définitivement sur leur sort par une cour martiale. »

Du vendredi, 12 octobre.

Les comités sont formés, l'attribution de chacun est déterminée d'une manière précise, & la nomenclature des travaux dont ils vont s'occuper, sera envoyé dans tous les départemens où il importe beaucoup qu'elle soit connue.

Après avoir applaudi à une foule d'adresses d'adhésion à tous les décrets, l'assemblée prend connoissance d'un acte dirigé par des principes bien différens, c'est un arrêté de la section de Marseille, dans lequel elle déclare qu'elle fera son scrutin d'élection des officiers municipaux par appel nominal & à haute voix, à l'exemple de la Convention nationale. La section se réserve, d'ailleurs, de prendre *dans sa sagesse* telle mesure qu'elle jugera convenable contre tout décret con-

Digitized by Google

traire à sa délibération, déclarant néanmoins qu'elle exécutera provisoirement ce même décret lorsqu'il lui aura été officiellement notifié.

Guadet, qui lisoit cet arrêté, en avoit à peine achevé la lecture, qu'il a demandé que le président & le secrétaire de la section de Marseille, fussent mandés à la barre. *Vergniaux* cherchant une excuse dans la restriction d'une obéissance provisoire, promise par la section, a fait la motion de passer à l'ordre du jour. *Buzot* a trouvé dans cet arrêté, un nouveau motif de placer auprès de la Convention nationale une force armée tirée des départemens. *Lanjuinais* voulant que l'attention de l'assemblée ne se portât pas sur la seule section de Marseille, a demandé que toutes les sections de Paris fussent tenues de déposer leurs registres au comité de surveillance qui rendroit compte ensuite de l'exécution du décret qui ordonne le renouvellement de la municipalité.

L'amendement de *Lanjuinais* a été ajourné.

Le président & le secrétaire de la section de Marseille sont mandés à la barre avec les registres des délibérations.

On fait lecture d'une lettre du citoyen *Garat* qui annonce qu'il accepte les fonctions de ministre de la justice.

Les comités qui ont été chargés de faire un rapport sur les secours à accorder à Lille, n'étoient pas encore prêts : mais la Convention ne voulant pas tarder davantage à faire éclater la reconnoissance publique envers les citoyens de cette ville, a décrété aujourd'hui, qu'ils ont bien mérité de la patrie.

Les commissaires à l'armée des Alpes écrivent que depuis leur première dépêche les Piémontois

Digitized by Google

n'ont tenté aucun effort pour revenir de la stupeur où les avoit plongés l'entrée de nos troupes en Savoye, que la Tarentaise & la Maurienne sont complettement évacuées, & qu'ils ont été instruits par des lettres interceptées, que l'aristocratie, malgré l'arrivée de 7000 Autrichiens, tremble jusque dans Turin. Ils parlent ensuite du licenciement d'un grand nombre de volontaires ordonné par le général *Montesquiou*. Ils regardent cette mesure comme très-fâcheuse. Mais ils pensent que le général a eu ses motifs, dont il rendra compte à la Convention.

Les commissaires du pouvoir exécutif, à Valenciennes, annoncent que les Autrichiens, en levant le siége de Lille paroissent se porter sur Valenciennes par Quiévrain, & que déjà leurs travailleurs sont dans un bourg voisin.

Si l'on veut connoître l'effet que produisent dans les états de nos ennemis, les projets qu'ils ont formés & qu'ils exécutent contre nous, on n'a qu'à lire la lettre suivante adressée de Berlin, au ministre Prussien *Bischoffwerder*, & qui est tombée entre les mains de notre ministre des affaires étrangères; en voici la traduction :

« Le transport d'argent que l'on envoie à l'armée a fait sur les esprits la plus grande sensation. Il est bien à desirer qu'à l'avenir le gouvernement Prussien soit plus circonspect, & les employés au département de la guerre plus discrets dans leurs opérations. En voyant rouler vers les bords du Rhin l'épargne du grand *Frédéric*, des bourgeois ont pleuré. On croit que l'on a fait partir 24 millions. Le prince *Henri*, de retour à Carisbaid, a dit à M. *Munchkouzer* que 13 millions avoient passé par Mersbourg. L'opinion générale est que le trésor

Digitized by Google

eſt épuiſé. Cette fantaiſie du prince abat le courage de ſes ſujets, & fait un mauvais effet chez l'étranger. On blâme beaucoup la déclaration du duc *de Brunſwick*. Le prince *Henri*, qui déteſte cordialement le duc, rend cependant juſtice à ſon eſprit ; *mais ſi on lui eût aſſuré*, dit-il, *qu'un tel manifeſte devoit paroître, il ne l'auroit jamais cru. Kaeſtner*, profeſſeur à Gottingue, a fait une épigramme ſanglante ſur la part que le Roi a priſe à la guerre : cette épigramme circule ici. Voici le contenu :

« *Un jour Dieu voulut épargner une ville à cauſe d'un juſte qui y étoit ; aujourd'hui un prince allemand veut faire périr toute la France pour un imbécille couronné qui s'y trouve.* »

« L'hiſtoire en frémit, & le peuple Allemand appelle le prince comme on nommoit autrefois Attila, *le fléau de Dieu*. On doute en général que cette entrepriſe contre la France puiſſe avoir une heureuſe iſſue ; on ſavoit d'avance que Longwy & Verdun ouvriroient leurs portes. Quand la nouvelle du ſiége de cette dernière ville arriva à Berlin, le comte *de Schmettau* dit ; « On y jettera bien quelques bombes, comme à Longwy, afin de pouvoir nous raconter que cette place a été priſe. »

Le miniſtre des affaires étrangères, *Lebrun*, qui communique cette lettre à l'Aſſemblée, ajoute que celles qu'il reçoit d'Allemagne lui annoncent que nos ſuccès y ont, très-rapidement, donné à l'opinion publique une direction qui nous eſt favorable, & que nous devons autant à la conduite qu'au courage de nos troupes, l'eſtime que nous inſpirons aux peuples.

Sur la propoſition de ſon comité des finances, l'Aſſemblée a rendu le décret ſuivant :

« Art. I. Il ſera verſé à la tréſorerie natio-

Digitized by Google

nale, par la caisse de l'extraordinaire, la somme de 13,328,211 liv. pour remplir le déficit qui s'est trouvé entre les recettes du mois de septembre dernier & l'estimation des dépenses ordinaires pour le même mois, fixées par le décret du 18 février 1792, qui a été prorogé pour 1792. »

« II. La caisse de l'extraordinaire versera pareillement à la trésorerie nationale ; 1°. 2,793,246 liv. pour les dépenses extraordinaires & particulières de 1791 acquittées par la trésorerie nationale dans le courant du mois de septembre dernier ; 2°. 121,167,791 liv. pour les dépenses extraordinaires de 1792, acquittées aussi dans le même mois ; 3°. enfin, 5,081,379 liv. pour avances faites aux départemens pendant le même mois. »

Le président lit une lettre du général *Dumouriez* qui demande la permission d'offrir ses hommages à la Convention nationale. Il est admis au milieu des plus vifs applaudissemens. Voici le discours qu'il a prononcé.

« La liberté triomphe par-tout ; guidée par la philosophie, elle parcourera l'univers ; elle s'asseoira sur tous les trônes après avoir écrasé le despotisme, après avoir éclairé les peuples. »

Les loix constitutionnelles auxquelles vous allez travailler, seront la base du bonheur & de la fraternité des nations. Cette guerre-ci sera la dernière, & les tyrans & les privilégiés, trompés dans leurs criminels calculs, seront les seules victimes de cette lutte du pouvoir arbitraire contre la raison. L'armée dont la confiance de la nation m'avoit donné la conduite, a bien mérité de la patrie ; réunie, lorsque je l'ai jointe, le 28 août, à 17,000 hommes ; désorganisée par des traités

Digitized by Google

que le châtiment & la honte poursuivent par-tout; elle n'a été effrayée ni du nombre, ni de la discipline, ni des menaces, ni de la barbarie, ni des premiers succés de 80,000 satellites du despotisme. Les défilés de la forêt d'Argonne ont été les Thermopiles où cette poignée de soldats de la liberté a présenté pendant quinze jours à cette formidable armée une résistance imposante. Plus heureux que les Spartiates, nous avons été secourus par deux armées animées du même esprit, avec lesquelles nous nous sommes joints dans le camp inexpugnable de Sainte Ménéhould. Les ennemis au désespoir ont voulu tenter une attaque, qui ajoute une nouvelle victoire à la carrière militaire de mon collègue & mon ami *Kellermann*.

Dans ce camp de Sainte-Ménéhould, les soldats de la liberté ont déployé d'autres vertus militaires, sans lesquelles le courage même peut être nuisible: la confiance en leurs chefs, l'obéissance, la patience & la persévérance. Cette partie de la république françoise présente un sol aride, sans eaux & sans bois. Les allemands s'en souviendront; leur sang impur fécondera peut-être cette terre ingrate qui en est abreuvée. La saison étoit très-pluvieuse & très-froide; nos soldats étoient mal habillés, sans paille pour se coucher, sans couverture, quelquefois deux jours sans pain, parce que la position de l'ennemi obligeoit les convois à de longs détours, par des chemins de traverse très-mauvais en tout temps, & gâtés par les pluies continuelles; car je dois rendre justice aux régisseurs des vivres & des fourrages, qui, malgré tous les obstacles des mauvais chemins & de la saison pluvieuse, des mouvemens imprévus, ou que j'étois obligé de cacher, ont entretenu l'abondance autant qu'il leur a été possible; & je suis

Digitized by Google

bien aise de publier que c'est à leurs soins que l'on doit la bonne santé du soldat. Jamais je n'ai les ai vus murmurer. Les chants & la joie auroient fait prendre ce camp terrible pour un de ces camps de plaisance où le luxe des Rois rassembloit autrefois des automates enrégimentés pour l'amusement de leurs maîtresses & de leurs enfans. L'espoir de vaincre soutenoit les soldats de la liberté; leurs fatigues, leurs privations ont été récompensées; l'ennemi a succombé sous la faim, la misère & les maladies. Cette armée formidable fuit, diminuée de moitié. Les cadavres & les chevaux morts jalonnent la route. *Kellermann* les poursuit avec plus de 40,000 hommes, pendant, qu'avec un pareil nombre, je marche au secours du département du Nord, & des malheureux & estimables Belges & Liégeois. »

« Je ne suis venu passer 4 jours ici que pour arranger avec le conseil exécutif les détails de cette campagne d'hiver. J'en profite pour vous présenter mes hommages. Je ne vous ferai point de nouveaux sermens; je me montrerai digne de commander aux enfans de la liberté, & de soutenir les loix que le peuple souverain va se faire à lui-même par votre organe. »

Sur la proposition de *Lasource*, le président a interrogé le général *Dumourier* sur la lettre du général *Dillon* au prince de Hesse. *Dumourier* a répondu qu'il la regardoit comme une bravade qui ne mérite pas d'importance, & qui ne charge pas le général de soupçon, d'autant plus que deux jours après il a attaqué & poursuivi les mêmes hessois avec la plus grande vigueur.

Les officiers qui avoient accompagné *Dumourier* à l'assemblée ont présenté l'étendart des émigrés pris par *Valence*. *Vergniaux* prenant la

Digitized by Google

parole, a dit : Vous avez suspendu aux voûtes de cette enceinte, les drapeaux conquis sur le despotisme, & ces trophées étoient dignes de décorer le lieu de vos séances ; mais ce signe de rébellion autour duquel combattoient des brigands & des assassins que vous envoyez à l'échafaud, doit, comme eux, être détruit par la main du bourreau. Je demande qu'après avoir applaudi au courage de nos braves frères d'armes, vous ordonniez que ce signe de la révolte soit livré à l'exécuteur de la haute justice pour être brûlé.

La proposition de *Vergniaux* a été décrétée.

Le reste de la séance a été consacré à la discussion d'un projet de décret sur le mode de renouvellement des corps administratifs. Les six premiers articles suivans ont été adoptés :

« La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète ce qui suit :

« Art. I. Il sera, dans la forme & les délais ci-après fixés, procédé au renouvellement,

« 1°. De tous les corps administratifs & municipaux, ainsi que de leurs secrétaires & greffiers. »

« 2°. Des tribunaux civils, criminels & de commerce, des accusateurs publics, commissaires nationaux, suppléans des juges & greffiers de ces tribunaux ; »

« 3°. Des membres du bureau de paix de district, des juges de paix, assesseurs & greffiers des juges de paix ; »

« 4°. Enfin, des directeurs des postes ; mais sous condition que les directeurs demeureront toujours subordonnés aux administrateurs des postes, qui pourront même, en cas de malver-

Digitized by Google

sation, les suspendre provisoirement & les remplacer, à la charge d'en instruire le pouvoir exécutif, qui lui-même en référera à la Convention nationale. »

« II. Sont exceptés de cette disposition ceux des établissemens & fonctionnaires publics qui ont été renouvellés par les assemblées électorales, primaires & de communes, depuis le 10 août dernier, lesquels renouvellemens sont confirmés. »

« III. Sont pareillement exceptés de la même disposition les membres actuellement en exercice du tribunal de cassation, qui sont autorisés à continuer provisoirement leurs fonctions. »

« IV. Les secrétaires des administrations & greffiers des municipalités seront nommés par les conseils généraux des corps administratifs & municipaux. »

« V. Tous les fonctionnaires publics dont le renouvellement est ordonné par le présent décret, pourront être réélus. »

« VI. L'obligation de ne choisir pour les emplois judiciaires & places de membres de bureaux de paix de district, que parmi ceux qui ont exercé pendant un terme déterminé la profession d'homme de loi, est abolie; & les choix pour ces fonctions pourront être faits parmi tous les citoyens indistinctement, âgé de 25 ans accomplis. Il n'y a d'exception pour l'éligibilité aux places de juges, que celle établie pour raison de parenté, jusqu'aux cousins issus de germains inclusivement, & allans dans le même degré. »

Du samedi 13 octobre.

Le général *Anselme*, après s'être rendu maître du comté de Nice, publia que les adminis-

Digitized by Google

teurs des bouches du Rhône licenciassent les six mille hommes que ce département avoit si généreusement levés & équipés pour cette expédition. La réquisition du général étoit motivée sur ce qu'il avoit assez de troupes pour défendre sa conquête ; il faisoit craindre qu'en augmentant ses forces il n'en résultât, parmi ses troupes, une pénurie fâcheuse de subsistances ; mais les administrateurs ont demandé que les six mille hommes fussent gardés pour l'expédition projetée de la Sardaigne. L'Assemblée qui a accueilli le zèle de ces administrateurs, a renvoyé leur demande au pouvoir exécutif.

Le général *Custine* adresse à l'Assemblée, l'état des approvisionnemens qui ont été trouvés dans les magasins de Spire, de Worms & sur la rive droite du Rhin, & qui ont été transportés à Landau. Ils consistent en 362 tonneaux de farine, 22,726 sacs de farine, de seigle & avoine ; 197 bottes de foin. Cette quantité est indépendante de celle qui a été consommée par toute l'armée depuis le 30 septembre, jour de la prise de Spire, jusqu'au 10 octobre. Les effets de campement consistent en 1,500 tentes & 12 tonneaux de vêtemens. Le nombre des prisonniers passe trois mille. Il a été pris 3,400 armes, sept canons, deux obusiers, sans compter les pertes que les ennemis ont faites en passant le Rhin.

Voici l'état de la somme des contributions imposées sur les deux villes de Worms & de Spire.

« Sur l'évêché de Spire, 300,000 liv. — sur le chapitre ou clergé de Spire, 150,000 liv. »

Nota. Ces deux sommes ont été payées & remises à la caisse du trésorier.

Digitized by Google

« Sur le clergé & l'évêché de la ville de Worms, 1,200,000 liv. »

Nota. Sur cette somme il a été déjà payé 350,000 liv. à compte, & on a conduit des ôtages à Landau jusqu'au paiement définitif.

« Sur le clergé particulier de Spire, il a été demandé 129,000 liv. on a gardé des otages jusqu'au paiement définitif. »

En éxigeant ces contributions, le général *Custine* a declaré aux habitans des deux villes que leurs magistrats en devoient seuls suporter tout le poids; que les armes des françois ne sont dirigées que contre les usurpateurs, & non contre les peuples. Guerre aux palais des tyrans: paix aux chaumières, aux hommes justes; voilà, a dit, *Custine*, le manifeste de la nation françoise, & en même-temps il a déposé entre les mains du trésorier de son armée, une somme pour indemniser pleinement les habitans de Spire qui pourroient avoir éprouvé quelques dommages dans les premiers momens du séjour de l'armée françoise, en y comprenant sur-tout les citoyens indigens.

Mille applaudissemens accueillent & honorent la conduite grande & généreuse du général *Custine*.

Une section de Paris est accusée d'avoir fait ses élections par appel nominal & à haute voix, & d'avoir admis à vôter *toutes les personnes en état de domesticité.*

Cette dernière infraction aux loix, comme la premiere, n'est sans doute que l'effet d'une erreur où est le peuple. Il a cru n'être que juste en accordant à quelques hommes ce que leur refuse la loi; mais la violation de la loi, n'est-elle pas elle-même la plus grande des injustices? C'est l'opinion qu'a manifestée le

Digitized by Google

citoyen *Seveſtre*, quand, au milieu des plaintes aſſez vives qui s'élevoient dans l'Aſſemblée, il a dit qu'il falloit éclairer le peuple, mais quand il a ajouté, *pourquoi obliger le peuple, à voter d'une autre manière que nous ?* Il l'a laiſſé dans ſon erreur.

Cette diſcuſſion alloit ſe prolonger lorſqu'on a annoncé le préſident de la ſection de Marſeille, & ſon ſecrétaire, qu'un décret d'hier avoit mandé à la barre. Interrogé ſur l'arrêté pris par cette ſection qui porte que les élections ſeront faites à ſcrutin ouvert, il a répondu que cet arrêté a été pris au moment même où la Convention décrétoit le ſcrutin ſecret, mais lorſque la ſection a eu connoiſſance de ce dernier décret, elle s'y eſt ſoumiſe, & que c'eſt ainſi qu'elle a procédé à la nomination du maire. L'Aſſemblée, ſatisfaite de cette juſtification, a *paſſé* à l'ordre du jour.

Le miniſtre des affaires étrangères *Lebrun* faiſant par *interim* les fonctions de miniſtre de la guerre, envoie à l'Aſſemblée des dépêches du général *Dillon* qui apportent la nouvelle de la repriſe de Verdun, après des conférences de *Dillon* avec l'officier Pruſſien commandant la place. Voici les pièces elles-mêmes.

Sommation faite par le Lieutenant-général Arthur-Dillon, au Commandant des troupes Pruſſiennes, à Verdun. Camp de Regrès, le 12 Octobre 1792, l'an 1^er^. de la République Françoiſe.

« Le Général *Dillon*, commandant une armée Françoiſe, actuellement campée ſous Verdun, propoſe à M. le Commandant de Sa Majeſté Pruſſienne dans Verdun & citadelle, de lui

céder cette place & de l'évacuer à l'instant, ou dans le délai qu'il prendra dans la journée ; à cette condition le Général donne l'assurance de ne point inquiéter la retraite des troupes Prussiennes, & même de protéger le transport des malades en état d'être transportés. Il prévient M. le Commandant que s'il accepte cette proposition, tendante à éviter une inutile effusion de sang ; il préviendra par-là un siége meurtrier qui commencera dès aujourd'hui. Je vous envoie le Lieutenant-Colonel *Schenetz*, mon Aide-de-camp, qui vous remettra la présente : je le charge de me rapporter la réponse. »

Lettre de M. Coubière, Lieutenant-général au service de Prusse, à M. Arthur-Dillon, Lieutenant-général commandant l'armée des Ardennes. Verdun, le 11 *Octobre* 1792.

« J'ai ordre du Roi de vous marquer, en réponse à la sommation que vous m'avez faite, d'accorder, demain 12 du courant, dans la matinée, la porte de Secours, qui sera occupée conjointement par les troupes du Roi & par les troupes Françoises, que le terme de l'évacuation entière de Verdun pourra avoir lieu le 14, & ses malades transportables suivront sur les voitures du pays, que l'on paiera. C'est d'après cela que je suis autorisé à convenir des points de la capitulation, &c. »

Ces conférences ont beaucoup déplu à l'Assemblée qui, sans reprocher à *Dillon* d'avoir épargné le sang, ne veut pas laisser aux généraux le droit de décider de la guerre ou de la paix, & leur défend d'entreprendre des négociations.

On fait lecture d'une seconde lettre du ministre de la guerre. Elle offre des détails trop

Digitized by Google

eſt épuiſé. Cette fantaiſie du prince abat le courage de ſes ſujets, & fait un mauvais effet chez l'étranger. On blâme beaucoup la déclaration du duc *de Brunſwick*. Le prince *Henri*, qui déteſte cordialement le duc, rend cependant juſtice à ſon eſprit; *mais ſi on lui eût aſſuré*, dit-il, *qu'un tel manifeſte devoit paroître, il ne l'auroit jamais cru. Kaeſtner*, profeſſeur à Gottingue, a fait une épigramme ſanglante ſur la part que le Roi a priſe à la guerre : cette épigramme circule ici. Voici le contenu :

« *Un jour Dieu voulut épargner une ville à cauſe d'un juſte qui y étoit; aujourd'hui un prince allemand veut faire périr toute la France pour un imbécille couronné qui s'y trouve.* »

« L'hiſtoire en frémit, & le peuple Allemand appelle le prince comme on nommoit autrefois Attila, *le fléau de Dieu*. On doute en général que cette entrepriſe contre la France puiſſe avoir une heureuſe iſſue; on ſavoit d'avance que Longwy & Verdun ouvriroient leurs portes. Quand la nouvelle du ſiége de cette dernière ville arriva à Berlin, le comte *de Schmettau* dit : « On y jettera bien quelques bombes, comme à Longwy, afin de pouvoir nous raconter que cette place a été priſe. »

Le miniſtre des affaires étrangères, *Lebrun*, qui communique cette lettre à l'Aſſemblée, ajoute que celles qu'il reçoit d'Allemagne lui annoncent que nos ſuccès y ont, très-rapidement, donné à l'opinion publique une direction qui nous eſt favorable, & que nous devons autant à la conduite qu'au courage de nos troupes, l'eſtime que nous inſpirons aux peuples.

Sur la propoſition de ſon comité des finances, l'Aſſemblée a rendu le décret ſuivant :

« Art. I. Il ſera verſé à la tréſorerie natio-

Digitized by Google

nale, par la caisse de l'extraordinaire, la somme de 13,328,211 liv. pour remplir le déficit qui s'est trouvé entre les recettes du mois de septembre dernier & l'estimation des dépenses ordinaires pour le même mois, fixées par le décret du 18 février 1792, qui a été prorogé pour 1792. »

« II. La caisse de l'extraordinaire versera pareillement à la trésorerie nationale; 1°. 2,793,246 liv. pour les dépenses extraordinaires & particulières de 1791 acquittées par la trésorerie nationale dans le courant du mois de septembre dernier; 2°. 121,167,791 liv. pour les dépenses extraordinaires de 1792, acquittées aussi dans le même mois; 3°. enfin, 5,081,379 liv. pour avances faites aux départemens pendant le même mois. »

Le président lit une lettre du général *Dumouriez* qui demande la permission d'offrir ses hommages à la Convention nationale. Il est admis au milieu des plus vifs applaudissemens. Voici le discours qu'il a prononcé.

« La liberté triomphe par-tout; guidée par la philosophie, elle parcourera l'univers; elle s'asseoira sur tous les trônes après avoir écrasé le despotisme, après avoir éclairé les peuples. »

Les loix constitutionnelles auxquelles vous allez travailler, seront la base du bonheur & de la fraternité des nations. Cette guerre-ci sera la dernière, & les tyrans & les privilégiés, trompés dans leurs criminels calculs, seront les seules victimes de cette lutte du pouvoir arbitraire contre la raison. L'armée dont la confiance de la nation m'avoit donné la conduire, a bien mérité de la patrie; réunie, lorsque je l'ai jointe, le 28 août, à 17,000 hommes, désorganisée par des traîtres

Digitized by Google

que le châtiment & la honte poursuivent par-tout ; elle n'a été effrayée ni du nombre, ni de la discipline, ni des menaces, ni de la barbarie, ni des premiers succès de 80,000 satellites du despotisme. Les défilés de la forêt d'Argonne ont été les Thermopiles où cette poignée de soldats de la liberté a présenté pendant quinze jours à cette formidable armée une résistance imposante. Plus heureux que les Spartiates, nous avons été secourus par deux armées animées du même esprit, avec lesquelles nous nous sommes joints dans le camp inexpugnable de Sainte Ménéhould. Les ennemis au désespoir ont voulu tenter une attaque, qui ajoute une nouvelle victoire à la carrière militaire de mon collègue & mon ami *Kellermann*.

Dans ce camp de Sainte-Ménéhould, les soldats de la liberté ont déployé d'autres vertus militaires, sans lesquelles le courage même peut être nuisible : la confiance en leurs chefs, l'obéissance, la patience & la persévérance. Cette partie de la république françoise présente un sol aride, sans eaux & sans bois. Les allemands s'en souviendront ; leur sang impur fécondera peut-être cette terre ingrate qui en est abreuvée. La saison étoit très-pluvieuse & très-froide ; nos soldats étoient mal habillés, sans paille pour se coucher, sans couverture, quelquefois deux jours sans pain, parce que la position de l'ennemi obligeoit les convois à de longs détours, par des chemins de traverse très-mauvais en tout temps, & gâtés par les pluies continuelles ; car je dois rendre justice aux régisseurs des vivres & des fourrages, qui, malgré tous les obstacles des mauvais chemins & de la saison pluvieuse, des mouvemens imprévus, ou que j'étois obligé de cacher, ont entretenu l'abondance autant qu'il leur a été possible ; & je suis

Digitized by Google

bien aise de publier que c'est à leurs soins que l'on doit la bonne santé du soldat. Jamais je n'ai les ai vus murmurer. Les chants & la joie auroient fait prendre ce camp terrible pour un de ces camps de plaisance où le luxe des Rois rassembloit autrefois des automates enrégimentés pour l'amusement de leurs maîtresses & de leurs enfans. L'espoir de vaincre soutenoit les soldats de la liberté; leurs fatigues, leurs privations ont été récompensées; l'ennemi a succombé sous la faim, la misère & les maladies. Cette armée formidable fuit, diminuée de moitié. Les cadavres & les chevaux morts jalonnent la route. *Kellermann* les poursuit avec plus de 40,000 hommes, pendant, qu'avec un pareil nombre, je marche au secours du département du Nord, & des malheureux & estimables Belges & Liégeois. »

« Je ne suis venu passer 4 jours ici que pour arranger avec le conseil exécutif les détails de cette campagne d'hiver. J'en profite pour vous présenter mes hommages. Je ne vous ferai point de nouveaux sermens; je me montrerai digne de commander aux enfans de la liberté, & de soutenir les loix que le peuple souverain va se faire à lui-même par votre organe. »

Sur la proposition de *Lasource*, le président a interrogé le général *Dumourier* sur la lettre du général *Dillon* au prince de Hesse. *Dumourier* a répondu qu'il la regardoit comme une bravade qui ne mérite pas d'importance, & qui ne charge pas le général de soupçon, d'autant plus que deux jours après il a attaqué & poursuivi les mêmes hessois avec la plus grande vigueur.

Les officiers qui avoient accompagné *Dumourier* à l'assemblée ont présenté l'étendart des émigrés pris par *Valence*. *Vergniaux* prenant la

Digitized by Google

intéressans pour n'en pas donner ici le texte.

« Citoyen président, je viens de recevoir des différentes villes de l'Allemagne des lettres qui me font espérer que bientôt le général *Custine* aura de nouveaux succès à nous annoncer. La Convention nationale apprendra avec intérêt que les peuples sont tranquilles à l'approche de nos armées, & comptent sur les sentimens de fraternité qui nous lient à tous les citoyens opprimés. »

Voici quelques-uns des détails que contiennent ces lettres.

« Les François, au nombre de 15,000 hommes, ayant paru à Darmstadt, les 3,000 hommes qui s'y trouvoient se sont repliés sur Francfort, qu'ils ont quitté le 5 octobre pour se rendre à Giessen. Le magistrat a envoyé au-devant de l'armée françoise, pour lui donner l'assurance qu'elle ne trouvera à Francfort que des amis. »

« A Coblentz, l'électeur, informé le 5 que les François n'étoient plus qu'à 12 lieues de cette ville, a voulu prendre la fuite, les citoyens ont coupé les traits de ses chevaux; cependant ils lui ont permis de se retirer à Kerlick sa maison de plaisance à un quart de lieue de la ville. Dans la nuit il s'est échappé, & a pris la route de Bonn. Les nobles & les prêtres ont voulu le suivre; mais les citoyens se sont emparés des portes de la ville, & ne laissent sortir personne. »

« A Neuwied, l'aristocratie a éprouvé les mêmes alarmes. Les citoyens y partagent la sécurité des habitans de Francfort & de Coblentz. Le respect que l'armée du général *Custine* a montré pour les propriétés particulières & pour les personnes paisibles, a multiplié les amis de

Digitized by Google

la Nation Française. On fait sur les bords du Rhin une grande quantité de cocardes tricolor, & l'on m'assure que le plus grand nombre des citoyens la portera de bon cœur. On commence enfin à n'être plus surpris nulle part, lorsqu'on entend dire que ces armées, dont on avoit osé calomnier l'humanité & même le courage, combattent avec valeur la force qui résiste, traitent généreusité la force qui succombe, & avec fraternité la foiblesse qu'opprimoit la tyrannie. »

Le citoyen *Laurent Lecointre* a fait, au nom du comité de la guerre, un rapport sur la réclamation de plusieurs fabricans d'armes à feu employés à des fabrications de fusils pour le compte de la République, qui demandent que différens marchés qu'ils ont passé avec des administrations de départemens ou avec des particuliers, soient résiliés, parce qu'ils entravent & retardent l'exécution de ceux qu'ils ont fait avec le ministre de la guerre pour la fourniture des armées. Voici le décret qui a été rendu :

« Art. I. A compter du jour de la publication du présent décret, dans toutes les manufactures nationales d'armes de la république, il ne sera fabriqué d'armes que pour le compte de l'Etat, & en vertu de commandes ordonnées par le ministre de la guerre, ou de marchés passés entre les entrepreneurs & lui. »

« II. A compter aussi du même jour, aucune administration de département, de district, aucunes municipalités, aucuns particuliers ne pourront faire de commandes, soit aux manufactures nationales, soit aux entrepreneurs particuliers chargés d'exécuter des fournitures pour le ministre de la guerre. »

« III. Le ministre de la guerre est subrogé

Digitized by Google

dans tous les marchés, traités & commandes de fusils de munitions, faits par les corps administratifs & autres autorités constituées avec les fabricans d'armes à feu, pourvu néanmoins que ces marchés aient été faits sous l'obligation de fabriquer ces fusils conformes au modèle de 1777 & 1763, ou au modèle n°. 1 déposé au bureau de la guerre par la municipalité de Saint-Etienne. Tous autres marchés qui n'emporteroient point avec eux la condition de fournir les modèles ci-dessus, sont annullés, de même que les poursuites & actions respectives auxquelles ils auroient pu donner lieu, tous dépens compensés. »

« IV. Le conseil exécutif national provisoire fera seul chargé de fournir de fusils nos armées, & de rétablir aux administrations & municipalités le nombre des fusils par elle remis aux citoyens qui se sont rendus sur les frontières, suivant la loi du 26 août dernier. Le ministre de la guerre rendra compte tous les 15 jours à la Convention nationale, des distributions d'armes qui auront eu lieu. »

« V. Le prix de chaque fusil, modèle de 1777, est invariablement fixé, jusqu'au premier mai prochain, à 42 liv. 5 & celui de chaque fusil, modèle de 1763, ou modèle n°. 1. ci-dessus, est fixé à 35 liv., le tout payable comptant dans les villes de la fabrique, après que la visite, épreuve & réception desdites armes auront été faites selon le mode prescrit par le décret du 29 août dernier. »

Fin du Mémoire du Général Dumourier *au Roi de Prusse.*

« Les rebelles, sont ces Nobles insensés,

Digitized by Google

qui, après avoir opprimé si long-temps le Peuple, sous le nom des Monarques dont ils ont, eux-mêmes, ébranlé le trône, ont achevé les disgraces de *Louis XVI*, en prenant les armes contre leur propre patrie, en remplissant l'Europe de leurs mensonges & de leur calomnie, & en devenant, par leur conduite aussi folle que coupable, les ennemis les plus dangereux de *Louis XVI* & de leur pays : j'ai moi-même entendu plusieurs fois *Louis XVI* gémir sur leurs crimes & sur leurs chimères. »

« Je fais juge le Roi de Prusse & son armée entière de la conduite de ces dangereux rebelles. Sont-ils estimés ou méprisés ? Je ne demande pas la réponse à cette question, je la sais ; cependant ce sont ces hommes qu'on tolère à l'armée Prussienne, & qui en font l'avant-garde, avec un petit nombre d'Autrichiens aussi barbares qu'eux. »

« Venons à ces Autrichiens. Depuis le funeste traité de 1756, la France, après avoir sacrifié ses alliances naturelles, étoit devenue la proie de l'avidité de la Cour de Vienne : tous nos trésors servoient à assouvir l'avarice des Autrichiens, aussi dès le commencement de notre révolution, dès l'ouverture des Assemblées nationales sous le nom d'Etats-généraux, les intrigues de la Cour de Vienne se multiplièrent pour égarer la Nation sur ses vrais intérêts, pour tromper un Roi malheureux & mal entouré, & enfin pour le rendre parjure. »

« C'est à la Cour de Vienne que *Louis XVI* doit sa déchéance. Qu'a fait cette Cour dont la politique tortueuse est trop subtile pour développer une conduite franche & courageuse ? Elle a peint les François comme des monstres, pen-

Digitized by Google

dant qu'elle même & les coupables émigrés payoient des agitateurs, des conspirateurs, & entretenoient, sous toutes les formes possibles, la plus affreuse distorte. »

« Cette puissance, plus formidable à ses Alliés qu'à ses ennemis, nous a attiré une grande guerre contre un Roi que nous estimons, contre une Nation que nous aimons & qui nous aime; ce renversement de tous les principes politiques & moraux ne peut pas durer. »

« Le Roi de Prusse connoîtra un jour tous les crimes de l'Autriche dont nous avons les preuves, & il la livrera à notre vengeance. Je peux déclarer à l'Univers entier que les armées réunies contre les forces qui nous envahissent, ne peuvent pas se résoudre à regarder les Prussiens comme leurs ennemis, ni le Roi de Prusse comme l'instrument de la perfidie & de la vengeance des Autrichiens & des Emigrés. Ils ont une idée plus noble de cette courageuse Nation, & d'un Roi qu'ils se plaisent à croire juste & honnête homme. »

« Le Roi, dit-on, ne peut abandonner ses Alliés : sont-ils dignes de lui ? Un homme qui se seroit associé avec des brigands, auroit-il le droit de dire qu'il ne peut pas rompre cette société ? Il ne peut pas, dit-on, rompre son alliance; sur quoi est-elle fondée ? Sur des perfidies & des projets d'envahissement. »

« Tels sont les principes d'après lesquels le Roi de Prusse & la Nation Françoise doivent raisonner pour s'entendre. »

« Les Prussiens aiment la royauté, parce que depuis le grand Electeur ils ont eu de bons Rois, & que celui qui les conduit est sans doute digne de leur amour. »

« Les

Digitized by Google

« Les François ont aboli la royauté, parce que depuis l'immortel *Henri IV*, ils n'ont cessé d'avoir des Rois foibles ou orgueilleux, ou lâches, gouvernés par des maîtresses, des confesseurs, des Ministres insolents ou ignorans, des courtisans vils & brigands, qui ont affligé de toutes les calamités le plus bel Empire de l'univers. »

« Le Roi de Prusse a l'ame trop pure pour ne pas être frappé de ces vérités; je les lui présente pour l'intérêt de sa gloire, & sur-tout pour l'intérêt de deux Nations magnanimes, dont il peut d'un mot assurer le bonheur ou le malheur; car, bien certain de résister à ses armes; bien certain qu'aucune puissance ne peut venir à bout de conquérir la France, je frémis en pensant au malheur affreux de voir nos plaines jonchées des cadavres de deux Nations estimables pour une vaine idée de point-d'honneur, dont un jour le Roi lui-même rougiroit en voyant son armée & son trésor sacrifiés à un système de perfidie & d'ambition qu'il ne partage pas & dont il est la dupe. »

« Autant la Nation Françoise, devenue Républicaine, est violente & capable de tous les efforts quelconques contre ses ennemis; autant elle est aimante & généreuse envers ses amis. Incapable de courber sa tête devant des hommes armés, elle donnera tous ses secours, son sang même pour un Allié généreux, & s'il fut une époque où l'on ait pu compter sur l'affection d'une Nation, c'est celle où la volonté générale forme les principes invariables d'un Gouvernement. C'est celle où les traités ne sont plus soumis à la politique astucieuse des Ministres & des Courtisans. Si le Roi de Prusse consent à

Digitized by Google

traiter avec la Nation Françoise ; il se fera un Allié généreux, puissant & invariable. Si l'illusion du point-d'honneur l'emporte sur ses vertus, sur son humanité, sur ses vrais intérêts, alors il trouvera des ennemis dignes de lui, qui les combattront avec regret, mais à outrance, & qui seront perpétuellement remplacés par des vengeurs, dont le nombre s'accroît chaque jour, & qu'aucun effort humain n'empêchera de vivre ou mourir libres. »

Est-il possible que contre les règles de la vraie politique, de la justice éternelle & de l'humanité, le Roi de Prusse consente à être l'exécuteur des volontés de la perfide Cour de *Vienne*; sacrifie sa brave armée & ses trésors à l'ambition de cette Cour qui, dans une guerre qui lui est directe, a la finesse de compromettre ses alliés, & de ne fournir qu'un foible *contingent*, pendant qu'elle seule, si elle étoit généreuse & brave, devroit en supporter tout le poids ? Le Roi de Prusse peut jouer en ce moment le plus beau rôle qu'aucun Roi puisse jouer. Lui seul a eu des succès, il a pris deux villes ; mais il ne doit ce succès qu'à la trahison & à la lâcheté. Depuis lors, il a trouvé des hommes libres & courageux à qui il n'a pu refuser son estime ; il en trouvera encore un plus grand nombre, car l'armée qui arrête sa marche grossit tous les jours ; elle est pure, animée d'un seul esprit ; elle est purgée des traîtres, des lâches qui ont pu faire croire que la conquête de la France étoit facile : & bientôt au lieu de se défendre, elle attaquera, si une négociation raisonnable ne met pas une distinction entre le Roi & son armée que nous estimons, & les Autrichiens & les émigrés que nous méprisons. Il est temps qu'une

Digitized by Google

explication franche & pure termine nos discussions, ou les confirme, & nous fasse connoître nos vrais ennemis, nous les combattrons avec courage, nous sommes sur notre sol, nous avons à venger les excès commis dans nos campagnes; & il faut bien se persuader que la guerre contre des républicains, fiers de leur liberté, est une guerre sanglante qui ne peut finir que par la destruction totale des oppresseurs ou des opprimés.

Cette terrible réflexion doit agiter le cœur d'un Roi humain & juste : il doit juger que bien loin de protéger par ses armes, le sort de Louis XVI & de sa famille, plus il restera notre ennemi, plus il agravera leurs calamités.

J'espère, en mon particulier, que le Roi, dont je respecte les vertus, & qui m'a fait donner des marques d'estime qui m'honorent, voudra bien lire avec attention cette note que m'a dicté l'amour de l'humanité & de ma patrie. Il pardonnera la rapidité & l'incorrection du style de ces vérités, à un vieux soldat occupé plus essentiellement encore des opérations militaires qui doivent décider du sort de cette guerre. »

Le Général en chef de l'armée du Nord.

DUMOURIER.

Le citoyen *Cambon*, dont le zèle réformateur lui avoit obtenu, dans la Législature, le titre de grand econome des finances, continue à s'armer de la même sévérité dans la Convention Nationale. L'économie dans la dispensation des deniers publics est sans doute le premier devoir

Digitized by Google

des Représentans d'un Peuple qui se gouverne lui-même. Mais, en politique comme en morale, l'excès dans le bien devient souvent un mal. Nous sortons d'un régime si déprédateur, si immoralement prodigue de la substance & des sueurs du Peuple, que le premier sentiment, à la vue de cette horrible dilapidation, a dû être de fermer promptement les canaux par où s'écouloit la fortune publique. Prenons garde que la haine des anciens abus ne nous précipite dans des extrêmes qui ne seroient pas moins dangereux. Ce n'est pas l'avarice la plus minutieuse qui répare les désordres d'un dissipateur, *c'est une économie sage & bien entendue.* Que diroit-on d'un père de famille qui, parce qu'il auroit été volé par son intendant & par ses valets, ne voudroit plus payer les serviteurs dont il ne peut se passer? Ne s'exposeroit-il pas, ou à être mal servi, ou à faire naître à ses serviteurs le desir de le voler plus adroitement.

Cette vérité d'administration domestique est bien autrement applicable à l'administration d'un grand état. Il est aisé d'obtenir des applaudissemens à la tribune, en proposant des suppressions, des réductions & des plans économiques; mais ces calculs au rabais, si séduisans en apparence, cachent souvent des vues petites & étroites, dont les effets sont plus ruineux qu'une

Digitized by Google

juſte & intelligente magnificence. Il ne faut jamais perdre de vue ce principe, que l'emploi des deniers de la République doit toujours être en raiſon compoſée de ſa population, de ſes richeſſes, de ſes mœurs, du prix des denrées, & des beſoins relatifs de la vie, de la nature & de l'importance des fonctions publiques, de l'utilité des monumens nationaux, & de la protection qu'elle doit aux arts, aux lettres, & aux productions du génie.

Il paroît que les Aſſemblées Conſtituante & Légiſlative ont trop méconnu les grandes baſes de l'adminiſtration politique des finances. Il ne faut pas croire que la République ſoit acquittée envers un fonctionnaire public, parce qu'elle aura pris pour meſure de ſon traitement un ſtricte & parcimonieux néceſſaire; il faut encore que ce traitement ſoit tel qu'aucun Citoyen ne puiſſe refuſer l'emploi auquel il eſt appellé dans la hiérarchie des fonctions publiques: rien n'eſt plus arbitraire & plus vague, dans une Nation opulente, que ce mot *néceſſaire*; il ſe modifie de mille manières différentes. Il y a, outre les beſoins réels, des beſoins de convenance & d'opinion qui ſe graduent ſuivant les lieux, les circonſtances, les relations & la nature des emplois qu'on exerce. Il ſeroit auſſi difficile que funeſte à l'intérêt de la République, de ramener un grand Peuple chez

Digitized by Google

lequel fleuriſſent les arts, l'induſtrie & le commerce, à la ſimplicité de mœurs des Spartiates. Si l'on baiſſe trop le prix des ſalaires publics, il arrivera de deux choſes l'une; ou il faudra baiſſer, à la longue, & dans la même proportion, le prix des denrées, des loyers, des vêtemens, & de tous les autres objets néceſſaires à l'exiſtence & à l'entretien de l'individu; & dans ce cas l'on appauvriroit l'agriculture, l'induſtrie & les arts qui ne ſeroient plus dans les mêmes rapports avec ceux des autres Nations; ou l'on s'expoſe à ne trouver que des ſujets médiocres pour remplir les emplois publics, & le bien de l'adminiſtration & de la choſe publique en ſouffre.

Ainſi tout ſe lie, tout agit & réagit dans le ſyſtême économique d'un état. Cette queſtion tient à une autre plus générale, la queſtion du *luxe* ſi étroitement enviſagée par les obſervateurs vulgaires. Des loix ſomptuaires, bonnes pour un Peuple pauvre, & dont le territoire eſt peu étendu, ruineroient une Nation qui poſsède de grandes richeſſes foncières & induſtrielles. Dès qu'il y a du ſuperflu, il y a du luxe, & ſans le luxe que deviendroit cette multitude d'ateliers & de bras occupés aux ouvrages qui ne ſont pas de première néceſſité. Le grand art du Légiſlateur n'eſt pas de faire qu'il n'y ait point de luxe, car ce ſeroit mettre des entraves

Digitized by Google

à l'activité & à l'industrie, & la fortune publique se compose toujours des fortunes particulières; mais il consiste à suivre le luxe dans sa marche, & à l'arrêter, par des loix indirectes & par la puissance des mœurs, au point où il commence à corrompre l'esprit public & les principes de la liberté. L'abolition des substitutions & du régime féodal, l'égalité des partages dans l'ordre successif, la facilité donnée au pauvre d'acquérir de petites propriétés, rempliſſent déjà une partie des seules loix somptuaires que puisse admettre une grande Nation.

Ces réflexions ont plus de rapport qu'on ne pense avec le système de conduite du Gouvernement envers les Fonctionnaires publics. Si dans un Etat bien ordonné les places ne doivent jamais être, par leurs émolumens, un objet d'ambition & de cupidité, elles doivent offrir à ceux qui les exercent un dédommagement convenable & proportionnel. La véritable économie n'est pas de lésiner sur le traitement de celui qui sert la République, mais de supprimer toutes les places inutiles & les fonctions oiseuses, & l'on sait jusqu'à quel point on les avoit multipliées dans l'ancien régime. On a eu raison de s'en souvenir dans le nouveau; mais on a eu tort, en retranchant les branches gourmandes, de trop dessécher les rameaux

Digitized by Google

utiles. Depuis les premiers emplois de la République jusqu'aux derniers, Ministres, Chefs de bureaux, Commis, Employés, Juges, Administrateurs, &c., tous ont subi dans leur traitement une réduction qui n'est raisonnable, ni dans ses rapports absolus, ni dans ses rapports relatifs. S'il étoit indécent qu'un Ministre eût 150 & 200,000 liv. d'appointemens, il ne l'est pas moins qu'un Juge de la capitale, par exemple, reçoive moins de l'Etat que le plus mince des Avoués de sa clientele. On ne voit toujours dans un Fonctionnaire public qu'un seul individu; mais cet individu est souvent père de famille. Il a une femme, des enfans, des parens qui réclament les soins de la piété filiale, &c, comme rarement la fortune est la compagne des talens, on l'induit souvent à se procurer par des voies malhonnêtes un supplément qu'il n'eût pas desiré s'il eût été traité avec moins de mesquinerie. Le plus sûr préservatif de la morale est toujours dans l'abri des tentations, & une République seroit mal ordonnée, si l'homme à talens ne pouvoit espérer d'obtenir le prix de ses services. Voyez l'Angleterre, la Hollande, les Etats-Unis d'Amérique, les Fonctionnaires publics y sont bien autrement salariés que nous ne l'avons fait dans notre parcimonieuse économie.

Digitized by Google

Ce que nous venons de dire à l'égard des Fonctionnaires de la République, s'applique également aux monumens nationaux, aux travaux publics, à l'encouragement que l'on doit aux découvertes utiles; aux Artistes, aux Gens de Lettres. L'idée de la liberté n'exclud point celle de la grandeur & de la magnificence. La gloire des Arts & des grandes conceptions rejaillit sur celle d'une nature opulente, & croit-on que le génie de *Corneille*, de *Bossuet*; de *Perrault*, du *Poussin*, de *Vauban*, de *Pigalle*, de *d'Alembert*, de *Montesquieu* & de *Vaucanson*, n'ait pas répandu plus d'éclat sur la France, qu'elle n'en pourroit recevoir de quelques petits plans de réforme & d'une sordide économie?

Que nous sommes encore jeunes en liberté! Dans les mouvemens impétueux & aveugles de notre patriotisme, nous ne nous sommes pas contentés d'abbattre la tyrannie; nous l'avons poursuivie jusques dans les plus beaux chefs-d'œuvre de l'art. Bronzes, statues, reliefs, médailles, tableaux, monumens, tout ce que le génie avoit produit de plus grand, a failli à être la proie de la barbarie & de la destruction... On eut dit que parce que nous avions eu des Rois, nous ne devions plus avoir ni talens, ni goût, ni sciences, ni beaux arts.

N'est-il pas scandaleux qu'on laisse languir dans la détresse & dans l'oubli, des

Digitized by Google

gens de lettres qui, pour prix de leurs longs travaux, avoient obtenu quelques modiques pensions de l'ancien Gouvernement; & qu'on les force à mettre plus de temps à mendier quelques secours, de comités en comités, qu'ils n'en ont mis à composer leurs écrits estimables. Ah! ne dédaignons pas ainsi les lumières qui ont préparé la révolution, & sans lesquelles nous ne tarderions pas à retomber dans l'esclavage qui suit toujours l'ignorance & la barbarie. Peut être que la sévérité de nos réflexions trouvera des censeurs; mais n'oublions jamais que le premier devoir d'une nation puissante, éclairée & libre, c'est d'être reconnoissante & juste, & de laisser les petits détails pour n'envisager que les grands résultats.

C'est sans doute par cet esprit d'économie partielle & par le sentiment d'une fausse dignité, qu'un membre de la Convention nationale y a fait la motion de supprimer les présens qu'on est en usage d'envoyer, chaque année, à la Porte. C'est comme si l'on eut proposé de rompre avec la Puissance Ottomane, cet allié si utile que la politique foible & perverse de l'ancien Gouvernement, avait trop négligé, car suivant les mœurs orientales, les portes du Divan ne s'ouvrent que par des presens qui sont chez ce peuple des signes de bienveillance & d'amitié, auxquels il répond

toujours par une munificence réciproque. C'eſt comme ſi l'on eut voulu anéantir notre commerce du Levant, dont les autres Nations, & ſur-tout les Anglois n'attendent qu'une faute de notre part, pour s'en emparer; c'eſt comme ſi l'on eut voulu ſervir l'Autriche en mécontentant ſon ennemi le plus puiſſant & le plus irréconciliable. Voilà les erreurs dans leſquelles on tombe lorſqu'on conſulte moins la politique & l'intérêt national, que le ſtérile avantage d'une épargne mal entendue. Nous n'avons pas ſans doute l'abſurde prétention de vouloir réformer les mœurs & les uſages de tous les peuples. Ou il faut rompre toutes relations avec eux, c'eſt-à-dire, renoncer à notre commerce & anéantir notre induſtrie; ou il faut ſe conformer aux habitudes qui peuvent ſeules entretenir nos alliances & augmenter les ſources de nos richeſſes.

Dimanche 14, a été célébrée la fête Nationale, en mémoire de nos ſuccès contre le Roi de Sardaigne, & de l'affranchiſſement de la Savoye & du Comté de Nice. Le cortège, compoſé d'un très-grand nombre de Citoyens des Sections armées, d'une députation de la Convention, des Tribunaux, du Département, de la Municipalité en corps, des Volontaires des Départemens..... s'eſt rendu de la Maiſon Commune à la place de la Révolution. Au haut du piédeſtal de la ſtatue de *Louis XV*, étoit placée celle de la Liberté; aux quatre points

Digitized by Google

cardinaux du piédestal, on lisoit à l'Est & à l'Ouest : *République Françoise*, 1792 ; au Sud : *Entrée de Montesquiou à Chambéry, capitale du Duché de Savoie* ; au Nord : *Entrée d'Anselme dans les Comtés de Nice & de Montalban*. Plusieurs salves d'artillerie se sont fait entendre ; les Savoisiens, en très-grand nombre, marchoient entre deux haies du bataillon des piquiers.

Au moment de leur arrivée l'airain a retenti.... Tous les Drapeaux & flammes ont été placés au pourtour de l'estrade, où l'on a chanté l'hymne à la liberté, aux cris répétés de *vive la République !*

Le Tribunal Criminel a condamné à mort, le 12 de ce mois, le Citoyen *Desers*, ci-devant Commandant de la Garde Nationale de Saint-Flour, convaincu du plus lâche & du plus atroce des assassinats. Dans ces jours affreux de proscriptions & de massacres envers les Prêtres insermentés, le Supérieur du Séminaire de Sainte-Barbe, appelé *Baduel*, étoit venu chercher un asyle chez *Desers*. Après l'avoir gardé chez lui pendant quelques jours, *Desers* engagea ce malheureux prêtre à partir pour l'Angleterre. Il se chargea d'arrêter sa place à la diligence. La veille du départ, *Desers*, *Baduel* & son neveu soupèrent ensemble. *Desers* eut la précaution de garder la malle & le porte-manteau de *Baduel* en promettant de les lui faire parvenir. Celui-ci devoit partir à 3 heures du matin. *Desers* lui persuade d'aller attendre la diligence aux Champs-Elysées, il l'accompagne, & le lendemain *Baduel* est trouvé étranglé. Il paroît que *Desers* avoit voulu le traîner dans la Seine. Au lieu de rentrer chez lui, *Desers* va passer le reste de la nuit, chez une fille publique.

Digitized by Google

Son air égaré, le trouble qui accompagne toujours le crime, engage la fille à lui faire des questions. *Defers* lui répond qu'il vient d'être témoin de l'assassinat d'un homme. Le même jour le neveu de *Barduel* rend plainte du meurtre de son oncle. *Defers* est arrêté, on lui trouve le porte-feuille & la montre de *Baduel*, & un bout de la corde avec laquelle il l'avoit étranglé. On l'interroge de qui il tient la montre, il répond qu'il l'a achetée, depuis trois mois, d'un juif, & il est prouvé par les registres de l'horloger, qu'il n'y avoit pas six semaines qu'il l'avoit vendue à *Baduel*. Il a été vérifié que *Defers* n'avoit arrêté aucune place à la diligence. Toutes ces circonstances jointes à la déposition de la fille publique, & à d'autres indices résultants de la procédure & de l'interrogatoire de l'accusé, ont déterminé le Jury à le déclarer coupable du meurtre; le juge a appliqué la peine de la loi, & ce monstre a été dépêché aux Champs-Elysées.

Nouvelles de nos Armées.

Armée du Nord. La situation de cette partie des frontières va prendre une face nouvelle. Les Autrichiens ont évacué notre territoire, après avoir commis les brigandage & les atrocités les plus noirs. L'armée de *Labourdonnois*, forte de 15 mille hommes campe actuellement à la Magdeleine, & tous les jours elle se renforce. *Dumourier* fait marcher 40 mille hommes de l'armée du Centre, & il va la joindre incessamment. Ainsi nous ne tarderons pas à entrer dans le Brabant avec des forces imposantes, & à délivrer les Belges des tyrans qui les oppriment.

Digitized by Google

Deux divisions de la Gendarmerie Nationale de Paris, se sont portés à Cambrai à des excès qui méritent la plus sévère punition. Après avoir ouvert les prisons, ils ont massacrés ou maltraités plusieurs de leurs Chefs qui vouloient les rappeler à la subordination. Il paroît que ces violences ont été provoquées par l'exemple des tueries & des massacres dont ils ont été témoins dans la capitale. Voilà l'ouvrage de nos désorganisateurs. Ils savent que l'anarchie finit toujours par le besoin d'un Chef, & nos ambitieux se disputent à qui le deviendra. La Convention Nationale a chargé le Pouvoir exécutif de prendre des mesures de rigueur pour réprimer ces actes effrayans d'indiscipline & de désorganisation.

Armées du centre & du Rhin. Les détails dans lesquels nous sommes entrés dans le récit des séances de Convention, nous dispensent d'entrer ici dans des répétitions. L'ennemi n'est pas seulement en retraite, il est en fuite; Verdun est évacué, & Longwi ne tardera pas à l'être. Nos armées continuent à le chasser & à lui faire des prisonniers.

Sur le Rhin, nos succès ne sont pas moins complets. Les citoyens de Strasbourg continuent à bien traiter les prisonniers qui sont venus de Spire. 28 d'entre eux avoient manifesté le desir de rejoindre leur femme. Le général *Biron* y a consenti. La joie de ces bonnes gens étoit inexprimable; ils ont été fêtés par les jacobins, & conduits à une séance allemande, & le lendemain ils sont partis avec une ample collecte faite en leur faveur. Mille de ces prisonniers sont partis pour Langres, & 2 mille pour Besançon, où le

Digitized by Google

même accueil les attend. On leur a distribué avant leur départ, des écrits patriotiques, des plumes, du papier, de la cire à cacheter, pour qu'ils puissent écrire à leurs parents, & leur annoncer comment ils sont traités sur la terre de la liberté.

La plus grande discipline règne dans l'armée de *Custine*, à la grande satisfaction des troupes. Deux grenadiers, en revenant de Worms, étoient restés sur la route, pris de boisson, & ne sont revenus que le lendemain, sans armes, sans grenade & sans cocarde; elles leur avoient été arrachées par les grenadiers, eux-mêmes, qui n'avoient pas voulu leur laisser les signes de la liberté qu'ils souilloient. Leurs camarades ont demandé de plus qu'on leur ôât jusqu'au titre de défenseurs d'une aussi belle cause, & le général n'a pas résisté à un vœu si généralement exprimé, & si propre au maintien de la discipline. Trois jeunes gens de l'académie de Stugart, dont le plus âgé a 16 ans, sont venus visiter le général *Custine*. Le général leur ayant demandé le sujet de leur voyage, ils ont répondu : *Le desir de voir l'armée & le général d'une grande nation dont l'énergie & les principes font l'admiration de l'Europe, & l'espoir des nations.*

Armée du Midi. La Savoie est entièrement purgée des Piémontois; 10 mille hommes sont campés à Carouge, à 3 quarts de lieues de Genève. Le Général *Montesquiou* & le Conseil Exécutif insistent pour que les Magistrats de Genève renvoient les 16 cents Suisses qu'ils ont fait venir de Berne & de Zurich, au mépris du Traité de 1782. Il est aisé de pressentir qu'ils finiront par obtempérer.

Var. Il ne restoit plus que la ville & le fort de

Villefranche à prendre ; le Général *Anſelme* s'en eſt emparé avec la même facilité. En voici les détails :

Extrait de la lettre du Général Anſelme *au Miniſtre de la Guerre ; de Nice, le 2 Octobre.*

« Le 30 Septembre, je fis des diſpoſitions pour me porter ſur la ville & le château de Villefranche ; mais ayant appris qu'une partie de la garniſon commençoit à l'abandonner, & à gravir les montagnes, je me mis à la tête d'un détachement de Dragons que je trouvai ſous ma main, & me portai rapidement vers la forteresſe ; j'en fis ſommer ſur-le-champ le Gouverneur, dans les mêmes termes que celui de Montalban, & je le trouvai heureuſement auſſi docile. La garniſon étoit forte de 200 hommes, & munie d'une manière étonnante, d'artillerie, de munitions de guerre & de bouche. »

« La priſe de cette ville & de ce château nous a rendus maîtres en même temps d'une frégate, d'une corvette, de tous les magaſins de marine, & de toutes les batteries de côte, garnies d'une belle & nombreuſe artillerie, qui ſe monte à plus de 100 pièces. »

« Les munitions en tout genre augmentent à chaque inſtant, par les découvertes qu'on en fait dans les lieux cachés. Je ne puis encore vous envoyer des états détaillés ; mais je vous certifie que la perte des ennemis eſt immenſe, & qu'ils ne manquoient de rien de ce qui leur étoit néceſſaire pour faire la plus vigoureuſe défenſe. »

« Je vous adreſſerai inceſſamment les drapeaux pris ſur les ennemis ; ils ſeront, pour la Convention Nationale, le garant de mes ſentimens

Digitized by Google

& de ceux de l'armée que j'ai l'honneur de commander, & dont je ne puis que louer l'ardeur & la bonne volonté. »

Le Contre-Amiral *Truguet* donne également les détails les plus satisfaisans, sur la manière dont il a secondé, avec son escadre, les opérations du Général *Anselme*.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 28 Septembre 1792.

L'Empereur a nommé le Baron *de Thugut*, autrefois Internonce Impérial à Constantinople, pour se rendre au congrès qui doit se tenir à Luxembourg. Ce Ministre est parti le 20 de ce mois.

L'embarras d'arranger les affaires de France, car on veut absolument les arranger, n'est pas le seul qui tourmente le jeune François : on mande de Constantinople, que les choses n'y vont pas comme on le voudroit ; on commence même à s'inquiéter sur la tournure qu'elles prennent. Les Ministres des deux Empires y sont fréquemment en conférence. Le nôtre semble redouter que la Porte contrainte, l'année dernière, de souscrire à des conditions onéreuses, ne veuille profiter des circonstances qui lui seroient si favorables pour se venger, ou du moins obtenir meilleure composition. L'Autriche n'oublie rien pour détourner l'orage ; elle sent que

Digitized by Google

ce seroit trop pour elle d'avoir à la fois deux ennemis aussi puissans que la France & la Porte, son allié naturel. Vraisemblablement notre Cour se prêtera davantage qu'elle ne l'auroit fait sans les considérations dans la démarcation des nouvelles limites ; car décidément les Bosniaques ne veulent point céder, & il faut bien pourtant que quelqu'un cède.

Sur les craintes manifestées par les Habitans de Fiume, Trieste & Segna d'être attaqués par des troupes françoises, on a garni d'artillerie les postes les plus menacés.

Après s'être tranquillisé sur ce point, l'Empereur a voulu se garantir d'un autre danger ; il a enjoint rigoureusement à la police de Vienne, ainsi qu'à tous les Bailliages des Cercles, de veiller sur tous les garçons de métier, voyageurs ou autres étrangers qui dans les auberges, tavernes ou autres lieux publics raisonneroient sur les affaires de France, & chercheroient à les défendre. Ce nouveau genre de délit sera puni par un enrôlement forcé, si les coupables sont propres au service militaire. Ce n'est probablement pas avec ces gens là qu'on se propose de réparer les pertes que la désertion & les maladies font éprouver journellement aux armées autrichiennes employées contre la République Françoise. Il y auroit plus que de l'imprudence.

La seconde division du Corps-franc de Michalovitz, consistant en 1,370 hommes, a passé le 6 de ce mois à Pettau, d'où elle a continué sa route par Marbourg-sur-le-Rhin. — Il est aussi

Digitized by Google

arrivé des maîtres de logis Russes à Breslau & à Troppau chargés d'y préparer des quartiers pour des troupes de cette Nation, que *Catherine II*, qui fait cause commune avec l'Empereur, veut bien lui prêter pour l'aider à châtier les François; la Sémiramis du Nord desire que ses sujets partagent avec les Prussiens la gloire de venger la querelle des Rois : on porte le nombre de ces auxiliaires à 15,000 hommes qui seront sur les confins de la France à la mi-novembre & commenceront la campagne d'hiver; on ne sait pas encore si on les réunira aux 25,000 hommes cantonnés en Hongrie & qui ont reçu l'ordre de se tenir prêts à marcher.

Le Conseil Aulique de l'Empire, présidé par le Comte *d'Ueberker*, a été solemnellement réinstallé le 21 Septembre. — On revient au système d'impositions de *Joseph II*, parce qu'au moyen des cadastres existans toutes les terres se trouvent imposées, & rendent, non pas à proportion du besoin qu'on a d'argent, car il est extrême, mais beaucoup plus qu'on n'auroit obtenu par une autre voie. Au reste, la Noblesse qui savoit ici, comme par-tout, éluder une partie des contributions publiques, est très-mécontente de cet arrangement. Plusieurs Gentilshommes vendent leurs terres, plutôt que de se voir rabaissés au niveau des roturiers & des payſans.

Un courrier du Comte *de Kagenek*, Ambassadeur de S. M. I. à Madrid, vient

Digitized by Google

d'apporter ici, le 25, la nouvelle positive que le Roi d'Espagne a accédé formellement à la coalition contre la France. On motive, peut-être bien gratuitement, cette détermination sur les succès des armées combinées, & la certitude d'anéantir la révolution par la prise de Paris.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 Octobre.

M. *de la Fayette* est en prison à Wesel depuis le 19 Septembre; on prétend, mais nous donnons ce fait sans le garantir & même il nous paroît exagéré, qu'il avoit dans une cassette 37,000 louis dont on l'a dépouillé; il est au secret, ne voit personne & n'a pas même la permission d'écrire. Des Hussards Mayençois étoient partis pour aller le forcer M. *Wenkelman* à Spire; mais nous savons déjà qu'ils ont dû s'y porter trop tard.

Le bruit court aussi qu'il éclate des mécontentemens à Berlin. Les Habitans se plaignent, dit-on, de ce que le Roi s'obstine à faire une guerre ruineuse qui le forcera peut-être incessamment de les surcharger d'impôts; ils prétendent que le Roi dépense près d'un million par mois pour sa personne; que les trésors amassés par l'économie de son oncle ne sauroient long-temps fournir à ces prodigalités; en un mot, on annonce beaucoup de fermentation dans cette ville: M. *de Schulembourg* a dû y arriver le 24 Septembre pour contenir les mouvemens populaires, car on en craint.

Le Baron *de Spielman* & ses Adjudans, les autres Conseillers Aulliques de Vienne conti-

Digitized by Google

nuent leurs pouſſes dans les différens Etats de l'Allemagne pour preſſer la croiſade contre la France ; il promet que le Congrès de Luxembourg indemniſera les Puiſſances belligérantes par le morcellement de ce beau pays.

On mande de Ratisbonne que le commencement des délibérations de la Diète ſur le Décret Commiſſorial de l'Empereur avoit d'abord été fixé au 20 ou 22 d'octobre, mais que ſur la repréſentation du Miniſtre de Brandebourg appuyée par les Miniſtres Impériaux qu'il y avoit *periculum in morâ*, on s'étoit réſervé la faculté de pouvoir anticiper ſur ce terme, ſi l'urgence des conjonctures exigeoit qu'on ouvrit plutôt le protocole. L'Angleterre a auſſi envoyé un Miniſtre auprès de la Diète, c'eſt M. *Walpole*. Quant à celui de France, M. *Caillard*, il a été éconduit de cette ville aux ſollicitations preſſantes de pluſieurs Miniſtres Comitiaux. Il eſt parti le 15 ſeptembre dans l'après-midi. — Le Prince *de la Tour & Taxis* a renvoyé de ſon ſervice tous les François qui n'ont pas voulu faire ſerment d'abhorrer la Conſtitution.

ESPAGNE.

De Pampelune, le 26 Septembre 1792.

On met les places frontières en état de défenſe, & l'on preſſe à Madrid les préparatifs, malgré la neutralité apparente. La preuve, c'eſt qu'on attend ici au premier jour un bataillon du régiment du Roi, un bataillon du régiment d'Afrique, deux régimens de troupes de ligne, les milices de Soria & celles de Logorno. — On aſſure que

Digitized by Google

les Portugais au nombre de 9000 hommes se joindront aux troupes Espagnoles, qu'on porte à 40,000, dont 18,000 seulement sont destinés à servir sur les frontières : on fait aussi quelques préparatifs dans les Ports.

P. S. Le Courier des 83 Départemens dit, sur la foi d'un journal de Lyon, que Genève est occupée depuis le 9 par les troupes Françoises, sous les ordres de M. *Saint-Gervais*, Aide-de-Camp du Général *Montesquiou*.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 11 Octobre.

Londres est rempli d'Emigrés, & sur-tout de Prêtres réfractaires : on a ouvert, en faveur de ces derniers, une souscription qui montoit déjà, le 10, à près de 50,000 l. Le Gouvernement a fait disposer le château de Wincheſter pour les loger. Ce vaste bâtiment ayant servi de prison dans la dernière guerre aux Matelots François & Hollandois qui tomboient entre nos mains, plusieurs de vos Journalistes, induits en erreur, ont dit qu'on incarceroit les Prêtres insermentés à mesure qu'ils nous arrivoient.

M. *de Calonne* arriva de Bruxelles à Douvres le 30 du mois dernier ; mais ce n'est que depuis quelques jours qu'on le sait positivement. Prévenu que M. *Pitt* étoit à

Digitized by Google

Walmer-Castle, il s'y rendit aussi tôt, & eut avec lui une conférence assez longue. Il est venu sans doute pour intriguer; mais il ne réussira pas : le succès de vos armes a détruit ses espérances. Notre Cabinet a bien assez de ses affaires, sans se mêler de celles des Emigrés qui prennent la tournure la plus fâcheuse, & que les gens sensés d'ici regardent même comme absolument perdues.

La Grande-Bretagne sent tout le prix de la paix, si favorable à son commerce; & le commerce est sa richesse principale, comme l'agriculture est la vôtre : c'est pour l'étendre que l'on envoie en ambassade à la Chine Lord *Macartney*, chargé de riches présens pour l'Empereur. Il devroit être parti ; mais des vents contraires l'ont repoussé dans la rade de Torbay. Nous espérons un traité fort avantageux. Les maîtres d'une partie de l'Inde doivent desirer des relations commerciales avec la Chine.

La presse très-gênée depuis les poursuites faites contre *Thomas Payne* commence à recouvrer un peu de cette liberté que nous envioient autrefois les Nations éclairées de l'Europe, ou celles qui sentoient le besoin de lumières. Plusieurs de nos papiers publics trompés par des lettres de Bruxelles, ou qui vouloient l'être,

Digitized by Google

nous avoient menti sur l'état des affaires de France avec une impudence dont on ne se fait pas d'idée. Vous étiez battus; Châlons, Reims étoient pris; le Duc *de Brunswick* alloit arriver à Meaux, d'où il n'avoit plus qu'un pas à faire jusqu'à Paris, qui ne devoit opposer aucune résistance : enfin nous savons la vérité, toute la vérité!

On croit que le Parlement s'assemblera le 20 ou le 22 de ce mois.

Le Baron *de Jacobi*, Envoyé extraordinaire & Ministre plénipotentiaire du Roi de Prusse à notre Cour, a été présenté le 10 à S. M. B., & a remis ses lettres de créance. — Le même jour, l'Ambassadeur d'Espagne a présenté l'Amiral *Gravina* & quatre Capitaines de la marine espagnole.

Errata. Dans plusieurs Exemplaires du dernier N°., page 119, après la huitième ligne, on a oublié d'annoncer, pour le suivant, la fin du Mémoire au Roi de Prusse. Il est bon de réparer cette omission qui pourroit induire le lecteur en erreur.

Digitized by Google

IBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 43.)

AMEDI 27 Octobre 1792,
l'an 1er. de la République.

MERCURE FRANÇAIS,

AR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Tous les Livres, Cartes, Eſtampes, Muſique, Avis divers, doivent être adreſſés au Citoyen Harpe, rue du Haſard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement eſt de 36 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

CALENDRIER

POU[illegible]

OCTOBRE a [illegible]jours & la Lune 29. Du 1 au 31, les jours décroissent de 53'.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de ☽	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai H.	M.	S.
1 lundi	Remy, Evêque.	16		12	49	22
2 mardi	La Fête des SS. Ang. Gard.	17		11	49	3
3 merc.	Denis l'Aréopagiste, Ap.	18		11	48	41
4 jeudi.	François d'Assise.	19		11	48	17
5 vend.	Aure, Vierge & Abb.	20	☾ D. Q.	11	48	
6 sam.	Bruno, Instit. des Chart.	21	le 8			
7 9 D.	Serge & Braque, Martyrs.	22				
8 lundi	Demetre, Martyr.					
9 mardi	*Denis, Ev. de P.*					
10 merc.	Géron, Mart.					
11 jeud.	Nicaise, Evêq.					
12 vend.	Vilfrid, Evêque.					
13 sam.	Gérard, Comte.					
14 20 D.	Calliste, Pape.				45	6
15 lundi	Thérèse, Vierge.	30	● N. L.	11	45	52
16 mardi	Gal, Abbé.	1	le 15, à 11	11	45	40
17 merc.	Cerbonner, Evêque.	2	h. 6 m.	11	45	28
18 jeudi	Luc, Evangéliste.	3	du soir.	11	45	16
19 vend.	Savinien, Evêque.	4		11	45	6
20 sam.	Sendou, Prêtre.	5		11	44	56
21 21 D.	Ursule, Vierge & Mart.	6	☽ P. Q.	11	44	46
22 lundi	Mellon, Evêque.	7	le 22, à 8	11	44	37
23 mardi	Sylvestre, Abbé.	8	h. 21 m.	11	44	29
24 merc.	Magloire, Evêque.	9	du soir.	11	44	21
25 jeudi	Crépin & Crépinien, M.	10		11	44	14
26 vend.	Rustique.	11		11	44	8
27 sam.	Frumence, Evêque.	12		11	44	2
28 22 D.	Simon, Jude, Apôtres.	13	○ P. L.	11	43	57
29 lundi	Faron, Evêque.	14	le 29, à 10	11	43	53
30 mardi	Lucain, Martyr.	15	h. 32 m.	11	43	50
31 merc.	*Vigile Jeûne.*	16	du soir.	11	43	47

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

SAMEDI 27 OCTOBRE 1792,

L'AN 1^er^. DE LA RÉPUBLIQUE.

PIECES FUGITIVES.

BOUTADE.

PERFIDE Amour, inconſtante Fortune,
Fiers ennemis du repos des Mortels,
Que je ſuis las d'encenſer vos Autels !
Triſte jouet des caprices de l'une,
Dupe de l'autre & de ſes tours cruels,
Je vais briſer une chaîne importune.
Quand me livrant à vos preſtiges fous,
Je vous laiſſais arbitres de ma vie,
Quand je ſuivais votre trace ennemie,
N'étais-je pas plus aveugle que vous ?

Digitized by Google

De vos faux biens l'eſpoir imaginaire,
M'a, par malheur, trop long-temps occupé;
Mais je m'éveille : un nouveau jour m'éclaire;
Quittez, quittez un Empire uſurpé;
Fortune, adieu : d'un ſtupide vulgaire
Cours arracher un encens mercenaire,
De tes captifs empoiſonne les jours;
Mais ne crois plus m'avoir pour tributaire.
Je jure ici de te fuir pour toujours.
Et toi dont l'art fait aſſervir la Terre,
Toi dont il faut craindre juſqu'aux bienfaits,
Tyran chéri, vieux Enfant de Cythere,
Je jure.... O Ciel ! quel charme involontaire
De mon courroux ralentit les effets !
Cruel Amour ! Je reconnais tes traits;
Plus on les craint, moins on peut s'y ſouſtraire,
Et tu rends chers juſqu'aux maux que tu fais.
Oui, je renonce à l'aveugle Déeſſe.
Je l'ai juré, mon ſerment aura lieu.
Je la fuirai; mais pour l'aveugle Dieu,
Eglé paraît (qui n'aurait ma faibleſſe),
A quelque temps je remets mon adieu.

(Par un Adminiſtrateur du Département de Seine & Oiſe.)

340.6
M558
1792
Oct. 27

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

Le mot de la Charade eſt *Vaincu*; celui de l'Enigme eſt *Mouchoir*; & celui du Logogriphe eſt *Grue*, où l'on trouve *Rue.*

CHARADE.

Dans les Concerts eſt mon premier;
Dans les Cieux on voit mon dernier;
Au Chiniſte ſert mon entier.

(Par M. Ch. M. d. v.)

ÉNIGME. *A Mad. de V.....*

Je ſuis ſœur de l'indifférence,
Et j'éloigne de vous
Et ſoucis & dégoûts;
Dans un ſeul cas pourtant je n'ai plus de puiſſance,
C'eſt quand on craint votre courroux.

(Par le même.)

LOGOGRIPHE.

De mon entier les riches ſont couverts;
Sans tête, j'ai ſauvé les Rois de l'Univers.

(Par le même.)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

LETTRES sur les Confessions de J. J. ROUSSEAU, par M. GINGUENÉ. *A Paris, chez* Barrois l'aîné, *Libraire, quai des Augustins, N°.* 19.

SECOND EXTRAIT.

POUR procéder par ordre (& c'est ainsi que procedent ceux qui cherchent la vérité de bonne foi), commençons par la premiere disgrace de Rousseau, le Décret du Parlement de Paris, qui l'obligea de quitter la France en 1762, après la publication de l'*Emile*. C'est aussi le premier article du résumé que j'ai cité ci-dessus : » *Les honnêtes gens, les bonnes gens* étaient, sans » doute, ceux qui l'avaient fait chasser de » France « ! M. Ginguené pense sur cet article comme Rousseau ; il dit comme lui que *c'est-là que commence à s'ourdir autour de lui cette trame invisible..... dont il s'exagéra plutôt la force que l'existence.* Je n'examine pas comment on *s'exagere une existence* ; il importe peu que l'Auteur se soit mal exprimé ; il croit à *l'existence de cette trame* ; il croit que l'Arrêt du Parlement & la fuite de Rousseau en furent les suites ;

Digitized by Google

il confirme dans un précis de toutes les circonstances détaillées dans les *Confessions*, tous les soupçons, toutes les conjectures de Rousseau. Il affirme que Rousseau *ne s'est point trompé sur cette affaire ;* il trouve *très-vraisemblable qu'on ne voulût que l'effrayer & le forcer à s'enfuir.* Or, ce qui résulte du récit de Jean-Jacques, c'est que toute *cette affaire* fut une intrigue entre le Duc de Choiseul, alors Ministre, & la Maréchale de Luxembourg, qu'il suppose *ses ennemis ;* l'un, parce qu'il l'avait loué dans le *Contrat Social* d'une maniere qui lui avait déplu ; l'autre, parce qu'il lui avait communiqué en manuscrit les Aventures d'Edouard Bomston, dans lesquelles se trouvait un caractere de femme, dont la méchanceté pouvait ressembler à celle dont on avait accusé, pendant un temps, cette même Maréchale de Luxembourg. Remarquez même qu'en supposant cette intrigue, il faut croire que le Prince de Conti & le Maréchal de Luxembourg, que Rousseau lui-même met tous deux à l'abri de tout soupçon, & qui tous deux, le premier sur-tout, se mêlerent beaucoup de toute *cette affaire*, furent assez imbécilles pour être les dupes & les instrumens d'une détestable intrigue ; qu'il faut croire aussi que M. de Malesherbes, à qui Rousseau rend une exacte justice sur sa probité & sa droiture, fut dupé de même dans tous les soins

Digitized by Google

qu'il se donna, de concert avec Mad. de Luxembourg, pour que l'*Emile* fût imprimé en France & valût quelque chose à l'Auteur ; qu'enfin il faut croire que la Maréchale de Luxembourg, qui, pendant deux ans, avait comblé Rousseau de tous les témoignages possibles d'amitié & d'affection, avait fini par se mettre dans la tête le beau projet de se liguer avec le Parlement & le Duc de Choiseul, pour bannir de France un Homme de Lettres, pauvre & malade, qu'elle avait accueilli dans sa maison, qu'elle y logeait en ce même moment, que le bon Maréchal son époux aimait cordialement, & de violer ainsi par le plus lâche & le plus odieux complot tous les devoirs les plus communs de l'honnêteté, de l'amitié, de l'hospitalité. Voilà ce qui paraît *vraisemblable* à M. Ginguené.

Mais pour supposer, d'un côté, tant de perversité gratuite dans ceux qui trompaient ; & de l'autre, tant de simplicité ; & même de bêtise dans ceux qui étaient trompés, il faudrait au moins pouvoir dire que ce qui se passa au sujet de l'*Emile*, ne saurait s'expliquer autrement : encore serait-ce fort mal raisonner ; car il est beaucoup plus simple que les ressorts secrets d'une aventure d'éclat restent ignorés (& il y en a cent exemples), qu'il ne l'est que tant de gens agissent comme des pervers ou des fots, quand ils ne sont nullement con-

Digitized by Google

nus pour tels, & qu'il n'y a aucun motif plausible & suffisant pour qu'ils le deviennent. Mais que sera-ce, s'il est de toute évidence qu'il n'arriva rien à Rousseau pour son *Emile* que ce qui devait arriver tout naturellement sous un Gouvernement tel que celui que nous avions alors, rien que ce qui était arrivé déjà en pareil cas, rien que ce qui arriva encore depuis ? C'est ce qu'il est facile de démontrer par les faits.

» On voit dans les *Confessions* (dit M. » Ginguené) quelles peines Jean-Jacques » s'était données, quels efforts de mémoire » & de combinaison il avait faits pour » s'expliquer à lui-même *par quelle bizar-* » *rerie* cruelle ce qu'il regardait avec raison » comme le plus beau présent qu'il eût fait » aux hommes, lui avait mérité une telle » récompense «.

On peut pardonner à Jean-Jacques de s'être donné cette déplorable *peine* : il était dès-lors atteint de cette maladie trop réelle, qui, logée dans son cerveau à côté du génie, devint enfin, au vu & au su de tout le monde, & de l'aveu de M. Ginguené, une démence complette ; mais comment concevoir que M. Ginguené se donne aussi tant *de peines* pour partager cette folie qui n'a pas chez lui la même excuse ? Quoi ! c'est lui qui trouve *bizarre* qu'un bel Ouvrage ait alors attiré, en France, des persécutions à son Auteur pour toute ré-

Digitized by Google

compenſe ? Eh ! bon Dieu ! d'où vient-il donc, & où a-t-il vécu ? Vous verrez que la choſe était ſans exemple ! vous verrez que ce n'était pas à cauſe de *Télémaque*, Ouvrage qui en vaut bien un autre, que Fénélon paſſa le reſte de ſes jours dans la diſgrace, quoiqu'il eût en ce pays & à la Cour une exiſtence bien autrement étayée que celle de Rouſſeau ! Vous verrez qu'il eſt *très-bizarre*, très-extraordinaire, très-incompréhenſible que le Parlement & le Clergé fuſſent des oppreſſeurs arbitraires, moitié fanatiques, moitié hypocrites, & que le Miniſtere les laiſſât faire ! En vérité, l'on ſerait tenté de croire que dès qu'il s'agit de Rouſſeau, c'eſt un parti pris de délirer & de ne pas voir ce qui creve les yeux.

En quatre mots, & pour concluſion, Rouſſeau, dans ſon *Emile*, inſere un traité en forme, où il ſape les fondemens de ce qu'on appelle la Foi, où il ſoumet les myſteres à la raiſon, où il attaque les Prêtres, encore bien plus que la Religion, ce qui eſt, comme on ſait, un bien plus grand crime, où il prouve qu'il n'y a rien de commun entre la Religion des Prêtres & celle de l'Evangile ; & il met ſon nom à cet Ouvrage, & dans quel temps ? quand un Parlement Janſéniſte a déclaré la guerre aux Jéſuites ; quand ce Parlement, pour ne pas donner priſe à ces mêmes Jéſuites,

Digitized by Google

qui affectent de confondre leur cause avec celle de la Religion, se croit obligé d'afficher le plus grand rigorisme sur tout ce qui intéresse la Religion. La politique se joint donc au fanatisme pour armer l'autorité Parlementaire contre un Livre assurément très-religieux en morale, mais très-anti-chrétien. Il y a plus; s'il se fût contenté de supprimer l'Ouvrage par Arrêt, après le réquisitoire d'usage, il n'y avait rien à lui dire : tout était selon les formes & l'esprit de ce Tribunal. Mais il avait coutume de ne mettre de bornes à sa Juridiction que celles qu'il lui plaisait d'y mettre, & de sévir arbitrairement contre les Auteurs. C'est ainsi qu'il avait obligé l'Auteur du Livre de *l'Esprit* à faire une rétractation juridique, & que le Censeur Tercier avait été privé de sa place dans les Bureaux des Affaires Etrangeres, pour avoir approuvé le Livre. Le Parlement décrete Rousseau de prise de corps, sans l'entendre, & quoique l'*Emile*, répandu en France, fût revêtu d'un privilége des Etats-Généraux de Hollande : c'était une violation du droit des gens & du droit naturel ; car d'abord il fallait entendre l'Auteur, & savoir si c'était par son fait qu'un Livre imprimé en Hollande, avec approbation, était devenu public en France. Mais qui ne sait que le Parlement de Paris, soit orgueil, soit ignorance, soit l'un & l'autre

Digitized by Google

à la fois, n'avait aucun égard ni au droit naturel, ni au droit des gens, & ne paraiſſait pas même en avoir d'idée ? Qui ne ſait que quelques années après, il en donna une preuve bien plus révoltante ? Un Miniſtre de l'Egliſe Anglicane épouſe en ſecret, à Londres, la fille d'un Lord, & vient avec elle à Paris. La famille de ſon épouſe proteſte de nullité du mariage. Il était clair que c'était un procès à juger par les Tribunaux Anglais, & que quel que fût le jugement, les deux époux, légitimes ou non, devaient jouir en France du droit d'hoſpitalité. Point du tout. On intrigue auprès de la Chambre des Vacations, qui commence par jeter dans un cachot le Miniſtre Anglais. Jamais les Loix des Nations n'avaient été plus inſolemment violées : heureuſement le Priſonnier s'adreſſe au célebre Avocat Target, qui jouiſſait au Barreau, non ſeulement d'une grande réputation de talent, mais même d'une grande conſidération perſonnelle. Il oſa prendre la défenſe de l'opprimé, & ſon plaidoyer ne fut autre choſe qu'une leçon du droit des gens, la premiere peut-être qu'un Avocat eût oſé adreſſer à l'ignorance arrogante de ces *Meſſieurs*, qui ſe croyaient les Juges du Monde entier. Cette hardieſſe lui réuſſit, & le Parlement caſſa ſon Arrêt ; mais qui pouvait effacer l'opprobre d'en avoir rendu un de cette nature, que des jeunes gens

Digitized by Google

de 18 ans, un peu instruits, eussent été incapables de prononcer ?

Tel était le Parlement : il ne suivait assurément aucune impulsion particuliere contre Rousseau ; il ne songeait pas même à lui faire du mal ; il ne songeait qu'à rivaliser de zele religieux avec l'Archevêque & le Clergé, & l'Auteur d'*Emile* n'était à ses yeux, comme tout autre Ecrivain, qu'un reptile qu'il écrasait en passant. Il est si vrai qu'il n'avait aucune animosité personnelle, que le Prince de Conti, qui avait du crédit dans ce Corps, obtint facilement qu'on ne pressât pas l'exécution du Décret, & qu'on laissât à Rousseau le temps de partir. Le Ministere ne se mêla de rien, parce que dès qu'il s'agissait de Religion, on aurait très-mal fait sa cour au *très-Chrétien* Louis XV, si l'on eût voulu s'opposer à l'animadversion des Tribunaux, & parce que le Clergé joignait ses clameurs aux poursuites Parlementaires. Il n'y avait nulle raison pour que le Duc de Choiseul se compromît avec le Parlement pour la cause d'un Homme de Lettres, qui, dans toutes les idées reçues, avait tort, au moins d'avoir mis son nom à son Ouvrage. Il est certain qu'en pareille circonstance, un Ministre n'eût pas défendu son meilleur ami. Voltaire, pour la très-innocente bagatelle du *Mondain*, avait été forcé de quitter Cyrey & de s'enfuir en

Digitized by Google

Hollande, quoiqu'il eût à la Cour des amis puissans. Helvétius n'évita le même sort, & une condamnation juridique, qu'en consentant à l'humiliation de se rétracter publiquement. De nos jours, l'Auteur de l'*Histoire Philosophique des deux Indes* a été banni comme Rousseau, pour avoir eu l'imprudente confiance de se nommer à la tête d'un Ouvrage qui avait été toléré jusques-là sans nom d'Auteur. Il en fut donc de Rousseau, en cette occasion, comme de tous les autres; & chercher là-dedans des *manœuvres* & des *intrigues* & des *trames*, c'est chercher des étoiles en plein midi.

Rousseau se persuade que s'il n'eût pas pris la fuite, le Décret n'eût pas eu lieu, & M. Ginguené se plaît à le croire comme lui, ou qu'au moins il eût fort embarrassé le Parlement de Paris. Ces présomptions n'ont pas le moindre fondement : dans les formes que l'on suivait, le Décret devait suivre la réquisition du Procureur-Général; & c'était bien le Parlement que Rousseau pouvait embarrasser ! On n'embarrasse que ceux qui raisonnent ou qui écoutent. Si Jean-Jacques se fût laissé arrêter, s'il eût été interrogé autrement que par un Rapporteur, ce qui est douteux, tout l'interrogatoire se serait borné à savoir s'il s'avouait pour l'Auteur du Livre. On n'en eût pas entendu davantage, & l'Arrêt de bannissement aurait été rendu sur son aveu,

Digitized by Google

comme il le fut sur la contumace. Oh ! la Justice Parlementaire était fort expéditive en ce genre ; & si les procédures étaient longues, ce n'était pas que l'on perdît du temps à entendre les accusés.

Jean-Jacques prétend que l'on retrouve dans le *caractere & les opinions de Volmar* & dans la *confession de Julie mourante*, les mêmes principes que dans la *Profession de Foi du Vicaire Savoyard*, & il s'étonne que l'on ait d'abord gardé le silence, & qu'on ait fait ensuite tant de bruit sur la même chose. Ce rapprochement est très-inexact, & il n'y a nulle parité dans les objets. L'athéïsme de Volmar, personnage de Roman, ne devait pas plus choquer que l'impiété dans un personnage de Tragédie : tout cela est mis au rang des fictions. Il en est de même du déïsme de Julie : rien de tout cela ne pouvait se comparer à une discussion méthodique & étendue, mise dans la bouche d'un Prêtre qui argumente en forme. C'était véritablement une levée de bouclier contre l'Eglise Catholique & contre les Mysteres du Christianisme, & l'intolérance ecclésiastique trouvait là matiere à s'exercer : pouvait-on s'attendre qu'elle y manquât ?

Pour quiconque ne cherche pas à s'aveugler soi-même, tout ce qui regarde le bannissement de Rousseau est mis dans le plus grand jour par cet exposé, qui ne laisse

Digitized by Google

pas lieu à une réplique raisonnable. Il en résulte l'inexcusable tort qu'a eu Rousseau dans ses *Confessions*, d'avoir cruellement compromis de différentes manières, par un récit plein des insinuations les plus malignes, si elles n'étaient pas les plus absurdes, M. & Madame de Luxembourg, le Prince de Conti, M. de Malesherbes & autres, dont il n'avait jamais, de son aveu, reçu que des services & des bienfaits. Il est triste que trente ans après il se trouve un homme qui veuille, de gaieté de cœur, partager ce tort avec lui.

Viennent ensuite les persécutions & les proscriptions à Genève, à Berne, à Neufchâtel. Ici, l'on fait paraître un nouvel agent, mais qui n'est que celui des Philosophes de Paris : c'est Voltaire, que font agir d'Alembert, Diderot, d'Holbac & *tutti quanti*. C'est Voltaire qui fait agir à son tour le Duc de Choiseul & le Conseil de Genève, & c'est par ces *menées* que l'on fait brûler l'*Emile* à Genève, que Berne interdit son territoire à Rousseau, & qu'il est enfin chassé à coup de pierres du village de Mottiers. Même système d'erreur & de calomnie : mêmes moyens de réfutation.

Que Voltaire fût l'ennemi de Rousseau : nul doute ; cela n'est que trop sûr, & tout à l'heure je traiterai particulièrement tout ce qui concerne cette inimitié. Mais que

Digitized by Google

oltaire faſſe brûler des Livres par des êtres, qu'il faſſe proſcrire un fugitif par Sénat de Berne, & ſouleve les Paſteurs Mottiers contre Jean-Jacques, il fau-ait, pour me perſuader des choſes ſi étran-es de tout point, m'alléguer des preuves oſitives : il n'y en a pas la plus légere. 'en reviens aux faits : ils parlent d'eux-êmes.

La *Profeſſion de Foi du Vicaire Savoyard* vait effrayé & ſoulevé tout le Clergé Chré-ien, tant Catholique que Proteſtant, & ela devait être. C'était la premiere fois ju'on l'avait attaqué ſi ouvertement & avec tant de force & de hardieſſe ; c'était an Moraliſte ſévere, un Ecrivain du plus grand talent qui l'attaquait à viſage décou-vert, à la face du monde entier ; en un mot, qui ſignait ſon Ouvrage, ce que n'a-vait encore fait aucun Philoſophe Français, & ce morceau était un chef-d'œuvre d'élo-quence. Voltaire, en dénigrant le reſte de l'Ouvrage, ne parlait de ce morceau qu'a-vec admiration, & le Livre était entre les mains de tout le monde. Certes, il y avait de quoi ſonner l'alarme ; l'Arche était en danger ; le feu était au Tabernacle, & il ne s'agiſſait de rien moins que de ſauver *les pains de propoſition*, dont les Eccléſiaſ-tiques réformés ſe nourriſſent tout comme les Papiſtes. Qu'on juge ſi les uns & les autres furent prompts à lancer leurs fou-

Digitized by Google

dres, & s'ils avaient besoin pour frapper que quelqu'un leur poussât le bras. J. Jacques fait sonner bien haut, & M. Grenué après lui, cette circonstance qui leur paraît très-extraordinaire, que le Décret du Conseil de Genêve ait paru neuf jours après l'Arrêt du Parlement de Paris. Vraiment je parierais que le Conseil ne fût fâché que de n'avoir pas éclaté le premier; mais il croyait devoir attendre l'exemple du Parlement, dont les intentions étaient assez publiques. Observez que ce Conseil, occupé depuis long-temps d'un système d'oppression qui éclata précisément à l'occasion de ce Décret contre Rousseau, haïssait dans l'Auteur du *Contrat Social* le défenseur des vrais principes de la saine Démocratie, & l'ennemi mortel de la tyrannie Aristocratique. Ce Livre, dans l'intention & de l'aveu de l'Auteur, offrait une continuelle application au Gouvernement de Genêve & aux dissentions du Conseil & des Citoyens. Les Aristocrates Génevois, entiérement dans la dépendance du Ministere Français, n'avaient pourtant pas osé prendre sur eux de sévir contre le *Contrat Social*, au moment de sa publication, parce que cet Ouvrage avait été d'abord peu répandu & peu senti en France, & que la *Nouvelle Héloïse*, qui parut presque en même temps, y avait eu un succès d'enthousiasme, & même d'engouement, qui avait procuré à l'Auteur

(encore de son aveu) la faveur publique la plus déclarée. Mais quand le Conseil vit Rousseau proscrit en France, il se hâta de revenir sur ce *Contrat Social*, la véritable cause de ses ressentimens; il l'enveloppa dans la condamnation de l'*Emile*, & le livra aux flammes. Le Consistoire se tint tranquille, parce que, suivant les formes établies, il eût fallu citer Rousseau & l'admonester à plusieurs reprises, ce qui était long & difficile. Il aima bien mieux laisser agir le Conseil, que son animosité portait aux procédures les plus promptes & les plus arbitraires, & qui voulait sur-tout empêcher Rousseau de revenir dans son pays se mettre à la tête du parti des Représentans, si l'on peut appeler un parti la cause de la Liberté. De-là le Décret de prise de corps, qui les débarrassait, par la terreur, d'un si fâcheux adversaire. Observez encore que quelques années auparavant les Prédicans de Genêve avaient été formellement taxés de Socinianisme dans un article de l'*Encyclopédie*, de la main de d'Alembert, article qui avait fait beaucoup de bruit. Imaginez quel empressement ils durent avoir à signaler, au moins par leurs clameurs, leur zele pour la Foi! C'est-là le cas, ou jamais, de se faire de fête: en pareille occasion, l'on brûlerait son pere.

Et le Sénat de Berne, le Corps le plus profondément Aristocratique de l'Europe

Digitized by Google

entiere, croit-on qu'il eût vu de bon œil les principes répandus dans le *Discours sur l'inégalité des conditions*, & qu'il ne fût pas tout naturellement disposé à fermer ses Etats à un si dangereux Novateur ? Et quelle influence, je vous prie, pouvait avoir Voltaire sur le Sénat de Berne ? C'était, à coup sûr, une des Puissances de l'Europe près de laquelle il dût avoir le moins de crédit. Il en avait peut-être davantage auprès des Pasteurs de Mottiers. Rousseau avait bien raison de dire : *Il me paraît plaisant d'être excommunié de la façon de Voltaire.* Très-plaisant en effet ; mais il ne se doutait pas que plus la chose eût été ridicule, plus il l'était aussi de l'imaginer. Laissons-là ces extravagances qui font pitié, & voyons toujours les faits qui ne font pas moins pitié, je l'avoue, mais qui sont réels & constatés.

Rousseau n'est pas plutôt à Mottiers qu'il meurt d'envie de communier avec ses *freres*. Il témoigne ce désir au Pasteur Montmollin, *bon homme* & un peu ivrogne. Voilà Montmollin enchanté d'avoir un Néophyte tel que Rousseau. Il y avait bien quelque petit embarras, à cause de cette terrible *Profession de Foi du Vicaire Savoyard*, & Rousseau n'était pas homme à se prêter, comme Helvétius, à une rétractation ; il s'était même expliqué là-dessus très-positivement. Mais on se contenta de quelques

déclarations vagues. On mourait d'envie de le recevoir au giron. On lui applanit toutes les difficultés ; il en est quitte pour répondre oui ou non à quelques questions du Consistoire de Mottiers ; & le voilà réintégré comme si de rien n'était, & aussi bon Protestant que jamais. Il communie, & *il pleure de joie.* On sait combien Voltaire en plaisanta. C'était bien à lui à parler : quelques années après, n'eut-il pas aussi la fantaisie de communier ? Que voulez-vous ? C'était la mode ; les Grands Hommes s'y soumettent comme d'autres. Il est vrai qu'il n'abjura ni ne jura rien ; il communia de haute lutte, dans son Eglise de Ferney, par les mains de son Curé, entre deux Gardes-de-chasse, le fusil sur l'épaule, selon les paroles de l'Evangile, *le Royaume des Cieux souffre violence ; Regnum Cœlorum vim patitur.* Il ne *pleura* pas non plus ; au contraire, on voit dans ses lettres qu'il rit beaucoup : chacun a du plaisir à sa maniere.

Tout allait bien jusques-là. Ne voilà-t-il pas que Jean-Jacques publie *les Lettres de la Montagne*, dans lesquelles il soutient & renouvelle toutes les hérésies de l'*Emile !* Vacarme à Genêve ; on instrumente contre les *Lettres ;* on les brûle en Hollande & en Suisse. Pour ce coup les Pasteurs de Neufchâtel, un peu jaloux de la gloire de Montmollin, un peu piqués contre Jean-

Digitized by Google

Jacques, qui n'avait pas laissé que de se moquer d'eux par fois, & de leur faire sentir qu'il avait peut-être un peu plus d'esprit qu'eux, crient au renégat contre Rousseau, accusent Montmollin de faiblesse & de prévarication, pour l'avoir reçu à la Sainte Table sans exiger une rétractation. On le veut pour cette fois; on veut une profession de foi très-formelle, & qui ne soit pas celle du Vicaire Savoyard; on menace de l'excommunication: Jean-Jacques qui voulait bien communier, ne voulait pas se rétracter. *Le bon* Montmollin compromis, crie plus fort que tous les autres, comme cela se pratique, & pour se réhabiliter, tonne contre son ouaille infidelle. Le Roi de Prusse informé de tout ce tapage, interpose son autorité, & veut qu'on laisse son Protégé tranquille. Que font alors les Prêtres? ce qu'ils font par-tout. Furieux de ne pas être les maîtres, ils soulevent, au nom de Dieu, la populace imbécille, les vieilles dévotes, les petits enfans du Catéchisme; ils leur persuadent que Rousseau est l'Ante-Christ, attendu qu'il a de l'esprit comme un Démon, & qu'il est habillé en Turc (il portait l'habit Arménien). Il n'en faut pas davantage. On jette des pierres à Jean-Jacques, qui prend le parti de s'en aller pour n'être pas lapidé comme S. Etienne, & ne pas donner aux Pasteurs le plaisir de garder les manteaux.

Digitized by Google

Voilà toute l'Histoire d'un bout à l'autre, dans la plus exacte vérité : j'en ai tiré toutes les circonstances des Ecrits de Rousseau lui-même; je n'ai fait que supprimer les profondes conjectures qu'il y joint sur *la Puissance invisible* qui le poursuit partout, sur Voltaire, sur le Duc de Choiseul, &c. &c. Choiseul occupé à poursuivre Jean-Jacques dans la vallée de Mottiers-Travers ! Quelle absurdité ! M. Ginguené paraît croire aussi à cette *Puissance invisible*, quoiqu'il ne veuille pas, dit-il, s'expliquer là-dessus, parce que cette Puissance est anéantie. Hélas ! cette *Puissance* très-visible n'était autre que celle du fanatisme & de l'hypocrisie des Prêtres, qui sont par-tout les mêmes. Dieu veuille qu'en effet cette *Puissance* soit enfin anéantie, au moins chez nous ! Ce qui est certain, c'est que tant qu'elle aura un souffle de vie, elle fera du mal. Combien elle nous en a fait depuis trois ans ! On s'en est trop vengé, sans doute, & ce n'est pas ainsi, ce n'est pas en confondant l'innocent avec le coupable, que l'on parvient à guérir les plaies du Corps politique. Il n'y a qu'un moyen pour que les Prêtres ne puissent désormais faire que du bien & point de mal : d'abord, c'est de leur interdire toute Assemblée Ecclésiastique, sous quelque prétexte que ce soit ; ensuite de décréter (en laissant leur traitement à ceux

Digitized by Google

qui en ont un aujourd'hui, soit comme indemnité, soit comme salaire,) qu'à l'avenir les salariés du Culte, les seuls que l'on puisse conserver, ne seront remplacés qu'autant que les habitans du canton voudront en faire les frais. On peut être assuré que de cette maniere, les Prêtres, d'ici à vingt ans, seront de fort honnêtes gens, parce qu'ils auront intérêt à l'être, ce qui est le moyen le plus sûr de rendre les hommes honnêtes.

Je crois bien que Voltaire était assez malin pour s'amuser de cette guerre diabolique que les Capelans faisaient à Jean-Jacques. Il avait le plaisir de voir les uns se rendre fort odieux, & l'autre (il faut bien en convenir) un peu ridicule. Je sais aussi que le D. de Choiseul, qui protégeait hautement l'Aristocratie de Genêve, n'aimait pas Rousseau ; mais que ce Ministre l'ait poursuivi de son pouvoir à Berne, à Genêve, à Neufchâtel, & que Voltaire ait été l'instigateur de cette persécution, c'est ce que je nie formellement. J'ai déjà fait voir que ceux qui ont fait du mal à Rousseau n'avaient nul besoin d'y être poussés. Je vais maintenant réfuter les imputations vagues faites à ce sujet au Duc de Choiseul, & sur-tout à Voltaire, & les réfuter par des faits publics & par les Ecrits mêmes de Rousseau.

(*La suite au* Mercure *suivant.*)

Digitized by Google

ANNONCES ET NOTICES.

LA SAINTE BIBLE, contenant l'Ancien & le Nouveau-Teſtament, traduite en français ſur la Vulgate ; par M. Le Maître de Sacy. nouvelle édition, ornée de 300 Figures, gravées d'après les Deſſins de M. Marillier. 9°. Livraiſon, qui continue le Tome III. A Paris, chez Defer de Maiſonneuve, Libraire, rue du Foin-St-Jacques, Hôtel de la Reine Blanche, N°. 11. De l'Imprimerie de Didot.

La liſte des nouveaux Souſcripteurs, qui accompagne chaque Livraiſon, prouve le ſuccès mérité de ce magnifique Ouvrage.

AVIS.

RÉPONSE du Propriétaire des Mémoires de Maurepas, *à Madame de Maurepas, ſur ſa réclamation inſérée dans le N°. 36 du* Mercure Français, 1792.

LA Maiſon de Choiſeul a déſavoué, il y a trois ans, les *Mémoires* que le Duc de Choiſeul avait lui-même fait imprimer à Chanteloup. Le feu Duc de Richelieu déſavouait auſſi les *Mémoires* qui portent le nom de ſon pere (après avoir fourni lui-même une partie des matériaux) ; c'eſt qu'il voulait en faire compoſer à ſa maniere & dans ſon ſens. Quel fut l'effet de ces déſaveux ? Ils exciterent la curioſité du Public.

Digitized by Google

Il était de même dans l'ordre que Madame de Maurepas désavouât ceux de son mari, écrits durant son exil par Salé, son Secrétaire & son ami. Je réponds à ce désaveu, en déposant chez le Citoyen BUISSON, Libraire, rue Haute-feuille N°. 20, le Tome I^er. du Manuscrit original dont il s'agit; je déclare que je le tiens de M. de Laborde, du Carrousel, & que je l'ai conféré avec un autre Manuscrit. Les Rois & les Grands n'aiment pas qu'on dise la vérité; leur intérêt est de n'en montrer que ce qu'ils veulent, comme ils le veulent & quand ils le veulent: le temps des honteuses révélations est arrivé.

Nous profitons de cette occasion pour assurer que nous n'avons rien ajouté ni retranché aux *Mémoires de Maffillon*, *d'Aiguillon*, *de Duclos*, *&c.* publiés chez BUISSON. Nous en avons remis un Exemplaire à la Bibliotheque Nationale, à Paris, rue de Richelieu, avec un fragment du Manuscrit original à côté de l'imprimé, pour prouver l'authenticité de ces précieux matériaux, qui ont contribué à l'avilissement de la Royauté & de l'Aristocratie.

J. F. SOULAVIE, Editeur des *Mémoires de Maurepas.*

TABLE.

BOUTADE. 85 *Lettres, &c. &c.* 88
Charade, Enig. Logog. 87 *Notices.* 109

Digitized by Google

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

De Paris, le 25 Octobre 1792.

L'an premier de la République Françoise.

CONVENTION NATIONALE.

Du Dimanche, 14 octobre.

Cette séance a été troublée par le récit d'un évènement qui a rempli l'Assemblée d'horreur & d'indignation. Les gendarmes à pied de la première & seconde division, arrivés à Cambray, se sont portés aux prisons, dont ils ont enfoncé les portes; ils ont massacré un prisonnier, & ils ont fait évader les autres. *Besombres*, second lieutenant-colonel de ce corps, a été la victime des efforts qu'il a faits pour rétablir l'ordre. Le capitaine *Legros* a été décapité, & sa tête pro-

Digitized by Google

menée au bout d'une bayonnette. Le maire, en voulant sauver ces victimes, en a failli augmenter le nombre. Cambrai est plongé dans la terreur. On craint qu'à l'arrivée de la troisième division de ces gendarmes, cette ville ne soit le théâtre de nouvelles scènes sanglantes, & que ces trois divisions, réunies à Douai, n'y portent le trouble. Les commissaires de l'armée du Nord qui envoient ces détails affligeans à la Convention, lui demandent en même temps de leur indiquer les mesures qu'ils doivent prendre pour punir de pareils excès. La Convention charge ses comités de la guerre & de surveillance de lui en faire un rapport séance tenante.

Sur la proposition de *Cambon*, le décret suivant a été rendu :

« Art. I. A compter de ce jour, le nombre des régisseurs des douanes de la république française, sera réduit à trois. »

« II. Le pouvoir exécutif est autorisé à choisir parmi les régisseurs actuels ou parmi les employés de la régie des douanes, trois personnes qui, par leur talent, leur activité & leur civisme, soient capables d'accepter les places de régisseurs. »

« III. Les trois nouveaux régisseurs procéderont, sans délai, sous la surveillance du pouvoir exécutif, au remplacement des agens & préposés de cette administration, qui n'auroient point obtenu la confiance publique. »

« IV. Le traitement des commis du bureau central de ladite régie, sera réduit, à compter du 1^er^. janvier prochain, à la somme de 100,000 l. par an. »

Le contre-amiral *Truguet*, commandant la flotte Française à l'attaque de Nice & de Villefranche, rend compte de la conduite qu'a tenue dans cette

entreprise l'armée navale ; afin, dit-il, que les braves marins qui la composent aient leur part aussi des éloges dont la Convention nationale honorera les succès du Midi. Il raconte comment son escadre croisoit devant Nice & Villefranche, pour empêcher qu'aucun bâtiment ne portât des secours aux assiégés ; comment elle déployoit une force imposante par sa ténue, & l'ensemble de ses mouvemens de guerre. Les flots nous engloutiront tous, ajoute le brave *Truguet*, avant que le pavillon de la république Françoise, dont l'honneur nous est confié, reçoive la moindre insulte.

Le reste de la séance a été employé à entendre la lecture d'une foule d'adresses d'adhésions & de diverses pétitions. Parmi les premières, s'est trouvé un arrêté de la section de 1792, accusée la veille de violer la loi & de faire ses scrutins à haute voix. Cet arrêté est conçu en ces termes :

« L'assemblée de la section arrête, 1°. que, conformément au décret de la Convention, elle fera ses nominations à scrutin secret ; 2°. qu'elle annulle tout arrêté contraire qu'elle auroit pu prendre ; 3°. que le présent arrêté se a envoyé à la Convention pour témoigner l'obéissance de la section aux loix. »

Toutes les sections donnent aujourd'hui la même preuve de dévouement à la loi.

Chabot, rapporteur du comité de la guerre, a énoncé l'avis du comité sur le évènemens de Cambray. Après avoir observé qu'il est important de ne jamais anéantir la responsabilité des agens ministériels, il a proposé un simple renvoi au pouvoir exécutif ; ce qui a été décrété.

Digitized by Google

De lundi, 15 octobre.

On fait lecture d'une lettre des commissaires aux frontières du Midi. Ils écrivent de Bordeaux, qu'en arrivant dans cette ville, ils ont travaillé à fixer le plan de leurs opérations. La levée & l'organisation d'une armée de quarante mille hommes, la formation d'un corps d'artillerie, le rétablissement des fortifications dans les places de guerre, des magasins de vivres, telles sont les bases sur lesquelles ils ont fondé les moyens de défense & même d'attaque qu'ils vont déployer sur les frontières des Pyrénées & dans les départemens voisins. Cette armée de quarante mille hommes pourra au besoin être portée à cent mille hommes, tant les peuples de ces départemens sont animés de l'amour de la liberté, tant est grande leur confiance dans la Convention nationale ! La seule ville de Bordeaux a dans son sein dix-sept mille gardes nationales, instruites & bien armées qui brûlent du desir de combattre. En accueillant le zèle de ces citoyens, les commissaires n'ont pas cru devoir repousser les réclamations particulières qui leur ont été présentées. On désireroit un mode de répartition plus simple des impositions & sur-tout du droit de patentes qui pèse beaucoup trop sur la classe indigente des citoyens.

Cette demande a fixé l'attention de l'Assemblée, & elle alloit prescrire à son comité des finances de lui présenter un travail sur les bases nouvelles à donner aux contributions, lorsqu'un membre de ce comité a observé que depuis son organisation, la section de l'impôt avoit employé tout son temps à cet objet, que l'on

Digitized by Google

croyoit oublié, & qu'elle sera bientôt prête à faire un rapport général.

Les commissaires à l'armée du Midi, annoncent une conférence qui a eu lieu entre le général *Montesquiou* & les commissaires du magnifique conseil de Genève. Ils offrent à l'Assemblée, au nom d'un lieutenant-colonel de la légion des Alpes, une croix de St. Louis; & l'invitent à supprimer cette décoration qui ne peut plus exister dans la république française.

C'est une tache sur les habits qu'il faut effacer, dit *Manuel*, en convertissant en motion l'invitation des commissaires. Les défenseurs de la république peuvent-ils encore porter cette marque dont les Rois notoient leurs esclaves? Je demande que tous les officiers qui en ont été décorés, soient tenus de les remettre sur le bureau de la Convention; & les brevets aussi, ajoute un autre membre. *Monteau* pense qu'il faut se borner à supprimer les croix, sans exiger qu'on les apporte à la Convention. Ce dernier amendement a prévalu & en décrétant la suppression des croix de St. Louis, la Convention a chargé les comité de constitution & de guerre, de lui faire un rapport sur les récompenses militaires.

Rouyer au nom de la commission, fait un rapport sur le camp de Paris. Il parle d'abord de la précipitation du directeur général du camp, à appeller des ouvriers avant d'avoir tracé un plan complet de travail; de la confusion qui se mit dans les ateliers & de l'impossibilité de les surveiller. Ce désordre fut porté à son comble par l'affluence prodigieuse d'hommes envoyés au camp par *Billaud de Varennes*, qui, sans mission connue, s'étoit permis d'enregistrer &

Digitized by Google

d'envoyer aux travaux tous les individus qui se présentoient à lui. Il se forma dès-lors une nouvelle administration qui échappa nécessairement à la surveillance du directeur général. *Varentes* fut présumé inspecteur général des travaux, & le camp devint le rendez-vous des fainéans & des agitateurs. La méfiance & la calomnie semèrent l'esprit de licence & de sédition : trois commissaires furent nommés par l'Assemblée législative pour rétablir l'ordre. Ces commissaires proposèrent de ne laisser travailler les ouvriers salariés, qu'à la tâche. Ce projet adopté par l'Assemblée législative, paroît à la commission, le seul utile. Elle expose ensuite, par l'organe du citoyen *Rouyer*, l'avantage qu'il y auroit à continuer les travaux.... Le rapporteur avoit à peine cessé de parler, que plusieurs membres invoquèrent la question préalable. *Goupilleau* vouloit qu'on renvoyât au projet d'un camp sous Paris & qu'on en établît, ailleurs, deux autres qui pourroient fournir des renforts, l'un aux armées de la Moselle & l'autre à celles de Flandres. — Le *Tourneur* en convenant de l'inutilité du camp, pour la défense de Paris, si l'ennemi avoit pénétré jusque là, demandoit cependant sa continuation pour calmer l'inquiétude des citoyens sur les grands dépôts que renferme cette cité, & éloigner des esprits cette sécurité imprévoyante qui dans tous les temps nous a été si funeste. Craignant d'ailleurs que la ligue des tyrans ne fit un nouvel effort contre la république, il désiroit que nos armées, en cas de revers, trouvassent un asyle dans le camp retranché sous Paris. — Et moi, a dit *Kersaint*, je fais la motion de supprimer entièrement les travaux du camp. Les exemples de

Digitized by Google

tous les peuples qui ont eu leur liberté à défendre, prouvent que les grandes cités ont été facilement occupées par leurs ennemis. La France n'est plus dans Paris ; vos camps sont dans les 83 départemens. L'avis de *Kersaint* a été celui de l'Assemblée, & la question préalable a été adoptée.

Le comité de la guerre, craignant que les volontaires ne demandassent à profiter de la faveur de la loi de l'enrôlement, qui leur permet de se retirer dans leurs foyers, à la fin de la campagne, est venu proposer un projet de décret, dont les dispositions ont paru faire une injure à la générosité & au dévouement des François dans la cause de la liberté. Au milieu des murmures qui se sont élevés, on a demandé le renouvellement de ce comité, & le renouvellement a été prononcé.

Le ministre des affaires étrangères fait passer à la Convention une lettre du conseil de Genève, qui voudroit justifier sa conduite en s'appuyant sur ses traités avec Berne & Zurich ; & la réponse du conseil exécutif, qui persistant dans ses résolutions précédentes, déclare que si Genève fait sortir les suisses de la ville & de son territoire, l'armée Françoise ne s'y portera pas, & que la liberté & l'indépendance de la république, ne recevront aucune atteinte.

Cette séance s'est terminée par l'adoption de quelques articles du projet de décret sur le renouvellement des corps administratifs.

Du mardi, 16 octobre.

Le ministre de l'intérieur justifie l'emploi des cinq millions qui ont été mis à sa disposition pour soulager les habitans du Nord de la ré-

Digitized by Google

publique des ravages de la guerre. Lille, Thionville, & les communes voisines ont eu, comme on peut le croire, la plus grande part dans cette somme.

Les commissaires aux armées du Midi, dans une lettre qu'ils datent de la citadelle de Verdun, le 13 octobre, continuent le récit des détails dont ils sont les témoins sur la marche de nos troupes, & sur celles des troupes ennemies. Ils racontent qu'en arrivant dans cette forteresse, il ont vu un moment le général *Kalkreuth*, & que, sans entrer avec lui dans une conférence politique, il leur a été facile de remarquer que le Roi de Prusse paroît regretter l'inutile & fatigant voyage qu'il venoit de faire; que les généraux chargés de la négociation n'ont voulu entendre à aucun article relatif aux habitans, aux Autrichiens & aux Hessois; & que le maréchal-de-camp *Galbaut*, chargé par le lieutenant-général *Valence* de commander dans la citadelle, & de prendre possession des magasins, reçut des Prussiens 29,000 pains, 2,500 liv. de farine, 3,120 mesures & 1,060 sacs d'avoine, 2,000 l. de biscuits; ce qui donne à penser aux commissaires que les Prussiens ont mieux aimé voir ces vivres entre les mains des François, qu'en celles des Autrichiens.

La reddition de Verdun, ajoutent les commissaires, ne change rien aux dispositions du général *Kellermann*, déjà il a fait passer une avant-garde qui se porte sur Etain, & les postes avancés ne cessent de faire des prisonniers.

Mais ce qui doit sur-tout exciter la reconnoissance & l'admiration de la patrie, c'est l'infatigable persévérance de nos troupes. Peut-être il n'y eut jamais d'exemple d'une saison aussi cruelle;

Digitized by Google

depuis plus de six semaines, il ne cesse de pleuvoir ; obligés à des marches pénibles, sans souliers, manquant le plus souvent de paille, ces braves soldats déploient, contre des besoins si pressans, une patience que le courage seul ne sauroit donner. Hier, disent les commissaires, ils ont passé la Meuse, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Mais le patriotisme les soutient ; leur ardeur est la même, & depuis l'immortel décret qui abolit la royauté, nos armées ne sont plus composées que de soldats-citoyens qui ne connoissent ni dangers, ni fatigues pour la gloire & le salut de la république.

A cette dépêche étoit jointe une copie de la capitulation de Verdun. Voici cette pièce où il est parlé du général des armées de la *république Françoise*. L'Assemblée y a applaudi, parce qu'elle n'y a trouvé rien qui ne fût prescrit par les loix de la guerre & de l'humanité.

Capitulation de la ville de Verdun.

« S. M. le Roi de Prusse ayant résolu d'évacuer la ville de Verdun, il s'est fait à cet effet la convention suivante entre le sieur *Courbière*, lieutenant-général au service de Prusse, & les sieurs *Valence*, lieutenant-colonel des armées de la république Françoise, & *François Galbaud*, maréchal-de-camp, pleinement autorisés à cet effet par leurs commettans. »

« Art. I. Le 14 octobre du mois courant, les troupes Prussiennes évacueront la ville de Verdun avant midi, pour se rendre avec armes & bagages & artillerie appartenans à ce corps, par le chemin qui les conduira le mieux à l'armée Prussienne dans les environs de cette ville. »

« II. Toute l'artillerie trouvée dans la ville

de Verdun lors de la reddition, ainsi que tout ce qui s'est trouvé dans les magasins, sera remis fidèlement au général de l'armée Françoise commis à ce sujet. »

« II. Tous les malades de l'armée en état de pouvoir être transportés aux dépôts des hôpitaux de l'armée, seront transportés, ainsi que S. M. Prussienne l'entendra. Tous ceux qui ne seront pas transportés, resteront ici dans les hôpitaux qu'ils occupent maintenant, jusqu'à leur entière guérison, où ils seront traités aux dépens de S. M. Prussienne, après quoi il leur sera permis de se rendre par le plus court chemin à l'armée Prussienne, sans que dans aucun cas ils puissent être faits prisonniers de guerre, avant d'avoir rejoint leur armée; & pour que les convalescens puissent rejoindre leur troupe en toute sûreté, MM. les généraux François s'engagent de donner des passe-ports dans les meilleures formes à ces convalescens. »

« IV. Il sera permis d'emporter tous les effets appartenans à S. M. P. »

« V. Dès que cette convention sera approuvée & signée, les troupes Françoises occuperont, par une compagnie de grenadiers qui ne pourra pas excéder le nombre de cent hommes, la porte appellée de Secours à la citadelle. »

« VI. Le 14 octobre avant midi, les troupes Prussiennes auront évacué Verdun, & pour empêcher tout désordre qui, par des cas imprévus pourroient arriver, les généraux François ne feront entrer leurs troupes à Verdun, qu'après que l'arrière-garde des troupes Prussiennes aura dépassé la Porte-Chaussée. Le lieutenant-général *de Courbiere*, s'engage à cette fin, d'envoyer un

Digitized by Google

officier pour avertir dès que son arrière-garde aura dépassé la Porte-Chaussée. »

« VII. Si par mal-entendu ou par quelque accident quelconque il se faisoit, contre toute attente, quelque infraction à la capitulation précédente, cela n'influera en rien sur la présente convention, & elle n'en sera pas moins exécutée fidèlement; & si contre toute attente il arrivoit de part & d'autre quelqu'évènement, les coupables seront punis. »

« VIII. Pour donner toute authenticité à cette convention, il en sera fait un double, qui sera signé par MM. les commissaires ci-dessus nommés, & scellé par les armes de Prusse & de la nation Françoise. »

A Verdun, le 12 Octobre 1792.

Signé, J. Homme de Courbières, C. Valence, F. T. Galbaud.

Article particulier convenu entre le sieur de Courbières, *lieutenant-général au service de S. M. le Roi de Prusse d'une part, & les sieurs* Cirus Valence, *lieutenant général*, & François-Thomas Galbaud, *maréchal-de-camp des armées de la république Françoise.*

« Demain 13, à 10 heures du matin, le général *Kellermann* sera le maître d'établir pour lui, ou tel officier-général de son armée, son quartier-général dans la citadelle de Verdun. La porte qui communique de la citadelle à la ville, sera gardée par une compagnie de troupes Prussiennes, & une compagnie de troupes Françoises; elle ne pourra faire entrer que deux autres compagnies de grenadiers, & 25 cavaliers. » *Fait à Verdun, le 12 octobre 1792.*

Signés, de Courbières, C. Valence, F. T. Galbaud.

Digitized by Google

L'Assemblée a renvoyé aux comités d'agriculture & de commerce, une lettre du ministre de l'intérieur, où il se plaint vivement de la conduite des régisseurs des vivres militaires qui ne cessent, dit-il, de courir les campagnes & de forcer à main armée, les cultivateurs à leur fournir des denrées. Il étoit à desirer que les départemens concertassent entr'eux les achats de comestibles qui se font pour le compte du gouvernement, tant à l'étranger que dans l'intérieur de l'Empire. Le concours eût évité l'effet d'une concurrence dangereuse & nuisible aux intérêts de la nation; mais les voies de fait que dénonce le ministre de l'intérieur rompent toute mesure d'ordre, gênent la circulation des grains & donnent lieu à une augmentation de dépense aussi inutile que ruineuse pour la nation, sans compter les obstacles qu'elles mettent à l'approvisionnement de Paris & le danger qui en résulte de laisser à dépourvu les départemens.

Absent par congé, *Rhulh* revient à son poste. Il raconte à l'Assemblée que, passant à Dormans, il a vu conduire à la maison commune neuf émigrés, pris les armes à la main. Ces émigrés sont partis de Dormans, demain ils arriveront à la Ferté-sur-Marne, & après demain à Paris; ce qui prouve que le décret relatif à la punition des émigrés n'est pas connu dans ce département. *Rhulh* demande que le ministre de l'intérieur fasse connoître ce décret & que les prisonniers ne soient pas amenés à Paris. *Manuel* répond que puisqu'ils sont près d'arriver, il faut qu'ils entrent; & *Manuel* trouve-là une belle occasion pour le peuple de prouver qu'il est rentré dans l'ordre & le respect dû aux loix.

Ainsi *Manuel* vouloit faire d'abord violer la loi

pour fournir ensuite au peuple l'occasion de la respecter !

La Convention a décreté le renvoi du fait annoncé par *Rhulh*, au conseil exécutif, qui sera tenu de rendre compte de l'exécution de la loi.

A l'occasion de ces émigrés, le citoyen *Bourbotte* vouloit que la Convention s'occupât du jugement des *prisonniers du Temple*; & pour sa part, il a demandé contre eux la sentence de mort. *Barbaroux* en appuyant cette motion, a demandé que la Convention se formât en comité judiciaire & que la discussion s'entamât à l'instant sur cet objet. Un autre membre a proposé d'établir une commission composée de 83 membres tirés de la députation de chacun des 83 départemens, laquelle seroit chargée de prononcer sur cette affaire.

Une proposition incidente de *Manuel* a détourné la discussion de son objet. Avant tout, a-t-il dit, je voudrois que le comité de constitution vous présentât un mode pour soumettre à la sanction du peuple les deux grandes bases que vous avez posées; *l'abolition de la royauté & l'érection de la France en république.*

Cette proposition qui pouvoit avoir des conséquences dangereuses, a été combattue par *Brissot* & *Danton*. Ils ont prouvé sans peine que la constitution devoit être présentée en masse, en totalité, à l'acceptation du peuple; qu'en lui donnant l'initiative, & lui soumettant chacun des articles du code constitutionnel, nous n'aurions jamais de constitution. L'ordre du jour a été invoqué & toutes les propositions sur le jugement de *Louis XVI* & de sa famille ont été renvoyées au comité de législation.

Digitized by Google

Briffot, au nom du comité diplomatique, fait un rapport sur les traités qui lient la France avec la République de Genève, & propose un décret qui confirmeroit les arrêtés du conseil exécutif relativement à la violation des traités de 1679 & 1782 par le petit conseil de Genève, & qui déclareroit en même-temps que la France renonce à la partie du dernier de ces traités qui garantit la constitution actuelle de Genève; cette garantie étant contraire à la souveraineté des peuples, à leur droit imprescriptible de se donner telle forme de gouvernement qu'ils jugent convenable.

Ce rapport est ajourné.

Du mercredi, 17 octobre.

Des gendarmes du département de Rhône & Loire, en partant pour les frontières, ont demandé que les officiers de la gendarmerie qui ne marchent pas à l'ennemi, soient licenciés; la pétition de ces gendarmes a fourni l'occasion à un membre de demander le licenciement de tous les officiers de ce corps. *Lanjuinais* a combattu cette motion, qui, avec la pétition, a été renvoyée au comité militaire.

La municipalité & la garde nationale de Collioure ont forcé les directeurs de la manufacture de Perpignan, à leur livrer 400 fusils neufs. Ces fusils étoient destinés à compléter l'armement d'un bataillon qui a reçu l'ordre de se rendre aux frontières, & qui devoit trouver, à Perpignan, le complément de ses armes. Le ministre de la guerre, en se plaignant à l'Assemblée de la conduite des administrateurs & des habitans de Collioure, l'invite à prévenir, par une loi sévère, les suites fâcheuses de tous

Digitized by Google

ces ordres particuliers qui entravent les opérations du gouvernement. La Convention a chargé son comité de sûreté générale de lui présenter des vues sur cet objet.

Une lettre du commissaire du pouvoir exécutif, chargé de surveiller la discipline des bataillons de volontaires, apprend à l'Assemblée que le 15^e. bataillon, en cantonnement à Crépy, s'est porté aux plus grands excès vis-à-vis les corps administratifs, & les habitans de cette ville & des campagnes. Le commissaire attribue ces désordres au mauvais exemple de quelques officiers. Il a fait partir ce bataillon pour Arras; mais ce qui ne doit pas être ignoré, c'est que le 4^e. bataillon de l'Eure, cantonné a Villers-Cotterets, s'est offert de marcher contre les coupables, & de faire exécuter l'ordre du ministre qui assignoit au 15^e. bataillon d'évacuer Crépy.

Cette lettre est renvoyée au comité de sûreté générale.

Il s'est élevé quelques difficultés sur l'ordre du jour. *Cambon* les a terminées en prenant la parole pour un rapport des finances. Il a présenté le tableau des besoins & des ressources de la nation, du montant des biens nationaux vendus, ou mis en vente & de celui des assignats déja créés. Il résulte de ce compte que le total des biens nationaux se monte à 3 milliards 170 millions; les délégations faites sur les domaines nationaux, se montent à 2 milliards 741 millions: l'excédent du gage disponible est donc de 429 millions.

En proposant une nouvelle création de 400 millions auxquels, ce qui reste de biens nationaux disponibles, servira de gage, le rap-

Digitized by Google

porteur donne un apperçu des reſſources extraordinaires qui nous reſtent pour ſubvenir aux frais de la guerre ou pour le paiement de la dette. En voici l'état.

429 millions provenant de l'excédent du gage affecté aux créations des aſſignats déjà faites.

1200 millions provenant de la vente des bois & forêts.

1 milliard provenant de la vente des biens des émigrés

200 millions provenant des domaines affectés au ſervice de la liſte civile.

100 millions de bénéfice à eſpérer ſur la rentrée dans les domaines engagés.

50 millions, valeur des rentes foncières & droits féodaux, appuyés des titres primitifs portant conceſſion de fonds.

Si, à ces différentes ſommes, on joint ce qui eſt dû à la Nation, en contributions arriérées; les 100 ou 150 millions que la tréſorerie nationale a toujours eu, à verſer pour les dépenſes courantes; enfin les créances conſidérables dues à l'Etat, ſes reſſources pourront s'élever à un capital d'environ 3 milliards 3 ou 400 millions.

Cambon met encore au rang de nos reſſources, la dépenſe des cultes qui pourroit procurer un capital diſponible d'environ 200 millions, & une réduction ſur les contributions de plus de 80 millions par an.

L'Aſſemblée a ordonné l'impreſſion de ce rapport & l'ajournement du projet de décret.

Des artiſtes de Lyon, inventeurs d'un procédé tendant à rendre malleable, le métal des cloches, étoient venus ſe plaindre, il y a quelques jours, à la Convention de ce que, malgré deux décrets de l'Aſſemblée législative, le mi-

Digitized by Google

nistre *Clavière* avoit mis obstacle à l'exécution des plans qu'ils avoient conçus pour multiplier promptement par leur procédé, la petite monnoie. La Convention décréta que le ministre rendroit compte de l'exécution des décrets indiqués par les pétitionnaires. Aujourd'hui il s'est présenté pour répondre à cette dénonciation. Son mémoire justificatif a été renvoyé à la commission des monnoies pour en faire le rapport.

Le ministre des affaires étrangères annonce à la Convention que les dépêches du général *Montesquiou* sur la suite des négociations avec la République de Genève lui font espérer que le dernier arrêté pris par le conseil exécutif applanira les difficultés qu'on apportoit à l'évacuation des troupes Suisses.

Brissot profite de cette nouvelle, pour solliciter l'adoption du projet de décret qu'il avoit présenté hier. Il le croit urgent, pour que, ni les négociations avec le conseil de Genève, ni les mouvemens des troupes aux ordres du général *Montesquiou* ne soient suspendus par aucune incertitude sur les intentions de l'Assemblée. Le décret a été rendu en ces termes :

« Art. I: La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité diplomatique, considérant que l'introduction des troupes de Berne & de Zurich à Genève, est contraire aux traités de 1579 & 1584, & compromet autant la sûreté que la dignité de la République Françoise, approuve les ordres donnés par le conseil exécutif provisoire, pour faire évacuer la ville de Genève, par les troupes de Berne & de Zurich, en respectant néanmoins la neutralité & l'indépendance du territoire de Genève, si cette évacuation se fait amicalement. »

Digitized by Google

« II. La convention considérant que l'édit de Genève de 1782 a été dicté par la force, que le traité du 12 novembre 1782 qui le garantit, n'est à l'égard de la constitution Genevoise, qu'un engagement de tenir des principes garantir une tyrannie étrangère, qu'il est indigne d'un peuple libre de maintenir de pareils actes ; considérant enfin que toute garantie de constitution est un attentat à l'indépendance de la puissance garantie, charge le conseil exécutif de déclarer à la République de Genève & aux cantons de Berne & de Zurich, que la République Françoise renonce pour sa part au traité du 12 novembre 1782, en ce qui concerne la garantie du gouvernement & la constitution de Genève. »

Une lettre des administrateurs du district d'Ustariz à la Convention nationale lui annonce la marche de l'avant-garde des troupes Espagnoles sur l'extrême frontière de la France. Ces administrateurs demandent la prompte organisation de l'armée des Pyrénées, & la permission d'aller combattre les Espagnols sur leur propre territoire. On a décrété que les comités diplomatique & de la guerre feroient un rapport sur la question de savoir si la république Françoise doit enfin, non pas se mettre en défense contre l'Espagne, mais l'attaquer vigoureusement.

Voici la suite du décret sur le mode de renouvellement des corps administratifs & judiciaires, dont nous avons donné dans un des précédens nos. les six premiers articles :

« Art. VII. Tous les citoyens & fils de citoyens, âgés de 25 ans accomplis, domiciliés depuis un an, & n'étant pas en état de domesticité ni mendicité, sont éligibles aux corps administratifs. »

Digitized by Google

« VIII. Le renouvellement des secrétaires des administrations & des greffiers des municipalités, sera fait par les conseils généraux desdites administrations & municipalités. »

« IX. Les membres des directoires des administrations seront nommés par les corps électoraux, par un scrutin de liste simple & séparément des autres administrateurs, qui continueront d'être nommés comme par le passé; & parmi ces derniers ceux qui auront eu le plus de voix, seront les suppléans des membres des directoires. »

« Le second scrutin est supprimé pour toutes les élections. »

« XI. Les corps électoraux de département, où il y aura des renouvellemens à faire, se réuniront le 21 novembre prochain, au chef-lieu du district qui suivra immédiatement, dans l'ordre du tableau, celui où les assemblées électorales, pour la nomination des députés à la Convention, ont été tenues. Ils y procéderont à l'élection; 1°. du procureur-général-syndic de l'administration; 2°. des membres du directoire; 3°. des autres membres de l'administration, & ensuite des président, accusateur public & greffier du tribunal criminel. »

« XII. Huit jours après, les assemblées de commune procéderont au renouvellement qu'elles auront elles-mêmes à faire. »

« XIII. Immédiatement après les élections, les nouveaux élus seront tenus d'entrer en fonctions. L'usage des provisions est abrogé à l'égard des juges, des suppléans, commissaires nationaux qui seront, avant d'entrer en fonctions, installés sur le seul procès-verbal de leur élection. »

« XIV. La disposition portée en l'article précédent, n'aura pas lieu à l'égard des électeurs qui reçoivent de la République, soit à titre de salaire,

Digitized by Google

fait à titre de pension, un revenu qui, réel par jour, égaleroit ou surpasseroit l'indemnité ci-dessus fixée sur le pied de trois journées de travail. »

« XV. L'administration principale du lieu où se rassembleront les corps électoraux, est autorisée à délivrer les ordonnances nécessaires pour l'acquittement de l'indemnité due aux électeurs, sauf à faire le remboursement dans les caisses de district, sur le produit des sous additionnels du département. »

« XVI. Les lois précédentes seront exécutées en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret. »

Du jeudi, 18 octobre.

Un des voleurs du garde-meuble, arrêté & condamné à mort par le tribunal criminel, a fait des aveux importans qui serviront à l'instruction de la procédure & feront connoître des complices dont la conviction deviendra facile, si les prévenus peuvent être confrontés avec les condamnés. La Convention a eu connoissance de ce fait; a rendu un décret par lequel elle autorise le tribunal criminel à surseoir à l'exécution de tous jugemens de condamnation à mort, qui ont été rendus ou pourront l'être contre les coupables ou complices du vol du garde-meuble, tant que l'intérêt de l'instruction l'exigera.

La lecture du procès-verbal de la séance d'hier où se trouve la loi sur le renouvellement des corps administratifs & judiciaires, a donné lieu à *Manuel* d'observer que les électeurs qui vont s'assembler, pourroient bien nommer aussi aux cures vacantes, & il a demandé que l'on n'y plaçât que de simples desservans, révocables au besoin. Les

Digitized by Google

murmures qui se sont élevés, ont fait dire à *Manuel* que sa proposition n'étoit pas encore mûre, & il l'a retirée. Cependant, dans un système de liberté & d'égalité, où tous les cultes sont admis, on ne voit pas trop pourquoi, le protestant, le juif, payent pour des messes qu'ils n'entendent pas, il semble roit que chaque secte étant libre d'adorer Dieu à sa manière, chaque secte doit pourvoir à l'entretien des ministres de son culte. Jusqu'à ce que le contraire ait été bien prouvé, la proposition de *Manuel* n'est qu'ajournée.

On renvoie aux comités d'agriculture & de commerce une lettre des commissaires dans le département du Nord qui accuse la municipalité de Dunkerque d'avoir empêché le départ d'un navire chargé de grains.

Le ministre de la marine observe à la Convention, que depuis la suppression de l'ordre monastique chargé du rachat des François captifs à Tunis, à Alger, & ailleurs, il n'existe aucun mode précis sur cet objet, digne de toute la sollicitude de l'Assemblée. Il l'invite à prendre une mesure définitive pour des malheureux, à qui la captivité est plus pénible depuis que leur patrie est libre. En renvoyant cette demande au comité de constitution, la Convention s'attend sans doute, que le comité lui indiquera non pas seulement ce qu'il faut faire pour racheter ces infortunés de l'esclavage, mais encore ce qu'il faut faire, pour empêcher qu'il n'y ait à l'avenir aucun François captif.

Le maréchal-de-camp *Labourdonnais* s'étonne, dans une lettre qu'il adresse à l'Assemblée, d'avoir été accusé par le général *Duhoux*, il s'étonne bien plus encore, de ce que son accusateur ait

Digitized by Google

obtenu les honneurs de la séance. Quelques membres étonnés à leur tour que cet officier osât censurer la conduite de l'Assemblée, demandoient une sévère improbation de ses expressions; c'est ainsi, disoient-ils, que *Lafayette* a commencé. La Convention a renvoyé cette lettre au comité de la guerre.

D'après un rapport fait, au nom du comité de la commission des arts, la Convention a décrété l'établissement d'une commission composée de 33 membres, qui prendra connoissance des monumens qui doivent être conservés pour la gloire des arts & des sciences, & qui veillera à leur conservation. Les membres de cette commission ne pourront en cette qualité recevoir aucun appointement. Ils s'assembleront dans une des salles du palais ou le *muséum* de la République doit être établi. Ils se concerteront avec les sections du comité des finances, chargées de l'aliénation des biens nationaux & des biens des émigrés, & avec le comité de l'instruction publique, pour présenter à la Convention les projets de décrets relatifs à la distraction des monumens d'arts & des sciences, du nombre des autres effets mobiliers qui doivent être vendus, avec le comité de l'instruction publique, pour les dispositions de ces mêmes objets, & avec le ministre de l'intérieur pour l'exécution des décrets qui auront été prononcés.

On se rappelle que l'Assemblée avoit ordonné la suspension des travaux du camp de Paris; elle a jugé ensuite que ce camp étoit inutile; aujourd'hui elle a renvoyé les ouvriers chacun chez eux, en leur accordant une indemnité de trois journées, que ceux des départemens ne recevront

Digitized by Google

qu'a leur arrivée dans leurs communes respectives.

Marat a obtenu la parole, & de sa bouche il est sorti une longue apologie du crime de quelques agiteurs des bataillons de *Mauconseil* & le *Républicain*, & un torrent d'injures contre tous les généraux, contre tous les ministres que *Marat* a accusé d'avoir calomnié indignement (ce sont ses expressions) ces deux bataillons qui ne sont point coupables de l'assassinat de quatre déserteurs Prussiens, mais *seulement* de la mort de quatre émigrés François. Il s'est appuyé sur le procès-verbal de la municipalité de Rhetel où le crime s'est commis, & il a conclu à un décret d'accusation contre le général *Chasot* pour avoir sollicité la punition des assassins; à qui, selon *Marat*, on ne peut reprocher que d'avoir manqué aux formes. L'Assemblée a écouté tout cela avec la patience du mépris. Elle s'est fait donner lecture du procès-verbal de Rhetel, il en résulte en effet que les quatre soldats immolés étoient non des emigrés François, (*& quand c'eût été des émigrés, ce fait, Marat, justifieroit-il & leurs assassins & ton affreuse apologie?*) mais des soldats du régiment des chasseurs impériaux Russes, François d'origine, qui, touchant au territoire de la France, avoient saisi ce moment fortuné pour briser leurs fers & voler au secours de leur ancienne patrie.

Dans la situation pénible où ce récit a plongé, pour la seconde fois l'Assemblée, elle a senti cependant quelques consolations, en apprenant, par le citoyen *Keisaint*, que le vol. taires de ces deux bataillons ont livré eux-mêmes les traîtres; qu'ils ont demandé eux-mêmes le retour de la discipline & des loix, & qu'en marchant à l'ennemi, ils ont

Digitized by Google

propre à faire oublier une erreur d'un moment, ci que quelques chefs, plus coupables qu'eux, les avoient entraînés.

Si quelque chose a pu encore adoucir l'amertume de ce souvenir, c'est la lecture d'une lettre du maréchal-de-camp *Beauharnois*, où il rend compte de l'accueil que les prisonniers de guerre, faits à Spire, ont reçu à Strasbourg & dans tous les lieux de leur passage. *Beauharnois* a voulu leur fournir les moyens d'apprendre à leurs amis, à leurs concitoyens, combien la conduite du peuple François à leur égard excitoit leur sensibilité. Il a été lui-même leur interprète dans une adresse, où rendant hommage à la vérité, il exprime à-la-fois les sentimens de reconnoissance de ces prisonniers, & les charmes de la liberté qu'ils n'eussent jamais connus s'ils ne fussent tombés dans la servitude.

Cette adresse & la lettre de *Beauharnois* ont été vivement applaudies; & l'Assemblée en a ordonné la mention honorable dans son procès-verbal.

Le ministre *Roland* a soumis les comptes des dépenses secrettes de son département. Ce compte a amené des débats tumultueux sur les comptes de toutes les dépenses secrettes. Mais comment des dépenses peuvent-elles être à-la-fois secrettes & publiques? La Convention a décrété que les ministres seront tenus d'en justifier en masse, & par un arrêté du conseil exécutif.

Le ministre de la guerre, *Pache*, a paru dans cette séance pour prêter son serment.

Du vendredi, 19 octobre.

Les commissaires de la Convention nationale aux armées réunies, écrivent qu'en entrant à Verdun,

Verdun, ils se sont occupés de la formation d'une administration provisoire, & qu'ils ne désespèrent pas de faire arrêter tous les traîtres qui ont contribué à la reddition de la place. Déjà les membres des corps administratifs qui ont servi l'ennemi en faisant exécuter ses ordres, sont en état d'arrestation.

Le comité des secours publics a fait un rapport sur la pétition de la veuve *Jucherault*, dont le mari, officier d'artillerie, & l'un des inspecteurs de la manufacture d'armes de Charleville, a péri victime d'un injuste soupçon dans une émeute populaire. La Convention a adopté les dispositions suivantes :

« Il sera accordé à la veuve *Jucherault* une indemnité de 1200 liv. pour les frais de son voyage en Corse, sa patrie, où elle désire retourner. Ses enfans seront élevés aux frais de la république, jusqu'au moment où ils pourront prendre un état.

Mercier a demandé qu'aucun fonctionnaire public ne puisse jouir d'un autre traitement que de celui qui est attaché à la fonction qu'il remplit ; ainsi, selon *Mercier*, les membres du tribunal de cassation, les évêques, &c., qui sont membres de la Convention, & qui ont des traitemens plus forts que l'indemnité accordée aux députés, seroient réduits à cette indemnité. Cette motion qui peut-être eût été convertie sur-le-champ en décret, s'il n'eût été question d'évêques, mais qui a subi des *distinctions*, a été renvoyée au comité de législation.

On a fait un rapport & présenté un projet de décret sur l'abolition des substitutions. La Convention en a ordonné l'impression & l'ajournement.

Il s'est élevé quelques débats sur l'ajournement

Digitized by Google

du projet de la création d'une force armée, tirée de tous les départemens, pour la garde de la Convention nationale. Plusieurs membres vouloient que la discussion s'ouvrît à l'instant. *Chabot* a dit qu'il étoit d'autant plus instant de prendre un parti définitif, que déjà un bataillon Marseillois se rendoit à Paris pour faire partie de la force publique. Ce n'est pas, a répondu *Barbaroux*, la connoissance de ce projet, qui a fait partir les Marseillois. Les dangers de Paris les ont seuls appellés. Ils sont trop amis de la patrie pour méconnoître l'empire de la loi; *Barbaroux* a ensuite posé, comme une vérité incontestable, que rien n'est plus conforme à l'unité de la république, qu'une force envoyée par les 83 départemens autour de l'Assemblée unique, qui représente tout l'empire; & il a pris l'engagement de répondre à toutes les objections qu'on pourroit faire contre ce projet.

Ces débats se sont terminés par un ordre du jour motivé sur le rang où les diverses discussions urgentes sont inscrites au tableau de l'ordre du jour.

La Convention adopte un projet d'adresse rédigée par le citoyen *Lefort*, pour inviter les volontaires à renoncer à la faculté qui leur a été accordée de quitter leurs drapeaux à la fin de la campagne. Voici cette adresse:

La Convention nationale aux volontaires des bataillons de 1791.

« Citoyens-soldats, la loi vous permet de vous retirer; le cri de la patrie vous le défend. Quand *Porsenna* étoit aux portes de Rome, *Brutus* quitta-t-il son poste?... l'ennemi a-t-il repassé le Rhin? Longwy est-il repris? le sang François, dont des barbares ont arrosé la terre de

la liberté, est-il vengé ? leurs ravages & leurs barbaries sont-ils punis ? ont-ils reconnu la majesté de la république & la souveraineté du peuple ? Soldats, voilà le terme de vos travaux. C'est en dire assez aux braves défenseurs de la patrie. La Convention nationale se borne à vous recommander l'honneur François, l'intérêt de l'Etat, & le soin de votre propre gloire. »

A Athènes, le magistrat faisoit à certaines époques la proclamation suivante : « Que tout citoyen, qui a des vues à proposer sur la législation, monte à la tribune ». La Convention a invité de même tous les amis de la liberté & de l'égalité, à lui présenter, en quelque langue que ce soit, les plans, les vues, & les moyens qu'ils croiront propres à donner une bonne Constitution à la République Française. Elle a autorisé en même-temps, son comité de Constitution à faire traduire & publier par la voie de l'impression, les ouvrages qui lui seront envoyés.

Le général *Valence* qui, par ordre du ministre, vient de prendre le commandement de l'armée de *Dillon*, annonce que ses troupes ont précipité la retraite des Prussiens pour Margiennes & Pilhon. « C'est, dans l'eau & la boue jusqu'au ventre, dit *Valence*, & en ne cessant de chanter *Vive la République*, que nos grenadiers sont parvenus jusqu'à Maugiennes pour les attaquer ». Ce général ajoute qu'il va marcher sur l'arrière-garde des Autrichiens, & qu'il compte annoncer dans sa première dépêche, la reddition de Longwy & bientôt l'entière évacuation du territoire de la République.

Les derniers momens de cette séance ont été occupés à entendre une pétition que l'Assemblée

Digitized by Google

a jugé digne d'être ensévelie dans l'oubli ; mais la fermeté qu'elle a montrée dans cette circonstance ne doit pas être ignorée.

Des commissaires des 48 sections de Paris se sont présentés à la barre pour faire, disoient-ils, une *pétition*. Ils venoient parler du projet de la formation d'une force armée pour la garde des représentans de la République, & voici un trait de leur début. *Vous voulez ressembler aux tyrans, en vous donnant une garde.....* De violens murmures ont repoussé ces mots. Un député s'est levé & a demandé qu'à l'instant, la force publique fût décrétée. Tous s'écrioient, qu'ils sauroient mourir à leur poste, que leurs suppléans les remplaceroient. — Les commissaires ont repris: « les sections de Paris vous déclarent qu'elles » trouvent le projet odieux en soi & d'une exé- » cution dangereuse. . . . Quel audacieux a pu » conjecturer que le peuple consentiroit au décret » que l'on propose ?.., Attendez que le peuple » ait sanctionné la loi, pour qu'il baisse son » front devant elle. Paris a fait la révolution, » Paris a donné la liberté au reste de la France, » Paris saura la maintenir. »

Le président de la Convention, *Guadet*, a répondu aux commissaires : « Citoyens, c'est ici » que réside l'exercice de la souveraineté du » peuple François, c'est à la convention natio- » nale que tous les droits de la République sont » confiés ; elle saura les défendre : elle recevra » toujours avec plaisir les conseils des bons ci- » toyens ; mais elle promet que d'ordres elle » n'en recevra que du peuple François. »

L'ordre du jour a écarté la pétition.

Du samedi, 20 octobre.

Un des complices du vol du garde-meuble,

comité lequel la peine de mort a été prononcée, mais dont l'exécution a été suspendue, fait de temps en temps des aveux fort utiles pour le recouvrement des effets volés. Hier, il s'est fait conduire à son domicile & de son domicile sous les toits. C'est là qu'il avoit caché pour douze cent mille livres de bijoux. *Thuriot* qui raconte ce fait à la Convention, se plaint de ce que les membres du tribunal chargé de cette procédure ne touchent aucune espèce de traitement. Le travail de ces juges est cependant bien pénible. Ils ont souvent des séances de 60 heures. L'Assemblée charge son comité de législation de lui faire un rapport sur cet objet.

Malgré la loi, malgré les ordres donnés par le pouvoir exécutif, on a amené à Paris 13 émigrés pris les armes à la main. Ils ont été conduits à la maison commune, & de suite dans une maison de sûreté sans que le peuple se soit porté envers eux, à la moindre insulte. Mais pour ne pas donner le temps aux agitateurs de susciter des troubles parmi ce peuple que son instinct retient toujours dans les bornes de la loi, la Convention a décrété que l'état-major de la division commandée par *Berruyer*, nommera dans le jour cinq commissaires pour juger les émigrés conduits à Paris, & que sous 24 heures il sera envoyé procès-verbal de l'exécution de ce décret. Il est ajouté que le pouvoir exécutif rendra compte des causes qui ont empêché l'exécution des ordres pour faire rétrograder de Meaux, ces émigrés.

Longwy est évacué. Les commissaires à l'armée du Centre en donnent la nouvelle. Les ennemis n'ont plus de troupes sur le territoire de France, & nous en avons sur le terri-

toire des ennemis. *Kersaint* propose de décerner une belle récompense à nos armées, c'est de déclarer qu'elles ont sauvé la république, & que par elles la patrie n'est plus en danger. Il a ajouté à cette idée, un projet de décret dans lequel il demande.

« 1°. Que ce témoignage de la reconnoissance publique sera inscrit sur des enseignes à la romaine, & ces enseignes envoyées par le pouvoir exécutif aux armées. »

« 2°. Que l'honneur de les porter dans les batailles sera décerné par les généraux aux citoyens qui auront eu le bonheur de se distinguer par quelque action d'éclat. »

« 3°. Si l'Assemblée nationale déclaroit une seconde fois la patrie en danger, les enseignes du salut public seroient ployées, & les armées prendroient le droit de les avoir dans leur camp tout le temps que dureroit le danger de la patrie. »

« 4°. Que si, par indiscipline ou quelque acte de foiblesse, la gloire des armes de la république étoit ternie dans l'une ou l'autre de ses armées, l'armée coupable seroit d'abord punie par la privation de ce signe de la confiance du peuple, lequel seroit rapporté dans le sein de l'Assemblée nationale, & ne pourroit être restitué à l'armée qui l'auroit ainsi perdu, qu'après deux victoires. »

« L'enseigne du salut public sera gardée religieusement dans le camp par une garde d'honneur, & placée dans le point le plus éminent du camp; dans les batailles, le corps auquel le général aura confié le devoir glorieux de la défendre, & qui la laisseroit tomber au pouvoir de l'ennemi, sera licentié, & ses membres dé-

Digitized by Google

clarés incapables de remplir aucun des devoirs de citoyen, & leurs noms inscrits sur des tables, seront placés dans toutes les maisons communes de la république. »

Ce projet de décret est renvoyé au comité de la guerre & d'instruction publique.

Les commissaires de la Convention aux frontières des Pyrénées annoncent leur arrivée à Bayonne. Ils ont parcouru tous les départemens qui avoisinent les limites de l'Espagne. Par-tout, ils ont trouvé les esprits à la hauteur des circonstances, parfaitement républicains & pleins de confiance en la Convention nationale. Ils réservent pour le prochain courier des détails plus étendus sur les objets de leur mission.

Le ministre de l'intérieur observe à la Convention qu'il est instant de vendre les objets qui se trouvent dans le château de Versailles, & il demande d'être autorisé à faire procéder à cette vente. *Manuel* veut que non-seulement les meubles soient vendus, mais encore le château. La Convention a décrété la vente des meubles, & a renvoyé au comité d'aliénation pour la vente de la maison.

Dans une adresse très-véhémente, les administrateurs du département du Calvados s'élèvent contre les agitateurs & les ambitieux qui voudroient semer le trouble ou la discorde dans les délibérations de l'Assemblée. En reconnoissant les services que la ville de Paris a rendus à la révolution, ils déclarent que toutes les parties de la République prétendent avoir une égale part à la puissance, & que dans la grande famille, il n'y a qu'une seule volonté à laquelle tout intérêt partiel est forcé de céder. « Représentans d'un grand peuple, dites à tous ceux qui ose-

Digitized by Google

roient enchaîner vos suffrages : *Quatre-vingt-deux départemens prétendent que nous soyons libres & respectés ; par-tout la Convention nationale a le droit de former les destinées de la République, & chaque point du sol de la patrie peut être un lieu de ralliement pour les délégués du souverain.* »

Les commissaires près des tribunaux criminels avoient été supprimés, il s'agissoit d'en attribuer les fonctions à quelque membre du tribunal. Il a été décrété qu'elles seroient attribuées aux accusateurs publics.

On a fait lecture, à la fin de cette séance, d'une adresse de la section de Paris, dite de la Butte-des-Moulins, par laquelle elle déclare n'avoir coopéré en rien à la rédaction de l'adresse, présentée hier par les commissaires de sections, dont elle désapprouve le style & la forme.

Décret sur le divorce, rendu par l'Assemblée nationale législative, le 20 septembre 1792.

« L'Assemblée nationale considérant combien il importe de faire jouir les François de la faculté du divorce qui résulte de la liberté individuelle dont un engagement indissoluble seroit la perte ; considérant que déjà plusieurs époux n'ont pas attendu, pour jouir des avantages de la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le mariage n'est qu'un contrat civil, que la loi eût réglé le mode & les effets du divorce, décrète qu'il y a urgence. »

« L'Assemblée nationale, après avoir décrété

Digitized by Google

l'urgence, décrète, sur les causes, le mode & les effets du divorce, ce qui suit : »

PARAGRAPHE Ier.

Causes du divorce.

« Art. I. Le mariage se dissout par le divorce. »

« II. Le divorce a lieu par le consentement mutuel des époux. »

« III. L'un des époux peut faire prononcer le divorce sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère. »

« IV. Chacun des époux peut également faire prononcer le divorce sur des motifs déterminés ; savoir : 1°. sur la démence, la folie ou la fureur de l'un des époux ; 2°. sur la condamnation de l'un d'eux à des peines afflictives ou infamantes ; 3°. sur les crimes, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre ; 4°. sur le dérèglement de mœurs notoires ; 5°. sur l'abandon de la femme par le mari, ou du mari par la femme pendant deux ans au moins ; 6°. sur l'absence de l'un d'eux ; sans nouvelles, au moins pendant cinq ans ; 7°. sur l'émigration, dans les cas prévus par les loix, notamment par le décret du 8 avril 1792. »

« V. Les époux maintenant séparés de corps par jugement exécuté ou en dernier ressort, auront mutuellement la faculté de faire prononcer leur divorce. »

« VI. Toutes demandes & instances en séparation de corps non-jugées sont éteintes & abolies ; chacune des parties paiera ses frais ; les jugemens de séparations non-exécutés ou attaqués par l'appel, demeurent comme non-avenus ; le tout sauf aux époux à recourir à la voie du divorce, aux termes de la présente loi. »

« VII. A l'avenir aucune séparation de corps

ne pourra être prononcée, les époux ne pourront être désunis que par le divorce. »

PARAGRAPHE II.

Mode du divorce par consentement mutuel.

« Art. I. Le mari & la femme qui demanderont conjointement le divorce, seront tenus de convoquer une assemblée de six au moins des plus proches parens, ou d'amis, à défaut de parens; trois des parens ou amis seront choisis par le mari, les trois autres seront choisis par la femme. »

« II. L'assemblée sera convoquée à jour fixe & lieu convenu, avec les parens ou amis : il y aura un mois d'intervalle entre le jour de la Convention & celui de l'assemblée; l'acte de convocation sera signifié par un huissier aux parens ou amis convoqués. »

« III. Si au jour de la convocation un ou plusieurs des parens ou amis convoqués ne peuvent se trouver à l'assemblée, les époux les feront remplacer par d'autres parens ou amis. »

« IV. Les deux époux se présenteront en personne à l'assemblée, ils y exposeront qu'ils demandent le divorce. Les parens ou amis assemblés leur feront les observations & représentations qu'ils jugeront convenables; si les époux persistent dans leur dessein, il sera dressé par un officier municipal, requis à cet effet, un acte contenant simplement que les parens & amis ont entendus les époux en assemblée dûment convoquée, & qu'ils n'ont pu les concilier : la minute de cet acte signée des membres de l'assemblée, des deux époux & de l'officier municipal, avec mention de ceux qui n'auront su ou voulu signer, sera déposée au greffe de la municipalité, il en sera délivré expédition aux époux gratuitement, & sans droits d'enregistrement. »

Digitized by Google

« V. Un mois au moins, & six mois au plus, après la date de l'acte énoncé dans l'article précédent, les époux pourront se présenter devant l'officier public, chargé de recevoir les actes de mariage, dans la municipalité où le mari a son domicile; &, sur leur demande, cet officier public sera tenu de prononcer leur divorce; sans entrer en connoissance de cause; les parties & l'officier public se conformeront aux formes prescrites à ce sujet dans la loi sur les actes de naissances, mariages & décès. »

« VI. Après le délai de six mois, mentionné dans le précédent article, les époux ne pourront être admis au divorce, par consentement mutuel, qu'en observant de nouveau les mêmes délais & les mêmes formalités. »

« VII. En cas de minorité des époux, ou de l'un d'eux, ou s'ils ont des enfans nés de leur mariage, les délais ci-dessus indiqués, d'un mois pour la convocation de l'assemblée de famille, & d'un mois au moins après l'acte de non-conciliation, pour faire prononcer le divorce, seront doublés; mais le délai fatal de six mois, après l'acte de non-conciliation, pour faire prononcer le divorce, restera le même. »

Mode du divorce, sur la demande d'un des époux, pour simple cause d'incompatibilité.

« VIII. Dans le cas où le divorce sera demandé par l'un des époux contre l'autre, pour cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs, il convoquera une première assemblée de parens, ou d'amis à défaut de parens, laquelle ne pourra avoir lieu qu'un mois après la convocation.

« IX. La convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux du domicile du mari,

en la maison commune du lieu, aux jours & heures indiqués par cet officier; l'acte en sera signifié à l'époux défendeur, avec la déclaration des noms & demeures des parens ou amis, au nombre de trois au moins, que l'époux demandeur entend faire trouver à l'Assemblée, & invitation d'y faire trouver de la part également trois, au moins, de ses parens ou amis. »

« X. L'époux demandeur en divorce sera tenu de se présenter en personne à l'Assemblée; il entendra ainsi que l'époux défendeur, s'il comparoît, les représentations des parens ou amis, à l'effet de les concilier; si la conciliation n'a pas lieu, l'assemblée se propagera à deux mois, & les époux y demeureront ajournés; l'officier municipal sera tenu de se retirer pendant les explications & le débat de famille; en cas de non-conciliation, il sera rappellé dans l'assemblée pour en dresser acte, ainsi que de la prorogation dans la forme prescrite par l'article IV ci-dessus; expédition de cet acte sera délivrée à l'époux demandeur, qui sera tenu de le faire signifier à l'époux défendeur, si celui-ci n'a pas comparu à l'assemblée. »

« XI. A l'expiration des deux, l'époux demandeur sera tenu de comparoître de nouveau en personne; si les représentations qui lui seront faites, ainsi qu'à son époux, s'il comparoît, ne peuvent encore les concilier, l'assemblée se propagera à trois mois, & les époux y demeureront ajournés; il en sera dressé acte, la signification en sera faite, s'il y a lieu, comme au cas de l'art. précédent. »

« XII. Si à la troisième séance de l'Assemblée, à laquelle le provoquant sera également tenu de comparoître en personne, il ne peut être concilié, & persiste définitivement dans sa demande, acte en sera dressé; il lui en sera délivré expédition, qu'il fera signifier à l'époux défendeur. »

Digitized by Google

« XIII. Si aux première, seconde ou troisième assemblées, les parens ou amis indiqués par le demandeur en divorce ne peuvent s'y trouver, il pourra les faire remplacer par d'autres à son choix; l'époux défendeur pourra aussi faire remplacer à son choix les parens ou amis qu'il aura fait présenter aux premières assemblées, & enfin l'officier municipal lui-même, chargé de la rédaction des actes de ces assemblées, pourra en cas d'empêchement être remplacé par un de ses collègues. »

« XIV. Huitaine au moins ou au plus dans les six mois après la date du dernier acte de non-conciliation, l'époux provoquant pourra se présenter pour faire prononcer le divorce, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile; il observera, ainsi que l'officier public, les formes prescrites à ce sujet dans la loi sur les actes de naissances, mariages & décès; après les six mois, il ne pourra y être admis qu'en observant de nouveau les mêmes formalités & les mêmes délais. »

La fin au Journal prochain.

L'élection du Maire, le projet de rassembler autour de la Convention une force armée tirée des 83 Départemens, l'arrivée d'un bataillon de Marseillois, celle de treize Emigrés pris les armes à la main, la suspension des travaux du camp sous Paris, une entrevue inopinée entre *Marat* & le Général *Dumourier*; tels sont les événemens qui ont servi d'aliment à l'activité

Digitized by Google

des esprits dans la capitale, & de prêter aux agitateurs pour suivre leur plan d'anarchie & de désorganisation.

Paris auroit-eu besoin d'avoir encore *Pétion* pour Maire. De l'aménité, de la droiture, le talent de la parole auquel ajoutent toujours les qualités extérieures, lui avoient donné sur les citoyens un ascendant utile, que la haine qu'il porte aux factieux & aux factions faisoit désirer d'en voir prolonger l'exercice. Sur 15,474 scrutins, il en a réuni 13,899. Les autres se sont divisés entre une infinité de Citoyens. Mais déjà *Pétion*, instruit de la majorité des suffrages, avoit adressé la lettre suivante aux Commissaires réunis à la Maison-commune.

« Citoyens, j'avois eu l'honneur de vous prévenir, qu'appellé à la convention nationale, j'avois accepté cette mission importante; que je ne pouvois ni ne devois accumuler deux fonctions, & je vous avois prié de vouloir bien procéder à la nomination d'un nouveau Maire. Vous m'avez une seconde fois honoré de vos suffrages, rien n'est plus glorieux pour moi, & les termes me manquent pour vous exprimer toute ma reconnoissance; mais je ne puis regarder ce choix que comme un témoignage d'amitié, que comme une marque de souvenir des services que j'ai pu rendre à cette cité; il m'est bien douloureux de ne pouvoir pas répondre à cette confiance, à laquelle j'attache un si grand prix: en rentrant au poste de Représentant de la République, j'obéis

aux principes ; je crois bien servir ma patrie ; agréez mes sincères regrets & l'assurance de mon entier dévouement. »

« Votre Concitoyen PÉTION. »

Quelqu'instance que les Commissaires aient employée auprès de *Pétion*, il a persisté dans les sentimens exprimés dans sa lettre. On a commencé la réélection depuis Lundi dernier ; le résultat n'en est point encore connu. Les suffrages présumés se partagent entre *Antonelle*, ancien Maire d'Arles ; *Freteau*, *Treilhard*, *Rabaud*, *Herault*, *d'Ormesson* le Juge.

Treize Emigrés qui avoient été faits prisonniers sont arrivés à Paris Vendredi 19. On les a conduits à la Maison commune, où ils ont été interrogés. Voici leurs noms & le résultat de leur premier interrogatoire.

Noms & qualités des treize émigrés qui ont été amenés au conseil-général de la Commune, le 19 Octobre 1792, à 2 heures après-midi.

« *Charles-Hyacinthe-Laurent Bernage*, 29 ans, natif de Versailles, ci-devant garde du corps du Roi, parti au mois d'Août de l'année dernière, parti de son propre mouvement & aidé d'une lettre qu'il a reçue, laquelle n'étoit pas signée, dont il ne connoissoit pas l'écriture, qu'il présume être des chefs du ci-devant corps dans lequel il servoit ; s'est rendu, de sa propre volonté, au Chêne-Pouilleux, à une lieue de l'armée Françoise & cinq lieues de l'armée des Princes,

arrêté par le commandant de l'avant-garde de l'armée Kellermann. »

« *Réné-Remi Chevalier*, 33 ans, natif de Virrois de Tours en Touraine, cocher de madame de Cossé depuis 15 mois ; arrêté au grand Saint-Hilaire, à la gendarmerie de Paris, où il s'est rendu. »

« *Jean Dellour*, 25 ans, natif de Villeneuve, Département de Lot & Garonne, parti depuis 10 mois avec son maître, qu'il a dit s'appeller Rafin, Officier au ci-devant régiment d'Artois, cavalerie, arrêté par des paysans à Aubery. »

« *Louis Cotte*, 26 ans, natif de Strasbourg, domestique de M. de Menil, Capitaine au ci-devant régiment d'Esthérazy, parti au commencement d'Avril dernier, incité à partir par le père de son maître, pour aller camper, joindre le régiment ; arrêté par un détachement de dragons, trois lieues de l'armée Dumourier. »

« *Joseph-Alexandre Duménil*, âgé de 27 ans, natif de Nanci, ci-devant capitaine au régiment d'Esthérazy, parti au mois d'avril, a été arrêté aux avant-postes de l'armée *Dumourier*, a été induit en erreur par son père. »

« *Godefroy* dit *Lessart*, âgé de 35 ans environ, natif de St. Jean en Normandie, ci-devant garde-du-corps du Roi, parti à la fin de juillet dernier, s'est rendu volontairement aux hussards d'Esthérazy, déclare que ses affaires & ses intérêts l'ont conduit là, ainsi qu'il le prouvera par l'interrogatoire. »

« *Etienne-Hyacinthe Gautier-Latouche*, âgé de 45 ans, natif de Bordeaux, conseiller au ci-devant parlement de Bordeaux, parti au mois de février dernier, effrayé des menaces qu'on lui

Digitized by Google

faisoit tous les jours, s'est rendu aux chasseurs de Hainault. »

« *Jean-Jacques Marice*, âgé de 21 ans, natif de Bordeaux; attaché à l'artillerie comme officier surnuméraire, parti depuis le mois d'octobre 1791, un de ses parens l'a emmené pour voyager, s'est rendu aux chasseurs de Hainault. »

« *Emery-Louis-Charles Godefroy*, dit *Mingré*, âgé de 29 ans, ancien lieutenant de vaisseau de la marine françoise, parti depuis environ 13 mois, par suite de menaces, s'est rendu libre-ment au Chêne-Pouilleux, avec son frère, aux hussards d'Esthérazy. »

« *Jean Beon*, âgé de 21 ans, natif de Mortenart, en Limosin, sans qualité, ci-devant gentilhomme, parti avec M. *de Beon*, & à son instigation, depuis environ 13 mois, s'est rendu au Chêne-Pouilleux, aux hussards d'Esthérazy. »

« *Michel Dammartin*, âgé de 24 ans & demi, natif de Metz, officier réformé du ci-devant régiment de Paris provincial, en 1781, parti depuis deux ans pour des affaires d'intérêt, ayant des propriétés sur la frontière, s'est rendu volontairement à l'armée *Dumourier*. »

« *Jean-Louis Mirambel*, agé de 19 ans, natif de Saint-Remi, en Limosin, ne faisant rien, ci-devant gentilhomme, parti depuis huit mois, s'est rendu à la gendarmerie de Paris. »

« *Silvain Legrand*, âgé de 22 ans, du village de Bausac, en Périgord, domestique de M. *de Mont-ferrant*, officier au ci-devant régiment d'Artois, cavalerie, parti depuis un an, à l'instigation de son maître, s'est rendu à Auberive aux citoyens armés. »

Aussi tôt après leur interrogatoire, ces 13 émigrés ont été conduits à la Con-

Digitized by Google

ciergerie. Ils étoient escortés par des Officiers Municipaux. Le peuple, malgré une indignation assez naturelle, loin de se porter à aucun excès, comme on avoit paru le craindre, a même favorisé leur conduite dans cette prison, & a laissé à la loi le soin de faire tomber les têtes coupables. Mais les agitateurs, qui ne laissent échapper aucune occasion d'égarer le peuple, le mirent en mouvement, & le lendemain un rassemblement considérable se forma dans la cour du Palais & vouloit forcer le Tribunal Criminel à condamner sur-le-champ ces malheureux Emigrés. Un homme qui se disoit leur avoué, haranguoit la multitude & faisoit courir le faux bruit que le ci-devant Prince *de Lambesc* étoit du nombre des prisonniers. Sur-le-champ des Commissaires de la Municipalité se rendirent au lieu du rassemblement & firent la proclamation suivante ?

« Citoyens, on vous trompe ; des monstres intéressés à dérober à l'œil vigilant de la justice les émigrés qui sont-là, vous annoncent que ce sont d'autres hommes ; vous les connoîtrez ; vous aurez plus, vous saurez avec l'aveu de leurs crimes, les noms de leurs complices. »

Le Conseil général de la Commune a décerné un mandat d'amener contre le soi-disant avoué, & le calme n'a pas tardé à se rétablir. La Commission Militaire a été formée pour juger les Emigrés,

Digitized by Google

& comme il n'y avoit qu'un seul point de fait à examiner, savoir s'ils ont été pris, les armes à la main, & que déjà leur réponse les condamne, neuf d'entre eux ont été condamnés, & ont subi la peine de la décapitation en place de Grève. La qualité de domestique a sauvé les quatre autres.

« Le conseil-général de la commune avoit invité plusieurs fois son comité de surveillance à rendre ses comptes, & il n'en faisoit rien. Dans sa séance du 18, le conseil avoit arrêté que si ce comité ne satisfaisoit pas dans le jour à cette demande, la liste de ses membres seroit imprimée avec la qualification de mauvais citoyens, & envoyée aux 48 sections. Dans la séance du soir, M. *Panis* présenta l'apperçu général de ses comptes, & le lendemain ils ont été remis. Le conseil-général a nommé douze commissaires pour les examiner. »

« Plusieurs sections étant venues témoigner leur sollicitude sur les billets de la maison de secours, le conseil général a fait faire, dès la pointe du jour, dans les marchés, une proclamation pour inviter les citoyens à avoir confiance en ces billets, & les assurer qu'on s'occupe de leur remboursement, de manière que les citoyens n'éprouvent aucune perte. »

« *Sergent* a demandé que le traitement du maire, fixé à 75 mille livres, soit réduit & qu'on supprime les deux cavaliers qui accompagnent sa voiture. Cette motion est actuellement débattue dans les sections. »

« Sur la motion de *Manuel*, la commune a arrêté que la rue de *Sorbonne* portera désormais le nom de rue de *Catinat* pour honorer la mémoire

de ce grand homme qui demeuroit dans cette rue. »

« Dans la nuit du 21 au 22 on a amené à la maison commune 33 Prussiens qui ont été conduits provisoirement à la Conciergerie. Le conseil général a nommé des commissaires, pour s'informer s'ils étoient déserteurs ou prisonniers. »

La Convention Nationale, formée des Représentans des 83 Départemens, avoit sans doute le droit de composer sa garde de Citoyens élus par les différentes Sections de la République; le principe d'unité qu'il est si essentiel de maintenir, l'avantage d'avoir pour témoin de ses travaux des Citoyens appartenant à tout l'Empire, le besoin d'en imposer aux factieux qui voudroient régner en tyrans dans cette ville si importante, & influencer la Convention, la conservation des dépôts précieux qu'elle renferme, & que des brigands ont déjà violés, rendoient cette mesure aussi indispensable que juste. Les agitateurs en ont décidé autrement; ils n'ont pas eu de peine à persuader à un grand nombre de Sections, que cette garde qu'ils ont qualifiée de *Prétorienne*, étoit injurieuse aux Citoyens de Paris. L'amour propre est toujours de toutes les passions la plus facile à émouvoir; ils l'ont présentée comme dangereuse, si les Citoyens des Départemens n'étoient pas d'accord

Digitized by Google

avec ceux de Paris; & comme inutile, s'ils agissoient de concert.

Tous ces sophismes n'en ont pas imposé à plusieurs Sections qui ont eu le bon esprit de désavouer la pétition présentée collectivement à la Convention Nationale. Comment n'a-t-on pas vu que les motifs allégués pour faire rejetter cette mesure, concourent précisément à la faire admettre; car si les Citoyens de Paris sont animés des mêmes sentimens pour la République que ceux des Départemens, le refus n'est point fondé. S'ils en ont de contraires, l'intérêt de la République exige qu'on leur oppose une barrière. En luttant ainsi d'autorité avec les Représentans du peuple, les Parisiens connoissent bien mal leurs intérêts. Il ne suffit pas que la Convention soit libre, il faut que les Départemens en aient la persuasion. S'ils venoient à en douter un seul instant la Convention ne pourroit se dispenser de transporter ailleurs le lieu de ses séances. Quel vuide cet éloignement produiroit dans la Capitale! Elle perdroit ce centre de mouvement & d'action qui peut, seul, la soutenir au milieu des ébranlemens qu'elle a reçus de la révolution. Les Citoyens que rassuroit la présence de la Convention, fuiroient un séjour où ils auroient lieu de craindre de voir renouveller les agitations & les scènes sanglantes dont ils ont été

Digitized by Google

les témoins. Les consommations de tous genres éprouveroient une diminution considérable, & la classe industrieuse, perdant ses moyens de subsister, se tourneroit contre ceux qu'elle croiroit être les auteurs de ses maux. Et voilà le précipice où quelques intrigans, affamés d'ambition, & pressés peut être du besoin de l'impunité, voudroient plonger Paris, si ses habitans étoient assez aveuglés pour se laisser entraîner par leurs conseils perfides !

Marat, qui n'a jamais laissé échapper l'occasion de se faire l'apologiste de tous les genres de désordres, avoit dénoncé à la tribune des *jacobins* les Généraux *Dumourier* & *Chazot*, pour avoir donné des ordres de faire punir sévèrement ceux des Bataillons, le *Républicain* & le *Mauconseil*, qui avoient massacré, à Rhetel, quatre Déserteurs au service de Prusse. Il avoit prétendu que le meurtre étoit très *patriotique*, attendu que c'étoit quatre Emigrés, & il avoit même voté des *couronnes civiques* pour les généreux auteurs de cet assassinat. *Marat*, qui a la folie de croire qu'il réunit en lui seul tous les pouvoirs, prend deux Compagnons, & se met dans la tête d'aller faire subir une interrogatoire au Général *Dumourier*. Celui-ci soupoit joyeusement chez le Patriote *Talma*, avec ses Aides-de-Camp, *Santerre*, Commandant de la Garde Nationale, plusieurs Membres de la Convention, & autres Convives qui se réjouissoient fraternellement du succès de nos armes. On peut croire que l'aspect imprévu & sinistre de *Marat* & de ses Acolites n'augmenta pas la gaieté qui règnoit dans ce Cercle. Le Général, instruit de la mis-

Digitized by Google

sion, répond à *Marat*, qu'il a envoyé à la Convention & au Ministre de la Guerre, toutes les pièces relatives à cette affaire. Il auroit pu sans doute lui faire une réponse plus laconique; mais enfin telle quelle, *Marat* en a été si peu content, qu'il a dénoncé le lendemain *Dumouriez*, *Chazot* & *le Ministre* de la Guerre, comme des *traîtres* & des *conspirateurs*, & a rempli huit mortelles pages de son Journal d'un récit glorieux de cette célèbre entrevue, où *Marat* se vante d'avoir fait trembler le Général, ce que tous ceux qui connoissent *Marat* n'auront pas de peine à se persuader.

La fortune qui préside constamment aux destinées de la République Françoise, a fait tomber dans ses mains une multitude de pièces que le Général *Kellermann* a saisie dans la retraite des Prussiens & des Emigrés. Elles étoient contenues dans un porte-feuille appartenant à la ci-devant *Altesse Royale* MONSIEUR; elles achèvent de prouver les perfides manœuvres employées par la Cour de Vienne & de Berlin, pour engager la Porte Ottomanne à ne pas recevoir notre Ambassadeur *Semonville*, & la trahison de nos deux Envoyés à Constantinople & à Berlin. Les plus importantes de ces pièces sont une lettre de M. *Choiseul Gouffier*, adressée aux ci-devant Princes François, des instructions que ceux-ci avoient envoyées à M. *Dumouriez*, avec la réponse de ce Ministre. En voici le contenu:

Lettre de M. Choiseul Gouffier aux Princes François, du 10 Août.

MESSEIGNEURS,

« Quoique je n'aie point encore reçu les ordres de vos Altesses Royales que j'avois osé

sollicitet, il y a deux mois, j'espère qu'elles auront daigné recevoir avec bonté l'hommage de mon respectueux dévoûment & de mon inaltérable fidélité. M. l'Evêque d'Arras aura, peu de temps après, mis sous vos yeux, Messeigneurs, quelques détails relatifs à ma situation & aux circonstances qui se préparoient. Il étoit impossible que nos tyrans se laissassent braver plus long-temps, par le seul sujet fidelle resté dans tout le Corps Diplomatique, & qu'ils ne tentassent point d'envahir un poste d'où ils peuvent espérer d'atteindre efficacement à la grande cause que vos Altesses Royales défendent avec tant de gloire & d'énergie. J'ai reçu, il y a trois jours, une lettre de rappel. Elle m'annonce que je suis remplacé par M. *de Sémonville*, & qu'il sera précédé par *Chalgrain*, ci-devant mon Secrétaire d'ambassade, dont je m'étois débarrassé sans lui nuire, en lui faisant donner un congé avec la jouissance de ses appointemens, homme très-borné, violent jusqu'à la démence, qui affectoit près de moi le plus pur royalisme, & qui vient de se vendre à la horde jacobite. Il m'est prescrit de lui remettre les archives & la direction des affaires, aussitôt que j'aurai pris congé; car on ne veut pas même me laisser attendre mon successeur, quoiqu'il doive déjà s'être embarqué à Gênes, & qu'il ne puisse manquer d'arriver incessamment. »

« Les projets de cet Ambassadeur National ne sont pas douteux, & je le dis avec tous les moyens propres à en assurer le succès; il doit proposer à la Porte une alliance fondée sur les bases les plus propres à égarer les Ministres

nistres Ottomans ; il fera naître, à force d'argent & d'intrigues, des obstacles à l'exécution du traité de Sistowe, & n'épargnera rien pour provoquer une rupture, soit avec la Cour de Vienne, soit avec celle de Pétersbourg ; il ira même jusqu'à promettre une escadre Françoise pour aider à reconquérir la Crimée : proposition qui peut produire le plus grand effet sur le Grand-Seigneur personnellement. Et *Sémonville* montera cette escadre, déjà prête à sortir de Toulon, si la Porte veut seulement laisser entrevoir quelques incertitudes, toujours suffisantes, pour empêcher la Cour de Vienne de dégarnir cette immense & dangereuse frontière, qui s'étend depuis le Dniester jusqu'au golfe adriatique. Vos Altesses Royales sont trop éclairées pour ne pas appercevoir les funestes inconvéniens qu'entraîneroit cette négociation, en supposant même qu'elle fût infructueuse ; & vous vous rappellerez quelle importance *Frédéric-le-Grand* attachoit à une pareille diversion, lorsque vers la fin de la guerre de 7 ans, ce Prince, si bon calculateur, prodiguoit des sommes immenses pour engager la Porte à donner seulement quelques légères inquiétudes à la Cour de Vienne. Nous ne pouvons en même-temps nous dissimuler que *Sémonville* trouvera ici de grandes ressources dans les Ambassadeurs d'Angleterre & de Pologne, qui l'attendent tous deux avec une impatience mal déguisée. »

« Tels sont, Messeigneurs, les dangers que je redoutois ; tels sont les motifs qui me commandoient impérieusement de ne point abandonner une place que les ennemis de la Monarchie pourroient occuper avec tant d'avan-

Digitized by Google

tages. Les mêmes motifs me prescrivent aujourd'hui de prévenir vos ordres, en ne négligeant aucuns moyens d'atténuer les perfides insinuations de l'Assemblée Nationale; en faisant rejetter, s'il est possible, leur émissaire par le grand Seigneur; ou si je ne puis l'empêcher d'arriver, en multipliant devant lui les obstacles, & en contrariant constamment ses efforts. Je n'ai pas perdu un instant pour éclairer & exciter les Ministres Ottomans qui m'accordent de la bienveillance. Tous ceux qui ont quelque crédit sur l'esprit de sa hautesse, ont été mis sur-le-champ en mouvement; ils m'ont parfaitement servi, & peut-être mes seuls moyens personnels eussent-ils suffi; mais dans une affaire si importante, j'eusse été coupable de rien remettre au hasard, & de ne pas accumuler tous les moyens de succès. Je me suis donc en même-temps concerté avec le Baron *d'Herbert*, sur la marche combinée que nous devions tenir, sans cependant laisser trop clairement appercevoir notre union. Le Ministre a saisi cette affaire avec toute la chaleur que l'on pouvoit attendre de son zèle, & la conduire avec toute la dextérité dont il a déjà donné tant de preuves. Une démarche directe & trop prompte de sa part, eut été suspecte, & dans le rapport où il se trouve avec la Porte, presqu'aucun des articles du traité de Sistowe n'étant encore exécuté par les Turcs, son intervention précipitée eût même été nuisible, les Turcs ne pouvant écouter sans méfiance une Cour dont l'alliance leur eût déjà été utile, & croire que ses avis fussent dictés par un véritable intérêt pour l'Empire Ottoman? »

M. *d'Herbert* a réussi à faire agir avec zèle M.

de Knobelsdorff, quoique celui-ci n'eût aucune instruction du roi son maître sur cet objet. Les premières insinuations de cet envoyé extraordinaire de Prusse, n'ayant pas semblé produire tout l'effet que nous desirions, M. *d'Herbert* l'a déterminé à remettre officiellement à la Porte l'expression la plus énergique de ses sentimens, à demander une conférence avec le ministère Ottoman, laquelle aura lieu sous peu de jours, s'il est nécessaire. Le baron *d'Herbert* a eu même-temps engagé le chargé des affaires de Russie à se joindre à lui, & ces trois ministres ont fait présenter ce matin à la Porte les mémoires dont je joins ici les copies qu'eux-mêmes ont bien voulu me remettre, en me permettant de les adresser à vos alteſſes royales ».

« Vous jugerez sans doute devoir faire connoître à la Cour de Vienne, ainsi qu'à sa Majesté Prussienne, combien vous êtes sensibles au zèle que leurs ministres ont montré pour la cause commune, & à la confiance qu'ils me témoignent, comme à un des plus fideles serviteurs du roi & de vos alteſſes royales, seules légitimes dépositaires de son autorité ».

« J'ose aussi vous supplier de vouloir bien m'honorer, auprès de la Cour de Pétersbourg, de quelques témoignages de bonté, qui puissent achever de détruire des impressions défavorables, données contre moi par la plus basse intrigue & la plus noire ingratitude, & qui me deviendroient bien pénibles, si elles venoient à me priver de quelques moyens de servir vos alteſſes royales ».

Je ne dois pas vous laiſſer ignorer que l'envoyé de Naples s'eſt prêté à communiquer à la

Porte une dépêche de M. *Acton*, dans laquelle ce ministre, en le prévenant de la nomination de Sémonville, le lui dépeint sous les couleurs les plus odieuses. Je n'entrerai point d'ailleurs dans les détails de tous les moyens accessoires que j'ai employés à l'appui de ces démarches combinées ; les agens de ces intrigues secrettes étant inconnus à vos altesses royales, & la marche qu'ils doivent tenir, étant indépendante des mœurs des Turcs, & des usages de cet empire ».

« Chalgrain arrivera aujourd'hui ou demain, mais je ne lui céderai assurément pas la place, & , dans tous les cas ; je ne prendrai point congé que je n'aie reçu les ordres de Messeigneurs ».

« Si nous parvenons à faire repousser l'ambassadeur national par la Porte, si nous pouvons seulement retarder deux ou trois mois son admission, nous aurons, en écartant ainsi toute crainte d'une diversion redoutable, remporté une véritable victoire, & nous vous donnerons le temps d'en remporter de plus brillantes sur les scélérats qui menacent l'Europe d'une subversion générale ».

« Je suis avec le plus profond respect de Monsieur, & de Monseigneur, le très-humble & très-obéissant serviteur,

Signé, CHOISEUL-GOUFFIER.

Instruction pour M. le Comte de Moustier, *par les Princes François, frères du Roi.*

« M. le Comte de *Moustier* fera sentir aux ministres de S. M. P., & à M. le Baron de

Breteuil, combien il est indispensable pour la France, qu'il existe un centre d'autorité où tous les rayons aboutissent; (sur cet article les Princes n'ont rien à lui prescrire, ils savent combien il est rempli de cette vérité, & la manière dont il sait la prouver) mais il lui fera sentir en même-temps que, tant que la captivité du Roi durera, le centre d'autorité ne peut être qu'un Régent en titre, & que si *Monsieur* en exerçoit les fonctions, sans en prendre le titre, il violeroit lui-même le premier les lois qu'il est animé pour rétablir. Si on objectoit l'espèce d'autorité dont jouissent aujourd'hui les Princes, il lui seroit facile de faire voir que c'est une pâle autorité de respect pour leur naissance, de confiance en leurs personnes, & sur-tout de besoin d'un chef, mais à laquelle ceux qui la reconnoissoient, pourroient se soustraire sans qu'il y eût proprement de reproche à leur faire. »

« M. le Comte de *Moustier* est parfaitement en état de prouver la vérité de ces assertions; mais sa modestie lui ayant fait désirer d'avoir des coopérateurs, les Princes lui envoient les deux personnes qu'il a désignées. M. le Comte de *Moustier* fera sur-tout sentir que ce n'est pas seulement un droit que *Monsieur* reclame, mais un devoir indispensable qu'il a à remplir; que l'on peut bien transiger sur ses droits, mais jamais sur ses devoirs; & qu'il se rendroit moins coupable en laissant les choses *in statu quo*, & exerçant conjointement à M. le Comte d'*Artois*, l'autorité précaire dont ils jouissent, qu'en exerçant sans titre une autorité qui n'appartient qu'au titre. Si les personnes avec lesquelles M. de *Moustier* traitera, en convenant de la nécessité

Digitized by Google

de ce titre, étoient effarouchées de celui de Régent, & inclinoient vers celui de Lieutenant-général du Royaume, M. le Comte de *Mouſtier* leur feroit ſentir que l'autorité du Régent eſt bien connue, mais que celle de Lieutenant-général du Royaume l'eſt moins; que c'eſt plutôt une eſpèce de titre honorifique qu'un titre emportant l'autorité, à moins que le Lieutenant-général n'ait une commiſſion du Roi. A l'appui de cette aſſertion, il citeroit les exemples d'*Antoine*, Roi de Navarre, & de M. *Gaſton*, qui furent, ſous les minorités de *Charles IX* & de *Louis XIV*, Lieutenans-généraux du Royaume, tandis que les deux Reines mères exerçoient, ſous le titre de Régentes, la plénitude de l'autorité royale. Si on citoit l'exemple de *Charles V*, au moment de la captivité du Roi *Jean*, M. le Comte de *Mouſtier* pourroit faire voir que cet exemple eſt plutôt favorable que contraire à cette aſſertion, puiſque *Charles V*, qui ſe trouvoit en état de minorité quand ſon père fut fait priſonnier, n'oſa pas, par cette raiſon, prendre le titre de Régent, mais qu'il le prit auſſitôt qu'il fut devenu majeur. »

« L'objection du danger que le titre feroit courir au Roi ſeroit aſſurément la plus puiſſante de toutes, ſi elle n'étoit en même-temps la moins fondée. M. le Comte de *Mouſtier* l'a déjà détruite d'avance, & il lui ſera bien aiſé de la détruire une ſeconde fois; ainſi les Princes n'ont rien à lui preſcrire à cet égard. Si l'on oppoſoit une prétendue volonté du Roi & de la Reine, M. le Comte de *Mouſtier* ſe borneroit à demander ſi cette volonté s'eſt manifeſtée depuis le 10 Août dernier, il eſt impoſſible qu'elle l'ait été, & ſi

Digitized by Google

l'on prétendoit que dans les instructions données avant cette époque, leurs Majestés avoient prévu la catastrophe, M. le Comte de *Moustier* peut répondre que leur courage a pu la leur faire prévoir pour elles-mêmes, mais non dans ses effets relativement au Royaume. Quant à la question que M. le Comte de *Moustier* a faite relativement à l'administration du Royaume pendant la régence, la réponse est simple : un Régent pendant la captivité du Roi ne peut rien faire que de provisoire, parce que tout enchaîné qu'est l'exercice des facultés de l'ame du Roi, ces facultés n'existent pas moins. Or, sa Majesté a tracé elle même, à *Monsieur*, la route qu'il doit suivre par sa proclamation du mois de Juin 1791. *Monsieur* ne peut donc que rétablir les parties de l'ancien régime, qui sont indispensables pour faire aller la machine, sans se permettre de juger le parti que le Roi, redevenu libre, prendra sur le tout. »

A Hettange, le 3 Septembre 1792.

Signé, LOUIS-STANISLAS-XAVIER, CHARLES PHILIPPE.

Réponse de M. le Comte de Moustier *aux Princes.*

« Je ne pourrai essayer de faire valoir les excellens motifs en faveur de la régence, renfermés dans les instructions *de Monsieur & Monseigneur Comte d'Artois*, qu'après l'arrivée de M. le Baron de *Breteuil*, dont l'absence arrête toute délibération à ce sujet. »

« Les principaux personnages du côté prussien

Digitized by Google

sont convaincus & conviennent du droit. Monseigneur le Comte de *Schulembourg* lui-même a été poussé par *Monsieur*, jusqu'à l'aveu du motif particulier de refus de reconnoître le titre légitime de *Monsieur*, à moins que la Cour de Vienne ne s'y décide. C'est de ce côté que vient l'obstacle essentiel qui arrête une mesure aussi importante que celle de l'établissement d'un gouvernement dans les pays soumis par les armes des puissances qui disposent en ce moment du sort de la France. Leurs Altesses Royales n'ignorent pas quelles causes particulières peuvent avoir contribué à élever ou à entretenir ces obstacles. Ce sont ces causes qu'il conviendroit de détruire, parce qu'alors les effets cesseroient d'eux-mêmes. La retraite de M. *Calonne* est *déjà* un grand point. Si cette résolution avoit pu être prise lorsque *Monsieur* a écrit à l'Empereur, & qu'on eût insinué alors à M. de *Spielmann* que le desir de ne pas se trouver en opposition avec ses avis, avoit déterminé en grande partie la retraite de M. *Calonne*, je pense qu'on seroit aujourd'hui fort avancé du côté de la Cour de Vienne. Il ne faut pas se flatter d'y avoir beaucoup gagné par la retraite de M. le Prince de *Kaunitz*, si le crédit de M. *Spielmann* n'en est que plus grand. C'est celui-ci dont il faut tâcher d'obtenir la confiance & l'intérêt, tant pour le moment que pour la suite. »

« Peut-être leurs altesses royales jugeront-elles que pour cela il conviendroit d'employer le ministère de quelque personnage exercé à traiter avec des Allemands, qui ne fût pas imposant par son extérieur ni par sa naissance, & qui eût beaucoup de dextérité sans en avoir l'apparence. Le choix

Digitized by Google

des négociateurs décide en grande partie du succès de leurs missions, soit pour, soit contre. La déférence de leurs altesses royales pour la volonté du Roi & de la Reine ne sauroit être méconnue, d'après leur résolution de reconnoître l'influence de M. le baron *du Breteuil*; ce qui fait encore un point important pour écarter les inquiétudes qui sont les véritables causes de l'opposition que rencontre M..... Sans doute qu'après avoir été aussi loin, leurs altesses royales auront beaucoup de peine à adopter les autres mesures qu'on a paru désirer de leur part pour justifier la confiance qu'on voudroit leur accorder principalement du côté Prussien. Ces mesures seront expliquées par une note que M. le marquis *de Lambert* a rédigée d'après une conférence à laquelle ont assisté monseigneur le duc *de Brunswick*, monseigneur le prince *de Hohenlohe*, monseigneur le prince *de Nassau*, M. *Lambert* & moi. Je ne puis certifier à leurs altesses royales que leur caractère & leurs vues personnelles ne causent aucunes inquiétudes de ce côté-ci, & que l'on y a le plus grand désir de contribuer en même-temps à tout ce qui peut leur être utile & à tout ce qui peut leur être agréable, sans contrarier le grand objet. »

« On croit qu'on ne pourroit pas, sans inconvénient, sur-tout d'après l'exemple du passé, leur accorder un plus haut degré de confiance, à moins que les personnes qui sont encore ombrage ne paroissent plus en mesure d'exercer leur influence. Je crois de mon devoir de parler avec cette franchise, puisque j'ai vu constamment que le manque de succès de leurs altesses royales auprès des puissances auxiliaires, je crois qu'on pourroit dire arbitres, tenoit à de certaines causes, dont une

seule vient d'être écartée ; celle-là étoit bien la principale ; mais les autres paroissent encore trop graves pour ne pas exiger l'attention sérieuse de leurs altesses royales. Dès que la grande question sera agitée, je ne négligerai aucuns moyens pour faire valoir les droits de *Monsieur*. M. le prince *de Reuss* s'est avoué convaincu, mais a exprimé en même-temps ses regrets d'être lié, & d'avoir été borné à la faculté de faire des observations à sa Cour ; il m'a assuré qu'il avoit traduit celles que je lui avois fournies, aussi-tôt que je les lui ai remises. »

« Après m'être entretenu avec M. l'abbé *Mary* & M. *Courvoisier*, sur les différentes causes qui s'opposent à notre succès, que personne ne désire plus vivement que moi, puisqu'il a pour objet la gloire & la satisfaction de leurs altesses royales & le salut de la France, je ne puis que m'en référer à ce que le premier pourra mander, & le second rendre en personne à leurs altesses royales. Je crois convenable & utile que M. l'abbé Mary attende l'arrivée de M. le baron *de Breteuil*, pour juger & guider mes démarches relativement à l'objet qui m'est prescrit. Si les choses prennent une bonne tournure, il me sera très-utile d'être assisté de M. *Courvoisier*, pour la rédaction de tous les argumens propres à procurer une bonne forme au fond ; mais j'ai compté sur son zèle en ce moment, pour l'engager à retourner auprès de leurs altesses royales, afin qu'elles puissent connoître, par les détails dans lesquels il entrera aussi particulièrement qu'il est possible, la véritable situation des choses sous différents rapports. »

Le comte DE MOUSTIER.

Digitized by Google

Le réſultat de toutes ces perfides menées a été d'entraîner la Porte à refuſer de reconnoître l'Envoyé de la République Françoiſe.

Le décret d'accuſation a été porté contre les traîtres *Choiſeul Gouffier*, *Dumouſtier*, l'Abbé *Mary*, le ci-devant Evêque d'Arras, & *Courvoiſier*. Nous rapporterons ſucceſſivement les pièces les plus intéreſſantes de ce précieux recueil.

Nouvelles de nos Armées.

Elles offrent peu d'évènemens remarquables durant le cours de cette ſemaine. *Dumourier* eſt à Valenciennes. L'avant-garde de ſon armée, commandée par *Beurnonville*, l'a déjà rejoint & le reſte ne tardera pas à le ſuivre. Soixante mille hommes vont entrer dans le Brabant. Le féroce *Albert de Saxe* a propoſé une amniſtie à tous les Brabançons & Liégeois qui ſont en France. Ceux-ci ont fait la réponſe énergique qui ſuit :

« Les Belges & les Liégeois unis, ont juré, par leur manifeſte, d'exterminer leurs tyrans ; ils tiendront leur ſerment. C'eſt l'unique réponſe à l'inſolent pardon offert par *Albert*. »

« *Signés*, Alex. Balsa, préſident ; A. Deraet, ſecrétaire ; E. Dinne, ſecrétaire ; E. Van-de-Stenne. »

Les Autrichiens ſe montrent encore ſur les frontières du côté de Haſnon ; mais les habitans courageux de ce village où l'on a placé un poſte, les repouſſent vigoureuſement.

L'armée de *Kellermann* a enfin chaſſé du

Digitized by Google

territoire François les Prussiens & les Ennigrés. La capitulation de Longwi s'est faite le 18. Les articles en diffèrent peu de celle de Verdun ; ce qu'on y remarque c'est que les généraux Prussiens y reconnoissent la république Françoise. Le 22, l'entière évacuation a eu lieu. L'on a appris par le ministre de la guerre que le ci-devant *duc d'Angoulême*, fils du ci-devant *comte d'Artois*, a été tué dans une action par le colonel des huffards du régiment ci-devant *Chamborant*.

Sur le Rhin nos armes continuent à jetter l'épouvante parmi les petits despotes électoraux qui fuyent en poste. Les habitans reçoivent toujours les François comme des frères. *Custine* marche sur Mayence.

Les Piémontois sont chassés de la Savoie. Chambéry est municipalité. Le ci-devant *comte l'Hopital*, persécuté par le Roi Sarde qui avoit fait confisqué tous ses biens, a été nommé maire. *Montesquiou* négocie avec Genève, dont les habitans sont toujours divisés. Quelques papiers, & entr'autres le courier de Lyon annonce que cette négociation a été infructueuse ; que Genève est bombardée, & que le parti patriote se bat avec celui des magistrats. Cette nouvelle ne s'est pas confirmée.

Sur le Var, les Nissards suivent l'exemple des Savoisiens. Les municipalités & les tribunaux s'organisent & les habitans veulent être François.

Les commissaires envoyés sur les frontières des Pyrénées y ont déjà rassemblé une armée de 40 mille hommes. Notre envoyé *Bourgoin* à Madrid a instruit les administrateurs du département des Pyrénées que les préparatifs de l'Espagne étoient peu redoutables. Qu'il n'y avoit

Digitized by Google

pas plus de 40 mille hommes qui étoient loin d'être au complet, & que le gouvernement, ne s'étoit point encore déterminé à des mesures hostiles.

CONSTANTINOPLE.

On entendoit dire depuis long-temps que M. *Choiseul Gouffier* aristocratisoit le Grand Turc qui ne vouloit pas entendre parler de M. *Semonville*. Voici une lettre du Grand-Seigneur, qui prouve le vif attachement que lui a inspiré M. *Choiseul Gouffier*; on verra d'ailleurs, en la lisant, qu'elle est curieuse cette lettre, non pas seulement d'une *certaine* manière, mais de plus d'une manière.

Lettre du Grand-Visir au Ministre de France.

Suscription de la lettre.

« A notre très-cher & très-sincère ami, dont la fin soit heureuse, le premier Ministre de l'exemple des Princes Chrétiens & du modèle des Grands qui professent la Religion de *Jésus*, le très-puissant & très-respectable Empereur de France. »

Traduction de la lettre.

« A notre très-cher & très-sincère ami, dont la fin soit heureuse, le premier Ministre de

l'exemple des Princes Chrétiens & du modèle des Grands qui professent la Religion de *Jésus*, le très-puissant & très-respectable Empereur de France. Après vous avoir présenté des complimens dictés par l'amitié la plus pure, nous avons à vous faire savoir, en outre, qu'il est incontestable, que pour le maintien de la bonne harmonie qui règne entre la Cour de France & la Sublime Porte, on doit observer de part & d'autre, avec une scrupuleuse attention, les Capitulations & les Traités qui en sont les bases, & qu'on doit chercher à se rendre réciproquement toute sorte de bons offices, en témoignage d'une amitié aussi inaltérable. »

« La Sublime Porte s'est toujours piquée de la plus grande exactitude à se conformer à ce principe, parce que la Cour de France, de son côté, en y apportant le même soin, a toujours cherché à resserrer les nœuds de la bonne intelligence. »

« Un autre point non moins incontestable, est qu'il importe sur-tout au bien des deux Empires, que les Ambassadeurs envoyés par la Cour de France, pour résider auprès de la Sublime Porte, & pour protéger leurs affaires, conformément aux Capitulations, les Négocians & les autres François qui viennent dans les Etats Ottomans, soient des gens connus par leur droiture, leur sagesse & leur jugement, afin qu'ils puissent préserver de toute tache la bonne harmonie qui règne entre les deux Puissances. »

« La Sublime Porte n'a eu, jusqu'à ce jour, qu'à se louer des procédés & de la bonne conduite des Ambassadeurs que la Cour de France lui a envoyés, & comme elle s'engage à main-

Digitized by Google

qué la Cour de France a l'intention d'employer les mêmes moyens pour resserrer de plus en plus les liens de l'amitié qui unit les deux Empires, il seroit inutile d'insister davantage sur cet objet. »

« Or donc, nous avons appris depuis peu, que l'Ambassadeur de France, résidant actuellement près de la Sublime Porte, vient d'être rappellé, & qu'il a été nommé pour le remplacer dans ces mêmes fonctions, le nommé *Semonville*. »

« Sans vouloir porter atteinte aux droits qu'ont les Puissances de changer à leur gré leurs Ambassadeurs, nous devons cependant vous dire qu'il y a des motifs de craindre que le susdit *Semonville* ne tienne une conduite peu convenable, vu la tournure de caractère qu'il a développé d'une certaine manière. »

« Et comme il n'est nullement à propos de nommer à une Ambassade, qui est la Commission la plus importante dont on puisse être chargé auprès des Puissances, des personnes d'un esprit aussi peu mesuré, & qu'au contraire il est essentiel de donner cet emploi à telle autre personne qu'on voudra choisir, pourvu qu'elle soit connue par son bon jugement, & qu'elle soit capable d'une conduite sage & conforme à l'amitié qui unit la Cour de France & la Sublime Porte, nous vous avons écrit cette lettre amicale pour vous exposer que notre dessein est, qu'on choisisse & qu'on nomme, pour résider en qualité d'Ambassadeur auprès de la Sublime Porte, conformément aux Capitulations, une autre personne plus capable de se comporter avec la droiture & la sagesse qu'exige cette importante mission, &

plus propre à traiter les affaires qui pourront survenir, à la satisfaction des deux Puissances, & au plus grand avantage de l'amitié & de la bonne harmonie qui règnent entre elles. »

« Ainsi donc, lorsque cette lettre vous parviendra, avec la permission de Dieu, il vous sera clairement connu, que notre désir est qu'on choisisse & qu'on nomme, pour résider en qualité d'Ambassadeur auprès de la Sublime Porte, conformément aux Capitulations, une autre personne plus capable de se comporter avec la droiture & la sagesse qu'exige cette importante mission, & plus propre à traiter les affaires qui pourront survenir, à la satisfaction des deux Puissances, & au plus grand avantage de l'amitié & de la bonne harmonie qui règnent entre elles. »

« Salut à celui qui marche dans la voie du Salut. »

A Constantinople, la bien gardée.

N. B. Le But du Grand Visir est sur le côté droit de la lettre, ainsi que son paraphe. Dans l'un & dans l'autre, on lit son nom, qui est *Muhammed*.

SUÈDE.

Le Duc-Régent ne dément point les espérances qu'il a données à son avènement à la Régence : il les confirme. Le Comité d'Etat s'occupe, à la vérité, des moyens d'augmenter les revenus de la

Digitized by Google

Couronne; & enrichir la Couronne semble toujours un moyen infaillible d'appauvrir le Peuple. Mais le Régent a invité les Membres de ce Comité, & de ce ton qui ôte toutes les craintes, toutes les défiances, à énoncer hardiment tout ce qu'ils pourront trouver de dangereux dans l'exécution de ce projet qui paroît être devenu indispensable par la pauvreté du trésor de la Nation; pauvreté qui est presque de la misère. Le Régent a déclaré encore, qu'en augmentant, s'il est possible, les revenus de l'Etat, il a pour objet unique de se procurer les moyens d'encourager l'agriculture, l'industrie, les arts, le commerce. On peut dire, il est vrai, que pour les encourager il n'est pas nécessaire de leur donner quelque chose, qu'il suffit de ne leur rien prendre. Mais ce principe général, excellent en lui-même, peut recevoir cependant quelqu'exception. Il en peut recevoir, par exemple, lorsqu'il s'agit de faire naître les arts dans un Empire, lorsque les Peuples ne se mettent pas eux-mêmes en mouvement, & qu'il faut leur communiquer la première impulsion.

On parle dans toute la Suède de la prochaine convocation de la Diète, & on ne doute pas que la Nation ne soit interrogée dans des formes qui lui donneront

Digitized by Google

le moyen d'énoncer son véritable vœu. Il y a lieu d'espérer aussi que la révolution de France, les lumières que cette révolution a fait naître & qu'elle a répandues, le mouvement, l'essor universel des Peuples vers la liberté favoriseront merveilleusement la Suède, & que dans l'occasion qui se présente à elle, elle se ressaisira de sa liberté, de manière à ne jamais plus la laisser envahir. Un fait entre beaucoup d'autres qui fortifie toutes ces espérances, c'est que parmi tous les Ministres de la création du Régent, il n'y en a pas un seul qui soit soupçonné par l'opinion publique de tenir aux maximes du dernier Régent ou plutôt du dernier despotisme. On assure que l'envoyé de France, M. *Verninac de St. Maur*, va quitter Stockolm ; on n'en dit pas les causes.

POLOGNE.

La Diète sera ouverte, dit-on, à Greden, & terminée à Varsovie.

On répartit les troupes Russes dans les Waïwerlies ; les unes sous les ordres du Général *Kutuzow*, & les autres sous ceux du Général *Fersen*. Un corps de 9000 Russes est arrivé dans l'Ukraine Polonoise ; on l'a cantonné dans les villages du côté de la Moldavie, pour couvrir l'importante forteresse de Choczim & en assurer la possession à l'Autriche.

Digitized by Google

Le Commandant de la forteresse de Kaminieck, s'est honoré par le refus d'obéir aux ordres de la Confédération ; mais son généreux dévouement aux vengeances des Russes, qu'il appelle sur sa tête, ne sauvera point la liberté mourante, pas plus que ne l'ont sauvée les prières publiques de quatorze jours, ordonnées le 27 juin dernier, qui devoient avoir lieu successivement dans toutes les Eglises de Varsovie, *pour le bien de la Constitution & le succès des armes Polonoises*, & qui durent encore, par un hazard singulier ou par une dérision bien cruelle.

L'insolence de *Potocki* s'accroît avec ses succès. Beaucoup de militaires, depuis le 3 mai, avoient obtenu des décorations qu'attestoient & récompensoient les services qu'ils avoient rendus à la Patrie. *Potocki* ne veut sans doute rien voir de ce qui annonce le mérite, & par un *Universal* il vient de proscrire tous ces signes de talens & de vertus.

ALLEMAGNE.

Toutes les lettres qui arrivent depuis trois jours de Berlin assurent que tout fait présager une insurrection prochaine dans cette ville. Les Prussiens courbés sous le joug militaire, gouvernés non pas comme une nation, mais comme une armée, se consoloient de leurs malheurs, par trois

Digitized by Google

choses : 1°. Par l'économie & par le trésor du Grand *Frédéric* : quand un peuple sait que le Roi a beaucoup d'argent, il craint moins pour le sien ; 2°. par la gloire que le même *Frédéric* avoit répandue sur ses troupes & par ses troupes sur ses sujets ; 3°. par un ordre, d'un très-mauvais genre, à la vérité, mais par un grand ordre qui avoit été établi par tous & qui, quoique maintenu par les bayonnettes, avoit pourtant des effets heureux pour l'Empire, & faisoit oublier quelquefois la servitude par la sécurité. Aujourd'hui, les Prussiens voient qu'un Roi dissipateur a ruiné le trésor qu'il avoit trouvé à son avénement, & que par suite tout ce qu'ils ont d'argent eux-mêmes ils ne sont plus sûrs de l'avoir demain; ils voient la gloire des drapeaux de *Frédéric* flétrie par l'expédition la plus inique dans son principe, la plus absurde dans ses rapports politiques & la plus ignominieuse dans ses effets. Ils voient la tranquillité qui naîtroit d'un ordre très-rigoureux évanouir avec l'aisance & la gloire; & dans cet état de choses ils ne peuvent plus espérer, ils n'attendent plus d'ordre, de fortune, de bonheur & de gloire que d'une révolution qui établisse chez eux cette même liberté que leur Roi vouloit anéantir en France. Le mécontentement qui est à Berlin, il est aussi dans l'armée ; il

Digitized by Google

y est plus fort encore, parce que tout ce qui est fort l'est davantage dans les armées. Les chevaux manquent de fourrage, les soldats manquent de pain, & soldats & chevaux ont des maladies pestilentielles qui sèment les routes de leurs cadavres. Ce que les Rois nomment sédition, & ce que les Peuples nomment insurrection s'élève donc d'un côté sur les frontières de France & dans les camps, de l'autre dans les rues & dans les places de Berlin ; il est difficile que ce double mouvement n'enveloppe pas & n'entraîne pas tout. Que pourroit opposer à cela un Roi qui a un courage commun à tous les soldats, & qui n'a pas le génie du général le plus commun ; qui a vu qu'une parade étoit une bataille ; qui est persuadé que les morts sortent à sa fantaisie de leurs tombeaux ou de je ne sais où pour causer avec lui, & avec ses maîtresses. Il fera ce qu'on a fait tout à l'heure à Magdebourg ; on fera passer des soldats par les baguettes, on fera casser des têtes ; mais ces têtes cassées ne rendront pas la sienne meilleure ; mais des hommes qui ont passé par les baguettes doivent avoir un besoin de se venger ou de mourir, qu'il est très-facile de satisfaire & presque impossible d'étouffer. Le Prince *Henri* est mécontent ; il l'est peut être par de petits ressentimens. Les Princes sont remplis de

ces misères. Mais s'il n'eſt pas un imbécille, ce qui peut être malgré l'eſpèce de réputation qu'il a eue, voici le moment pour lui d'écraſer *Brunſwick* dont il eſt jaloux & d'éclipſer même la gloire de ſon frère, de *Frédéric*. Qu'il ſe mette à la tête de l'inſurrection dont tous les élémens ſont prêts, que la Pruſſe lui doive ſa liberté, & je lui promets une gloire aſſez éclatante pour le réjouir beaucoup dans ſa vieilleſſe. Si le Prince *Henri* prenoit la cocarde tricolore à Berlin, dans trois jours elle ſeroit ſur tous les chapeaux de la Pruſſe : ſi ces lignes arrivent par haſard ſous ſes yeux qu'il y réfléchiſſe, & qu'il ſe rappelle en même-temps cette maxime d'un Grec adoptée à Rome par *Marc Aurele*, en France par *Fénélon* & *Vauban* : *Le grand homme préfère ſa famille à ſoi, ſa patrie à ſa famille, le genre humain à ſa patrie.* Voilà l'échelle des vertus ; le dernier de Grecs eſt le plus haut, le plus ſublime.

On écrit de Francfort ſur-le-Mein que la conduite des troupes Françoiſes, leur reſpect pour les propriétés, leur amitié fraternelle pour les Peuples étrangers (s'il y a des Peuples étrangers aujourd'hui pour la France), que toutes les vertus que la liberté leur a appris à pratiquer leur concilie tous les cœurs : on avoit d'abord fui

Digitized by Google

devant eux : on court au-devant deux aujourd'hui. Là ou ils sont on les aime, on veut les retenir ; là ou ils ne sont pas on les desire, on les appelle. Il est probable que si la guerre se faisoit encore le printemps prochain, les François parcourront tout l'Empire Germanique, établissant partout les droits de l'homme & de la liberté. Quand même les tyrans demanderoient la paix, les François doivent peut-être aux Peuples qui ont voté pour eux, de ne pas laisser les tyrans tranquilles. Et qui sait ce que la cause de la liberté seroit devenue si les Peuples de l'Allemagne & de la Belgique, de la Suisse avoient pensé comme les despotes, Rois, Princes, Empereur, &c? La reconnoissance pour le Peuple, l'amour du genre humain doivent engager la France à prolonger une guerre qui doit amener l'affranchissement universel & la paix perpétuelle.

On écrit de Mayence que l'Electeur, à l'approche des François, qui marchent à grands pas pour l'attaquer, promet des pensions à ceux de ses soldats qui seront blessés, rebâtir leurs maisons à ceux dont les maisons seront brûlées, de récompenser enfin tous ceux qui se battront avec courage pour repousser ces François. On écrit de plus que les Citoyens les plus étran-

Digitized by Google

gers à l'art de la guerre & les écoliers même s'arment pour la cause de leur *Maître*. Mais il est probable que les écoliers, au moins, en savent assez pour dire à l'Electeur : *Notre ennemi c'est notre Maître, je vous le dis en bon François*. D'autres lettres, & qui paroissent plus dignes de foi, assurent que les bourgeois de Mayence, mais sur-tout les jeunes étudians, attendent avec impatience le moment où, de concert avec les François, ils pourront combattre pour se rendre libres. Ce qu'il y a de certain, c'est que le Général *Custine* qui sera bientôt à Mayence, va bientôt tirer cette affaire au clair.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

BOUND



FEB 28 1956

UNIV. OF MICH.
LIBRARY



Digitized by Google